Le nom, en droit romain et en droit français : thèse pour le doctorat soutenue le mardi 10 janvier 1888 devant la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu

Salveton, Henri (1862-1926). Le nom, en droit romain et en droit français : thèse pour le doctorat soutenue le mardi 10 janvier 1888 devant la Faculté de droit de Lyon / par Henry Salveton,.... 1887.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu

UNIVERSITÉ DE FRANCE — FACULTÉ DE DROIT DE LYON

LE NOM

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 10 Janvier 1888

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Henry SALVETON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

FRÉD. HENRY DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE LYON
TOPOGRAPHIE LACASSAGNE

LYON

IMPRIMERIE NOUVELLE

52, Rue Ferrandière, 52

1887

N° 249, p. 194, ligne 15, au lieu de *réprimés par*, lisez *réprimés que par.*

N° 278, p. 224, ligne 6, supprimez le second *que.*

N° 281, p. 226, ligne 9, supprimez le second *en.*

N° 294, p. 238, ligne 16, au lieu de *un*, lisez *une.*

N° 325, p. 259, ligne 30, au lieu de *1796*, lisez *1793.*

N° 339, p. 270, ligne 12, au lieu de *399*, lisez *339.*

N° 349, p. 278, ligne 11, au lieu de *patronymique*, lisez *patronymiques.*

N° 358, p. 283, note 2, au lieu de *p. 30*, lisez *p. 327.*

N° 363, p. 286, note 1, au lieu de *n^os 410 et suiv. p. 30 et suiv.*, lisez *n^os 410 et suiv. p. 311 et suiv.*, et au lieu de *n^os 30 et suiv., p. 30 et suiv.*, lisez *n^os 670 et suiv., p. 463 et suiv.* — *Ibidem*, note 2, au lieu de *p. 30 et suiv.*, lisez *p. 355 et suiv.*

N° 364, p. 287, ligne 3, au lieu de *1886*, lisez *1881.*

N° 419, p. 315, ligne 23, au lieu de *indiquée*, lisez *indiquée au moyen d'un simple renvoi à la date du jugement.*

N° 425, p. 320, ligne 31, au lieu de *Oreste*, lisez *Oronte.*

N° 448, p. 334, note 5, ligne 2, au lieu de *n° 1*, lisez *n. 1.*

N° 522, p. 370, ligne 10, au lieu de *par*, lisez *avec.*

N° 537, p. 382, ligne 5, au lieu de *ou moyen*, lisez *au moyen.*

N° 538, p. 383, lignes 4 et 5, au lieu de *suffisants*, lisez *suffisante.*

N° 549, p. 389, ligne 33, au lieu de *3 juin 1837*, lisez *23 juin 1857.*

N° 683, p. 468, ligne 10, au lieu de *fournir*, lisez *prouver.*

N° 716, p. 484, ligne 18, au lieu de *Code de procédure*, lisez *Code pénal.*

N° 728, p. 489, ligne 25, au lieu de *inexexistence*, lisez *inexistence.*

N° 731, p. 491, note 1, ligne 1, au lieu de *Demolambe*, lisez *Demolombe.*

P. 511, ligne 16, au lieu de *d'où il est*, lisez *d'où est-il.*

ERRATA

N° 1, p. 4, ligne 11, au lieu de *remplissait*, lisez *remplit.*

N° 19, p. 26, ligne 14, au lieu de *pupus*, lisez *Pupus.*

N° 19, p. 27, ligne 15, au lieu de *volesus*, lisez *Volesus*, et au lieu de *Volere*, lisez *valere.*

N° 24, p. 33, ligne 28, au lieu de *avait résulté*, lisez *était résultée.*

N° 25, p. 36, ligne 16, au lieu de *dixit*, lisez *duxit.*

N° 34, p. 42, ligne 14, au lieu de *tabubœ*, lisez *tabulæ.*

N° 58, p. 68, ligne 10, au lieu de *connomen*, lisez *cognomen.*

N° 64. p. 73, ligne 27, au lieu de *Servilus*, lisez *Servilius.*

N° 67, p. 77, ligne 21, suppléez une virgule entre *Lentuli* et *Dolabellæ.*

N° 82, p 92, ligne 2, au lieu de *tam Gaios*, lisez *tam Gaias.*

N° 84, p. 94, ligne 2, au lieu de *sige*, lisez *sine.*

N° 98, p. 101, ligne 13, au lieu de *addition*, lisez *adition.*

N° 125, p. 124, ligne 4, au lieu de *nominus*, lisez *nominis* ; *ibidem*, ligne 15, au lieu de *adoptée*, lisez *adopté* ; *ibidem*, ligne 19, au lieu de *adopté*, lisez *adoptée.*

N° 179, p. 157, ligne 1, au lieu de *Gautis* lisez *Gentis*, et au lieu de *contum*, lisez *caulum.*

N° 184, p. 158, ligne 24, au lieu de *à*, lisez *a.*

N° 188, p. 161, supprimer la ligne *1.*

N. 202, p. 170, ligne 11, au lieu de *la noblesse*, lisez *la nouvelle noblesse.*

N° 208. p. 174, ligne 9, au lieu de *a. c.*, lisez *u. c.*

P. 177, note, au lieu de *(4) V. supra, p. 80-81.*, lisez *(1) V. supra, n° 74, p. 84-86.*

N° 236, p. 187, ligne 9, au lieu de *addition*, lisez *adition.*

N° 237, p. 188, ligne 15, au lieu de *coempio*, lisez *coemptio.*

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM. CAILLEMER ✻, *doyen*, professeur de droit civil;
MABIRE, professeur de droit civil;
GARRAUD, professeur de droit criminel;
APPLETON, professeur de droit romain;
FLURER, professeur de droit civil;
THALLER, professeur de droit commercial;
ROUGIER, professeur d'économie politique;
ENOU, professeur de droit administratif;
AUDIBERT, professeur de droit romain;
COHENDY, professeur de procédure civile;
LESEUR, agrégé, chargé du cours d'histoire générale du droit français;
SAUZET, agrégé, chargé du cours de droit international privé;
BERTHÉLEMY, agrégé, chargé du cours d'histoire interne du droit civil français;
BLONDEL, chargé du cours d'histoire du droit public;
BECQ, secrétaire;
BONNET, bibliothécaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. CAILLEMER, doyen;
Suffragants : MM. APPLETON, professeur;
THALLER, professeur;
BERTHÉLEMY, agrégé.

427990

UNIVERSITÉ DE FRANCE — FACULTÉ DE DROIT DE LYON

LE NOM

EN DROIT ROMAIN ET EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 10 Janvier 1888

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Henry SALVETON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

BIBLIOTHÈQUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, B.-LETTRES ET ARTS DE LYON
Fonds LACASSAGNE

BIBLIOTH DE LA VILLE DE LYON

LYON

IMPRIMERIE NOUVELLE

52, Rue Ferrandière, 52

1887

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

PREMIÈRE PARTIE

DROIT ROMAIN

PREMIÈRE PARTIE

DROIT ROMAIN

BIBLIOTHÈQUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, B.-LETTRES ET ARTS DE LYON
Fonds LACASSAGNE

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE NOM. — HISTORIQUE DU NOM ROMAIN.

1.— La désignation d'une personne qui, au point de vue de la théorie et de l'abstraction pures, paraît *a priori* la meilleure, serait de tracer son portrait ; soit qu'on fît de la personne à désigner une image reproduisant son corps tout entier ou seulement son visage, soit qu'on en donnât une description, écrite ou parlée, au physique ou au moral. Ce jugement nous mènerait donc à adopter pour désigner les personnes dans les relations journalières d'homme à homme, soit l'image matérielle, soit la description.

La première peut être, *a priori*, déclarée impraticable, d'abord parce qu'il n'est pas donné à tout le monde de pouvoir faire de son prochain une image ressemblante, ensuite parce qu'on ne se figure pas un homme ayant toujours sur lui, pour pouvoir en parler à l'occasion, les portraits de toutes les personnes connues soit universellement dans l'humanité entière, soit de lui-même seulement et de ceux qu'il retrouve à chaque instant dans sa petite sphère de connaissances journalières. Reste donc la description; mais on comprend aisément que si un pareil mode de désignation remplissait parfaitement son but en ne laissant subsister aucun doute sur l'identité de la personne dont il s'agit, la longueur de son emploi rendrait toute relation de langage et d'affaires impossible, ou du moins y apporterait à chaque instant de telles entraves et de telles difficultés que le résultat final serait à peu près le même.

Il fallait donc réduire la description à de justes limites, et au lieu de faire, dans la désignation d'un individu, le signalement complet de sa conformation physique ou l'énumération sans lacune de ses qualités morales, citer le plus brièvement possible ce trait du corps ou de l'esprit qui différencie un homme d'un autre, cette circonstance particulière qui distingue telle personne de telle autre, en un mot relater en une seule parole la note caractéristique de l'individu; et cette parole, ce mot, c'est le nom unique que nous voyons porté par tous les hommes des premiers âges de l'humanité et de l'enfance de chaque peuple.

2.— A l'appui de cette assertion, il nous sera facile de citer maint exemple. Nous voyons dans la Bible que Dieu ayant créé le premier homme lui donna le nom d'Adam (qui en hébreu, au témoignage des commentateurs, signifie *terre rou e, argile*) afin de marquer qu'il l'avait tiré du

limon de la terre (1). Adam, de son côté, ayant reçu de Dieu la femme pour être la compagne de sa vie, lui donna le nom d'Ève (qui signifie *vie*) parce qu'elle devait être la mère de tous les vivants (2). De même tous les autres patriarches, enfants d'Adam et d'Ève, et leurs descendants, qui sont énumérés dans la Genèse (chap. IV et V), portent un nom unique, qui leur est donné à leur naissance par leurs parents ; et tous ces noms ont une signification, qu'il serait oiseux de rapporter ici, mais qui relate un trait caractéristique de l'individu désigné (3). Si nous nous adressons à la mythologie grecque et à la fable, nous verrons que tous les dieux, tous les héros, portent un nom unique, accompagné souvent dans les auteurs de nombreuses et parfois célèbres épithètes, et exprimant une idée destinée à caractériser la personne en question. C'est ainsi que nous voyons le maître souverain des dieux et des hommes appelé Ζεύς, gén. Διός, le *dieu* par excellence, ou *dieu du jour*, du radical *di* ou *div*, général à toutes les langues indo-européennes, et qui exprime l'idée de divinité, de lumière. Nous trouvons encore *Hercule* (en grec Ἡρακλῆς de Ἥρα et κλέος), dont le nom signifie *exploit* ou *gloire de Junon*, sans doute à cause de l'intervention de cette déesse dans sa naissance; *Homère* (Ὅμηρος), que la tradition se plaît à nous montrer aveugle, particularité qui, suivant une étymologie que nous n'aurons pas à discuter ici, lui aurait fait donner son nom par corruption ὁ μὴ ὁρῶν (celui qui n'y voit pas) ; *Patrocle*, l'ami

(1) Gen., IV, 2.

(2) Gen., III, 20.

(3) Par exemple : Abraham, *père de plusieurs nations*, Isaac, *sourire*; Jacob, *celui qui supplante*; Nabal, *l'insensé*; Edom, *le roux*, etc. V. D. CALMET, *Dictionnaire de la Bible*, préface sur la traduction des noms hébreux.

d'Achille (de πατήρ et κλέος), gloire de son père; *Diomède* (Διομήδης, de Διός et μήδομαι, prendre soin de, s'occuper de), celui qui adore Jupiter ; *Ulysse* ('Οδυσσεύς de ὀδύσσομαι, se fâcher), l'homme enclin à la colère, etc. Les exemples, on le voit, sont nombreux: nous estimons que ceux-ci sont bien suffisants et qu'il serait aussi oiseux qu'inutile de les multiplier davantage.

3. — On peut dire qu'en règle générale, le principe du nom unique, exprimé par une seule parole, est suivi par tous les peuples dont la civilisation est restée primitive ; et cela aussi longtemps que le nom a eu pour seule fonction la désignation exclusive d'une personne déterminée, abstraction faite de toutes circonstances extrinsèques. Il serait trop long, car ce serait sortir du plan et des limites de cette étude, d'en chercher et d'en produire des preuves tirées de l'histoire de toutes les nations. Nous verrons plus loin que les trois peuples qui sont nos pères, les Gaulois, les Francs et les Latins, au début de leur entrée dans la civilisation, portaient un nom unique.

4. — Nous avons dit que le nom qui devait toute sa vie durant désigner un individu, lui était donné à sa naissance par ses parents, et que le nom unique était en principe la courte relation du trait caractéristique de l'individu. Ces deux assertions nous semblent fondées sur la plus stricte logique. En effet, comment pourrait-on mieux et plus brièvement désigner une personne que par l'énonciation de la particularité qui la caractérise? Et qui pourrait mieux que des parents saisir dans la personne de leur enfant ou dans les circonstances qui ont entouré sa naissance ou les premiers mois de sa vie le trait le plus propre à le distinguer de toute autre personne? Or de l'application combinée de

ces deux principes, il peut résulter, et en fait cela est fréquemment arrivé, d'une part qu'un nom donné par les parents à leur enfant ne se trouvait nullement justifié par la circonstance à laquelle ce nom fait allusion, et d'autre part que le nom sous lequel telle personne nous est connue et qu'elle mérite à bon droit, n'est pas ce nom primitif qu'elle a reçu de ses parents, mais bien un surnom, un nom irrégulier mais plus en rapport avec la caractéristique de la personne, et reçu des autres hommes dans la suite des temps. C'est ainsi que si Ὀδυσσεύς vient de ὀδύσσομαι, jamais homme n'aurait été plus mal nommé que le prudent, rusé et sournois roi d'Ithaque; et que si Ὅμηρος est réellement une abréviation, une corruption, une contraction, dans le sens grammatical du mot, de ὁ μὴ ὁρων, il est infiniment probable que ce nom n'a été donné au pauvre aveugle au génie duquel nous devons l'Iliade et l'Odyssée que par la voix collective de ses admirateurs. Enfin, et cela se comprend à cause de la ressemblance si profonde qu'il y a généralement entre une naissance et une autre naissance et entre un nouveau-né et un autre nouveau-né, il devait arriver, et il est nécessairement arrivé, que des parents, embarrassés de trouver dans la personne de leur enfant ou dans les circonstances de sa naissance quelque fait plus particulier à celui-là qu'à un autre, lui donnaient un nom tiré de quelque qualité qu'ils désiraient lui voir plus spécialement à lui qu'à un autre, ou de quelque autre souhait analogue, un vœu, par exemple, ou une consécration à une divinité particulière. On peut à cet ordre d'idée rattacher le nom de Diomède et dire que ses parents avaient entendu plus spécialement faire un pieux adorateur de Jupiter de celui qui devait plus tard régner sur la Thrace et nourrir ses chevaux de chair humaine.

5. — Après avoir ainsi envisagé le nom des personnes au point de vue purement abstrait et déterminé les principes généraux qui paraissent en avoir été la règle chez les hommes des premiers âges, nous pouvons aborder directement l'étude du nom romain.

Et d'abord, il nous paraît sinon tout à fait hors de doute, au moins extrêmement vraisemblable, que les Latins des premiers âges ont porté le nom unique, d'accord en cela avec tous les autres peuples non seulement de l'antiquité, mais même de temps très postérieurs, lorsqu'ils se trouvaient encore dans un état peu avancé de civilisation. Nous lisons, en effet, dans le *Traité des noms* : « *Varro* « *simplicia in Italia fuisse nomina ait, existimatio-* « *nisque suæ argumentum refert, quod Romulus et* « *Remus et Faustulus neque prænomen ullum neque* « *cognomen habuerint.* » Quant aux Romains en particulier, le *Traité des noms* penche vers cet avis qu'ils ont toujours pratiqué le système de la multiplicité des noms, parce que leur nation est issue des Albains et des Sabins qui l'avaient déjà adopté lors de la fondation de Rome. Ceci est fort plausible, et il faut en conclure que le système de l'unité de nom avait disparu du Latium avant cette époque.

6. — Mais son existence chez les Latins, même avant la fondation de Rome, est niée par M. Mommsen (1). Voici ce que dit à ce sujet l'illustre savant allemand : « L'assertion des savants romains, que les très anciens « noms latins ont été d'un seul mot *(eingliedrich)*, c'est- « à-dire se composaient de simples noms d'individus, est

(1) *Rœmische Forschungen*, t. I, *die rœmische Eigennamen*, p. 5.

« uniquement extraite de la légende tard et mal inventée « de Romulus; la coutume de joindre au nom personnel « certains déterminatifs relatifs aux relations de l'individu « avec une ville et fondus en seul tout avec le nom, est « bien plus ancienne, et deux ou trois déterminatifs par- « ticuliers se retrouvent en remontant jusqu'au delà de « la séparation des races. » Ces déterminatifs seraient d'après le même auteur : 1° l'indication de l'ayant-puissance *(Gewalthaber)*; 2° pour les hommes libres, l'indication de la *ens*; 3° le blason *(das Wappen)* (1).

7. — Malgré toute l'autorité du nom de M. Mommsen, il nous est impossible de nous ranger à son opinion. Il est, en effet, en contradiction absolue sur ce point avec Varron, cité par le *Traité des noms*; et il est infiniment vraisemblable que le plus savant des Romains, vivant à une époque où les vieilles règles du nom romain étaient encore en pleine vigueur et toujours strictement appliquées, et où bien des documents précieux que les temps ont détruits et qui nous manquent existaient encore, devait parler des institutions et des coutumes de son pays et de leurs origines en bien meilleure connaissance de cause qu'un homme du XIX^e^ siècle de l'ère chrétienne, quelque érudit qu'il soit. Mais on peut trouver d'autres arguments que celui-là contre l'opinion de M. Mommsen. Le seul reproche que cet auteur adresse à la thèse que nous soutenons d'après Varron lui-même, est que cette thèse « est extraite « de la légende tard et mal inventée de Romulus »; et à l'appui de la sienne propre, il se borne à invoquer ceci, qu'on trouve à une époque antérieure à la séparation des

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 5.

races grecque et latine la coutume d'ajouter au nom comme déterminatifs l'indication du *Gewalthaber*, celle de la *gens*, et le blason. Or, en admettant comme vraie une origine aussi ancienne à la coutume d'ajouter au nom ces déterminatifs, il semble logique de dire que puisqu'on ajoutait au nom certaines choses, c'est que ces choses ne faisaient pas partie du nom; autrement, en effet, il aurait été inutile de les y ajouter; donc, le nom pris en lui-même ne comportant pas les suppléments que M. Mommsen lui prête, était simple, c'est-à-dire se composait d'une seule parole, et M. Mommsen nous fournit ainsi un argument contre lui-même. Quant à l'objection qu'il oppose à l'assertion de Varron, objection tirée de ce que cet auteur s'appuie « sur la légende tard et mal inventée de Romu-« lus », elle tombe d'elle-même. En effet: les Latins, frappés de l'immense inconvénient du système du nom unique, ont vite passé à celui du nom composé de plusieurs mots exprimant chacun une idée différente, la juxtaposition de toutes ces idées déterminant l'individu, comme nous aurons à le voir plus loin. Or, un des traits du peuple romain était son grand respect du passé et de la tradition; il résultait de là que les Romains cherchaient autant que possible à tirer de leurs traditions et de leur passé les origines de leurs institutions. Or, dans la légende de Romulus, nous trouvons comme personnages à nom unique *Romulus, Remus* et *Faustulus*. Le *Traité des noms* (1) nous apprend que les rois d'Albe portaient le nom générique de *Sylvius;* c'est ainsi que le grand-père et le grand-oncle de Romulus s'appelaient *Numitor Sylvius* et *Amulius Sylvius*. Les femmes elles-mêmes ont deux noms, par exemple *Rhea Sylvia,* fille de Numitor,

(1) Chap. I.

et *Acca Larentia* ou *Laurentia*, femme de Faustulus. La légende nous dit que Romulus et Rémus étaient enfants bâtards de Rhéa Sylvia et du dieu Mars, mais qu'Amulius ne voyant rien de divin dans leur venue au monde, les fit jeter au Tibre. Or, on peut remarquer que les individus à plusieurs noms sont tous des personnages de rang élevé, et que les trois hommes à nom unique sont l'un un berger, les deux autres deux bâtards mis hors la loi, c'est-à-dire des personnes de la plus infime condition. Il nous paraît logique de conclure de ce rapprochement qu'à cette époque obscure et mal connue, les gens de haute naissance portaient deux noms, sans doute pour se distinguer des autres, et que les hommes de condition inférieure n'en portaient qu'un. Ce seraient donc là les derniers vestiges du nom personnel unique, dont d'ailleurs nous ne trouvons plus d'exemple à Rome dans la suite des temps. La légende tendrait ainsi à nous montrer le système de la multiplicité des noms achevant de se substituer à celui de l'unité de nom dès avant la fondation de Rome : et cette exposition des origines des règles du nom romain nous prouverait par *a contrario* que ces règles remplaçaient le système diamétralement opposé. De tout cela il nous paraît résulter que, suivant toute vraisemblance sinon avec certitude (les temps qui ont précédé la fondation de Rome sont enveloppés de trop d'obscurité pour qu'on puisse espérer en arriver jamais là), les peuples latins ont comme tous les autres peuples pratiqué dès le début le système de l'unité de nom.

8. — L'ont-ils conservé longtemps ? C'est là une autre question que nous n'hésitons pas à résoudre par la négative. Ce système, en effet, s'il a l'avantage de donner aux personnes une désignation brève et toujours la même, a

cet immense inconvénient qu'il est impossible de saisir et d'exprimer en pratique, d'une façon adéquate, le trait caractéristique de chaque individu, et que les nombreux cas de ressemblance entre deux ou plusieurs personnes font naître de fréquentes confusions. Quelque vive, en effet, que puisse être l'imagination humaine, il devait fatalement arriver que la rapide multiplication du nombre des hommes rendît impossible la collation à chaque personne d'un nom différent qu'elle serait la seule à porter. De plus, il était naturel qu'un homme voulût donner à ses enfants ou à l'un d'entre eux le nom de ses parents, afin de conserver leur mémoire dans sa descendance; d'où la tendance à limiter dans les familles les dénominations en usage à deux noms alternant entre les générations, coutume, croyons-nous, encore en vigueur de nos jours dans la maison royale de Danemark, dont les chefs s'appellent alternativement Christian et Frédéric. Tout ceci ne pouvait qu'entraîner des confusions de personnes fort gênantes. A cet inconvénient il existait un remède : c'est celui que la plupart des peuples ont adopté lorsqu'ils avancèrent dans la voie de la civilisation et du progrès, savoir. *le système de la multiplicité des noms*, obtenu par l'addition au nom unique primitif de ce que M. Mommsen appelle des déterminatifs; et en cela nous aurons la satisfaction d'être tout à fait d'accord avec cet illustre savant.

9. — Et d'abord, nous n'hésiterons pas à reconnaître, avec lui et d'après lui, que les Latins ont adopté de très bonne heure le système de la multiplicité des noms. Nous admettrons même, avec le *Traité des noms*, que les Romains n'en ont jamais connu d'autre, l'ayant trouvé tout établi déjà chez les Albains et les Sabins, leurs auteurs. Nous voyons en effet qu'après Romulus tous les rois de

Rome ont porté deux noms : *Numa Pompilius, Ancus Martius, Tullus Hostilius, Tarquinius Priscus, Servius Tullius, Tarquinius Superbus*. Du temps même de Romulus, nous trouvons le Sabin *Titus Tatius*. Parmi les autres personnages de moindre rang, mais également connus de la Rome des *reges*, nous pourrons citer *Junius Brutus, Tarquinius Collatinus, Lucius Tarquinius* (1).

Ceci admis, il reste à préciser de quels éléments pouvaient être tirés ces déterminatifs et dans quel ordre ils ont été ajoutés au nom unique primitif.

10. — Sur le premier point, M. Mommsen cite trois déterminatifs, savoir : 1° l'indication de l'ayant-puissance (en allemand *Gewalthaber*), père ou mari ; 2° l'indication de la communauté à laquelle se rattache l'individu, *gens* ou race ; 3° le blason *(das Wappen)* (2). Nous passerons ce dernier sous silence, comme sortant du cadre de cette étude ; et, du reste, M. Mommsen ne le cite qu'avec fort peu de développements et pour ainsi dire pour mémoire. Nous nous bornerons donc à parler des deux premiers et nous y en ajouterons un troisième et un quatrième, tirés l'un de la répartition des citoyens romains en tribus par Servus Tullius, l'autre des particularités que pouvait présenter la personne à désigner. Nous aurons ainsi tracé l'origine des cinq éléments du nom du citoyen romain : *prænomen*, *nomen gentilitium*, filiation, tribu, *cognomen ;* ce dernier n'entrant que fort tard à titre

(1) On trouve dans le *Traité des noms*, ch. I, de nombreux exemples de noms doubles antérieurs ou contemporains de Rome naissante

(2) *Rœm. Forsch.*, t I, p. 5.

officiel dans la dénomination juridique, bien que depuis longtemps en usage dans le langage courant.

11. — L'indication de l'homme en puissance de qui se trouve la personne à nommer est bien le premier complément naturel que l'on puisse ajouter au nom unique primitif. Cet homme sera le père, s'il s'agit d'un enfant ; le mari, s'il est question d'une femme ; le maître, si l'on parle d'un esclave; le patron, si l'on nomme un affranchi. On voit, en effet, que c'est là bientôt la règle même chez les peuples restés le plus longtemps fidèles au système de l'unité du nom, comme les Hébreux et les Grecs. Mais on peut, à ce sujet, se demander si ce déterminatif a eu pour but de citer une relation de parenté ou d'alliance, ou une relation de soumission à puissance; la question ne se pose, bien entendu, que pour l'enfant et la femme, car pour l'esclave, dans les deux cas, cela reviendrait au même. Nous en trouvons la solution dans la forme primitive de notre premier déterminatif, forme employée dans l'antiquité à l'exclusion de toute autre, et qui est l'addition au nom de la personne du nom de l'ayant-puissance au génitif, et cela dans tous les cas, que cet ayant-puissance soit un père, un mari, un maître ou un patron (1). Pour l'esclave, même, le nom primitif était celui de son maître au génitif, suivi du suffixe *por* : *Quintipor*, *Marcipor* (2). Si plus tard nous trouvons après l'indication de l'ayant-puissance les mots *filius*, *uxor*, *libertus*, *servus*, c'est un perfectionnement, mais cela ne change rien à l'idée primitive, qui est d'exprimer la relation de soumission à puissance ; et, en effet, si la présence du mot *filius*, *uxor*, etc., avait été

(1) MICHEL. *Droit de cité romaine*, p. 298 et suiv.

(2) MICHEL, *Dr. cit. rom.*, p. 36 et suiv.

la forme primitive de notre déterminatif, la logique aurait exigé l'insertion de ces mots entre le nom de la personne et celui de l'ayant-puissance, tandis que ces mots se trouvent toujours placés non pas entre les deux noms, mais après le second. On dit ainsi : *Quintus Marci filius*, *Lucretia Collatini uxor*, et non *Quintus filius Marci*, *Lucretia uxor Collatini*. L'emploi du génitif absolu indiquant, en latin, une idée de domination et de propriété, il est logique de voir, avant tout, dans des formules telles que *Quintus Marci, Lucretia Collatini*, l'indication d'une relation de soumission à puissance : « *Cæcilia* « *Crassi*, Δημοσθένης Δημοσθένους », dit à ce sujet M. Mommsen (1), « sont, en style et en droit, de même nature que « *ager Titi.* » Mais l'indication de cette relation de soumission à puissance était vague ; il ne suffisait pas de savoir *Quintus* ou *Lucretia* sous la puissance de *Marcus* ou de *Collatinus*, mais il fallait encore savoir de quelle nature était cette puissance, à cause des grandes différences existant entre la puissance paternelle, la puissance maritale, etc. ; l'addition des mots *filius*, *uxor*, etc., s'imposa donc et dut entrer en usage de fort bonne heure, comme seul moyen de faire cesser l'équivoque résultant de la forme primitive.

12. — La deuxième idée qui se présente à l'esprit comme déterminatif à ajouter au nom individuel primitif, est évidemment l'indication de la collectivité dont cet individu fait partie. Cette collectivité peut être soit purement fondée sur la parenté comme la famille naturelle, soit purement personnelle mais aussi politique et religieuse comme la curie, soit politique et à la fois personnelle et territoriale,

(1) *Rœm. Forsch.*. t. I, p. 6.

comme la tribu telle que l'organisa Servius Tullius. Mais pour cela, il fallait que la collectivité à indiquer portât un nom propre : or, une fois la *civitas romana* constituée par la réunion en un seul peuple des trois tribus primitives des *Ramnenses*, des *Tatienses* et des *Luceres*, nous y trouvons : trente *curiæ*, collectivités purement personnelles et politiques, formées par le législateur, et un certain nombre de *gentes*, collectivités à la fois politiques, religieuses et purement personnelles, fondées sur la parenté naturelle de sang et de race (1), et réparties par le législateur dans les trente *curiæ*. Prendre comme déterminatif le nom de la curie, c'était, à cause de l'étendue de cette collectivité, diminuer insuffisamment le vague du nom personnel. Prendre le nom de la *gens*, c'était à cause du nom beaucoup plus restreint de ses membres diminuer davantage le défaut de précision du nom unique, en même temps que par suite de la répartition des *gentes* entre les curies, c'était indiquer celle de ces dernières à laquelle appartenait l'individu. Enfin, la *gens* étant, suivant l'opinion la meilleure, fondée sur une communauté d'origine et de race, il est presque certain qu'elle portait comme nom celui de l'auteur commun ou un mot en dérivant ; il était donc naturel que chacun de ses membres portât en particulier un nom rappelant celui que tous portaient en général. Les Romains firent-ils un raisonnement de ce genre ? Il serait imprudent de l'affirmer ; mais il est certain que, tout comme s'ils l'avaient fait, ils adoptèrent comme déterminatif du nom individuel le nom de la *gens*.

13. — Lorsque Servius Tullius par sa célèbre constitution, établit entre les *cives romani* de nouvelles distinc-

(1) WILLEMS. *Dr. publ. rom.*, p. 19 et suiv.

tions sociales, basées sur la richesse personnelle, tout en laissant subsister les anciennes *curiæ* et *gentes* qui divisaient les Romains en ordres héréditaires, il était naturel d'ajouter au nom de chaque personne, comme troisième déterminatif, l'indication de celle des nouvelles classes à laquelle elle appartenait. Or, on sait que les divisions créées par Servius Tullius sont « l'une locale, en *regiones* ou *tribus*, « l'autre timocratique, en classes et en centuries. » (1) Duquel de ces deux éléments était-il préférable de tirer notre troisième déterminatif? C'est ce que nous allons examiner. Nous n'aurons point présentement à rechercher quels furent les changements subis par l'organisation soit des tribus, soit des classes et centuries : il nous suffit de considérer que les tribus étaient et sont toujours restées des divisions territoriales et administratives, tandis que les classes et les centuries eurent toujours pour base la répartition des citoyens entre elles d'après le chiffre de leur fortune. Il est bien évident, d'autre part, que lorsqu'il s'agit d'ajouter un élément au nom d'une personne, il faut le prendre de telle sorte qu'il soit le moins variable possible; rien ne rend, en effet, difficiles les recherches généalogiques dans les familles comme les changements survenus dans l'une des parties du nom de leurs membres. Or, nous savons d'un côté que les tribus primitivement établies par Servius Tullius étaient au nombre de quatre, nommées: *Suburana*, *Esquilina*, *Collina*, *Palatina*; elles correspondaient à autant de divisions du territoire de la ville de Rome, et étaient pour cela appelées tribus *urbanæ*. Puis le territoire rural fut divisé en dix-sept tribus *rusticæ* ayant chacune leur nom propre. Plus tard encore, en 241 avant J.-C., le nombre de ces dernières fut augmenté de

(1) WILLEMS, *Dr. publ. rom.*, p. 46.

quatorze, par suite de l'extension du territoire romain et du *jus civitatis*. Nous arrivons ainsi à un chiffre total et fixe de trente-cinq tribus, dans lesquelles furent ensuite répartis tous ceux qui acquirent par la suite la *civitas romana*. D'un autre côté, les classes et les centuries restèrent toujours des divisions timocratiques ; les citoyens étaient répartis entre elles suivant le chiffre de leur fortune, et ce chiffre était déterminé par le cens, établi par Servius Tullius (1), et dont les opérations se renouvelaient tous les cinq ans. Or, si les classes et les centuries ne changeaient point, rien n'est mobile comme les fortunes particulières ; et tel citoyen inscrit dans une classe pouvait au cens suivant, par suite d'un enrichissement ou d'un appauvrissement, être inscrit tout à coup dans une autre. De là des chances de changements fréquents qui, se reproduisant par contre-coup dans le nom du citoyen, pouvaient donner lieu à d'inextricables confusions. Entre la répartition en tribus, de sa nature fixe et immuable, et la répartition en classes et en centuries soumise aux fluctuations perpétuelles des fortunes particulières, il n'y avait dont pas à hésiter ; et le fait est en cela d'accord avec la logique pour placer dans l'indication de la tribu le troisième déterminatif du nom.

14. — Enfin, nous devons le quatrième et dernier déterminatif du nom romain à cette habitude qu'on retrouve à tous les âges de l'humanité de donner aux gens, indépendamment des noms régulièrement reçus de leurs parents, un ou plusieurs noms supplémentaires et irréguliers, ou surnoms, tirés de quelque particularité relative à chacun. Il en résulte que, logiquement et en général, le surnom est

(1) Liv., L. I, ch. XLII et suiv. ; L. IV, ch. IV.

absolument personnel à celui à qui il est appliqué et se maintient dans le langage ordinaire et familier sans entrer, sauf de rares exceptions, dans le domaine de la nomenclature juridique et légale. Cependant, à Rome, il en fut autrement, mais à une époque bien postérieure à celle de l'addition au nom unique primitif des autres déterminatifs. C'est ainsi que le *cognomen* arriva à être en fait et en droit une partie intégrante du nom du citoyen; certains *cognomina* devinrent même héréditaires dans les familles, au lieu de rester purement personnels comme des surnoms ordinaires.

15. — Après avoir ainsi examiné les différents déterminatifs successivement accolés au nom unique primitif des Romains, nous devons rechercher dans quel ordre chronologique ces différentes additions se sont faites.

La logique pure nous conduirait à adopter l'ordre que nous avons suivi jusqu'à présent et à énumérer, d'après cet ordre : 1° le nom unique primitif, devenu le *prænomen;* 2° l'indication de l'ayant-puissance; 3° le nom de la *gens;* 4° l'indication de la tribu; 5° le *cognomen*. Mais l'ordre chronologique, d'après M. Mommsen, est incertain, ou du moins, dans les premiers temps, l'ordre dans lequel étaient placées, après le nom primitif, les additions successives qui y furent faites, n'était rien moins que fixé. Le savant allemand reconnaît toutefois que le nom unique primitif est toujours et partout relaté le premier, et que, si, d'une part, « les Grecs, les Ombriens et les Volsques mettent « après le nom individuel celui du père et des ascendants « plus éloignés et le nom de race à la fin, les Romains « et les Samnites, au contraire, joignent au nom individuel le nom de la race et, à celui-ci, la liste des ascen-

« dants (1).» Et plus loin : « ... l'arrangement naturel est,
« sans doute, le premier ; car, les deux déterminatifs, le nom
« des ascendants et le nom de la *gens*, se rattachent l'un
« à l'autre, et le dernier est, en quelque sorte, la suite du
« premier : le nom des ascendants indique la filiation éta-
« blie exactement et par degrés, c'est-à-dire l'agnation ;
« le nom de *gens* indique la gentilité, c'est-à-dire le rat-
« tachement à l'auteur premier de la *gens* sans faire
« connaître la filière des membres intermédiaires. » Sans doute, nous venons de reconnaître que cela est vrai en théorie et en logique ; mais, cette théorie a-t-elle été mise en pratique par le peuple romain? Le fait nous prouve que non. Nous voyons, en effet, dans tous les noms romains, le *nomen gentis* placé avant la filiation ; et dans les développements successifs du nom romain, nous voyons que tous les perfectionnements qui y furent apportés ont eu pour but de donner à la forme précédente du nom une plus grande clarté et une plus grande précision. Or, le nom unique primitif, le *prænomen* du Romain, était aussi le signe distinctif de sa nationalité, de sa qualité de *civis romanus*. Ceci étant insuffisant pour clairement désigner l'individu, on crut devoir ajouter l'indication de la subdivision de la société à laquelle il appartenait, et nous avons vu que cette subdivision devait être et a été la *gens*. Puis, les *gentes* étant devenues trop nombreuses pour qu'il n'y

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 14. M. Mommsen cite les exemples suivants ; pour le premier système :

Δημοσθένης	Δημοσθενους	Παιανι υς
Vois.	*Ner.*	*Propartie*
Pa.	*Vi.*	*Pacuies*

et pour le second système :

Q. Fabius Q. f.
G. Paapiis G.

eût pas entre leurs membres une confusion résultant de ce que beaucoup d'entre eux avaient des noms identiquement semblables, il fallut préciser encore, ce qui fut fait tout naturellement par l'addition au nom de l'indication de la filiation. Puis encore, la constitution de Servius Tullius venant établir entre les citoyens de nouvelles distinctions, il fallut, pour compléter dans le nom la désignation précise de la personne, y ajouter l'indication la plus courte et la plus complète possible de la situation de cette personne dans le nouvel ordre de choses; d'où l'énonciation de la tribu. Enfin et beaucoup plus tard, lorsque l'usage courant de donner et de porter des surnoms fut tellement établi que ces surnoms devinrent parfois héréditaires dans les familles, un cinquième élément s'introduisit dans la nomenclature officielle, et nous voyons le *cognomen* faire son entrée dans le nom régulier et juridique du citoyen romain. En d'autres termes, les trois premiers éléments du nom romain régulièrement composé forment une progression descendante indiquant les diverses divisions de la société romaine — divisions rentrant les unes dans les autres — auxquelles chaque personne se rattache, savoir : 1° la *civitas romana*; 2° la *gens*; 3° la famille romaine basée sur l'agnation. Le quatrième élément, la tribu, vient se greffer sur les trois premiers à la suite de la constitution de Servius Tullius; et le cinquième, le *cognomen*, devenu, dans certains cas, le nom de la famille agnatique par son hérédité, vient compléter l'ensemble en donnant à la désignation de cette famille une clarté et une précision que l'indication du *prænomen* du père n'aurait pas suffi à lui procurer.

16. — Tel est donc, suivant nous, et étant donné la constitution de la société romaine, l'ordre à la fois logi-

que et chronologique des éléments dont se compose le nom romain régulier : 1° nom individuel primitif, appelé ensuite *prænomen* par suite de l'adjonction des éléments suivants ; 2° *nomen gentilitium* ; 3° Filiation ; 4° Tribu ; 5° *cognomen*. Nous examinerons séparément dans les chapitres suivants ces différents éléments ; toutefois l'indication de la filiation et de la tribu étant plutôt la relation de circonstances extérieures que des parties constitutives du nom proprement dit, nous grouperons ensemble les trois autres éléments, ainsi du reste que les Romains le faisaient eux-mêmes dans leur langage usuel, sous le nom de *tria nomina ;* et nous étudierons ensuite les énonciations qui s'ajoutent à ces *tria nomina* comme des choses accessoires à une chose principale.

CHAPITRE II

PRÆNOMEN

17. — Nous avons vu dans le chapitre précédent et d'une manière générale, comment les romains avaient trouvé tout formé chez les peuples latins leurs prédécesseurs le système de la multiplicité des noms. Nous avons dit que le nom régulier du citoyen Romain, une fois arrivé à son entier développement se composait du *prænomen*, du *nomen gentilitium*, de la filiation, de la tribu, du *cognomen* ; et nous avons groupé le premier, le second et le dernier de ces trois éléments dans une seule catégorie sous le nom de *tria nomina*, parce qu'ils constituent le nom proprement dit. Nous avons à étudier maintenant séparément chacun des éléments du nom, et nous examinerons tout d'abord le *prænomen*, le premier de tous.

18. — Le *prænomen* est dans le nom régulièrement composé du citoyen romain le nom unique primitif, conservé intact encore, bien que son importance ait avec le temps et par la force des choses en grande partie passé aux éléments suivants. Dans son essence, son rôle originaire était la désignation personnelle de l'individu. Dans sa forme, il était le signe distinctif et la marque extérieure, en un mot l'enseigne du citoyen romain. Voici sur quelles preuves et sur quels raisonnements nous fondons cette double assertion.

19. — Et d'abord, nous avons défini le nom unique primitif, en général et pour tous les peuples, *la courte relation du trait caractéristique de l'individu*. Pour remplir ainsi le rôle de nom d'une personne, il fallait que le vocable choisi exprimât une idée, eût un sens, dont le concept fasse penser à la personne en question; en d'autres termes et pour employer une expression triviale, le nom devait vouloir dire quelque chose. Les *prænomina* romains remplissent-ils tous ces conditions? Il nous est impossible de le savoir pour tous ceux de l'époque où le *prænomen* est choisi arbitrairement sans aucune limitation; mais si nous consultons la liste des quarante *prænomina* usuels cités par M. Michel (1), nous verrons que la plupart d'entre eux ont une signification. Les voici par ordre alphabétique :

Agrippa, l'enfant venu au monde en présentant les pieds (d'après Pline).

Ancus, de ἄγκος, celui qui ne peut étendre le bras.

Appius, du sabin *Atta* ou *Atto* (*Traité des noms*), celui qui marche sur le bout des pieds (Festus).

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 72 et suiv.

Aulus ou *Olus*, de *alere*, celui qui « *dis alentibus* « *nascitur.* » (*Traité des noms*) (1).

Caius ou *Gaius*, anciennement *Gavius ;* suivant M. Mommsen (2), viendrait le *gaudere*, et signifierait « la joie des parents »; suivant Rossbach, dériverait du sanscrit *gâo*, bœuf, et voudrait dire « bouvier » (3).

Cæsar et *Cæso*, enfant tiré du sein de sa mère par l'opération appelée depuis césarienne.

Cnæus ou *Gnæus*; anciennement *Gnævus* ou *Gnaivus* (4), signifie « celui qui est marqué d'une envie » (5).

Cossus, celui qui a la peau rugueuse, d'après Festus.

Decimus, le dixième, évidemment donné à l'enfant né dans cet ordre numérique.

Faustus, de *favere*, heureux, prospère.

Galeo, de *galea*, celui qui porte un casque (6).

Herius, de *herus*, le fils du maître.

Hostus, de *hostis*, l'étranger, l'enfant né hors de la maison paternelle.

Iulus, de ἴουλος, poil follet, celui qui a un léger duvet.

Lar, mot étrusque qui signifie « chef militaire ».

Lucius, de *lux*, celui qui est né le jour (7).

Manercus, de *Mamers* (nom osque du dieu Mars), celui qui est consacré au dieu Mars.

Manius, de *mane*, celui qui est né le matin (8).

(1) Ch. v.

(2) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 43. V. aussi *Traité des noms*, ch. v.

(3) Rossbach, *Rœm. Ehe*, p. 352 et suiv. — *Ap.* Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 12, n. 9.

(4) Michel, *Dr. cit. rom.*, p. 95-96.

(5) Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 4 et 43.

(6) V. Forcellini, *Tot. Lat. Onomasticon*, V° *Galeo*.

(7) Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 4.

(8) Mommsen, *Rœm. Forsch*, t. I, p. 4.

Marcus, de *Mars*, celui qui est consacré à Mars (1), ou qui est né au mois de mars (2).

Nero, nom sabin qui signifie « fort, courageux », selon Suétone (3).

Numerius, celui *qui celeriter natus erat*, d'après Varron.

Opiter, de *ob* et *pater*, celui dont le père est mort du vivant de l'aïeul, « *cui avus est pro patre* » (4).

Paullus, signifie « le petit ».

Postumus, le dernier, l'enfant né d'un père déjà vieux, ou né après la mort de son père (*post et humus*), posthume.

Proculus, de *procul*, l'enfant né au loin.

Publius, archaïquement *Poplius* ou *Poblius*, vient, suivant M. Mommsen (5), de *pupus*, *prænomen* des enfants romains en bas âge; d'après le *Traité des noms* (6), serait le *prænomen* des garçons entrés en tutelle avant d'avoir reçu un *prænomen* légal, ou viendrait *ominis causa* de *pubis*.

Quintus, le cinquième, autre dénomination tirée de l'énumération des enfants.

Sertor, de *sero* (tresser, lier), celui qui lie les gerbes, ou d'après le *Traité des noms*, *qui per sationem natus erat*.

Servius, de *servare*, d'après le *Traité des noms*, est donné aux enfants sauvés au dépens de leur mère dans un accouchement difficile.

(1) Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 4.
(2) *Traité des noms*, ch. v.
(3) *Tib.*, § 1, *in fine*.
(4) Mommsen, *Rœm. Forsch*, t. I, p. 43.
(5) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 4.
(6) Ch. v.

Spurius, l'enfant né hors des *justæ nuptiæ*, le bâtard ; cependant un auteur (1) tire ce nom du grec σπορεύς, semeur, et rejette la première étymologie, se fondant sur ce que ses partisans se sont laissé tromper par l'abréviation SP., qui signifie aussi bien *spurius* que *sine patre*, ainsi que l'observe Plutarque (2).

Statius, de *status* (*stare*), fixe, constant.

Tiberius, de *Tiberis*, l'enfant voué au dieu Tibre, ou né près du Tibre (3).

Titus, de τίω (honorer, chérir), l'enfant chéri.

Tullus, de *tollere*, prénom donné *ominis causa* dans le sens de *tollendus* (4).

Vibus, rattaché par M. Mommsen (5) à *vivere*, signifierait alors « l'enfant plein de vie ».

Volero, et *volesus* ou *Volusus*, de *Volere*, « l'enfant « dont la santé est bonne » (même auteur); d'après le *Traité des noms* (6) « *qui volentibus parentibus natus est* ».

Vopiscus, celui qui est né viable, d'après Pline ; suivant le *Traité des noms*, celui de deux jumeaux à qui la mort de l'autre a sauvé la vie.

Cette énumération suffira, croyons-nous, pour prouver que tous les *prænomina* romains ont une signification, et par conséquent, ont eu pour but de relater un trait qui caractérisât la personne qui les portait. Ainsi, se justifie cette assertion que dans son essence, le *prænomen* est à proprement parler le nom individuel.

(1) SALVERTE., *Essai sur les noms*, t. I, p. 154 et 155, n. 1.
(2) *Qu. rom.*, CIII.
(3) *Traité des noms*, ch. VI.
(4) *Traité des noms*, ch. VI.
(5) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 43.
(6) Ch. IV.

20. — Nous avons ajouté que, dans sa forme, le *prænomen* est un signe distinctif extérieur de la *civitas romana*. La forme du nom est en effet intimement liée à la langue du peuple où ce nom est usité. Cela est si vrai que le même nom en usage chez différentes nations même de race identique, mais parlant des langues différentes, varie parfois au point qu'on a peine à le reconnaître. C'est ainsi que le prénom espagnol moderne *Jayme* ressemble beaucoup plus au prénom anglais *James* qu'au français *Jacques* ou à l'italien *Jacopo*, bien que les Espagnols soient comme les Français et les Italiens un peuple de race latine; et ces quatre prénoms sont le même, mais sous des formes différentes suivant la langue. Il devait en être évidemment de même chez les anciens Romains, et le *prænomen* porté par un citoyen de Rome devait généralement se différencier par quelque chose du même *prænomen* porté par un citoyen d'une autre nation, même latine. C'est ainsi, d'après M. Mommsen (1), que *Appius* est la forme romaine, *Atta* la forme sabine, du même nom. De même, d'après le *Traité des noms* (2), *Titus* (forme romaine) et *Tito* (forme sabine). Il est impossible, on le comprend, de déterminer d'une façon adéquate quels étaient les prénoms communs à plusieurs peuples latins primitifs et quelle était leur forme particulière chez chacun de ces peuples, afin d'arriver à faire ressortir en quoi tel nom, dans sa forme romaine, différait du même nom dans une autre forme; il faudrait pour cela une connaissance si parfaite des langues primitives de la race latine, qu'il est douteux qu'on y parvienne jamais. Lorsque le *jus civitatis* fut étendu à tout le Latium, le nom romain

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 18

(2) Ch. VI.

était arrivé à son entier développement, et l'indication de la tribu suffisait pour faire ressortir la qualité de *civis romanus;* sous ce rapport, l'importance du *prænomen* était donc grandement diminuée. Néanmoins, on peut dire encore : 1° que tout citoyen romain *doit* porter un *prænomen* romain ; 2° que les seuls citoyens romains *peuvent* porter un *prænomen* romain. A plus forte raison cela doit-il être vrai du temps où le *prænomen* était le seul élément du nom qui fût propre à l'individu.

21. — Avant d'aborder la question de savoir par qui, quand et comment le *prænomen* était donné au *civis romanus,* il convient d'examiner rapidement à quelle liste de *prænomina* le choix de celui à donner était limité.

Il faut tout d'abord écarter cette idée qu'on pourrait tirer à tort du mot *prænomen*, que cet élément du nom n'est qu'un accessoire ajouté après coup au *nomen* et placé devant et non après. La place que le *prænomen* occupe suffirait à montrer qu'il est le nom unique primitif, resté en droit sinon en fait le nom principal, et le terme qui le désigne signifie non pas « vocable mis avant le nom », mais « le premier des noms ». Cette assertion n'ayant pas à notre connaissance trouvé de contradicteur, il est inutile de la développer plus longuement.

22. — Il est hors de doute que dès l'abord le choix du *prænomen* à donner n'était limité par aucune liste, et que l'imagination des gens pouvait à ce sujet se donner libre carrière. La limitation de ce choix aurait en effet horriblement aggravé l'inconvénient du système de l'unité de nom, au point de le rendre impossible. Mais ce qu'il aurait été fou d'établir en droit dut s'établir en fait. Il était impossi-

ble, dans une population nombreuse, de donner à chacun un nom spécial, et les parents devaient volontiers donner à leurs enfants des noms déjà portés par un ascendant. Peut-être pourrait-on voir dans cette insuffisance du nombre des noms en usage une des causes qui ont déterminé l'adjonction au nom individuel du nom de la *gens*, de telle sorte que la confusion entre deux *Tiberii*, par exemple, ne pût plus exister entre un *Tiberius* de la *gens Cornelia* et un autre *Tiberius* mais de la *gens Claudia*, entre *Tiberius Cornelius* et *Tiberius Claudius*. En tout cas, que la limitation en fait du nombre des noms soit la cause de l'adjonction du nom de la *gens*, ou celle-ci la cause de celle-là, on constate que de très bonne heure eut lieu l'établissement d'un système d'abréviations conventionnelles pour écrire les *prænomina*, et la restriction du choix de ceux-ci à une liste variable assurément suivant les époques, mais assez étroitement déterminée. Quelle qu'en soit la cause, le fait existe et est reconnu par tout le monde ; ce choix du *prænomen* fut de très bonne heure restreint à une liste fort courte, tellement courte même que malgré l'adjonction des trois premiers déterminatifs le *prænomen* ne pouvait plus servir à désigner l'individu, après avoir eu cette fonction pour but principal.

23. — Un auteur que nous avons déjà cité, Salverte (1), croit trouver la cause de cette limitation dans l'établissement de l'écriture en abrégé des *prænomina*. « Plusieurs « prénoms, dit-il, tombèrent en désuétude..... parce « qu'il était difficile de les écrire en abrégé d'une manière « reconnaissable..... On préféra les prénoms qu'une « initiale ou deux au plus indiquaient suffisamment ; les

(1) *Essai sur les noms*, t. I, p. 159.

« autres, pour la plupart, passèrent dans la classe des « surnoms. » Cette théorie est absolument inadmissible. En effet, nous voyons que l'alphabet usité pour l'écriture en abrégé des *prænomina* se rapproche beaucoup plus de l'alphabet grec, par la valeur des lettres sinon par leur figure, que de l'alphabet latin tel que nous l'employons encore aujourd'hui ; c'est ainsi que le prénom noté par la lettre C, troisième de l'alphabet, se prononçait *Gaius* et non *Caius* (1), le C ayant ici la valeur du Γ grec ; tandis que d'autre part le *prænomen Cæso* est noté K, lettre à peu près inusitée dans la langue latine, et qui n'est autre que le *Kappa* grec, bien que l'orthographe usuelle du mot soit *Cæso* et non *Kæso*, de même que l'on écrit *cæsa*, *cæsim, cæsor*, et le mot *cædo* lui-même, racine de tous ces dérivés, par un C et non par un K. On peut conclure de là à la très haute antiquité du système de notation en abrégé des *prænomina*. Or, nous voyons des prénoms tels que *Vibus* et *Volesus* encore en usage au IV^e^ siècle de Rome (2), et nous trouvons des inscriptions où ils sont relatés en abrégé (3). Ces prénoms n'étant pas de ceux conservés comme tels par la limitation qui nous occupe, nous en conclurons que le système d'abréviation est de beaucoup antérieur à la limitation des prénoms, et que plusieurs de ceux qui furent abandonnés plus tard ont coexisté avec ce système. Ainsi se trouve réfutée la théorie de Salverte, rattachant la limitation des *prænomina* à l'adoption des abréviations comme l'effet à la cause.

(1) MICHEL, *Dr. cit. rom.*, p. 85 et suiv.
(2) MOMMSEN, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 21, n. 29 et 30.
(3) MICHEL, *Dr. cit. rom.*, *passim*.

24. — Un autre auteur, M. Michel, veut voir dans cette limitation, le résultat de décisions prises par chaque *gens* à l'égard de ses membres, et il se base pour cela: 1° sur ce que les personnages connus dans chaque *gens* ne portent qu'un petit nombre de *prænomina* toujours les mêmes; 2° sur ce que les *gentes Manlia* et *Claudia* ont interdit à leurs membres le port de certain *prænomina*. Donc conclut-il, si la *gens* avait le droit d'interdire certains prénoms, elle avait le droit de déterminer ceux dont on pouvait se servir, et les membres d'une *gens* ne pouvaient avoir qu'un des *prænomina* permis par cette *gens*.

Il nous paraît mal raisonné de tirer de ces prémisses, vraies, cette conclusion que nous rejetons comme fausse. Nous reconnaissons comme bien fondées les assertions : 1° que dans chaque *gens* il y avait un certain nombre de *prænomina* usuels, et qu'on ne voit point de membre d'une *gens* porter un autre *prænomen* qu'un de ceux en usage dans sa *gens;* 2° que les *gentes Manlia* et *Claudia* ont interdit à leurs ressortissants certains *prænomina*, et qu'en cela elles ne commettaient nullement ce que nous appellerions aujourd'hui un excès de pouvoir. Mais de là à tirer cette conclusion que chaque *gens* avait arrêté pour ses membres une liste fort courte de vocables en dehors de laquelle ceux-ci n'avaient pas *le droit* de prendre leurs *prænomina*, il y a loin. En effet, les auteurs abondent qui relatent les décisions des *gentes Manlia* et *Claudia;* nous citerons entre autres, Tite-Live (1), Cicéron (2), Plutarque (3), Quintilien (4), Suétone (5). Or, nous ne trouvons

(1) *Ann.*, L. VII, ch. 20.
(2) *Phil.*, I, ch. 13.
(3) *Qu. rom.*, XCI.
(4) *De orat.*, L. III, ch. 7, § 20.
(5) *Tib.*, § 1.

nulle part trace d'aucune décision de *gens* imposant à ses membres une liste de quelques *prænomina* limitativement déterminés ; les auteurs qui nous ont relaté les deux décisions particulières n'auraient pas manqué de citer toutes ces décisions générales. L'opinion qui soutient leur existence ne repose donc que sur une supposition absolument gratuite. A notre avis, il ne faut voir dans cette limitation, dans chaque *gens* en particulier et chez tout le peuple romain en général, des *prænomina* usuels, qu'un fait, une coutume, une mode, dont chacun eût été libre de s'affranchir, liberté dont d'ailleurs personne à notre connaissance n'a profité, ce qui s'explique assez par le grand respect des Romains pour les usages établis. A l'appui de notre opinion, nous citerons avec plaisir M. Michel lui-même, qui, au début de son étude du *prænomen* (1), nous dit que très probablement les patriciens voulurent faire de certains *prænomina* le signe distinctif de leur dignité, comme le *prænomen* était le signe distinctif du citoyen, pour se différencier des plébéiens, qui continueraient à user de la liberté complète dans le choix de leurs prénoms ; puis que les plébéiens, par imitation, en firent à leur tour autant, en n'adoptant plus que des prénoms portés par les patriciens ; et comme preuve, M. Michel (2) reproduit plusieurs inscriptions où l'on voit les *prænomina* des plébéiens non encore soumis à la limitation quand les fastes consulaires et autres nous prouvent que ceux des patriciens le sont déjà ; enfin, M. Michel reconnaît que cette limitation se fit peu à peu, tandis que si elle avait résulté d'une mesure législative, elle aurait évidemment eu lieu tout d'un coup. Et puis, en supposant bien fondé le système de M. Michel,

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 71 et s.

(2) *Dr. cit. rom.*, p. 72 et s.

où trouver dans chaque *gens* la limite qui sépare les *prænomina* autorisés de ceux qui ne le sont pas? Dans un acte législatif général d'autorisation ou de prohibition? Nous n'en trouvons pas trace. Dans le relevé des *prænomina* portés par tous les membres connus de toutes les *gentes* connues, relevé d'après lequel nous reconstituerons ces deux catégories de *prænomina*, concluant ainsi du fait au droit? Mais alors, pour ne citer qu'un exemple, dans la *gens Cornelia*, nous trouvons des *Auli*, des *Cnæi*, des *Lucii*, des *Marci*, des *Publii*, des *Servii* et UN *Tiberius*, celui qui est mentionné sur la table triomphale pour l'an 479 *u. c.*, époque où la limitation était déjà un fait accompli! Rangerons-nous, comme le fait M. Mommsen (1), le prénom *Tiberius* parmi ceux permis par la *gens Cornelia*? Il est étrange alors que l'on ne connaisse point d'autre exemple d'un *Cornelius* ayant porté ce *prænomen*. Ne l'y rangerons-nous pas? Alors c'est rejeter le système. Somme toute, c'est encore là ce qu'il y a de plus sûr. Il vaut donc mieux admettre qu'il n'y a dans la limitation des *prænomina* qu'un fait dépourvu de toute sanction légale, et fondé uniquement sur la mode et le désir de faire de son nom l'enseigne de la noblesse plus ou moins authentique de sa race.

25. — Cela est si vrai que nous en trouvons encore une preuve dans le retour à certains vieux *prænomina* démodés. Lorsque les plébéiens eurent tellement bien suivi les patriciens dans leur exemple de ne plus porter que certains *prænomina*, qu'il n'y eut plus entre eux sous ce rapport aucune différence, ces derniers, pour faire ressortir l'ancienneté de leur illustration, se mirent à adopter d'an-

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 16.

ciens prénoms que des siècles de non-usage semblaient avoir à jamais plongés dans l'oubli. C'est ainsi que nous voyons revenir sur l'eau, dans les derniers temps de la république ou au commencement de l'empire, les prénoms de *Cossus*, *Faustus*, *Julus*, *Galeo*. De même, certains vocables auparavant usités comme *cognomina*, passent *prænomina*, tels *Nero* et *Paullus*. Enfin le prénom *Numerius* est introduit à Rome à la fin du IIIe siècle *u. c.*, c'est-à-dire à l'époque où se serait faite la limitation légale des *prænomina*, par le mariage du dernier survivant de la *gens Fabia* avec une Samnite. Voici ce que dit Festus là-dessus : « *Numerius prænomen nunquam « ante fuisse in patricia familia dicitur quam is Fa- « bius, qui unus post sex et trecentos ab Etruscis « interfectos superfuit, inductus magnitudine divi- « tiarum, uxorem dixit Otacilii Maleventani, ut tunc « dicebantur, filiam, ea conditione ut qui primus « natus esset prænomine avi materni Numerius « appellaretur* (1). » Et tout cela sans qu'aucune décision de la *gens*, du Sénat ou de quelque autre pouvoir public que ce soit vienne sanctionner ces infractions à la soi-disant règle de la limitation du *prænomina*.

26. — Bien au contraire, Dion Cassius (2) nous cite un sénatusconsulte de l'an 514 *u. c.* prohibant de donner le même *prænomen* aux enfants d'un même père, le fils aîné seul pouvant prendre le *prænomen* du père. Or, les inscriptions abondent où l'on voit qu'il n'a pas été tenu compte de cette prescription. Que conclure de là, sinon

(1) V. aussi *Traité des noms*, chap. VI.
(2) *Fragm.*, 44.

que les usages des Romains poussaient à la limitation des *prænomina*, et que le législateur s'efforçait de réagir contre cette tendance ? Il nous paraît imprudent de donner au législateur romain une aussi grande versatilité, et de lui prêter des décisions dont il ne reste pas trace, alors qu'il nous en est parvenu d'authentiques où quelques années après il manifeste l'esprit précisément opposé à celui qu'on voudrait lui voir.

27.— Enfin, la constitution (1) par laquelle les empe- Dioclétien et Maximien permettent aux hommes libres tout changement de nom qui ne causera aucun préjudice, commence par ces mots : « *Sicut in initio*..... « PRÆNOMINIS.... *impositio libera est privatis*.... » Ce texte est formel en faveur de la liberté de l'imposition du *prænomen*, et nous paraît la preuve irréfutable de notre système.

Nous pouvons donc affirmer que le choix du *prænomen*, sauf quelques rares restrictions toutes particulières, pouvait s'exercer arbitrairement ; que jusqu'à la fin du IIIe siècle de Rome cela se pratiqua ainsi ; qu'à partir de la fin du IIIe siècle jusqu'aux premiers temps de l'Empire, les Romains restreignirent en fait leur choix à une très courte liste, certains *prænomina* étant plus particulièrement en usage dans certains *gentes* que dans d'autres ; qu'à partir des commencements de l'Empire on vit un retour à d'anciens *prænomina* abolis, puis enfin la pleine décadence et l'entière inapplication des règles du nom romain.

28.— Il nous reste, pour en finir avec notre chapitre, à examiner la question de savoir comment le citoyen

(1) C., L. IX, T. XXV *de mut. nom.*, l. *unic.*

romain reçoit son *prænomen*, c'est-à-dire de qui et à quel moment.

Et d'abord, il faut poser ce principe que, le *prænomen* étant par son origine le nom unique primitif et le signe extérieur du droit de cité romaine, il en résulte 1° que le citoyen romain doit porter un *prænomen* romain ; 2° qu'il n'en doit porter qu'un seul. Cette double assertion nous paraît assez évidente pour ne point exiger de plus longs développements.

29. — Pour savoir de qui le citoyen romain reçoit son *prænomen*, il faut d'abord distinguer suivant la façon dont le droit de cité lui est acquis, c'est-à-dire suivant qu'il le tient de naissance, ou par naturalisation, particulière ou générale, accordée par le peuple ou par un magistrat investi de ce pouvoir ou dont la décision a été ratifiée par le peuple, ou par la *manumissio justa*. On sait que le non-citoyen naturalisé, en entrant dans la *civitas Romana*, conservait d'abord comme *prænomen* son ancien nom étranger, puis prenait purement et simplement le *prænomen* du magistrat par l'intermédiaire duquel le droit de cité lui a été accordé, et que l'esclave affranchi prend comme *prænomen*, à l'époque où la limitation de fait de la liste des *prænomina* usuels n'était en usage que chez les patriciens et les plébéiens de haut rang, un nom en dehors de cette liste et généralement son ancien nom d'esclave, et, postérieurement à la généralisation de cette limitation, celui de son ancien maître. Nous n'aurons donc présentement qu'à nous occuper de l'enfant né citoyen romain.

30. — Si nous examinons attentivement les deux autres cas, nous remarquerons que le nouveau citoyen reçoit son

prænomen de l'homme par un acte duquel il a été investi du droit de cité. Or, en raisonnant par analogie, nous voyons que c'est par son père, s'il est né *ex justis nuptiis*, ou, sinon, par sa mère (1), que l'enfant arrive au droit de cité par le fait de sa naissance; de plus, il naît dans la *patria potestas* de son père; il est donc tout naturel de dire que c'est de ce dernier qu'il reçoit son *prænomen* En un mot, le jeune Romain reçoit son *prænomen* de son *paterfamilias*.

31. — Sur le second point, c'est-à-dire sur la question de savoir à quel moment a lieu l'imposition du *prænomen*, il n'y a pas d'hésitation à avoir pour les cas de naturalisation ou d'affranchissement: la collation du nom a lieu en même temps et par le même acte que la collation du droit de cité. Pour le cas de l'enfant citoyen de naissance, il y a chez les auteurs une controverse qui est savamment résumée par M. Michel (2). Certains, disent en effet, que le *prænomen* était conféré à l'enfant au *dies lustricus*, c'est-à-dire le neuvième jour après la naissance pour les garçons, le huitième jour pour les filles, tandis que d'autres (3) indiquent pour les garçons le jour de la collation de la toge virile. Les auteurs qui adoptent le premier système s'appuient sur Festus: « *Lustrici dies infantium appel-* « *lantur, puellarum octavus, puerorum nonus, quia* « *his lustrantur, atque eis nomina imponuntur* » (4); sur Macrobe: « *Est autem dies lustricus, quo infantes*

(1) V. SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntn. der rœm. Pers.-Namen*, p. 72.

(2) *Dr. cit. rom.*, p. 142 et suiv.

(3) V. p. ex. SCHNEIDER, *Beitræge zur Kenntniss der rœmischen Personennamen*, p. 14.

(4) PAUL DIACRE, *Excerpta ex libris Pompeii Festi.*, V° *Lustrici*.

« *lustrantur et nomen accipiunt* » (1); de même Plutarque (2) et Tertullien (3) nous prouvent que le *dies lustricus* était une fête de famille où l'on donnait un nom à l'enfant nouveau-né. D'autre part, le *Traité des noms* (4) nous dit : « *Pueris non prius quam togam virilem acci-*
« *perent, puellis non ante quam nuberent, prænomi-*
« *na imponi, moris fuisse Q. Scævola auctor est.* »
Ces textes se contredisent à première vue, de là la controverse.

M. Michel remarque avec raison que dans les premiers textes il est question d'un *nomen* non défini, tandis que le *Traité des noms* précise et parle de *prænomen*; conclusion, le *prænomen* était donné officiellement et d'une manière définitive au jour de la prise de toge ou du mariage ; mais comme il faut aussi tenir compte des premiers textes, et comme on ne pouvait laisser l'enfant si longtemps sans une désignation individuelle, M. Michel reconnaît qu'au *dies lustricus* il y avait une collation de nom, mais que ce nom était un *cognomen* et non un *prænomen*. A l'appui de ce système notre auteur cite un passage de Suétone (5) d'où il résulte que Caligula donna à son *dies lustricus* au trop célèbre fils de Cn. Domitius Ahenobarbus et d'Agrippine le *cognomen* de *Nero*. Pour nous, qui voyons dans le *prænomen* le nom unique primitif et le signe distinctif du citoyen romain, nous ne pouvons que trouver fort logique qu'il ne prenne légalement et officiellement ce nom que le jour où il est parvenu à la virilité et où le port des marques extérieures du droit de cité romaine lui

(1) *Sat.*, L. I, ch. 16.
(2) *Qu. Rom.*, CII.
(3) *De idol.*, ch. 16.
(4) Ch. 3.
(5) *Néron*, ch. 6.

est légalement et officiellement permis. De plus, ce système nous explique pourquoi, alors que l'usage du *dies lustricus* se maintint pour les deux sexes, même postérieurement à l'apparition du Christianisme, nous voyons tous les hommes porter un *prænomen*, tandis que les femmes cessent de très bonne heure d'en avoir un et ne sont, dès lors, désignées que par leur *nomen gentilitium* et quelquefois par un *cognomen*. On peut en voir une des causes dans ce fait, que la femme ne recevait primitivement un *prænomen* que le jour de son mariage, et de son mariage avec *manus*, et que ce *prænomen* lui était donné par son époux; tandis que lorsque le mariage s'accomplissait sans *manus*, la femme restait sans *prænomen*; or quand la *manus* tomba en désuétude, on ne voit plus de femmes porter de *prænomina*. Nous aurons plus loin à donner de plus amples développements à cette assertion (1).

32. — Tout en admettant que le *prænomen* du citoyen ne lui était officiellement donné que le jour de sa prise de toge virile, c'est-à-dire à l'âge de dix-sept ans au plus, nous reconnaîtrons volontiers que dans le langage ordinaire de la vie courante, on devait bien avant le désigner sous le *prænomen* qu'il porterait plus tard. Nous irons même plus loin, et nous ne ferons aucune difficulté à admettre que le nom complet de citoyen romain était donné à l'enfant au *dies lustricus*, mais que, la collation légale et définitive du *prænomen* n'ayant lieu que lors de la prise de la toge virile, celui que l'on donnait ainsi au nouveau-né n'était pas admis dans la nomenclature officielle et pouvait, jusqu'à sa consécration légale et son inscription à ce

(1) V. *infra*, nos 140 et suiv., p. 136 et suiv.

titre sur les *tabulæ censoriæ*, être changé au gré de qui de droit. Le mot *nomen* des textes qui parlent du *dies lustricus* embrasse fort bien les *tria nomina*, qui, pris isolément, portent chacun une désignation propre ; et il est étrange que si un seul de ces éléments du nom romain était donné à l'enfant spécialement au *dies lustricus*, il ne se soit pas trouvé un seul de ces auteurs qui ait employé le terme technique pour le désigner ; l'expression vague dont ils se servent doit donc, à notre avis, être considérée comme les comprenant tous, le *prænomen* inclus, sous réserve du caractère officiel et immuable acquis à ce dernier seulement par la collation légale qui en est faite au moment de la prise de la toge virile. Ainsi s'expliquent certaines inscriptions *non officielles*, comme des épitaphes, où l'on voit des enfants de moins de quatorze ans désignés avec un véritable *prænomen* (1); mais les monuments *officiels* ne montrent rien de semblable.

33. — Si donc le langage usuel donnait aux enfants en bas âge un *prænomen* ordinaire, nous voyons au contraire que dans l'ordre légal et juridique ils n'en portaient point, mais qu'ils étaient désignés soit simplement par leur *nomen gentilitium* et leur *cognomen* (2), soit par le *prænomen*, spécial et général à tous les jeunes enfants, de *Pupus*, suivi alors des deux autres noms (3). Ce *prænomen* des petits enfants, *Pupus*, est évidemment la racine de *pupillus*.

(1) V. p. ex., ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 155, n° 480.
(2) V. p. ex., ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 194, n° 524.
(3) V. p. ex., C. I. L., t. II, n° 1528 ; WILMANNS, n° 2697 ; ORELLI-HENZEN, n° 6222 a.

34. — Lorsque le jeune Romain prenait la toge virile, il était inscrit parmi les citoyens romains sur les *tabulæ censoriæ* avant l'âge de dix-sept ans, et il y était inscrit avec le *prænomen* qu'il devait définitivement porter. Jusque-là, en effet, le *prænomen* sous lequel il pouvait être connu n'ayant rien d'officiel, n'était pas immuable, mais bien pouvait être changé au gré de qui de droit. Cette déclaration était faite par le citoyen *sui juris* pour lui-même, par le *paterfamilias* pour ses enfants *in patria potestate,* par le tuteur pour son pupille. Cependant, ce dernier n'était pas inscrit dans une tribu, comme le citoyen arrivé au plein exercice de ses droits, mais dans la liste spéciale des *orbi, orbæ et viduæ.* Les citoyens étaient désignés sur les *tabubæ censoriæ* par leur *prænomen*, leur *nomen gentilitium*, leur *pater* ou *patronus*, leur tribu, et leur *cognomen.* Nous avons ainsi la preuve qu'en droit le nom romain se composait de ces cinq éléments groupés dans cet ordre. De plus, les *tabulæ censoriæ* étaient la constatation officielle du nom du citoyen, et le citoyen ne pouvait dans les actes officiels porter légalement un autre nom que celui sous lequel il était désigné dans les *tabulæ censoriæ* (1).

35. — En résumé, et pour énoncer en peu de mots la théorie du *prænomen* que les raisonnements précédents nous ont amené à adopter, nous dirons : que le *prænomen*, nom unique primitif de l'homme, est aussi la marque distinctive du citoyen; qu'il est donné à l'homme par celui à qui il doit son entrée dans la *civitas romana*, magistrat, patron, ou *paterfamilias;* que, choisi d'abord en fait arbitrairement et avec une grande variété, l'habitude le res-

(1) V. Willems, *Dr. publ. rom.*, p. 266 et suiv.

treint peu à peu à une courte liste, souvent même encore plus limitée dans chaque *gens*, et parfois dans chaque rameau d'une même *gens*, sans que cependant il y ait dans cette série de limitations rien de légalement obligatoire; que le *prænomen* est donné aux garçons lors de la prise de la toge virile, et est constaté par leur inscription sur les *tabulæ censoriæ*, aux filles, lors de leur mariage *cum manu*. Le *prænomen* ainsi acquis est invariable en principe; nous verrons plus loin quelles exceptions comporte cette règle.

36. — Pour terminer notre chapitre, nous croyons devoir reproduire ici, d'après M. Michel(1), le tableau des *prænomina* romains usuels, avec l'indication des *gentes* dans lesquels on les trouve exclusivement usités, et des abréviations par lesquelles ils sont toujours régulièrement notés dans les documents officiels.

PRÆNOMINA	*GENTES*	ABRÉVIATIONS
Agrippa	*Menenia, Furia* (?)	AGRIPP.
Ancus	Le roi *Ancus Martius*	?
Appius	*Claudia* patricienne	AP.
Aulus ou *Olus*	Général	A.
Caius ou *Gaius*	—	C.
Cæsar	*Julia*	?
Cæso ou *Kæso*	*Quinctia, Fabia, Duilia*	K.
Cnæus ou *Gnæus*	Général	CN.
Cossus	—	pas d'abréviation
Decimus	—	D.
Faustus	—	pas d'abréviation
Galeo	—	—
Herius	*Asinia* (seule?)	HER.
Hostus	*Lucretia* (seule?)	?

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 77 et suiv.

PRÆNOMINA	*GENTES*	ABRÉVIATIONS
Julus	?	?
Lar	*Herminia*	?
Lucius	Général	L.
Mamercus	*Æmilia*	MAM.
Manius	Général	MV. ou M'
Marcus	—	M.
Nero	Général	pas d'abréviation
Numerius	*Fabia* (pas excl.)	N.
Opiter	*Verginia*	OPETR.
Paullus	Général	pas d'abréviation
Postumus	*Æbutia*, *Cominia*, *Veturia*	?
Proculus	*Virginia*, *Gegonia*, *Postumia*	?
Publius	Général	P.
Quintus	—	Q.
Sertor	?	SERT.
Servius	Genéral	SER.
Sextus	—	SEX.
Spurius	—	S. ou SP.
Statius	?	STA. ou ST.
Tiberius	Général	TI. ou TIB.
Titus	—	T.
Tullus	*Tullia*, *Hostilia*	pas d'abréviation
Vibus ou *Vibius*	?	VIB. ou V.
Volero	*Poblilia*	VOLER.
Volesus ou *Volusus*	*Valeria*	?
Vopiscus	*Julia*	?
Pupus	Enfants en bas âge	PUP.

CHAPITRE III

NOMEN GENTILITIUM

37. — Après avoir examiné dans le chapitre précédent ce qu'est devenu dans la formation du nom multiple des Romains l'ancien nom personnel unique, le *prænomen*, et avoir déterminé les règles qui le régissent, il nous reste à étudier d'après la même méthode les autres éléments du nom romain, et tout d'abord le *nomen gentilitium*. Nous verrons successivement à ce sujet : ce qu'il est; à quoi on le reconnaît; comment il est acquis.

38. — Le *nomen gentilitium* est appelé quelquefois tout simplement *nomen*, à tort, suivant nous, puisqu'il n'est pas le nom par excellence, c'est-à-dire le vocable destiné à désigner l'individu. Il est l'indication de la *gens* à laquelle appartient la personne désignée par le *prænomen*. La place qu'il occupe dans le nom juridiquement

complet du citoyen romain nous prouve qu'il a été le premier élément ajouté au nom unique primitif, et si nous nous en rapportons au *Traité des noms* (1) nous verrons que les peuples latins qui ont précédé les Romains portaient déjà le double nom. Les Romains n'auraient donc eu qu'à prendre tout formé par leurs prédécesseurs le système de la dualité des noms.

39. — Il serait plus difficile de rechercher quelle fut chez les Latins de l'époque légendaire l'origine de l'addition au nom unique primitif de la relation de la famille de l'individu. La logique et la raison voudraient y voir une heureuse correction apportée aux imperfections du système de l'unité de nom. Mais les remarques que nous avons faites plus haut sur l'histoire de Romulus tendraient à nous faire croire que cette addition n'a eu vraisemblablement d'autre mobile qu'un mouvement d'orgueil et de vanité causé par le désir de rappeler à chaque instant l'illustration de ses ancêtres. C'est là un sentiment inné dans le cœur de l'homme; on le retrouve à toutes les époques et chez tous les peuples. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce qu'il fût entré pour quelque chose dans l'invention par les Latins primitifs du *nomen gentilitium*.

40. — D'autre part, nous voyons que les trois tribus primitives des *Ramnenses*, des *Luceres* et des *Tatienses*, dont la réunion forma la *civitas romana*, se composaient chacune d'un nombre inconnu de *gentes*, que le législateur romain répartit ensuite en dix curies par tribu, soit trente en tout. Les écrits se sont entassés sur les écrits pour arriver à éclaircir la question de savoir ce

(1) Ch. I.

qu'était la *gens*, et l'on n'en est guère plus avancé qu'au premier jour. Nous nous garderons bien de traiter à fond cette question, accessoire du reste à notre matière. Nous nous bornerons à adhérer au court et clair résumé qui en a été fait par M. Willems (1), et nous dirons avec cet auteur et d'après lui que la *gens* est vraisemblablement à l'origine « un groupe de familles *agnatæ*, c'est-à-dire des- « cendant d'un auteur commun, partant une institution « naturelle... adoptée par le législateur en ce sens qu'il « a garanti aux membres d'une même *gens*, en leur qua- « lité de co-gentils, la jouissance de certains droits appelés « *gentilices* » (2). La *gens* est donc une personne morale, formant une sorte de petit Etat dans l'Etat, et fondée sur une communauté de race et d'origine. Elle ressemble ainsi beaucoup aux anciennes douze tribus du peuple juif, aux anciens *clans* de l'Ecosse, et aux tribus arabes.

41. — A chacune de ces *gentes* correspondait un vocable différent, que nous appellerons son *nom*, bien que, grammaticalement parlant, il soit non un *substantif*, mais un *adjectif*. C'est ainsi que l'on dit la *gens Claudia*, la *gens Tullia*, la *gens Fabia; Claudia*, *Tullia* et *Fabia* sont ici des adjectifs qui particularisent la signification du substantif *gens*. Nous trouverons une autre preuve de cette allégation dans ce fait, que, parle-t-on d'une gens prise comme personne morale, on dit par exemple la *gens Claudia;* nomme-t-on un membre de cette *gens*, on dira par exemple *Tiberius Claudius;* entend-on mettre en cause tous les membres de cette *gens* en tant que nombre d'hommes, mais sans faire intervenir

(1) WILLEMS, *Droit publ. rom.*, p. 19 et suiv.

(2) WILLEMS, *Droit publ. rom.*, p. 20

la personne morale de la *gens* elle-même, on dira les (*homines*) *Claudii*. Le mot *Claudius*, *Claudia* est donc un seul et même mot, se déclinant régulièrement suivant les principes de la grammaire latine, recevant les deux genres propres aux personnes, c'est-à-dire le masculin et le féminin, et les deux nombres. Il n'y a pas d'exemple d'une phrase écrite en bon latin, où un nom de *gens* soit pris autrement que comme un accessoire accolé à un substantif exprimé ou sous-entendu. Nous conclurons de toutes ces remarques que le *nomen gentilitium* est, *dans tous les cas* et *sans exception*, *un adjectif ajouté à un substantif, nom propre ou nom commun* dans le sens grammatical des mots. Nous nommerions volontiers cet adjectif *adjectif propre*, en ce sens qu'il se distingue des autres adjectifs comme le substantif propre se distingue des autres substantifs, ou substantifs communs. Cette opinion est aussi celle de M. Mommsen (1), qui appelle le *nomen gentilitium* un *déterminatif* du nom individuel.

En principe donc, nous terminerons le premier point de ce chapitre en définissant le *nomen gentilitium* : *un adjectif déterminatif accolé au nom unique primitif de l'individu ou* PRÆNOMEN, *et dont le but est de faire connaître la* GENS *dont cet individu fait partie.*

42. — Le second point de vue sous lequel nous étudierons le *nomen gentilitium* se trouve dans la question de savoir à quoi on reconnaît qu'un vocable est un *nomen gentilitium* plutôt qu'un *prænomen* ou un *cognomen*.

Extrinsèquement, le *nomen gentilitium* se reconnaît à la place qu'il occupe dans le nom complet et régulièrement écrit du citoyen Romain. La règle veut en effet qu'il

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 7 et suiv.

occupe le deuxième rang, immédiatement après le *prænomen* écrit en abrégé et placé en tête, et qu'il soit toujours écrit en toutes lettres (1). Cette règle est toujours observée dans les documents officiels, et la plupart du temps aussi dans les autres. Nous disons la plupart du temps, car on trouve quelques inscriptions non officielles où l'on voit des *nomina gentilitia* notés en abrégé; mais ce ne sont là que des exceptions assez rares pour mériter qu'on leur applique le fameux adage. M. Michel a classé ces exceptions de façon à les montrer soumises, elles aussi,à une sorte de règle (2). Nous résumerons rapidement les remarques qu'il a faites à ce sujet. M. Michel reconnaît deux sortes de cas exceptionnels de *nomina gentilitia* écrits en abrégé, savoir: 1° *Nomina gentilitia* se trouvant répétés plusieurs fois dans la même inscription; 2° *Nomina gentilitia* d'individus ayant reçu le droit de cité romaine de Sylla, de Pompée, de César, d'Antoine et de certains empereurs, même lorsqu'ils ne sont cités qu'une fois dans chaque inscription; ces derniers sont alors notés en abrégé d'après le tableau suivant:

NOM USUEL	NOM COMPLET	*Nomen gentilitium* abrégé
Sylla	*L. Cornelius Sylla*	CORN.
Pompée	*Sex. Pompeius Magnus*	P., qqf. POM.
César	*C. Julius Cæsar*	I. IUL.
Antoine	*M. Antonius*	ANTON., ANT.
Claude	*T. Claudius Nero Germanicus*	CL.
Vespasien	*T. Flavius Vespasianus*	FL.
Titus	—	—
Domitien	*T. Flavius Domitianus*	—
Adrien	*P. Ælius Adrianus*	AEL.
Marc-Aurèle	*M. Aurelius Verus*	AUR.

(1) MICHEL, *Dr. cit. rom.*, p. 196.
(2) *Dr. cit. Rom.*, p. 196 et suiv.

Il convient toutefois d'observer qu'à l'époque de ces deux derniers empereurs, les règles du nom romain étaient tombées en désuétude ; il n'est donc pas surprenant de voir à cet époque des *nomina gentilitia* écrits en abrégé.

43. — Intrinsèquement, et abstraction faite de toutes circonstances extérieures, le *nomen gentilitium* se distingue des autres éléments du nom, en ce qu'il est toujours un dérivé, et un dérivé d'un nom propre d'homme en règle générale ; la caractéristique du *nomen gentilitium* romain est la terminaison *ius* ajoutée au radical d'un nom d'homme. Chez les anciens Grecs on trouve aussi des noms de race, se distinguant du nom de l'auteur de la race par une terminaison différente ; mais outre que le nom de la race n'a jamais été un élément constitutif régulier du nom des personnes chez les Grecs de l'antiquité, la terminaison des noms de race n'a rien de fixe ; on en voit qui se terminent en ευς, ίδης, ιος ; c'est ainsi que l'on a Παιανιεύς, Ἡρακλείδης, Σφήττιος. Il en résulte une certaine difficulté à distinguer à première vue un nom de race d'un nom individuel. A Rome, il en est autrement, et nous pouvons dire : 1° que la terminaison *ius* est destinée à caractériser le *nomen gentilitium* ; 2° qu'en général les *prænomina* et les *cognomina* ne doivent pas avoir cette terminaison (1). Chacune de ces assertions comporte des exceptions que nous aurons l'occasion de rencontrer plus loin (2).

44. — « *Gentilitia nomina* », nous dit le *Traité des noms* (3), « *Varro putat fuisse innumera.* » Il est donc

(1) V. Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 7 et suiv.
(2) V. *infra*, n° 44, p. 51, et n° 107, p. 110.
(3) Ch. III.

impossible de *déduire* une règle de son observation par *l'unanimité* des différentes *gentes ;* mais on peut l'*induire* avec beaucoup de vraisemblance de son observation par la grande majorité de celles qui nous sont connues. C'est ainsi que nous sommes amenés à formuler celle que nous avons citée plus haut, à savoir, que *tout* NOMEN GENTILITIUM *est un dérivé d'un nom propre individuel primitivement unique*, lequel a pu, par la suite se perpétuer comme *prænomen* dans l'usage (1). Nous citerons comme preuves à l'appui de cette allégation, d'après M. Mommsen, les *prænomina* de *Fusus*, *Julus*, *Marcus*, *Postumus Quintus*, *Sextus*, *Titus*, *Tullus*, *Volusus* ou *Volesus*, auxquels correspondent les *nomina gentilitia* bien connus de *Fusius* ou *Furius*, *Julius*, *Marcius*, *Postumius*, *Quintius*, *Sextius*, *Titius*, *Tullius*, *Valerius*. Si nous nous reportons aux *prænomina* auxquels leur antiquité a fait exceptionnellement conserver la terminaison *ius* (et c'est là une des exceptions à la deuxième des règles que nous avons formulées plus haut (2), nous verrons que de *Manius*, *Publius*, *Servius* ont été formés les *nomina gentilitia* de *Manilius* ou *Manlius*, *Publilius* ou *Poblilius*, *Servilius* ou *Sergius* (3). A l'inverse, de certains *nomina gentilitia*, nous pouvons induire l'ancien nom unique primitif, entièrement perdu, de l'auteur commun ; et nous remarquerons, en passant, que cela est une preuve de plus de la vérité du système que nous avons adopté, et d'après lequel la *gens*

(1) V. SCHNEIDER, *Beitr. zur Kennt. der rœm. Pers-nam.*, p. 16.

(2) V. *supra*, n° 43, p. 50.

(3) Pour M. MOMMSEN, « *Servius* et *Sergius* se rapportent l'un à l'autre comme *ni(n)gere* et *nives*, *vixi* et *vivere*. » *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 8, n. 3.

est avant tout fondée sur une communauté de race, sur une parenté perdue, entre ses membres. C'est ainsi que d'*Æmilius* nous pouvons tirer *Æmulus ;* (1) de même, *Claudius* vient du sabin *Clausus* ou peut-être *Claudus; Cornelius*, de *Corneus; Curtius*, de *Curtus*; *Fabricius*, de *Faber*; *Fabius*, de *Faba; Pompilius*, de *Pompius* (2) *; Rhesius*, de *Rhesus* ; *Silius*, de *Silus* ; *Silvius*, de *Silva ; Valensius*, de *Valens*, etc., etc. De tous ces rapprochements, on peut tirer la double règle suivante : 1° le *nomen gentilitium* se forme en ajoutant la terminaison *ius* au radical du nom individuel de l'auteur de la *gens ;* 2° quand le nom de cet auteur est lui-même terminé en *ius*, on forme le *nomen gentilitium* en doublant l'*i* de la terminaison avec interposition de la lettre *l*.

45. — C'est donc à la terminaison *ius* que l'on reconnaît le *nomen gentilitium* romain et d'origine romaine, et cela sans exception. Car s'il est vrai de dire qu'il se présente des *nomina gentilitia* romains non terminés en *ius*, il serait faux de leur attribuer une origine romaine. Et d'abord il ne faut pas arguer, à l'encontre de notre opinion, de ce que l'on rencontre de tout temps des *nomina gentilitia* romains en *aeus* ou en *eius ;* car la première de ces deux terminaisons s'écrivant *aius* dans sa forme archaïque, on doit les classer toutes les deux dans la catégorie des terminaisons en *ius*.

(1) On voit, en effet, que dans bien des mots la formes archaïque prend un U où le bon latin met un I ; ex. : *septumus*, *septimus*.

(2) Le père du roi *Numa Pompilius* s'appelait *Pompius Pompilius*, sans doute en souvenir de l'auteur premier de la *gens*. (*Traité des noms*, ch. I).

46. — Ceci dit, nous poserons en principe que tout *nomen gentilitium* romain ne se terminant pas en *ius* trahit une origine étrangère. Mais il serait faux de retourner la règle et de dire que toute famille étrangère se fixant à Rome et admise au droit de cité, gardait ou prenait un *nomen gentilitium* terminé autrement que par *ius*. Dès les premiers temps, on vit nombre de familles se fixer à Rome et y être admises au nombre des plébéiens ; ces familles conservaient généralement comme *nomen gentilitium* leur nom étranger. De là il résulta qu'une fois les plébéiens admis à partager avec les patriciens la plénitude de la cité romaine, on vit des *nomina gentilitia* devenus bien Romains n'avoir pas la terminaison en *ius*. Lors, au contraire que l'étranger immigré était admis d'emblée, non seulement dans la *civitas romana*, mais encore au rang des patriciens, il ne manquait pas de romaniser son *nomen gentilitium* en lui donnant la terminaison réglementaire. Nous voyons un exemple de ce fait dans celui du Sabin *Appius Clausus*, qui, venu à Rome et investi et du droit de cité et du patriciat, devint sous le nom de *Clausius* ou *Claudius* le chef de la *gens Claudia* romaine (1). On pourrait conclure de là que l'affectation exclusive de la terminaison *ius* au *nomen gentilitium*, de même que la limitation de fait de la liste des *prænomina* usuels, est encore une invention des patriciens ayant pour but de les distinguer des plébéiens, en faisant de leur *nomen gentilitium* comme plus tard de leur *prænomen* le porte-enseigne de l'antiquité et de la noblesse de leur race. Mais comme on ne trouve pas trace de *nomina gentilitia* romains et d'origine romaine terminés autrement qu'en *ius*,

(1) V. MICHEL, *Dr. cit. rom.*, p. 173.

même parmi les familles plébéiennes, il est impossible d'avancer cette allégation avec certitude.

Le tableau suivant (2) nous indiquera les désinences étrangères que l'on retrouve, et les origines étrangères qu'elles accusent respectivement :

DÉSINENCES	ORIGINES
erna, *arna*, *enna*, *ina* ou *inna*.	Étrusque.
anas, *enas*, *inas*.	Ombrienne.
enus, *inus*.	*Picenum*.
acus, *icus*.	Gauloise.
anus.	Ville latine désignée par le radical du nom.

47. — Il s'est élevé une controverse au sujet de la signification de cette dernière terminaison. Un savant s'est rencontré qui a eu la patience de dresser la liste, fort longue du reste, de tous les *nomina gentilitia* terminés en *anus* (3). Il appert de ce travail que ces noms sont tirés de noms de ville ou de lieux. Pour expliquer cela, les uns prétendent que ceux qui portent ces noms sont les esclaves affranchis des localités des noms desquelles ils ont tiré le leur propre; les autres, qu'il n'y a là que l'indice d'une émigration de ces villes dans une autre et non d'une origine servile. L'esclave d'une cité, disent les

(2) V. MICHEL, *Dr. cit. rom.*, p. 174.

(3) HUBNER, *Eph. epigr.*, t. II, p. 25 et suiv.

partisans du premier système, affranchi par cette cité, tirait son *nomen gentilitium* du nom de cette cité ; telle est la règle. Pour l'étranger libre devenu citoyen romain, la règle, au contraire, est qu'il prenne le *nomen gentilitium* du magistrat par l'intermédiaire duquel le droit de cité romaine lui a été conféré. Donc, ces *nomina gentilitia* trahissent une origine servile.

Nous admettons les prémisses, ripostent les partisans du deuxième système, mais nous repoussons la conclusion. En effet, s'il est vrai de dire que l'esclave d'une cité, affranchi, tirait son *nomen gentilitium* du nom de cette cité, il ne l'est pas moins d'affirmer que ce *nomen gentilitium* est terminé en *ius* ; c'est ainsi que le *servus publicus* du peuple romain, affranchi, s'appelle *Publicius* (1) ou *Romanius* (2). Mais d'autre part, si l'étranger admis dans la *civitas romana* prend le *prænomen* et le *nomen gentilitium* du magistrat par l'intermédiaire duquel le droit de cité lui a été conféré, et cela conformément à la règle, cela n'a lieu que dans le cas où la collation de la cité lui a été faite en vertu d'une mesure individuelle et particulière ; la règle ne s'applique pas à ceux qui se trouvent bénéficier d'une concession collective ; c'est ainsi, par exemple, que tous les Italiens, créés citoyens romains par la *lex Julia*, n'ont pas pris le *nomen gentilitium Julius*. En ce cas, la règle voulait que les nouveaux citoyens conservassent leur ancien nom à titre de *nomen gentilitium*. Ainsi, s'explique l'existence des nombreux *nomina gentilitia* romains formés des noms de ville ou de lieux avec la terminaison *anus*. Ce court résumé des arguments des deux

(1) WILMANNS, n° 2665. — C. I. L., t. x, n° 4984. — *Ibid*, t. v, n° 6630. — ORELLI, n° 4905.

(2) VARRON, *De ling. lat.*, L. VIII, *i. f.*

systèmes suffira pour démontrer l'excellence du deuxième, auquel nous donnerons notre pleine et entière adhésion (1).

48. — Après avoir ainsi étudié les deux premiers points de notre examen du *nomen gentilitium*, à savoir ce qu'il est, et comment il se reconnaît, il nous reste à résoudre la question de savoir comment il est acquis au citoyen romain.

Et d'abord il convient de poser premièrement ce principe que *tout individu entrant dans la* CIVITAS ROMANA *doit en même temps entrer dans une* GENS. D'où nous conclurons que tout membre d'une *gens*, à quelque titre qu'il en fasse partie, devant porter le nom de cette *gens*, le *nomen gentilitium* est acquis au nouveau citoyen par le fait même de son entrée dans la cité romaine et dans une *gens* romaine.

49. — Si nous examinons, comme nous l'avons fait au sujet du *prænomen*, les trois manières différentes d'acquérir le droit de cité romaine, nous trouverons dans chacune d'elles la confirmation de la théorie que nous venons d'exposer. Il faut cependant remarquer, au préalable, que la *gens* comprend trois sortes de membres, savoir : 1° Les membres primitifs, que nous appellerons les *gentiles* proprement dits et, plus brièvement, tout simplement les *gentiles*, appartenant à la *gens* par le seul fait de leur naissance dans une famille dont tous les ascendants ont été *gentiles*, et descendant soit de l'auteur commun de la *gens*, soit d'un individu étranger à la *gens* qui y aurait été admis, mais dont le souvenir s'est perdu, de telle sorte qu'ils sont considérés comme faisant partie de la *gens* au

(1) V. MICHEL, *Dr. cit rom.*, p. 175 et suiv.

même titre que les véritables descendants de l'auteur commun. Ce sont ces *gentiles* qui forment la *gens* dans sa conception primitive, telle que nous l'avons définie d'après M. Willems (1); 2° Les affranchis, esclaves admis dans la *gens* en même temps que dans la *civitas romana* par le fait d'une *manumissio justa* accomplie à leur profit par un membre de la *gens;* en un mot, les individus soumis aux *jura patronatus* au bénéfice d'un membre de la *gens;* 3° Les clients des différents membres de la *gens;* ce sont ordinairement les descendants d'affranchis, placés d'abord comme eux sous le *jus patronatus* d'un *gentilis,* puis, par suite du relâchement des liens primitifs de la clientèle, ne gardant guère de l'ancienne infériorité de leur situation que le souvenir. Entre les *gentiles* proprement dits seulement existe la vieille parenté du sang, fondée sur la descendance de l'auteur commun, et ce sont eux aussi qui constituent le troisième ordre d'héritiers *ab intestat* institués par la loi des XII Tables. Quant à la femme d'un membre de la *gens*, si elle est *in manu*, elle rentre dans la catégorie des membres de la *gens* dont son mari fait partie ; si elle n'est pas *in manu*, elle reste dans la position où elle se trouvait avant son mariage par le fait de sa naissance.

Ceci dit, nous pouvons passer à l'examen de nos trois différents cas.

50. — Et d'abord, celui de l'enfant né citoyen romain, c'est-à-dire issu soit des justes noces d'un citoyen et d'une citoyenne, soit, en dehors des justes noces, de l'union d'une citoyenne avec un citoyen ou un Latin. Ici, il n'y a pas de difficulté : l'enfant, dans la première hypothèse, naît

(1) V. *supra*, n° 40, p. 47.

dans la *patria potestas* de son père; il fait partie de la même *gens* que lui et au même titre que lui; le *nomen gentilitium* de son père lui est donc acquis par le fait même de sa naissance et sans qu'il ait besoin pour cela d'aucune formalité ou cérémonie d'imposition de nom. Il en est de même dans la dernière hypothèse, à cela près que l'enfant, n'ayant alors aucun lien juridique qui le rattache à son père, naît *sui juris*, la *patria potestas* ne pouvant appartenir aux femmes ni aux ascendants par les femmes; en tout cas, il naît dans la *gens* de sa mère et a par conséquent acquis par le fait même de sa naissance son propre *nomen gentilitium* (1). Ce fait permet d'expliquer certaines inscriptions où l'on voit un fils porter un autre *nomen gentilitium* que son père (2).

51. — Pour le second cas, celui de l'esclave affranchi, il faut examiner deux hypothèses : celle de l'esclave d'un particulier affranchi par son maître, et celle de l'esclave appartenant au peuple romain ou à une cité, ou à une personne morale ou collectivité quelconque, affranchi régulièrement et admis à la cité par le fait de son affranchissement. Nous n'avons point à nous préoccuper du cas des esclaves irrégulièrement affranchis; ces individus ne faisant point partie de la *civitas romana*, les règles qui peuvent régir leur nom sortent du cadre de cette étude. Dans la première hypothèse, l'esclave affranchi a pour patron son ancien maître; il fait donc partie de la même *gens* que lui, et par conséquent il reçoit par le fait même de son affranchissement le *nomen gentilitium* de son patron.

(1) V. SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntn. der rœm. Pers.-namen*, p. 72.

(2) V. ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 311, nº 637.

C'est là une règle qne nous voyons confirmée par tous les documents qui nous révèlent un cas d'affranchissement, et à laquelle il n'y a point d'exception connue (1). Dans la deuxième hypothèse, il semble qu'il y ait une difficulté tirée de ceci, que les personnes morales et les collectivités en général n'appartenant à aucune *gens*, il est impossible de déterminer quel *nomen gentilitium* prendront leurs esclaves dûment et régulièrement affranchis. Mais cette difficulté est aplanie par l'existence d'une autre règle que nous avons déjà eu l'occasion de constater (2), et d'après laquelle l'esclave ainsi affranchi prend, par le fait même de son affranchissement, un *nomen gentilitium* tiré du nom de la collectivité à laquelle il appartenait comme esclave, au moyen de la juxtaposition à ce nom de la terminaison réglementaire en *ius*. C'est ainsi que, comme nous l'avons vu plus haut, l'esclave du peuple romain, le *servus publicus* proprement dit, porte après son affranchissement le *nomen gentilitium Publicius* ou *Romanius* (3); de même, le *nomen gentilitium Publicius* était également celui des esclaves d'une cité, d'un municipe, d'une colonie, régulièrement affranchis (4); d'autre part, nous voyons dans Varron (5) que plus tard l'usage s'introduisit pour les esclaves du peuple romain de prendre le *nomen gentilitium* du magistrat qui les avait affranchis; on peut alors les assimiler aux étrangers, qui prennent le nom du magistrat par les soins duquel ils ont

(1) V. *infra*, nos 154-156, p. 144, la discussion de quelques cas qui peuvent paraître contraires à cette allégation.

(2) V. *supra*, no 47, p. 55.

(3) V. *supra*, p. 55.

(4) V. WILMANNS, no 2665. — C. I. L., t. x, no 4984 — C. I. L., t. v, no 6630. — ORELLI, no 4905.

(5) *De ling. lat.*, L. VIII, *i. f.*

été admis au droit de cité romaine, ce qui les fait rentrer dans le cas suivant. Enfin, nous voyons que les esclaves de collectivités qui ne sont pas *servi publici* tirent leur *nomen gentilitium* du nom de la collectivité à laquelle ils appartenaient avant leur affranchissement; nous voyons, par exemple, un esclave du collège des *Accensi Velati* prendre le *nomen gentilitium Velatius* (1). On pourrait objecter que les patrons de ces affranchis n'appartenant à aucune *gens*, ces affranchis eux-mêmes sont dans le même cas après leur affranchissement. Nous ne nions pas qu'il en soit ainsi, mais nous ne voyons nullement en quoi cela pourrait infirmer notre théorie; en effet, le nombre des *gentes* étant et ayant toujours été illimité, nous répondrons que ces affranchis seront les auteurs de nouvelles *gentes*. On pourrait à ce sujet discuter la question de savoir si tous les affranchis d'une même collectivité ne forment entre eux qu'une seule *gens*, ou s'ils en forment chacun une différente; mais nous nous bornerons à indiquer la question sans la résoudre, comme ne rentrant pas dans les limites de notre sujet.

52. — Enfin, le troisième cas est celui de l'étranger libre admis au droit de cité romaine. Ici encore, nous avons à envisager deux hypothèses : celle de l'étranger bénéficiant en cela d'une mesure personnelle et particulière, et celle de l'étranger profitant d'une naturalisation concédée en bloc à toute une généralité de personnes. Dans la première hypothèse, la règle générale, que nous avons déjà plusieurs fois mentionnée, est que le nouveau citoyen prend le *nomen gentilitium* du magistrat par l'intermédiaire duquel il a été admis dans la *civitas romana*, soit que ce

(1) Orelli, n° 2461.

magistrat ait agi de son plein gré et en vertu de pouvoirs spéciaux à lui conférés par le peuple (1), soit au contraire qu'il n'ait été que le promoteur ou l'exécuteur de la décision par laquelle le peuple accorde à l'impétrant le droit de cité romaine (2). Cette règle est parfaitement justifiée si l'on considère que les étrangers admis au droit de cité romaine par une mesure particulière étaient toujours dans une situation bien inférieure à celle des citoyens-nés. C'est ainsi que, sauf de très rares exceptions (3), ils faisaient toujours partie de la plèbe. Or, nous savons que les plébéiens dans les premiers temps de Rome, étaient presque tous liés à un protecteur puissant, appelé *patronus*, par les liens de la clientèle. Il est logique d'en déduire que, à l'origine au moins, le nouveau citoyen était, par le fait même de son entrée dans la cité romaine, placé comme client sous le *jus patronatus* du magistrat ; et comme les clients, en tant que membres de la *gens* de leur patron, avaient le droit et le devoir de porter son *nomen gentilitium*, le nouveau citoyen devait, en tant que client, se conformer à la règle générale. Ainsi, se trouve expliqué notre principe. Puis, lorsque l'ancienne clientèle tomba en désuétude ainsi que la grande distance sociale qui séparait les patriciens des plébéiens, la règle survécut en ce qui concerne le nom ; tant il est vrai que les mots sont souvent d'une plus longue durée que les choses.

53. — Dans la seconde hypothèse, nous ne voyons plus comme dans la première, un individu quitter sa nationa-

(1) Marius, Sylla, Pompée et César étaient dans ce cas.

(2) C'était là l'espèce la plus fréquente.

(3) Par exemple, celle du Sabin *Appius Clausus* ou *Claudus*, auteur premier de la *gens Claudia* romaine, admis d'emblée au rang des patriciens.

lité primitive et sa *gens*, si cette collectivité de personnes existait dans son pays, pour prendre la nationalité romaine et entrer dans une autre *gens* déjà romaine; c'est, au contraire, à un peuple entier, à une cité, à tous les habitants d'un territoire que la cité romaine est conférée, et toute cette collectivité humaine prend la nationalité nouvelle sans que les rapports entre ses membres soient changés; en un mot, c'est une annexion de faveur qui se produit au double profit de Rome, qui y gagne des citoyens, et des annexés, qui se trouvent mieux traités que s'ils étaient restés pérégrins. La situation est dominée par ce principe qu'il n'y a rien de changé dans l'organisation sociale de la population annexée. Alors, si cette population est déjà divisée en *gentes*, ces *gentes* passent en bloc dans la cite romaine avec leurs membres, leur nom, leurs dieux et leurs coutumes particulières; si, au contraire, elle ne connaît pas l'institution de la *gens*, chacune de ses familles, en devenant romaines, devient vraisemblablement une *gens* nouvelle. Il en résulte que chacun des nouveaux citoyens ainsi annexés garde son *nomen gentilitium* étranger, s'il en a un, et, s'il n'en a pas, il s'en fait un, ordinairement tiré du nom de sa patrie d'origine, au moyen de l'apposition à ce nom de la terminaison *anus*, ou bien encore il garde comme *nomen gentilitium* son nom personnel unique en y ajoutant un *prænomen* et un *cognomen* et en l'affublant d'une forme romaine si sa forme primitive est par trop barbare. Ainsi s'explique, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut (1), la présence parmi les *nomina gentilitia* romains, de noms irrégulièrement terminés, c'est-à-dire ayant une autre désinence que celle en *ius*.

(1) V. *supra*, nos 46-47, p. 53 et suiv.

54. — Il faut assimiler à l'étranger libre, naturalisé citoyen romain, le *servus publicus* affranchi, à partir de l'époque où cet affranchi prend le *prænomen* et le *nomen gentilitium* du magistrat dont un acte d'affranchissement lui a donné et la liberté et le droit de cité. Il est vraisemblable de supposer que dès lors les *jura patronatus* résultant de cet affranchissement étaient acquis, non à la *res publica* romaine, mais au magistrat affranchisseur, et que le nouveau citoyen entrait par là dans la *gens* de ce magistrat, au lieu d'en former une nouvelle.

55. Nous terminerons notre chapitre en examinant la question de savoir comment le *nomen gentilitium*, une fois acquis, était officiellement constaté. Pour les affranchis et les naturalisés, il n'y a pas de difficulté : ils étaient, aussitôt leur admission dans la cité romaine, inscrits sur les *tabulæ censoriæ* parmi les citoyens romains avec leur nom complet tout au long détaillé, et ils ne pouvaient, dans les actes officiels, en porter d'autre que celui ainsi inscrit (1). Quant à l'enfant né citoyen, et par conséquent avec son *nomen gentilitium*, nous nous bornerons à résumer brièvement et méthodiquement la question de la constatation de son nom, d'après l'exposé qu'en a fait M. Michel (2). De tout temps, les naissances survenues dans le sein des grandes familles étaient publiées dans les *acta populi diurna* ou *acta publica*, probablement rédigés par un magistrat, qui constituaient une sorte de journal officiel des faits pouvant intéresser le public, mais sur lesquels nous n'avons point de notions précises (3). Plus tard, nous

(1) V. *supra*, n° 34, p. 42.
(2) *Dr. cit. rom.*, p. 149 et suiv.
(3) V. SUÉTONE, *Tib.*, 5 ; *Cal.*, 8. — CAPITOLIN, *Gord. tres.*, § 4. — JUVÉNAL, *Sat.*, IX, v. 84.

trouvons sous les Antonins de véritables actes de l'état civil, réglementés par Antonin le Pieux et Marc-Aurèle, mais ayant une origine plus ancienne et dans lesquels M. Michel tendrait à voir une institution remontant à Auguste et une conséquence des lois *Julia* et *Papia Poppæa*. C'étaient des registres tenus par les *præfecti ærarii Saturnini*, sur lesquels ces magistrats inscrivaient les déclarations de naissances (1). Ces déclarations devaient être faites par le père, et pouvaient l'être aussi par la mère ou par l'aïeul (2). La déclaration devait être effectuée dans le délai de trente jours après le *dies lustricus*, c'est-à-dire au plus tard le trente-neuvième ou le trente-huitième jour après la naissance, suivant le sexe de l'enfant. Les registres, régulièrement tenus, faisaient foi jusqu'à preuve du contraire (3). Leur rôle était donc celui rempli aujourd'hui par les actes de l'état civil. Or, comme nous avons vu que le *prænomen* n'était donné à l'enfant que le jour où il prenait la toge virile, et qu'il n'était pas inscrit avant sur les *tabulæ censoriæ* comme citoyen romain, nous en conclurons que ces registres du *præfectus ærarii* servaient de moyen de constater pour les jeunes Romains et le *nomen gentilitium* acquis par le fait de leur naissance, et le *cognomen* qu'ils recevaient au *dies lustricus*.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude du deuxième élément du nom romain, ou *nomen gentilitium*. Le chapitre suivant sera consacré à celle du *cognomen*.

(1) Capitolin, *M. Ant. Phil.*, § 9.
(2) V. D., L. xxii, T. iii, *De prob.*, l. 16.
(3) V. D., L. i, T. v, *De stat. hom.*, l. 8. — D., L. xxii, T. iii, *De prob.*, l. 29, § 1.

CHAPITRE IV

COGNOMEN

56. — Le *cognomen* est dans l'ordre chronologique le dernier des éléments du nom complet du citoyen romain; il n'est en effet entré dans la nomenclature officielle et légale que longtemps après l'addition au double nom romain *(prænomen* et *nomen gentilitium)* de la mention de la filiation et de la tribu. Cependant, suivant en cela et la coutume romaine et la méthode adoptée par la plupart des auteurs qui ont traité du nom romain, nous passons à son examen immédiat après celui du *nomen gentilitium* et celui du *prænomen;* le *cognomen* forme, en effet, avec ces deux premiers éléments, le nom proprement dit, ou plutôt le groupe de noms appelé dans la langue usuelle des écrivains romains les *tria nomina*. Nous examinerons donc dès à présent quelle put bien être l'origine du *cognomen*, quelles furent ses transformations successives,

comment il entra dans la nomenclature légale, et comment, une fois érigé en partie constitutive du nom, il était donné à l'individu.

57. — A toutes les époques et chez tous les peuples, il est à remarquer que, outre le nom régulier qu'ils ont reçu de leurs parents, les hommes ont souvent un nom irrégulier ou surnom qui leur est donné plus tard par leurs contemporains dans leurs relations journalières réciproques, et qui, tiré de quelque particularité remarquable de la personne, de son origine ou de ses actions, désigne souvent mieux et plus justement son individu que le véritable nom lui-même. Bien des héros de la Bible ont des surnoms : *Jacob*, par exemple, est surnommé *Israël*, et *Jésus*, le Sauveur des hommes, le Fils de Dieu, porte le surnom de *Christ*. Il en est de même chez les Grecs ; et l'on peut, sans grand risque d'erreur, ranger dans la catégorie des surnoms les épithètes célèbres et toujours les mêmes pour chaque personnage, dont Homère affuble régulièrement ses héros presque chaque fois qu'il les nomme. Il n'est donc pas étonnant que chez les très anciens Latins et en particulier chez les Romains des premiers âges, pareille habitude se soit rencontrée; il eût même été surprenant que ces peuples eussent fait exception dans l'humanité. Comme bien on le pense, de pareils noms ne pouvaient être que livrés à l'arbitraire le plus absolu quant aux choix et à l'irrégularité la plus complète dans l'usage. Cependant, nous n'hésiterons pas à y voir l'origine du *cognomen* romain, bien que ce mot de *cognomen* indique déjà quelque chose de régulier et de normal, le substantif *agnomen* étant plus spécialement le terme qui désigne les surnoms honorifiques et extraordinaires; mais ce n'est là qu'une logomachie sans importance, et nous la résoudrons

facilement en disant que la diversité des termes est née de la diversité des choses, et que le mot *agnomen* n'a été vraisemblablement inauguré qu'après la régularisation de certains surnoms et pour désigner ceux qui resteraient en dehors du nouveau sens technique attaché au mot *cognomen*.

58.—A l'appui de notre assertion, que le *cognomen* a son origine dans l'habitude de donner aux gens des surnoms de fantaisie, nous remarquerons avec M. Mommsen (1), que la signification des *prænomina* en fait des noms convenant à des enfants et relatant les traits caractéristiques qu'on peut trouver en eux dès leurs premiers jours. « Ils se « donnent», dit le savant Allemand, « le plus grand nombre, « ou bien suivant les circonstances de la naissance... ou ré- « trospectivement sur l'idée générale de la situation et du « progrès..., ou bien se rattachent, bien que plus rarement, « à une divinité...; on voit par ces noms mêmes qu'ils « proviennent des parents et ont été donnés aux enfants à « un âge où ils se font à peine remarquer par des signes « caractéristiques en eux-mêmes, sauf peut-être une envie « (*Gnævus*). Les *cognomina*, au contraire, abstraction « faite naturellement de ceux qui dérivent d'un *prænomen*, « soulignent presque toujours des particularités physiques, « telles qu'on en trouve exclusivement ou le plus souvent « sur des adultes, et pas toujours réjouissantes pour celui « qui porte le nom ou ses parents; il suffit de rappeler « entre mille autres, *Barbatus*, *Cincinnatus*, *Volso*, « *Longus*, *Capito*, *Naso*, *Labeo*, *Broccus*, *Scævola*, « *Crassipes*, *Albus*, *Flavus*, *Rufus*, *Rutilus*, *Niger*, « *Macer*, *Crassus*, *Celer*, *Lentulus*. Un grand nombre

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 43-44.

« d'autres se rapportent à l'origine, comme *Sabinus*,
« *Tuscus*, *Maluginensis*, *Medullinus* ; de pareils noms
« ne se donnent pas d'habitude dans la famille ni à des
« enfants en bas âge. » On nous pardonnera la longueur de cette citation en considération de la justesse des remarques qu'elle contient. Pour nous, nous y verrons une confirmation de ce que nous avons dit dans d'autres passages de cette étude, que le *prænomen* est l'ancien nom unique régulier, donné à l'enfant par ses parents, et que le *connomen* tire son origine de l'habitude fréquente de donner des surnoms de fantaisie aux gens que l'on rencontre dans le cercle étroit de ses relations journalières.

59. — Nous voyons une nouvelle preuve de cette assertion dans le fait, signalé aussi par M. Mommsen, que le *cognomen*, suivant en cela « la règle en vigueur pour « les noms propres, » se présente sous forme d'adjectif. Le *cognomen*-substantif, sans être rare, est loin de former la majorité des cas.

60. — Telle dut donc être l'origine du *cognomen*. Nous le trouvons dans l'histoire comme simple surnom dès la plus haute antiquité de Rome. Personne n'ignore que *L. Junius*, neveu de Tarquin le Superbe, contrefit l'idiot pour éviter d'être assassiné par ordre de son oncle ainsi que l'avaient été son père et ses frères, et fut pour cela surnommé *Brutus*. Elu consul de cette république qu'il avait créée, il eut pour collègue, après *L. Tarquinius* (surnommé *Collatinus*), le mari de Lucrèce, démissionnaire de ses fonctions parce que Tarquin, *P. Valerius*, surnommé *Publicola* à cause de l'amour qu'il témoignait au peuple et que celui-ci lui rendait d'ailleurs bien. Nous le voyons ensuite apparaître sur les monnaies et médailles romaines dès l'époque où l'on y grava des noms de per-

sonnes, c'est-à-dire à peu près à l'époque de la deuxième guerre punique. On le trouve aussi vers le même temps sur des monuments particuliers, sur des inscriptions non officielles, comme des épitaphes (1). Le premier document authentique où il soit question de *cognomen* est la *lex Julia repetundarum,* de l'époque des Gracques, aux termes de laquelle le fonctionnaire chargé de la confection de la liste des juges doit, pour désigner ces magistrats, inscrire leur *patrem, tribum, cognomenque.* De même la *lex Julia municipalis* parle des *nomina, prænomina, patres aut patroni, tribus, co¸nomina.* Enfin, dans les monuments officiels juridiques par excellence, ceux où la manière de nommer primitive a le plus longtemps conservé sa stricte régularité originaire, dans les lois et les sénatusconsultes, nous ne voyons le *cognomen* s'introduire qu'à l'époque de Sylla dans deux documents; il n'y apparaît d'une manière régulière et suivie qu'au temps de Cicéron, dans les listes des sénateurs présents à la rédaction des sénatusconsultes. Nous pouvons donc en conclure que ce n'est qu'à partir de la fin du VII^e^ siècle de Rome que le *cognomen* devint, légalement et juridiquement, une partie constitutive du nom romain (2).

(1) V. C. I. L., t. I, n° 1087. Sur cette inscription, on voit trois banquiers nommés *Septumieus* au lieu de *Septimius* (ce qui prouve son ancienneté) et surnommés l'un *Philargurus* (qui aime l'argent), le second *Malchio*, et le troisième *Phileros* (qui aime l'amour). Le premier et le dernier de ces surnoms sont caractéristiques.

(2) On trouve un très grand nombre de *cognomina* dans les fastes consulaires et autres listes de magistrats, à propos de fonctionnaires vivant à une époque très antérieure à celle que nous indiquons pour l'entrée du *cognomen* dans la langue officielle; mais leur présence dans ces listes est due à des remaniements subséquents; on ne saurait donc en tirer argument pour donner au *cognomen* légal une date plus ancienne.

61. — Comment et par quelles causes une semblable et si radicale transformation a-t-elle pu s'accomplir? Telle est la question qui se pose devant nous, et que nous allons nous efforcer d'élucider.

La première phase de la transformation du *cognomen* de simple dénomination de fantaisie en élément juridique du nom paraît avec toute vraisemblance avoir été son passage de la personnalité à l'hérédité. Si nous observons que vers le IVe siècle de Rome la limitation de la liste des *prænomina* était déjà un fait accompli parmi les patriciens, et que les plébéiens, à commencer par les familles les plus haut placées de leur ordre, se hâtaient d'imiter en cela l'exemple de leurs rivaux pour effacer autant que possible les distinctions de naissance qui les séparaient d'eux; si de plus nous considérons que, les *gentes* étant devenues extrêmement nombreuses soit à cause de la multiplication du nombre des *gentiles* proprement dits, soit par suite de l'adjonction d'une multitude de nouveaux clients et affranchis, il devait être devenu tout à fait impossible de distinguer entre tant de personnes portant les mêmes noms à quelle catégorie de membres de la *gens* chacune d'elles appartenait; ces remarques faites, on conviendra qu'il y avait là un état de choses menant à de fâcheuses confusions, et que le meilleur remède à cet état de choses était de modifier le système de noms en vigueur en y ajoutant un élément de détermination plus précise et de la personne considérée isolément et de sa position dans la *gens*. Le nouvel élément à ajouter au nom avait donc ainsi un double but à remplir. Or, les *cognomina* individuels, à cause de leur variété infinie, remplissaient parfaitement le rôle de déterminatifs de la personne; devenus héréditaires, ils pouvaient servir non moins bien à indiquer à quelle sorte de membre de la *gens* on avait affaire. Mais, par contre,

la transmission du *cognomen* du père à tous ses enfants pouvait faire retomber dans le même inconvénient, à savoir, des noms identiques portés par tous les membres de familles nombreuses; cet écueil pouvait être évité par l'établissement de cette règle, que le *cognomen* du père ne serait transmis dans son intégralité qu'au fils aîné, et que les autres fils recevraient chacun un *cognomen* différent, mais dérivé de celui du père. Telle fut la règle que l'on adopta dans beaucoup de familles, et les recueils épigraphiques nous donnent maint exemple de son application (1).

62. — Il devait résulter de là que les familles anciennes et nombreuses étant les premières à avoir besoin de faire usage du *cognomen*, ont évidemment été les premières à l'adopter; de là un certain cachet aristocratique donné au nom d'un citoyen comprenant un *cognomen*. D'autre part, le surnom n'est pas toujours pour celui qui le reçoit le résultat de remarques plus ou moins ironiques auxquelles sa personne a pu donner lieu; il est au contraire souvent le souvenir d'un fait glorieux ou tout au moins honorable, ou le signe de l'estime publique accordée à un homme. Dès lors, les Romains, toujours jaloux de l'illustration de leur race et de la gloire de leurs aïeux, ne pouvaient hésiter à se transmettre de génération en génération, avec l'image des héros leurs ancêtres, le nom que leurs hauts faits leur avaient fait décerner. Aussi voyons-nous l'usage du *cognomen* réservé exclusivement, dès le début, aux patriciens et aux membres de familles plébéiennes illustres ou tout au moins tenant un haut rang dans la société

(1) V. C. I. L., t. IX, n° 1506. — ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 227, n° 555.

romaine; si nous ne craignions de commettre un trop violent anachronisme, nous dirions que le *cognomen* n'est tout d'abord en usage que dans le *high-life* de Rome. Cet aspect du *cognomen* est si frappant, que M. Michel (1) inclinerait à y voir une intervention des patriciens mise en pratique pour donner à leur nom un caractère *sui generis*, la limitation dans le choix des *prænomina* ne suffisant plus à remplir ce but. Quoi qu'il en soit, l'usage du *cognomen* se généralisa rapidement; il passa des hautes classes dans les moyennes, et il vient un temps où les citoyens de la plus infime condition sociale, les affranchis, prennent régulièrement comme *cognomen* leur ancien nom d'esclave, accollé à ce titre au *prænomen* et au *nomen gentilitium* de leur patron, devenus les leurs propres par le fait même de l'affranchissement.

63. — Il ne nous est parvenu aucun texte d'acte législatif ayant déclaré que le *cognomen* ferait désormais légalement partie du nom romain. Ce caractère juridique ne lui a été acquis que par son insertion dans les documents officiels, telle que nous l'avons relatée plus haut (2). On peut dire avec raison qu'ici l'usage a fait loi, et que le droit n'a fait que reconnaître implicitement, en l'adoptant à son tour dans sa langue, une institution créée et établie par la coutume.

Tel est, à notre avis, l'historique du *cognomen ;* il ne nous reste plus qu'à l'étudier comme partie intégrante, et légalement reconnue comme telle, du nom du citoyen romain.

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 213.
(2) V. *supra*, n° 60, p. 68-69.

64. — Ce qui caractérise le *cognomen*, c'est qu'il ne présente rien de strictement obligatoire, ni dans sa forme, ni même dans son usage. C'est bien un élément juridique du nom, mais c'est toujours un élément facultatif. Les règles qui le régissent peuvent se résumer ainsi : 1° Tout mot peut servir de *cognomen*, pourvu qu'il ne soit pas d'ordinaire employé comme *prænomen* ni comme *nomen gentilitium*; 2° On peut prendre comme *cognomen* un vocable dérivé d'un *prænomen* ou d'un *nomen gentilitium*, ou de tout autre mot, mais sans que ce dérivé soit obtenu au moyen de la juxtaposition, au radical de la racine, de la terminaison en *ius*; 3° on peut porter un *cognomen* ou n'en pas porter; 4° On peut avoir plusieurs *cognomina*, et même, dans certains cas, on le doit. Ces quatre règles se trouvent confirmées par leur application dans la plupart des cas; cependant elles présentent bien quelques exceptions. Ainsi, le *prænomen Mamercus* se trouve porté comme *cognomen* par *L. Æmilius Mamercus*, consul en 270, 276 et 281 *u. c.*, et par *Ti. Æmilius Mamercus*, consul en 284 et 287 *u. c.*, si nous en croyons Diodore et Denys; mais comme les fastes consulaires présentent ici une lacune, on peut attribuer ces deux exceptions, les seules du reste, à une erreur; car l'on ne compte pas les individus désignés par le *cognomen Mamercinus*, dérivé du *prænomen*. Puis, l'assassin de César, Brutus, fils naturel de *M. Junius Brutus* et fils adoptif de *Q. Servilus Cæpio*, s'appelle dans le langage officiel *Q. Cæpio Brutus* ou *Q. Cæpio*, et aussi, mais alors dans le langage courant seulement, *M. Brutus*, mais jamais ni *Servilius* ni *Junius*; ses affranchis portent de même le nom de *Cæpio* comme *nomen gentilitium* (1);

(1) V. Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 51 et n. 78.

il y a là une anomalie inexplicable, à moins que l'on ne soit assez hardi pour avancer que dans tous les monuments qui nous en sont parvenus, le rédacteur ait eu la distraction extraordinaire d'omettre un élément du nom aussi important que le *nomen gentilitium*. Enfin, comme nous le verrons plus loin (1) l'habitude s'établit parmi les adoptés de prendre comme *cognomen* le *nomen gentilitium* de leur père naturel, tel qu'ils le portaient avant l'adoption. Mais nous le répétons, il ne faut voir dans tout cela que des cas absolument exceptionnels, et qui ne sauraient en rien infirmer la portée de règles scrupuleusement observées dans la presque unanimité des espèces.

Il faut également remarquer que plusieurs vocables ont passé du rôle de *prænomen* à celui de *cognomen* et réciproquement ; tels sont, par exemple, *Agrippa, Cæsar, Faustus*, dans le premier sens, et *Nero*, *Paulus*, dans le deuxième. On ne peut voir dans un fait de ce genre même une exception à notre première règle, encore moins une preuve à l'encontre de son existence ; au contraire, en examinant bien ces transformations, on y voit que cette règle y est rigoureusement obéie. Car, lorsqu'un ancien *prænomen* était remis à flot comme *cognomen*, c'est qu'il était déjà tombé en désuétude dans son premier rôle. Le vocable pris comme *cognomen* pouvait *avoir été* un *prænomen*, mais il n'en *était* plus un ; il n'y avait pas de simultanéité dans ses deux emplois ; on ne peut donc rien voir de contraire à la règle dans cette transformation.

Quant à celle en sens contraire, d'un *cognomen* en *prænomen*, les exemples que nous en avons sont des derniers temps de la République ou des premières années de l'empire, c'est-à-dire contemporains de la remise à flot

(1) V. *infra*, n° 107, p. 110 et suiv.

de certains vieux *prænomina* démodés, et c'est à ce titre que l'on voit certains vocables passer de la queue à la tête du nom romain ; ils cessent alors d'être des *cognomina* pour reprendre leur rôle primitif de *prænomina*.

65. — Les cas d'application de notre deuxième règle, que le *cognomen* peut être un dérivé d'un *prænomen* ou d'un *nomen gentilitium*, mais sans la terminaison en *ius*, sont extrêmement fréquents. Deux sortes de désinences paraissent particulièrement affectées à cette sorte de *cognomina ;* ce sont : 1° la désinence en *inus* ou *anus*, qui est la désinence ordinaire ; 2° la désinence qui fait du dérivé une sorte de diminutif de la racine, correspondant en latin à ce que, dans notre langage trivial moderne, nous appellerions « un petit nom d'amitié » ; c'est la désinence en *ellus*. C'est ainsi que d'une part *Faustus* et *Mamercus* nous donnent les *cognomina Faustinus* et *Mamercinus*, *Lucius* celui de *Lucianus*, et *Marcus* ceux de *Marcellus* et *Marcianus*. De même pour les dérivés de *nomina gentilitia* : *Antonius*, par exemple, donne *Antoninus*. Toutefois, il faut observer que la terminaison en *anus* ajoutée au radical d'un *nomen gentilitium* pour en faire un *cognomen*, est, dans la règle pure, le signe d'une adoption, par laquelle l'individu ainsi nommé est passé de la *gens* dont le nom a servi à lui former son *cognomen* dans celle dont il porte le nom sans altération et comme *nomen gentilitium* (1).

66. — La troisième règle, celle d'après laquelle le port du *cognomen* est facultatif, est une conséquence de ce

(1) Nous trouvons un exemple remarquable de cette loi des dérivés dans le nom du premier plébéien parvenu au consulat, qui s'appelait *L. Sextius Sex. f. Sextinus*

que cet élément du nom a dû n'être jamais reconnu par le législateur que d'une manière implicite, à propos d'autre chose, et encore à titre de moyen d'augmenter la précision d'une dénomination d'ailleurs imparfaite. Il est à remarquer également qu'à cause de l'aspect aristocratique du nom à trois termes, il y eut toujours dans les rangs de la plus infime populace des familles dont les membres ne portaient point de *cognomen*, alors que tous les patriciens et tous les plébéiens ayant une situation élevée en avaient (1). De là l'idée, que nous aurons à combattre plus loin, que les *tria nomina* étaient un signe de noblesse. Par suite de cette idée, la plupart des familles un peu bien placées dans la société adoptèrent le *cognomen*, peut-être un peu pour sacrifier à la gloriole ; d'autres, au contraire, se contentèrent de l'illustration de leurs membres sans rechercher à se grandir par l'allongement de leurs noms, vaine enseigne d'une illustration souvent imaginaire. C'est ainsi que les *gentes Antonia*, *Maria*, *Duilia* et bien d'autres se passèrent toujours de *cognomen*, et qu'il fallut à la *gens Pompeia* les exploits du rival de César pour lui faire decerner le *cognomen* d'honneur de *Magnus*.

67. — Enfin, l'unité de *cognomen* n'est pas une règle obligatoire comme celle de l'unité de *prænomen*. Si nous nous reportons à ce que nous avons dit au sujet de l'origine du *cognomen*, à savoir que, de surnom personnel, il était devenu un nom héréditaire ayant pour but de distinguer les familles différentes dans les *gentes* trop nombreuses, nous verrons qu'il pouvait se faire que ces familles à leur tour devinssent trop considérables, pour

(1) V. *infra*, nos 211-212, p. 175 et suiv.

que l'on pût facilement distinguer les différents rameaux dont elles se composaient. De là l'addition aux *tria nomina* d'un deuxième *cognomen*. Puis, s'il est vrai de dire que le *cognomen* n'est pas un signe de noblesse, il ne l'est pas moins d'avancer que certains *cognomina* sont des distinctions honorifiques accordées dans diverses circonstances par les pouvoirs publics ; si celui qui recevait un semblable honneur avait déjà un *cognomen* civil, par suite de l'adjonction à son nom du *cognomen* d'honneur, il se trouvait en avoir deux. Enfin, les adoptions ont été la cause la plus féconde de la multiplication des *cognomina*, la règle pure étant que l'adopté prend les *tria nomina* de l'adoptant en y ajoutant, à titre de deuxième *cognomen*, un dérivé en *anus* de son *nomen gentilitium* primitif. Nous examinerons subséquemment les deux dernières causes de la multiplication des *cognomina* (1). Nous nous bornerons donc à produire dès à présent des exemples de la premiere : scission des *gentes* en familles et de celles-ci en rameaux. C'est ainsi que nous voyons la *gens Cornelia* se diviser en *Cornelii Maluginenses*, *Cossi* ou *Arvinæ*, *Scipiones*, *Rufini* (plus tard *Syllæ*), *Lentuli Dolabellæ*, *Blasiones*, *Cethegi* et *Merulæ* ; la *gens Claudia* en *Claudii Pulchri*, *Marcelli* et *Nerones* (2). A son tour, de la famille des *Cornelii Scipiones*, s'est détaché le rameau des *Cornelii Scipiones Nasicæ*. Pareil fait s'est également produit dans d'autres familles (3).

68. — A ce propos, M. Mommsen (4) traite longuement la question de savoir si ces familles désignées par des

(1) V. *infra*, n° 137, p. 133 et suiv., et n^os^ 206 et s., p. 172 et suiv.
(2) V. Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 50.
(3) V. Michel, *Dr. cit. rom.*, p. 226.
(4) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 48 et suiv.

cognomina héréditaires étaient ou non séparées de leurs *gentes* respectives. Nous résumons la doctrine de cet auteur : En fait, il est impossible de savoir si, dans chaque *gens*, chaque famille désignée par un *cognomen* spécial héréditaire était ou non séparée de la *gens;* en tout cas, c'est invraisemblable, au moins pour le très ancien temps. En droit, de telles scissions pouvaient se faire, mais en tous cas avec le consentement de la *gens;* la *stirps*, ainsi séparée, formait une *gens* dans la *gens* et pouvait, à son tour, se scinder de nouveau; au point de vue des droits héréditaires, les membres de la *stirps* du *de cujus*, à défaut d'agnats, primaient les simples *gentiles*.

Pour nous, nous admettons volontiers qu'il fût possible en droit et qu'il soit arrivé en fait, que certaines *gentes* se soient divisées en *stirpes* indépendantes les unes des autres, mais néanmoins toujours rattachées à la *gens*, et que chaque *stirps* pouvait se subdiviser à nouveau d'après le même principe. Mais nous ne saurions admettre que cette coutume pût aller jusqu'à entraîner une importante modification du droit civil le plus strict, en créant entre les agnats et les *gentiles* un nouvel ordre d'héritiers *ab intestat*, les membres de la *stirps*. Nous préférons voir dans la *stirps*, non pas une communauté religieuse et politique et une personne morale comme la *gens*, mais la réunion d'un certain nombre de personnes unies entre elles par les liens d'une parenté bien définie, l'agnation. En un mot, entre les membres d'une même *stirps* et des hommes qui sont réciproquement les agnats les uns des autres, nous ne faisons aucune différence. La création d'une *stirps* n'aurait eu ainsi d'autre résultat que de ne pas laisser dégénérer en simple *gentilitas* les liens d'agnation qui unissent entre eux les descendants d'un auteur commun. A l'appui de cette opinion, nous ferons observer qu'elle se concilie par-

faitement avec le système de dévolution des hérédités *ab intestat* organisé par le droit civil. Nous remarquerons en outre que, si la *gens* a un nom propre, qui dans le nom composé de l'individu s'appelle le *nomen gentilitium,* il en est tout autrement de la *stirps;* le *cognomen* qui fait connaître à laquelle de ces fractions de sa *gens* appartient la personne qui le porte, n'est qu'un nom essentiellement individuel, et qui ne diffère des autres *cognomina* qu'en ce qu'il est transmis héréditairement et porté par tous les membres de la *stirps* ou seulement par certains d'entre eux, suivant les familles. Enfin la scission de la *stirps* en rameaux divers, dont les membres portent un deuxième *cognomen* héréditaire, par exemple la scission des *Cornelii Scipiones* d'où est sortie la branche des *Cornelii Scipiones Nasicæ*, s'explique dans notre opinion par le désir des membres de ces rameaux de conserver, au moyen de tels *cognomina*, le souvenir de l'existence entre eux d'un degré d'agnation plus rapproché que celui qui résulte de leur qualité de membres de la *stirps* commune. Ainsi la succession d'un *Cornelius Scipio Nasica* mort *intestat* serait dévolue, d'après le droit civil strict : 1° aux *heredes sui;* 2° à leur défaut, aux agnats dans l'ordre du degré de parenté, c'est-à-dire d'abord aux autres *Cornelii Scipiones Nasicæ*, puis à leur défaut aux autres *Cornelii Scipiones;* 3° à défaut d'agnats, aux *gentiles*, c'est-à-dire à la première catégorie des membres de la *gens Cornelia.*

69. — Nous avons dit que le *cognomen*, une fois devenu élément juridique du nom romain, devait remplir un double but : 1° déterminer la personnalité, la limitation de fait de la liste des *prænomina* usuels ne permettant plus au *prænomen* de suffire en cela à son rôle originaire

2° faire connaître la famille à laquelle la personne appartenait dans sa *gens*. A cet effet, les usages dans l'emploi du *cognomen* variaient suivant les familles ; toutefois, on peut les ramener à trois combinaisons différentes, savoir : 1° *collation du* COGNOMEN *caractéristique de la* STIRPS *à tous les enfants du même père ;* ce système avait l'inconvénient de donner lieu à des confusions possibles au bout de peu de générations dans les familles nombreuses ; c'était néanmoins celui suivi par les *Cornelii Scipiones ;* 2° *Collation du* COGNOMEN *héréditaire au fils aîné seul, les autres recevant un* COGNOMEN *personnel, souvent dérivé du premier ;* nous trouvons un exemple de ce système dans une inscription déjà mentionnée (1), où l'on voit les trois fils d'un *M. Cosinius Priscus*, appelés l'aîné *M. Cosinius Priscus*, le second *M. Cosinius Primus*, et le cadet *M. Cosinius Priscianus ;* 3° *Collation du* COGNOMEN *caractéristique de la* STIRPS *à tous les enfants d'un même père, mais avec l'addition au nom des fils puînés d'un deuxième* COGNOMEN, *celui-là purement personnel ;* ce système conduisait forcément à la multiplication des *cognomina*, les puînés en ayant un de plus que l'aîné ; il est possible d'en voir un cas d'application dans la personne de l'auteur premier des *Scipiones Nasicæ*.

70. — Il ne nous reste plus, pour terminer cet examen spécial du *cognomen*, qu'à voir de quelle façon il était conféré à l'individu. A ce sujet, nous rappellerons ce que nous avons dit déjà à propos de la collation du *prænomen* (2) : l'enfant recevait son nom au *dies lustricus*, dans une cérémonie religieuse dont le détail ne nous est point

(1) C. I. L., t. IX, n° 1506.

(2) V. *supra*, n^os^ 31-33, p. 38 et suiv.

parvenu, mais qui était une fête de famille. Dans les familles où le *cgnoomen* était héréditaire ou même simplement en usage, l'enfant en recevait un à ce moment-là; dans les familles où l'on ne portait pas de *cognomen*, l'enfant ne recevait qu'un *prænomen* non encore officiel et légal, le *nomen gentilitium* lui étant définitivement acquis par le fait même de sa naissance. Mais tandis que, d'une part, le *prænomen*, en tant qu'élément premier et fondamental du nom romain et comme marque extérieure du droit de cité romaine, n'était officiellement et définitivement acquis au jeune homme que lorsqu'il était admis à prendre la toge virile et inscrit sur les listes des citoyens; que, d'autre part, le *nomen gentilitium* appartenait définitivement à tout membre de la *gens* dès le premier instant de raison où il en faisait partie; le *cognomen* privé, se ressentant toujours de son origine arbitraire et de son entrée en quelque sorte subrepticement obtenue dans le domaine juridique, n'avait besoin, pour être bien et dûment acquis, d'aucune cérémonie ou investiture publique. Lors donc qu'un enfant en recevait un à son *dies lustricus*, ce *cognomen* était définitivement et toujours le sien, et ceux qu'il pouvait acquérir plus tard par suite d'autres circonstances, s'y ajoutaient seulement sans le remplacer.

71. — Nous pouvons ici joindre ensemble le cas de l'esclave affranchi et celui de l'étranger admis à la cité romaine. Nous avons déjà vu (1) quel *prænomen* ils prenaient et nous avons dit et expliqué (2) que, entrant comme affranchi ou comme client dans la *gens* de leur patron, le nom

(1) V. *supra*, n° 29, p. 37.

(2) V. *supra*, nos 51-54, p. 58 et suiv.

de cette *gens* leur était par ce fait même acquis comme *nomen gentilitium*. Pour ce qui est de leur *cognomen*, nous avons à distinguer entre l'époque où seuls les patriciens et les plébéiens de haut rang affectaient de prendre leurs *prænomina* dans la liste limitée, et celle où cet usage se fut étendu à toutes les classes de la société romaine, extension qui se produisit vers le VII^e^ siècle de Rome. Dans la première époque, le *prænomen* des hommes de basse condition, étant encore en fait choisi arbitrairement et avec une grande variété, pouvait encore remplir son rôle primitif de désignation de l'individu. Dès lors, les affranchis et les nouveaux citoyens n'avaient qu'à conserver comme *prænomen* le nom personnel qu'ils portaient avant leur changement de position ; le *cognomen* leur était donc parfaitement inutile et ils n'en portaient pas. Ce fait est un de ceux dans lesquels les partisans de l'idée, fausse à notre avis, que le *cognomen* a été d'abord un signe légal de noblesse, cherchent une preuve à l'appui de leur théorie. (1) Dans la deuxième époque, nos deux catégories de personnes n'auraient pu continuer à garder, comme *prænomen*, leur ancien nom bizarre, sous peine de n'avoir pas l'air d'être citoyens romains; ils devaient donc prendre un *prænomen* dans ceux d'un usage courant à Rome, et la plus élémentaire reconnaissance les invitait à prendre celui de l'homme auquel ils devaient leur nouvelle situation, c'est-à-dire de leur patron, quand celui-ci ne jugeait pas à propos de leur en donner un autre; c'est effectivement ce qu'ils firent. Mais alors, le *cognomen* s'étant généralisé à son tour, et étant, dès le VII^e^ siècle au plus tard, entré dans le domaine légal (2), il était tout

(1) V. MOMMSEN, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 56.

(2) V. *supra*, n° 60, p. 68-69.

naturel que les nouveaux citoyens en prissent un, et comme, les deux premiers éléments de leur nom étant déjà fixés, leur *cognomen* seul pouvait relater la trace de leur origine, tandis que d'autre part c'eût été donner lieu à de regrettables confusions que de leur laisser prendre le *cognomen* de leur patron outre son *prænomen* et son *nomen gentilitium*, les affranchis et les nouveaux citoyens conservèrent à titre de *cognomen* leur ancien nom personnel d'esclaves et d'étrangers. Telle est la règle que nous voyons pratiquée, sinon dans l'unanimité, au moins dans la très grande majorité des cas (1). Ce système présentait l'avantage de faire connaître à un simple coup d'œil jeté sur le nom de l'individu quelle était sa position. Il est à remarquer en effet que la plupart des esclaves avaient un nom plus ou moins tiré du grec, mais toujours facilement reconnaissable, et qui, devenu *cognomen*, ne pouvait se confondre avec le *cognomen* d'un ingénu de quelque modeste condition qu'il fut. Quant aux noms étrangers, malgré toutes les romanisations qu'on pouvait leur faire subir, il est évident qu'ils devaient toujours conserver un goût de terroir *sui generis*. L'absence du *cognomen* pour ces sortes de personnes n'eût point offert de tels avantages, car nous avons vu que de nombreuses *gentes* plébeiennes, mais bien romaines, n'en prirent jamais.

72. — Le *cognomen*, ou plutôt les *cognomina*, étaient dans le nom complet du citoyen romain écrits en dernière ligne, après l'indication de la tribu et en toutes lettres. Lorsqu'on voit un vocable écrit en abrégé au rang des *cognomina*, on peut presque à coup sûr affirmer qu'on se

(1) V. p. ex. C. I. L., t. I, n° 1087.

trouve en présence non d'un *cognomen* régulier, mais d'un vulgaire surnom ou sobriquet, indiqué là pour plus de clarté et pour éviter des équivoques. Du reste, il est à remarquer que la plupart de ces abréviations, d'ailleurs fort rares, ne permettent pas de reconstituer le nom en entier, faute de règle connue qui préside à leur formation, et sont totalement incompréhensibles pour des gens non au courant de la situation des personnes ainsi désignées (1).

73. — Comme tous les autres éléments du nom, le *cognomen*, une fois revêtu du caractère officiel et légal, était constaté par son inscription à leur suite sur les *tabulæ censoriæ*, pour les affranchis, les étrangers naturalisés et les jeunes gens revêtus de la toge virile. Pour les enfants, à l'inscription sur les registres du cens pouvait s'ajouter et s'ajoutait la publication de la naissance dans les *acta publica* et, plus tard, la déclaration transcrite sur les registres du *præfectus ærarii saturnini*. Nous avons déjà examiné ces moyens de preuve, à propos du *prænomen* et du *nomen gentilitium*; nous n'y reviendrons pas (2).

74. — Les femmes portaient-elles un *cognomen*? La question n'a pas une importance capitale, mais il n'est pas sans intérêt de l'examiner. M. Mommsen (3) dit que non, et s'en sert pour prouver que le *cognomen* est un signe de noblesse : mais, outre qu'il n'avance d'autre preuve de son dire que la remarque : « Qu'il y a bien, à l'époque ré-« publicaine, des *Æmilii* et des *Æmiliæ*, mais seule-« ment des *Mamercini*, des *Lepidi* et des *Scauri* et non des *Mamercinæ*, des *Lepidæ* et des *Scauræ* », cet au-

(1) V. Mommsen, *Rœm. Forsch*, t. I, p. 58, n. 93.
(2) V. *supra*, n° 34, p. 42 et n° 55, p. 63-64.
(3) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 60.

teur reconnaît lui-même en note (1) l'existence d'une *Metella*, d'après Cicéron (2), d'une *Cæcilia Metella*, d'après Orelli (3), d'une *Æmilia Lepida* et d'une *Livia Medullina* d'après Suétone (4), et termine cette énumération par un « etc. » plein de réticences !

Pour nous, nous adoptons franchement le système contraire. Il n'y a pas, à notre connaissance, de motif pour refuser aux femmes un *cognomen*, pourvu que ce *cognomen* soit susceptible de recevoir la forme grammaticale du genre féminin. Pour le *prænomen*, il y a la considération du mariage à faire entrer en ligne de compte et nous nous proposons de prouver plus loin (5), que la femme n'a de *prænomen* qu'autant qu'elle est *in manu mariti* et que ce *prænomen* pouvait être au féminin celui de son mari. Le *Traité des noms* (6), nous énumère comme noms de femmes *Rutila, Cæsellia, Rodacilla, Murrula, Burra*, qui sont de véritables *cognomina*. Enfin, M. Mommsen, le seul auteur que nous ayons vu adopter la négative, nous donne lui-même des exemples du contraire de ce qu'il dit. C'est bien là où jamais le cas de dire : « *Habemus confitentem reum.* » Nous admettrons donc que les femmes peuvent comme les hommes porter un *cognomen* et que ce *cognomen*, comme celui des hommes, leur est choisi arbitrairement. Ce que nous avons dit des *cognomina* héréditaires (7) nous explique pourquoi il était inutile de transmettre aux femmes de tels *cognomina*, leur utilité étant

(1) *Rœm. Forsch.*, t I, p. 60, n. 96.
(2) *Ad Att.*, XI, 23, 2; XIII, 7., 1.
(3) ORELLI, n° 577.
(4) SUET. *Claud.*, 26.
(5) V. *infra*, n^os^ 140 et suiv., p. 136 et suiv.
(6) Ch. VII.
(7) V. *supra*, n^os^ 67-68, p. 76 et suiv.

basée sur l'agnation, c'est-à-dire sur la parenté par les hommes. De plus, nous observerons que les *cognomina* des femmes devant être au féminin, ne pouvaient être que des adjectifs, un substantif ne pouvant se prêter à une aussi antigrammaticale transformation (1).

75. — Pour épuiser ce qu'il y a à dire du *cognomen* il resterait à résoudre ici la question de savoir si la présence de cet élément dans un nom a jamais été un signe légal de noblesse. Nous avons déjà plusieurs fois fait allusion à cette question, mais nous croyons devoir en renvoyer l'examen à la partie de cette étude qui traitera plus spécialement des dénominations honorifiques (2). Nous pouvons toutefois rappeler que nous nous proposons de la résoudre par la négative.

(1) V. SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntn. der. rœm. Pers.-Namen*, p. 41 et suiv., 61 et suiv.

(2) V. *infra*, n° 211-212, p. 175 et suiv.

CHAPITRE V

FILIATION ET TRIBU

76. — Après avoir étudié séparément chacun des trois éléments principaux du nom romain et avant de passer à l'examen des diverses questions qui se présentent à propos du nom en général, il convient de consacrer quelques lignes aux deux autres éléments secondaires qui avec les *tria nomina* constituent le nom complet du citoyen romain. C'est ce que nous nous efforcerons de faire le plus clairement et le plus succinctement possible.

I. Filiation.

77. — Nous nous occuperons sous ce titre de l'élément du nom qui vient le troisième dans l'ordre chronologique, bien qu'il soit mieux appelé « *Indication de la personne*

sous la puissance de laquelle l'individu nommé est ou a été placé. » C'est ce que M. Mommsen appelle l'indication du *Gewalthaber*. Cette personne est, en effet, le père, s'il s'agit d'un ingénu ou d'une ingénue non mariée; le mari, s'il s'agit d'une femme mariée *cum manu*; le patron, s'il s'agit d'un affranchi. Le cas de la femme mariée *sine manu* permet les deux indications, comme nous le verrons plus loin (1).

78. — L'addition au nom individuel de l'indication de l'ayant-puissance est commune à presque tous les peuples, même à ceux qui n'ont jamais quitté le système de l'unité du nom. Nous avons déjà examiné la question de savoir si cet élément avait précédé ou suivi chez les Latins l'addition au nom personnel unique du nom de la *gens*; (2) nous ne reviendrons donc pas sur cette question. Nous nous bornerons à rappeler que, suivant nous, le *nomen gentilitium* est plus ancien chez les Romains que l'élément qui nous occupe en ce moment; en effet, la *civitas romana* s'est formée par la réunion de trois tribus composées chacune d'un certain nombre de *gentes* ayant déjà leurs mœurs et leurs institutions. L'indication de la filiation ajoutée au double nom composé du *prænomen* et du *nomen gentilitium* peut avoir eu pour but une détermination plus précise de la personne elle-même et de sa situation dans la *gens*; il est plus probable qu'elle a été adoptée pour permettre aux ingénus de se distinguer des affranchis par un signe extérieur.

(1) V. *infra*, nos 85-87, p. 94 et suiv.
(2) V. *supra*, no 15, p. 19 et suiv.

79. — Chez les ingénus, c'est bien la *filiation* qui est relatée à la suite du *nomen gentilitium*. La règle générale est que cet élément consiste dans l'inscription à cette place du *prænomen* du père au génitif suivi du mot *filius* ou *filia*. Ces deux mots doivent régulièrement s'écrire en abrégé : le premier, conformément au tableau que nous avons déjà donné (1); le second, au moyen de la letttre F, quelquefois des trois lettres FIL. On voit cependant quelques exceptions à cette règle. Ainsi, le père est nommé parfois par ses *tria nomina* (2); d'autres fois par son *prænomen* et son *cognomen* réunis (3), d'autres fois encore par son *cognomen* seul (4). Mais ces cas sont exceptionnels, et la règle que nous avons formulée est presque unanimement observée.

80. — Souvent aussi, outre le nom du père, on voit mentionné le nom du grand-père et même celui de l'arrière-grand-père. L'épitaphe de *L. Munatius Plancus*, le fondateur de Lyon, nous donne un exemple de ce dernier fait (5). Ces exagérations dans l'indication de la filiation peuvent être à bon droit invoquées à l'appui de notre dire, que l'introduction de ce troisième élément du nom a dû être l'œuvre des ingénus et avoir eu pour but la mise en plus grande évidence des profondes distinctions sociales qui les séparent des affranchis. M. Michel, se basant sur un passage de Tite-Live, tendrait même à y voir, au moins à l'origine, une invention des patriciens (6). Il aurait pu

(1) V. *supra*, n° 36, p. 43 et suiv.
(2) V. ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 248, n° 575.
(3) V. *ibid.*, t. I, p. 1, n° 1.
(4) V. *ibid.*, t. II, p. 499, n° 304.
(5) V. WILMANNS, n° 1112.
(6) *Dr. cit. rom.*, p. 324-325.

également invoquer, en faveur de cette hypothèse, le vers de l'*Art poétique*, où Horace désigne les patriciens par la locution « *Quibus est pater* » ; il est bon d'observer toutefois que ce n'est pas chez les poètes, dont le langage est gêné par le rhythme. qu'il faut puiser de semblables renseignements si l'on veut en avoir de sûrs, et s'attacher à la lettre des expressions qu'ils emploient.

81. — Pour les affranchis, il n'y a pas dans leur nom d'indication de filiation. A l'époque primitive, celle antérieure à la généralisation de la liste restreinte des *prænomina*, cet élément manque absolument à leur nom et n'est même pas suppléé par la mention de leur patron ; c'est ce que prouvent quelques inscriptions, signatures d'artisans qui vraisemblablement étaient des affranchis, le travail manuel étant à Rome laissé à cette sorte de personnes comme indigne des ingénus (1). Lors, au contraire, que les affranchis, comme tous les autres citoyens, prirent leur *prænomina* dans la liste restreinte à l'exclusion de tous autres, on voit apparaître, à la place qu'occupe la filiation dans le nom des ingénus, c'est-à-dire au troisième rang, la désignation de leur patron. Cette désignation, comme celle du père pour les ingénus, se faisait au moyen de l'inscription du *prænomen* dudit patron, au génitif, et suivi du mot *libertus* ou *liberta*. Ces deux mots sont abrégés : le premier, conformément à la règle pour la notation des *prænomina;* le second, par la lettre L et quelquefois par les trois lettres LIB. Comme pour la filiation, cette régle présente quelques exceptions ; on voit, par exemple, des cas où le patron est

(1) V. p. ex. C. I. L., t. I, nos 51-53.

désigné non par son *prænomen*, mais par son *cognomen* (1). Ce mode de désignation paraît même plus logique dans le cas, le plus fréquent du reste, où l'affranchi portait le même *prænomen* et le même *nomen gentilitium* que son patron; il permettait, en effet, de reconstituer au complet les *tria nomina* de ce dernier, ce qui empêchait qu'on ne le confondît avec les autres membres de la *gens* portant le même *prænomen*.En ce cas,et conformément à la règle de la notation des *cognomina*, le *cognomen* du patron était écrit en toutes lettres. L'affranchi, qui avait été la propriété commune et indivise de plusieurs maîtres, notait dans son nom les *prænomina* de tous ses patrons, suivis du mot *libertus* (2). Enfin, l'affranchi d'une femme (les femmes n'ayant pas de *prænomen)* prenait le *prænomen* du père de cette femme, et celle-ci était désignée dans le nom de l'affranchi par son *nomen gentilitium* au génitif, suivi de l'indication de sa filiation (3). Quant aux affranchis qui avaient appartenu comme esclaves non à des particuliers, mais à des collectivités ou à des personnes morales, telles que le peuple romain, ou une cité, ils notaient tout au long et en toutes lettres le nom de leur ancien maître devenu leur patron (4).

82. — On trouve souvent des inscriptions où un affranchi est désigné comme Ↄ. L. La lettre L signifiant évidemment *libertus*, on peut se demander quel est le sens du signe Ↄ. Quintilien dit à ce sujet : « *Gaius C littera*

(1) V. p. ex. ALLMER, *Inscr. de Vienne*, t. III, p. 33, n° 373.
(2) V. p. ex. C. I. L., t. I, n° 1087,
(3) V. p. ex. FABRETTI, *Inscriptionum antiquarum explicatio*, p. 438, n° 41.
(4) V. WILMANNS, n° 2665. — C. I. L., t. X, n° 4984. — *Ibid.*, t. V, n° 6630. — ORELLI, n° 4905. — *Ibid.*, n° 2461.

« *notatur*, *quæ inversa* Ↄ *mulierem declarat, quia* « *tam Gaios esse vocitatas, quam Gaios, etiam ex* « *nuptialibus sacris apparet.* » Tout le monde est d'accord pour reconnaître dans le signe Ↄ la désignation d'une femme, mais il y a parmi les auteurs une controverse sur la question de savoir par quel nom de femme il faut traduire le signe. Les uns, prenant à la lettre le passage de Quintilien, veulent toujours et partout traduire le signe Ↄ par *Gaia;* les autres, parmi lesquels M. Michel (1), disent que « pour en avoir le sens, il faut répéter au génitif « féminin le nom qui précède »; sans quoi la plupart des inscriptions où se trouve cette manière de désigner la patronne seraient inintelligibles.

Nous n'hésitons pas à adopter l'opinion de M. Michel. Outre que nous reconnaissons la justesse des raisonnements tirés de la science épigraphique sur lesquels il se base, nous ferons en outre observer que la femme, à de très rares exceptions près, ne portant pas de *prænomen*, pas plus *Gaia* qu'un autre, le premier système n'est nullement fondé. Quintilien a évidemment fait allusion à la célèbre formule prononcée par la femme dans le mariage par confarréation : « *Ubi tu Gaius, ego Gaia* »; mais de là à conclure qu'il faut toujours traduire le signe Ↄ par *Gaia* il y a un abîme, et il faut repousser absolument cette interprétation en présence des nombreux monuments épigraphiques auxquels elle ne peut convenir. En présence de ces deux versions, l'une complètement inadmissible et injustifiable, et l'autre parfaitement fondée, le choix ne saurait donc être difficile.

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 86 et suiv. — V. aussi SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntniss. der röm. Pers.-namen*, p. 55.

83. — Pour les étrangers libres admis au droit de cité romaine, nous avons dit qu'ils prenaient le *prænomen* du magistrat par les offices duquel ce bénéfice leur avait été accordé, et que, devenus membres de sa *gens* à titre de clients, ils prenaient également son *nomen gentilitium*. N'étant point affranchis, ils n'avaient pas à indiquer leur patron en notant son nom au génitif et suivi du mot *libertus*. N'étant point adoptés, ils n'avaient pas à se dire fils de leur patron. Ils avaient donc purement et simplement à relater leur véritable filiation en inscrivant, avant le mot *filius*, le nom de leur père en toutes lettres.

84. — Quant aux femmes, il faut distinguer quatre cas : 1° fille ingénue; 2° femme mariée *cum manu*; 3° femme mariée *sine manu*; 4° femme affranchie. Le premier et le quatrième cas n'ont besoin d'aucune explication ; ce que nous avons dit des ingénus et des affranchis du sexe masculin s'applique également aux femmes ; les lettres F et L se traduisent alors par *filia* et *liberta*. Nous n'aurons qu'à discuter ceux de la femme mariée *cum manu* et *sine manu*. Il serait oiseux de faire ici un long parallèle entre le mariage *cum manu* et le mariage *sine manu*. Nous nous bornerons à rappeler que, par l'effet du premier, la femme sortait de la *potestas* de son père et quittait ses liens d'agnation naturelle et sa *gens* natale, pour passer *loco filiæ* dans la *potestas* de son mari, devenir l'agnate de ses agnats, et entrer dans sa *gens*; tandis que par le second rien n'était changé dans l'état civil de la femme ; sa position d'épouse la laissait dans sa famille agnatique et dans sa *gens* natales, et, à part la soumission aux devoirs qui sont l'essence même du mariage, elle restait l'égale de son époux. Nous rappellerons également que le mariage *cum manu* est la

forme originaire et primitive du mariage romain; et que le mariage *sige manu*, introduit peut-être seulement par la loi des XII Tables, devint, dès l'époque républicaine, d'un usage prépondérant, et supplanta même complètement son rival sous l'empire.

85. — A l'origine, dit M. Mommsen (1), « toutes les « femmes non mariées paraissent avoir ajouté à leur nom « individuel, comme déterminatif, le nom de leur père, et « les femmes mariées exclusivement le nom de leur mari. » Cela se comprend avec le mariage *cum manu*, la *manus* mettant un terme à la *patria potestas* et l'excluant complètement. Mais comme à l'origine cette relation de la puissance se faisait par la simple addition du nom de l'ayant-puissance au génitif, il en résultait une équivoque au sujet de la nature de cette puissance. De là l'addition d'abord, du mot *filia*, ensuite du mot *uxor* ou *conjux*. Ces derniers s'écrivent en toutes lettres, ainsi, du reste, que le nom du mari. Comme l'addition du mot *filia* a de beaucoup précédé celle des mots *uxor* ou *conjux*, on est en droit de conclure que lorsqu'on voit un nom de femme suivi d'un nom d'homme écrit en toutes lettres et au génitif, ce nom est celui du mari de la femme. Donc, pour la femme mariée *cum manu*, l'indication de la filiation est remplacée par l'inscription du nom du mari en toutes lettres et au génitif, d'abord seul, puis suivi du mot *uxor* ou *conjux*.

86. — Le mariage *sine manu* ne faisant pas sortir la femme de sa famille d'origine, n'exclut pas dans le nom de la femme l'indication de sa filiation. Aussi, voit-on souvent des femmes dans cette situation cumuler les deux

(1) *Rœm. Forsch*, t. I., p. 6.

indications, celle de leur filiation d'abord, celle de leur mariage ensuite (1). L'habitude la plus fréquente était pour cette dernière indication de joindre au nom du mari les mots *uxor* ou *coniux*; mais l'usage de noter ce nom au génitif sans y ajouter ces mots s'était maintenu dans certaines familles, et notamment dans la famille impériale. On ne pourrait donc se fonder sur l'absence ou sur la présence des mots *uxor* ou *conjux* pour décider que le mariage comportait ou non la *manus*. Le véritable critérium qui permet de faire cette distinction est dans la similitude ou la différence que l'on peut remarquer entre le *nomen gentilitium* de la femme et celui du mari, le mariage *sine manu* ne donnant lieu à aucune transmission de nom du mari à la femme; encore est-il en défaut lorsque la femme appartenait de naissance à la même *gens* que son mari. De la différence des *nomina gentilitia* on peut conclure à l'absence de la *manus*; mais le contraire n'est pas vrai.

87. — En résumé, lorsque le mariage comporte la *manus*, le mari et la femme ont le même *nomen gentilitium*, et la filiation de la femme est remplacée par l'indication du nom de son mari. Lorsque le mariage est *sine manu*, la femme peut avoir un autre *nomen gentilitium* que son mari, et peut, dans son nom complet, indiquer sa filiation; la présence d'un seul de ces deux signes prouve l'absence de la *manus*, à plus forte raison leur concours. Si, la filiation de la femme n'étant pas indiquée, il y a parité dans les *nomina gentilitia*, le cas est douteux, et ne peut être éclairci que par les circonstances extrinsèques. Toutefois, il est rare que la filiation ne soit pas indiquée dans le nom complet de la femme, lorsque celle-ci est mariée *sine manu*.

(1) V. p. ex. C. I. L., t. IX, nº 4514.

II. Tribu.

88. — L'indication de la tribu territoriale dans laquelle le citoyen est inscrit est, dans l'ordre chronologique, le quatrième des éléments qui forment le nom complet et officiel. Son existence est fort ancienne, mais ne saurait évidemment être antérieure à l'institution elle-même de la tribu qui, du reste, remonte à la constitution célèbre et d'âge fort respectable du roi Servius Tullius. Il n'est pas téméraire d'avancer que, suivant toute vraisemblance, cet élément du nom est, en fait, contemporain ou à peu près de l'établissement des tribus. Celui-ci, comme on le sait, ne se fit pas tout d'une pièce, et les quatre tribus urbaines primitives, par suite de l'extension de cette institution au reste du territoire de Rome, virent leur nombre successivement grossi de celui des tribus rurales postérieurement créées, en sorte que le nombre total des tribus arriva dans le courant du VI^e^ siècle de Rome au chiffre définitif de trente-cinq.

89. — Quoi qu'il en soit, l'entrée de la tribu dans la manière de nommer officielle est contemporaine de la légalisation du *cognomen*. La *lex Julia repetundarum* et la *lex Julia municipalis* en exigent la mention dans le nom des citoyens en même temps que celle du *cognomen*, et on la voit inscrite dans le texte des lois et sénatus consultes pour la première fois en l'an 676 *u. c.* (1). Son inscription dans les registres du cens est, au contraire, extrêmement ancienne, et il est impossible de déterminer l'époque où elle y fit son apparition. Quant aux

(1) V. Mommsen, *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 64.

documents non officiels, on l'y trouve dès la plus haute antiquité, et alors que le *cognomen* n'était pas encore généralisé dans les basses classes de la société romaine (1). Du reste, la place qu'elle occupe dans le nom complet romain prouve assez qu'elle est entrée dans le langage usuel bien avant le *cognomen*.

90. — L'inscription dans une tribu était réservée non seulement aux citoyens romains, mais encore aux citoyens ayant la pleine jouissance et le plein exercice de leurs droits civils et politiques, assujettis au service militaire et pouvant voter dans les comices. Ceci explique non seulement l'utilité de l'indication de la tribu dans le nom, mais encore ce fait, que l'on voit très rarement une femme indiquer une tribu dans son nom. La règle est que cet élément du nom est exclusivement réservé aux hommes à cause de son caractère avant tout politique; lors donc qu'on se trouve en présence d'une des très rares exceptions où l'on voit une femme en faire usage, on peut en conclure que la personne en question avait, en cette circonstance, besoin de faire connaître sa qualité de citoyenne romaine. Il va de soi que l'inscription des femmes dans les tribus n'emportait pour elles ni l'obligation du service militaire, ni le droit de prendre part aux comices (2).

91. — La mention de la tribu est et a vraisemblablement toujours été commune à tous les citoyens romains, sans aucune distinction entre patriciens et plébéiens, ingé-

(1) V. C. I. L., t. I, nº 51.

(2) V. dans RÉNIER, *Inscr. de l'Algérie*, nº 2640, un exemple de nom de femme où la tribu est mentionnée.

nus et affranchis, citoyens nés ou naturalisés. Il est en effet à remarquer que les plus anciens monuments où on la retrouve sont les signatures d'humbles artisans apposées par eux sur leurs œuvres. On ne peut donc attribuer à cet élément du nom, comme à d'autres, une origine aristocratique. La mention de la tribu a dû vraisemblablement s'étendre des registres du cens dans le langage courant, d'abord à titre de simple renseignement, puis comme partie intégrante du nom, et être importée dans la langue officielle et légale, comme le *cognomen*, par la coutume.

92. — Au point de vue graphique, la mention de la tribu est faite au moyen de l'inscription de son nom à l'ablatif immédiatement après la mention de la filiation et avant le *cognomen*. De plus, les noms de tribus sont presque toujours abrégés, et cela conformément au tableau qui termine ce paragraphe de notre chapitre ; il y a cependant quelques cas où le nom de la tribu est écrit en toutes lettres (1).

93. — Nous avons déjà vu à propos du *prænomen* (2) que le *paterfamilias* se faisait inscrire sur les registres du cens avec tous ses enfants *in patria potestate*. Il en résulte que tous les membres de la famille romaine étaient inscrits ensemble, et, par conséquent dans la même tribu. De là cette règle, que le fait de faire partie d'une tribu et, partant, la mention de la tribu dans le nom, se transmet héréditairement de père en fils, que la filiation soit naturelle ou adoptive. Ce dernier point a élevé une objection tirée d'une inscription où l'on voit deux hommes parais-

(1) V. p. ex. C.I.L, ., t. x, nº 1767.

(2) V. *supra*, nº 34, p. 42.

sant être l'un le fils adoptif de l'autre, inscrits dans deux tribus différentes (1). M. Michel (2) réfute l'objection en prouvant que dans cette inscription il s'agit non d'un fils adoptif, mais d'un *alumnus*.

94. — Enfin, nous devons faire, relativement à la tribu, une double remarque ; la première, c'est que les affranchis citoyens romains, étant mal vus généralement, étaient presque toujours inscrits dans l'une des quatre tribus urbaines. Ces tribus étant les plus nombreuses, c'était une manière de donner peu d'importance à chacune de leurs voix, noyée dans la masse de toutes celles de la tribu, et par conséquent de réduire pour eux le *jus suffragii* jusqu'à l'extrême limite de la possibilité légale. La seconde remarque, c'est que, si les affranchis citoyens romains sont inscrits dans une des trente-cinq tribus, les affranchis Latins Juniens ne le sont dans aucune; on peut en conclure que toutes les fois que l'on voit le nom d'un affranchi comprendre l'indication de la tribu, on se trouve en présence d'un affranchi citoyen romain.

95. — De l'indication de la tribu les auteurs rapprochent parfois la mention du domicile, que l'on voit figurer tantôt à la suite du nom, tantôt entre la tribu et le *cognomen*, au moyen de la notation du nom de la ville habitée par la personne accompagné ou non du mot *domo* ou de de la lettre D, et du nom de la province. La coutume de faire figurer cette indication à côté du nom ne se remarque qu'à partir du Ier siècle de l'ère chrétienne. Comme il est impossible de voir là-dedans un sixième élément du nom, nous nous bornerons à signaler le fait sans le discuter plus à fond.

(1) C. I. L., t. x, nº 5198.
(2) *Dr. cit. rom.*, p. 337.

BIBLIOTH DE LA VILLE DE LYON

96. — Nous terminerons cet examen de la mention de la tribu en mettant en regard dans le tableau suivant les noms des trente-cinq tribus avec leurs qualités de rurales ou d'urbaines et les abréviations en usage pour les noter, le tout par ordre alphabétique, d'après M. Michel (1). Il suffira d'y jeter un coup d'œil pour constater que la règle est que la notation abrégée du nom de la tribu se fait au moyen des trois premières lettres de ce nom, sauf de rares exceptions.

NOMS DES TRIBUS	LEURS CATÉGORIES	ABRÉVIATIONS
Æmilia	Rurale	AEM, AIM, AEMIL.
Aniensis	—	ANI, AN, ANIES.
Arnensis	—	ARN, AR, ARNIEN, HARN.
Camilia	—	CAM, CAMIL.
Claudia	—	CLA (2).
Clustumina ou *Crustumina*	—	CLV, CRV, CLVST, CRVS.
Collina	Urbaine	COL, COLLIN, COLL.
Cornelia	Rurale	COR, CORN, CORNEL.
Esquilina	Urbaine	ESQ, ESQVIL.
Fabia	Rurale	FAB.
Falerna	—	FAL, FALE.
Galeria	—	GAL, GALER.
Horatia	—	HOR.
Lemonia	—	LEM, LEMON.
Maecia	—	MAE, MAIC, MAEC.
Menenia	—	MEN.
Oufentina ou *Offentina*	—	OVF, OF, OFF.
Palatina	Urbaine	PAL, PALAT.
Papiria	Rurale	PAP, PAPIR.
Poblilia ou *Publilia*	—	POB, POP, PVB, PVBL.

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 344 et suiv.

(2) Cette abréviation désigne toujours la tribu *Claudia*. Le *nomen gentilitium Claudius* s'abrège CL. — V. *supra*, nº 42, p. 49.

NOMS DES TRIBUS	LEURS CATÉGORIES	ABRÉVIATIONS
Pollia	Rurale	POL, POLL.
Pomptina	—	POM, POMP, POMPT.
Pupinia	—	PVP, PVPIN.
Quirina	—	QVI, QVIR, Q.
Romilia	—	ROM, ROMIL.
Sabatina	—	SAB, SABATIN.
Scaptia	—	SCA, SCAP, SCAPT.
Sergia	—	SER, SERG.
Stellatina	—	STE, STEL, ST, STELLAT.
Succusana ou *Suburana*	Urbaine	SVB, SVC.
Teretina	Rurale	TER, TERETIN.
Tromentina	—	TRO, TROM.
Velina	—	VEL, VELL.
Vollinia	—	VOL, VOLT.
Veturia ou Voturia	—	VET, VOT.

CHAPITRE VI

ALTÉRATIONS DU NOM

97.— Nous avons jusqu'à présent étudié le nom romain en général considéré au point de vue de sa formation historique, et chacun des éléments de ce nom pris intrinsèquement et abstraction faite de tous les autres. Nous nous occuperons maintenant des questions qui intéressent le nom tout entier. Pour cela, il faut supposer qu'une personne a acquis chacun des éléments de son nom suivant les principes qui viennent d'être exposés, et, ceci donné, examiner d'abord quelles altérations peut subir le nom ainsi formé, et comment il les subit. C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans ce chapitre, en nous attachant toutefois à ne pas sortir du domaine du droit privé.

Dans ces limites, les altérations qu'il semble qu'un nom peut subir sont de deux sortes: le *changement*, c'est-à-dire le remplacement de tout ou partie de ses éléments

par d'autres, et la *perte*, c'est-à-dire la disparition d'un ou deux de ses éléments sans qu'ils soient remplacés.

Pour chacune de ces catégories d'altérations, il y a deux questions à examiner :

1° Peuvent-elles se produire ?

2° Comment se produisent-elles ?

98.— Sur la première question, *le nom peut-il subir des changements et des pertes*, nous répondrons oui. En effet, nous avons vu que chaque partie du nom était l'enseigne d'un caractère propre, ou au moins l'était devenu. Si donc ce caractère subit un changement, le nom qui le représente doit subir un changement correspondant. Un individu, par exemple, fait partie de la *gens Æmilia ;* il porte le *nomen gentilitium Æmilius*. Un événement quelconque le fait passer de la *gens Æmilia* dans la *gens Claudia* , il perd immédiatement le *nomen gentilitium Æmilius* et reçoit par le même fait celui de *Claudius*. C'est ce fait que nous appellerons la *substitution de nom*, parce que l'on y voit un nom transmis par une personne à une autre dont le nom était déjà formé. Nous avons déjà vu dans les chapitres précédents le cas où le nom du père est transmis à son fils ; ce dernier n'ayant pas de nom en venant au monde, il n'y a pas *remplacement* d'un nom par un autre, et nous appellerons ce fait *acquisition de nom*. De même, pour une perte de nom, il suffit que le caractère qui donne lieu au nom vienne à cesser purement et simplement, pour que le nom qui représente ce caractère disparaisse sans que rien vienne prendre sa place. Nous avons vu, par exemple, que l'habitude et la coutume avaient fait de certains *prænomina*, à un moment donné, la marque extérieure du droit de cité romaine ; que l'individu vienne à perdre ce

droit, il perdra *ipso facto* le *droit* de porter son *prænomen; a fortiori* si la personne perd non seulement le droit de cité mais encore la liberté. Or, la perte de la liberté, c'est la *maxima capitis deminutio;* la perte du droit de cité romaine, c'est la *media capitis deminutio*; le passage d'une *gens* dans une autre, pour nous en tenir aux exemples fournis, c'est la *minima capitis deminutio*. Nous pouvons dès à présent dire que la *capitis deminutio*, sauf celle résultant de l'émancipation, entraîne toujours, suivant les cas, soit une *substitution*, soit une *perte* de noms. Mais il serait faux de dire, à l'inverse, que toute substitution de noms suppose une *capitis deminutio*, car nous verrons plus loin que l'addition d'hérédité faite par l'héritier institué *sub conditione nominis ferendi* oblige cet héritier à porter le nom du *de cujus;* et comme rien n'est changé que l'enseigne dans son état civil, on ne peut y voir un cas de *capitis deminutio*.

99. — Sur la deuxième question, *comment s'opèrent les altérations du nom*, il faut examiner successivement et en détail chacun des faits qui y donnent lieu. Nous commençons par :

I. Les Cas de Substitution de Noms.

100. — On peut ramener à sept le nombre des faits donnant lieu à ce que nous avons appelé une *substitution de noms* avec le sens particulier que nous avons donné à ce mot: Ce sont : 1° l'*Adrogation;* 2° l'*Adoption entre vifs;* 3° l'*Adoption testamentaire;* 4° l'*Institution d'héritier* SUB CONDITIONE NOMINIS FERENDI; 5° le *Mariage*

CUM MANU; 6° l'*Affranchissement;* 7° la *Collation du droit de cité romaine*. Nous allons les examiner séparément et en détail dans cet ordre.

1° Adrogation.

101. — On sait que ce mot est la désignation technique de l'adoption dans le cas spécial où l'adopté est *sui juris*. Celui-ci est un *pater familias* qui se dépouille de cette qualité pour passer sous la *patria potestas* de l'adrogeant. Il en résulte la création d'un nouveau lien de parenté et de filiation, et, si l'adrogé est seul de sa famille, l'extinction d'une race et d'un culte privé. De là, les formes rigoureuses auxquelles un tel acte est soumis, et la subordination des volontés particulières au consentement du peuple romain assemblé en *comitia curiata* et décidant souverainement après avis du collège des pontifes (1). A une époque difficile à déterminer, les trente curies, comme on le sait, furent représentées par trente licteurs, ce qui laissait aux pontifes l'autorité souveraine en cette matière (2). Enfin, sous l'empire, on voit l'adrogation se faire au moyen d'un rescrit du prince, et les magistrats civils remplacer les pontifes pour faire l'enquête préparatoire (3).

102. — Quelles que soient les modifications apportées par les révolutions politiques à la forme de l'adrogation, elle resta toujours l'extinction au moins possible d'une race au profit d'une autre. Ses effets peuvent se

(1) V. GAIUS, I, § 99. — CIC., *pro Domo*, 13, 14, 29.
(2) V. SUÉT., *Aug.*, 65. — TAC., *Hist.*, I, 15.
(3) C., L. VIII, T. XLVIII *De adopt.*, ll. 2, 6. — *Inst.*, L. I, T. XI. *De adopt.*, § 1.

résumer en une double opération : 1° l'adrogé se dépouille complètement de l'état civil résultant de sa naissance ; 2° il en reçoit un nouveau forgé de toutes pièces en devenant le fils de l'adrogeant. Au point de vue spécial qui nous occupe, l'adrogé perd donc tout entier le nom complet qu'il tenait de sa famille agnatique naturelle, laquelle se trouve éteinte par son fait.

103. — Mais en revanche l'adrogé entre dans la famille de l'adrogeant, au jour où l'adrogation est devenue pleinement valable et définitive, à titre de fils de l'adrogeant. Il en reçoit donc un nouveau nom tout comme s'il venait de naître dans cette famille. Son père adoptif lui donne un nouveau *prænomen*, à la place de celui qu'il a perdu par l'effet de l'adrogation, et l'usage veut que ce *prænomen* soit celui même de l'adrogeant ; cette règle se justifie par cette considération que l'adoption a eu pour but principal et primitif de permettre à un *paterfamilias* sans postérité de s'en créer une civile et d'éviter ainsi l'extinction de son nom, de sa race et de ses *sacra privata*. Dans la plupart des familles romaines, il était d'usage que le fils aîné portât le *prænomen* de son père ; à plus forte raison devait-il en être de même lorsque le lien qui les unissait résultait de leur volonté réciproque consacrée par le consentement du peuple romain. Aussi, voyons-nous constamment appliquée cette règle de la transmission du *prænomen* du père adoptif en général au fils adoptif. Enfin, les conditions d'âge exigées de l'adrogé lui font acquérir ce *prænomen* légalement et définitivement du jour même de l'adrogation ; nous avons vu en effet, à propos du *prænomen*, que cet élément de nom était fixé pour les garçons dès le jour où ils prenaient la toge virile (1).

(1) V. *supra*, n^os^ 31-33, p. 38 et suiv.

104. — Quant au *nomen gentilitium*, sa transmission de l'adrogeant à l'adrogé est confirmée par la multitude des exemples et résulte du reste de l'application stricte des principes. L'adrogé rompt en effet absolument tous les liens qui le rattachent à sa *gens*, et entre dans celle de l'adrogeant ; il devait donc en porter le nom à l'avenir. Il faut cependant observer que les empereurs adoptés par leurs prédécesseurs en portent rarement le *nomen gentilitium* ; mais on ne doit pas en conclure que cette sorte d'adoption fût soumise à des règles particulières. Les empereurs, comme nous aurons plus loin l'occasion de le voir (1), avaient en cette qualité même des noms si nombreux que l'on voit rarement leur *nomen gentilitium* civil noté dans les documents les concernant. Il n'y a pas là, comme le fait très justement remarquer M. Mommsen (2), une *répudiation* du *nomen gentilitium*, mais une simple *prétérition*. Ce nom était en effet assez connu pour qu'il fût inutile de le noter. Le contraire eût même vraisemblablement paru aussi étrange aux Romains qu'à nous de voir des souverains modernes battre monnaie ou faire acte de gouvernement sous leurs noms civils de Bourbon, Savoie, Brunswick-Lunebourg, Hohenzollern, Hapsburg, Holstein-Gottorp ou Bernadotte. Dès lors, que le *nomen gentilitium* de l'empereur lui fût acquis par naissance ou par adoption, il était également passé sous silence. Il n'y a donc rien dans ce fait qui soit contraire à la règle.

105. — Pour le *cognomen*, la règle offre plus de diversité, par suite de la pluralité des principes qu'il faut com-

(1) V. *infra*, nos 217 et suiv., p. 180 et suiv.
(2) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 52.

biner pour arriver à la déduire avec certitude. Nous avons dit que la première phase de l'entrée du *cognomen* dans le domaine légal avait été son passage de la personnalité à l'hérédité, et que, devenu héréditaire, il marquait entre les personnes qui le portaient un lien d'agnation et non plus seulement, comme le *nomen gentilitium*, une simple gentilité. Dès lors, l'adrogé, cessant de faire partie de sa famille agnatique naturelle pour entrer dans celle de l'adrogeant, il était juste qu'il quittât son *cognomen* héréditaire s'il en avait un. Quant au *cognomen* personnel qu'il avait reçu à son *dies lustricus*, il devait également le perdre d'après le même principe qui lui faisait quitter son *prænomen*. Mais d'autre part, l'adrogation laissait subsister entre l'adrogé et sa famille les rapports de parenté naturelle que l'on a appelés *cognation*. Il était donc juste qu'il en restât quelque trace dans le nom de l'adrogé, et l'on comprendra facilement l'importance de ce fait lorsqu'on envisagera combien le droit prétorien tenait compte de la cognation en matière de successions. De là résulte cette double règle : 1° l'adrogé prend le *cognomen* porté par l'adrogeant, lequel devient ainsi *cognomen* héréditaire s'il ne l'était déjà; 2° Il y ajoute un *cognomen* supplémentaire tiré de son ancien *nomen gentilitium* au moyen de l'adjonction, au radical de ce nom, de la terminaison *anus*. Telle est la règle pure, que nous voyons universellement observée aux VI^e^ et VII^e^ siècles de Rome, c'est-à-dire à l'époque où la réglementation du nom romain était parvenue à son entier développement et appliquée dans toute sa rigueur.

106. — Mais par suite de l'accroissement numérique des *gentes*, ce mode de dénomination arriva à ne plus remplir d'une façon suffisante son rôle primitif, et à ne

rappeler que très vaguement quelle avait été dans sa famille d'origine la position de l'adrogé. Puis certaines *gentes* s'étant pour ainsi dire scindées en *stirpes*, sans toutefois se désagréger complètement (1), il devenait important de savoir à laquelle de ces *stirpes* appartenait l'adrogé issu d'une *gens* ayant subi cette transformation. « Je suppose, » dit à ce propos M. Michel (2), « qu'un « membre de la *gens Cornelia* se donne en adoption et « qu'il se contente de joindre à son nouveau nom le *cogno-* « *men Cornelianus*. A la lecture d'un tel *cognomen*, on « saura sans doute que celui qui le porte est entré dans « telle famille par l'adoption ; on connaîtra qu'il sort de la « *gens Cornelia ;* mais on ne verra pas quelle est préci- « sément sa famille d'origine. Cet adopté appartenait-il à « la famille *Scipio, Dolabella, Lentulus* ou *Sylla?* « On n'en sait rien : le nom formé de la manière indiquée « ne donne pas le moyen de résoudre cette question. » Aussi, pour porter remède à cet état de choses, l'usage s'introduisit-il, vers la fin du VII^e^ siècle de Rome, de transporter dans le nouveau nom et sans aucune altération le *cognomen* que portait l'adrogé avant son adrogation. Cet usage ne présentait pour les Romains aucun inconvénient. Ils savaient, en effet, à quelle *gens* appartenaient telle, telle et telle *stirpes ;* de sorte que l'on pouvait à première vue conclure de la présence dans un nom ainsi formé d'un *cognomen* héréditaire n'appartenant pas à une *stirps* de la *gens* désignée par le *nomen gentilitium :* 1° que la personne ainsi appelée était entrée dans cette *gens* par adrogation ; 2° qu'elle sortait de la *gens* à

(1) V. *supra*, n° 68, p. 77 et suiv., ce que nous avons dit sur les situations respectives de la *gens* et de la *stirps*.

(2) *Dr. cit. rom.*, p. 233-234.

l'une des *stirpes* de laquelle appartenait ce *cognomen*. A l'inverse,cet usage présentait le grand avantage de déterminer aussi parfaitement que possible la position qu'avait eue l'adrogé dans sa *gens* natale. Toutefois, nous remarquerons avec M. Michel (1), que pour les modernes, qui peuvent ignorer si tel *cognomen* était un nom de *stirps* ou un surnom personnel, et si telle *stirps* appartenait à telle *gens* et non à telle autre, ce système doit présenter des obscurités dans certains cas, notamment dans celui où l'adrogé est entré dans une des *gentes* qui n'ont jamais adopté de *cognomen*; car alors on peut prendre le *cognomen* qu'il tient de son origine pour celui de la *gens* dans laquelle il est entré.

107. — Sous l'Empire, un troisième procédé s'introduisit, qui marque le commencement de la décadence pour le système de règles qui gouvernent le nom romain. On voit des adrogés ou adoptés conserver intacts leurs anciens *nomen gentilitium* et *cognomen*, et les placer *cognominum loco* à la suite de ceux qu'ils ont régulièrement reçus par l'effet de leur adrogation ou adoption. C'est là, en effet, une dérogation très grave à l'une des règles que nous avons vues plus haut, et d'après laquelle on ne peut prendre pour *cognomen* un nom qui sert déjà de *nomen gentilitium*. Dans le cas où l'adrogé est le dernier de sa *gens*, cet inconvénient disparaît; la *gens* est en effet entièrement éteinte; dès lors le nom qui la désignait ne saurait plus être appelé un *nomen gentilitium*, et il n'y a aucun inconvénient à ce que, tombé à ce titre, il soit repris à titre de *cognomen*. Mais alors il reste la désinence *ius*, régulièrement réservée au *nomen gentilitium*, qu'il

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 236.

aurait fallu remplacer par une autre, et de ce chef encore ce système est contraire à la règle (1). En revanche, il offre l'avantage de permettre aux modernes de parfaitement connaître la position de l'adrogé dans sa *gens* natale; de plus il permet d'expliquer pourquoi l'on voit, dans certains documents, des personnes porter deux *nomina gentilitia*, ce qui aurait été absolument contraire à la règle de l'unité de cet élément du nom; on peut, dans ces cas conclure à peu près avec certitude que l'on a sous les yeux le nom d'une personne passée de la *gens* désignée par le second de ces noms dans celle désignée par le premier, au moyen d'une adrogation ou d'une adoption.

108. — Lorsque l'adrogeant faisait partie d'une des *gentes* restées rebelles à l'adoption du *cognomen* l'adrogé ajoutait purement et simplement à ses nouveaux *prænomen* et *nomen gentilitium* son ancien *cognomen* sans aucun changement. Les Romains connaissant parfaitement quelles étaient ces *gentes*, cela n'avait point d'inconvénient. Pour nous, qui ne les connaissons pas toutes, il peut arriver que des cas d'adoption nous échappent à la seule vue du nom ainsi formé; il faut pour cela le concours des circonstances suivantes : *nomen gentilitium* désignant une *gens* non connue comme n'ayant pas adopté le *cognomen* et *cognomen* n'étant pas le nom héréditaire porté par les membres d'une *stirps* connue d'une *gens* connue.

109. — Ensuite l'adrogation plaçant l'adrogé sous la *patria potestas* de l'adrogeant, il en résulte que le premier cesse de s'indiquer dans son nom comme fils de son père naturel, et se donne désormais comme fils de

(1) V. *supra*, n° 43, p. 50, et n° 64, p. 73 et suiv.

l'adrogeant. Or, comme l'adrogé prenait tel quel le *prænomen* de l'adrogeant, il en résulte que régulièrement celui-ci, comme père de celui-là, doit être désigné par le même *prænomen;* c'est en effet ce que nous voyons avoir lieu dans la grande majorité des cas. Lors donc que le contraire se présente il faut en conclure ou bien que l'adrogé n'a pas pris le même *prænomen* que l'adrogeant, ou bien qu'il fait encore mention de sa filiation naturelle, et alors qu'il n'y a eu aucune adoption dans le sens juridique du mot, c'est-à-dire aucun passage de l'individu d'une famille dans une autre. Cette substitution de l'indication de la filiation naturelle à celle de la filiation adoptive est, soit dit en passant, le véritable critérium qui permet de distinguer si la substitution de noms vient d'une adrogation ou d'une adoption, et non pas de quelque autre cause.

110. — Enfin, et en dernier lieu, les enfants *in patria potestate* étant inscrits sur les *Tabulæ censoriæ* en même temps que leur *paterfamilias* et sur sa déclaration, il en résulte, ainsi que nous l'avons vu (1), que le fils est toujours inscrit dans la même tribu que son père. Dès lors, l'adrogé, en passant sous la *patria potestas* de l'adrogeant, passe aussi dans sa tribu, et change dans son nom l'indication de sa tribu natale pour celle de la nouvelle dont l'adrogation l'amène à faire partie.

111. — Les effets de l'adrogation s'étendent non seulement à l'adrogé mais encore à tous ses enfants *in patria potestate*, nés ou à naître. La substitution de noms a donc lieu à l'égard des enfants déjà nés au même titre qu'à l'égard de l'adrogé lui-même, en ce qui concerne le *nomen*

(1) V. *supra*, n° 34, p. 42, et n° 93, p. 98.

gentilitium, le *cognomen*, la filiation et la tribu. Pour le *prænomen*, le raisonnement que nous avons tenu pour l'adrogé s'applique aussi à eux ; ils doivent donc quitter celui qu'ils avaient déjà et en prendre un autre. Mais comme il est peu probable, vu les conditions d'âge exigées des parties, qu'un adrogé eût lors de l'adrogation des enfants déjà revêtus de la toge virile, et par conséquent ayant déjà un *prænomen* légalement et définitivement fixé, la question se pose rarement. Quant aux enfants à naître, ils naissent dans la famille de l'adrogeant, et n'ont jamais appartenu à la famille naturelle de l'adrogé; ils n'ont donc pas à porter le *cognomen* spécial résultant de l'adrogation.

2° *Adoption entre vifs.*

112. — L'adoption entre vifs, ou adoption proprement dite et dans le sens strict du mot, diffère de l'adrogation en ceci, que nous n'y voyons plus un citoyen *sui juris* qui *se donne* à un autre *in patriam potestatem*, mais un citoyen *alieni juris* que *son père fait passer* de sa propre puissance paternelle dans celle de l'adoptant. A l'égard de ce dernier, les effets et le mobile de l'adoption proprement dite sont les mêmes que ceux de l'adrogation : par l'une comme par l'autre, l'adoptant se crée une postérité civile sinon naturelle, et sauve peut-être ainsi de l'anéantissement en sa propre personne sa race, son nom et ses *sacra privata*. Mais, à l'égard de l'adopté, la différence est grande. Si d'un côté il rompt, comme dans l'adrogation, avec sa famille agnatique et peut-être, suivant le cas, avec sa *gens*, pour entrer dans la famille agnatique et dans la *gens* de l'adoptant ; de l'autre côté, cette *capitis deminutio* n'entraînera pas l'extinc-

tion d'une race, d'un nom et d'un culte privé, puisque l'adopté laisse derrière lui, dans son ancienne famille, au moins le père qui l'a donné en adoption et, le plus souvent, beaucoup d'autres proches. Aussi, voyons-nous beaucoup moins de sévérité dans les formes de l'adoption que dans celle de l'adrogation. Dans le droit ancien, la procédure à suivre est la même que celle de l'émancipation, à cela près que l'acquéreur, après la troisième mancipation qui lui est faite du fils par le père, au lieu de l'affranchir une troisième fois, le remancipe au père ; la *patria potestas* de celui-ci est ainsi éteinte et remplacée par le *mancipium*. Dans cet état, l'adoptant assigne le père devant le magistrat et revendique l'adopté comme son fils; le père acquiesce ou se tait, et le magistrat rend une *addictio* dans le sens de la réclamation de l'adoptant. C'est, on le voit, une *cessio in jure* de la puissance paternelle, avec cette anomalie que le père cède ainsi une puissance qu'il n'a plus (1). Dans le droit de Justinien, toutes ces formalités sont remplacées par l'échange des consentements des trois parties devant le magistrat et la constatation du fait dans les *acta publica* (2).

113. — De ce rapide exposé, il résulte que l'adopté sort de la *potestas* de son père pour entrer, comme l'adrogé, sous celle de l'adoptant. Les conséquences de ce changement relatives au nom, les seules qui nous occupent, sont donc les mêmes dans l'un comme dans l'autre cas, et tous les développements que nous avons donnés à cette question à propos de l'adrogation s'appliquent parfaitement à

(1) GAIUS, I, § 134.

(2) *Inst.*, L. I, T. XII, *quib. mod. j. pot. solv.*, § 8. — C., L. VIII, t. XLVIII, *De adopt.*, l. 11.

l'adoption entre vifs. La seule différence à signaler est que, dans la première, *tous* les enfants de l'adrogé suivent la condition de leur père et passent avec lui dans la *patria potestas* de l'adrogeant, tandis que, dans la seconde, les enfants de l'adopté déjà nés ou conçus lors de l'adoption sont nés dans la *patria potestas* du père naturel de l'adopté et y restent, puisque l'adoption a été faite de façon à ne pas les atteindre; ils gardent donc le nom qu'ils ont reçu lors de leur naissance. Mais les enfants venus au monde une fois l'adoption faite *sont nés* dans la *patria potestas* de l'adoptant, ou au moins dans sa famille agnatique et dans sa *gens;* jamais ils n'ont fait partie de la famille agnatique natale de leur père; ils prennent donc le *nomen gentilitium* et le *cognomen* héréditaire de l'adoptant, et reçoivent un *prænomen* conformément à l'usage admis dans cette famille; ils ne portent pas le *cognomen* signe de l'adoption, n'ayant aucune raison pour cela.

3° Adoption testamentaire.

114. — A côté de l'adrogation et de l'adoption proprement dite, une troisième forme de l'adoption nous est indiquée par plusieurs auteurs (1) et par de nombreux exemples de sa mise en pratique. Mais les renseignements précis sur le caractère juridique de cette institution nous font défaut, de sorte que pour résoudre le problème on est forcé de procéder par induction au moyen des exemples qui nous en sont parvenus.

Deux systèmes sont en présence sur cette question,

(1) V. Cic., *Brut*, 58. — Suét., *Cæs.*, § 83. — App., *De Bell. civ.*, III, 14, n. 94.

soutenus tout au long, le premier par M. Mommsen (1), le second par M. Michel (2).

D'après M. Mommsen, l'adoption testamentaire était à l'origine une véritable adoption, entraînant pour l'adopté changement de famille agnatique et de *gens*, en un mot emportant comme l'adoption entre vifs une *capitis deminutio* pour l'adopté. Mais les jurisconsultes romains, désapprouvant cette institution, la combattirent sans relâche, et finirent par en amoindrir les effets; de telle sorte que, dès le commencement de l'Empire, elle n'emporta plus qu'une simple transmission de nom, et non plus une *capitis deminutio*. Il y a donc lieu de distinguer soigneusement les deux choses: adoption testamentaire d'une part, et institution d'héritier avec transmission de nom d'autre part, existant séparément pendant la période républicaine, et fondues ensuite en une seule vers le début de l'Empire par suite de la désuétude de l'adoption testamentaire primitive.

Selon M. Michel, au contraire, il ne faut pas distinguer les deux institutions. L'adoption testamentaire n'a jamais emporté de *capitis deminutio*, et n'a jamais été qu'une simple institution d'héritier avec transmission de nom. En revanche, il y avait l'adoption par acte législatif, institution plus politique que juridique, dont l'effet était de donner un fils adoptif à un homme, sans l'intervention de la volonté de cet homme, en vertu d'une décision du législateur.

Nous avons ainsi résumé, aussi brièvement que possible, la doctrine de chacun de ces deux auteurs; il nous reste à

(2) *Zur Lebensgeschichte des jüngeren Plinius*, *Hermès*, t. III, p. 62 et suiv.

(3) *Dr. cit. rom.*, p. 240 et suiv.

l'énumérer et à discuter les arguments dont ils ont l'un et l'autre appuyé leurs opinions respectives.

115. — A. *Arguments de M. Mommsen.* — On peut résumer ainsi les arguments que le savant allemand a invoqués à l'appui de sa thèse :

a) L'adoption testamentaire entraîne une transmission à l'adopté des noms de l'adoptant, y compris le *nomen gentilitium*, le *cognomen* héréditaire dans sa famille, et le *prænomen* en usage dans sa famille et dans sa *gens*. Il faut en conclure que l'adopté passait dans la famille agnatique et dans la *gens* de l'adoptant, et sortait de sa famille agnatique et de sa *gens* natales ; et cela d'autant plus que l'on voit les adoptés testamentairement se conformer à la règle générale en ajoutant à leur nouveau nom ainsi acquis le *cognomen* indicatif de l'adoption.

Cet argument est à notre avis parfaitement juste en principe, et nous n'hésitons pas à l'admettre. Il procède par induction, et conclut du signe extérieur d'un fait au fait lui-même. Les règles de la manière de nommer légale que nous avons déjà étudiées en détail sont assez universellement appliquées dans les espèces qui nous sont parvenues pour pouvoir servir de base à un raïsonnement de cette sorte. En principe, il vaut mieux, lorsqu'on le peut, expliquer un fait douteux par une application des règles que par une dérogation. Dans l'espèce, ce serait non *une* dérogation qu'il faudrait admettre, mais *toute une série* de dérogations,et cela serait d'autant plus téméraire qu'aucun auteur ancien et digne de foi n'a à notre connaissance signalé ces dérogations, assez graves cependant pour mériter qu'on les constate.

116. — *b)* Il y a une analogie remarquable entre l'affranchissement et l'adoption. L'affranchissement pouvait se faire entre vifs ou par testament, par les hommes comme par les femmes, sans que la validité en fût moindre. Or, si des raisons bien connues et spéciales ont fait interdire aux femmes l'adoption entre vifs, l'adoption testamentaire, comme la *manumissio* testamentaire, leur est permise, et l'une et l'autre sont censées faites par le père de la femme, au moins au point de vue de la transmission du nom. On peut donc en conclure que la première, comme la seconde, faite par une femme, est pleinement valable quant aux reste de ses effet juridiques.

Cet argument nous paraît plus spécieux que juste. S'il y a lieu, en effet, de rapprocher au point de vue de la forme l'affranchissement de l'adoption, il y a entre ces deux institutions trop de différences quant au fond pour tirer d'une ressemblance de formes qui n'est rien moins qu'absolue et générale, un raisonnement tel que celui fait par M. Mommsen. Nous écartons donc cet argument comme sans valeur suffisante.

117. — *c)* La désuétude de l'adoption testamentaire s'explique par sa grande connexité avec la différence que l'on rencontre entre la manière de nommer usitée dans le langage courant et la manière de nommer officielle. On voit, en effet, des adoptés faire mention, dans l'indication de leur filiation, non de leur père adoptif, mais de leur père naturel, par suite de la déchéance lente mais progressive de l'idée d'agnation, et de l'importance inversement croissante de l'idée de cognation ; et même, dans un monument (1), celui qui fut l'empereur Auguste nomme

(1) *Acta triumph. cap., a.* 714, 718 *u. c.*

simultanément ses deux pères. Cette irrégularité dans les mots passa ensuite dans les choses.

Cet argument est également fourni par une induction du signe extérieur au fait; il est hardi, mais assez vraisemblable pour être admis, d'autant plus que ceux mêmes qui repoussent toute assimilation de l'adoption testamentaire à l'adoption entre vifs ne sauraient refuser d'admettre subsidiairement que la première soit tombée en désuétude vers le commencement de l'Empire; et c'est là le point spécial que tend à confirmer ce raisonnement.

118. — *d)* Enfin, la désuétude de l'adoption testamentaire s'explique par cette remarque, que, tandis que l'adoption entre vifs non seulement emporte le passage de l'adopté dans une *gens* nouvelle, mais encore crée une *patria potestas* nouvelle, celle de l'adoptant sur l'adopté, l'adoption testamentaire, au contraire, ne fait que donner lieu à l'entrée de l'adopté dans la *gens* de l'adoptant, sans créer de nouvelle *patria potestas*. Lors donc que la *gens* tomba en désuétude, tandis que la *patria potestas* subsistait, l'adoption testamentaire, uniquement fondée sur l'idée de *gens*, tomba aussi, tandis que l'adoption entre vifs survécut.

Cet argument, comme le précédent, est une explication de la désuétude de l'adoption testamentaire. Il est fourni, cette fois, par une déduction; et comme il est bâti selon les règles de la plus stricte logique et confirmé par un fait bien connu, la désuétude de la *gens* primitive, nous n'hésitons pas à l'admettre.

119. — B. *Arguments de M. Michel.* — L'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris base son opinion sur les considérations suivantes, que nous résumons le plus succinctement possible :

a') L'adoption testamentaire était permise aux femmes. Si elle a les mêmes effets juridiques que l'adoption entre vifs, l'adopté prendra le *nomen gentilitium* de la femme et le *prænomen* de son père, comme l'affranchi. Mais *quid* de la filiation? Il ne peut indiquer la *femme* comme étant son *père;* il ne peut non plus se dire fils du père de la femme, car, d'une part, les enfants d'une femme ne sont rattachés par aucun lien civil au père de leur mère, et l'on ne peut d'autre part accorder à la femme le droit de composer à son gré, même par testament, la famille de son *paterfamilias*. On aboutit donc ainsi à une impasse, dont on ne peut sortir qu'en admettant que l'adopté testamentairement par une femme reste fils de son père naturel; d'où il résulte que, l'adoption testamentaire faite par une femme ayant la même valeur que celle faite par un homme, elle n'emporte pas la *capitis deminutio* et n'est qu'une institution d'héritier, avec transmission de nom.

Ce premier argument, le plus sérieux, est fondé sur ceci, que le vrai critérium qui permet de distinguer si l'adoption testamentaire emporte la même *capitis deminutio* que l'adoption entre vifs, repose sur la question de savoir si, oui ou non, l'adopté testamentairement change dans son nom complet l'indication de sa filiation. Il tend à prouver que ce changement est impossible pour le cas où l'adoption testamentaire est faite par une femme. Nous reconnaissons ces deux propositions pour vraies, mais nous en concluons, non que l'adoption testamentaire faite par les hommes, comme celle faite par les femmes, n'est jamais qu'une simple institution d'héritier avec transmission de nom, mais bien que l'adoption testamentaire, en tant qu'adoption véritable, n'est pas permise aux femmes, pas plus que l'adrogation ou l'adoption entre vifs. Aussi, n'hésitons-nous pas à admettre que l'adoption testamen-

taire faite par une femme n'a pas la même valeur juridique que celle faite par un homme.

120. — *b'*) Octave, adopté testamentairement par César, accepta solennellement. Il voulut se dire fils de César, mais il lui fallait une loi votée par les curies, que le consul Antoine refusa de convoquer. Octave ne s'appela alors que *C. Julius Cæsar*. Devenu consul, il fit assembler les curies, se fit admettre par elles dans la *gens Julia* comme fils adoptif de César, et porta dès lors le *prænomen Imperator*, dénomination honorifique accordée à César par le Sénat, avec transmissibilité à sa postérité naturelle ou adoptive. Il y eut donc, dans le cas d'Octave, une adoption testamentaire suivie d'une adoption législative. Donc, la première seule ne put suffire à donner à Octave la qualité de fils adoptif de César.

Cet argument est plus que spécieux, il est captieux. En effet, l'adoption testamentaire ne peut s'adresser qu'à un individu *sui juris*; cela est de toute évidence. Pour qu'elle soit alors pleinement valable, il lui faut donc, outre l'acceptation du testament par l'héritier adopté, une confirmation législative, comme pour l'adrogation. Tel était le cas d'Octave. Or, de l'aveu de M. Michel lui-même, nous voyons qu'Octave prit les noms *civils* de César avant l'intervention de la loi curiate exigée. Cela nous prouve que, lors même que l'adoption testamentaire perdrait pour un vice de forme quelconque l'effet d'adoption véritable, elle vaudrait néanmoins comme institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*. Mais, toujours d'après M. Michel lui-même, nous voyons qu'aussitôt la loi curiate intervenue, Octave est reconnu fils adoptif de César; or, dans l'espèce, l'adoption entre vifs d'Octave par César n'eût pu être qu'une adrogation; elle aurait donc, pour

être valable, également exigé confirmation par une loi curiate. Dès lors, le fait invoqué prouve d'autant moins que, dans l'espèce, il y a une question de transmission de dénominations honorifiques qui exige *a fortiori* l'intervention du législateur. Nous repoussons donc absolument cet argument en tant que destiné à prouver que l'adoption testamentaire n'est pas une adoption véritable.

121. — *c'). L. Cornelius Scipio Nasica*, adopté testamentairement par *Q. Cœcilius Metellus Pius*, aurait, d'après Cicéron (1), pris de ce chef le nom de *Q. Cœcilius Q. f. Metellus Pius Scipio*. Mais Dion Cassius (2) dit qu'il reste fils de Nasica et Appien (3) l'appelle toujours *Lucius* et jamais *Quintus*. Donc Cicéron a mal noté le nom.

Cet argument ne paraît pas fondé. Il se borne à accuser Cicéron, homme cependant qui ne passe généralement pour rien moins qu'un ignorant, de ne pas savoir ce qu'il dit. Dion Cassius, en disant que l'adopté reste fils de Nasica, a pu ne viser que des relations de cognation, ce qui ne contredit pas Cicéron ; quant à Appien, en donnant à ce même adopté son ancien *prænomen Lucius* au lieu du nouveau *Quintus*, il n'a sans doute fait que se conformer à l'usage des gens du monde et des auteurs littéraires, dont la manière de nommer n'est presque jamais conforme à la manière officielle. Enfin, la preuve que Cicéron est dans le vrai, c'est qu'il ne parle pas de sa propre autorité, mais bien cite *textuellement*, dans le passage invoqué par M. Michel et de l'aveu de cet auteur lui-même, le préam-

(1) *Epist. ad div.*, VIII, 8.
(2) XL, 51.
(3) *De Bell. civ.*, II, §§ 24, 87, 95, 100 et 101.

bule d'un sénatus consulte de l'an 702 *u. c.*, document officiel au premier chef. Cet argument se retourne donc contre M. Michel.

122. — *d'). Atticus*, adopté testamentairement par *Q. Cœcilius*, est appelé par Cicéron *Q. Cœcilius Q. f. Pomponianus Atticus*, mais seulement sur la suscription d'une lettre de félicitations à ce sujet. Sur les lettres suivantes, Cicéron l'appelle de nouveau *Pomponius*.

Même observation que pour l'argument précédent. En nommant son ami *Q. Cœcilius Q. f. Pomponianus Atticus*, Cicéron, dans sa lettre de félicitations, se conforme à la langue officielle et donne à son correspondant les seuls noms qu'il ait désormais le *droit* de porter. Puis dans ses autres lettres, et l'on sait que les lettres de Cicéron n'ont jamais eu dans la pensée de leur auteur d'autre caractère que celui de documents absolument privés et non destinés à la publication, Cicéron revient à la langue usitée dans les relations d'intimité, et l'on sait qu'en cette matière, plus qu'en tout autre peut-être, il faut soigneusement distinguer entre le *fait* et le *droit*.

123. — *e').* Si l'adopté testamentairement prend le *nomen gentilitium* de l'adoptant, c'est à titre de *cognomen*; et si ce nom est mis à sa place ordinaire de *nomen gentilitium,* c'est une dérogation à la règle qui veut que les *cognomina* soient écrits à la fin du nom complet et à la suite de tous ses autres éléments.

Cet argument est inadmissible. Il repose sur cette idée que la prise par l'adopté testamentairement du *nomen gentilitium* de l'adoptant donne lieu à une double dérogation : 1° à la règle sur les places respectives dans le nom complet du *nomen gentilitium* et du *cognomen;*

2° et à la règle qui veut qu'un même vocable ne puisse être employé simultanément comme *nomen gentilitium* et comme *cognomen*. C'est déjà un peu trop osé. De plus, il est démenti, par les exemples historiques de *Q. Cœcilius Q. f. Metellus Pius Scipio* et de *Q. Cœcilius Q. f. Pomponianus Atticus* qui, alors, n'auraient pas de *nomen gentilitium* du tout!!!

124. — *f')* Dans les huit cas suivants, l'adopté testamentairement agit autrement qu'il ne l'eût fait s'il avait été adopté entre vifs :

A) Un Scipion, à la suite d'un adoption testamentaire, prend les *cognomina Pomponianus* et *Salutio* (1).

Les textes cités ne disent pas que le membre de la *gens Cornelia* dont il s'agit l'ait été de naissance. Les *cognomina Scipio Pomponianus Salutio*, placés dans cet ordre par M. Michel lui-même (2), permettent de conclure plutôt à l'adoption d'un *Pomponius* par un *Scipion* qu'à l'adoption d'un *Scipion* par un *Pomponius*. Cette conclusion s'impose même si l'on réfléchit que le cas date de la fin de la république, époque où les règles du nom romain sont encore en pleine vigueur. La leçon que nous proposons les respecte, tandis que celle de M. Michel les bouleverse toutes. Nous repoussons donc celle-ci, et nous écartons l'exemple comme non probant.

B) *P. Cornelius Dolabella,* gendre de Cicéron, est institué héritier par Livie avec transmission de nom ; on ne sait le parti qu'il prit sur le testament, mais il ne changea pas de nom (3).

(1) V. PLINE, *Hist. nat.*, XXXV, 2, § 5. — SUÉT., *Cæs.*, § 59.
(2) *Dr. cit. rom.*, p. 249.
(3) V. CIC., *ad Att.*, VII, 8. — FASTES CAP., *anno* 710 *u. c.*

Il s'agit du testament d'une femme, et, de plus, les textes cités ne nous disent pas si ce testament contient une adoption testamentaire ou une simple institution d'héritier *sub conditione nominus ferendi*. D'ailleurs, notre avis est qu'il faut étendre à l'adoption testamentaire, en tant qu'adoption véritable, l'incapacité des femmes à adopter, mais que l'adoption testamentaire faite par une femme vaut comme institution d'héritier avec transmission de nom ; cela revient donc au même. Ensuite, le silence des textes, au sujet du parti pris par Dolabella sur ce testament nous permet de conclure du fait qu'il n'a pas pris les noms de la testatrice à une répudiation par lui de la libéralité dont il était l'objet. Nous écartons donc encore ce cas comme non probant.

c) Tibère, adoptée testamentairement par *Gallius*, porta quelque temps son nom, puis cessa de le porter, ce qu'il n'aurait pu faire si l'adoption testamentaire eût été une véritable adoption (1).

d) Livie, adopté testamentairement par Auguste, prit son nom, mais continua à se dire *fille* de *Drusus* (2).

e) *Ser. Sulpicius Galba*, adopté testamentairement par *Livia Ocella*, prend les noms de *L. Livius Ocella* qu'il ajouta au sien propre, et quitta en arrivant à l'Empire (3).

f) Des frères *Titius Lucanus* et *Titius Tullus*, adoptés testamentairement par *Cn. Domitius Afer*, l'un a ajouté

(1) V. Suét., *Tib.*, 6.

(2) V, Suét., *Aug.*, 101. — Tac., *Ann.*, L. I, chap. VIII. — Dion Cassius, LVI, 46. — Wilmanns, nº 658. — C.I.L., t. IX, nº 4514. — *Ibid.*, t. X, nos 459, 799.

(3) V. Suét., *Galba.*, 4. — C.I.L., t. I, nº 770. — Wilmanns, nº 915.

ses noms propres à ceux de l'adoptant, sans changer sa filiation (1).

G) *P. Cæcilius L. f. Secundus*, adopté testamentairement par son oncle maternel *C. Plinius Secundus* (Pline l'Ancien), s'appelle *C. Plinius L. f. Cæcilius Secundus*. Il n'a donc pas changé sa filiation (2).

H) *P. Valerius Festus*, adopté testamentairement par *C. Calpetanus Rantius Quirinalis*, s'appelle, en 824 *u. c.*, *C. Calpetanus Rantius Quirinalis Valerius P. f. Festus*.

Ces cas sont tous de l'époque impériale, c'est-à-dire du temps où l'adoption testamentaire, tombée en désuétude comme adoption véritable se confond avec l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*. Nous les écartons comme étrangers à la discussîon, la question étant de savoir si *avant la fin de la république*, l'adoption testamentaire est une adoption véritable.

125. — *g)* L'existence d'une adoption par acte législatif, même en l'absence de tout testament, est confirmée par un passage du jurisconsulte Marcellus (3), et par ce fait que l'empereur Septime Sévère, voulant avoir été adopté par Marc-Aurèle, usa de tout son pouvoir législatif pour se donner la qualité de fils adoptif de ce prince (4).

Cet argument ne prouve rien en faveur de l'existence d'une adoption législative. Le texte du Digeste ne nous apprend rien de bien nouveau; il est de toute évidence

(1) V. PLINE le J., *Lettres*, VIII, 18. — WILMANNS, nº 1148.

(2) V. PLINE le J., *Lettres*, V, 8, § 5. — *Ibid.* II, 1, § 8. — GRUTER, p. 376, nº 5. — WILMANNS, nº 1162 *a*.

(3) D., L. I., T. VII, *De adopt.*, l. 38.

(4) V. GRUTER, p, 150. nº 5. — WILMANNS, nº 989.

que le pouvoir législatif, dans sa toute puissance, peut, par une décision spéciale, rendre pleinement valable un acte entaché d'un vice quelconque. Quant au fait de Septime Sévère; on n'y peut voir qu'un criant abus de pouvoir et un acte du plus révoltant despotisme, d'où l'on ne saurait conclure à l'existence d'une institution légale.

126. — Tels sont, tels du moins que nous les avons compris, les arguments proposés par les deux auteurs. Nous nous sommes efforcé de les examiner succinctement et impartialement; il nous paraît clairement résulter de cette discussion que *pas un seul* des arguments de M. Michel ne subsiste, et nous devons dire de son système ce que nous avons dit de ses arguments. Reste donc la thèse de M. Mommsen, appuyée par trois raisonnements que nous avons reconnus justes, et un quatrième que nous avons écarté. C'est cette thèse qu'à notre tour nous adoptons en partie.

127. — Les considérations qui précèdent nous amènent donc à formuler comme il suit notre opinion sur la valeur juridique de l'adoption testamentaire :

1° L'adoption testamentaire est au début, conformément à l'opinion de M. Mommsen, une véritable adoption ou plutôt une véritable adrogation, emportant la *capitis deminutio*, c'est-à-dire la rupture des liens qui rattachaient l'adopté à sa famille agnatique et à sa *gens* natales, et son entrée dans la famille agnatique et dans la *gens* de l'adoptant;

2° L'adoption testamentaire, comme l'adrogation et l'adoption proprement dite, est interdite aux femmes, en ce sens que faite par une femme, elle n'a pas les effets d'une véritable adoption et ne saurait emporter la *capitis*

deminutio, mais vaut néanmoins comme institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*. Nous croyons ainsi trouver une issue à l'impasse dont parle M. Michel (1) non sans raison. Nous nous écartons donc sur ce point du système de M. Mommsen, qui donne à l'adoption testamentaire faite par une femme la même valeur qu'à celle faite par un homme;

3° L'adoption testamentaire est tombée en pleine désuétude, en tant qu'adoption véritable entraînant la *capitis deminutio*, dès le début de l'Empire, et s'est dès lors confondue avec l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*.

128. — Nous réclamons l'indulgence pour l'étendue que nous avons été obligé de donner à cette discussion du caractère juridique de l'adoption testamentaire, discussion accessoire au sujet de ce chapitre, relatif au changement et à la perte du nom. Mais on comprendra que nous ne pouvions parler des effets juridiques de l'adoption testamentaire sur le nom de l'adopté, si nous n'étions pas fixé sur ce qu'est en droit l'adoption testamentaire elle-même; et aucun auteur, au témoignage de M. Mommsen lui-même (2), n'ayant traité à fond cette question, force nous était de le faire avant de passer outre.

129. — Ce point éclairci, nous répéterons de l'adoption testamentaire, telle qu'elle existait dans sa valeur primitive avant la fin de la république, ce que nous avons dit de l'adrogation et de l'adoption proprement dite. La *capitis deminutio* qu'elle entraîne, c'est-à-dire le passage de

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 274 et suiv.

(2) *Z. Leb. des Jüng Plin.*, *Hermès*, t. III, p. 63, n. 1.

l'adopté de sa famille agnatique et de sa *gens* natales dans la famille agnatique et dans la *gens* de l'adoptant, a elle-même pour effet de faire quitter à l'adopté son *nomen gentilitium* et son *cognomen* héréditaire de naissance et de lui donner, à leur lieu et place, le *nomen gentilitium* et le *cognomen* de l'adoptant. Bien qu'il n'y ait pas création d'une nouvelle *patria potestas*, le *prænomen* est également changé contre celui de l'adoptant. On ne peut expliquer ce fait, comme nous l'avons fait à propos de l'adrogation et de l'adoption proprement dite, par l'imposition à l'adopté par l'adoptant de son propre *prænomen* à la place de celui que le premier a perdu par la *capitis deminutio*. Il faut en trouver la raison dans l'obéissance aux volontés du testateur. Celui-ci, en déclarant par son testament qu'il adopte telle personne, a voulu sans doute que tout se passât, lorsqu'il mourrait, comme s'il avait adopté cette personne de son vivant par le mode ordinaire d'adoption. Or, si tel avait été le cas, l'adopté aurait perdu son premier *prænomen* pour recevoir à la place le *prænomen* de son père adoptif. Adopté testamentairement, il fait ce qui se serait passé s'il avait été adopté entre vifs.

130. — Enfin, l'adopté change dans l'indication de sa filiation le nom de son père naturel contre celui de son père adoptif; inscrit dans la même tribu que ce dernier, il mentionne le fait à sa place dans son nom; il prend enfin le *cognomen* indicatif de l'adoption suivant les règles que nous avons examinées plus haut (1).

131. — Quant aux conséquences de l'adoption testa-

(1) V. *supra*, nos 105 et suiv., p. 107 et suiv.

mentaire relatives aux enfants nés ou à naître de l'adopté, elles sont les mêmes que celles résultant de l'adrogation, l'adoption testamentaire ne pouvant s'appliquer qu'à un individu *sui juris*.

Donc, comme nous l'avons vu au sujet de l'adrogation, la *capitis deminutio* du père s'étend à ses enfants déjà nés; ceux-ci changent complètement leur nom comme celui-là.

Les enfants nés depuis l'adoption naissent dans la nouvelle famille agnatique et dans la nouvelle *gens* de leur père; ils en prennent donc les noms caractéristiques; mais n'ayant jamais appartenu à l'ancienne famille agnatique et à l'ancienne *gens* de leur père, ils n'ont pas à prendre le *cognomen* indicatif de l'adoption.

132. — Ici se place une question qui s'applique aussi bien à l'adoption entre vifs qu'à l'adoption testamentaire. *Quid* de l'enfant conçu *avant* l'adoption et né *après?* La *capitis deminutio* étant regardée comme toujours un peu désavantageuse, comme du reste son nom l'indique, on appliquera à cet enfant le brocard *infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* et l'on dira qu'il reste toujours dans la *gens* natale de son père et sous la *patria potestas* de son grand-père. Enfin la femme suit la condition de son mari au même titre que ses enfants si elle est *in manu;* sinon, elle garde la sienne propre, que son mariage lui-même ne lui a pas fait perdre.

4° *Institution d'héritier* SUB CONDITIONE NOMINIS FERENDI.

133. — Des développements que nous avons donnés à la discussion du caractère juridique de l'adoption testa-

mentaire il résulte qu'à côté de cette institution le testateur avait la ressource pour transmettre son nom à quelqu'un, d'instituer ce quelqu'un son héritier, à la condition qu'il porterait son nom. On ne saurait voir dans cette manière de procéder autre chose qu'une institution d'héritier affectée d'une condition de faire. C'est une charge de la succession, que l'héritier institué est libre de répudier en repoussant la succession elle-même.

134. — Une telle condition mise à l'institution d'héritier est parfaitement valable en droit romain, en ce sens qu'elle ne rentre dans la catégorie ni des conditions qui annulent la disposition qu'elles affectent (1), ni de celles réputées non écrites et laissant subsister la disposition comme pure et simple (2). Toutefois, nous voyons que le préteur peut, en cas de fidéicommis, donner la *bonorum possessio secundum tabulas* au fiduciaire institué qui refuserait d'accomplir la condition de porter le nom du testateur (3); dans ce cas, ce fiduciaire recueille la succession par le bénéfice de cette *bonorum possessio* et est, par conséquent, investi du droit de tranférer au fidéicommissaire les actions que lui donne le droit prétorien, sans être tenu d'obéir à la condition.

135. — De ces textes combinés nous pouvons déduire les règles suivantes :

1° *Tout testateur peut affecter l'institution d'héritier*

(1) V. D., L. XXVII, T. VII, *de cond. inst.*, l. 16. — *Ibid.*, L. XXVIII, T. V, *De hered. inst.*, ll. 32 pr., 68, 70, 71 § 1.

(2) V. *Inst.*, L. II, T. XIX *De hered. inst.*, § 10. — Paul, L. III, T. IV *b*, *De inst. hered.*, § 1. — D., L. XXVIII, T. VII, *de cond. inst.*, l. 14.

(3) D., L. XXXVI, T. I, *ad. sen. Treb* , l. 53, § 10.

qu'il fait de la condition que cet héritier portera son nom.

2° *L'héritier ainsi institué a le choix d'accomplir ou non la condition imposée, en acceptant ou en répudiant l'hérédité.*

3° *Le préteur a le droit, en cas de fidéicommis, de dispenser le fiduciaire de l'accomplissement de la condition.*

4° *Si le préteur n'exige pas l'accomplissement de la condition, et si le fiduciaire ne veut pas l'accomplir de son plein gré, le préteur devra conférer au fiduciaire la* BONORUM POSSESSIO SECUNDUM TABULAS.

5° *Si l'accomplissement de la condition est exigée, l'héritier peut s'y soustraire en renonçant à la succession.*

136. — Nous n'aurons à examiner les effets de l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi* que relativement à la transmission du nom. Il faut donc supposer la condition accomplie. Ceci admis, ces effets peuvent être résumés comme il suit :

L'héritier ainsi institué quitte son nom et prend celui du testateur aux lieu et place de celui qu'il a perdu. Mais comme il n'y a pas pour lui de passage d'une *gens* dans une autre, il ajoute à son nom comme pour les diverses sortes d'adoption, un *cognomen* indicatif de la famille agnatique et de la *gens* auxquelles *il appartient encore ;* et pour rendre cela plus clair encore, l'indication de sa filiation continue à porter la mention de son père naturel. Enfin, l'héritier ainsi institué reste inscrit dans la même tribu, et ne change par conséquent rien à l'élément de son nom qui en découle.

Telle est la règle que nous voyons appliquée, notamment

dans les premiers temps de l'Empire, alors que l'adoption testamentaire se confondant avec l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*, cette dernière institution était devenue d'une application très fréquente.

137. — Plus tard, cette règle tomba en désuétude, ainsi du reste que la plupart des règles du nom romain. Il faut en voir la cause première dans la rapide diminution de l'importance du lien d'agnation, et dans la considération inversement croissante que l'on accorda à la parenté naturelle ou cognation. Les parents de la ligne maternelle instituèrent volontiers héritiers avec transmission de nom leurs descendants par les femmes. Cette coutume devenant de plus en plus fréquente, et beaucoup de gens, notamment certains empereurs, se faisant instituer héritiers par force ou par crainte dans le but d'augmenter leurs richesses, il fut impossible de continuer à changer totalement de noms chaque fois que pareil fait se produisait. Ceux donc que leur pouvoir de fait mettait au-dessus des lois ne se gênèrent pas pour ne tenir aucun compte de la transmission de nom et recueillir quand même la succession. Les autres conservèrent en ses lieu et place leur ancien nom avec tous ses éléments, et ajoutèrent dès lors simplement au rang de leurs *cognomina* les *prænomen*, *nomen gentilitium* et *cognomen* du testateur, sans y apporter le moindre changement de forme. Enfin certaines personnes profitèrent du désordre complet ainsi introduit dans la réglementation du nom romain pour ajouter de la même façon à leur nom celui de tel ou tel de leurs aïeux paternels ou maternels dont ils jugeaient avantageux de rappeler qu'ils étaient les descendants. Le résultat de tout cela fut la désuétude complète des vieilles règles du nom romain, telles que nous les avons exposées dans les pre-

miers chapitres de cette étude. Aussi, autant les noms des personnages connus de la République ou des premiers temps de l'Empire offrent de facilités pour reconstituer la généalogie des grandes familles de Rome, autant ce travail est rendu impraticable par la confusion qui s'introduisit dans la suite. Enfin, la multiplication des *cognomina* devint si abusive, que le consul de l'an 169 *p. C.*, connu sous le nom de *Q. Pompeius Senecio Sosius Priscus* dans le langage courant, portait le chiffre inouï de *trente-huit* noms, et est désigné sur une inscription honorifique sous ceux de *Q. Pompeius Q. f. Quir. Senecio Roscius Murena Cœlius Sex. Julius Frontinus Silius Decianus C. Julius Euryclés Herculanus L. Vibullius Pius Augustanus Alpinus Bellicius Sollers Julius Aper Ducenius Proculus Rutilianus Rufinus Silius Valens Valerius Niger Claudius Fuscus Saxa Uryntianus Sosius Priscus.* Ce cas est célèbre, et vaut la peine d'être relaté. D'autres personnes eurent des noms également d'une longueur respectable. Aussi voit-on souvent sur les inscriptions les noms habituellement portés par l'individu gravés en tête et isolés, ou bien précédés des mots *qui et, sive, idem, cui et, qui vocitatur.*

138. — *Appendice.* — Des considérations qui précèdent sur l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*, nous devons rapprocher ici cette conclusion que nous tirons d'un texte du Digeste (1), que la condition *nominis ferendi* peut affecter non seulement une institution d'héritier, mais même un acte entre vifs. Ce texte nous apprend qu'une telle condition suffit, lorsqu'elle a été exécutée, pour transformer une donation en acte à

(1) D., L. XXXIX, T. V, *De don.*, l. 19, § 6.

titre onéreux. Nous n'avons point à discuter cette question. Au point de vue de la transmission du nom, le seul qui nous occupe, nous dirons que selon toute vraisemblance elle devait s'effectuer de la même manière que lorsque la condition *nominis ferendi* affecte une institution d'héritier.

5° *Mariage* CUM MANU.

139. — La *manus* est une institution juridique trop connue pour que nous l'examinions ici de fond en comble. Nous rappellerons seulement que les femmes seules peuvent y être soumises et que dans la grande majorité des cas elle est établie à l'occasion du mariage et au profit du mari par une formalité spéciale (1). On sait que la *manus* s'acquiert par trois moyens différents, la *confarreatio*, réservée aux patriciens, la *coemptio* et l'*usus*, mais que ses effets sont les mêmes de quelque façon qu'elle ait pris naissance. La *manus* est, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire (2), l'accessoire de tous les mariages romains primitifs, ou au moins de la plupart d'entre eux; elle ne tarda pas à tomber peu à peu en désuétude, et dès la fin de la république elle était devenue extrêmement rare. Son principal effet était de faire subir à la femme la *minima capitis deminutio* ; la femme mariée *cum manu* passait de la famille agnatique et de la *gens* de son père dans celles de son mari, où elle entrait *loco filiæ*.

De là cette conséquence, que le fait pour un homme

(1) Nous disons *dans la grande majorité des cas*, par allusion à la *manus fiduciæ causa*, qui n'est qu'un moyen permettant à une femme *sui juris* d'échapper, moyennant un affranchissement subséquent, à certaines rigueurs du droit civil.

(2) V. *supra*, n° 84, p. 93.

d'épouser une femme *cum manu*, devait entraîner la transmission de son nom à cette femme. Nous examinerons successivement le résultat de cette transmission de nom par rapport à chacun des éléments du nom.

140. — A. *Prænomen.* — Le *prænomen* du mari était-il transmis à la femme, comme celui de l'adoptant à l'adopté, par le seul fait de l'acquisition de la *manus?* A première vue, l'affirmative semble prouvée par la formule prononcée dans la cérémonie de la *confarreatio* par la femme, qui, interrogée par son mari sur la question de savoir comment elle s'appelait, répondait : « *Ubi tu Caius, ego Caia.* » Il n'en est rien, à notre avis. M. Mommsen (1) fait justement observer à ce sujet que *Caius* et *Caia* ne sont pas ici des *prænomina*, mais un nom quelconque cité à titre d'exemple dans la formule générale, et remplacé dans chaque espèce par le *nomen gentilitium* réel du mari ; ainsi dans le mariage *cum manu* d'un *Cornelius*, la femme aurait prononcé la formule consacrée non « *Ubi tu Caius, ego Caia* », mais « *Ubi tu Cornelius, ego Cornelia* ». Le vocable *Gaius*, ou *Gavius*, d'après le même auteur, était un *nomen gentilitium* chez certains peuples italiens de la haute antiquité. Il faut donc *a priori* écarter cette formule comme ne concernant nullement le *prænomen* possible de la femme.

141. — Ceci dit, nous nous trouvons en présence, pour élucider la question, d'un texte et d'un fait. Le texte, que nous avons déjà cité (1), nous dit : « *Puellis non antequam* « *nuberent, prænomina imponi, moris fuisse Q. Scæ-*

(1) *Rœm Forsch.*, t. I, p. 10 et suiv.

(1) *Traité des noms*, ch. III ; v. *supra*, n° 31, p. 39.

« *vola auctor est.* » Le fait, c'est que très peu de femmes, et celles-là seulement des premiers temps de la république au plus tard, ont porté un *prænomen*. Il semble que l'un contredise l'autre. En effet, si le *prænomen* est donné aux femmes lors de leur mariage, toute femme mariée *cum manu* doit porter un *prænomen;* or, nous voyons les femmes cesser d'avoir un *prænomen* longtemps avant que la *manus* ne soit tombée en désuétude. Ce raisonnement paraît juste à première vue, mais il est faux. Nous voyons, en effet, quelques femmes mariées, à une époque assez reculée pour qu'il soit vraisemblable qu'elles l'aient été *cum manu*, porter un *prænomen*. Mais il faut remarquer que ces exemples sont aussi de l'époque où la limitation de fait de la liste des *prænomina* usuels ne s'étant pas encore produite, cet élément du nom remplissait encore sa double fonction de nom individuel proprement dit et de marque extérieure du citoyen romain jouissant de toutes les prérogatives attachées à ce titre. On comprend, dès lors, au premier point de vue, l'utilité du *prænomen* pour les femmes, et au second, son inutilité. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que, dans les vieux récits, on rencontre des noms de femme comme *Acca Larentia*, *Caia Tarratia*, *Quinta Claudia*, *Quarta Hostilia* (1). Puis, survint pour les hommes la susdite limitation des *prænomina*, ayant pour but d'en faire avant tout une distinction sociale et politique : inutile, dès lors, que les femmes s'y soient conformées; aussi, voit-on des femmes continuer à porter des *prænomina* pris en dehors de la liste réduite. Enfin, vint le *cognomen* remplaçant le *prænomen* comme désignation individuelle, le *prænomen* restant dès lors exclu-

(1) V. d'autres exemples dans SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntniss der rœm. Pers.-Namen*, p. 42 et suiv.

sivement la marque de la jouissance et de l'exercice du droit de cité; on voit alors les femmes porter un *cognomen* comme désignation individuelle; ce *cognomen* est parfois un ancien *prænomen* de femme devenu *cognomen;* mais leur affiliation à une *gens* romaine, prouvée par leur *nomen gentilitium*, emportant pour elles la qualité de citoyennes romaines, elles n'avaient plus aucunement besoin de porter un *prænomen;* aussi, voit-on les femmes cesser d'en avoir. Ainsi s'explique, suivant nous, la contradiction apparente du texte et du fait.

142. — Nous remarquerons que le texte dit « *moris fuisse* ». Ce plus-que-parfait nous donne à entendre que l'auteur du *Traité des noms* parlait d'un temps très reculé. De plus, les mots « *prænomina imponi* » du texte nous fait savoir qu'un *prænomen* était donné aux femmes lors de leur mariage, mais non que ce *prænomen* était celui même de leur mari.

143. — Si nous combinons ces considérations avec ce que nous avons dit des effets et de l'histoire de la *manus*, nous sommes amenés à en déduire les règles suivantes :

1° *A l'époque où l'usage était que les femmes portassent un* PRÆNOMEN, *ce nom leur était donné par leur mari au jour de leur mariage* CUM MANU;

2° *Ce* PRÆNOMEN *pouvait être, mais n'était pas nécessairement, celui du mari;*

3° *Les femmes, même mariées* CUM MANU, *cessèrent de porter un* PRÆNOMEN *lorsque cet élément du nom cessa lui-même d'être la dénomination individuelle pour n'être plus que la marque de la jouissance et de l'exercice du droit de cité.*

Il faut remarquer également que la *manus* plaçant la

femme *loco filiæ* sous la puissance de son mari, il était naturel que celui-ci lui donnât tel *prænomen* qu'il lui plaisait qu'elle portât, tout comme un père en donne un à son fils, naturel ou adoptif.

144. — B. *Nomen gentilitium.* — Il y a peu de choses à dire à ce sujet. La femme entrant, par le fait de la *manus*, dans la *gens* de son mari, devait en porter le nom (1). C'est, comme nous venons de l'admettre d'après M. Mommsen, ce qui nous est indiqué par la formule : « *Ubi tu Caius, ego Caia* ». Il faut à ce sujet observer que la disparité des *nomina gentilitia* du mari et de la femme est, comme nous l'avons dit (2), le critérium qui permet de reconnaître si le mariage est *cum* ou *sine manu*. Le *Traité des noms* (3) nous dit que la femme du roi *Tarquinius Priscus* se nommait *Gaia Cæcilia;* mais on ne peut conclure de là que le mariage de ces personnes était *sine manu*, et, par conséquent, que cette forme du mariage romain est antérieure à la loi des XII Tables; nous ne savons pas, en effet, si *Gaia Cæcilia* est le nom que portait la femme en question *avant* ou *après* son mariage.

145. — C. *Cognomen.* — On ne saurait trop dire d'une manière absolue si un *cognomen* individuel nouveau

(1) Le contraire a été soutenu par SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntniss der rœm. Pers.-namen*, p. 48 et suiv. Cet auteur se base sur la rareté des exemples et sur des explications aussi nombreuses que fantaisistes de la formule : « *Ubi tu Caius, ego Caia* ». — Nous repoussons cette opinion comme illogique et fondée sur des arguments insuffisants; la rareté des exemples s'explique par la rareté du fait d'une *gentis enuptio*, et par la prompte désuétude de la *manus*.

(2) V. *supra*, n° 86, p. 94.

(3) Ch. VII *in fine*.

est donné à la femme à l'occasion de son entrée sous la *manus* du mari, ou si elle conserve, le cas échéant, celui qu'elle avait avant. Il est probable que le mari en décidait librement à sa guise. En tous cas, si le mari était d'une famille agnatique dont tous les membres portaient un *cognomen* héréditaire, il est vraisemblable que la femme, entrant dans cette famille à titre d'agnate, recevait ce *cognomen* lorsqu'il pouvait se plier aux exigences grammaticales de son sexe. On ne voit pas, en effet, comment on pourrait fémininiser des *cognomina* tels que *Scipio*, par exemple, ou une femme s'appelant *Barbata*, *Ahenobarba*, etc. Toutefois, d'un *cognomen* exclusivement masculin on faisait souvent dériver un *cognomen* féminin; c'est ainsi que d'*Agrippa* on a tiré *Agrippina*, et de *Messala*, *Messalina* (1).

146. — D. *Filiation.* — Nous rappelons ce que nous avons déjà dit : la femme *in manu mariti* étant la fille non plus de son père, mais de son mari, remplace l'indication de sa filiation par celle de son mariage, sans jamais les cumuler (2).

147. — E. *Tribu.* — Nous avons vu déjà que les membres de la *familia* étaient inscrits sur les *Tabulæ censoriæ* à la suite et sur la déclaration du *paterfamilias* (3). La femme *in manu* était donc inscrite dans la même tribu que son mari. Mais l'indication de la tribu dans le nom des femmes étant exceptionnelle, ce point est de trop peu d'importance pour qu'il faille en dire davantage.

(1) V. SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntniss der rœm. Pers.-Namen*, p. 64 et suiv.

(2) V. *supra*, nos 85-87, p. 94 et suiv.

(3) V. *supra*, no 34, p. 42.

148. — En résumé, le mariage *cum manu* donne lieu aux effets suivants :

1° Collation à la femme d'un *prænomen* par le mari, lorsqu'il était d'usage que les femmes en portassent un ;

2° Transmission à la femme du *nomen gentilitium* du mari ;

3° Transmission, le cas échéant, à la femme, du *cognomen* distinctif de la famille agnatique du mari ;

4° Collation à la femme d'un nouveau *cognomen* individuel, ou maintien de celui qu'elle pouvait avoir déjà, au gré du mari.

149. — Quant au mariage *sine manu*, comme il laisse à la femme son état civil antérieur, en ce sens qu'il la laisse sous la *potestas* de son père ou *sui juris*, selon le cas, et dans sa famille agnatique et sa *gens* natales, il n'en résulte aucun changement dans le nom de la femme. Nous n'avons donc pas à nous en occuper davantage.

6° *Affranchissement.*

150. — Nous avons déjà vu, lors de l'examen particulier de chacun des éléments du nom, quelles sont les règles qui président à la formation du nom des affranchis (1). Aussi, pour éviter de tomber dans des redites, nous nous bornerons à grouper ici et à résumer brièvement les principes généraux déjà exposés, et à procéder à la discussion de quelques cas embarrassants que nous avions renvoyés à cette partie de notre étude.

151. — Le *paterfamilias*, qui affranchit un de ses esclaves par une *manumissio justa*, confère par là-même

(1) V. *supra*, n° 29, p. 37 ; n° 51, p. 58 ; n° 71, p. 81 ; n°s 81-82, p. 90-92, n° 94, p. 99.

à cet homme : 1° la liberté ; 2° le droit de cité romaine ; 3° la qualité de membre de sa *gens* de la plus infime catégorie (1). Non affranchi, l'esclave est absolument la chose de son maître et par conséquent porte le nom qu'il plaît à ce dernier de lui donner ; on sait à ce propos que l'usage voulait que les esclaves ne portassent qu'un seul nom, formé d'abord du génitif du *prænomen* du maître suivi du suffixe *por* (forme archaïque du mot *puer*), tel que *Marcipor*, *Olipor*, puis tiré de quelque autre idée, leurs fonctions, par exemple, ou leur service particulier, et volontiers dérivé de la langue grecque, tel le nom classique de *Stichus* (2).Or, en devenant citoyens romains, les esclaves affranchis ne pouvaient et vraisemblablement n'auraient pas voulu garder un nom aussi contraire aux règles admises.Ils devaient donc prendre comme citoyens, un *prænomen*, comme membres d'une *gens*, le nom de cette *gens*.

152. — A. Le *prænomen* est donné au nouvel affranchi par son ancien maître. Nous voyons là une application du principe général qui veut que tout nouveau citoyen reçoive son *prænomen* de celui par le fait duquel il a acquis le droit de cité.

Sur la question de savoir quel est ce *prænomen*, il y a lieu, suivant nous, de distinguer entre l'époque où la limitation de fait de la liste des *prænomina* usuels n'était observée que par les patriciens et les plébéiens des hautes classes, et celle où elle s'est étendue à tous les rangs même les plus infimes de la société romaine. Dans la première époque, il nous paraît probable que l'affranchi con-

(1) V. *supra*, n° 49, p. 56.

(2) V. MICHEL. *Dr. cit. rom.*, p. 370 et suiv.

servait comme *prænomen* son ancien nom d'esclave. C'est ainsi qu'on voit des *Clesipus Geganius, Cratea Cæcilius*, et autres *prænomina* extraordinaires portés par des artisans qui étaient vraisemblablement des affranchis. Dans la deuxième époque, le *prænomen* n'est plus que la marque que celui qui le porte est citoyen romain. Dès lors l'esclave régulièrement affranchi en recevait un de son patron, et ce *prænomen* était pris dans la liste limitée. Le plus souvent, le patron se bornait à donner à son affranchi son propre *prænomen*. On voit cependant des cas où cette transmission du *prænomen* du patron à l'affranchi n'a point eu lieu; il est vraisemblable d'en conclure que le patron avait des raisons pour désirer que son affranchi ne s'appelât point de la même façon que lui; mais même dans ces cas, le *prænomen* de l'affranchi est un de ceux admis dans la liste restreinte. Ce système présentait l'inconvénient de ne laisser subsister dans les deux premiers éléments du nom de l'affranchi aucune trace de son humble condition; aussi ce soin est-il laissé au troisième élément de son nom et à son *cognomen*. Lorsque l'affranchi avait appartenu comme esclave à deux ou plusieurs maîtres ne portant pas le même *prænomen*, cet affranchi recevait généralement celui de l'un d'eux, mais il était fait mention de tous ses patrons dans le troisième élément de son nom; ainsi s'expliquent aussi certaines différences entre le *prænomen* du patron et celui de l'affranchi. Enfin, l'esclave affranchi par une femme prenait le *prænomen* du *paterfamilias* de cette femme lorsque celle-ci, et c'était le cas le plus fréquent, n'avait elle-même pas de *prænomen* propre.

153.—B. Le *nomen gentilitium* de l'affranchi est toujours celui de son ancien maître. On sait, en effet, d'une

part que tous les membres d'une *gens* portent le même *nomen gentililium*, et d'autre part que l'affranchi, lié à son patron par les *jura patronatus*, fait partie à ce titre de la même *gens* que lui, sans être ni son agnat ni son *gentilis* au sens restreint que nous avons attaché à ce mot. Il n'y a donc point de difficulté à admettre ce principe, et nous sommes ainsi autorisé à voir dans l'affranchissement un véritable mode de transmission du nom.

154.— Mais la difficulté s'élève au sujet de l'application du principe au cas où l'esclave était la co-propriété de deux maîtres appartenant à deux *gentes* différentes, soit que ces maîtres aient le même droit indivis entre eux sur cet esclave, soit que l'un ait la propriété de l'esclave *ex jure Quiritium* et que l'autre n'ait sur lui que ce que ce que l'on est convenu d'appeler la propriété bonitaire.

155.— Dans le cas où l'esclave est affranchi par deux ou plusieurs maîtres ayant sur lui un droit de même nature, cet affranchi ne peut, par suite de la règle de l'unité du *nomen gentilitium*, prendre ceux de chacun de ses patrons. Il reçoit alors généralement le *prænomen* de l'un et le *nomen gentilitium* de l'autre (1). D'autres fois, il rappelle par un *cognomen* dérivé le *nomen gentilitium* qu'il ne porte pas.

156.— Si l'esclave appartient à deux maîtres qui en ont l'un la propriété bonitaire, l'autre le *nudum jus Quiritium*, l'esclave ne peut être affranchi de façon à devenir citoyen romain sans le concours de ses deux maîtres. Or, le second étant le seul aux yeux de la loi, peut seul lui

(1) V. p. ex. WILMANNS, nº 2652.

transmettre son nom ; l'affranchi prendra donc son *nomen gentilitium*. Mais le premier est le seul qui avait réellement la puissance dominicale sur l'esclave (1) ; c'est donc lui qui aura les *jura patronatus* sur l'affranchi et sera véritablement son patron.

Ainsi s'expliquent les rares cas où lon voit un affranchi porter un *nomen gentilitium* différent de celui de son ancien maître.

157. — C. Pour ce qui concerne le *cognomen*, nous voyons par les monuments épigraphiques que les affranchis des plus anciens temps n'en portent pas. On voit même des inscriptions de l'époque de transition où l'affranchi a déjà un *prænomen* choisi dans la liste limitée sans avoir encore de *cognomen* (2). Avec ce système, le nom proprement dit des affranchis ne portait pas trace de leur condition. Aussi voit-on bientôt cette catégorie de personnes recevoir ou plutôt conserver à titre de *cognomen* leur ancien nom d'esclave ; on pouvait ainsi reconnaître un affranchi au premier coup d'œil jeté sur ses *tria nomina*. Quelquefois aussi l'affranchi porte un second *cognomen* dérivé de celui des *nomina gentilitia* de ses patrons qu'il ne porte pas.

158. — D. L'affranchi dans son nom complet donne à la place de l'indication de sa filiation celle du nom de son patron, généralement au moyen de son *prænomen* écrit au génitif et en abrégé ; toutefois il nomme par son *prænomen* et son *nomen gentilitium*, ou par ses *tria nomina*, celui ou ceux de ses patrons, le cas échéant, dont il ne porte pas le *nomen gentilitium*.

(1) GAIUS, I, § 54.
(2) V. p. ex. WILMANNS, n° 2652.

159. — E. Enfin, nous avons vu que le plus souvent l'affranchi était inscrit dans l'une des quatre tribus urbaines; il en faisait donc la mention dans son nom complet.

7° Collation du droit de cité romaine.

160. — Il y a dans ce cas une transmission du nom du magistrat qui confère ce droit de cité à l'étranger libre qui le reçoit, offrant de grandes analogies avec celle que nous venons d'examiner au sujet de l'affranchissement. Mais il fallait pour qu'elle eût lieu que la collation du droit de cité romaine eût été, pour chacun de ceux qui en bénéficiaient, l'objet d'une faveur individuelle; peu importe du reste que ces faveurs individuelles aient été prodiguées en peu de temps par le même dignitaire à un grand nombre d'individus. Lors au contraire que le droit de cité romaine était conféré à tout un ensemble de personnes en vertu d'une mesure collective, il n'y avait pas lieu à transmission de nom; chacun des nouveaux citoyens se formait un nom romain, le plus souvent tiré de celui de son ancienne patrie, ou romanisait le plus possible celui qu'il portait déjà en lui donnant tous les éléments voulus par la règle. Si le nom originaire du nouveau citoyen était formé d'éléments de même nature que ceux du nom romain, il le conservait tel quel; c'est ainsi que certains *nomina gentilitia* romains trahissent par leurs désinences une origine étrangère.

Nous avons déjà vu séparément les différents points concernant le nom du nouveau citoyen romain (1). Nous nous bornerons à les résumer.

(1) V. *supra*, n° 29, p. 37; n^{os} 52 53, p. 60-62; n° 71, p. 81-83; n° 83, p. 93; n° 91, p. 97-98.

161 — A. Comme pour les affranchis, il y a lieu pour les étrangers naturalisés à distinguer entre l'époque antérieure et l'époque postérieure à la généralisation de l'usage pour les Romains de choisir leur *prænomina* dans la liste limitée. A l'époque antérieure, les nouveaux citoyens conservaient comme *prænomen* leur ancien nom personnel étranger. A l'époque postérieure, ils prirent, eux aussi, leur *prænomen* dans la liste restreinte, et reçurent le plus souvent celui du magistrat qui leur avait conféré le droit de cité.

162. — B. Les étrangers admis citoyens romains entraient, non seulement dans la cité romaine, mais encore dans la *gens* du magistrat de qui ils tenaient leur nouvelle nationalité, à titre de clients de ce magistrat. Ils recevaient donc ainsi de lui leur *nomen gentilitium*, ce qui constitue une véritable transmission de nom. Cela se passait ainsi, quel que fût le nombre des étrangers auxquels le même personnage avait conféré le droit de cité romaine par voie de mesures individuelles; au dire de Salverte (1), « Sylla introduisit dans Rome près de dix mille *Cornelius* » de cette manière, et presque tous les Gaulois naturalisés Romains depuis la conquête de César portent le *nomen gentilitium* de *Julius*.

163. — C. Le nouveau citoyen gardait comme *cognomen*, à partir de l'époque où cet élément du nom se fut étendu à toutes les classes de la société, son ancien nom individuel étranger. C'est ainsi que le poète Archias, illustré par la fameuse plaidoirie de Cicéron, fait citoyen romain par l'entremise de Lucullus, se nommait d'après lui *A. Licinius Archias*.

(1) *Essai sur les noms*, t. I, p. 172.

164. — D. L'étranger naturalisé, n'ayant pas été affranchi par son patron, puisqu'il était libre, sinon romain, indiquait sa filiation en notant dans son nom complet le nom de son père.

165. — E. Enfin, il était inscrit dans une tribu lors de son entrée dans la cité romaine; comme la tribu était non seulement une collectivité de personnes, mais encore et surtout une circonscription territoriale, il est probable que le nouveau citoyen devait être inscrit dans celle où il avait sa résidence habituelle ou dont dépendait son pays d'origine.

II. — Cas de Perte de Nom.

166. — Nous avons dit, au début de ce chapitre (1), que pour qu'il y eût *perte* du nom, sans que le nom perdu fût *remplacé* par un autre, il fallait que le caractère spécial dont ce nom est la marque vînt à s'effacer sans être remplacé par un autre caractère de même nature. Pour nous en tenir à la règle en vigueur lorsque le nom romain eut acquis tout son développement, c'est-à-dire à la fin de la république, le *prænomen* est le signe du droit de cité romaine; le *nomen gentilitium*, la marque que l'on fait partie de la *gens* qui porte ce nom; le *cognomen*, en principe, sert de dénomination personnelle et individuelle, et, souvent, mais par exception, est le signe distinctif commun des membres d'une des familles agnatiques qui composent la *gens*. Nous laissons de côté la filiation et la tribu. Or les *tria nomina* sont la marque des caractères suivants de la

(1) V. *supra*, nos 97–98, p. 102-104.

personne désignée, énumérés dans une progression ascendante : 1° individualité; 2° famille agnatique; 3° *gens;* 4° droit de cité romaine; 5° liberté. Hormis le premier peut-être, tous ces caractères peuvent se perdre, ensemble ou séparément; mais la perte de l'un d'eux entraîne la perte de tous ceux qui le précèdent dans cet ordre. Mais tant que l'individu reste citoyen romain, s'il perd le caractère de membre d'une famille agnatique ou d'une *gens*, c'est pour acquérir celui de membre d'une autre famille agnatique ou d'une autre *gens;* si par l'émancipation l'enfant qui en est l'objet, voit briser tout lien d'agnation entre lui et la famille de son père, il devient le chef d'une nouvelle famille agnatique, et reste dans sa *gens* (1); l'émancipation ne saurait donc avoir d'effet sur son nom. Il résulte de cela que tant que l'individu reste citoyen romain, *rien ne peut lui faire* PERDRE *son nom en tout ou en partie, mais il peut encourir un ou plusieurs* CHANGEMENTS *de noms*. Quant à son individualité naturelle, il suffit d'être spiritualiste et d'admettre le grand principe de l'immortalité de l'âme pour que l'on soit forcé de reconnaître avec nous que la mort elle-même ne saurait l'éteindre; l'individualité juridique au contraire, subit des atteintes plus ou moins graves par la *minima* et la *media capitis deminutio*, et est totalement supprimée par la perte de la liberté ou *maxima capitis deminutio*.

De ces raisonnements, nous conclurons que seules la perte du droit de cité romaine et la perte de la liberté peuvent entraîner une *perte* de nom. Nous allons donc examiner séparément chacune d'elles.

(1) Il faut toutefois observer que l'enfant émancipé reste dans sa *gens* à un titre nouveau et perd ses droits de *gentilis*.

1° *Perte du droit de cité romaine.*

167. — Trois principes, que Cicéron nous donne comme aussi anciens que la *civitas Romana* elle-même (1), dominent cette matière :

A. *Nul ne peut appartenir simultanément à deux ou plusieurs nationalités.*

B. *Nul ne peut malgré soi perdre le droit de cité romaine*, sauf les cas suivants : *a*) perte de la liberté *jure civili; b*) remise de la personne entre les mains des ennemis avec consentement de ceux-ci; *c*) condamnation devenue définitive à l'*interdictio aqua et igni*, à la déportation, ou aux travaux publics perpétuels.

C. *Nul ne demeure citoyen romain malgré soi;* mais alors il faut que celui qui veut perdre cette qualité acquière une autre nationalité *dicatione*, ou *postliminio*.

168. — De ces trois principes, nous déduisons que la qualité de citoyen romain se perd de cinq manières, savoir : 1° par la perte de la liberté ; 2° par la remise de la personne aux ennemis acceptants ; 3° par une condamnation devenue définitive à l'interdiction de l'eau et du feu, à la déportation, ou aux travaux publics perpétuels ; 4° par la *dicatio* ou acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ; 5° par le *postliminium* ou retour dans sa patrie d'un étranger en servitude à Rome et devenu Romain par affranchissement. Les trois premières manières sont involontaires et les deux dernières volontaires. Nous laissons pour le moment de côté la perte de la liberté pour nous occuper seulement des quatre autres.

(1) *Pro Balbo*, 11-13. — *Pro Cecina*, 33-34. — *Pro Domo*, 29-30.

169. — De quelque façon qu'un homme perde le droit de cité romaine, il est par là même exclu de toutes les divisions dans lesquelles sont répartis les citoyens romains, tribus, *gentes,* familles agnatiques. Dès lors, il doit cesser de porter son *prænomen*, qui est la marque du citoyen romain, son *nomen gentilitium*, qu'il avait comme membre de sa *gens*, et, le cas échéant, le *cognomen* qui lui avait été donné en sa qualité de membre de sa famille agnatique. Il ne lui reste donc plus, comme nom officiel, que son *cognomen* personnel, s'il en a un; et, s'il n'en a pas, il est vraisemblable qu'il recevait un nom en dehors de ceux admis pour les citoyens romains et portés par eux. Rien n'est donc plus conforme aux principes que la perte du nom résultant de la perte du droit de cité. La première n'est que la conséquence logique de la seconde.

170. — Mais on peut se demander si l'homme ayant ainsi perdu sa qualité de citoyen romain reprendra son nom tel qu'il le portait avant de l'avoir perdu, s'il parvient à recouvrer cette qualité. Nous répondrons à cette question en distinguant, suivant la manière dont le droit de cité romaine a été perdu :

1° Si l'ex-citoyen a été volontairement livré aux ennemis par les Romains, il ne saurait y avoir pour lui de *jus postliminii*, puisque ce droit est refusé à ceux qu'un traité abandonne aux ennemis (1), et que tel est son cas. La question ne se pose donc pas dans cette espèce.

2° Si la perte du droit de cité est le résultat d'une condamnation, celle-ci, même devenue définitive, peut toujours être levée par une décision du législateur, par ce qu'aujourd'hui on appellerait une amnistie. Dans ce cas, la

(1) D., L. XLIX, T. XV, *De capt.*, l. 12 pr.

condamnation cessant de porter ses effets, le condamné est remis dans la position qu'il occupait précédemment, et nous n'hésitons pas à admettre qu'il reprend son nom tel qu'il le portait auparavant. Tel fut le cas de Cicéron.

3° En cas d'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère par un citoyen, il ne saurait y avoir quelque chose d'analogue au *postliminium*. L'ex-citoyen est complètement assimilé aux étrangers de naissance, et s'il acquiert de nouveau le droit de cité romaine, ce ne peut être que par une collation individuelle ou collective de ce droit dont il bénéficie. Il prend alors un nouveau nom romain conformément aux règles que nous avons exposées relativement au cas de l'étranger naturalisé.

2° *Perte de la liberté.*

171. — Elle a lieu de deux façons, *jure gentium* ou *jure civili*. *Jure gentium*, perdent leur liberté les citoyens romains faits prisonniers de guerre par les ennemis. *Jure civili*, deviennent esclaves : 1° les condamnés à mort, *ad metallum* ou *ad bestias* (1); 2° la femme qui tombe sous le coup du sénatusconsulte Claudien ; 3° l'affranchi remis pour ingratitude dans la condition d'esclave de son patron (2); 4° l'homme libre qui s'est laissé vendre de mauvaise foi comme esclave à un acheteur de bonne foi qui a payé le prix, et qui, par là, est effectivement devenu l'esclave de cet acheteur (3).

(1) D., L. I, T. V, *De stat. hom.*, l. 18. — D., L. XLVIII, T. XIX, *De pœn.*, l. 8 § 6. — D., L. L, T. XIII. *De extr. cogn.*, l. 5 § 3.

(2) D., L. XXXVII, T. XIV, *De jur. patr.*, l. 5 pr. — D., L. XXV, T. III, *De agn. et al lib.*, l. 6, § 1. — *Inst.*, L. I, T. XVI, *De cap. dem.*, § 1.

(3) *Inst.*, L. I, T. III, *De jure pers.*, § 4. — D., L. XL, T. XII, *De lib. caus.*, l. 7 §§ 1-2, l. 33.

172. — De quelque façon que la perte de la liberté se produise, l'individualité juridique de celui qui l'encourt est anéantie. Il devient la *chose* de son maître. Il perd donc absolument son état-civil et, par conséquent, son nom. Le maître de cet homme est donc libre de lui donner telle dénomination qu'il lui plaira, et le nouvel esclave ne pourra porter d'autre nom que celui qu'il reçoit ainsi. La perte de la liberté entraîne comme conséquence logique et nécessaire la perte totale et absolue du nom.

173. — Mais si la perte de la liberté n'a eu lieu que *jure gentium*, elle peut être réparée par le *jus postliminii*. En ce cas, le captif revenu à Rome recouvre rétroactivement tous ses droits civils; il reprend donc son nom tel qu'il le portait avant. Dans tous les autres cas, l'esclave ne peut être rendu à la liberté que par un affranchissement; il est donc assimilé aux esclaves de naissance, et reçoit un nom romain conformément aux règles que nous avons exposées relativement au cas des affranchis.

174. — Telles sont les modifications qui peuvent survenir au nom reçu par une personne à sa naissance, en ce qui concerne le droit privé seulement. Nous verrons plus loin que le droit public permet d'y apporter d'autres changements, soit en ajoutant au nom des personnes certaines dénominations ou titres honorifiques, soit, et en particulier pour les empereurs, en remplaçant certains éléments de leur nom civil par des dénominations inhérentes à la dignité suprême dont ils étaient revêtus.

CHAPITRE VII

AUTORITÉ DES POUVOIRS PUBLICS SUR LE NOM

175. — Nous avons vu jusqu'à présent que l'acquisition et les altérations du nom des particuliers étaient soumises à Rome à tout un ensemble de règles dont la plupart remontent à la nuit des temps et ont dû être adoptées par les Romains telles qu'ils les voyaient pratiquées par les peuples latins dont ils tiraient eux-mêmes leur origine. D'autres, fondées sur une longue mise en pratique, tirent leur autorité de la coutume et ont été sanctionnées ensuite par le législateur ; telle est celle d'après laquelle le rôle de dénomination individuelle a été donné au *cognomen*. D'autres enfin ne sont qu'une habitude, un usage constamment pratiqué, sans qu'aucun acte législatif ait interdit d'y déroger ; c'est dans cette catégorie que nous avons rangé la limitation excessive de la liste des *prænomina* portés par les citoyens romains. Nous nous proposons de démontrer dans ce chapitre que malgré toute la liberté laissée à l'initiative individuelle, le nom était néan-

moins sous la dépendance des pouvoirs publics, en ce sens que des restrictions pouvaient être apportées par eux à l'exercice de cette libre initiative individuelle, tandis que d'autre part leur intervention était parfois nécessaire pour sanctionner ou pour ordonner certaines altérations du nom, et qu'ils avaient seuls le droit de permettre aux particuliers d'ajouter à leur nom civil certains éléments destinés à les distinguer du vulgaire ou à rappeler les services éminents rendus par eux à l'Etat, c'est-à-dire de leur conférer des dénominations honorifiques. Nous examinerons donc cette autorité des pouvoirs publics sur le nom au triple point de vue de la *dérogation aux règles*, de la *collation de dénominations honorifiques*, de la *sanction ou de l'imposition des altérations*.

I. — Dérogations aux règles.

176. — Au point de vue juridique, une telle intervention est-elle possible? Si elle l'est, quel est dans la société romaine le pouvoir compétent pour l'imposer? Telle est la double question dont la solution doit être d'abord trouvée.

177. — Il est certain que le nom d'une personne n'intéresse pas seulement celle qui le porte, mais aussi toutes celles qui peuvent être appelées à avoir des rapports avec elles. Le nom sert en quelque sorte de trait d'union entre chaque homme et ses semblables, en leur permettant de se connaître réciproquement à ce signe. La société a donc intérêt à ce que le nom des personnes soit régi par certaines règles fixes, et c'est à la société elle-même qu'il appartient de former ces règles. Or, celui qui peut imposer une loi a par là même le pouvoir de la modifier, soit

d'une façon générale, soit pour un ou plusieurs cas particuliers. Lors donc que le choix des noms individuels a été laissé libre, comme à Rome, l'autorité qui a établi en règle cette liberté a le droit de la restreindre.

178. — Il va de soi que toute modification à apporter au droit est du domaine du législateur. Il en est de même de celles qui doivent affecter les règles du nom. Ce serait donc au peuple romain assemblé en *comitia curiata*, *centuriata* ou *tributa*, ou au Sénat, ou aux empereurs, suivant les époques, qu'il appartiendrait de prendre des décisions de ce genre applicables à tous les citoyens romains. D'autre part, les diverses fractions de la société romaine qui ont leur individualité propre et peuvent exercer sur elles-mêmes une partie de la souveraineté, peuvent prendre de semblables résolutions obligatoires seulement pour leurs ressortissants. Il en est ainsi sûrement pour la *gens*; mais on ne saurait étendre qu'à titre d'hypothèse un semblable pouvoir aux autres collectivités de personnes, les exemples faisant défaut à ce sujet. Ceux qui nous sont parvenus nous montrent : 1° la *gens* interdisant à ses membres l'usage de certains *prænomina*; 2° le Sénat soit prohibant le port de certains *prænomina* dans une *gens* particulière, soit imposant à des individus isolés un changement de nom, soit restreignant la liberté du choix par le père des *prænomina* de ses enfants. Voici ces exemples :

179.— A. En l'an 370 *u. c.*, et pour désavouer le souvenir de *M. Manlius Capitolinus*, condamné à mort et exécuté pour avoir aspiré à la royauté, la *gens Manlia* prohiba à l'avenir pour ses membres l'usage du *prænomen Marcus*. Le fait nous est rapporté par Tite-Live (1) :

(1) *Annales*, L. VI, ch. XX.

« *Gaulis Manliæ decreto contum est, ne quis deinde* « *M. Manlius vocaretur* », et par Cicéron (1) : « *Ut enim* « *propter unius M. Manlii scelus, decreto gentis Man-* « *liæ, neminem patricium M. Manlium vocari licet.* » Ces textes nous prouvent : *a)* que cette interdiction ne s'appliquait qu'aux membres de la *gens Manlia* ; *b)* que la *gens Manlia* étant patricienne, cette interdiction ne s'appliquait qu'à ses membres patriciens, c'est-à-dire à cette catégorie de membres que nous avons appelés les *gentiles* proprement dits.

180. — B. A une époque inconnue, la *gens Claudia* interdit pour ses ressortissants le port du *prænomen Lucius*. Voici ce que nous dit Suétone (2) à ce sujet : « *Lucii* « *prænomen consensu repudiavit (gens Claudia),* « *postquam e duobus gentilibus prædilis eo, alter* « *latrocinii, cædis alter convictus est.* » Mêmes observations que pour la décision de la *gens Manlia*.

181. — C. Le Sénat, après la chute du triumvir Antoine, prescrivit certains actes destinés à effacer sa mémoire, et, entre autres défendit à tout membre de la *gens Antonia* de porter le *prænomen Marcus* (3). Par l'effet de ce sénatusconsulte, le fils du triumvir, *M. Antonius*, changea son *prænomen* contre celui de *Julus*. Cette décision avait donc à la fois un effet général et un effet rétroactif, puisqu'elle imposait le changement de *prænomen* à ceux qui avaient déjà reçu le *prænomen* interdit.

182. — D. Un autre sénatusconsulte obligea le fils de

(1) *Phil.*, I, § 13.
(2) *Tib.*, § 1er.
(3) V. Dion Cass., LI, 19; Plutarque, *Cic.*, § 49 *in fine*.

Pison, accusé de l'empoisonnement de Germanicus, de quitter le *prænomen* de son père, *Cnæus*, pour en prendre un autre. Tacite (1) nous rapporte la chose en ces termes : « *Nomen Pisonis radendum fastis censuit*, « *partem bonorum publicandam, pars ut Cn. Pisoni* « *filio concederetur, isque prænomen mutaret.* » Cette décision, en ce qui concerne le changement de nom, est absolument particulière.

183. — E. Enfin un sénatusconsulte de l'an 514 *u. c.* interdit de donner le même *prænomen* à tous les enfants d'un même père, et n'en permet la collation qu'au fils aîné seul (2). Cette décision ne put réagir contre l'habitude et ne fut pas obéie. Elle n'en était pas moins une grande restriction apportée au principe de la liberté du choix des *prænomina*, et, comme nous l'avons fait remarquer déjà, elle en confirme par là l'existence (3).

184. — Ces exemples nous prouvent que le législateur romain peut imposer et a imposé aux règles du nom des dérogations générales ou particulières. Nous disons le *législateur*. C'est à ce titre, en effet, que la *gens* prend une décision applicable à ses membres, et que le sénat impose sa volonté à tout le peuple, à une *gens*, ou à un seul citoyen ; car on sait d'une part que la *gens*, c'est-à-dire l'assemblée des *gentiles* qui la composent, à le droit de rendre des décrets privés obligatoires pour ses ressortissants, ainsi que d'autres exemples relatifs à différents objets nous le prouvent ; d'autre part, la compétence du

(1) *Annales*, III, 17.
(2) V. Dion Cass., *Fragm*, § 44.
(3) V. *supra*, nº 26, p. 35.

sénat dans le domaine législatif consiste à donner son *auctoritas* aux lois votées par les comices ou par le *concilium plebis*, et à accorder des dérogations aux lois ; c'est donc à ce dernier titre qu'il intervient ici au moins à l'époque républicaine, car sous l'empire, depuis l'amoindrissement et la suppression du pouvoir législatif des comices, ce pouvoir appartient tout entier au Sénat.

185. — Il nous paraît évident que ce que la *gens* pouvait faire dans son propre sein, et ce à quoi le sénat pouvait créer des dérogations générales ou particulières, aurait pu être fait pour tous les citoyens romains par les comices. Mais on ne peut tenir ce raisonnement que d'une façon purement hypothétique, car il ne nous est pas parvenu d'exemple que les comices aient été jamais appelés à statuer sur une *rogatio* quelconque relative à cet ordre de choses.

II.— Collation de dénominations honorifiques.

186. — Deux questions se posent à ce sujet : 1° Les Romains connaissaient-ils l'usage de dénominations honorifiques rappelant ce que dans les sociétés modernes on appelle les titres de noblesse? 2° Comment ces dénominations honorifiques étaient-elles conférées aux citoyens et à quelles règles étaient-elles soumises? La première question nous amène à faire ici une courte étude de la noblesse romaine. La deuxième demandera un rapide examen des règles particulières aux dénominations honorifiques.

1° *Noblesse romaine*

187. — Les Romains furent de tout temps un des peuples les plus aristocratiques dont l'histoire nous ait conservé le souvenir. Nous les voyons toujours se séparer en deux grandes catégories; d'une part une aristocratie de race, ne s'ouvrant guère à de nouveaux venus que lorsqu'elle y était forcée, toujours jalouse d'accentuer et d'augmenter les distinctions qui la séparaient du commun des mortels; de l'autre une démocratie nombreuse et s'augmentant chaque jour, s'efforçant constamment d'abaisser l'aristocratie quand elle ne pouvait s'élever jusqu'à elle et de conquérir un à un tous les privilèges de cette dernière, sous la conduite de chefs turbulents souvent issus de rien et qui, arrivés aux honneurs grâce à la plèbe, l'écrasaient ensuite de tout leur orgueil de parvenus.

188. — La plus ancienne aristocratie de Rome est formée des patriciens ou *cives optimo jure*, que l'on considère volontiers comme les descendants des membres des *gentes* composant les trois tribus primitives des *Rammenses*, des *Tatienses* et des *Luceres* qui, par leur réunion, formèrent la *civitas Romana*. L'ordre des patriciens comprenait les individus nés de membres d'une *gens patricia*, et les étrangers admis à l'*optimum jus civitatis* par un acte des *comitia curiata* appelé *cooptatio* ou *adleclio*. A ses membres seuls appartenaient tous les droits civils et politiques, *connubium*, *commercium*, *jus gentilitatis*, *jura patronatus*, *jus suffragii*, *jus honorum*, etc. Au-dessous des patriciens, la société romaine comprenait les *clients*, hommes libres rattachés à leurs patrons respectifs par les

hommes libres rattachés à leurs patrons respectifs par les liens de la *clientèle*, et que l'opinion qui nous paraît la plus vraisemblable suppose être les descendants d'esclaves affranchis par les aïeux des patrons, et la *plèbe*, formée des citoyens des villes latines soumises par Rome et des clients sortis de la clientèle pour une cause quelconque ; clients et plébéiens jouissaient de la liberté et du *commercium*, mais non des autres droits composant le droit de cité (1).

189. — La célèbre constitution de Servius Tullius vint apporter à cet état de choses une profonde modification qui, tout en laissant les patriciens *cives optimo jure*, conféra véritablement le droit de cité aux clients et aux plébéiens en faisant de ceux-ci des *cives minuto jure*. Les patriciens conservent le monopole du *jus honorum*, du *jus sacrorum* et du *jus suffragii* dans les *comitia curiata* (2). Les plébéiens et les clients acquièrent le *jus censendi* et le *jus suffragii* aux *comitia centuriata* et sont soumis aux charges du service militaire et du *tributum*. Les membres de chacun des deux ordres ont le *jus connubii* entre eux dans leurs ordres respectifs, mais non d'un ordre à l'autre. Enfin, les plébéiens sont divisés en *gentes*, et les clients, rattachés à celles de leurs patrons, forment des familles plébéiennes dans les *gentes* patriciennes.

190. — Cette transformation de la société romaine marque la première étape de la conquête par les plébéiens de l'égalité civique avec les patriciens, conquête qui fut achevée dans les derniers temps de la république. Les

(1) V. WILLEMS, *Droit publ. Rom.*, p. 25-29, 38-44.

(2) Ce dernier point est cependant vivement controversé.

étapes suivantes furent par ordre chronologique : 1° l'extension à tous les citoyens du *jus provocationis* ou droit d'appel devant les *comitia centuriata* des sentences capitales prononcées par les magistrats (*lex Valeria*, 509 *a. C.*); 2° la création des *tribuni plebis* et de l'*ædilitas* plébéienne, et des *concilia plebis* rendant des décisions appelées *plebiscita* (493 *a. C.*); 3° l'égalité de tous les citoyens devant le droit civil et criminel (loi des XII Tables, 450 *a. C.*); 4° la force légale accordée aux *plebiscita*, avec admission des patriciens et clients aux *concilia plebis* ou *comitia tributa* (*Lex Valeria-Horatia*, 449 *a. C.*) 5° le *connubium* établi entre patriciens et plébéiens (*lex Canuleia*, 445 *a. C*); 6° l'admission des plébéiens au tribunat militaire (444 *a. C.*), à la questure (420 *a. C.*), au Collège des *Decemviri sacris faciundis* (367 *a. C.*), au Consulat (*lex Licinia de consulatu*, 366 *a. C.*), à *l'ædilitas* curule (364 *a. C.*), à la dictature (356 *a. C.*), à la censure (351 *a. C.*), à la préture (337 *a. C.*), aux fonctions de *pontifex* et d'augure (*lex Ogulnia*, 300 *a. C.*).

Les clients d'autre part bénificient de toutes les conquêtes des plébéiens, avec lesquels ils font parfois cause commune; dès l'an 450 *a. C*, ils figurent eux-mêmes en justice, et en 391 *a. C.* on voit des clients voter contre leur patron. Les liens de la clientèle se rompirent peu à peu, et les clients ne firent plus qu'une seule classe avec les plébéiens (1).

191. — Dès lors, c'est-à-dire au v^e^ siècle de Rome, l'égalité politique des citoyens romains fut un fait accompli. Il ne restait plus aux patriciens, comme droits exclusifs, que l'admissibilité à quelques hautes fonctions sacerdotales

(1) V. WILLEMS, *Droit pub. rom.*, p. 60-64.

telles que celles de *flamen Dialis*, la *patrum auctoritas*, et le droit de voter aux *comitia curiata*. Encore l'usage s'introduisit-il de bonne heure de remplacer les trente curies par trente licteurs. L'aristocratie patricienne ne consista plus légalement que dans les souvenirs, et les clients ne furent plus que de simples courtisans de quelques puissants personnages.

192. — Mais au fur et à mesure que la noblesse résultant de la naissance ou de l'admission dans le nombre des patriciens prit en droit une importance de moins en moins considérable, on vit l'idée de noblesse s'attacher de plus en plus au fait, pour un individu, d'être appelé aux hautes fonctions publiques par le vote de ses concitoyens ou d'avoir rendu à l'État de signalés et brillants services. L'éclat ainsi jeté sur un homme ne s'éteignait pas en sa personne, mais se transmettait à ses descendants, par suite de cette idée, aussi vieille que l'humanité, que les enfants recueillent le bénéfice des hauts faits de leurs pères, comme ils subissent les conséquences de leurs fautes. Par suite de l'admission des plébéiens à toutes les grandes magistratures, il leur était possible d'acquérir et de transmettre à leur postérité cette noblesse fondée sur les services rendus; elle était donc accessible à tous. Mais par une étrange aberration d'esprit, on voit toujours les Romains mettre bien au-dessus de l'illustration acquise à chacun par ses propres mérites, celle reçue d'une longue suite d'illustres ancêtres. Les auteurs littéraires présentent à foison des exemples de cette idée. On la retrouve encore dans les expressions quelque peu méprisantes d'*homines novi* et de *principes generis* par lesquelles on désigne les citoyens qui sont eux-mêmes les auteurs de la noblesse de leurs familles.

193.— Si l'on veut juger au fond l'institution de la noblesse romaine, il faut distinguer suivant les époques. Aux premiers temps de Rome, l'exclusivisme des patriciens se comprend parfaitement. Il était logique que les fondateurs de la nouvelle cité et leurs descendants voulussent être maîtres chez eux, tout en favorisant l'entrée des étrangers dans leur ville. L'accroissement de la population ne pouvait être pour l'État qu'une cause d'augmentation de puissance, *a fortiori* la conquête des petits peuples voisins. Mais en admettant leurs nouveaux sujets dans la cité romaine sur le même pied qu'eux, les patriciens risquaient de voir leur pouvoir passer à ceux-là même qui naguère étaient leurs ennemis, peut-être même leurs esclaves. On comprend alors fort bien qu'ils se soient réservé le monopole du droit de cité complet. D'autre part, il était juste que lorsqu'un nouveau sujet de Rome manifestait sa complète allégeance à sa nouvelle patrie, il y fût admis à titre de citoyen actif; ayant contribué à accroitre la puisance de la cité, il devait pouvoir en faire partie. Or les patriciens seuls pouvaient admettre parmi eux de nouveaux membres au moyen d'une *coopta-tio* ou d'une *adlectio* qu'ils étaient toujours maîtres de refuser, et dont, en fait, ils furent toujours peu prodigues. De là cette lutte entre les patriciens et les plébéiens qui remplit toute l'histoire des premiers siècles de la république, les uns voulant conserver leur monopole du droit de cité *optimo jure*, les autres voulant y participer.

194. — Quant à la noblesse fondée sur les hautes fonctions remplies et les éminents services rendus, elle n'est que la juste récompense des talents et des vertus de celui qui l'acquiert. Il nous paraît impossible de la critiquer

pour peu que l'on reconnaisse qu'à tout mérite il faut sa récompense.

Mais on peut trouver mauvais que cette illustration ne se borne pas à la personne de celui qui l'a acquise, mais bien se transmette à sa postérité. Les enfants, dira-t-on, n'ont rien fait pour la mériter que de se donner la peine de naître ; pourquoi profiteraient-ils de ce qu'un autre a fait ?

Sans doute ; mais nier l'hérédité des distinctions sociales, c'est nier toute hérédité. Si les enfants d'un homme qui a acquis par lui-même une certaine considération sociale devaient n'en pas profiter parce que par eux-mêmes ils n'ont rien fait pour l'acquérir, pourquoi recueilleraient-ils les biens amassés et gagnés par leur père ? Ils n'ont pas plus fait pour ceux-ci que pour celle-là ; et cependant tous les gens sensés s'accordent à voir dans le principe d'hérédité une nécessité sociale. Sans doute le fils d'un grand et honnête citoyen peut n'être qu'une canaille ; mais alors il n'en est que plus coupable, tout comme celui qui tombe dans la misère après avoir dissipé par sa faute un opulent patrimoine, et le mépris public se charge le plus souvent, à défaut de lois pénales, de punir son indignité. Mais c'est là une exception rare ; l'atavisme l'emporte le plus souvent et contribue avec l'éducation reçue et les exemples donnés à faire des hommes distingués des enfants d'un homme éminent. Aussi, l'idée de l'hérédité de la noblesse se retrouve-t-elle au fond du cœur humain chez tous les peuples et à toutes les époques, et il n'y a pas eu, et il n'y a pas actuellement de société, si démocratique qu'elle soit, où cette idée ne soit profondément enracinée. Aucune loi positive, aucune constitution politique ne pourront l'effacer jamais, car elle n'est qu'un corollaire, une application presque toujours vraie

de cette loi de la nature physique et morale que la science reconnaît pleinement aujourd'hui, et que l'on a appelée hérédité.

195. — A la fin de la période républicaine il y avait donc deux noblesses, l'ancienne, composée de patriciens, qui n'était presque plus rien en droit, mais qui jouissait d'une immense considération en raison de son ancienneté même, et la nouvelle, comprenant des patriciens et des plébéiens, mais formée d'hommes ou de descendants d'hommes ayant rempli les hautes fonctions publiques ou rendu à l'Etat des services éminents. Il y avait en outre ce que certains auteurs appellent la noblesse municipale, composée de familles jouissant d'une grande considération dans leur pays en raison des fonctions municipales remplies par leurs membres. Nous n'aurons pas à nous en occuper.

196. — Les membres de l'ancienne noblesse sont tous égaux sous ce rapport : on est patricien ou on ne l'est pas. La nouvelle, au contraire, fit deux classes sociales parmi les plébéiens, les *nobiles* et les *ignobiles*, entre lesquelles et dans un rang intermédiaire on met les *homines novi*, fils de leurs œuvres et premiers auteurs de la noblesse de leurs familles, dont le mérite semble pourtant plus grand, puisque partis de plus bas ils ont eu à monter plus haut. Cette noblesse formait l'*ordre sénatorial*, parce que ses membres pouvaient seuls être appelés à faire partie du Sénat.

197. — Une loi votée sur la proposition de C. Gracchus entraîna la création d'un ordre de noblesse inférieure, l'ordre équestre, composé de citoyens ingénus et possé-

dant le cens équestre, mais n'appartenant pas à l'ordre sénatorial. A cet ordre appartenaient les membres des anciennes *centuriæ equo publico*, et les membres de l'aristocratie financière ou *publicani* qui avaient le cens nécessaire.

198. — Les prérogatives de la noblesse étaient le *jus imaginum*, ou droit de conserver et d'exposer aux fêtes de famille les portraits des ancêtres célèbres et morts dans la pleine jouissance de leurs droits. L'ordre sénatorial avait de plus le droit de porter la *tunica laticlavia*, l'*annulus aureus* et le *calceus senatorius*, des sièges réservés au théâtre, le *jus epulandi publice* et le *jus legationis liberæ* en cas de voyage en province. Les membres patriciens du Sénat avaient le privilège de la *patrum auctoritas* (1), de la dignité de *princeps senatus*, et du *calceus patricius*. Enfin l'ordre équestre avait le droit de porter l'*annulus aureus* et la *tunica angusticlavia*, et des places réservées au théâtre (2).

Outre ces prérogatives de droit, la noblesse parvint à accaparer en fait toutes les hautes fonctions et tous les honneurs, et eut la prétention d'en écarter systématiquement tout citoyen non noble de naissance qui aurait pu devenir un *homo novus*. De là la formation des deux partis opposés, les *optimates* et les *populares*, les premiers partisans, les seconds adversaires, de cette politique exclusive.

199. — Pour en finir avec cette étude de la noblesse romaine, il nous reste à résoudre la triple question de sa-

(1) Sauf controverses.
(2) V. Willems, *Dr. pub. rom.*, *passim*.

voir comment elle s'acquérait, comment elle se transmettait, et comment elle se perdait.

L'acquisition de l'ancienne noblesse avait lieu par naissance, par la *cooptatio*, ou admission simultanée d'un étranger au droit de cité et au rang de patricien, et par l'*adlectio*, ou collation du patriciat à un client où à un plébéien déjà membre à ce titre de la *civitas Romana*. La nouvelle noblesse était acquise à l'*homo novus*, par son élection à l'une des hautes fonctions publiques appelées magistratures curules ou au Sénat, pour l'ordre sénatorial; par l'acquisition du cens nécessaire et l'inscription dans les centuries de la classe correspondante, pour l'ordre équestre.

200. — Les deux sortes de noblesse se transmettaient héréditairement, soit par la filiation naturelle, soit par l'adoption sous ses diverses formes. Toutefois il faut observer qu'en cas d'adoption d'un *ignobilis* par un *nobilis*, l'intervention de l'autorité publique, nécessaire pour la validité de l'adoption elle-même, rendait inutile une *adlectio* spéciale et en due forme pour sanctionner l'acquisition de la noblesse par l'adopté au moyen de cette adoption, et cela même en cas d'adoption d'un plébéien par un patricien.

201. — La perte de la noblesse quelle qu'elle soit a lieu par la *maxima* et la *media capitis deminutio* et, en général, par l'effet de toute condamnation emportant infamie (1). La noblesse patricienne offre, en outre, deux manières particulières d'être perdue, savoir : l'adoption par un plébéien, qui entraîne pour l'adopté une *minima capitis*

(1) WILLEMS, *Dr. pub. rom.*, p. 116.

deminutio ; la *transitio ad plebem*, par laquelle l'ex-patricien est laissé dans sa *gens* et sa famille agnatique tout en passant au rang des plébéiens; la procédure de cette dernière n'est pas connue avec certitude. En outre, de l'interdiction aux membres de l'ordre sénatorial de l'exercice d'un commerce, il devait résulter que ceux qui ne se conformaient pas à cette règle perdaient leur dignité de membre de cet ordre; de même sans doute pour ceux qui épousaient des affranchies, ou à qui des revers de fortune auraient fait perdre le cens exigé, postérieurement à la réforme de l'ordre sénatorial par Auguste.

Mais il est temps de mettre fin à cet exposé de ce qu'était la noblesse romaine et de rentrer dans notre sujet, en examinant à présent quelle est l'influence exercée par cette distinction sociale sur le nom des personnes qui en sont revêtues.

202. — La noblesse patricienne n'a pas, dans le nom des personnes, de marque particulière fixe et déterminée. Nous avons déjà remarqué (1) qu'à l'origine et dans les premiers temps de Rome, les gens à double nom que nous connaissons sont tous des personnages illustres et de haute naissance, et nous avons conclu que, selon toute vraisemblance, l'aristocratie seule, c'est-à-dire l'ordre des patriciens, était divisée en *gentes* et portait le double nom, ancien nom individuel unique ou *prænomen* et *nomen gentilitium*. Lorsque la constitution de Servius Tullius divisa les plébéiens en *gentes* et rattacha les clients comme membres plébéiens à celles de leurs patrons, tous les Romains portèrent un *nomen gentilitium*, et cet élément

(1) V. *supra*, n° 7, p. 9-11.

du nom ne put plus servir de marque de la noblesse des personnes qui le portaient. Cependant la *gens Claudia* éluda cette conséquence du nouvel ordre de choses au moyen d'un changement d'orthographe; ses membres patriciens seuls continuèrent à écrire leur nom *Cl*AU*dius*; ses membres plébéiens écrivirent le leur *Clodius*. Mais c'est la seule *gens* où pareil signe distinctif ait été adopté. Aussi, voyons-nous les patriciens chercher une autre marque extérieure de leur noblesse dans l'affectation de choisir leur *prænomina* dans une très courte liste. L'apparition de la noblesse coïncide avec l'extension de cet usage à tous les citoyens. Enfin, suivant toute vraisemblance, les patriciens se mirent à porter régulièrement le *cognomen*; mais là aussi les plébéiens les imitèrent, à tel point que le fait pour les membres d'une famille de porter un *cognomen* héréditaire n'indique pas sûrement que cette famille fût patricienne. Il n'y a donc point, et il n'y eut pour ainsi dire jamais, au moins depuis la division des plébéiens en *gentes* et le rattachement des clients à celles de leurs patrons, de dénomination caractéristique légale et officielle de la qualité de patricien. Si donc on veut savoir, d'après son nom, si un homme est patricien ou plébéien, il faut s'assurer, par son *nomen gentititium*, qu'il appartient à une *gens* patricienne, et, par toutes les indications possibles, qu'il appartient à cette *gens* comme *gentilis* proprement dit.

203. — Pour la nouvelle noblesse, le signe extérieur s'en trouve dans la mention, à la suite du nom complet, de toutes les fonctions ou dignités dont l'homme en question est ou a été revêtu. C'est ce qu'on appelle le *cursus honorum;* les monuments épigraphiques en présentent de

très nombreux exemples (1); les fonctions sacerdotales sont toujours indiquées en première ligne, les autres à la suite, et dans l'ordre chronologique renversé, le plus souvent. Mais ces indications ne sont point des éléments du nom. On ne peut donc pas les considérer comme des dénominations honorifiques.

204. — Mais lorsqu'un citoyen avait fait plus que remplir les hautes magistratures de l'Etat, lorsqu'il s'y était particulièrement distingué et avait rendu à sa patrie des services éclatants, nous voyons de tous temps la reconnaissance publique lui décerner en souvenir de ses hauts faits soit un *cognomen* d'honneur, soit un titre ne rentrant pas dans le nom et ne répondant à aucune fonction publique, et que l'on peut, à bon droit, considérer comme un véritable titre de noblesse. Ce sont ces deux catégories de récompenses que nous groupons sous la rubrique de *dénominations honorifiques*. Nous pouvons citer comme exemples ceux bien connus de *M. Manlius*, qui reçut le *cognomen* d'honneur *Capitolinus* pour l'exploit que tout le monde connaît, et de Cicéron, qui reçut du sénat le titre de *Pater Patriæ* pour, étant consul, avoir su déjouer la conjuration de Catilina. Les exemples du même genre sont tellement nombreux dans l'histoire romaine qu'il est inutile d'en citer d'autres. C'est à l'appui de ces exemples que nous nous croyons fondé à conclure que les Romains connaissaient d'une part la noblesse comme distinction sociale attachée dans de certaines conditions à de nombreuses familles, sans que le nom des membres de ces familles en reçût la moindre modification, et, d'autre part,

(1) V. p. ex., WILMANNS, n° 1255; *ibid.*, n° 1148; *ibid.*, n° 1163.

décernaient souvent à des hommes, d'ailleurs déjà parvenus à cette noblesse, des dénominations honorifiques de deux sortes, quand leurs exploits ou les services rendus par eux à l'Etat leur paraissaient mériter des récompenses plus hautes encore que la noblesse à eux acquise par leur naissance ou leurs fonctions.

2° *Dénominations honorifiques.*

205. — Nous nous proposons d'examiner sous cette rubrique quelles sont les sortes de dénominations honorifiques en usage chez les Romains de la fin de la république et du commencement de l'empire, et à propos de chacune d'elles, comment elles étaient conférées, si elles se transmettaient, et comment elles se perdaient. Nous avons vu au précédent numéro qu'on peut les diviser en deux grandes catégories : les *cognomina* d'honneur ou dénominations honorifiques proprement dites, et les titres de noblesse qui ne sont ni des noms ni des appellations de fonctions; nous allons étudier successivement chacune d'elles.

A. Dénominations honorifiques proprement dites.

206. — Ce sont elles dont les exemples sont les plus nombreux; si nombreux même, que nous ne saurions ici les relater tous. Nous nous bornerons à en invoquer quelques-uns à l'appui de nos assertions.

207. — Les *cognomina* d'honneur ou dénominations honorifiques proprement dites étaient toujours décernés par un acte de l'autorité, soit par le peuple assemblé dans les comices, soit par le Sénat, soit par l'armée. La légalité d'une semblable décision prise par les comices ou les

concilia plebis ne saurait être mise en doute. Quant à l'autorité du Sénat en pareille matière, elle est justifiée par cette considération que c'est le Sénat qui est compétent pour accorder les honneurs en général, tels que le triomphe ou l'ovation ; on peut dès lors et en raisonnant par analogie lui reconnaître le pouvoir de décerner des dénominations honorifiques ; cela rentre dans sa compétence administrative. Mais nous n'admettrons à l'armée le pouvoir d'accorder de semblables récompenses qu'autant que sa décision sera ratifiée par le peuple ou par le sénat. Cette ratification peut consister soit en une décision expresse rendue à cet effet par le peuple ou par le Sénat, soit en l'insertion dans les documents officiels du *cognomen* qu'elle a ainsi décerné ; dans le premier cas, il y aura une ratification expresse, dans le second, une ratification tacite; par l'une comme par l'autre le *cognomen* en question reçoit la confirmation légale et fait désormais officiellement partie intégrante du nom de celui qui l'a obtenu.

Il est évident que les dénominations honorifiques accordées par le peuple ou par le Sénat peuvent être la récompense de toute espèce de services rendus à l'Etat, tandis que l'armée n'en décernera que pour des exploits militaires.

208. — Le plus souvent, les *cognomina* d'honneur rappellent le fait qui les a mérités. La plupart du temps, même, ils sont un dérivé du nom du lieu où ce fait a été accompli, ou du peuple qui a été vaincu par l'homme qui les reçoit. C'est ainsi que le *cognomen Messala* fut accordé au *Valerius* qui soumit Messine, et que les *cognomina Africanus* et *Asiaticus* furent décernés à des Scipions pour leurs victoires à Carthage et en Asie ; de

même des *Cœcilii Metelli* reçurent ceux de *Macedonicus*, *Balearicus*, *Dalmaticus*, *Numidicus*, *Creticus*, un *Servilius* celui de *Isauricus*, un *Cornelius Lentulus* celui de *Gætulicus*, etc. Toutefois plusieurs personnages reçurent comme *cognomina* d'honneur des épithètes assurément flatteuses, mais dans lesquelles on ne peut découvrir d'allusion spéciale à un fait quelconque. Tel *Q. Fabius Rullianus*, maître de la cavalerie sous le dictateur *L. Papirius Cursor*, en 325 *a. c.*, reçut le *cognomen Maximus* en récompense de ses exploits; de même *Cn. Pompeius*, le grand Pompée, se vit décerner le *cognomen Magnus*.

209. — La transmissibilité du *cognomen* d'honneur était suivant toute vraisemblance subordonnée à ce qu'en décidait l'acte de collation. Il devait donc être personnel ou héréditaire, suivant les termes de cet acte. Il faut cependant remarquer que les documents faisant absolument défaut à ce sujet, on en est réduit à résoudre la question par des conjectures. Mais en raison de la grande faveur où était à Rome le principe de la transmissibilité aux descendants de la noblesse des aïeux, il est probable que la transmissibilité des dénominations honorifiques devait être le plus souvent sous-entendue. Que si l'on prétend avec M. Michel (1) que les honneurs accordés à César par le Sénat ayant été expressément déclarés transmissibles, il fallait toujours une déclaration expresse pour qu'une telle transmissibilité existât, nous répondrons que dans le cas de César il s'agit non point de *cognomina* proprement dits, mais de véritables titres de noblesse, pour lesquels la personnalité était la règle et l'hérédité l'exception, et qu'on ne saurait en tirer argument pour notre présente

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 219-220.

catégorie des dénominations honorifiques. Nous invoquerons à l'appui de notre dire un texte de Dion Cassius (1) : « Ἐπὶ Μάρκου Κλαυδίου καὶ Τιτοῦ Σεμπρωνίου ὑπάτων μόνῳ τῆς τοῦ πατρὸς επωνυμίας τῳ πρεσβύτερῳ τῶν παίδων μετέχειν Ῥωμαίοι παρεκελεύσαντο. » Si donc le droit commun du *cognomen* était la transmissibilité au fils aîné, il est clair que le *cognomen* d'honneur, dans le silence de l'acte de collation, doit suivre ce droit commun.

210. — Ce point écarté, nous devons reconnaître qu'au point de vue de la transmissibilité il n'y a point de différence à faire entre la postérité naturelle et la postérité adoptive. En effet, nous voyons d'une part le célèbre dictateur qui sauva Rome après la bataille de Cannes, descendant de *Q. Fabius Rullianus Maximus* dont nous venons de parler, porter les noms de *Q. Fabius Maximus Verrucosus Cunctator*, ce dernier *cognomen* reçu par lui personnellement en allusion à la tactique qu'il employa avec tant de succès contre Annibal ; et d'autre part le fils de *L. Æmilius Paulus*, adopté par le premier Africain *P. Cornelius Scipio Africanus*, s'appelle de ce chef *P. Cornelius Scipio Æmilianus Africanus*, au témoignage de Cicéron (2), avant même que la destruction de Carthage par ses soins et comme résultat de ses propres victoires ne lui ait donné un titre de plus à porter ce *cognomen*.

211. — Ici se pose une question dont nous avons eu

(1) *Fr.* 44. — Les auteurs discutent sur le sens à donner au mot επωνυμία employé par Dion. L'opinion la plus générale l'applique à tout ce qui n'est pas le *nomen gentilitium*, c'est-à-dire à la fois et au *prænomen* et au *cognomen*.

(2) *De rep.*, VI, ch. II.

déjà l'occasion de dire quelques mots (1). Le port d'un *cognomen* quelconque est-il réellement un signe de noblesse ? Nous avons déjà constaté que l'affirmative était une idée répandue à Rome ; c'est ainsi qu'Ausone nous parle des *tria nomina nobiliorum* (2). M. Mommsen a de son côté appuyé cette thèse autant que cela se pouvait (3). Pour nous, nous avons volontiers admis que l'usage légalisé plus tard de faire du *cognomen* une partie intégrante du nom avait pris naissance parmi les membres de l'ancienne comme de la nouvelle noblesse. De là une coïncidence, mais pas autre chose, et c'est de cette coïncidence, cependant, que M. Mommsen se sert pour fonder son opinion.

La preuve du contraire se retrouve à chaque instant. Beaucoup de *cognomina* la portent en eux-mêmes. Quel signe de noblesse y a-t-il dans le fait d'avoir une barbe particulièrement touffue ou rousse, ou les cheveux crépus, la tête ou le pied trop gros, le nez trop long ou la respiration difficile ? Et pourtant les *cognomina Barbatus*, *Ahenobarbus*, *Cincinnatus*, *Capito*, *Crassipes*, *Naso*, *Volso* sont portés par des gens appartenant sans le moindre doute à la noblesse, comme des *Cornelii Scipiones*, des *Domitii*, et autres. D'autres *cognomina* ont même une signification peu honorable et sont portés par des hommes de haut rang social (4). Il nous paraît difficile de concilier ces exemples avec le système de M. Mommsen. De plus, nous voyons peu à peu l'usage d'avoir un *cognomen* se

(1) V. *Supra*, n° 66, p. 76.
(2) *Idyll.*, XI, 80.
(3) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 60.
(4) Nous en avons trouvé des exemples que nous nous refusons à reproduire par respect pour le lecteur.

répandre dans toutes les classes de la société, et cela non seulement sans une autorisation expresse des pouvoirs publics, mais sans même qu'il nous soit parvenu trace de la moindre protestation de la part des patriciens contre ce qui aurait été une violation flagrante de leurs prérogatives. Enfin, nous venons de constater qu'un citoyen ne pouvait porter de *cognomen* d'honneur qu'autant qu'il lui était décerné par l'autorité compétente. Voit-on jamais rien de semblable à propos des *cognomina* civils? Non évidemment; sans quoi le sénat et le peuple n'eussent pu suffire à leur tâche. De tout cela combiné, il nous paraît résulter clairement: 1° *que le* COGNOMEN *avant sa vulgarisation n'étant porté* EN FAIT *que par les nobles, peut-être considéré comme étant à cette époque le signe* DE FAIT *de la noblesse; 2° que le* COGNOMEN *n'est pas et n'a jamais été un signe* LÉGAL *de noblesse.*

212. — M. Mommsen tire encore un argument en faveur de sa thèse, de ce qu'on ne trouve point parmi les noms de femmes d'exemples de *cognomina* héréditaires. Nous avons déjà vu (1) ce qu'il faut penser de cette allégation. Les femmes au contraire de ce que dit M. Mommsen, portent couramment un *cognomen*, ainsi que le prouvent de nombreux exemples. On ne saurait donc tirer argument du nom des femmes pour ou contre notre solution.

B. — Titres de noblesse.

213. — Nous entendons par là ces appellations honorifiques décernées comme récompense par le peuple romain, le Sénat ou l'armée, et qui s'ajoutaient, sans en faire par-

(4) V. *supra*, p. 80-81.

tie, au nom complet de ceux qui en étaient gratifiés, tout en n'étant non plus la désignation d'aucune fonction publique. Ces titres ne faisant pas partie du nom, nous ne leur eussions pas accordé ici plus qu'une simple mention, si dès les dernières années de la république et sous l'empire ils ne s'étaient pas transformés et n'étaient pas devenus partie intégrante du nom de certains grands personnages.

214. — De leur collation, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit des dénominations honorifiques proprement dites. Elle a toujours lieu, et ne saurait avoir jamais lieu autrement, en vertu d'un acte des pouvoirs publics, savoir, le peuple, le Sénat, ou l'armée, conformément aux principes que nous avons exposés plus haut (1).

215. — Aucune règle fixe relative à leur choix ou à l'ordre d'idées qui pourrait servir à le déterminer ne peut être posée. Les exemples que l'histoire nous en a transmis sont assez divers, bien que quelques titres paraissent revenir plus souvent que d'autres; tel est le titre d'*imperator*, accordé fréquemment aux généraux victorieux et qui avaient reçu les honneurs du triomphe. Toutefois, il est bon de remarquer que ce titre n'était que passager, en ce sens que celui qui l'avait reçu le déposait une fois la cérémonie de son triomphe terminée; aussi ce même homme pouvait-il le recevoir plusieur fois; tel fut le cas, par exemple, de *L. Munatius Plancus*, le fondateur de Lyon (2). On peut ranger parmi ces titres comme ne correspondant à aucune fonction particulière, celui de *prin-*

(1) V. *Supra*, n° 207, p. 172.

(2) V. WILMANNS, n° 1112.

ceps senatus, distinction purement honorifique accordée en principe à celui des membres patriciens du sénat qui était le premier parvenu à l'une des magistratures curules.

216. — Ce qui distingue vraiment nos titres de noblesse des *cognomina* d'honneur, c'est leur personnalité. Ils sont en effet, dans le silence de l'acte de collation et à moins d'une décision expresse à cet effet, essentiellement intransmissibles à la postérité naturelle ou adoptive de celui qui en était revêtu. La première dérogation à cette règle fut apportée par le sénatus consulte qui accordant à César le titre d'*imperator* pour toute la durée de sa vie, déclare ce titre transmissible à la postérité naturelle ou adoptive du célèbre dictateur. Mais, ainsi que le fait justement remarquer M. Michel (1), ce titre ne fit jamais officiellement partie du nom proprement dit de César, puisque les Fastes capitolins le désignent encore l'année même où il fut assassiné sous les noms de *C. Julius C. f. C. n. Cæsar*. Lorsque l'adrogation testamentaire d'Octave par César reçut son entier effet au moyen de sa confirmation par une loi curiate, Octave, comme fils adoptif de César, prit à son tour ce titre, mais il le prit *prænominis loco*. C'est à partir de cette époque que certains titres honorifiques, considérés à bon droit auparavant comme de simples additions au nom des personnes et comme des récompenses purement personnelles, devinrent partie intégrante du nom officiel des empereurs, et, comme tels, transmissibles à leur postérité naturelle ou adoptive.

(1) *Dr. cit. rom.*, p. 123.

217. — Il peut être intéressant d'examiner rapidement à ce propos quels étaient les titres portés par les empereurs romains du Haut Empire.

Tout d'abord, il faut observer que la dignité impériale n'étant pas héréditaire en droit, c'était le Sénat, successeur des comices comme collège électoral, qui élisait l'empereur. En fait il nommait toujours celui que l'empereur précédent avait désigné soit en l'adoptant, soit en l'associant de son vivant à l'empire. Cet acte du Sénat, confirmé pour la forme par une loi curiate, se nommait *lex de imperio*, et c'est cette *lex* qui investissait l'empereur non seulement de ses fonctions mais de tous ses titres et dénominations honorifiques. Il faut aussi remarquer que l'empereur en parvenant à la dignité suprême quittait son nom civil ou plutôt le passait sous silence dans ses actes officiels, pour prendre à la place de chacun de ses éléments un des titres attachés à la dignité impériale ; il ne conservait de son nom civil qu'un seul élément destiné à le distinguer de ses précédesseurs ; cet élément était tantôt son *prænomen* (Tibère), tantôt son *nomen gentilitium* (Claude), le plus souvent un de ses *cognomina* (Caligula, Galba, Vespasien, etc.). La preuve que les empereurs ne quittaient pas leur nom civil, mais seulement omettaient de le mentionner dans leurs actes officiels, c'est que leurs affranchis le reçoivent d'eux en même temps que la liberté, tout en désignant leur impérial patron par un ou plusieurs de ses titres.

218. — L'empereur porte comme *prænomen* le titre d'*Imperator*, signe de l'*imperium* militaire suprême dont il est revêtu à vie. Ceci n'est pas établi comme règle uniformément fixée chez les successeurs immédiats d'Auguste. Ainsi Tibère et Caligula conservent leurs *prænomina*

civils ; Claude ne porte pas le titre d'*Imperator ;* Néron le prit quelquefois ; Galba s'en servait comme *cognomen.* A partir de Vitellius, tous les empereurs le portent comme *prænomen*, quelques-uns concurremment avec leur *prænomen* civil.

M. Michel (1) voit dans ce titre un véritable *prænomen* spécial aux empereurs.

Nous croyons plus vraisemblable et plus logique, en raison des remarques qui précèdent, de le considérer comme un simple titre honorifique, mis en avant du nom, à la place du *prænomen* civil passé sous silence. Nous en trouvons la preuve dans le préambule des œuvres législatives de Justinien, où ce prince se donne une kyrielle de noms commençant par ceux de *Imperator Cæsar Flavius Justinianus.* Or dans le texte grec, le mot *Imperator* est non point *reproduit* tel quel, c'est-à-dire écrit en caractères de l'alphabet grec correspondant à ceux de l'alphabet latin, mais *traduit* en grec par le mot de Αυτοκρατώρ. On sait que les noms propres romains ne sont jamais *traduits* en grec, mais simplement *reproduits:* c'est ainsi que le latin *Justinianus* devient en grec Ιουστινιανος. Donc *Imperator*, dans le nom des empereurs. est non pas un nom, mais un titre.

219.— Comme *nomen gentilitium*, ou plutôt à la place de son *nomen gentilitium* civil, l'empereur porte le titre de *Cæsar.* Cela s'explique chez les premiers empereurs par le fait que, fils adoptifs les uns des autres, ils se trouvaient les descendants, par adoption, du célèbre dictateur dont ce titre était le *cognomen* civil. Leurs suc-

(1) *Dr. cit. rom.*, p.122 et suiv. — V. aussi WILLEMS, *Dr. pub. rom* , p. 304.

cesseurs le portèrent également, mais simplement comme titre honorifique, sans doute parce que leurs prédécesseurs l'avaient fait. Plus tard le titre de *Cæsar* fut particulièrement réservé à l'associé de l'Empire, alors que l'empereur en titre portait plus spécialement celui d'*Augustus*.

220.— Ce titre était celui qui symbolisait la nature sacrée et plus qu'humaine de l'empereur. Il était noté comme *cognomen*, et figurait comme tel au dernier rang, après le nom personnel, *prænomen*, *nomen gentilitium* ou *cognomen* civils, conservé par l'empereur pour le désigner plus particulièrement.

221.— L'empereur défunt mis au rang des dieux, était désigné par le titre de *Divus* suivi du nom personnel sous lequel il est connu dans l'histoire. Ce titre faisait, après la mort de l'empereur, l'objet d'un sénatusconsulte spécial qui l'accordait à sa mémoire. L'empereur vivant, fils d'empereur, le désignait ainsi dans son nom à la place de l'indication de la filiation.

D'après ces principes, l'empereur Titus portait officiellement les noms de *Imp. Titus Cæsar Divi Vespasiani f. Vespasianus Augustus*(1).

222.— Au point de vue de la notation, le titre d'*Imperator* est le plus souvent abrégé en IMP.; *Cæsar* est écrit en toutes lettres, ou quelquefois abrégé CAES. *Augustus* s'écrit indifféremment en toutes lettres ou en abrégé AUG. Il n'y a, comme on le voit, pas de règle fixe.

(1) V. RÉNIER, *Recueil de diplômes militaires*, p. 140.

223.— Enfin, à la suite de son nom ainsi formé, l'empereur reçoit divers titres honorifiques, le plus souvent ceux de *Pater Patriæ* (ordinairement abrégé P. P.), de *Princeps Senatus*, et des *cognomina* d'honneur dérivés des noms des différentes nations qu'il est censé avoir vaincues. Il indique à la suite toutes les hautes fonctions dont il est revêtu, et dont la réunion sur sa tête constitue la puissance impériale.

224.— En ce qui concerne la perte des dénominations honorifiques proprement dites comme de ce que nous avons appelé les titres de noblesse romains, nous nous bornerons à dire que suivant toute vraisemblance elle devait résulter de la perte de la noblesse elle-même (1), et ne pouvait se produire que par elle lorsqu'ils étaient donnés à vie. Lors au contraire qu'ils étaient donnés à temps comme le titre d'*imperator* aux généraux vainqueurs de l'époque républicaine, le droit de les porter cessait à l'arrivée du terme fixé ; ce qui n'empêchait pas ceux qui les avaient reçus d'indiquer dans leur *cursus honorum* qu'ils en avaient été revêtus.

225. — Nous en avons ainsi terminé avec l'examen de l'autorité des pouvoirs publics sur le nom en ce qui concerne la collation de dénominations honorifiques. Nous nous sommes arrêté, on le voit, à ce qui se faisait à la fin de la république et dans les commencements de l'empire, c'est-à-dire à l'époque où les vieilles règles du nom romain étaient encore observées. Nous aurons lieu de voir plus loin (2) que les empereurs, surtout pendant le Bas-

(1) V. *supra*, nº 201, p. 168.

(2) V. *infra*, nº 266, p. 208.

Empire, imaginèrent bien d'autres manières de titrer et d'anoblir leurs sujets.

III. — Imposition ou ratification des altérations.

226. — Il y a un principe qui domine toute cette matière et qui se dégage par induction de l'examen particulier de tous les cas d'altérations du nom que nous avons étudiés au chapitre précédent (1). Nous pouvons tout d'abord le formuler ainsi :

Aucune altération du nom ne peut avoir lieu sans qu'elle soit imposée ou au moins ratifiée par les pouvoirs publics.

L'application de ce principe varie nécessairement suivant les cas, soit au point de vue de la nature même de l'intervention de l'autorité, soit au point de vue de la compétence des représentants de cette autorité. Nous allons donc les passer tous rapidement en revue, en les groupant en deux catégories : *altérations du nom qui doivent être* IMPOSÉES, et *altérations du nom qui doivent être* RATIFIÉES.

1° *Altérations de nom* IMPOSÉES *par les pouvoirs publics.*

227. — On peut les ranger en deux groupes, celles qui constituent des dérogations aux règles générales et celles qui résultent de certains cas de perte du nom.

(1) V. *supra*, nos 97 et suiv., p. 102 et suiv.

A. — Dérogations aux règles générales.

228. — Il ne peut s'agir ici que des changements de nom imposés à des particuliers pour des causes politiques ou autres L'autorité compétente sera : ou bien le pouvoir législatif représenté par le peuple, ou bien le Sénat. Nous en avons déjà vu deux exemples (1) que nous rappellerons ici : celui du fils du triumvir Marc-Antoine, forcé de changer son *prænomen* après la chute de son père, et celui du fils de Pison, accusé de l'empoisonnement de Germanicus, contraint à subir un pareil changement. Dans ces deux cas, c'est le Sénat qui intervint. Il est évidemment impossible de déterminer une règle à cet égard. Du reste, les cas de ce genre qui nous sont parvenus sont fort rares.

B. — Cas de perte du nom.

229. — Nous ne reviendrons pas sur l'exposé qui en a été fait plus haut (2). Nous ferons simplement à ce propos les observations suivantes :

230. — *a)* La perte de la liberté est *imposée*, lorsqu'elle se produit *jure civili*, par l'autorité judiciaire. Le pouvoir compétent varie suivant les cas; s'il s'agit d'un *judicium privatum*, c'est le plus souvent le préteur et le *judex*, suivant la règle ordinaire; s'il s'agit d'un *judicium publicum*, ce sont les *comitia centuriata* ou les magistrats délégués à cet effet en vertu d'une *quæstio extraordinaria*. La perte du nom étant intimement liée à la perte de la liberté, est soumise aux mêmes règles qu'elle.

(1) V. *supra*, nos 181-182, p. 157-158.

(2) V. *supra*, nos 166 et suiv., p. 148 et suiv.

231. — *b)* La perte du droit de cité romaine n'est imposée qu'en cas de remise de la personne aux mains des ennemis qui l'acceptent, ou par certaines condamnations. Dans le premier cas, la décision est de la compétence du Sénat et des comices, ceux-ci devant sanctionner la décision de celui-là. Dans le second cas, elle est de la compétence de l'autorité judiciaire.

2° Altérations du nom RATIFIÉES *par les pouvoirs publics.*

232. — Cette deuxième catégorie comprend tous les cas de changement de nom, sauf peut-être celui de l'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi*, et quelques cas de perte du nom.

A. Cas de changement de nom.

Nous les avons déjà tous examinés en détail (1). Il nous paraît suffisant de les passer ici rapidement en revue. Ce sont :

233. — *a)* L'adrogation, pour la valabilité de laquelle il faut une loi curiate, rendue par les *comitia curiata* ou par trente licteurs, après avis du collège des pontifes, ou un rescrit impérial, suivant l'époque. En tout cas la sanction de ce changement de nom est de la compétence du législateur.

234. — *b)* L'adoption proprement dite se fait par une *cessio in jure* de la puissance paternelle; elle est rendue définitive par l'*addictio* prononcée en faveur de l'adoptant. C'est donc au préteur faisant acte de juridiction gracieuse

(1) V. *supra*, nos 100 et suiv., p. 104 et suiv.

qu'il appartient de sanctionner l'adoption elle-même et le changement de nom qui en est la conséquence.

235. — *c)* L'adoption testamentaire se rattache à l'adrogation. Nous n'avons donc rien de particulier à en dire.

236. — *d)* L'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi* exigeait probablement, pour être pleinement valable et entraîner le changement de nom, que l'héritier ainsi institué fasse l'addition solennelle de l'hérédité appelée *cretio*. Cependant ce point n'est pas certain ; il est donc impossible de déterminer exactement quelle était la formalité requise.

237. — *e)* La *manus* nous retiendra un peu plus longtemps. Il faut tout d'abord remarquer qu'elle n'entraîne un changement de nom pour la femme qu'autant que celle-ci et son mari étaient de deux *gentes* différentes. M. Mommsen (1) a traité en peu de mots, mais complètement, cette question de la *gentis enuptio* ; de l'examen qu'il en fait il résulte que ce formariage était interdit, ou au moins ne pouvait s'accomplir qu'autorisé par une décision de la *gens* natale de la femme. Au VI^e^ siècle de Rome il en était encore ainsi : un sénatus consulte de l'an 568 *u. c.*, rapporté par Tite-Live (2), décide, en effet, « *uti* « *Feceniæ Hispallæ datio, deminutio*, GENTIS ENUPTIO, « *tutoris optio item esset, quasi ei vir testamento* « *dedisset.* » Ce sénatusconsulte est très instructif en ce

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 9 et suiv.
(2) L. XXXIX, ch 19.

qu'il nous enseigne : 1° que la *gentis enuptio* était encore interdite aux femmes à la fin du VI^e^ siècle de Rome ; 2° que le Sénat peut accorder ce droit à une femme, à défaut d'autre autorité supérieure ; 3° que le mari peut accorder ce droit par son testament à sa veuve ayant été *in manu*. Il résulte des considérations qui précèdent, que, pour se marier *cum manu* en dehors de sa *gens*, la femme doit être autorisée à cet effet, fille par une décision de sa *gens*, veuve, par le testament de son mari, mari et *gens* agissant comme délégataires de l'autorité publique en vertu de la magistrature privée qu'ils ont l'un sur sa *familia*, l'autre sur ses ressortissants. Voilà pour la capacité de contracter un mariage *cum manu*. Quant à l'*acquisition* de la *manus*, nous savons qu'elle avait lieu par la *confarreatio*, la *coempio*, et l'*usus*. La *confarreatio* était une cérémonie religieuse, accomplie par le *pontifex maximus* ou le *flamen Dialis*, devant dix témoins que M. Accarias (1) regarde comme représentant peut-être les dix curies de la tribu de la femme ; ici donc il fallait le concours de l'autorité religieuse. La *coemptio* était une mancipation de la femme à son mari par son père ou par elle-même, selon qu'elle était *in patria potestate* ou *sui juris* ; on veut quelquefois voir dans les cinq témoins dont la présence est nécessaire à cet acte la représentation du peuple romain, divisé en cinq classes par la constitution de Servius Tullius ; on trouverait alors là la sanction de l'autorité publique nécessaire ; mais il est plus rationnel de voir cette sanction dans le fait du législateur romain, qui en établissant la sévère formalité de la *coemptio*, a autorisé une fois pour toutes tous ceux qui s'y conformeraient à en recueillir les effets. De même pour l'*usus*, qui n'est

(1) *Précis de droit romain*, t. I, p. 279.

que l'usucapion de la *manus*. Le changement du nom étant la conséquence immédiate de l'entrée de la femme *in manum mariti*, ce que nous venons de dire de l'une s'applique à l'autre; et par là se trouve justifiée notre proposition, que ce changement est aussi soumis à la nécessité d'une sanction de l'autorité publique.

238. — *f*) L'affranchissement qui confère à l'esclave qui en bénéficie le droit de cité romaine est la *manumissio justa*. Or, celle-ci ne peut avoir lieu que de trois manières : *vindicta, censu* ou *testamento*. Dans la première, le peuple romain est représenté par le magistrat, préteur, proconsul ou *præses provinciæ*, suivant le cas, et dans la seconde, par le censeur. Pour la troisième, elle est l'exercice d'une délégation du pouvoir législatif attribuée au testateur par la loi des XII Tables.

239. — *g*) Enfin, la collation du droit de cité romaine à un étranger libre n'ayant lieu que par une loi rendue directement par le peuple ou par une décision d'un magistrat ayant reçu du peuple le pouvoir spécial nécessaire, l'intervention de l'autorité publique est ici toute trouvée.

B. — Cas de perte du nom.

240. — Ce sont ceux de perte volontaire du droit de cité romaine, qui, nous l'avons vu (1), peut se produire par la *dicatio* ou *rejectio civitatis*, et par le *postliminium*. Ici, il n'y a pas de sanction *spéciale,* et il ne pouvait y en avoir ; car en admettant dans le droit public ce principe que la qualité de citoyen romain ne s'impose pas

(1) V. *supra,* nos 167 et suiv., p. 150 et suiv.

et que celui qui acquiert une nationalité étrangère est censé avoir par là même répudié celle qu'il avait avant, le législateur a autorisé en bloc et pour l'avenir tous ceux qui voudront profiter de cette liberté à le faire.

241. — Quant au cas du citoyen qui, fait prisonnier de guerre par les ennemis, a encouru de ce chef la perte du droit de cité et de la liberté *jure gentium*, il ne rentre pas dans notre classification. En effet, au jour où cet événement se produit, le citoyen emmené en captivité est effacé de la liste des citoyens sur les *tabulæ censoriæ*. Ensuite, ou bien il bénéficie du *postliminium*, et alors il est censé n'avoir jamais encouru de *capitis deminutio*, ou bien il n'en bénéficie pas, et alors il est censé mort du jour où il est tombé aux mains de l'ennemi. Dans l'un comme dans l'autre cas, il ne saurait y avoir lieu à une sanction quelconque de l'autorité publique.

242. — Nous en avons ainsi terminé avec l'étude de l'autorité des pouvoirs publics sur le nom, le chapitre suivant sera consacré à l'examen de la dernière des questions juridiques relatives au nom des personnes à Rome.

CHAPITRE VIII

SANCTION DE L'INOBSERVATION DES RÈGLES DU NOM

243. — Nous avons étudié jusqu'à présent les règles qui président à l'acquisition du nom et aux transformations que ce nom peut subir. Il nous reste à examiner la question de savoir si le législateur romain a garanti leur observation par une sanction pénale ou une action privée, et si oui, quelle elle est.

Et d'abord il faut établir une classification des infractions qui peuvent être apportées aux règles. Nous croyons pouvoir les rassembler toutes en trois groupes : 1° infractions relatives à l'acquisition du nom ; 2° infractions relatives aux altérations du nom ; 3° infractions relatives aux règles des dénominations honorifiques. Chacun de ces groupes mérite d'être étudié à part.

I. — Infractions relatives a l'acquisition du nom

244. — Qu'il s'agisse d'un enfant né citoyen, d'un esclave affranchi, ou d'un étranger naturalisé, peu importe. Il faut observer toutefois que dans le premier cas l'infraction sera imputable non à l'enfant lui-même, mais à son *paterfamilias* le plus souvent.

245. — On se demandera quelles peuvent être ces infractions. Les énumérer toutes serait impossible. Nous croyons pouvoir néanmoins réunir dans la liste suivante celles qui viennent les premières à l'idée.

1° *Collation d'un* PRÆNOMEN *de forme non romaine.*

2° *Collation de plusieurs* PRÆNOMINA.

3° *Collation d'un* NOMEN GENTILITIUM *autre que celui de la* GENS *où entre l'individu.*

4° *Collation de plusieurs* NOMINA GENTILITIA.

5° *Fausse indication du nom du père ou du patron.*

6° *Fausse indication de la tribu.*

7° *Collation d'un* PRÆNOMEN *particulièrement interdit par une décision des pouvoirs publics*, etc.

246. — De semblables infractions n'ont besoin d'aucune sanction, car elles sont impossibles théoriquement. De deux choses l'une : ou les noms irréguliers sont portés dans des documents privés, ils sont alors dans le domaine du langage courant qu'aucune loi ne saurait atteindre ; ou bien ils sont inscrits dans des documents officiels, et alors ils constituent la seule véritable infraction aux règles. Mais nous savons, d'autre part, que les noms des individus mentionnés dans des documents officiels y sont transcrits d'après les

tabulæ censoriæ, dans la rédaction desquelles les particuliers ne sauraient intervenir. Pour que de telles infractions se produisissent, il faudrait donc que le censeur s'en rendît lui-même l'auteur, ce qui semble inadmissible. Et pourtant nous avons rapporté plus haut(1) le cas, entre autres, de Brutus, l'assassin de César, portant, après son adoption, comme *nomen gentilitium*, le *cognomen* de son père adoptif! Cet exemple et le silence de la loi nous prouvent que la seule sanction, ou plutôt le seul obstacle à ces infractions, était le zèle avec lequel le censeur remplissait ses fonctions.

247. — Une seule de ces infractions peut donner lieu à un *judicium privatum*. C'est la fausse indication sur les *tabulæ censoriæ* ou les *acta præfecti ærarii* de la filiation ou du nom du patron de l'individu. Celui-ci, s'il y a intérêt, pourra, le cas échéant, faire la preuve du contraire ou en obtenir la rectification au moyen d'une *causa liberalis* ou d'un *præjudicium*. Il est impossible de déterminer une règle à cet égard. Les circonstances indiquent la marche à suivre.

II. — Infractions relatives aux altérations du nom.

248. — On peut les résumer toutes en une seule expression : *Changements de noms irréguliers*. Ces changements peuvent avoir lieu de deux façons : ou bien l'individu quitte son vrai nom pour en prendre un de pure fantaisie

(1) V. *supra*, n° 64, p. 73.

et qui n'est porté par personne, ou bien, au contraire, il prend le nom d'un autre individu, de façon à pouvoir au besoin se faire passer pour lui.

249. — Au premier de ces cas, nous rapporterons la distinction que nous avons faite au paragraphe précédent : si le changement irrégulier de nom a été fait dans des actes non officiels, il ne constitue pas une infraction aux règles ; le nom ainsi pris est un surnom de fantaisie, un sobriquet, un pseudonyme ou tout ce que l'on voudra, il ne tombe pas sous le coup de la loi. Ou bien au contraire il est fait dans les actes officiels, et alors il constitue une véritable infraction aux règles, qui suppose que les fonctionnaires chargés de rédiger ces actes ne remplissent pas bien leurs devoirs, ou ont été induits en erreur, peut-être par le délinquant lui-même. Ces faits ne pourraient être réprimés par un *judicium publicum*, car dans notre espèce l'Etat seul est lésé par le fait qu'un citoyen ne porte pas son nom. Aucune loi n'ayant prévu et puni semblable délit, ce *judicium publicum* n'existe pas, et ici encore une sanction légale fait défaut (1).

(1) On pourrait, à première vue, nous opposer la l. 13 pr., D., L. XLVIII, T. X, *De l. Corn. de fals.*, qui punit des peines du faux la prise d'un faux nom. Ce texte est de Papinien. Or Paul, postérieur à ce jurisconsulte, assimile à la prise d'un faux nom la fausse indication de la famille ou de la filiation, et nous dit que ces faits ne tombent sous le coup de la loi *Cornelia de falsis* qu'autant qu'ils ont été perpétrés dans l'intention de nuire. Nous en concluons que c'est ce délit particulier qui est seul prévu par le texte en question, et non la simple prise d'un nom supposé, dégagée de toute circonstance aggravante extrinsèque. Cela est si vrai que Godefroy nous rapporte, d'après Plaute, que les femmes « *quæ stupri licentiam apud Ædiles* » *profitebantur* », le faisaient sous un faux nom ; si ce fait avait été prohibé et puni, les édiles n'auraient sans doute pas consenti à le

250. — En est-il de même lorsque le délinquant quitte son nom pour prendre celui d'un autre? Avant de répondre, il faut s'entendre sur ce que peut bien vouloir dire notre expression : « *prendre le nom d'un autre* ». Il faut l'entendre dans le sens de *prendre un nom pouvant amener à confondre celui qui le prend avec celui qui a véritablement le droit de le porter.*

Pour cela, il ne suffit pas de prendre ou le *prænomen*, ou le *nomen gentilitium*, ou le *cognomen* d'un autre. Aucun de ces éléments du nom n'est le monopole d'un seul individu. Le caractère des noms multiples en général et du nom romain en particulier, est qu'ils ne sont véritablement *propres* que par la juxtaposition de tous leurs éléments. Pour qu'un citoyen romain prenne le nom d'un autre citoyen romain, dans toute la force du terme, il faut donc qu'il prenne *tous* les éléments de ce nom, sans y apporter la plus légère modification. Alors, et seulement si les circonstances s'y prêtent, celui dont le nom est usurpé pourra s'y opposer par l'action *injuriarum*. L'*injuria*, en effet, est assez mal définie pour qu'à la rigueur on puisse comprendre sous ce terme notre délit. Pour qu'il y ait *injuria*, en effet, il faut un fait de l'homme, accompli sans droit de la part de son auteur, portant un préjudice moral à celui qui en est victime, et accompagné, chez son auteur, de l'*animus injuriandi*. Lors donc que le fait par un homme de porter le nom d'un autre homme sans avoir le droit de le faire est accompagné de *toutes* les autres

consacrer officiellement en insérant sur leurs registres les noms supposés ainsi adoptés. — V. Paul *sent.*, L. v, T. xxv, *ad l. Corn. test.*, § 11. — D., L. xlviii, T. x, *De l. Corn. de fals.*, l. 13 pr., notes de Godefroy (C. J. C., Paris, Vitray, 1628). — *Bas.*, L. lx, T. xli, § 13.

conditions constitutives de l'*injuria*, celui dont le nom est ainsi usurpé pourra le faire condamner par l'action *injuriarum*. Cette action lui fera défaut si l'usurpateur peut établir qu'il n'avait nullement *l'animus injuriandi*, ou que le plaignant n'a éprouvé aucun préjudice à ce que son nom fût porté par un autre. Or, à défaut de l'action *injuriarum*, celui dont le nom est usurpé n'a aucun moyen de droit à sa disposition pour obtenir satisfaction; il suffit pour s'en convaincre de jeter un regard sur la liste des actions du droit romain. Donc, ce n'est pas l'*usurpation* de nom qui est ici réprimée, mais l'*injuria* qui peut en résulter. Là encore, point de sanction. Il est évident qu'il ne peut s'agir que du nom porté dans le langage courant; car si un homme voulait se faire désigner dans les actes officiels par le nom d'un autre, ou bien le fonctionnaire chargé de rédiger ces actes s'apercevrait de la fraude et refuserait d'en inscrire l'auteur autrement que sous son véritable nom; ou bien il ne s'en apercevrait pas, par exemple, s'il ne connaissait pas l'homme qui se présente à lui, et il inscrirait cet homme sous le nom d'un autre; en ce cas, il y aurait évidemment manœuvre dolosive de la part du premier cherchant à se substituer au second ou à se faire passer pour lui, et il y aurait lieu au moins à l'action *injuriarum*.

251. — Pour que l'usurpation de nom, dégagée de toutes circonstances aggravantes qui la transforment en un autre délit, fût l'objet d'une action quelconque, il aurait fallu que le droit romain eût défini nettement le droit de chaque homme sur son nom. Or, il n'en est rien. Chaque citoyen peut et doit porter le nom qu'il a régulièrement reçu, et ne peut porter que celui-là dans les actes officiels : il peut et doit être désigné par la combinaison de

tel *prænomen* avec tel *nomen gentilitium* et tel *cognomen*, mais il n'a le monopole d'aucun de ces éléments. A quel titre viendrait-il alors s'opposer à ce qu'un autre portât un nom composé des mêmes éléments, lorsque de ce fait il n'est résulté pour lui aucun préjudice moral ou matériel? Il en serait tout autrement si le nom était à Rome ce qu'il est aujourd'hui en France, l'objet d'un droit de propriété *sui generis*; mais il est à croire que les jurisconsultes romains n'ont jamais eu cette idée. Dans aucun texte on ne la retrouve, et l'on sait qu'en règle générale les choses incorporelles ne peuvent faire l'objet d'un droit de propriété; or, le nom est bien une chose incorporelle. Donc, un citoyen ayant le *droit* de porter un nom, mais n'en ayant pas le droit *exclusif*, ne saurait s'opposer à ce qu'un autre portât ce même nom sans en avoir le droit, lorsque ce fait ne constitue pas pour lui au moins une *injuria*.

III. — Infractions relatives aux dénominations honorifiques.

252. — Cette catégorie d'infractions ne saurait comprendre que le port par un citoyen d'un titre honorifique, ne faisant pas partie du nom, qui ne lui aurait pas été régulièrement conféré. Le *cognomen* d'honneur, en effet, ne diffère d'un *cognomen* ordinaire que par le fait même de sa collation à ce titre par le peuple, le Sénat ou l'armée. Si donc un citoyen prend comme surnom un vocable qui a été conféré à un autre comme *cognomen* d'honneur, on ne saurait voir dans ce fait, non accompagné de l'inten-

tion de tromper, un fait délictueux. Que si les fonctionnaires compétents ont laissé ce surnom s'introduire dans la nomenclature officielle, il est devenu un *cognomen* civil *ordinaire*, mais non un *cognomen* d'*honneur*.

253. — Quant aux *titres* honorifiques, ils n'ont rien de personnel, et ceux qui les ont régulièrement reçus sont assez connus pour que tout autre qu'un fou ne songe point à les usurper. Et quelqu'un l'eût-il fait; s'il le porte en dehors des actes officiels, il n'y a point de délit et en tout cas point d'action pour le réprimer; s'il les prend dans les actes officiels, ce ne peut-être qu'avec la complicité des magistrats chargés de les rédiger, et alors il y a un délit de corruption de fonctionnaires, de prévarication, ou autres, mais non un délit d'usurpation de titres.

Là encore, point de sanction.

---

254. — En somme, il n'y a aux infractions contre les règles du nom aucune sanction propre et efficace. Elles pourront être réprimées par diverses actions privées ou publiques, et notamment par l'*actio injuriarum*, lorsque les circonstances en font un délit particulier. Elles pourront être empêchées par le zèle des magistrats qui refuseront d'insérer dans les documents officiels des noms irréguliers. Mais, encore une fois, il n'y a aucun texte qui en fasse un délit spécial et qui ordonne une peine à ce titre contre leur auteur.

255. — Au surplus, les auteurs littéraires et l'histoire de Rome nous ont donné de nombreux exemples d'usurpa-

tions de noms véritables; et dans aucun des cas qui nous sont parvenus nous ne voyons intervenir d'aucune façon une répression quelconque résultant d'une action publique ou privée. L'ennemi de Cicéron, le patricien *Claudius*, se fit adroger par le plébéien *P. Fonteius* et émanciper, pour devenir lui-même plébéien. Il devait alors porter le nom de *Fonteius;* nous voyons au contraire qu'il continua à porter celui de *Clodius* avec l'orthographe plébéienne pour seul changement. Cicéron (1) lui reproche cette usurpation de nom, mais rien ni personne ne s'y opposa. Tibère avant son avènement à l'empire, avait été adopté testamentairement, ou, ce qui revient au même, institué héritier *sub conditione nominis ferendi*, par un nommé *Gallius*. Il devait donc dorénovant porter son nom ; or, il le fit pendant quelque temps, puis cessa de le faire sans qu'aucune sanction fût intervenue. De même l'empereur Galba, adopté par *Livia Ocella*. De tels exemples abondent, et viennent nous prouver une fois de plus que les règles du nom étaient dépourvues de toute sanction propre et efficace.

256. — Cette absence de sanction est si évidente et si certaine, qu'un auteur, M. Schneider, que nous avons déjà plusieurs fois cité, va jusqu'à nier l'existence de toute règle relative au changement de nom. Voici ce qu'il dit à ce propos : « D'ordinaire le changement du nom tout « entier, et par conséquent du *prænomen*, paraît n'être « lié à aucune formalité et avoir été entièrement permis « aux hommes libres sous l'empire, alors qu'au temps de « la république il ne semblait pas pouvoir seulement venir « à l'esprit (2). »

(1) *Pro domo*, 13.

(2) SCHNEIDER, *Beitr. zur Kenntniss. der rœm. Pers.-namen*, p. 26.

Cet auteur va évidemment trop loin. Il confond l'absence de sanction avec l'absence de règles, ou tout au moins conclut de l'une à l'autre, ce qui est inadmissible. Qu'en pratique le défaut de sanction mène à l'inobservation et à la désuétude de la règle, soit; l'histoire du nom romain sous l'empire est là pour le prouver. Mais il n'en résulte pas que la règle ne consiste que dans la sanction. Quant aux faits mêmes allégués par M. Schneider, savoir, la liberté du changement de nom accordée sous l'empire aux hommes libres, et en quelque sorte l'ignorance de la possibilité d'un tel changement sous la république, le premier n'est vrai ou au moins légal qu'à partir de la constitution de Dioclétien et Maximien insérée au Code de Justinien (1); tous deux d'ailleurs ne prouvent qu'une chose, c'est que sous la république les règles du nom étaient trop bien observées pour qu'on songeât à y déroger, et que sous l'empire elles ne l'étaient plus. Ces faits nous paraissent donc plutôt fournir une preuve de l'existence de ces règles qu'une preuve de leur inexistence.

257. — Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des questions juridiques relatives au nom des personnes à Rome à la fin de la République et au commencement de l'Empire. C'est à cette époque, en effet, que les règles du nom, arrivées à leur entier développement, étaient observées dans toute leur rigueur. Il ne nous reste plus qu'à en faire le rapide résumé et une courte critique, et à y ajouter un examen succinct de leur déchéance et des causes qui l'amenèrent.

---

(1) C., L. IX, T. XXV *De mut. nom.*, l. *unic.*

CHAPITRE IX

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

258. — Nous croyons pouvoir résumer comme il suit l'historique du nom romain jusqu'au complet développement des règles qui le régissent.

Les Romains trouvèrent tout formé, chez les peuples latins dont ils sont issus, le système de la multiplicité des noms, et les premiers d'entre eux, c'est-à-dire les patriciens, portaient officiellement le double nom composé du *prænomen* et du *nomen gentilitium*. Par suite de la répartition des plébéiens en *gentes* plébéiennes et des clients dans celles de leurs patrons par la constitution de Servius Tullius, le double nom cessa d'offrir aux patriciens une marque extérieure de leur dignité, et ceux-ci pour y suppléer inaugurèrent l'usage de choisir leurs *prænomina* dans une liste très limitée et variable suivant les *gentes*. Mais au fur et à mesure que les plébéiens conquirent l'*optimum jus civitatis*, l'exemple des patriciens relativement au choix des *prænomina* fut suivi par eux, tant et si bien

que la restriction de la liste devint générale à tous les citoyens romains. Avant même que les choses n'en fussent arrivées là, les patriciens, selon toute vraisemblance, et peut-être aussi les membres de l'aristocratie plébéienne, cherchèrent à se distinguer du *profanum vulgus* par le port du *cognomen;* mais il en fut de lui comme du reste : l'usage de ce troisième nom devint général; toutefois, son caractère légal de partie intégrante du nom officiel ne reçut au plus tôt sa confirmation définitive, autant du moins que les monuments qui nous sont parvenus nous permettent de l'établir, qu'en vertu de la *lex Julia repetundarum*, c'est-à-dire dans la première moitié du VII^e^ siècle de Rome. Quant à l'indication de l'ayant-puissance (père, mari ou patron, suivant le cas) et à celui de la tribu territoriale, elles remontent la première à la nuit des temps, la seconde à l'établissement de cette sorte de circonscriptions administratives, c'est-à-dire au V^e^ siècle de Rome au plus tard; elles ont donc précédé l'entrée du *cognomen* dans la langue officielle.

259. — Le nom complet du citoyen romain, arrivé à son entier développement dès le VII^e^ siècle, se compose donc de cinq éléments énoncés dans l'ordre suivant : 1° *prænomen;* 2° *nomen gentilitium;* 3° indication de l'ayant-puissance; 4° indication de la tribu; 5° *cognomen*. Le *prænomen* est acquis légalement à l'individu au jour où il prend rang parmi les citoyens actifs, c'est-à-dire à la prise de la toge virile pour les citoyens nés, au jour de la *manumissio legitima* pour l'esclave affranchi ou de la collation du droit de cité pour l'étranger naturalisé. Le *nomen gentilitium* appartient à tout membre de la *gens* dès le premier instant où il en fait partie à un titre quelconque. Le *cognomen* est donné à l'enfant né citoyen au

dies lustricus; l'esclave affranchi et l'étranger naturalisé gardent comme *cognomen* leur ancien nom d'esclave ou d'étranger. Il y a lieu à transmission totale ou partielle du nom en cas d'adoption sous ses différentes formes, d'institution d'héritier *sub conditione nominis ferendi* et d'acceptation de cette libéralité par l'héritier ainsi institué, de *manus*, d'affranchissement, et de collation particulière à un étranger du droit de cité romaine. La perte totale du nom est entraînée par la *maxima capitis deminutio*, et la perte partielle par la *media capitis deminutio*. Enfin, le citoyen romain peut voir son nom allongé par l'addition de *cognomina* d'honneur ou de titres honorifiques à lui décernés par le peuple, le Sénat ou l'armée. Le tout est soumis à l'autorité publique, s'exerçant sous diverses formes, directement ou par l'intermédiaire de divers magistrats, qui seule est compétente pour imposer certaines dérogations aux règles et pour décerner les dénominations honorifiques, et dont la sanction est nécessaire pour tous les changements et transmissions de nom.

260. — Tel est en quelques mots l'état juridique du nom légal romain à la fin de la république et au commencement de l'empire, c'est-à-dire au moment où les diverses règles qui le gouvernaient étaient arrivées à leur apogée. Etant donnée l'organisation de la *gens* et de la famille agnatique à Rome, on est frappé de la grande connexité qu'il y a entre cette organisation et le système du nom romain. S'il avait toujours été appliqué conformément à la logique qui en caractérise l'esprit, il eût été parfait. Nous voyons d'abord le *prænomen* servir de désignation spéciale de l'individu, et nous présenter cet individu comme citoyen romain. Le *nomen gentilitium* nous apprend ensuite à quelle *gens* il appartient. L'indication

du père, du mari ou du patron nous renseigne sur son état civil. Celle de la tribu montre sa position administrative. Enfin, le *cognomen* héréditaire nous indique à quelle famille agnatique ou à quelle branche de cette famille il appartient dans sa *gens*, tandis que le *cognomen* propre vient nous apporter un supplément de désignation individuelle dont la juxtaposition avec celle fournie par le *prænomen* ne saurait laisser subsister le moindre doute sur l'identité de la personne en question.

261.— Voilà la théorie, et l'on n'y peut, croyons-nous, trouver rien à reprendre. Mais en pratique il est loin d'en être de même.

Et en effet, grâce à la ridicule limitation de la liste des *prænomina*, qui est un fait accompli dès le v^e^ siècle de Rome, cet élément du nom, jadis nom personnel unique, ne devient plus que la marque du droit de cité romaine et perd son caractère de désignation individuelle ; il était dès lors inutile, car la qualité de citoyen romain est encore indiquée dans le nom par le *nomen gentilitium*, preuve que la personne appartient à une *gens* romaine, et par l'indication de la tribu dans laquelle elle est inscrite.

262. — Il n'en fallait pas plus pour fausser tout le système et lui faire perdre tous ses avantages. En effet, nous venons d'abord de voir que le *prænomen* ne donne plus aucun renseignement utile sur celui qui le porte. Le père ou le patron étant désignés dans le nom du fils ou de l'affranchi le plus souvent par leur seul *prænomen*, ne le sont pour ainsi dire pas. De plus, le *cognomen* n'est pas adopté par toutes les *gentes*; il est tantôt héréditaire, et alors il ne sert à rien comme désignation individuelle ;

tantôt personnel, alors il ne donne aucun renseignement sur la position et sur l'état civil de celui qui le porte. Enfin, l'excès dans l'application du principe d'hérédité porte souvent et même le plus souvent les pères à donner à leurs fils leurs propres *prænomen* et *cognomen*, ce qui met le comble à l'incertitude. Il résulte donc de la limitation de la liste des *prænomina* usuels que le système du nom romain, qui devrait jeter tant de clarté sur les personnes et sur leur position sociale, conduit à d'inextricables confusions, et que bien des noms sont autant d'énigmes, lorsque le contexte et autres renseignements extrinsèques ne viennent pas à l'aide du lecteur. Aussi, voit-on chez les auteurs modernes, et plus volontiers peut-être chez ceux d'outre-Rhin, des centaines de controverses sur la question de savoir si un tel dont parle tel auteur ancien est le même personnage que celui dont il est question dans telle inscription, ou s'il est le fils de celui-ci, ou réciproquement, etc. Une plus grande variété dans les *prænomina*, et toutes ces obscurités eussent été évitées.

263. — Un deuxième défaut du système de nom romain est dans l'absence d'un signe caractéristique distinguant les *cognomina* héréditaires des *cognomina* personnels; mais c'est bien le moindre de tous. Les premiers sont, en effet, généralement connus, au moins ceux des grandes familles, et ils sont les plus importants au point de vue de l'histoire. Il n'offre guère d'inconvénients que lorsque l'on a affaire à un personnage peu connu, d'une famille d'ailleurs obscure, et ne portant qu'un seul *cognomen*. Lors, en effet, qu'un nom comporte deux *cognomina*, et que le second n'est ni une dénomination honorifique ni un *cognomen* indicatif d'adoption, il est infiniment probable que le premier est un *cognomen* héréditaire, et le second

un *cognomen* personnel; il est rare, en effet, qu'une famille ait deux *cognomina* héréditaires.

264. — Enfin, le troisième défaut du nom officiel romain est sa longueur. Il en résulte que la manière de nommer usitée dans le langage courant n'est pas conforme à la manière de nommer légale. Voici les remarques que fait à ce sujet M. Mommsen (1) : « Le langage usuel *(Sprachge-*
« *brauch)* des derniers temps de la république en usa
« avec les noms, dont l'énumération complète n'appartient
« jamais qu'au style des actes et non aux relations ordi-
« naires, d'une manière caractéristique. La désignation
« par un nom unique, en général, a quelque chose de non
« officiel : le *cognomen* seul appartient au langage amical,
« le *prænomen* seul, au langage familier, spécialement
« des inférieurs domestiques et des clients. Le nom de
« *gens* seul, du moins pour les personnes qui possèdent un
« *cognomen* et s'en servent, n'est pas employé fréquem-
« ment; il est, au contraire, presque exclusivement
« employé pour les dérivés, on dit : *via Æmilia, forum*
« *Cornelii*, *lex Valeria;* de même dans les dérivés pour
« cause d'adoption *Æmilianus*, *Servilianus*. La dési-
« gnation usuelle et régulière comporte au moins deux
« noms, et toujours le prénom, mais réuni soit au nom de
« *gens*, soit au surnom; la désignation par le nom de *gens*
« et le *cognomen* avec omission du prénom est, il est
« vrai, déjà habituelle à Tite-Live et à Valère-Maxime,
« mais pas encore aux écrivains de l'époque républi-
« caine. » De là de grandes inexactitudes dans le langage des modernes qui, habitués par les auteurs littéraires à ne désigner certains personnages que par quelques-uns des

(1) *Rœm. Forsch.*, t. I, p. 23.

éléments de leur nom, finissent par se faire une idée très fausse de la nature de ces éléments; c'est ainsi que pour la plupart de ceux qui ont entendu nommer et nomment eux-mêmes *Jules César* le vaiqueur de Vercingétorix, *Jules* est son prénom, et *César*, son nom de famille, ce qui est une monstruosité. De là aussi des différences entre le langage des auteurs littéraires et même juridiques, et la nomenclature des documents officiels, d'où résultent, chez les auteurs modernes, des controverses analogues à celles occasionnées par les similitudes des *prænomina*, au sujet de l'identité ou de la non-identité des personnes désignées.

265. — Quoi qu'il en soit, et tel qu'il est, le système du nom romain tomba sous l'Empire en pleine désuétude, à tel point qu'il n'en restait tout au plus que le souvenir lorsque l'Etat romain lui-même succomba. La première cause en est, à notre avis, dans la multiplicité toujours plus grande des adoptions testamentaires, réduites elles-mêmes à n'être plus que de simples institutions d'héritiers *sub conditione nominis ferendi*. La seconde cause se trouve dans la désorganisation et la désuétude de la *gens* et de l'agnation. Par l'une, il se produisit un accroissement démesuré des éléments du nom et surtout des *cognomina;* par l'autre, la notion exacte de la nature et du rôle de chacun de ces éléments s'effaça en même temps que celle des institutions juridiques auxquelles ils correspondaient. Il en résulta qu'on rangea indifféremment parmi les *cognomina* des *prænomina* et des *nomina gentilitia*, tous pêle-mêle. Ensuite, on en vint à l'idée que les personnages importants doivent avoir des noms à n'en plus finir. Puis, ceux qui n'étaient pas satisfaits de leur nom, s'en faisaient donner un autre, quand ils n'osaient pas le pren-

dre de leur propre autorité. Bref, le Bas-Empire ne nous offre plus en fait de noms que l'image parfaite du chaos.

266. — Quant aux dénominations honorifiques, ce fut pire encore. Les empereurs s'arrogèrent le droit de conférer à qui bon leur sembla la dignité de patricien, et le choix indigne de ceux à qui fut conféré cette faveur porta le coup de grâce à cette antique aristocratie romaine. Il en fut de même pour l'ordre équestre. Les empereurs inventèrent aussi de donner à leurs favoris des magistratures honoraires, donnant droit aux honneurs et aux insignes sans les fonctions. Puis des titres nouveaux furent créés sous le Bas-Empire, tels que ceux de *dux*, de *comes*, de *clariores*, de *nobiliores*, de *clarissimi*, etc., etc. Enfin, lorsque les empereurs ne furent plus que des pantins aux mains des courtisans les plus hardis, l'anarchie s'en mêla; chacun prit le titre qu'il voulait ou qu'il pouvait, et là encore, nous trouvons le chaos. C'est ainsi qu'on voit des barbares se parer de toutes les dignités romaines possibles sans même s'être donné la peine de romaniser d'abord leur nom.

267. — Comme conclusion à cette partie de notre étude du nom, nous dirons que le système du nom romain était fondé sur la plus stricte logique et eût été réellement parfait sans les quelques défauts d'application que nous avons signalés. Quant à la confusion absolue qui y succéda sous l'Empire, il faut l'attribuer non au système lui-même, mais au défaut de sanction destinée à en réprimer la non-observation, et à l'anarchie qui s'introduisit dans les sphères gouvernementales pour se répandre de là dans la grande masse de la nation romaine. Nous trouvons là un exemple

d'application de ce grand principe politique et social, que les meilleures lois sont impuissantes et tombent d'elles-mêmes lorsqu'il n'y a pas à la tête de l'Etat un pouvoir fixe, immuable dans son principe, respecté de tous, placé au-dessus et à l'abri des caprices de la foule, et dont l'autorité est assez sage pour obéir elle-même aux lois et assez forte pour y soumettre les autres.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT FRANÇAIS

DEUXIÈME PARTIE

DROIT FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU NOM FRANÇAIS

268. — Le système de nom usité de nos jours en France offre une certaine analogie avec celui que nous avons vu pratiqué dans l'ancienne Rome. Mais il repose sur des principes qui présentent, soit au point de vue de leur origine, soit au point de vue de leur esprit général, un caractère parfois profondément disparate et contradictoire. Aussi, avant d'aborder l'étude des règles malheureusement mal définies et parfois peu claires qui gouvernent actuellement le nom français, nous croyons devoir consacrer ce chapitre tout entier à l'examen des divers éléments historiques et

ethnologiques dont les combinaisons et les transformations successives ont abouti à la formation du système que nous voyons pratiqué de nos jours.

269. — Depuis l'obscure et mystérieuse époque gauloise jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle de l'ère chrétienne, c'est-à-dire jusqu'à l'établissement du droit français actuel, bien des révolutions de toute nature ont modifié profondément les institutions, la nationalité, la race même, des habitants de notre pays. Aussi le système de dénominations en vigueur parmi eux a-t-il subi de nombreuses et profondes transformations, quelques-unes rapides et violentes comme les événements, la plupart lentes et insensibles suivant la loi normale du progrès. Ce long espace de temps peut être divisé en deux grandes périodes, séparées par une transition si longue elle-même et si insensible, qu'il serait vraiment difficile de déterminer entre elles une ligne de démarcation. La première période, que nous appellerons période de *formation*, s'étend depuis la nuit des temps jusque fort avant dans l'histoire de la Monarchie française ; elle comprend tous les événements qui ont abouti à la formation de la nation française et de ses institutions juridiques coutumières ; c'est pendant cette époque que le système du nom est arrivé à son presque entier développement. La deuxième période, que nous nommerons la période d'achèvement, est particulièrement celle du passage du système du nom français de l'état de *fait* à l'état de *droit*. Elle aboutit à la réglementation du nom que le droit actuel a reproduite sans guère la modifier, et elle n'est séparée du droit actuel lui-même que par la courte période où la tourmente révolutionnaire bouleversa comme tant d'autres l'institution juridique du nom pour y substituer des principes nouveaux, desquels en

pratique le chaos seul pouvait résulter. Mais, nous le répétons, il n'y a pas entre ces deux périodes une limite nettement tranchée, et c'est par une transition lente et pour ainsi dire insensible que ce qui n'était qu'un état de fait devint un état de droit.

I. Période de formation.

270. — On ne saurait découvrir l'origine des noms français, pas plus que celle de la nation française elle-même, ailleurs que dans la fusion des habitants primitifs de la Gaule avec les peuples envahisseurs qui s'établirent successivement dans notre pays, c'est-à-dire les Romains d'abord, et les Francs et autres Germains ensuite. Il convient donc de rechercher quels étaient, dans leur pureté primitive, les systèmes de noms usités chez ces différents peuples et quelles modifications ils subirent soit par leur influence réciproque et en se combinant les uns avec les autres, soit sous l'empire des principes chrétiens en cette matière. La première partie de cette étude ayant été consacrée au nom romain, nous n'aurons à nous occuper ici que des noms gaulois, gallo-romains et francs, en nous astreignant à suivre le mieux possible l'ordre chronologique.

271. — Du système de nom gaulois, tout se résume en ceci : on n'en *sait* rien. César est à peu près le seul auteur ancien où l'on puisse trouver des renseignements importants sur les mœurs, l'histoire et les institutions de notre pays avant l'invasion romaine ; mais César, bien que con-

naissant le droit, n'est pas un jurisconsulte, et ce qu'il dit doit n'être accepté que sous toutes réserves, lorsqu'il apprécie les institutions juridiques des peuples étrangers à Rome : suivant une très juste observation que nous nous plaisons à répéter ici, son autorité en cette matière n'est guère supérieure à celle de nos officiers de marine en ce qui concerne le droit des peuplades chez lesquelles leurs expéditions les amènent. De plus, si l'impartialité est la vertu fondamentale de l'historien en général, on sait qu'elle est loin d'être celle de César en particulier ; de ce chef encore, les allégations du premier conquérant de notre pays sont sujettes à caution. Ces réserves faites, si l'on coordonne, d'une part, les indications que César nous fournit, et si, d'autre part, de la communauté de race on conclut avec Salverte (1) à la similitude des institutions entre les Gaulois et les Celtes et notamment les Calédoniens, on en induira que les Gaulois pratiquaient en fait le système de l'unité de nom, mais que le nom n'était chez eux l'objet d'aucune réglementation juridique, autant du moins que l'incertitude et l'obscurité qui planent sur cette époque nous permettent de l'affirmer. Il résulte de là que, suivant toute vraisemblance, les noms des Gaulois étaient purement individuels et avaient tous une signification quelconque mais tendant à déterminer la personne. Poursuivant son parallèle entre Gaulois et Calédoniens et s'appuyant sur ce qui a été plus au moins fidèlement recueilli et traduit des poèmes d'Ossian, Salverte avance que « l'imposition d'un « nom distinctif avait lieu communément à l'époque où, « sorti de la classe des enfants, le nouveau membre de la « tribu entrait dans les rangs des guerriers ». Cela peut être vrai ; en ce cas, il serait intéressant de comparer cette

(1) *Essai sur les noms*, t. I, p. 118 et suiv.

coutume avec celle d'après laquelle le jeune Romain ne recevait son *prænomen* légal et définitif que le jour où il prenait la toge virile.

272. — Pour nous en tenir aux faits positifs, il est certain que tous les Gaulois que l'histoire désigne ne portent jamais qu'un seul nom, et l'on peut en conclure que vraisemblablement le système de l'unité de nom était pratiqué universellement dans les quatre ou cinq cents petits états qui composaient la Gaule.

273. — Ces noms gaulois sont-ils de véritables noms de personnes, ou sont-ils seulement les désignations des fonctions dont les hommes qui les portent étaient investis? Dans bien des cas cela est douteux. C'est ainsi que *Brennus*, qui passe pour le *nom* du vainqueur de Rome, est généralement considéré comme la romanisation du mot celtique *brenn*, dans lequel plusieurs érudits voient un nom commun signifiant *roi* ou *chef d'armée;* dans cette acception, les historiens devraient *traduire* ce mot quand ils l'emploient, et non le *reproduire* comme on fait d'un nom propre. De même, dans *Vercingetorix*, certains savants veulent trouver la maladroite fusion en un seul terme de deux ou trois mots celtiques dont la juxtaposition signifierait *dictateur militaire suprême*. Mais, encore une fois, on ne saurait voir là que des hypothèses plus ou moins vraisemblables et plus ou moins justifiées.

274. — Lorsqu'à la suite des conquêtes de César les Gaulois furent devenus les sujets de Rome, les mœurs, le langage et les institutions du vainqueur supplantèrent peu à peu complètement les mœurs, le langage et les institutions originaires des vaincus. Il en fut de même pour

le nom, et il n'est pas douteux que ceux des Gaulois admis à la cité romaine, avant la généralisation de ce droit à tous les sujets de l'Empire par Caracalla, n'aient suivi le droit commun à tous les étrangers naturalisés romains, tel que nous l'avons exposé dans la première partie de cette étude. Quand, par l'effet de la célèbre constitution de Caracalla, tous les habitants de la Gaule devinrent citoyens romains, il n'est pas douteux non plus qu'ils n'aient cessé de porter le nom unique pour pratiquer le système de la multiplicité des noms, tel que l'établissaient les règles du nom romain. La forme même du nom gaulois avait depuis longtemps été plus ou moins romanisée ; et, dès avant Caracalla, on trouve des *Vindex*, des *Civilis*, des *Sabinus*, noms purement romains qui font un violent contraste avec ceux à tournure purement celtique que portaient les Gaulois d'avant la conquête. Il faut toutefois remarquer que les règles du nom romain n'existant plus qu'à l'état de souvenir, tant elles étaient peu observées par les Romains d'origine eux-mêmes, et cela à une époque voisine de la fin de la dynastie Flavienne, les noms gallo-romains du Bas-Empire offrent le même chaos et la même irrégularité que tous les noms romains en général. Les seules règles qui subsistent, si l'on peut encore employer cette expression, sont celles de la multiplicité des noms et de l'emploi, pour les composer, de termes ayant une forme exclusivement latine. Nous pouvons citer comme exemples les noms de l'Arverne *Flavius Cœcilius Maximus Eparchius Avitus* (1), qui devint empereur en 455 après Jésus-Christ; de *C. Sollius Sidonius Apollinaris*, autre Arverne, gendre du précédent, évêque de Clermont et célèbre sous le nom de Sidoine Apolli-

(1) TARDIEU, *Dict. biogr. du Puy-de-Dôme*, p. 11.

naire: de *Sex. Alcimus Ecdicius Avitus*, neveu de l'empereur Avitus, archevêque de Vienne, et plus connu sous le nom de saint Avit; enfin, d'un quatrième Arverne, *Georgius Florentius Gregorius*, connu dans l'histoire sous le nom de Grégoire de Tours.

275.— Mais dès l'époque où vivaient ces personnages, es Barbares, Francs, Burgondes et Wisigoths, étaient établis en Gaule, et il est bon sans doute d'examiner sommairement quels genres de noms étaient en usage parmi eux. Tous pratiquaient le système de l'unité de nom; cela ressort clairement de l'unanimité des exemples qui nous ont été donnés par les historiens de cette époque. Le Franc, pour nous en tenir à celui de ces peuples qui resta seul dans notre pays et lui donna son nom, portait un seul nom, et tous les noms francs qui nous sont parvenus ont une signfication que la connaissance de la langue allemande moderne permet souvent de reconstituer avec une grande vraisemblance sinon avec certitude. La Roque (1) nous en donne une courte énumération que nous croyons bon de reproduire ici :

LEÇON MODERNE	ALLEMAND MODERNE	ALLEMAND ANCIEN (PROBABLE)	SIGNIFICATION
Clovis ou *Louis*	*Ludwig*	*Chludwich*	homme d'excellente valeur
Pharamond	*Pharamund*	*Waramund*	homme véritable

(1) *Traité de l'origine des noms,* p. 38-39 (Paris, Michallet, 1681).

LEÇON MODERNE	ALLEMAND MODERNE	ALLEMAND ANCIEN (PROBABLE)	SIGNIFICATION
Charles	*Karl*	*Karl*	magnanime
Dagobert	*Dagobert*	*Degenbricht*	fort à l'épée
Chilpéric	*Schilperik*	*Hilfreich*	riche en secours
Henri	*Heinrich*	*Heudenreich*	vaillant
Childebert	*Schildebert*	*Heldenbricht*	brillant champion
Frédéric	*Friedrich*	*Friedreich*	riche en paix
Marcomire	*Markomir*	*Markmeier*	gouverneur de pays

Bien d'autres noms pourraient être ajoutés à cette liste, tels que *Mérovée*, qui dans sa teneur primitive aurait été *Meerweich*, d'où la légende d'après laquelle le troisième roi des Francs aurait eu pour père un monstre marin, et rapportée par Frédégaire. Le nom de cet historien lui-même, en latin *Fredegarius*, a vraisemblablement dû être *Friediger* dans sa forme originaire et aurait alors signifié *pacifique*. Ce qui rend dificile cette reconstitution des noms francs, c'est que les historiens de cette époque n'écrivant qu'en latin, les citent après les avoir préalablement latinisés, c'est-à-dire estropiés et défigurés. Quoi qu'il en soit, on peut tenir pour certain que les Francs portaient le nom unique et que le nom de chaque individu

était librement choisi et avait une signification caractéristique,exprimant le plus souvent la qualité que l'on désirait voir briller chez celui qui le portait. Par qui, à quel moment et de quelle manière était-il donné à celui qui devait ensuite le porter sa vie durant? C'est ce qu'il est malaisé de déterminer faute de renseignements dignes de foi. Peut-être la collation du nom était-elle chez les Francs comme chez d'autres peuples de mœurs primitives l'objet d'une cérémonie quelconque, peut-être aussi n'avait-elle lieu officiellement que lorsque le jeune Franc était admis au nombre des guerriers. En tous cas on ne saurait formuler à ce sujet que des conjectures.

276.— On sait que lorsque l'Empire romain eut complètement disparu de la scène du monde pour laisser la place aux différents royaumes fondés par les peuples Barbares établis sur les débris de son territoire, les nouveaux conquérants n'imposèrent aux indigènes des pays conquis ni leur nationalité, ni leurs lois, ni leurs mœurs, ni même peut-être leur langage. C'était l'application du principe de la personnalité des lois dans toute sa pureté. Mais il était impossible que deux peuples vécussent ainsi côte à côte, porte à porte, sur le même territoire, dans les mêmes villes, presque dans les mêmes maisons, sans se mêler intimement d'une façon plus ou moins rapide, surtout lorsque l'un d'eux était formé des descendants de ces Gaulois qui avaient si facilement accepté le langage, les mœurs, les lois et la nationalité de Rome. Et c'est en effet ce qui arriva au cours des années, et de cette fusion des Francs et des Gallo-Romains sortit la nation française. De là, en revanche, la diversité des législations, car si d'une part, les coutumes germaniques eurent le dessus dans les provinces septentrionales de la France, où l'élé-

ment franc devait être le plus nombreux, d'autre part, le droit romain subsista dans toutes les provinces méridionales où la population gallo-romaine devait l'emporter. De là aussi, la langue d'oil et la langue d'oc, et les nombreux dialectes qui existent encore aujourd'hui sous le nom de patois; tous sont du latin germanisé ou du germain latinisé, et ne diffèrent guère, en somme, que par la proportion dans laquelle les deux éléments, latin et germain, entrent dans leur composition.

277. — Pour le nom, au contraire, partout le nom d'origine germanique finit par être adopté, ou au moins l'on revint au système de l'unité de nom, tel qu'il était pratiqué par les Francs. Non seulement les Gallo-Romains finirent par donner à leurs enfants des noms francs, mais on en vit même germaniser leur propre nom en prenant dans leurs noms romains celui sous lequel ils étaient le plus habituellement dénommés dans le langage courant et en le traduisant en langue franque; c'est ainsi que le même individu, gallo-romain, désigné à un moment donné sous le nom de *Lupus*, se retrouve plus tard nommé *Romwulf* (1). Sous ce rapport la prépondérance germanique est évidente, et dès la fin du VII^e^ siècle de notre ère, on peut dire que le nom romain n'est plus qu'un souvenir.

278. — Nous avons jusqu'à présent montré le concours de l'élément romain et de l'élément germain dans la formation du nom en France. Il convient maintenant de con-

(1) M. BERTHÉLEMY, à son cours (*De la condition des personnes, Hist. int. du Dr. civ. Français*, Faculté de Droit de Lyon, année 1885-1886).

sacrer quelques lignes à l'élément chrétien, qui n'en est pas le facteur le moins important. Le baptême n'était primitivement conféré qu'aux adultes, et encore à ceux-là seulement qui étaient suffisamment instruits des vérités de la religion et avaient maintes fois manifesté la volonté ferme et constante de l'embrasser. De plus, par mesure de précaution et pour éviter autant que possible qu'il s'introduisît des traîtres dans son sein, l'Eglise exigea, à l'époque des persécutions, que le néophyte fût présenté au baptême par une personne qui répondît de sa sincérité, et cette personne fut le parrain ou la marraine, suivant son sexe. A cette époque primitive, il ne se faisait pas de changement du nom du baptisé au moment du baptême. Lorsque le christianisme triompha de ses persécuteurs grâce à la conversion de Constantin, le parrainage cessa d'être un besoin, mais subsista dans la liturgie comme formalité de la collation du sacrement du baptême et en souvenir des premiers temps, ainsi du reste que bien d'autres détails du rite catholique. En même temps, on commença à conférer le baptème aux jeunes enfants dans la crainte de les voir surpris par la mort avant qu'ils n'aient pu recevoir ce sacrement, et alors les parrains et marraines furent vis-à-vis de l'Eglise garants de la future instruction religieuse des enfants baptisés en bas-âge. Dès lors s'établit entre parrain et filleul une sorte de lien spirituel de paternité et de filiation, qui allait et va toujours jusqu'à créer aux yeux de l'Eglise un empêchement au mariage. Mais il n'y avait encore aucune connexité entre le baptême et l'imposition du nom; les deux choses étaient séparées, puisque le baptême n'était conféré qu'à Pâques et à la Pentecôte, et que l'imposition du nom se faisait en général peu de jours après la naissance.

Mais lorsque d'une part l'Eglise exprima le désir de voir

ses nouveaux membres porter des noms puisés dans ses fastes et consacrés par elle, et que d'autre part le baptême put être conféré aux enfants à toute époque de l'année, alors apparut, en fait d'abord, puis en droit, la coïncidence du baptême avec l'imposition du nom ; tant que que celle-ci finit par devenir partie intégrante de celui-là. Quant au choix du nom, l'Eglise désira de bonne heure qu'il se portât sur le nom d'un chrétien connu, et le parrain, père spirituel du néophyte, était l'homme tout indiqué qui devait lui transmettre son nom. Puis, lorsque la liste des Saints et des Martyrs fut d'une longueur suffisante, l'Eglise vit avec plaisir ses jeunes adeptes recevoir le nom de l'un d'eux, renouvelant ainsi spirituellement entre le Saint et son jeune homonyme les liens du patronat et de la clientèle. Enfin ce qui n'était qu'un vœu de la piété fut transformé en précepte par le pape saint Grégoire le Grand, qui, au VI^e^ siècle, ordonna dans son Sacramentaire que toute personne admise au baptême dût recevoir un nom de saint et n'en point porter d'autre. Les exemples de l'histoire nous montrent que ce précepte ne put qu'au bout de longs siècles triompher des coutumes de chaque peuple, et fut tout d'abord généralement fort peu observé. « Qu'on en juge, » dit Salverte (1), par les noms des rois de Lombardie, « des rois d'Espagne, des empereurs d'Allemagne et des « rois de France, au X^e^ siècle et même au XI^e^ : on ne con- « naissait guère alors de saint Hugues, de saint Robert, et « encore moins de saint Charles ; saint Henri n'est pas mort « plus de vingt ans avant le premier roi de France qui « ait porté ce nom ; et saint Louis évêque est moins ancien « que le roi saint Louis. »

(1) *Essai sur les noms*, t. I, p. 215.

279.—Il ne saurait évidemment, dans cette tentative de réglementation chrétienne du nom, être question que du nom individuel, *prænomen* ou *cognomen* chez les Romains, nom unique chez les Barbares. Quant aux saints, ils étaient canonisés, Romains, sous tous leurs noms mais généralement désignés sous le nom qu'ils portaient seul dans le langage courant, non Romains, sous leur nom unique, quelquefois, dans les deux cas, sous leur surnom. Les noms de familles ou de *gentes* étaient reconnus et laissés intacts par les lois de l'Eglise.

280. — En résumé, d'après la loi chrétienne, le nom est donné au néophyte, lors de son baptême, par ses parrains et marraines, et pris parmi le nom des Saints et Saintes dûment canonisés et portés sur la liste officielle. En fait, et le plus souvent, les parrain et marraine donnent à leur filleul leurs propres noms ou l'un d'eux comme nom individuel.

281. — Quelle fut dans l'Etat gallo-franc l'influence de cette nouvelle réglementation du nom? Décisive au point de vue du moment et du mode d'imposition du nom, nulle au point de vue de son choix. On sait, en effet, que pendant très longtemps on continua de porter des noms absolument étrangers à la liste des Saints, et si l'on arriva peu à peu et très tard à se conformer à peu près au précepte de l'Eglise, on est en droit de se demander si ce n'est pas par suite de la canonisation de personnages portant les noms les plus usités, plutôt que par abandon des noms irréguliers, si, en d'autres termes, la règle ne s'est pas plutôt pliée aux habitudes que celles-ci à la règle. De même, la règle aurait dû, la plupart du temps, rendre un changement de nom nécessaire aux païens adultes qui se convertissaient et

recevaient le baptême. Or, si nous en croyons Dadin de Hauteserre (1), rapporté par La Roque (2) : « *Adulti in* « *Baptismo* PLERUMQUE *nomen mutabant, et nomen* « *sanctorum eis imponebatur.* » Ce texte nous prouve *a contrario* qu'il y avait des cas où il n'en était rien, et il est permis, en se référant aux exemples de Clovis, de Witikind et de Rollon, de croire qu'ils étaient, sinon les plus nombreux, au moins les plus illustrés.

Quoi qu'il en soit, le Christianisme ne changea en rien au fond des choses, et le système de l'unité de nom demeura le seul pratiqué par les Français des premiers siècles de la Monarchie.

282. — Toutefois, on constate de très bonne heure dans l'histoire l'apparition de surnoms ou sobriquets. Dès la fin du VI^e^ siècle, on voit un leude de Sigebert, roi d'Austrasie, nommé *Gontran Boson*, prendre une part active aux événements qui résultèrent de la rivalité bien connue de Frédégonde et de Brunehaut. Plus tard, au VII^e^ siècle, on trouve *Pépin* dit *le Vieux*, ou *de Herstal*, du nom de sa résidence habituelle, maire du palais d'Austrasie sous Clotaire II et ses successeurs Dagobert et Sigebert, et son fils et successeur médiat *Charles*, surnommé *Martel*. Sous la dynastie Carolingienne, ces sortes de surnoms personnels deviennent presque la règle. Parmi les rois de France de cette dynastie, Louis III et Carloman, rois conjointement de 879 à 883 et 884, et Lothaire, qui régna de 955 à 986, sont les seuls à n'en point porter. Parmi les autres personnages marquants de cette époque, on trouve *Robert le Fort*, comte de Paris en 861, *Hugues le Grand*

(1) *Not. in Greg. Tur.*, L. V, p. 201.

(2) *Traité de l'origine des noms*, p. 44 et 45.

ou *le Blanc*, duc de France et comte de Paris en 923, *Hugues Capet*, duc de France en 956 et roi en 987, *Thibaut le Tricheur*, comte de Chartres en 945, *Guillaume Tête d'Étoupes* et *Guillaume Bras de Fer*, ducs d'Aquitaine en 942 et 956, *Guillaume Longue-Épée*, duc de Normandie en 927, etc. On peut dire que dès le x^e^ siècle, les Français portent un nom qui leur est régulièrement donné au baptême, auquel vient se joindre par la suite un sobriquet plus ou moins caractéristique destiné à distinguer chacun d'eux de ses homonymes. Mais on ne voit rien là d'héréditaire, ni même de fixe et d'absolu ; et bien que cette habitude de nommer les gens par leurs nom et surnom soit le premier pas fait pour passer du système de l'unité de nom à celui de la multiplicité des noms, c'est à la Féodalité qu'il appartenait de mener le système de noms français, par une progression plus que lente et absolument insensible, à l'état de choses qui fut enfin, bien tardivement et bien incomplètement, consacré définitivement par la loi.

283. — L'habitude de donner aux gens des surnoms paraît contemporaine de la Féodalité, c'est-à-dire de la fin du IX^e^ siècle ou du commencement du x^e^. A cette époque, en effet, il ne pouvait être que fort difficile de se reconnaître au milieu du grand nombre d'homonymes qu'entraîne forcément la pratique du système de l'unité du nom. De là ce besoin d'une désignation supplémentaire pouvant porter remède au défaut de précision du nom régulier. Aussi voit-on, dans les premiers temps qui suivirent, tous les individus, de quelque condition qu'ils soient, désignés par leur nom reçu au baptême et par leur surnom. Cette opinion est aussi celle de La Roque (1) : « Les surnoms »,

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 49.

dit-il, « enchérissent par dessus les noms propres pour le « discernement des familles. Ils ont commencé d'être en « usage sur la fin de la seconde race de nos Roys, lors- « que la Noblesse de France prit les surnoms de leurs « principaux Fiefs, ou qu'ils imposèrent leurs noms « à leurs Fiefs. » Et il ajoute, citant textuellement d'après Jean du Tillet, greffier du Parlement : « Que « les Nobles de France de l'an 987 et sur la fin de « la lignée des Carlovingiens, s'attribuèrent des surnoms « à cause de leurs Fiefs : que les Rustiques et les Serfs « qui n'étoient pas capables des Fiefs, les prirent du « ministère où ils s'employoient, des lieux, des metairies « qu'ils habitoient, et des métiers qu'ils exerçoient. » Même allégation se retrouve chez l'historiographe André du Chesne (1).

284. — Voilà donc déterminée la première phase du passage du système de l'unité de nom pratiqué par les premiers Français issus de la fusion des races franque et gallo-romaine, à celui de la multiplicité des noms usité à la fin de l'époque monarchique et repris de nos jours sauf les quelques modifications nécessitées par les changements survenus dans l'organisation sociale. Cette première phase peut se résumer en un mot : *Addition au nom personnel unique de surnoms individuels et non transmissibles, tirés de diverses circonstances, et destinés à empêcher la confusion entre homonymes.*

285. — La seconde phase est constituée par le *passage de l'individualité à l'hérédité de ceux de ces surnoms qui ont un caractère plus personnel que réel,* c'est-à-

(1) *Histoire de Montmorency*, ch. I. — *Ap.* La Roque.

dire de ceux dont le type se trouve surtout chez les nobles ou roturiers. Le résultat en fut la création des noms patronymiques ou de famille, qui sont ce que dans notre langage moderne nous appelons le *nom* tout court.

286. — Tous ces surnoms que nous avons vu apparaître au cours du x^e^ siècle sont absolument personnels ou réels, mais non héréditaires. Ceux de la noblesse étaient de deux sortes, les uns réels et attachés au fait de la possession du fief, tels les titres de *duc de France*, *comte de Paris*, *comte de Vermandois*, d'où les surnoms de Hugues *de France*, Herbert *de Vermandois*, etc.; les autres personnels et complètement indépendants de la noblesse de leur homme et du fait de la possession d'un fief; tels Hugues *le Blanc*, Guillaume *Bras de fer*, etc. Les surnoms des roturiers sont tous personnels, lors même qu'ils sont formés de l'addition d'un nom de lieu au nom personnel reçu au baptême; on sait, en effet, que les roturiers avaient souvent comme surnom le nom du lieu de leur naissance, ou de leur domicile présent ou passé; or, le fait d'être né à tel endroit ou d'avoir habité telle localité est un fait personnel et que rien ne peut changer; il doit donc en être de même du surnom qui en résulte. Quant au fait de *posséder* un fief, bien des choses peuvent y mettre fin, et faire cesser en même temps le port du surnom y relatif. Les uns comme les autres sont devenus héréditaires, aux termes de l'historiographe François Eudes de Mézeray, rapportés par La Roque (1), sur la fin du règne de Philippe-Auguste, c'est-à-dire au commencement du XII^e^ siècle.

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 51.

287. — Au premier abord il semble que le surnom réel tiré du fait de la possession d'un fief eût dû être devenu héréditaire en même temps que le fief lui-même, c'est-à-dire à une époque bien antérieure sinon bien déterminée.

Sans doute ; mais le fief venant à être perdu, son ancien possesseur ne peut continuer à en porter le titre. Il faut donc distinguer entre le surnom *personnel* que le noble tire de son fief au même titre que le roturier tire le sien du lieu de sa naissance ou de son domicile, et le surnom *réel*, qui indique que tel fief est entre les mains de tel homme qui le possède à titre de légitime seigneur et maître. Les surnoms de la première sorte sont devenus des *noms patronymiques* dans notre langage actuel, et ceux de la deuxième des *titres de noblesse* ou *noms de seigneurie*. Formons une espèce avec des noms de pure fantaisie. Un nommé *Jean* possède à titre de seigneur le fief de *Beaumont*. Avant l'invention des noms patronymiques, il s'appellera *Jean, sieur de Beaumont*, ou, si l'on veut, *Jean, chevalier, sieur de Beaumont*. Que son fief de Beaumont vienne pour une cause quelconque à passer à *Pierre, écuyer*, Jean ne sera plus que *Jean, chevalier*, et Pierre se nommera *Pierre, écuyer, sieur de Beaumont*. Supposons au contraire l'existence de noms patronymiques tirés du fief possédé, Jean s'appellera *Jean de Beaumont, chevalier, sieur de Beaumont ;* après la perte de son fief, il s'appellera seulement *Jean de Beaumont, chevalier ;* s'il en acquiert un autre, Châteauneuf par exemple, il s'appellera *Jean de Beaumont, chevalier, sieur de Châteauneuf*. Nous verrons plus loin (1) comment le *nom* dérivé d'un fief subsiste et se transmet héréditairement, lors même que ce fief n'appartient plus à la même

(1) V. *infra*, n° 313, p. 250-251.

famille, tandis que le *titre de noblesse* ou *nom de seigneurie*, que les anciens auteurs continuent à appeler *surnom*, ne peut être porté qu'autant que l'on est titulaire du fief auquel il est attaché ; de même, le premier est commun à *tous* les membres de la famille, le second est propre à celui-là *seul* à qui le fief est échu en apanage. Il faut donc à notre avis entendre ainsi ce que dit La Roque, au moyen de cette distinction entre le *nom* et le *titre* ou *surnom*. Voici du reste les termes mêmes de cet auteur : « Mézeray... dit... que les familles commencèrent à avoir « des noms fixes et héréditaires, *que les Seigneurs et « Gentils-hommes les prenoient le plus souvent des « Terres qu'ils possédoient.* » Evidemment, s'il avait voulu parler du *titre*, au lieu de « *le plus souvent* », il aurait dit « *toujours* », ce qui eût été vrai. Il s'agit donc là du *nom* et non du *titre*.

288. — Quant aux surnoms des roturiers, qu'ils dérivassent d'un nom de lieu (et alors ils étaient en tout point semblables à ceux des nobles dont nous venons de parler) ou de toute autre circonstance, il était naturel qu'ils devinssent héréditaires, comme tout d'ailleurs, à cette époque-là, où tout, jusqu'à la profession ou le métier, se transmettait de père en fils. Du reste, c'est là un fait, qu'il suffit de constater.

289. — Passage des surnoms de la personnalité à l'hérédité, telle fut la deuxième phase, d'où sortirent les noms dits *patronymiques*, par opposition aux noms reçus au baptême que les anciens auteurs continuent à appeler *noms propres*. Cette transformation est donc accomplie d'après les historiens au début du XIII^e^ siècle. Le nom d'un Français à cette époque se compose donc : 1° d'un nom propre

ou prénom; 2° d'un nom patronymique; 3° d'un ou plusieurs surnoms ou titres de noblesse relatant quels sont les fiefs qu'il possède comme seigneur et maître direct. Les noms patronymiques de la noblesse, comme ceux des roturiers, sont d'anciens surnoms personnels devenus héréditaires. Les uns comme les autres sont des vocables dérivés de toute espèce de choses, qualificatifs relatant une particularité physique ou morale, substantifs exprimant une idée quelconque, noms de lieux rattachés au nom propre par une particule quelconque. Il est donc absolument impossible à l'examen de ses noms propre et patronymique non accompagnés de ses titres ou surnoms, de distinguer si un homme est un noble ou un roturier.

290. — Bien que le blason ne rentre nullement dans le cadre de cette étude, il convient de dire ici quelques mots de l'influence réciproque qu'ont eue les uns sur les autres les noms et les armoiries. On sait quelle fut l'origine de ces dernières. Elles étaient simplement le signe distinctif auquel un seigneur armé de toutes pièces pouvait être reconnu de ses gens d'armes. Le blason, ou science héraldique, est la connaissance des diverses combinaisons d'émaux et de pièces qui composent les armoiries. Celles-ci étaient peintes sur l'écu ou bouclier de celui qui les portait, et reproduites sur sa bannière ou sur diverses pièces du harnois ou du vêtement. On peut caractériser d'un mot les armoiries en disant qu'elles étaient aux différents seigneurs ce que sont aujourd'hui les drapeaux aux divers Etats. Les armoiries sont-elles l'emblême du nom, ou le nom est-il l'expression de la pièce principale des armoiries? Les deux systèmes ont été soutenus, le premier entre autres par La Roque (1),

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 127.

le second par Salverte (1). Pour nous, nous préférons comme plus vraisemblable le système intermédiaire que La Roque dit être celui du président Chassanée, et d'après lequel certains noms auraient donné naissance aux armoiries, et certaines armoiries au nom. Il était logique, en effet, que noms et armoiries se rappelassent réciproquement. Dès lors ceux qui en partant pour la croisade (et c'est aux croisades qu'apparurent le plus grand nombre d'armoiries primitives) avaient déjà un surnom personnel ou un titre de seigneurie suffisamment caractéristique, devaient en porter l'emblême parlant peint sur leur écu. Ceux au contraire qui avaient vendu tous leurs biens pour partir en Terre-Sainte, et ils étaient nombreux, devaient n'avoir pour la plupart d'autre nom que leur nom propre ou nom de baptême ; et comme ils n'étaient pas moins soumis à la nécessité de peindre des armoiries sur leurs écus pour se faire reconnaître, quoi de plus naturel que le nom de la principale pièce leur en restât? Ici donc les armoiries auraient donné naissance au nom. Pour nous, nous serions assez tenté de voir une telle origine au nom de *La Croix* porté par certaines familles. On sait, en effet, que la *croix*, cousue sur l'épaule, ou peinte sur l'écu, était le signe distinctif des croisés, comme du reste ce mot l'indique.

291. — Le nom français ainsi constitué dura jusqu'au milieu du XVI^e^ siècle sans qu'aucun acte législatif vînt s'en occuper. La coutume seule voulait que le nom se composât de trois éléments au plus pour les nobles, de deux au moins pour tout le monde, et que le nom propre du parrain fût transmis au filleul, et le nom patronymique

(1) *Essai sur les noms*, t. I, p. 237 et suiv.

du père au fils. Encore ce nom patronymique, déjà devenu propre et héréditaire, n'était-il pas *fixe*. Chacun était libre d'en changer suivant les circonstances et même suivant sa fantaisie. « Autrefois, » dit La Roque (1), « on « changeoit de nom en France sans aucune solemnité. La « preuve s'en tire des registres de la Chambre des Comptes « qui m'ont esté communiquez par Monsieur de Vion d'He- « rouval. » Cet auteur donne ensuite divers exemples à l'appui, et des exemples historiques et présentant les plus désirables garanties d'authenticité. Ces changements de noms pouvaient avoir diverses causes qu'il serait impossible d'énumérer toutes. Les deux principales ont toutefois été chez les nobles les partages des fiefs et chez les roturiers le désir de devenir nobles ou d'en avoir l'air.

292. — On sait que le fief principal ou le plus ancien d'une famille se transmettait généralement à l'aîné, qui seul avait le droit d'en porter le titre de seigneur. Les cadets n'avaient point de fiefs, ou n'avaient que des fiefs secondaires. Dans le premier cas, ils gardaient le nom patronymique, dans le second ils y ajoutaient le titre du fief qui leur était dévolu en propre. Soit par exemple *Jean de Beaumont*, *chevalier*, *sieur de Beaumont*, père de deux fils, *Pierre*, l'aîné, et *Paul*, le cadet. Tant qu'il vivra, ils s'appelleront *Pierre de Beaumont* et *Paul de Beaumont*, écuyers ou chevaliers. Le père mort, le fief de Beaumont passe à Pierre, l'aîné, qui s'appellera alors *Pierre de Beaumont*, *chevalier*, *sieur de Beaumont*, le cadet continuant à se nommer *Paul de Beaumont*, écuyer ou chevalier. Supposons au contraire deux fiefs dans la famille, Beaumont et Châteauneuf, le premier fief prin-

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 180.

cipal; le père se sera appelé *Jean de Beaumont, chevalier, sieur de Beaumont et de Châteauneuf*. A sa mort, et le partage fait, le fils aîné s'appellera *Pierre de Beaumont, chevalier, sieur de Beaumont*, et le fils cadet *Paul de Beaumont, chevalier, sieur de Châteauneuf*. Lorsqu'un cas semblable se présentait dans une famille, il arrivait souvent, il arrivait même la plupart du temps, que les cadets quittaient le nom patronymique de la famille pour en tirer un nouveau du fief qui leur était échu en partage. C'est ce qui s'est toujours fait dans la maison Royale de France, où le nom de *de France* n'était porté que par les fils du Roi ou du Dauphin, tout prince d'une branche cadette qui n'était pas fils du Roi portant le nom du principal fief donné en apanage à cette branche lors de sa séparation d'avec la souche royale. A l'inverse, tout cadet montant sur le trône quittait le nom de son fief d'apanage pour prendre le nom de *France* qu'il transmettait à ses enfants, et dans chaque branche cadette, le nom tiré de l'apanage était scrupuleusement porté par tous les princes, même lorsque la branche se subdivisait en plusieurs rameaux. Que si le roi Philippe VI est connu dans l'histoire sous le nom de Philippe *de Valois*, nom qu'il portait du reste avant son avènement, « il est à remarquer, » dit La Roque (1), « que ce fut les Anglois ses competiteurs « qui lui attribuèrent toûjours ce surnom. »

293. — Les changements infligés à leurs noms par des roturiers désireux de leur donner un certain cachet de noblesse et d'en effacer toute trace de leur état d'infériorité sociale ont été très nombreux, et cela depuis fort longtemps. La Roque (2) cite un « Jean du Boulay...,

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 131.
(2) *Traité de l'origine des noms*, p. 181.

« Conseiller du Roy, fils de Jean Paumier, bourgeois de « Paris, et Maistre de la Monnoye en 1344, sous le règne « de Philippes de Valois. » Les autres exemples que cet auteur nous rapporte nous montrent que ces sortes de changements pouvaient se faire soit par l'addition au nom patronymique du nom d'un fief légitimement acquis, soit par le remplacement du nom patronymique par le nom du fief, soit par la simple addition au nom patronymique d'une particule telle que *de*, *du*, *des*, etc., de façon à donner à ce nom patronymique une apparence de nom de fief.

La première manière ne saurait qu'être approuvée, la détention d'un fief en qualité de légitime seigneur donnant le droit d'en porter le nom héréditaire encore que ce fief vienne à passer en d'autres mains (1).

La seconde manière est blâmable en tous points, car le nom patronymique ordinaire est fort respectable, souvent même plus ancien que le nom de lieu qui le flanque, et n'est nullement une marque de roture ; tandis que le nom de lieu tenant place de nom patronymique, que ce lieu soit ou non un fief, n'est nullement un signe de noblesse ; le seul signe de noblesse est le *titre*, bien que tous les nobles n'en aient pas ; il n'y a rien dans le *nom*, fût-il *Bourbon* ou *Montmorency*, qui soit une vraie marque de la noblesse de celui qui le porte. Elle n'atteint donc point son but, qui est d'anoblir le nom, et elle dénote chez qui l'emploie : 1° son ignorance ; 2° son vain orgueil.

Quant à la troisième manière, nous en dirons ce que nous venons de rapporter de la précédente, en y ajoutant qu'elle est encore plus absurde, rien ne pouvant être si sot que de chercher au moyen de l'addition d'une particule à

(1) *V. infra*, n° 313, p. 250-251.

déguiser un nom personnel en nom terrier, et, au lieu de *Bertrand* ou *Lhermite*, de dire, par exemple, *de Bertrand* ou *de Lhermite*. « Ils veulent, » dit La Roque (1), « ressembler à ce Simon qui se fit appeller Simonides, et « ils tombent dans l'erreur de croire qu'il n'y a point de « noms anciens qui ne soient devancez d'une particule. « Mais ils pourroient se représenter qu'il y en a un grand « nombre, comme Bertran, Painel, Pellet, Damas Chabot, « Sanglier, Tournemine, Blosset, Foucaut, Rovaut, Chas- « teignier, Bacon, Tesson, Gouffier, qui n'ont aucune « particule. Les véritables Gentils-hommes ne cherchent « point ces vains ornemens : Ils s'offencent mesmes quand « on les leur attribuë, et ils ne peuvent souffrir qu'à « regret qu'on leur impose une fausse couleur, qui au « lieu de donner de l'éclat à leurs familles en ternit en « quelque sorte l'ancienneté. »

294. — Une autre conséquence de la non-fixité du nom, était la pleine liberté laissée aux particuliers de le léguer, de le donner, de le transmettre par testament ou même par acte entre vifs. En droit, cette sorte de transmission du nom est soumise, à l'époque qui nous occupe, aux règles suivantes (2) :

1° *La condition de porter le nom peut valablement affecter une institution d'héritier ou un acte entre vifs ; toutefois ce dernier cesse alors d'être un acte à titre gratuit, s'il est une donation.*

2° *L'héritier institué ou le donataire qui a accepté l'institution ou la donation est tenu d'en accomplir la condition.*

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 184.

(2) V. La Roque, *Traité de l'origine des noms*, p. 139 et suiv.

3° L'héritier ou le donataire accomplit la condition en conservant son nom propre, s'il n'a point été stipulé expressément qu'il le quitterait, et en y ajoutant celui du testateur ou donateur.

4° S'il reste des mâles autres que le testateur ou donateur à porter le nom, leur consentement doit être obtenu pour que semblables transmissions soient pleinement valables (1).

5° Si l'héritier ou donataire qui a accepté n'accomplit pas la condition de prendre le nom, la libéralité dont il a été l'objet devient caduque.

Ces sortes de transmissions de nom se comprennent parfaitement : elles permettaient à un homme qui se voyait le dernier de sa race d'en assurer la continuation, et d'empêcher l'extinction d'un nom peut-être illustre. Elles avaient lieu surtout en faveur des descendants d'un femme qui se trouvait la dernière héritière de son nom et de ses armes, et les exemples en abondent dans l'histoire. Nous n'en citerons qu'un, celui de *Robert de France, comte de Clermont*, sixième fils du roi saint Louis, qui prit le *titre* de *sire de Bourbon* à la suite de son mariage avec *Béatrix de Bourbon*, dernière héritière et survivante de la deuxième maison de ce nom, et qui en transmit le nom à ses descendants.

295. — Tous ces changements de noms étaient la source d'énormes abus et d'inextricables confusions dans les familles. On voyait des parents encore proches n'avoir ni le même nom ni les mêmes armes, et des gens n'être point parents malgré qu'il y eût entre eux similitude d'ar-

(1) V. CHASSANÉE, *In catal. glor. mundi*, P. I, consid. 38, concl. 46, n° 4. — *Ap.* LA ROQUE.

moiries et de noms. On comprend quels énormes inconvénients pouvaient en résulter, et quelles difficultés devaient entraver les recherches généalogiques qu'il était nécessaire de faire, soit en matière de successions, soit en matière de mariage entre parents, et autres. Pour couper court dans l'avenir à tous ces abus, le Roi Henri II rendit, le 26 mars 1555, l'ordonnance dite d'Amboise, qui, en introduisant le principe de la fixité du nom, couronna l'édifice du système de nom français, et est le dernier acte de notre période de formation. Voici le texte de l'article 9 de cette ordonnance :

« *Pour éviter la supposition des noms et des armes,*
« *deffences sont faites à toutes personnes de chan¸er*
« *leurs noms et leurs armes, sans avoir obtenu des*
« *Lettres de dispense et permission, à peine de mil*
« *livres d'amande, d'estre punis comme faussaires,*
« *et estre exanthorez et privez de tout degré et privi-*
« *lege de Noblesse.* »

296. — Merlin (1) prétend que cette ordonnance n'a pas eu force de loi, et il base son opinion sur cette allégation qu'elle n'a pas été enregistrée. D'autres prétendent aussi qu'elle n'a jamais été exécutée.

Nous devons d'abord constater que Merlin est le seul de son avis. La question de savoir si le refus d'enregistrement rend non valable, dans l'ancien droit, l'ordonnance ou l'édit qui en a été l'objet, ne saurait être discutée, car, ou bien le Roi obtempère aux remontrances qui lui sont faites, et il retire l'ordonnance, ou bien il n'y obtempère pas, et, en vertu de son autorité souveraine, il casse l'arrêt du Parlement, et l'édit est enregistré par ordre.

(1) *Rép.*, V° Promesse de changer de nom.

Or, dans le cas particulier de l'ordonnance d'Amboise, on ne trouve trace d'aucun arrêt du Parlement refusant l'enregistrement et ordonnant des remontrances. Il est permis d'en conclure que le fait du non-enregistrement de cette ordonnance est douteux, et que, lors même qu'il en eût été ainsi, cela tenait à ce que l'ordonnance n'avait même pas été présentée à l'enregistrement. Le Roi aurait donc, dans l'espèce, considéré cette formalité comme inutile, et sa volonté ne saurait pas moins en avoir force de loi. Quant à l'argument tiré de la non-exécution de l'ordonnance d'Amboise, il est complètement vicieux, car, d'une part, en admettant le fait pour vrai, l'inexécution d'une loi ne saurait nullement faire conclure à son inexistence, et, d'autre part, il est au contraire certain que l'ordonnance d'Amboise *a été* exécutée. La Roque (1) nous en donne divers exemples. Merlin lui-même reconnaît que le plus souvent ceux qui voulaient changer de nom en obtenaient la permission du prince. L'ordonnance a donc été exécutée; donc elle avait force de loi. Si des changements de noms ont été effectués contrairement à ses prescriptions, et si les délinquants n'ont pas toujours été poursuivis, c'est affaire entre eux et l'autorité compétente; mais il n'y a rien là qui puisse être invoqué en faveur de la thèse de Merlin; l'impunité de l'usurpation ne saurait la transformer en acte légal. L'opinion que nous soutenons est celle admise par la jurisprudence actuelle; nous citerons notamment les arrêts de la Cour de cassation du 13 janvier 1813 et du 16 novembre 1824, dont nous aurons lieu de reparler (2), celui de la Cour de la Guadeloupe du 27 novembre 1822, et celui de la Cour de Paris du 15 avril 1837.

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 182 et suiv.

(2) V. *infra*, nº 330, p. 263.

297. — L'ordonnance d'Amboise est générale et s'applique aux roturiers et aux nobles. Cela ressort des mots « *toutes personnes* » qui y sont textuellement insérés, et de l'absence de toute espèce de distinction entre la qualité des personnes. De même, elle prohibe toute espèce de changement de nom, soit qu'il s'agisse de *remplacer* un nom par un autre, soit au contraire qu'on veuille seulement *ajouter* ă son nom sans le quitter un autre nom, un allongement quelconque, et notamment une des particules *de*, *du*, *des*, etc. Cela a toujours été entendu ainsi, en doctrine comme en jurisprudence. De plus, il est clair que le changement de nom prohibé est uniquement celui qui dépend de la simple volonté de l'homme qui porte le nom, et non le changement qui n'est que la conséquence nécessaire d'un acte d'ailleurs parfaitement légal et régulier; l'ordonnance d'Amboise ne s'applique donc point aux changements ou additions de nom résultant de l'acquisition régulière d'un fief ou d'une adoption, par exemple.

298. — Enfin, il va de soi que l'ordonnance n'ayant parlé que du *nom*, n'a aucun trait au *surnom*. Libre donc à celui qui en porte un de le changer à sa guise, ou de le conserver. Il faut d'ailleurs observer à ce sujet qu'*en fait* il peut être fort difficile de distinguer où finit le *nom* et où commence le *surnom;* mais, comme toutes les questions de fait, celle-ci sera, en cas de procès, souverainement tranchée par le juge.

299. — Pour en finir avec notre période de formation, il faut y signaler la généralisation de la coutume de donner aux enfants plusieurs prénoms. Soit que l'Eglise vît d'un bon œil la même personne placée sous la protection de

plusieurs saints patrons, soit que les gens voulussent par la combinaison de plusieurs prénoms rendre plus claire la désignation individuelle, il n'en est pas moins sûr que cet usage existait depuis fort longtemps en Gascogne et en d'autres pays. Dès le milieu du XIVe siècle, on voit dans les registres de la Chambre des comptes quelques personnages portant deux prénoms. C'est surtout dans le courant du XVIe siècle que cet usage se généralisa en France (1).

300. — Il faut aussi signaler comme correspondant à cette époque (le XVIe siècle) l'entière soumission au précepte de l'Eglise sur la collation exclusive, au baptême, de noms de Saints dûment reconnus comme tels. Longtemps la noblesse avait cru se distinguer en portant comme prénoms certains noms de héros de romans ou de grands hommes de l'antiquité; mais les exemples en ont à peu près complètement disparu vers ce temps-là. Toutefois, Montaigne (2) nous dit que la noblesse de son temps cherche encore à se distinguer par le choix de ses prénoms, mais il cite comme étant « du vieux temps » ceux tirés de noms de héros païens. Nous n'avons point à rechercher si la cause en fut dans l'obéissance aux lois de l'Eglise devenue peu à peu complète, ou, au contraire, dans la régularisation successive des prénoms en usage résultant de ce que, avec le temps, il se trouva pour chacun d'eux un homme le portant qui ait été canonisé. Il est probable que les deux causes contribuèrent plus ou moins à cet état de choses. En tout cas, il nous suffit de constater le fait.

(1) V. LA ROQUE, *Traité de l'origine des noms*, p. 105 et suiv.
(2) *Essais*, ch. XLVI.

301. — C'est donc à peu près dans la seconde moitié du XVI^e^ siècle que le système du nom français atteignit son entier développement. Nous pouvons donc clore ici l'étude de ce que nous avons appelé la période de formation et attaquer immédiatement l'examen de la période d'achèvement.

II. Période d'achèvement.

302. — Nous comprenons, sous ce titre, les derniers siècles de la Monarchie jusqu'à la Révolution; et nous l'appelons ainsi parce que le système de nom que nous y voyons pratiqué est, à peu de choses près, le même que de nos jours, et parce qu'il n'y fut point apporté de changement.

303. — Pendant le temps qui s'écoula depuis le XVI^e^ siècle jusqu'à la fin du XVIII^e^, nous voyons le nom français se composer de deux éléments au moins et de trois au plus, savoir : 1° le *nom individuel*, appelé aujourd'hui *prénom* et dans la langue d'autrefois *nom propre, nom de baptême,* ou simplement *nom*, simple ou multiple à volonté; 2° le *nom patronymique* ou *nom de famille*, plus spécialement désigné dans le langage moderne par le mot *nom* et formé d'un ou plusieurs termes; 3° le *surnom*, *titre de noblesse* ou *nom de seigneurie*, élément variable et objet de règles toutes spéciales. A ces trois éléments s'ajoutent quelquefois des dénominations irrégulières ou *sobriquets*, dont il y a peu de chose à dire, parce qu'elles ne rentrent pas dans le nom complet régulier et légal.

304. — Le *nom individuel, prénom* ou *nom de baptême,* est essentiellement propre à la personne qui le porte, en ce sens qu'il a pour but de désigner cette personne considérée isolément. Il est régi par les lois de l'Eglise. L'enfant le reçoit au baptême, et il lui est conféré par ses parrain et marraine. Il doit être choisi parmi les noms des Saints dûment reconnus et honorés comme tels par l'Eglise catholique et romaine. L'enfant peut recevoir plusieurs noms de baptême; mais cela n'est pas obligatoire, bien qu'en fait la pluralité des prénoms soit d'une application si fréquente qu'on peut la considérer comme la règle ordinaire. Cette pluralité des prénoms a pour but, au point de vue spirituel, de mettre l'enfant sous la protection de plusieurs saints patrons, au point de vue temporel (le seul dont nous ayons à nous occuper ici) d'augmenter la clarté et la précision de la désignation individuelle au moyen des combinaisons extrêmement nombreuses auxquelles on peut aboutir avec des éléments pris sur une liste forcément limitée.

305. — En principe et de son essence, le nom de baptême est intransmissible, sans quoi il ne serait plus le nom individuel; mais l'usage le plus fréquent veut que les parrain et marraine imposent à leur filleul leurs propres prénoms, comme marque de la parenté spirituelle qui les unit à celui-ci. Quelquefois, et notamment lorsque l'enfant a pour parrain ou marraine quelque personnage par lequel c'est un honneur pour lui d'avoir été tenu sur les fonts baptismaux, le prénom imposé par ce personnage reste pour son filleul le prénom principal et celui sous lequel il sera désormais spécialement dénommé dans le langage usuel et familier. Le plus souvent, les prénoms des parrain et marraine sont des prénoms secondaires, et l'enfant en

reçoit un autre destiné à lui être plus particulier. Il faut cependant ne pas oublier qu'il n'y a point de règle à cet égard, et que les parties demeurent toujours libres d'en agir à leur guise et selon ce qui leur paraîtra le mieux. Il faut également observer que le nom de baptême est toujours resté pour l'Eglise le seul nom régulier, le nom individuel unique des premiers âges de la civilisation, et que les autres éléments du nom, reconnus réguliers par les lois civiles, ne sont employés en droit canonique et dans les actes ecclésiastiques que comme des indications extrinsèques destinées à éviter des confusions de personnes pouvant résulter de la similitude des noms. C'est en vertu de ce principe, notamment, que les évêques sont désignés par leur seul prénom suivi de la désignation de leurs fonctions et de leur diocèse.

306. — Le nom de baptême est en principe immuable et au-dessus de tout changement; il n'y a d'exceptions à cette règle qu'à l'occasion de certains éléments d'ordre purement religieux, savoir : la collation du sacrement de Confirmation, à l'occasion de laquelle le confirmand ajoute quelquefois un nouveau prénom à ceux qu'il a déjà reçus au baptême, l'entrée dans certains ordres monastiques où l'on impose au nouveau membre un nom dit de religion, et l'élévation des prélats à la dignité de Cardinal, ou d'un Cardinal au Trône pontifical ; dans le premier de ces derniers cas, l'élu change quelquefois son nom, et dans le second, toujours ; mais celui-ci étant en dehors du droit français, nous n'avons pas à nous en occuper. La loi civile, d'ailleurs, ne reconnaît aucun de ces changements de prénoms, et dans les actes qui lui sont soumis, les nouvelles dénominations qui en résultent ne sauraient être mentionnées que comme des indications complémentaires ne faisant pas partie du nom légal.

307. — Le *nom patronymique* n'est pas le nom d'un individu, mais le nom d'une famille. Il est, par conséquent, commun à tous les membres nés de cette famille et transmissible héréditairement ou par adoption. Nul, en principe, ne peut, depuis l'Ordonnance d'Amboise, changer son nom en tout ou en partie sans avoir obtenu des Lettres de la chancellerie royale l'autorisant à le faire. En fait, plusieurs changements de noms eurent lieu sans que cette formalité eût été accomplie; ces changements étaient illégaux, et rien ne peut être invoqué pour les justifier; mais au bout d'un certain temps la preuve de leur illégalité est devenue impossible, et s'ils échappent par là à la sanction de la loi, c'est par suite de l'absence de tout moyen de vérifier le fait, et ils n'en restent pas moins contraires au droit. Pour qu'un changement de nom patronymique puisse être légalement consommé, il faut que l'intéressé obtienne des Lettres patentes l'y autorisant, et qu'il fasse vérifier et enregistrer ces lettres au Parlement, à la Chambre des comptes et au Bailliage de son ressort (1). Cette dernière mesure a pour but de rendre public le changement de nom demandé et de permettre par là même aux personnes qui se croiraient lésées par ce changement d'intervenir pour en obtenir l'interdiction et le retrait des Lettres patentes. Cette règle de l'autorisation royale s'applique aux transmissions de noms par testaments, contrats de mariage, etc., et généralement par toute autre manière que par la filiation légitime. C'est seulement après l'accomplissement des formalités susdites que le nouveau nom modifié pourra être porté dans les actes authentiques et officiels.

(1) V. La Roque, *Traité de l'origine des noms*, p. 185 et suiv.

308. — Les États généraux de 1614 voulurent voir renchérir encore cette réglementation du nom patronymique, en demandant dans l'article 162 de leurs cahiers qu'il fût « enjoint à tous gentilshommes de signer en tous actes et « contracts du nom de leurs familles et non de leur sei- « gneurie, sur peine de faux et d'amande arbitraire. » Cette demande des cahiers fut ratifiée par l'article 211 de l'Ordonnance de janvier 1629, vulgairement appelée Code Michaud, qui est ainsi conçu :

« Enjoignons aux gentilshommes de signer du nom de « leurs familles et non de celui de leurs seigneuries, en « tous actes et contrats qu'ils feront, à peine de nullité « desdits actes et contrats. »

Cette disposition était fort sage, mais ne fut jamais exécutée, au moins en ce qui concerne l'application de la peine prononcée contre les délinquants. Peut-être cela tient-il à ce que les fonctionnaires à qui il eût appartenu de sévir négligeaient eux-mèmes de donner l'exemple de l'obéissance. Il est en tout cas probable que la cause principale en fut dans la prompte désuétude où tomba toute l'ordonnance de 1629 à la suite de la disgrâce de son auteur, le chancelier Michel de Marillac.

309. — Nous avons dit (1) que le nom patronymique ne se transmettait *ipso jure* que par la filiation légitime. Quant aux bâtards, il faut distinguer entre eux. Les enfants naturels *légitimés* sont assimilés aux enfants légitimes. Ceux qui n'ont été que *reconnus* par leurs pères, ou même seulement par leurs frères, peuvent et doivent porter le nom patronymique de leurs familles. Ceux enfin qui ne sont ni légitimés ni reconnus ou avoués, n'ont aucun

(1) V. *supra*, nº 307, p. 246.

droit et ne portent d'autre noms que ceux qu'ils ont reçus au baptême (1). Ce dernier point est confirmé en législation par l'article 197 de l'ordonnance de janvier 1629, lequel est ainsi conçu :

« Ne seront tenus pour nobles les bâtards des gentils-
« hommes, et en cas qu'ils ayent été ennoblis par les rois
« nos prédécesseurs, ou par nous, eux et leurs descen-
« dants seront tenus de porter en leurs armes une barre
« qui les distingue d'avec les légitimes : *et ne pourront*
« *prendre les noms des familles dont ils sont issus,*
« *sinon du consentement de ceux qui y ont intérêt.* »

La Roque écrivant en 1681, c'est-à-dire à une époque où le Code Michaud était déjà tenu pour inexistant sinon oublié, et rapportant les mêmes principes que le texte ci-dessus cité, nous en concluons que l'article 197 susmentionné ne faisait que reproduire un principe déjà admis généralement par les coutumes, et qu'il a toujours été en vigueur. Toutefois, il faut observer qu'il a été fréquemment violé; mais, encore une fois, de l'illégalité du fait on ne saurait conclure à l'inexistence du droit. De ce principe que les bâtards non reconnus n'ont que des noms de baptême, il résulte que l'un de ces noms est transmis à leur postérité légitime comme nom patronymique, et cela explique comment il se fait que beaucoup de familles actuelles ont un prénom comme nom générique héréditaire, bien qu'il ne faille pas en voir en cela la cause unique et exclusive.

310. — Nous examinerons plus loin la question de savoir si par le mariage la femme est *ipso jure* et à ce titre même admise à porter *légalement* le nom de son mari (2).

(1) V. La Roque, *Traité de l'origine des noms*, p. 213 et suiv.

(2) V. *infra*, nos 472-474, p. 346-347.

311. — Enfin, à propos des bâtards non reconnus à qui leurs parrains donnent au baptême des « surnoms », c'est-à-dire des noms patronymiques ou des noms de seigneurie — « ce qui se fait au préjudice de l'authorité du Roy, au- « quel seul et uniquement apartient d'accorder des sur- « noms à ceux qui de droit n'en ont point »,— La Roque(1) nous apprend qu'il est interdit d'*usurper* le nom d'autrui au moyen d'un changement de nom régulièrement autorisé. Ceci est important à établir, car qui dit usurpation dit violation d'un droit, et puisque la loi prohibait l'usurpation des noms des particuliers, elle reconnaissait par là-même à chacun un droit sur son nom, droit en vertu duquel il peut seul le porter, lui et tous ceux à qui ce droit est commun. Nous aurons lieu de développer ce point plus longuement (2).

312. — Le *surnom*, suivant la manière de parler des anciens auteurs, le *titre de noblesse* ou *nom de seigneurie*, selon le langage moderne, est plutôt un accessoire qu'une partie intégrante et constitutive du nom. L'article 9 de l'Ordonnance d'Amboise et l'article 197 du Code Michaud ne sauraient donc à notre avis s'y appliquer. Dire en effet que tel homme est duc ou marquis, ou seigneur de tel et tel fief, c'est relater un fait et non énoncer une dénomination ; on ne saurait donc voir là un *nom*, mais une indication toujours ajoutée accessoirement au nom lorsque celui-ci est énoncé tout au long. Il faut donc faire une double distinction entre le *titre de noblesse* qui, dans le dernier état de l'ancien droit (dont il est en ce moment question), peut être indépendant de la possession du fief,

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 190.
(2) V. *infra*, nos 399 et suiv., p. 304 et suiv.

et le *nom de seigneurie* qui est lié à la possession du fief, et en outre entre le nom de seigneurie *proprement dit* et le nom de seigneurie *devenu nom patronymique*. Nous nous occuperons tout d'abord du nom de seigneurie.

313. — Soit un nommé *Jean Dubois*, légitime possesseur du fief de *Beaumont*. Cet homme s'appellera *Jean Dubois, seigneur de Beaumont*. *Dubois* est ici le nom patronymique; *seigneur de Beaumont* est son nom de seigneurie. Or il résulte de l'accord des auteurs et de la jurisprudence qu'un particulier qui acquérait régulièrement un fief avait le droit d'en ajouter le nom à son nom patronymique sans autorisation du Roi (1). Notre *Jean Dubois*, devenu propriétaire du fief de *Beaumont*, pouvait donc de ce chef s'appeler désormais *Jean Dubois de Beaumont, seigneur de Beaumont*. Le nom de ce fief lui fournit donc une *partie intégrante* de son nom patronymique, et un *surnom* ou *nom de seigneurie* proprement dit. La jurisprudence actuelle, appelée souvent à se prononcer sur de semblables questions, a toujours admis ce principe (2). Le nom d'un fief, ainsi devenu une partie du nom patronymique, est soumis aux règles ordinaires de ce nom, et, entre autres, à celle de l'immutabilité. Il en résulte que si la famille dont le nom patronymique a été ainsi allongé vient à être dessaisie du fief en question, son nom n'en subit aucun nouveau changement, tandis que le nouveau

(1) Il faut néanmoins ne pas oublier que depuis l'Ordonnance de Blois l'acquisition d'une terre noble ne conférait plus la nob'esse, et qu'un roturier qui achetait un fief ne pouvait s'en dire le *seigneur*. Il est donc juste de dire, à notre avis, qu'il ne pouvait être admis *ipso facto* à faire entrer le nom de son fief dans son nom patronymique à titre de partie intégrante et constitutive.

(2) V. Nimes, 7 juillet 1829, *Sir.*, 1829, 2, 293.

seigneur de ce fief aura le droit d'en prendre à son tour le nom et de l'ajouter à son nom de famille. De là de nombreuses similitudes de noms dans des familles différentes, ce qui pouvait donner lieu à de fâcheuses confusions ; cet état de choses ne se reproduit du reste plus dans notre droit actuel, où la propriété de la terre n'exerce aucune influence sur le nom du propriétaire.

314. — Le nom de seigneurie proprement dit est au contraire lié à la possession du fief lui-même, et passe avec le fief d'une personne à une autre. Il en résulte qu'il ne saurait être transmis héréditairement à tous les enfants d'un même père, mais qu'il passe à celui-là seul à qui le fief est échu en partage. Si le propriétaire du fief le vend, l'acquéreur en prendra le nom de seigneurie, tandis que le vendeur le perdra. Si donc, par exemple, *Jean Dubois de Beaumont, seigneur de Beaumont*, vend son fief, il continuera à s'appeler *Jean Dubois de Beaumont*, mais il ne pourra plus se dire *seigneur de Beaumont*.

315. — Il arrive très fréquemment qu'un même homme possédant plusieurs fiefs en porte les noms de seigneurie ou surnoms, sans en tirer une partie de son nom patronymique. On ne saurait donner d'autre explication de ce fait qu'en disant que si la possession légitime d'un fief donne au seigneur le *droit* d'en ajouter le nom à son nom patronymique, cette addition ne se fait qu'autant qu'il le *veut* et manifeste sa volonté à cet effet à un moment *où il en a encore le droit*. Cette addition est une *faculté*, mais non une *obligation ;* autrement elle serait une source de perpétuels changements de nom exempts de la surveillance royale, et elle donnerait lieu, par suite du principe que le nom survit à la perte du fief, à des noms d'une longueur

invraisemblable. Le plus souvent donc, on se bornait à ajouter à son nom patronymique le nom du plus ancien fief possédé par la famille, ou du plus important, et les autres ne donnaient lieu qu'à de simples noms de seigneurie. Mais on ne saurait donner de règle précise à ce sujet, la volonté de chacun étant libre de déterminer les choses. Le droit de porter un nom de fief à titre de nom patronymique résulte de la propriété de ce fief (1). Ce droit est réalisé, par exemple, lorsque le nom a été porté dans des actes authentiques, au premier rang desquels il faut citer les actes de l'état civil. Le nom ainsi acquis l'est dès lors irrémédiablement et pour jamais, et pour le perdre il faudrait obtenir, conformément à la règle de l'Ordonnance d'Amboise, des Lettres de commutation de nom, car ce serait là un véritable changement de nom.

316. — Il faut à ce propos signaler en passant un manque de logique de cette ancienne législation sur l'inmutabilité des noms patronymiques. Il eût en effet fallu étendre le principe à tout changement de nom, et décider que l'acquisition d'un fief ne donnerait droit qu'à en porter le surnom, et non à en tirer un allongement de nom patronymique *ad pompam et ostentationem*. Mais nous ne pouvons que constater le fait, tout en le regrettant.

317. — Les *titres de noblesse* sont de deux sortes. Ou bien ils sont liés à un fief : on est alors *comte* parce qu'on est le seigneur d'un comté, *duc* parce qu'on est le seigneur d'un duché, etc. ; ils ne sont alors que des noms de seigneurie, et rentrent dans la règle générale de cette

(1) Nous entendons par là la propriété d'un fief *à titre de légitime seigneur.*

sorte de surnoms. Ou bien ils sont indépendants de toute espèce de terre ; ce sont alors les titres de noblesse *à brevet*, et ceux-là seulement sont régis par des règles spéciales.

318. — La collation de la noblesse apparaît de très bonne heure dans notre histoire. Certains auteurs la font remonter jusqu'au XI^e^ siècle. On en trouve des exemples authentiques au XIII^e^, et à partir de cette époque ils se multiplient de plus en plus au point d'arriver, sous Louis XIV, aux anoblissements par force qui avaient pour but de combler les vides du Trésor. Mais l'anoblissement pur et simple, s'il conférait à l'anobli tous les privilèges de la noblesse, n'avait aucune influence sur son nom ; rien n'y était changé ; tout au plus pouvait-il le faire précéder de qualifications spéciales, telles que *noble, noble homme, Messire*, etc., remplacées aujourd'hui par l'universel *Monsieur* dans le langage courant, *sieur* dans le style administratif. On vit alors apparaître des concessions non plus seulement de la noblesse elle-même, mais de *titres ;* on était alors *duc*, *comte*, etc., lors même qu'on n'eût possedé aucun duché, comté, etc. C'était le *nom* qui était titré, et non un fief dont on portait le surnom. Ces titres sont appelés *titres à brevet*. Les règles qui les gouvernent sont énoncées pour chacun d'eux dans les Lettres de collation. Le plus souvent ils sont héréditaires et transmissibles de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Comme les Lettres de commutation de nom, les Lettres de noblesse ou de collation de titres doivent être enregistrées au Parlement, à la Chambre des comptes et à la Cour des aides ou au Bailliage du ressort desquels dépend l'anobli. Celui-ci avait en outre à payer une finance et des droits de sceau et autres dont le chiffre varia selon les époques, mais n'alla jamais qu'en augmentant.

319. — Enfin, il faut dire quelques mots des noms irréguliers qu'on voit porter parfois par diverses sortes de personnes. On peut les ranger en deux catégories, les *sobriquets* et les *pseudonymes*. Les sobriquets sont ce qu'ont été les premiers noms, des dénominations venues on ne sait d'où, lancées dans le langage courant on ne sait comment ni par qui, et plus connues quelquefois que le véritable nom des personnes qu'elles désignent. Nous n'avons rien de plus à en dire, car leur caractère c'est l'irrégularité absolue ; celui qui les porte n'y a aucun droit, et n'y est tenu par aucune obligation.

320. — Les pseudonymes étaient autrefois ce qu'ils sont encore aujourd'hui, des surnoms irréguliers pris par certaines personnes désireuses de dissimuler leur véritable nom, et régularisés comme dénominations subsidiaires par l'usage qui en est fait. Les pseudonymes d'autrefois sont portés par les écrivains, les soldats, les comédiens et les prostituées. On connaît ceux de *Molière*, *Despréaux*, *Voltaire*. Déjà au XVI^e^ siècle, Clément des Marets signait ses poésies sous le pseudonyme de *Marot* (1). On peut se demander quel mobile peut pousser un écrivain à déguiser son véritable nom, lorsqu'il ne peut que tirer profit du genre de littérature auquel il s'adonne de préférence. Le meilleur semble être la crainte de l'insuccès et du ridicule qui peut en résulter. Quant aux soldats, leur usage de cacher leurs noms est bien connu ; c'est même de cet usage qu'est venue la locution usitée de *nom de guerre* pour signifier *pseudonyme*. La Roque (2) nous apprend qu'ils sont choisis par eux arbitrai-

(1) Toutefois ce point n'est pas très sûr, car d'autres membres de la famille du poète ont aussi porté le nom de *Marot*.

(2) *Traité de l'origine des noms*, p. 99.

rement, et qu'ils peuvent les quitter en même temps que le service de l'armée. Quant aux comédiens et aux filles de joie, l'infamie de leur métier explique suffisamment la répugnance qu'ils éprouvent à traîner leurs véritables noms sur les planches ou dans les hontes de l'alcôve.

321. — Tel est le système de nom pratiqué en France dans les derniers temps de l'ancienne Monarchie. Il nous reste à examiner quel trouble y fut apporté par la Révolution, et par quelles mesures la législation actuelle est peu à peu revenue à l'ancien état de choses, sauf quelques différences sans grande importance.

III. — Epoque Révolutionnaire.

322. — Le premier coup porté au système de nom français par la tourmente révolutionnaire le fut par la loi des 19-23 juin 1790 contre la noblesse. Le nom n'avait en effet été touché ni par la fameuse loi du 4 août 1789 portant abolition de tous les privilèges et déclarant l'admissibilité de tous les citoyens à tous les emplois, ni par la loi du 5 novembre 1789 abolissant toute distinction d'ordres, ni par la loi des 15-28 mars 1790 établissant l'égalité dans le partage des successions sans égards « pour l'ancienne qualité noble des biens et des person- « nes ». La loi des 19-23 juin 1790 comprend quatre articles, dont les dispositions peuvent être résumées comme il suit :

1° « Aucun citoyen ne pourra prendre que le vrai nom « de sa famille » (art. 2).

2° Sont abolis pour le présent et interdits pour l'avenir les titres et appellations de *prince, duc, comte, marquis, vicomte, vidame, baron, chevalier, messire, écuyer, noble, monseigneur, messeigneurs, excellence, altesse, éminence, grandeur* et autres semblables (art. 1 et 3).

3° Sont interdits l'usage des livrées et le port d'armoiries (art. 2).

4° Le « présent décret » ne pourra servir de prétexte à attentats contre les monuments, chartes, titres de famille, décorations de bâtiments, publics ou privés (art. 3). — Exprimons en passant notre vif regret qu'une disposition aussi sage et aussi respectueuse de notre art national et de nos monuments historiques ait été de tout temps si peu observée !

5° La combustion de l'encens est un honneur réservé à la Divinité (art. 2).

6° « L'exécution des dispositions relatives aux livrées « et armes placées sur les voitures » est suspendue à Paris, jusqu'au 14 juillet 1790 et en province pendant trois mois (art. 3).

7° Le présent décret ne s'applique pas aux étrangers (art. 4).

323. — La constitution de 1791, vint ensuite ratifier cette loi en la rappelant dans son préambule. Enfin, la loi des 27 septembre-16 octobre 1791, y apporta une sanction pénale. Les dispositions de cette dernière loi sont comprises dans six articles et peuvent être ainsi résumés :

1° Sera condamné « à une amende égale à six fois la « valeur de sa contribution mobilière, sans déduction de « la contribution foncière », à la radiation du tableau civique, et à l'incapacité « d'occuper aucun emploi civil « ou militaire », tout citoyen français qui prendra dans

un acte quelconque, soit dans le corps de l'acte, « soit « réunis à la signature, ou simplement énoncés comme « anciennement existants », des qualifications ou titres supprimés, ou qui portera des marques distinctives abolies ou des armoiries, ou qui fera porter des livrées à ses domestiques, ou qui donnera des certificats tendant à prouver la noblesse (art. 1, 2, 3, 5).

2° « Les notaires et tous autres fonctionnaires et offi- « ciers publics ne pourront recevoir des actes où ces qua- « lifications et titres seraient contenus ou énoncés, à peine « d'interdiction absolue de leurs fonctions, et leur contra- « vention pourra être dénoncée par tout citoyen » (art. 4). De même, ceux qui auraient « prêté leur ministère » à prouver la noblesse (art. 5).

3° Le port de livrées ou d'armoiries sera constaté par les officiers municipaux ou de police, et procès-verbal en sera remis aussitôt par le greffier du Tribunal au commissaire du roi qui, « à peine de forfaiture, sera tenu d'en faire « état aux juges dans les vingt-quatre heures » (art. 3).

4° « Les préposés au droit d'enregistrement seront « tenus, à peine de destitution, d'arrêter les actes qui leur « seraient présentés » contenant des titres ou qualifications abolis, « et de les présenter au commissaire du roi « du Tribunal, lequel sera tenu d'agir comme il est pres- « crit par l'article 3 » (art. 6).

324. — L'ensemble de cette législation supprimait donc dans le système du nom tout *surnom*, *titre de noblesse*, ou *nom de seigneurie*, et édictait comme sanction de cette suppression diverses peines pour les particuliers ou les fonctionnaires délinquants. Elle laissait donc intacts les autres éléments du nom français, c'est-à-dire les noms de baptême, toujours régis par les règlements ecclé-

siastiques, et les noms patronymiques, laissés sous l'empire des vieilles lois de la Monarchie et notamment de l'Ordonnance d'Amboise. Il est à remarquer qu'une saine interprétation de ces lois de 1790 et de 1791 ne touchait pas aux *noms patronymiques provenant d'un nom de fief*, ou, si l'on préfère cette expression, aux *noms de fiefs devenus noms patronymiques*. Cela a été jugé nombre de fois à propos de demandes en rectification d'actes de l'état civil tendant à la reprise de noms de ce genre quittés lors de la Révolution par suite d'une interprétation erronée de ces lois ; nous citerons notamment les arrêts et jugements suivants : Cour de Lyon, 24 mai 1865 (1) (cet arrêt, rédigé par M. le premier président Gilardin, est extrêmement remarquable) ; Cour de Nîmes, 11 juin 1860 (2) ; Cour de Bordeaux, 14 janvier 1861 (3) ; Cour d'Orléans, 1er août 1863 (4) ; Cassation (rejet), 10 mars 1862 (5) ; Cour de Poitiers, 19 décembre 1867 (6) ; Cour de Poitiers, 9 juillet 1866 (7) ; Tribunal d'Issoire, 13 juin 1878 (8) ; etc., etc. En doctrine, cette jurisprudence nous paraît absolument justifiée. Les lois de 1790 et 1791 n'avaient qu'un but : *interdire des dénominations nobiliaires*. Or, il est admis par tout le monde qu'un *nom patronymique*, formé en tout ou en partie d'un nom de lieu, n'a rien de nobiliaire ; ce qui est un signe de noblesse, c'est le *nom de seigneurie*, à plus forte raison le *titre*

(1) *D. P.*, 1865, 2, 163.
(2) *D. P.*, 1862, 2, 19.
(3) *D. P.*, 1862, 2, 21.
(4) *D. P.*. 1864, 2, 15.
(5) *D. P.*, 1862, 1, 219.
(6) *D. P.*, 1869, 2, 414.
(7) *D. P.*, 1866, 2, 191.
(8) Documents particuliers et authentiques.

de noblesse ; ainsi, pour nous en tenir à l'exemple que nous avons pris plus haut, le nom de *Jean Dubois, seigneur de Beaumont,* sera une dénomination nobiliaire, puisqu'en s'intitulant *seigneur de Beaumont* Jean Dubois rappelle ses droits féodaux sur ce fief ; mais le nom de de *Jean Dubois de Beaumont* n'aura rien que de purement civil, et ne tombe pas sous le coup de ces lois prohibitives, rien dans ce nom ne rappelant un droit féodal aboli. Ceux qui pourraient tenir l'opinion contraire oublient que les particules *de, du, des,* etc., n'ont rien de nobiliaire, et ont le tort de ne pas tenir compte de la distinction très fondée et très importante qu'il faut faire entre le *nom de seigneurie* ou *surnom,* et le nom de lieu *devenu partie intégrante du nom patronymique* ou composant ce nom tout entier. Que si l'ignorance ou la terreur en ont fait agir autrement pendant la période révolutionnaire, cela ne peut rien changer au droit ; et en vertu du principe que nous venons d'exposer, la plupart de ceux dont les actes de l'état civil avaient estropié le nom par suite de cette fausse interprétation de la législation nouvelle, n'ont pas eu de peine à obtenir des Tribunaux compétents la remise des choses en l'état où elles n'auraient jamais dû cesser d'être.

325.— Citons encore, à propos de cette suppression des titres de noblesse et noms de seigneurerie, le décret de la Convention du 1^er^ août 1793 (14 messidor an I), qui, à la sanction de la loi des 27 septembre-16 octobre 1791, en ajouta une autre, en ordonnant la confiscation des bâtiments et immeubles portant des armoiries. En outre la loi du 14 septembre 1796 (28 fructidor an I) ordonna la suppression des emblêmes de la Royauté dans les monuments publics.

326. — La deuxième modification au système du nom français résulte du décret du 20 septembre 1792, déterminant « le mode de constater l'état civil des citoyens. » Ce décret comprend six titres et un ensemble de cent trois articles. Il a pour but de transférer du clergé aux municipalités la tenue des registres de l'état civil, et de déterminer la façon de procéder à la constatation des faits relatifs à l'état civil des citoyens et à la rédaction des actes destinés à en faire foi. Il est inutile d'en relater ici toutes les dispositions. La seule importante pour notre matière est l'article 7 du titre III, lequel est ainsi conçu :

ART. 7. — « La déclaration contiendra le jour, l'heure « et le lieu de la naissance, la désignation du sexe de l'en- « fant, *le prénom qui lui sera donné*, les prénoms et « noms de ses père et mère, leur profession, leur domi- « cile, les prénoms, noms, professions et domiciles des « témoins. »

327. — De cette disposition du décret il devait résulter et il résulta en effet la liberté absolue dans le choix des prénoms à donner à l'enfant. Des termes mêmes employés par le législateur, il semble qu'on doit conclure que la multiplicité des prénoms est désormais prohibée : le texte dit en effet « *le prénom* » et non pas « *les prénoms* ». C'est là un point qu'il est peu important d'éclaircir, en raison du peu de durée qu'eut le système de noms inauguré par ce décret. Le principal est de constater l'abolition au point de vue civil de la sanction religieuse limitative de la liste des prénoms à donner; il était toujours libre aux catholiques de se conformer aux préceptes de l'Eglise sur ce sujet, sauf à eux à voir si, en le faisant, ils ne couraient point risque d'être déclarés suspects. Cette liberté en soi n'avait rien de mauvais, car elle ne pouvait qu'aider à

augmenter la précision de la dénomination personnelle résultant du prénom; mais il eût fallu pour cela que l'imagination des gens fût assez sage pour ne point les faire tomber dans le ridicule. On sait ce qu'il en advint : on donna comme prénoms des noms d'abstractions, d'animaux, de végétaux; nous avons eu l'occasion de constater *de visu* sur des registres de l'état civil de l'époque le prénom *Acacia* donné à une fille! On alla même jusqu'à donner à des enfants comme prénoms des *noms* de personnes vivantes! Tout cela, évidemment, ne pouvait être que très fâcheux et donner lieu à de nombreuses confusions.

328. — De l'ancien système, il ne restait donc plus que l'immutabilité des prénoms une fois donnés, et le nom patronymique. Ceci fut encore changé par le décret des 24-26 brumaire an II (14-16 novembre 1793), qui mit le comble à la confusion. Ce décret reconnut à chaque citoyen « la faculté de se nommer comme il lui plaît, en se con- « formant aux formalités prescrites par la loi. » Ces formalités, établies par le même décret, consistent en une simple déclaration à faire par l'intéressé devant la municipalité de son domicile. C'est l'idéal du chaos. Il n'y avait pas mieux dans ce genre dans les usages du Bas-Empire romain, où une constitution de Dioclétien et de Maximien avait permis tout changement de nom fait sans fraude par les hommes libres (1). On conçoit sans peine tous les inconvénients qui devaient résulter d'un pareil système. Laisser libre carrière aux caprices de chacun pour changer tout ou partie de son nom, c'était rendre impossible la constatation de l'identité des personnes qui auraient profité de cette latitude.

(1) C., L. IX, T. XXV, *De mut. nom.*, l. *unic.*

329. — Tel est le triste système de nom que la tourmente révolutionnaire arriva à substituer à celui de l'ancien droit. Un pareil état de choses ne pouvait durer. Aussi le décret du 6 fructidor an II (23 août 1794) vint-il réparer dans la mesure du possible les funestes effets du précédent. Ses dispositions, comprises dans sept articles, peuvent être ainsi résumées :

1° Il est défendu à tout citoyen de porter un autre nom ou prénom « que ceux exprimés dans son acte de nais- « sance », ni d'y ajouter d'autres surnoms que ceux ayant jusqu'alors « servi à distinguer les membres d'une même « famille, sans rappeler les qualifications féodales ou nobi- « liaires » (art. 1 et 2).

2° Ceux qui auraient changé leurs noms ou prénoms sont tenus de les reprendre (art. 1).

3° Les délinquants seront condamnés « à un mois d'empri- « sonnement et à une amende égale au quart de leur revenu, » « et, en cas de récidive, à la dégradation civique (art. 3).

4° Il est défendu, sous peine de destitution, d'incapacité de remplir toutes fonctions publiques, et d'une amende égale au quart de leur revenu, « à tous fonctionnaires publics de désigner les citoyens dans les actes » autrement que par les noms, prénoms et surnoms permis par le présent décret (art. 4 et 5).

5° Les délinquants pourront être dénoncés par tout citoyen et seront traduits, la première fois, devant le Tribunal correctionnel, et, en cas de récidive, devant le Tribunal criminel (art. 6 et 7).

Un arrêté du Directoire, en date du 19 nivôse an VI (8 janvier 1798), constate le grand nombre des infractions au décret du 6 fructidor an II et prescrit à divers fonctionnaires des mesures de poursuite et de répression fort sévères et très minutieuses contre les délinquants.

330. — Le système du décret du 6 fructidor an II assurait la fixité des noms, et, par son effet rétroactif, portait remède à l'état de choses résultant de l'application du décret des 24-26 brumaire an II. Mais si les enfants nés sous l'empire de ce dernier avaient été désignés dans leurs actes de naissance autrement que sous le nom patronymique de leurs parents, il y avait là une irrégularité que le décret du 6 fructitor an II ne corrigeait nullement. Il faut toutefois remarquer que, dans l'esprit de la jurisprudence, le décret du 6 fructidor an II, en abrogeant celui des 24-26 brumaire, rétablissait le principe de l'Ordonnance d'Amboise sur l'immutabilité du nom patronymique et la nécessité d'une autorisation gouvernementale pour valider un changement de nom. Sous l'empire de ce décret, un citoyen qui aurait désiré un tel changement eût donc dû en obtenir l'autorisation soit de la Convention, soit du Directoire, soit du premier Consul, suivant la Constitution du moment. Il a été ainsi jugé notamment par deux arrêts de la Cour de cassation en date du 13 janvier 1813 (1) et du 16 novembre 1824 (2). Enfin les infractions à la loi étaient toujours aussi nombreuses, en fait, malgré les sévérités de la sanction et la vigilance des poursuites ordonnées par le décret du Directoire.

331. — Cet état de choses demandait qu'une loi nouvelle vînt complètement régler la matière. Ce fut là l'œuvre de la loi du 11 germinal an XI, qui, encore en vigueur, est la base de notre législation actuelle du nom. Nous pouvons donc clore ici notre paragraphe relatif à la période révo-

(1) *Sir.*, 1813, 1, 259.

(2) *Sir.*, 1824, 1, 561.

lutionnaire, et nous mettrons fin à cet exposé de l'historique du nom français en donnant ici la liste des divers lois et décrets qui gouvernent actuellement notre matière.

IV. — Législation actuelle.

332. — La législation actuelle a sa base, suivant nous, dans la loi du 11 germinal an XI, qui, encore en vigueur, met un frein à la liberté du choix des prénoms résultant du décret du 20 septembre 1792, et reproduit la législation de l'Ordonnance de 1555 sur la nécessité de l'autorisation gouvernementale en matière de changement de nom patronymique.

Viennent ensuite dans l'ordre chronologique :

Le *Code civil*, dont quelques articles ont trait au nom ;

Les *décrets du 30 mars 1806*, établissant et conférant divers titres héréditaires de noblesse ;

Le *décret du 1er mars 1808*, établissant et conférant d'autres titres de noblesse héréditaires, suivant certaines conditions, en faveur de diverses catégories de fonctionnaires et de dignitaires ;

Le *décret du 20 juillet 1808*, ordonnant aux juifs qui n'ont pas de nom patronymique, d'en prendre un qui ne soit ni un nom de ville ni un nom de l'Ancien Testament ;

Le *Code pénal de 1810 (art. 259)*, punissant de prison l'usurpation de titres de noblesse nationaux ;

Les *décrets des 18 août 1811 et 18 janvier 1813* prescrivant aux habitants de la Hollande et autres pays annexés qui n'auraient pas de noms ni prénoms fixes d'en prendre conformément aux lois françaises ;

La *Charte de 1814 (art. 71)*, rétablissant en tant que distinctions honorifiques les titres de l'ancienne noblesse tout en maintenant ceux de la noblesse impériale, et rendant au Roi le droit d'anoblir à volonté, c'est-à-dire « d'accorder des rangs et des honneurs, sans aucune « exemption des charges et des devoirs de la société » ;

L'*Ordonnance du 15 juillet 1814*, créant une commission du sceau des titres destinée à recevoir les demandes à fin d'obtenir des titres et armoiries ;

L'*Ordonnance des 8-14 octobre 1814*, déterminant les droits de sceau et des référendaires à payer par ceux à qui des Lettres patentes auraient conféré des titres de noblesse ;

Le *décret du 13 mars 1815*, abolissant de nouveau les titres de l'ancienne noblesse et ne maintenant que ceux de la noblesse impériale ;

La remise en vigueur de la Charte à la chute de Napoléon après les Cent Jours ;

La *loi du 28 avril 1816 (art. 55)*, créant un droit d'enregistrement des lettres patentes égal à 20 % du droit de sceau ;

L'*arrêté du garde des sceaux du 25 juin 1828*, ordonnant le classement sans suite des demandes en changement de nom non motivées ni précédées de l'accomplissement des formalités requises ni accompagnées des pièces nécessaires ;

La *loi du 28 avril 1832*, retranchant de l'article 259 du Code pénal la sanction de l'usurpation de titres nobiliaires ;

Le *décret du gouvernement provisoire des 29 février-2 mars 1848* et la *Constitution des 4-10 novembre 1848*, abolissant tous titres de noblesse et distinctions de naissance ;

Les *décrets du 2 décembre 1851*, renversant la Constitution des 4-10 novembre 1848 ;

Le *décret des 24-27 janvier 1852*, abrogeant le décret des 29 février-2 mars 1848, et remettant par conséquent les titres de noblesse sous l'empire de la Charte de 1814 et de la loi du 28 avril 1832 ;

La *loi du 28 mai 1858*, remaniant l'article 259 du Code pénal et lui donnant le texte qu'il a encore aujourd'hui ;

Le *décret du 8 janvier 1859*, rétablissant le Conseil du sceau des titres ;

Le *décret du 5 mars 1859*, sur les titres conférés à des Français par des souverains étrangers ;

Le *décret du 10 janvier 1872*, remplaçant le Conseil du sceau des titres par le Conseil d'administration du ministère de la Justice.

333. — Après avoir fait cette énumération des documents qui forment la législation actuelle de notre matière, il ne nous reste plus qu'à clore le présent chapitre et à renvoyer aux suivants l'examen des règles actuelles du nom français.

CHAPITRE II

ÉLÉMENTS DU NOM FRANCAIS

334. — Le nom propre des Français, sous l'empire de la législation actuelle, se compose toujours de deux éléments et parfois de trois, savoir : 1° *le prénom ;* 2° *le nom patronymique ;* 3° *le titre de noblesse.* Aucun de ces trois éléments n'est soumis, comme le *prœnomen* et le *nomen gentilitium* romains, à la règle de l'unité ; ainsi, on peut porter plusieurs prénoms, et le nom patronymique peut être composé de plusieurs mots. De plus, un vocable ordinairement employé comme prénom peut servir de nom patronymique, mais la proposition inverse est prohibée par la loi du 11 germinal an XI. Enfin, le même individu peut porter plusieurs titres honorifiques. A ces trois éléments réguliers du nom français, il faut en ajouter un quatrième, le *surnom*, élément irrégulier et qui ne saurait nullement rentrer dans la manière de nommer légale, mais dont il est bon néanmoins de dire quel-

ques mots. Les titres nobiliaires ou honorifiques étant plutôt un accessoire qu'une partie intégrante du nom, seront l'objet d'un chapitre spécial. Nous étudierons donc dans celui-ci les deux éléments légaux et réguliers du nom français, et nous terminerons par quelques lignes consacrées aux différentes sortes de surnoms.

I. — Prénom.

335. — Trois choses sont à considérer à propos du prénom : 1° *Quels sont le caractère et le rôle du prénom ?* 2° *Comment est-il donné?* 3° *Sur quelle liste est-il choisi ?* Nous répondrons à chacune de ces trois questions successivement.

1° *Quels sont le caractère et le rôle du prénom ?*

336. — Le prénom français, comme le *prænomen* romain, est l'ancien nom unique primitif dont le rôle est de déterminer la personne ; c'est pour cela que dans la langue des anciens auteurs il est presque toujours appelé *nom* ou *nom propre*. Tout homme, par ce seul fait qu'il est homme, doit porter un nom qui le distingue des autres ; nous dirions volontiers qu'avoir un nom propre est le premier en date des Droits de l'homme. Ce nom propre est aujourd'hui devenu le prénom par suite de l'adjonction des autres éléments. Mais ce n'est pas comme homme que chaque personne a droit à ces éléments ; c'est comme membre de telle ou telle famille. De là vient que dans l'ancienne législation les bâtards non reconnus n'avaient le droit de

porter que des noms de baptême ; ils ne faisaient en effet partie d'aucune famille, et s'ils en fondaient une, le principal de leurs noms de baptême en devenait le nom patronymique.

337. — Aujourd'hui, comme nous le verrons plus loin, tout homme, même les enfants trouvés (1), doit avoir un nom patronymique. Le prénom ne sert donc plus qu'à distinguer les uns des autres les membres d'une même famille.

338. — La pluralité des prénoms est permise, mais n'est pas obligatoire, bien qu'elle soit le plus généralement pratiquée. C'est pour être d'accord avec le *plerumque fit* que tous les textes qui parlent de notre élément du nom disent au pluriel « *les prénoms* » au lieu de « *le prénom* » au singulier.

Cette pluralité des prénoms présente un avantage et un inconvénient.

Son avantage est de donner une plus grande clarté à la désignation individuelle : bien que le prénom ne soit pas héréditaire, il est assez d'usage dans les familles de donner aux enfants les prénoms de quelqu'un de leurs ascendants, ce qui pourrait amener des homonymies et de là des confusions ; on peut éviter et l'on évite cela le plus souvent en juxtaposant deux ou trois prénoms portés par autant d'ascendants différents, ce qui constitue une désignation individuelle, distinctive et nouvelle, pour celui qui reçoit ces prénoms.

Son inconvénient est qu'il importe que les prénoms, toutes les fois que mention en est exigée, soient toujours

(1) V. *infra*, nos 361-362, p. 284-285.

transcrits exactement dans le même ordre : la sanction peut en être soit une amende ou des dommages-intérêts pour le notaire auteur de l'omission ou de l'irrégularité (1), soit même la nullité des actes ainsi passés, entre les parties ou à l'égard des tiers, suivant les cas, et lorsque l'identité de la personne ne peut plus être reconnue. Or, plus les prénoms seront nombreux, plus il sera facile d'en oublier ou de les intervertir. La loi n'offre aucun remède à ce danger ; c'est aux parties à être assez sages dans le choix des prénoms pour ne pas y donner prise.

2° Comment les prénoms sont-ils donnés ?

399. — Cette question en comprend trois : *A quel moment le Français reçoit-il ses prénoms? Par quelle formalité lui sont-ils acquis? Par qui lui sont-ils donnés?*

340. — A Rome nous avons trouvé le principe de la *nationalité* du nom placé au-dessus de tous les autres; d'où la règle que tout nouveau citoyen doit prendre un nom romain. En France, le principe qui domine toute la matière est celui de l'*immutabilité* du nom, tempéré par la faculté laissée au gouvernement d'autoriser les dérogations que les particuliers croiraient avoir à y demander, après en avoir mûrement pesé les motifs pour et contre. De ce principe il faut tirer cette règle générale, que l'étranger naturalisé conserve son nom, tel qu'il l'a reçu à sa naissance, conformément aux lois de son pays d'origine.

(1) Loi du 25 Ventôse an XI, article 13.

Cette règle peut comprendre deux sortes d'exceptions, les unes générales en faveur de toute une catégorie de nouveaux citoyens, les autres particulières.

Comme exceptions générales, il n'y en a pas eu, à notre connaissance du moins, d'autres que celles résultant des décrets des 20 juillet 1808, 18 août 1811 et 13 janvier 1813. Par le premier de ces décrets, les juifs admis à la nationalité française, soit par l'effet des Lettres patentes du 10 juillet 1784 ou des lois des 28 janvier et 20 juillet-7 août 1790, soit par l'effet des mesures postérieures, et les juifs de nationalité étrangère dans les trois mois qui suivront leur entrée en France, sont tenus, s'ils n'ont pas de prénoms fixes, d'en adopter conformément à la loi du 11 germinal an XI, et d'en faire la déclaration devant l'officier de l'état civil de leur domicile ; les consistoires sont tenus de faire connaître à l'autorité si ceux de leurs ressortissants qui sont sous le coup de ce décret y ont obtempéré ; les délinquants encourent l'expulsion du territoire, ou seront punis conformément aux lois et même comme faussaires, suivant l'exigence des cas. Le second décret applique des dispositions analogues, moins la peine de l'expulsion, aux habitants des territoires annexés de la Hollande qui n'auraient pas de prénoms fixes, et donne aux maires les pouvoirs de surveillance attribués par le décret du 20 juillet 1808 aux consistoires. Le troisième décret étend les dispositions des deux précédents aux habitants des pays annexés qui ont formé les départements des Bouches-de-l'Elbe, des Bouches-du-Weser, de l'Ems-Supérieur et de la Lippe. Ces décrets ne présentent évidemment plus qu'un intérêt historique.

Quant aux exceptions particulières, elles ne sauraient être considérées que comme des changements de noms ; l'étranger naturalisé qui voudrait prendre des prénoms

français devra donc se conformer aux règles prescrites pour changer légalement de nom (1).

Nous pouvons donc écarter absolument, au point de vue de l'imposition de prénoms, le cas de l'étranger naturalisé. Reste celui du citoyen-né. Ici la règle est que les prénoms sont donnés à l'enfant au moment de la déclaration de sa naissance, qui est faite devant l'officier de l'état civil (Code civil, art. 57). Ainsi est résolue notre première question : *A quel moment le Français reçoit-il ses prénoms?*

341. — La deuxième : *Par quelle formalité lui sont-ils acquis?* trouve également sa réponse dans l'article 57 du Code civil : c'est par la déclaration de naissance et la rédaction de l'acte de naissance. Une fois cette formalité remplie, les prénoms sont acquis à jamais, et ne sauraient subir la plus légère modification, même dans l'ordre où ils doivent être mentionnés. En réalité, c'est la rédaction de l'acte de naissance qui imprime aux prénoms donnés et reçus ce caractère d'immutabilité; car tant que cette formalité matérielle n'a pas été accomplie, il sera facile au déclarant de modifier la liste des prénoms choisis, et nous ne doutons pas que l'officier de l'état civil n'obtempère au désir qui lui en sera exprimé par qui de droit.

342. — Enfin, la troisième question : *Par qui les prénoms sont-ils donnés?* se résout par une distinction.

Si l'enfant est légitime, ou naturel et reconnu par l'un de ses parents, ses prénoms lui sont donnés par son père ou par celui de ses parents qui l'aura reconnu, suivant le cas.

(1) V. *infra*, nos 489 et suiv., p. 355 et suiv.

C'est là une règle admise partout et par tout le monde sans difficulté, bien qu'à notre connaissance elle ne se trouve écrite dans aucun texte. Pas de difficulté lorsque la déclaration de naissance est faite par le père lui-même. Dans tout autre cas, l'officier de l'état civil n'a pas, suivant nous, à s'inquiéter de la question de savoir si le déclarant rapporte fidèlement la volonté des parents : le déclarant doit toujours être regardé comme leur mandataire à cet effet, et s'il trahit la confiance que ceux-ci lui ont donnée, c'est affaire entre eux; les prénoms inscrits dans l'acte de naissance, comme imposés à l'enfant par ses parents, lui sont définitivement et immuablement acquis.

Si l'enfant est naturel et né de parents inconnus, c'est à la mère (1) qu'il appartient de donner à l'enfant ses prénoms, et elle le fait par l'intermédiaire du déclarant, le plus souvent la sage-femme chez qui elle est venue accoucher clandestinement. Ici encore, le déclarant doit toujours être regardé comme le fidèle interprète de la volonté des parents, et l'officier de l'état civil inscrira sur ses registres les prénoms que ce personnage lui dira.

Le cas de l'enfant trouvé est prévu et sagement réglé par une circulaire ministérielle en date du 30 juin 1812. Ce n'est point au déclarant qu'il appartient de donner ses prénoms à l'enfant, mais à l'autorité publique, représentée par l'officier de l'état civil ou l'administrateur de l'hospice

(1) On remarquera peut-être une antithèse apparente entre l'énoncé de notre espèce et la solution que nous lui proposons. Comment, en effet, un enfant né de *parents inconnus* peut-il recevoir ses prénoms de sa *mère?* Nous supposons qu'ici la *personnalité matérielle* de la mère de l'enfant est connue (elle est, par exemple, révélée par le fait de l'accouchement), mais que l'*identité* de la mère reste ignorée, ou du moins est cachée et couverte par le secret professionnel. — V. *infra*, nº 360, p. 284.

où l'enfant a été déposé. Le déclarant n'a en effet aucun droit sur l'enfant; à quel titre aurait-il donc pris à son égard une mesure dont il ressentira toute sa vie les conséquences? L'enfant trouvé est placé sous la protection de l'Etat; c'est donc à son représentant à remplir auprès de lui le rôle de ses parents; la circulaire a donc bien fait de laisser à ce fonctionnaire le soin de lui fixer ses prénoms.

3° *Sur quelle liste les prénoms sont-ils choisis?*

343. — Ce point est réglé par l'article 1er de la loi du 11 germinal an XI, lequel est ainsi conçu :

ART. 1er. — « A compter de la publication de la pré-
« sente loi, *les noms en usage dans les différents calen-*
« *driers*, *et ceux des personnages connus de l'histoire*
« *ancienne*, pourront seuls être reçus, comme prénoms,
« sur les registres de l'état civil destinés à constater la
« naissance des enfants; et il est interdit aux officiers
« publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes. »

Cette limitation est assez large pour laisser un vaste champ à l'imagination de chacun. Il convient donc de ne pas l'étendre encore en observant la lettre de la loi tout en en dénaturant l'esprit. Ainsi l'officier de l'état civil serait parfaitement recevable à refuser d'écrire sur son registre des naissances des prénoms fantastiques que le père déclarant lui montrerait sur un calendrier qu'il aurait peut-être fait imprimer exprès. Le législateur a eu en vue, lorsqu'il parlait de noms *en usage dans les différents calendriers*, ceux des personnages reconnus comme Saints par l'Eglise catholique, ou d'autres jouissant d'honneurs analogues dans d'autres religions. En cas de contestation sur ce point, il faudra recourir non pas à un almanach

quelconque, mais aux listes hagiographiques officielles de la religion à laquelle le père déclarant prétend emprunter les prénoms qu'il veut donner à son enfant.

344. — Quant aux *personnages connus de l'histoire ancienne*, quel est le degré de célébrité nécessaire pour que le personnage soit réputé *connu* comme le législateur l'entendait? Quelle est l'année où l'histoire des temps où vivait ce personnage devient suffisamment *ancienne* pour que son nom puisse être donné comme prénom? Autant de questions auxquelles il est malaisé de répondre. A notre avis, ce sont là de pures questions de fait, variables à l'infini suivant les cas, dont la solution ne saurait recevoir aucune règle générale, et sur lesquelles, en cas de contestation, les juges auront à se prononcer souverainement. A ce propos, nous pouvons relater un cas assez curieux. Il y a quelque temps, à Paris, un père présenta son fils nouveau-né à l'officier de l'état civil de son arrondissement et déclara lui donner les prénoms de *Lucifer-Blanqui-Vercingétorix;* l'officier de l'état civil refusa de les recevoir, comme non conformes aux dispositions de la loi du 11 germinal an XI, et le Tribunal compétent, appelé à statuer, se rangea à son avis et lui donna gain de cause. A notre sens, il avait tort. En ce qui regarde *Blanqui*, ce triste personnage est *connu*, mal, c'est vrai, mais assurément assez pour remplir une des conditions de la loi, qui n'exige pas que l'on soit *honorablement* connu; il est loin bien certainement d'appartenir à l'histoire ancienne, mais on voit tous les jours des garçons recevoir légalement comme prénom le nom de *Napoléon*, dont la célébrité est postérieure à la loi de l'an XI (1)!

(1) Autrefois, sous l'Empire, la voix populaire appelait quelquefois

De *Vercingétorix*, rien à dire, sinon qu'un tel prénom doit être une lourde charge à porter, par suite de la comparaison qui ne saurait manquer de venir à l'esprit entre l'individu qui l'aura reçu et le sublime Arverne qui est resté et restera toujours l'incarnation de l'héroïsme le plus pur et du plus ardent patriotisme. Quant à *Lucifer*, le nom a été porté par l'Ange des ténèbres et par un évêque schismatique de Cagliari qui vivait au IVe siècle. Un chrétien ne donnera certainement jamais un tel nom à son fils; mais cela regarde-t-il l'autorité civile? Non, certes. L'évêque n'est-il pas assez *connu?* Mais combien d'autres prénoms sont reçus journellement, dont le premier titulaire était moins célèbre encore? Dira-t-on que le démon n'est pas un *personnage,* parce qu'il n'est pas un *homme* ayant vécu comme les autres hommes? Mais alors il faut en dire autant de *Michel*, de *Gabriel*, de *Raphaël*, noms d'anges, comme *Lucifer*, mais dont les titulaires n'ont pas encouru la même déchéance. A tous les points de vue, donc. le rejet de ces trois prénoms, sauf peut-être celui de *Blanqui,* nous paraît injustifiable en ce qui concerne le droit civil français actuel.

II. Nom patronymique.

345. — Comme à propos du prénom, nous examinerons ici trois questions au sujet du nom patronymique : 1° *Quels*

la fête impériale et nationale officielle du 15 août « la Saint Napoléon »; mais c'est là une erreur, car les listes hagiographiques authentiques de l'Eglise catholique ne contiennent aucun Saint de ce nom.

en sont le caractère et le rôle, et d'où est-il tiré? 2° Comment se transmet-il? 3° Comment est-il donné et reçu?

1° *Quels en sont le caractère et le rôle et d'où est-il tiré?*

346. — Le nom patronymique a pour but de distinguer les unes des autres les personnes portant les mêmes prénoms, en faisant connaître à quelles familles elles appartiennent. Si comme la *gens* romaine, la famille française était une personne morale, nous dirions que le nom patronymique désigne la famille comme le prénom l'individu. Il n'est donc pas, comme le prénom, propre à telle ou telle personne: il est *propre* à l'ensemble des personnes d'une même famille se rattachant les unes aux autres par des liens de parenté consanguine, en ce sens que ces personnes-là ont seules le droit de le porter, et il leur est *commun,* en ce sens qu'elles doivent toutes le porter.

347. — Ceci serait très bien si chaque famille avait un nom patronymique particulier; mais il y a au contraire beaucoup de familles entre lesquelles on ne trouve nulle trace de parenté consanguine, et dont les noms sont cependant identiquement semblables. Cette fâcheuse anomalie, très fréquente, nous paraît avoir deux causes principales : la première, moins rare qu'on ne pourrait croire, est l'oubli de liens de parenté *per masculos* très réels, mais si anciens qu'il est impossible d'en retrouver la trace ; la seconde est la communauté d'origine non des familles, mais des noms eux-mêmes, qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ne sont que d'an-

ciens surnoms personnels que l'usage a rendus héréditaires. Ceci nous amène à l'étude des sources d'où dérivent en général les noms patronymiques français.

348. — Trois idées principales nous paraissent avoir donné naissance à ces noms, savoir : 1° *la relation entre l'auteur de la famille et un lieu ;* 2° *diverses circonstances personnelles à cet auteur et caractéristiques ;* 3° *La filiation entre cet auteur et l'un de ses ascendants.*

349. — La première de ces idées a donné naissance à *tous* les noms patronymique formés en tout ou en partie de noms de lieux, soit que ces noms soient ceux du lieu de la naissance ou du domicile de celui qui les porte, soit qu'ils indiquent le lieu d'où il est venu s'établir, soit qu'ils désignent le fief possédé par le chef de la famille et que l'on appelle parfois le *berceau* de celle-ci. La plupart de ces noms sont le nom du lieu lui-même non modifié, et rattaché soit aux prénoms soit au reste du nom patronymique, suivant qu'il le forme en tout ou en partie, par une des particules *de, du, des, de la.* Quelquefois ce sont des adjectifs dérivés du nom de lieu, comme *Français, Lyonnais*, etc. Observons en passant que les noms patronymiques formés d'un nom de lieu de la première manière, qui est aussi la plus fréquente, sont tous d'une composition grammaticale identique, quelle que soit la relation ayant existé entre le lieu en question et le premier auteur de la famille. Ce serait donc une profonde erreur de voir un signe de noblesse dans le fait qu'une famille a un nom de lieu comme nom patronymique, et ceux qui pour se donner un air aristocratique affublent d'une particule leur nom patronymique, alors que celui-ci

n'est nullement formé d'un nom de lieu, commettent la plus grosse des absurdités.

350. — La deuxième source des noms patronymiques est de beaucoup la plus fréquente ; c'est d'elle que dérivent la plupart des surnoms qui rappellent soit une particularité physique ou morale de la personne, comme *Legrand, Ledoux*, soit une profession ou un métier, comme *Boulanger*, *Taillandier*, soit quelque autre circonstance caractéristique.

351. — Enfin, à la troisième source doivent se rattacher la plupart des noms patronymiques formés d'un ou plusieurs vocables habituellement portés comme prénoms, tels que *Bernard*, *Bertrand*, etc. On sait que dans la très ancienne grammaire française les substantifs se déclinaient et avaient deux cas, le cas sujet et le cas régime, et que celui-ci était employé de la même manière que le génitif latin. C'est ainsi que le fameux cri des Croisades : « Dieu le veut ! » était exprimé : « *Diex li volt !* » et qu'on disait la « *feste Dieu* », la « *mort Dieu* », *Diex* étant le cas sujet, *Dieu* le cas régime, du même mot. Les noms propres avaient de même deux cas, et lorsque rien n'avait fait donner à un homme un surnom particulier, il était naturel qu'on ajoutât à son nom celui de son père pour le distinguer de ses homonymes (1). Or, cette addition se faisait simplement au moyen du cas régime, tout comme les anciens Romains disaient *Marcus Marci* pour exprimer la même idée. Lorsque l'usage supprima pour chaque substantif l'un des deux cas, il n'y eut plus de

(1) Tel était le cas des jurisconsultes du XIV^e^ siècle *Joannes Rolandi* et *Petrus Jacobi*.

différence entre les deux noms, et l'hérédité s'en mêlant, voilà un nom de baptême devenu nom patronymique. D'autres fois le nom du père se maintint avec sa forme de cas régime, tel *Perron*, cas régime de *Pierre*. D'autres fois encore, le nom du père était affublé d'un suffixe diminutif, correspondant aux terminaisons *inus*, *anus*, *ellus*, etc. des Latins ; tels sont *Bernardin*, *Girardon*, *Clémenceau*, etc.

352.— Que deux hommes qui ne se sont peut-être jamais vus aient reçu le même surnom, parce qu'ils se sont trouvés dans les mêmes circonstances caractéristiques, une fois les surnoms transformés par l'hérédité en noms patronymiques, voilà, s'ils font souche, deux familles absolument différentes et portant le même nom.

353.— De cet origine des noms patronymiques il résulte que tous doivent avoir une signification ; et c'est ce qui a lieu en effet. Mais les variations de la langue française et des mœurs en général, et de l'orthographe des noms avant et même depuis l'Ordonnanee d'Amboise en particulier, ne permettent souvent plus de la déterminer avec certitude. D'ailleurs, nous nous contenterons d'indiquer cette question sans la traiter, comme ne rentrant pas dans le cadre de cette étude (1).

(1) Cette signification des noms propres peut donner lieu à de bien curieuses et bien intéressantes recherches philologiques et historiques. C'est ainsi que le nom de *Paulmier* indique, paraît-il, qu'un des ascendants a fait le pèlerinage de Terre Sainte, et le nom de *Romain* qu'un des ascendants a fait celui de Rome. De même, le nom de *Saulnier* ou *Saunier* est le signe de la profession de dépositaire ou fabricant de sel ; *Ollier*, de fabricant ou marchand d'huile ; *Fournier*, de propriétaire ou de fermier d'un four banal, etc. On pourrait en citer ainsi toute une série. Nous nous en tiendrons là pour ne point donner à cette étude un développement intempestif.

2° Comment se transmet le nom patronymique?

354. — Il résulte de ce que nous avons dit sur le rôle du nom patronymique, qu'il doit se transmettre à tous les membres de la famille qui a le droit de le porter. Ce droit est inséparable de la qualité de membre de la famille, et les causes de transmission de l'une sont des causes de transmission de l'autre.

355. — Sous l'empire du droit civil romain, la parenté agnatique ou *per masculos*, comme on le sait, était le seul lien qui constituât la famille légale. Il était donc naturel que le *nomen gentilitium* et certains *cognomina*, que nous avons vu jouer dans le système du nom romain le rôle de notre nom patronymique actuel, ne se transmissent que par les mâles. Mais dans notre droit français, la famille comprend aussi bien les parents par les femmes que les parents par les mâles. Si nous nous reportons au seul texte de la législation actuelle qui règle la transmission du nom patronymique, c'est-à-dire à l'article 57 du Code civil, nous y lisons : « L'acte de naissance énoncera « le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de « l'enfant, et les prénoms qui lui seront donnés, les pré- « noms, *noms*, profession et domicile *des père et mère*, « et ceux des témoins. » Par « *noms* », il faut évidemment entendre « *noms patronymiques* ». Or si le texte ne dit pas quel nom patronymique sera donné à l'enfant, c'est que le législateur l'a jugé inutile, et a voulu conserver le principe de la transmission du nom patronymique par le fait même de la filiation. Si nous remarquons d'une part que la loi met sur le même pied la parenté cognatique et la parenté agnatique, pour employer les expressions

romaines, et d'autre part que l'article 57 du Code civil exige aussi bien la mention du nom de la mère que celle du nom du père pour déterminer celui de l'enfant, il semble qu'il faut en conclure que le nom patronymique se transmet aussi bien par les femmes que par les mâles, et que le nom patronymique de l'enfant doit se composer de la juxtaposition des noms patronymiques de ses deux parents ! Telle est la rigoureuse conséquence d'une stricte interprétation des textes !

356. — En pratique néanmoins, tout le monde est d'accord pour appliquer le principe, doublement contraire à cette déduction, que *chacun doit porter le nom de son père;* nous disons « doublement contraire », car d'une part l'enfant ne reçoit ainsi que le nom d'un seul de ses parents, et d'autre part ce parent est presque toujours le père.

357. — Le système où mène l'interprétation littérale des textes est absurde ; il suffit d'y jeter un coup d'œil pour s'en convaincre. En supposant, ce qui est le cas le plus fréquent, des mariages entre époux de noms différents, au bout de cinq générations les membres d'une famille, d'après ce système, devraient porter un nom patronymique composé de SEIZE noms, et bientôt tout Français devrait, pour signer de son nom, écrire toute la nomenclature du Bottin de Paris et des départements ! Le système de la pratique, au contraire, maintient dans de justes limites la longueur du nom et en assure la conservation dans les familles, compensant largement ainsi l'inconvénient qu'il a de ne laisser dans le nom des gens aucune trace de leurs parentés cognatiques.

358. — Comment, en droit, se justifie cette pratique? Est-ce par le principe de l'immutabilité du nom patronymique, établi par l'Ordonnance de 1555 et la loi du 11 germinal an XI ? Nullement, car le système contraire n'entraîne pas le changement du nom de l'individu, et c'est ce changement seul qui est prohibé; l'individu garderait en effet toute sa vie le nom déterminé par la juxtaposition des noms de ses parents. Nous ne saurions en voir la force légale que dans l'usage invétéré, la coutume, en un mot, qui ne se trouve écrite nulle part, et qui n'a acquis force de loi que par le fait qu'elle est aussi ancienne que l'institution du nom patronymique elle-même et qu'elle a toujours été observée par les Français de tous les temps. On sait que le droit français actuel a laissé debout toutes celles des règles de l'ancien droit qui n'avaient pas été expressément abrogées, ou dont les dispositions ne sont pas contradictoires de celles du droit actuel. Or rien dans nos lois modernes ne saurait être invoqué comme contraire à cet usage. Nous n'hésitons donc pas à lui reconnaître la force de loi, par ce seul motif qu'il existe et qu'il a toujours existé, suppléant ainsi à un regrettable silence de nos textes; et nous admettrons donc comme incontestable ce principe incontesté que *chacun doit porter le nom de son père* (1). Nous examinerons plus loin en détail les cas d'application de ce principe (2). Il nous suffira pour l'instant de l'avoir déterminé.

(1) V. dans le même sens TOURNADE, *Du nom de famille...* pages 70-71.

(2) V. *infra*, nos 436 et suiv., p. 30 et suiv.

3° *Comment le nom patronymique est-il donné et reçu?*

359. — Dans la plupart des cas; c'est-à-dire ceux où l'enfant est légitime, ou naturel et reconnu par l'un de ses parents, le nom patronymique ne lui est pas *donné*, et l'enfant ne le *reçoit* pas, dans le sens strict des mots. Le nom patronymique résulte pour lui du fait même de sa filiation, en vertu de l'article 57 du Code civil, en ce sens qu'il porte le nom de son père ou tout au moins de celui de ses parents qui l'a reconnu. Restent donc les cas de l'enfant né de parents inconnus et de l'enfant trouvé.

360. — Observons en passant qu'il ne faut pas confondre ces deux cas. Dans le premier, en effet, on constate le fait qu'une femme est accouchée, mais les personnes témoins du fait ignorent ou sont censées ignorer *qui* est cette femme, à plus forte raison des œuvres de qui elle était enceinte. Dans le second cas, au contraire, la personne physique d'aucun des parents n'est connue; on trouve un nouveau-né, mais on ne sait ni de qui ni où il est né (1).

361. — Du premier cas nous répéterons ce que nous avons dit au sujet des prénoms (2). C'est à la mère de donner à l'enfant le nom patronymique qu'il doit porter et sous lequel il doit être inscrit à l'état civil sur le registre des naissances, et elle le fait par l'intermédiaire du déclarant. L'officier de l'état civil devra donc considérer celui-ci comme l'interprète de la volonté de parents qu'il

(1) V. *supra*, n° 342, p. 273, et la note 1.
(2) V. *supra*, n° 342, p. 273.

ne connaît pas, et recevoir sa déclaration telle qu'elle lui est faite. Il est en effet incompétent pour faire de sa propre autorité une sorte de petite enquête en recherche de paternité ou de maternité, aucun texte ne lui donnant un semblable pouvoir.

362. — De même que pour les prénoms (1), c'est au contraire à l'officier de l'état civil qu'il appartient de *donner* à l'enfant trouvé le nom qui devra lui servir de nom patronymique, conformément à la circulaire ministérielle du 30 juin 1812. Ce fonctionnaire a pour ce faire la plus grande latitude; il pourra à cette occasion exercer librement toute la vivacité de son imagination. Il devra seulement éviter le plus possible de donner le même nom à plusieurs enfants, ou de donner à chacun le nom d'une famille existante, ou un nom prêtant au ridicule ou rappelant l'irrégularité de la naissance de l'enfant En fait cependant, les enfants trouvés reçoivent ainsi comme nom patronymique un vocable rappelant souvent quelque circonstance de la découverte de leur personne. D'autres fois une âme charitable et présentant les garanties suffisantes les prenant à sa charge, consent à ce qu'ils soient inscrits sous son nom. Mais encore une fois l'officier de l'état civil peut sous ce rapport agir comme bon lui semble.

363. — Le nom patronymique, comme les prénoms, est définitivement acquis à l'enfant par la rédaction de l'acte de naissance. Ce principe est posé par l'article 1^er^ de la loi du 6 fructidor an II et le titre II de la loi du 11 germinal an XI. Il n'est du reste qu'une application du grand principe de l'immutabilité du nom. Si plus tard l'enfant

(1) V. *supra*, n° 342, p. 273.

croit que son nom a été altéré dans son acte de naissance et qu'il a le *droit* d'en porter un autre, il adressera à cet effet au Tribunal civil compétent une demande en rectification d'actes de l'état civil (1); si sans avoir de *droit*, il se croit *intéressé* à porter un autre nom, il adressera au gouvernement une demande en autorisation de changement de nom (2).

364. — De l'étranger naturalisé, nous répéterons ici ce que nous avons déjà dit à propos du prénom (3). En principe il conserve le nom qu'il a acquis conformément aux lois de son pays. Que s'il veut en prendre un autre à l'occasion de sa naturalisation, il se conformera aux formalités nécessaires pour changer de nom. Comme exceptions à cette règle, nous pouvons signaler, à titre de curiosité historique, celles résultant du décret du 20 juillet 1808 sur les juifs, enjoignant à ceux d'entre eux qui n'auraient pas de noms fixes d'en prendre un choisi en dehors de l'Ancien Testament ou des noms de ville; les autres dispositions sont les mêmes que celles que nous avons relatées au sujet du prénom. Viennent ensuite dans le même ordre d'idées les décrets du 18 août 1811 sur les habitants de la Hollande annexée, et du 13 janvier 1813 relatif à ceux des territoires formant les départements des Bouches-de-l'Elbe, des Bouches-du-Weser, de l'Ems-Supérieur et de la Lippe, étendant à qui de droit les dispositions du décret du 20 juillet 1808 à l'égard des juifs (4). La prise du nom adopté conformément à ces décrets se fait

(1) V. *infra*, nos 410 et suiv., p. 30 et suiv., et nos 30 et suiv., p. 30 et suiv.

(2) V. *infra*, nos 489 et suiv., p. 30 et suiv.

(3) V. *supra*, no 340, p. 270 et suiv.

(4) V. *supra*, no 340, p. 270 et suiv.

comme pour les prénoms par une déclaration à l'officier de l'état civil du domicile. Aujourd'hui l'article 6 du décret du 21 septembre 1886 sur la renonciation des indigènes de l'Inde française à leur statut personnel, porte que celui qui fait cette renonciation doit indiquer dans l'acte de renonciation le nom patronymique qu'il prend pour lui et sa postérité. Le nom ainsi pris est immuablement acquis. En dehors de ces cas, l'étranger naturalisé conserve son nom.

III. Surnoms.

365. — Nous ne saurions terminer cet examen des éléments du nom français sans dire quelques mots des surnoms, qui, pour n'en faire nullement partie intégrante d'une façon légale et régulière, n'en constituent pas moins parfois une dénomination dont il y a lieu de tenir compte. Et d'abord nous les diviserons en deux catégories : les *surnoms proprement dits* ou *sobriquets*, et les *pseudonymes*.

1° Sobriquets.

366. — Les sobriquets sont les surnoms par excellence. Ce sont ceux que la voix publique donne à tels ou tels individus, on ne voit souvent pas trop pourquoi, et sous lesquels ceux qui les ont reçus finissent parfois par être plus connus que sous leurs véritables noms. Les sobriquets n'ont comme noms aucune existence légale ; cependant lorsqu'ils sont arrivés à être plus connus que le nom véritable, le style officiel en fait quelquefois mention pour augmenter la clarté des dénominations et éloigner toute obscurité de l'identité de la personne. Alors ils sont joints au nom, à titre d'indication supplémentaire, et en sont

séparés par le mot *dit*. C'est ainsi qu'ils figurent, s'il y a lieu, sur certaines pièces, telles que les livrets militaires, les bulletins constituant le casier judiciaire, et autres. Un individu peut être jugé, condamné à mort et exécuté, le tout le plus légalement du monde, sous un nom supposé ; tel fut le cas du célèbre Campi, dont la justice ne put jamais parvenir à découvrir le véritable nom ; mais le nom supposé est moins un *sobriquet* qu'une sorte de *pseudonyme*. Ce qui distingue en effet le mieux le sobriquet de ce dernier, c'est qu'il est donné à l'individu par la voix publique, tandis que le pseudonyme est plutôt le surnom qu'une personne se donne à elle-même.

367. — Le sobriquet peut être une addition soit aux prénoms, soit au nom patronymique. En ce cas il est mentionné, lorsqu'il l'est, soit à la suite des prénoms, soit à la suite du nom patronymique, mais toujours précédé du mot *dit*.

2° *Pseudonymes*.

368. — Le pseudonyme est le vocable ou nom supposé sous lequel une personne fait certains actes, dans le but de cacher au public son véritable nom. Ceux qui font usage d'un pseudonyme le choisissent ordinairement eux-mêmes à leur gré.

369. — Les pseudonymes sont surtout en usage de nos jours parmi les écrivains et les artistes lyriques ou dramatiques. Ils sont alors pour ceux qui s'en servent l'objet d'une véritable propriété littéraire ou artistique (1). Deux

(1) Cass., 6 juin 1859, *D. P.*, 1859, 1,248. — Paris, 30 décembre 1868, *D. P.*, 1869, 2,224.

curieux procès se sont engagés récemment relativement à des pseudonymes. Un artiste lyrique, bien connu au théâtre sous le nom supposé d'*Ismaël*, avait vu son mariage dissous par le divorce et s'était remarié. Or ses deux conjointes étaient, elles aussi, des artistes lyriques, et étaient également connues au théâtre sous le pseudonyme de leur mari. M. Ismaël, le mari, intenta en 1886 un procès à son épouse divorcée, pour obtenir qu'il lui fût interdit de porter désormais ce pseudonyme; mais le Tribunal civil de Toulouse jugea, le 18 mai 1886, que ce pseudonyme était devenu pour celle-ci l'objet d'un véritable droit « plus incertain que la propriété du nom » et la maintint dans le droit de le porter au théâtre (1). L'autre procès fut de même la conséquence du divorce prononcé entre M^me^ Rose Caron, artiste de l'Académie nationale de musique, et son mari. Celui-ci prétendait interdire à sa femme le droit de continuer à porter son nom au théâtre, et cette dernière soutenait que ce nom était devenu pour elle un véritable pseudonyme, objet d'un droit de propriété. L'affaire ne fut pas vidée, M. Caron s'étant rendu aux arguments de sa ci-devant épouse et ayant retiré sa demande.

370. — Au point de vue du droit civil, le pseudonyme est complètement assimilé au sobriquet, et ne saurait être mentionné dans les actes que de la même manière et précédé du mot *dit*. Il ne saurait bien entendu être employé que comme une indication complémentaire destinée à augmenter la clarté de la désignation individuelle résultant du nom véritable.

(1) Trib. de Toulouse, 18 mai 1886, *Gaz. Trib.*, 24-25 mai 1886.

371. — Mais en revanche, le pseudonyme peut être la source de préjudices graves causés à autrui, lorsque volontairement ou involontairement celui qui en prend un choisit pour cela le véritable nom de personnes existantes. Un pareil choix peut toujours amener de fâcheuses confusions. Il peut même avoir pour but de permettre à son auteur soit de jeter le discrédit sur des individus fort honorables, soit de commettre, en se parant du nom de ces personnes, des vols, escroqueries, abus de confiance, etc. Dans ces cas tout spéciaux, il y a des actions particulières tendant à la répression du délit commis, et les parties lésées auront incontestablement le droit de demander des dommages-intérêts destinés à réparer le préjudice qui leur aura été causé. Mais, en outre et dans tous les cas, la jurisprudence reconnaît aux Tribunaux le droit d'interdire, sur la plainte des intéressés, le port d'un pseudonyme pouvant amener de simples confusions de personnes (1).

372. — Le pseudonyme est aujourd'hui, comme autrefois, plus spécialement en usage chez les écrivains, les acteurs de théâtre et les prêtresses de Vénus. On le rencontre également souvent chez les commerçants comme nom de commerce. Quand au *nom de guerre* des soldats français de l'ancienne Monarchie, il n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir, une loi des 12-16 mai 1793 ayant interdit aux citoyens de s'engager dans l'armée autrement que sous leur véritable nom.

(1) V. notamment Trib. de la Seine, 30 mars 1882, *Gaz. Trib.*, 31 mars 1882.

CHAPITRE III

DU DROIT DE CHACUN SUR SON NOM

373. — Cette question est de beaucoup la plus importante de toutes celles que soulève notre sujet, et, par une bizarrerie et une inconséquence que l'on ne saurait nullement expliquer, c'est peut-être la seule sur laquelle se taisent les textes législatifs de notre ancien droit comme de notre droit actuel. Les nombreux monuments de jurisprudence qui y sont relatifs, d'une part, et les rares auteurs qui se sont donné la peine de l'examiner d'un peu près, d'autre part, ont donné le jour à deux systèmes qui à première vue paraissent diamétralement opposés, mais entre lesquels il y a, croyons-nous, plus de différence dans les mots que dans les idées. Pour nous, nous prendrons la question *ab ovo*, et nous nous efforcerons de lui donner une solution rationnelle déduite des principes généraux.

374. — Et d'abord, il convient de scinder notre question en deux, suivant qu'elle s'applique à tel ou à tel des

éléments du nom français. Nous renvoyons à un chapitre ultérieur spécial ce qui a trait aux dénominations honorifiques, pour ne nous occuper dans celui-ci que du prénom et du nom patronymique. Ce dernier seul présente de sérieuses difficultés.

I. Prénoms.

375. — Nous avons vu au chapitre précédent comment les prénoms, pour ne parler que du *plerumque fit*, sont donnés à l'individu, et nous avons constaté qu'ils sont soumis au grand principe de l'immutabilité du nom. Dès lors on doit leur appliquer les dispositions de l'article 1^er^ de la loi du 6 fructidor an II, décidant qu' « aucun citoyen « ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux « exprimés dans son acte de naissance. » La rédaction de cet acte, en effet, fixe définitivement, ainsi que nous l'avons vu, les prénoms que chacun pourra désormais seuls porter.

376. — Dans ces conditions, le droit qu'a chaque citoyen sur ses prénoms se réduit à fort peu de chose. Bien que le prénom soit la partie du nom complet qui est destiné à individualiser la personne, il ne faudrait pas en conclure que le prénom est *propre* à la personne qui l'a reçu; il a perdu cette qualité en cessant d'être le nom personnel unique, et il ne sert plus qu'à distinguer entre eux les individus portant le même nom patronymique. Celui qui porte un prénom ne saurait donc avoir sur ce prénom aucun droit *propre*, encore moins un droit de *propriété*, en ce sens qu'il n'y a aucune usurpation de prénom pos-

sible ; le fait de celui qui prend un prénom auquel il n'a pas droit ne saurait constituer une usurpation, personne n'étant ni ne pouvant se dire lésé par ce fait considéré isolément ; il pourra y avoir un préjudice causé au moyen de ce prénom irrégulièrement porté, mais cela ne saurait dépendre que de l'*usage* qui en est fait, et non simplement du *fait* qu'il a été porté par quelqu'un qui n'avait pas le droit de le faire. Pour qu'un tel usage d'un prénom illégal puisse causer un préjudice, il faut que celui qui le prend à tort ait occasionné une confusion de personnes entre lui et celui qui s'en plaint, ce qui suppose que les deux parties portent le même nom patronymique.

377. — D'autre part, un citoyen est tenu de porter les prénoms qui lui sont attribués par son acte de naissance, et de ne porter qu'eux. La pluralité des prénoms, telle qu'elle est généralement pratiquée, rendrait trop longue, pour les usages journaliers, l'énumération *in extenso* de tous les prénoms d'une personne ; aussi, dans ce cas, l'habitude s'est-elle établie de ne prendre qu'un seul des prénoms, et toujours le même ; mais *tous* doivent être exprimés dans les actes officiels, tels que les actes de l'état civil, les actes notariés, etc. Si donc un de ces actes ne mentionne pas exactement les prénoms d'une personne, soit par omission de l'un d'eux, soit par addition d'un prénom illégal, soit par interversion de l'ordre des prénoms, les parties intéressées pourront s'adresser aux Tribunaux pour obtenir d'eux la rectification de l'irrégularité commise. Bien entendu, la première des parties intéressées sera la personne dont les prénoms sont inexactement exprimés, et à ce droit éventuel de demande en rectification se borne le droit de chacun sur ses prénoms. Le Tribunal compétent sera évidemment le Tribunal civil du

lieu où l'acte a été passé ou rédigé. La personne irrégulièrement nommée n'aura pas besoin de prouver qu'elle a un intérêt spécial à ce que les choses soient remises en leur état normal, car chacun a un intérêt constant et général à être dénommé comme il a le droit de l'être ; mais toute autre personne devra alléguer un motif justifiant son intervention, et les juges apprécieront souverainement l'intérêt qui la porte à agir ainsi lorsque le principal intéressé ne dit mot.

378. — En résumé, chacun est beaucoup plus lié à ses prénoms par l'*obligation*, que par le *droit*, qu'il a de les porter dans les actes officiels.

II. — Nom patronymique.

379. — C'est cet élément du nom français qui est le véritable champ d'application de notre question, et c'est à son sujet que le déplorable silence de la loi plonge doctrine et jurisprudence dans la plus fâcheuse incertitude.

1° Nature de ce droit.

380. — La relation juridique qui existe entre la personne et son nom patronymique est en effet double : elle est une *obligation*, en ce sens que chacun *doit* porter son nom patronymique tel qu'il est exprimé dans son acte de naissance (l. 6 fructidor an II, art. 1), et un *droit* exclusif, en ce sens que chacun *peut* s'opposer à ce qu'une autre personne prenne son nom sans avoir le droit de le faire. Mais faut-il sur ce dernier point invoquer un intérêt

spécial, se plaindre, par exemple, d'un préjudice particulier causé par cette usurpation, pour être recevable à s'y opposer, ou bien au contraire suffit-il de prouver que l'on a le droit de porter le nom en litige tandis que la partie adverse ne l'a pas? *That is the question ;* on ne saurait y répondre catégoriquement qu'en étant au préalable fixé sur la nature du droit de chacun sur son nom, et c'est sur sur ce point justement que nous ne rencontrons que ténèbres épaisses au lieu de l'éclatante lumière que l'on devrait y trouver.

381. — Rien dans les monuments de l'ancien droit, rien dans les travaux préparatoires ni dans les textes du droit actuel, rien dans les ouvrages des grands jurisconsultes modernes qui sont comme les oracles du droit, ne saurait être invoqué pour résoudre ce problème dans un sens quelconque. Dans la doctrine, les auteurs les plus justement renommés paraissent ignorer totalement cette question, ou bien ne font que l'effleurer vaguement comme avec une grande hâte de s'en éloigner le plus possible. Dans la jurisprudence, les très nombreux arrêts et jugements qui ont eu à la traiter semblent le faire à contre-cœur, et admettent comme indiscutable, sans jamais dire pourquoi, le principe que *le nom patronymique est une propriété*. En vain chercherait-on la base de ce principe que la jurisprudence paraît croire assis sur le roc le plus inébranlable. Que si l'on cherche à deviner comment est compris ce principe par ceux qui le proclament, on voit qu'ils ont soin de l'enserrer dans de si étroites limites, d'y apporter tant de restrictions, qu'on ne peut que se demander ce qu'il en reste après tout cela, et en quoi ce droit serait diminué s'il n'était pas une *propriété*. Quoi qu'il en soit, ce système est adopté par une jurisprudence remarquablement cons-

tante, que de récentes et retentissantes décisions ont encore confirmée. Il mérite donc d'être attentivement examiné.

382. — La jurisprudence prend comme base et comme point de départ ce principe, à ses yeux incontestable et incontesté, que *le nom patronymique est la propriété de la famille qui le porte* (1). Mais ce principe doit être combiné avec celui de l'immutabilité du nom ; dès lors, une personne investie du droit de porter un nom ne peut ni l'altérer en tout ou en partie, ni l'aliéner, ni le transmettre sinon conjointement avec la qualité de membre de la famille, c'est-à-dire autrement que par la filiation ; encore cette transmission, suivant la règle établie par l'usage constant et reconnu suivant nous tacitement par la loi, et que nous avons déjà constatée (2), ne peut-elle avoir lieu que par la filiation *per masculos*, sauf exceptions (3).

383. — La propriété d'un nom est encore limitée, dénaturée en ce qui concerne le titulaire de ce droit, par la nature même du nom patronymique ; ce nom, en effet, n'est pas *propre* à quiconque le porte, car il est *commun* à tous les descendants par les mâles de l'auteur premier du nom, la propriété du nom n'appartient donc pas à l'*individu*, mais à la famille. Or, le droit français actuel ne reconnaît pas l'existence de la famille comme personne morale. Comment alors imaginer un droit dont le titulaire n'a pas d'existence juridique? La jurisprudence tourne cette impasse en faisant de la propriété du nom un droit en quel-

(1) Cass., 16 mars 1841, *D. P.*, 1841, 1, 210.
(2) V. *supra*, nos 364 et suiv., p. 286 et suiv.
(3) V. *infra*, nos 438 et suiv., p. 329 et suiv.

que sorte indivis entre tous les membres de la famille, tout en permettant à chacun d'eux d'en faire usage comme s'il était le seul titulaire de ce droit. Nous ne discutons pas, nous constatons.

384. — En troisième et dernier lieu, la jurisprudence reconnaît, faute peut-être de pouvoir faire autrement, que cette propriété du nom n'a pas de sanction pénale. L'usurpation d'un nom, considérée intrinsèquement, et abstraction faite de toutes les circonstances qui peuvent la transformer en un autre délit, ne peut donc donner lieu qu'à des réparations civiles. Mais, suivant les règles d'application de l'article 1382 du Code civil, pour obtenir des dommages-intérêts, celui qui se plaint qu'un autre a pris illégalement le nom de sa famille, devra prouver qu'il en est résulté pour lui un préjudice appréciable en argent. Si, au contraire, le plaignant ne demande pas de dommages-intérêts, mais demande seulement qu'il soit fait défense au délinquant de porter le nom usurpé, et que ce nom soit rayé de tous les actes officiels dans lesquels il aura déjà été porté, les Tribunaux, le point de fait étant supposé prouvé, se reconnaissent le droit d'obtempérer à une semblable requête (1).

385. — En résumé, dans le système de la jurisprudence, *le nom patronymique est l'objet d'un droit de propriété, droit dont le titulaire ne peut se dépouiller à cause du principe de l'immutabilité du nom, droit indivis entre tous les membres par les mâles de la famille à qui il appartient, et droit dont il ne peut être fait usage qu'en prouvant l'intérêt que l'on a à s'en prévaloir.*

(1) V. p. ex., Paris, 4 décembre 1863, *D. P.*, 1864, 2, 12.

386. — Une théorie nouvelle tend à naître dans la doctrine, qui sape par la base tout le système de la jurisprudence, en niant que le nom patronymique soit l'objet d'un droit de propriété. Cette théorie est développée tout entière et soutenue par M. Tournade dans un ouvrage que nous avons déja cité (1); c'est donc d'après lui que nous allons l'exposer d'abord pour la critiquer ensuite.

387. — Cet auteur donne comme base au système qu'il adopte trois arguments tirés respectivement de la *philosophie*, de l'*histoire* et de la *loi*.

388. — *Philosophiquement*, dit-il, le nom ne peut être et n'est pas une propriété. La famille, en effet, qui devrait être la personne civile titulaire de ce droit de propriété, n'est pas fondée sur les liens du sang et le fait de la filiation; c'est là un préjugé qu'il paraît nécessaire d'écarter. La vraie base des devoirs de la famille, c'est l'affection réciproque qui en unit les membres les uns aux autres. Ceux donc des ancêtres que l'on n'a jamais connus ne sont pas de la famille. Il n'y a de plus aucune solidarité entre les membres de la famille ainsi réduite. On trouve la preuve de cette allégation dans le Code civil, qui a établi l'ordre successoral suivant l'ordre présumé des affections et donne le droit de tester pour permettre de rectifier cette présomption lorsqu'elle ne coïncide pas avec les sentiments du *de cujus*. D'ailleurs, l'idée de collectivité a été écartée de notre législation avec toutes les garanties dont l'ancien droit protégeait la famille, telles que les substitutions, le retrait lignager, etc. Dans ces circonstances, le nom patronymique ne joue donc plus que le

(1) *Du nom de famille...*, p. 5 et suiv.

rôle d'étiquette de l'état civil et sert à ajouter à la clarté de la désignation individuelle en faisant connaître le père de la personne dont il s'agit.

389. — *Historiquement*, si le nom patronymique était une propriété de famille, il devrait se retrouver comme tel chez tous les peuples où la famille est le plus fortement organisée et jouit de la personnalité morale. Or, chez ces peuples, il n'y a rien de pareil; bien plus, on ne trouve chez la plupart d'entre eux que des noms individuels. Le nom collectif, au contraire, appartient aux civilisations avancées, où l'idée de l'individu est prédominante et le lien de famille restreint. L'indication de la filiation dans le nom n'est que le résultat de nécessités pratiques et ne tient nullement à la constitution de la famille. Notre système de nom n'est qu'un système de classification analogue à celui des rues et maisons de certaines grandes villes américaines. Le nom de famille est donc une création arbitraire de l'usage ou de la loi, mais non un héritage ou une propriété.

390. — *Légalement*, les caractères de la propriété ne se retrouvent pas dans ceux du droit qu'un individu a sur son nom. Une loi qui nous dépouillerait de notre nom ne violerait pas les principes constitutionnels, si elle ne se soumettait pas aux formalités de l'expropriation. D'ailleurs, la loi du 23 mars 1882 sur l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie impose à beaucoup d'entre eux un changement de nom. Enfin, on ne saurait sur quoi baser l'indemnité, si expropriation il y avait.

391. — Conclusion : « Il me paraît donc démontré », dit M. Tournade, « à la fois par la philosophie, par l'his-
« toire et par la loi que le nom n'est pas une propriété. »

392. — Tels sont donc les deux systèmes en présence. Nous n'en avons jusqu'à présent donné qu'un exposé rapide et aussi complet que possible. Il nous reste maintenant à les critiquer.

393. — Au système de la jurisprudence nous reprocherons de n'indiquer nulle part les bases des principes sur lesquels il se fonde. Il admet *de plano* le principe de la propriété du nom sans chercher à le justifier ni même à prouver son existence juridique, et c'est là justement la question. De plus, les principes étant admis, le système de la jurisprudence n'en est pas une combinaison rigoureusement vraie. Si, en effet, le nom est une propriété, celui qui veut la revendiquer est le seul juge de l'intérêt qu'il a à le faire ou à s'en abstenir, et, son droit une fois prouvé en fait, les Tribunaux n'ont qu'à lui en accorder toutes les conséquences juridiques. Si, au contraire, le titulaire d'un nom ne peut se prévaloir de son droit qu'en prouvant l'intérêt qu'il a à le faire, ce droit n'est pas une propriété. Sous ce rapport donc et en pratique, le système de la jurisprudence se rapproche beaucoup du système de M. Tournade. Quant à la limitation du principe de la propriété du nom par celui de la fixité du nom, nous dirons tout à l'heure pourquoi nous n'y voyons rien de contraire à l'idée de propriété. Enfin l'indivision, la collectivité de la propriété du nom, une fois le principe admis, peut à la rigueur se comprendre.

394. — Quant au système de M. Tournade, nous n'hésitons pas à le rejeter absolument. Passons d'abord en revue ses trois arguments. Le premier, celui qu'il tire de la philosophie, nous paraît faux à tous les points de vue. C'est bien la filiation, et non l'affection, qui est la base de

la famille; sans cela beaucoup d'enfants des classes populaires, séparés de leurs parents aussitôt après leur naissance, devraient faire partie de la famille de leurs nourrices, et non de celle des auteurs de leurs jours. Quant à la solidarité entre membres de la même famille, la nier peut être très séduisant en théorie, mais, en pratique, M. Tournade et ses partisans ne pourront jamais l'empêcher d'avoir toujours et partout existé dans le passé, d'exister encore dans le présent, et de continuer d'exister dans l'avenir. Bien entendu nous ne prétendons pas parler ici de la solidarité dans le sens juridique et spécialement technique de ce mot. Mais, ainsi que nous l'avons constaté dans la première partie de cette étude, il y a entre ascendants et descendants, à quelque degré que ce soit, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique et physiologique, un lien tel que les enfants profitent des belles actions de leurs pères comme ils portent le poids de leurs fautes. Leur refuser cet héritage moral oblige à leur refuser également la dévolution du patrimoine qu'ils n'auront pas amassé personnellement, ce qui mène tout droit au socialisme. Mais admettons un moment les idées de M. Tournade sur la famille. En doit-il résulter que le nom de cette famille ne puisse être pour ses membres l'objet d'un droit de propriété? Nous ne voyons pas pourquoi, et nous confessons ne pas saisir le lien qui enchaîne ceci à cela comme conséquence, alors que M. Tournade admet l'hérédité des biens corporels, malgré les causes qui lui font repousser l'hérédité du nom en particulier, et des biens incorporels en général aussi, probablement.

395. — En second lieu, l'argument historique invoqué par M. Tournade n'est pas plus probant à notre avis. Nous admettons parfaitement que la création de notre système

de nom est le résultat de nécessités pratiques et ne tient nullement à l'organisation de la famille. C'est même justement à cause de cela que nous ne voyons pas pourquoi l'institution juridique du nom objet d'un droit de propriété collective aurait suivi dans sa désuétude la personnalité morale de cette collectivité elle-même, alors d'une part que les nécessités pratiques qui lui ont donné naissance vont toujours s'augmentant avec les progrès de la civilisation et l'importance numérique de la population de chaque Etat, tandis que d'autre part cette institution juridique n'est nullement liée à l'organisation légale de la collectivité humaine qu'elle désigne, c'est-à-dire de la famille.

396. — En troisième lieu, nous repoussons l'argument que M. Tournade tire du droit administratif, en disant que le nom ne saurait être l'objet d'une expropriation, et du droit constitutionnel. L'expropriation, en effet, ne peut avoir pour objet que des choses corporelles ; la propriété du nom, si elle existe, n'étant qu'une chose incorporelle, ne saurait être expropriée. Quant au droit constitutionnel, il garantit la propriété. Si le nom est une propriété, la loi qui dépouillerait de son nom un particulier violerait les principes du droit constitutionnel, sinon, non. Mais le nom est-il une propriété? C'est là justement le point douteux, et l'argument de M. Tournade est un simple sophisme, qui résout la question par la question et ne prouve rien. D'ailleurs, le nom est de l'aveu même de M. Tournade l'étiquette de l'état civil des personnes. Or, l'état civil est un fait, et grâce à Dieu notre pays ne s'est pas encore vu infliger de législateurs assez insensés pour avoir la prétention de changer les faits. La spoliation législative du nom est donc une telle absurdité qu'il faut écarter une

pareille idée. Quant à la loi du 23 mars 1882, dans ses articles 3 et suivants, elle ordonne aux indigènes musulmans de l'Algérie de se choisir un nom patronymique et supplée à leur inertie s'il y a lieu, mais ne change rien à leurs noms actuels ; cette loi n'a donc rien à voir ici. La seule partie sérieuse de ce troisième argument de M. Tournade est celle par laquelle il insiste le moins : c'est la différence profonde entre les caractères généraux du droit de propriété et ceux du droit de l'individu sur son nom. Est-elle inconciliable avec l'existence de la propriété du nom ? Tout est là, et c'est ce que nous verrons tout à l'heure.

397. — Enfin, nous reprocherons à M. Tournade de démolir sans réédifier. Il nous dit bien ce que, d'après lui, le droit sur le nom *n'est pas*, mais il ne nous dit pas ce qu'il *est*. Nous reconnaissons que ce n'est pas facile, et nous regrettons que M. Tournade n'ait pas cru devoir nous montrer qu'une telle difficulté n'était pas de taille à l'arrêter. Nous nous permettrons toutefois de lui faire observer qu'il est toujours dangereux de renverser un principe sans savoir par quoi on le remplacera.

398. — Voilà donc les deux systèmes, celui tout positif de la jurisprudence et celui tout négatif de M. Tournade, réduits à leur exposé et manquant de toute espèce de base. Par contre, la question *le nom est-il une propriété?* reste ouverte. Le choix entre les deux systèmes est subordonné à la solution qu'on lui donnera, et c'est cette solution que nous devons maintenant nous efforcer de découvrir.

399. — On ne saurait, à notre avis, la trouver ailleurs que dans l'*ancien droit*, et c'est où ni la jurisprudence, qui ne s'en occupe pas, ni M. Tournade ne sont allés la chercher. Les lois actuelles, en effet, laissent subsister celles qui les ont précédées, toutes les fois qu'elles ne les ont ni abrogées tacitement ou expressément, ni confirmées en les reproduisant. Or, en règle générale, nos textes au sujet de la propriété du nom

Imitent de Conrard le silence prudent.

Ce mutisme soutenu laisse donc la parole à notre ancienne législation. Mais celle-ci est aussi muette que l'autre! Rien dans les coutumes, rien dans les ordonnances, rien dans le droit écrit, rien dans les arrêts de règlement ne laisse deviner quelle a pu être sur ce point la volonté du législateur, ni même si pour lui la question s'était posée. Nous serons donc forcé, pour découvrir le principe et le mettre en lumière, de l'*induire* des nombreuses applications qui en ont été reconnues bien fondées en droit par les deux sœurs interprètes de la loi, la doctrine et la jurisprudence.

400. — Le droit de propriété a reçu de nombreuses définitions. Nous nous bornerons à observer avec les jurisconsultes romains qu'il n'est que la réunion du *jus utendi*, du *jus fruendi* et du *jus abutendi*. L'article 544 du Code civil a purement et simplement traduit cette définition lorsqu'il dit que :

« La propriété est le droit de jouir et de disposer des « choses de la manière la plus absolue. »

De plus, l'ancien droit comme le droit actuel ont toujours admis que les choses incorporelles pouvaient être l'objet d'un droit de propriété. Inversement donc, il est lo-

gique de conclure que lorsqu'un homme a sur une chose le droit d'en jouir et d'en disposer de la façon la plus absolue, il a sur cette chose un véritable droit de propriété.

401. — En était-il ainsi, en fait, dans l'ancien droit, en ce qui concerne le nom? Un homme avait-il le droit de jouir et de disposer de son nom de la façon la plus absolue? C'est ce qu'il s'agit de vérifier. Plaçons-nous au 25 mars 1555, à la veille du jour où fut rendue l'Ordonnance d'Amboise. Pour ce qui est du droit de *jouir* du nom, il ne peut y avoir de doute. *Jouir* de son nom, c'est le porter dans tous les actes de la vie publique et de la vie privée, c'est l'écrire dans sa signature, c'est le défendre contre toute atteinte et contre toute usurpation. Les faits sont trop nombreux, trop unanimement admis pour que l'on puisse raisonnablement refuser un tel droit à quiconque a un nom, c'est-à-dire à tout sujet français. En est-il de même du droit de *disposer?* Et d'abord, qu'est-ce que *disposer* de son nom? Disposer de son nom, c'est le transmettre à d'autres, c'est le modifier, c'est le quitter pour en prendre un autre qui n'appartient à personne et, par conséquent, sans empiéter sur les droits d'autrui. Or, nous voyons que la transmission du nom s'opère couramment, par la filiation d'abord, ensuite par testament, à titre de legs, et même par actes entre vifs; La Roque (1) nous en cite des multitudes d'exemples, tous fondés sur des actes authentiques, tels que les registres de la Chambre des comptes. Nous avons vu également que modifier son nom était absolument permis et qu'on pouvait le quitter en tout ou en partie, le changer, l'allonger, le raccourcir sans que rien mît un frein au caprice de chacun; nous citerons de nouveau à

(1) *Traité de l'origine des noms, passim.*

ce propos, ce passage de La Roque (1) : « Autrefois, on « changeoit de nom en France sans aucune solemnité. La « preuve s'en tire des registres de la Chambre des Comp- « tes qui m'ont esté communiquez par Monsieur de Vion « d'Herouval. » On ne saurait conclure autre chose de cela, sinon que chacun avait la libre disposition de son nom, dans la limite où il pouvait en profiter sans léser un droit égal appartenant à des tiers. Or donc, puisque chacun avait sur son nom le libre droit de *jouir* et de *disposer*, c'est le cas d'appliquer le fameux « Quand la chose est, disons le mot » et de conclure que *chacun avait sur son nom un véritable droit de propriété*. Nous admettrons volontiers que le législateur ancien n'a jamais établi ce droit d'une façon expresse ni par aucune loi écrite, mais de ce qu'il en permettait la plus large et la plus entière application, il résulte forcément que d'une façon tacite et peut-être même inconsciente, il en ratifiait l'existence.

402. — Tel était donc l'état du droit à la veille de l'Ordonnance d'Amboise (26 mars 1555). Cette Ordonnance et la législation subséquente ont-elles aboli ce droit de propriété du nom ? Si oui, M. Tournade a raison, si non, la jurisprudence est dans le vrai. Revenons un instant à la définition de la propriété par l'article 544 du Code civil :

« La propriété est le droit de jouir et de disposer des « choses de la manière la plus absolue, *pourvu qu'on « n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par « les règlements.* »

Donc, une restriction apportée par une loi ou par un

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 180. — V. *supra*, n° 291, p. 233.

règlement à l'usage d'un droit de propriété ne fait pas perdre à ce droit le caractère de propriété. Or l'Ordonnance d'Amboise, en introduisant le principe de la fixité du nom, a restreint le droit de libre disposition du nom en en soumettant le changement à la nécessité préalable de l'autorisation royale donnée par Lettres de commutation de nom. Peut-on voir là autre chose qu'une loi prohibitive de la nature de celles prévues par la seconde partie de l'article 544 du Code civil? L'Ordonnance d'Amboise ne prohibe pas la transmission du nom par legs ou par acte entre vifs; elle en subordonne seulement l'exécution à l'autorisation royale, puisque de la part du légataire ou du co-contractant il doit y avoir un changement de nom. Le droit de propriété du nom subsiste donc, bien qu'une restriction soit apportée à toute une catégorie de ses cas d'application.

403. — Nous voyons l'existence de la propriété du nom confirmée encore dans l'ancien droit par la prohibition de l'*usurpation* du nom. La Roque (1) nous apprend que cette prohibition est parfaitement reconnue et très souvent appliquée. Nous la trouvons de nouveau constatée dans les travaux préparatoires de la loi du 11 germinal an XI; nous relevons dans le rapport du conseiller d'Etat Miot (2) le passage suivant : « Ainsi on tenait pour principe : 1° que « le roi seul pouvait permettre le changement ou l'addi- « tion de nom; 2° que cette permission n'était jamais « accordée que *sauf le droit des tiers, qu'ils pouvaient* « *faire valoir en s'opposant à l'enregistrement dans*

(1) *Traité de l'origine des noms*, p. 190.

(2) *Exposé des motifs de la loi relative aux prénoms et changements de noms* (séance du 1er germinal an XI), n° 4.

« *les cours* » des (lettres de commutation de nom); « 3° *que* « *le changement de nom et d'armes ne pouvait avoir* « *lieu,* même après un testament qui en imposait la con- « dition, *lorsqu'il y avait opposition de la part des* « *mâles portant le nom et les armes.* » La loi du 11 germinal an XI ayant eu pour but de revenir, dans la limite où le permettaient les changements politiques survenus depuis lors en France, à la législation de l'Ordonnance d'Amboise, nous devons l'interpréter dans le même esprit.

404. — En résumé, donc, nous trouvons dans l'ancienne législation le nom objet du droit d'user et du droit de disposer sauf la restriction résultant de la subordination du changement de nom à l'autorisation royale, c'est-à-dire d'un droit de propriété tel que le définit l'article 544 du Code civil. Le silence de la législation nouvelle sur le principe de la propriété du nom, et la conformité de son esprit à celui de l'ancien droit sur la question spéciale du changement de nom, nous permettent de conclure que le principe est encore le même aujourd'hui qu'autrefois. Nous admettons donc avec la jurisprudence que *le nom est une propriété.*

405. — En revanche nous reconnaissons volontiers qu'il y a entre la propriété du nom et la propriété ordinaire une très grande différence, résultant du principe de l'immutabilité du nom. Mais quel nom donnera-t-on alors au droit qui nous occupe? Sera-ce un droit d'usage? Mais entre l'usage du nom et l'usage ordinaire il y aurait encore plus de différence. L'appellera-t-on simplement un droit *sui generis?* Alors, ce droit n'étant défini nulle part, c'est ouvrir la porte à des controverses sans fin et sans solution possible, d'où il résulterait forcément de nombreuses con-

tradictions dans la jurisprudence. En admettant au contraire le principe de la propriété du nom, restreint par le titre II de la loi du 11 germinal an XI, conformément à l'esprit de l'Ordonnance d'Amboise, on s'assure d'une règle fixe, qui a permis à la jurisprudence de se maintenir invariable depuis plus de quatre-vingts ans, malgré le grand nombre et l'infinie diversité des espèces sur lesquelles elle a été appelée à statuer.

2° Ses cas d'application

406. — Il nous reste, pour confirmer entièrement le principe de la propriété du nom, à le rechercher dans les différents cas d'application qui en sont faits par la jurisprudence ou par la législation. Plusieurs d'entre eux sont assez importants pour faire l'objet de chapitres spéciaux; nous n'en ferons donc ici qu'une courte énumération, en insistant seulement sur les points sur lesquels nous n'aurons pas à revenir.

407. — A. — Le nom se transmet par filiation, comme toute propriété se transmet par succession. Il devrait, il est vrai, dans ce cas, se transmettre aussi bien par la filiation *per feminas* que par la filiation *per masculos*. Nous avons vu au chapitre précédent que pour parer aux immenses inconvénients pratiques que présenterait un tel système, l'usage universel de tous les temps, sanctionné suivant nous par le silence de la loi, avait limité à cette dernière seule la transmission du nom. Il y a là une dérogation au principe de l'article 745 du Code civil abrogeant toute distinction de sexe en matière de dévolution

de successions, dérogation justifiée par des nécessités d'ordre public. Rien donc ici qui ne se puisse concilier avec l'idée de la propriété du nom.

408. — B.— Il en est de même du principe que cette propriété est collective, c'est-à-dire a pour titulaires tous les descendants *per masculos* et actuellement vivants de l'auteur ayant le premier porté le nom. On comprend facilement que le nom, comme objet d'un droit de propriété, doit rester forcément indivis, tout comme un tombeau de famille; on ne se figure pas en effet les enfants d'un même père coupant en tranches égales le nom de celui-ci et s'en attribuant chacun une. Ceci supposerait d'abord que, depuis le jour de leur naissance jusqu'à la mort du dernier survivant de leurs ascendants *per masculos*, les enfants auraient été sans nom, et n'auraient eu le droit de porter que des prénoms, mais cela est impossible ; il est de toute nécessité en effet que chacun ait un nom à chaque instant de son existence, et ce nom étant soumis au principe de l'immutabilité, il était également nécessaire que l'enfant dès sa venue au monde fût investi d'une part de la copropriété collective du nom de son père. Ainsi s'explique ce caractère spécial de la propriété du nom et qui en fait en quelque sorte un droit de propriété *sui generis*, par lequel chaque membre de la famille, qui à sa naissance devrait n'avoir qu'un droit éventuel au nom patronymique, en est pour ainsi dire immédiatement et définitivement ensaisiné.

409. — C. — Le droit de propriété du nom a pour corollaire indispensable le droit pour son titulaire de le défendre de toute atteinte. Ces atteintes peuvent être de trois sortes : ou bien le nom est altéré en tout ou en partie dans

les actes officiels, et notamment dans les actes de l'état civil; ou bien un particulier s'approprie sans droit le nom d'un autre soit pour le porter lui-même et se faire connaître sous ce nom, ce qui en constitue l'usurpation civile proprement dite, soit pour s'en servir dans quelque ouvrage littéraire et en affubler un de ses personnages, ce que nous appellerons l'usage littéraire illégal du nom ; ou bien enfin, le gouvernement faisant droit à la demande d'un particulier l'autorise à prendre pour nom ou à ajouter à celui qu'il a déjà un nom qui appartient déjà à quelqu'un. Nous allons reprendre successivement chacun de ces trois cas, et nous verrons comment on peut, dans chacun d'eux, maintenir l'intégrité de son droit de propriété sur son nom.

410. — *a.* — *Altération du nom dans les actes officiels et notamment dans les actes de l'état civil.* — Nous entendons par là non point seulement l'omission d'un ou plusieurs des mots qui forment le nom en question, ou l'addition à ce nom de mots qui légalement n'en font pas partie, mais encore le plus minime changement dans l'orthographe du nom, tel, par exemple, que l'addition ou la suppression d'une lettre, ou le remplacement d'une lettre par une autre, ou la réunion en un seul de deux mots qui doivent être séparés, ou *vice versa*.

411. — Celui dont le nom a été ainsi altéré dans des actes officiels pourra en demander la rectification. Il adressera à cet effet une requête au président du Tribunal civil dans le ressort duquel l'acte aura été rédigé (1). Le président nomme un juge rapporteur, et le Tribunal statue

(1) V. *Circ minist. just.*, 10 août 1836.

après avoir entendu les plaidoiries des parties intéressées, celles-ci dûment appelées, s'il y a lieu, et les conclusions du ministère public (Code civ., art. 99 et suiv. ; Code de pr. civ., art. 855 et suiv.)

412.— Le demandeur en rectification d'actes devra prouver qu'il a le *droit* de porter le nom auquel il prétend, et que ce nom a été altéré indûment dans les actes dont il demande la rectification. Bien entendu, cette preuve est un point de fait sur lequel les Tribunaux sont juges souverains. Toutefois, il est de jurisprudence constante que lorsqu'il s'agit d'actes relatifs à un même individu, la version de l'acte de naissance est, jusqu'à preuve contraire, réputée vraie, et que lorsqu'il s'agit d'actes relatifs à divers individus de la même famille, l'acte le plus ancien, toutes garanties d'authenticité égales, est présumé véridique. Cela est logique, depuis le principe de la fixité du nom établi par l'Ordonnance d'Amboise : le changement légal de nom étant l'exception, doit être prouvé, sans quoi le nom postérieur différent du nom antérieur est censé n'être pas le vrai, et les actes qui le relatent sont passibles de rectification. Le contraire peut cependant arriver en fait ; ce sera alors au Tribunal à apprécier souverainement les preuves qui lui seront fournies dans un sens ou dans l'autre.

413.— La propriété du nom est hors du commerce, ainsi du reste que l'état civil des personnes dont il est le corollaire. A ce titre elle ne peut ni se perdre ni s'acquérir par prescription, celle-ci ne pouvant suppléer une convention dont la preuve est perdue (1). Nous verrons

(1) M. MABIRE, à son cours. (*Dr. civ. approf.*, *Prescription*, Faculté de droit de Lyon, année 1885-1886.) — Cf. Paris, 30 mai 1879, *D. P.*, 1879, 2, 137.

une seconde justification de cette imprescriptibilité du nom dans le principe établi par l'Ordonnance d'Amboise. La perte totale ou partielle du nom, ou l'acquisition d'un nom nouveau, constituent des changements de nom; or le changement de nom étant, pour des motifs d'ordre public, soumis à l'autorité royale autrefois, à l'autorité gouvernementale aujourd'hui, ne saurait voir couvrir par la prescription son illégalité originaire.

414. — Ce principe de l'imprescriptibilité du nom, que nous tirons de la jurisprudence, paraît cependant combattu par deux arrêts, l'un de la Cour de Riom du 18 janvier 1865 (1), l'autre, confirmant le précédent, de la Cour de Cassation, du 15 mai 1867 (2). Ces deux arrêts, tout en admettant le principe, déclarent qu'il y a lieu de tenir compte de la possession constante et non troublée d'un nom, pour accorder à ceux qui ont ainsi possédé ce nom ou à leurs descendants toutes les prérogatives résultant de la propriété du nom. Il ne faut pas faire jouer à la possession un rôle aussi contraire à l'imprescriptibilité du nom que celui que lui attribuent ces arrêts, savoir, celui de *l'une des conditions de l'usucapion* du nom, cette prescription acquisitive étant reconnue contraire au droit; son rôle devrait se borner à celui d'un *élément de preuve du droit de propriété* du nom. Ces arrêts, tout en l'admettant, contredisent donc le principe de l'imprescriptibilité du nom.

415. — La rectification est possible non seulement pour les actes de l'état civil, mais aussi pour les actes notariés,

(1) *D. P.*, 1865, 2, 17.

(2) *D. P.*, 1867, 1, 242.

et même lorsqu'il aurait déjà été délivré des expéditions de ces derniers, expéditions qui échapperaient ainsi à la rectification (1).

416. — Cette action particulière en rectification d'actes est souvent appelée la *revendication du nom*. Il est certain qu'elle offre de frappantes analogies, au moins dans son but, avec la revendication proprement dite. Appeler ainsi cette action, cela suppose admis le principe de la propriété du nom.

417. — Quel compte y a-t-il lieu de tenir, en matière de demande en rectification d'actes, des variations d'orthographe usuelle subie par la langue française en général et les noms des personnes en particulier? Deux systèmes sont en présence, l'un formulé par l'arrêt précité de la Cour de Riom du 18 janvier 1865 (2) qui dit que de telles variations ne sauraient donner lieu à rectification des actes, l'autre soutenu par M. Levesque (3), d'après lequel la forme actuelle ne devra être admise que faute de pouvoir reconstiuer la forme ancienne du nom, celle-ci devant au contraire être rétablie si elle peut être retrouvée.

Pour nous, nous repoussons également ces deux systèmes comme trop absolus. Nous voyons dans ces questions de changements d'orthographe autant de points de fait sur lesquels les juges seront appelés à statuer souverainement. Toutefois le système de M. Levesque nous paraît mieux fondé en droit, comme plus conforme au principe général de l'immutabilité du nom.

(1) V. Paris, 9 juillet 1830, *D. Rép.*, *v°* *Nom*, n° 51 et la note.
(2) *D. P.*, 1865, 2, 17.
(3) *Droit nobiliaire français*, n° 201.

418. — Le demandeur en rectification d'actes devra justifier de l'intérêt qu'il a à agir. Cet intérêt ne saurait être contesté lorsqu'il demande la rectification d'actes le concernant personnellement ou d'actes relatifs à ceux de ses ascendants dont il porte le nom, ou d'actes relatifs à ses enfants. *Quid* de ses collatéraux ? Il y a là à notre avis une simple question de fait ; toutefois, il nous semble qu'on ne doive recevoir à agir ainsi un parent en ligne collatérale qu'à défaut de la personne en question elle-même, de ses descendants, de ses ascendants, ou de tout parent à un degré plus rapproché. Mais la jurisprudence est unanime à reconnaître au fils un intérêt de famille suffisant pour qu'il puisse faire rectifier les actes de l'état civil de sa mère, encore que celle-ci soit décédée, et malgré la non-transmission du nom des femmes à leurs enfants (1).

419. — Le jugement qui fait droit à une demande en rectification d'actes doit être transcrit à sa date sur les registres de l'état civil et mentionné en marge de l'acte réformé, s'il s'agit d'actes de l'état civil, annexé à la minute et mentionné en marge, s'il s'agit d'actes notariés. En tout cas, toutes expéditions de l'acte réformé devront être délivrées avec la rectification *opérée*, et non simplement *indiquée* (Code civ., art. 101 ; Code de pr. civ., art. 857).

420. — *b. — Usurpation proprement dite et usage littéraire illégal du nom.* — Ces deux atteintes à la propriété du nom demandent que l'on fasse tout d'abord soigneusement la distinction entre les deux hypothèses suivantes : 1° ou bien l'usurpation ou l'usage illégal du

(1) V. Aix, 17 août 1808, *Sir.*, 1808, 2, 429.— Paris, 19 avril 1834, *Sir.*, 1834, 2, 297.

nom se produisent seuls et sans qu'il résulte pour le propriétaire du nom en question de préjudice autre que l'ennui qu'il a de voir son nom ainsi usurpé ; 2° ou bien au contraire au fait de l'usurpation ou de l'usage illégal viennent s'en ajouter d'autres, qui transforment ce fait primitif en un délit prévu et puni par les lois pénales, ou qui en tout cas causent au véritable propriétaire du nom un préjudice matériel ou moral pouvant être estimé en argent et tombant par conséquent sous le coup de l'article 1382 du Code civil.

421. — Dans la deuxième hypothèse, il ne saurait y avoir aucune espèce de doute. La victime du préjudice causé par l'usurpation ou l'usage illégal de son nom peut demander au délinquant des dommages-intérêts, et si cette usurpation ou cet usage illégal constituent un délit prévu et puni par la loi pénale, le Parquet peut engager des poursuites répressives contre l'auteur de ce délit. Tel serait le cas, notamment, si un individu s'emparant du nom d'une personne honorable, se faisait passer pour elle et détournait des fonds à elle destinés ; il y aurait alors délit de vol, ou d'escroquerie, suivant les circonstances.

422. — Mais dans la première hypothèse, le titulaire du nom ainsi usurpé peut-il agir contre l'auteur de l'usurpation, non dans le but d'en obtenir des dommages-intérêts, ce qui est impossible en l'absence de préjudice, mais pour faire cesser l'usurpation ? Oui, évidemment, si l'on admet avec nous le principe de la propriété du nom. Dans le cas contraire, il serait imprudent de répondre non *à priori ;* car ceux qui repoussent le principe de la propriété du nom reconnaissent néanmoins que chaque individu a sur son nom un droit *sui generis* non défini, et alors tout

dépend de l'étendue qu'ils donnent à ce droit. A notre avis, il nous semble possible d'admettre un telle action, lors même qu'on repousserait l'idée de propriété du nom ; et c'est là, croyons-nous, une théorie que ne contredit point la jurisprudence. Un individu prend-il dans des actes officiels, des actes de l'état civil, par exemple, un nom qui ne lui appartient pas? Le véritable titulaire de ce nom pourra intervenir au moyen d'une action en rectification d'actes de l'état civil, et s'il prouve son propre droit au nom en litige, et l'absence de droit de la partie adverse à ce nom ou à un nom semblable, les juges pourront fort bien reconnaître à un citoyen le droit de faire cesser un état de choses illégal qui peut entraîner des confusions de personnes et autres conséquences fâcheuses, et ordonner la rectification des actes attaqués ; ce qui entraîne la prohibition pour la partie perdante de porter à l'avenir le nom en litige (1). Tout individu ayant le droit de porter un nom a *intérêt* à ce que personne autre ne porte le même nom, et cet intérêt justifie cette action, lorsqu'il résulte des débats que le défendeur n'a pas le droit de porter ce nom ou un nom semblable.

423. — La question est plus délicate en ce qui regarde l'usage littéraire illégal du nom de personnes existantes. Un écrivain peut-il, abstraction faite de toutes les circonstances qui constituent le délit de diffamation, affubler dans une de ses œuvres un personnage imaginaire du nom d'une personne réellement existante, sans que celle-ci ait le droit de s'opposer à ce qu'on fasse de son nom un pareil

(1) V. p. ex. Cass., 15 juin 1863, *D. P.*, 1863, 1, 313 ; — Paris, 4 décembre 1863, *D. P.*, 1864, 2, 12 ; — Bruxelles, 5 août 1854, *D. P.*, 1855, 2, 247.

usage? Non, évidemment, si l'on admet avec nous le principe de la propriété du nom; oui, sans doute, si l'on repousse ce principe. On ne saurait en effet ici, comme dans le cas d'usurpation de nom par une personne existante, donner au titulaire du nom usurpé une action fondée sur l'intérêt qu'il a d'éviter toute confusion de personnes possible entre lui et l'usurpateur; comment en effet pourrait-on confondre une personne réellement vivante avec le personnage imaginaire d'une œuvre littéraire? Que si l'on objecte qu'il est interdit de mettre en scène des individus d'une façon peu flatteuse et malgré eux, à cause du tort que cela peut leur produire, nous répondrons que c'est sortir de la question; du moment qu'il y a tort produit, il y a délit de diffamation, ou au moins lieu d'appliquer l'article 1382 du Code civil. Mais il n'est pas question de cela. Nous supposons dans une œuvre littéraire le simple emploi du nom d'une personne, emploi fait à l'encontre de la volonté de cette personne; ceci admis, la réponse à la question que nous avons posée ne peut être différente de celle que nous lui avons donnée, c'est-à-dire affirmative ou négative, selon qu'on repousse ou qu'on admet le principe de la propriété du nom.

424. — M. Tournade (1), logique en cela avec sa théorie fondamentale, refuse à un particulier le droit d'obtenir d'un écrivain la suppression de son nom dans l'ouvrage où il se trouve, alors que de cet emploi de son nom il n'est résulté pour lui aucun préjudice moral ou matériel; c'est là une conséquence rigoureuse de la doctrine de l'auteur sur la non-propriété du nom. Mais M. Tournade fait valoir à l'appui de son système ce qu'il appelle les « mons-

(1) *Du nom de famille...*, p. 92 et suiv.

trueux inconvénients » de celui que nous soutenons, et c'est sur ce point que nous nous proposons de le combattre. « Le premier » (de ces inconvénients), dit-il, « est de « permettre à toute personne de battre monnaie avec « son nom aux dépens des hommes de lettres. » Il suppose le titulaire du nom en demandant en justice la suppression dans l'ouvrage incriminé, et l'auteur de cet ouvrage transigeant « moyennant une somme inférieure à celle que « lui ferait perdre la suppression du nom. » Le second des inconvénients rattachés par M. Tournade au système que nous adoptons, est qu'il entrave la littérature en général dans son évolution de la peinture du personnage allégorique à la reproduction de l'homme réel, dans son passage d'Oronte et de Chrysale à M. Perrichon et à M. Poirier; permettre à tout individu, en vertu de son droit de propriété sur son nom, d'en obtenir la suppression dans toute œuvre littéraire, c'est empêcher tout homme de lettres de donner à ses personnages le caractère de vraisemblance que le lecteur ou le spectateur contemporains exigent.

425. — Nous nions absolument que notre système présente l'un ou l'autre de ces inconvénients. En ce qui regarde le premier, nous ne saurions qu'engager MM. les écrivains à continuer de faire ce que presque tous ont fait jusqu'à présent, c'est-à-dire, à donner à leurs personnages des noms qui ne soient portés par personne que l'on sache, et s'il se présente quelqu'un portant véritablement l'un de ces noms et s'opposant à l'usage que l'on veut en faire, à obtempérer gracieusement à cette réclamation. Il suffit de suivre quelque peu les nouvelles littéraires quotidiennes pour constater à chaque instant l'existence de mœurs aussi courtoises dans la République des lettres. Et puis, en disant que les particuliers battraient

monnaie avec leurs noms aux dépens des hommes de lettres, M. Tournade est-il bien sûr que ce ne seraient pas plutôt ceux-ci qui seraient tentés de faire chanter les particuliers? Supposons que M. Tournade ait converti à sa doctrine tous les Tribunaux de France ; ne risquerait-on pas de voir des écrivains indignes de ce titre, donner à leurs personnages les noms de personnes vivantes sans diffamer celles-ci, et forts de la nouvelle jurisprudence, leur dire « Donnez-moi l'argent que vous dépenseriez à plaider inutilement contre moi et je biffe le nom qui vous offusque. »? Quant aux prétendues entraves que M. Tournade accuse la propriété du nom de mettre au mouvement littéraire actuel, nous avouons être impuissant à les découvrir. A chaque instant les réclamations se produisent, auxquelles les Tribunaux s'empressent de faire droit lorsqu'ils ne sont pas prévenus en cela par les écrivains eux-mêmes. Naguère encore, un de nos plus illustres romanciers, qui n'a pas craint de soulever contre lui par quelques-unes de ses œuvres les plus spirituelles de véritables tempêtes dans son pays d'origine et qui ne voit à l'Académie française d'autre fauteuil digne de lui que le fameux quarante et unième, M. Alphonse Daudet, n'a-t-il pas de son plein gré modifié par deux fois le nom d'un de ses personnages, pour faire droit à diverses réclamations qui lui étaient adressées à ce sujet? Eh bien, malgré tout cela, le mouvement littéraire s'accomplit toujours, sans que le principe de la propriété du nom ait d'autre effet sur lui que le changement, quelquefois, de quelques caractères d'imprimerie dans les clichés des nouvelles œuvres. Malgré les anathèmes de M. Tournade, la propriété du nom n'a pas empêché MM. Perrichon et Poirier de succéder à Oreste et à Chrysale; espérons que le talent des hommes de lettres qui ont donné naissance à ceux-là leur permettra d'imiter le génie des auteurs de ceux-ci,

426. — Beaucoup de bruit a été fait il y a quelques années au sujet du procès engagé sur une question de ce genre contre M. Emile Zola par M. Duverdy, avocat à la Cour d'appel de Paris. L'espèce est assez connue pour qu'il soit inutile de la rappeler ici. Le Tribunal de la Seine, donnant gain de cause à M. Duverdy, ordonna par son jugement du 15 février 1882 (1) la suppression de son nom dans le roman de M. Zola intitulé *Pot-Bouille*. L'avocat de M. Duverdy avait plaidé le préjudice, et le ministère public, concluant dans le même sens, avait invoqué la propriété du nom. Or, l'un des considérants du jugement du Tribunal de la Seine est ainsi conçu : « Attendu que le « nom patronymique constitue *une propriété que chacun* « *a le droit de défendre* contre toute atteinte *dans la* « *limite de ses intérêts*.» M. Tournade (2) critique vivement cet « attendu », et nous nous associons pleinement aux observations qu'il fait à ce sujet. Ou bien le nom est une propriété, ou bien il n'en est pas une. Dans le premier cas, le titulaire du nom est libre de se prévaloir ou non de son droit de propriété; il est seul juge de l'intérêt qu'il peut avoir à prendre l'un ou l'autre parti, et, le droit de propriété une fois établi, les Tribunaux n'ont point à statuer sur cet intérêt. Dans le second cas, si le titulaire du nom est lésé par l'emploi qui en est fait, l'article 1382 du Code civil peut seul lui permettre d'obtenir réparation du préjudice causé, et il ne peut pas faire intervenir le principe de la propriété du nom. Dans les deux cas, le système du Tribunal de la Seine est mal fondé. Pour nous, nous eussions compris que le Tribunal eût motivé son jugement sur les deux systèmes, invoquant l'un

(1) *Gaz. des Trib* , 16 février 1882.
(2) *Du nom de famille...*, p. 88 et suiv.

subsidiairement à l'autre. C'est sans doute ce qu'il a voulu faire ; en ce cas, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il a fait un choix malheureux de ses expressions.

427.— *c.—Acte du gouvernement autorisant un particulier à ajouter à son nom le nom qui appartient déjà à quelqu'un.* —Le cas est prévu par l'article 7 de la loi du 11 germinal an XI, permettant à « toute personne y « ayant droit » de s'opposer à un tel acte du gouvernement. Nous aurons lieu de revenir sur ces oppositions et de les examiner plus longuement lorsque nous parlerons des changements de nom (1).

428.— D.—Enfin, ainsi que nous le verrons plus loin(2), le nom peut, suivant les circonstances, être l'objet d'un droit de propriété littéraire ou artistique, commerciale ou industrielle. Or, si nous examinons en général les principes de la propriété littéraire, artistique, commerciale ou industrielle, nous verrons qu'il n'y a pas un objet pouvant être soumis à cette sorte de droit de propriété, qui ne le soit aussi à un droit de propriété ordinaire. C'est ainsi qu'un livre, objet d'un droit de propriété littéraire, un tableau, objet d'un droit de propriété artistique, une enseigne de magasin, objet d'un droit de propriété commerciale, sont tous, en tant que papier couvert d'écriture, toile enduite de couleurs, planchette chargée d'emblèmes, l'objet d'un droit de propriété ordinaire. Peu importe que le titulaire du droit de propriété artistique, etc., ne soit pas la même personne que le titulaire du droit de propriété civile, ou que les deux droits aient le même titu-

(1) V. *infra*, nos 510 et suiv., p. 363 et suiv.

(2) V. *infra*, nos 535 et suiv., p. 380 et suiv.

laire. Il est certain que toute chose qui peut être l'objet d'un droit de propriété littéraire, artistique, commerciale ou industrielle est avant tout l'objet d'un droit de propriété civile. Pourquoi en serait-il autrement du nom? Nous ne le voyons pas. Aussi tirons-nous un argument de ce fait que le nom peut être l'objet d'un droit de propriété littéraire, artistique, commerciale ou industrielle, pour en conclure qu'il est avant tout l'objet d'un droit de propriété civile.

3° *Sa limitation.*

429. — Le principe de l'immutabilité du nom, introduit dans notre ancien droit par l'Ordonnance d'Amboise, et reproduit dans notre législation actuelle par les lois des 6 fructidor an II et 11 germinal an XI, a pour conséquence que le titulaire d'un nom ne peut en transmettre à qui que ce soit la propriété civile ni par acte entre vifs ni par testament, ni à titre gratuit ni à titre onéreux, ou du moins que la disposition par laquelle il voudra opérer cette transmission n'aura d'effet qu'autant que l'acquéreur prétendu du nom en question aura été dûment autorisé à l'ajouter ou à le substituer au sien propre. C'est en d'autres termes la mise hors du commerce du nom considéré comme propriété civile. Il en est autrement en ce qui concerne l'*usage* du nom, et la propriété *littéraire, artistique, commerciale* ou *industrielle* du nom. C'est ainsi qu'un particulier peut permettre à un écrivain de se servir de son nom soit personnellement comme pseudonyme, soit pour en affubler l'un des personnages de ses œuvres. C'est ainsi également qu'un commerçant vendant son fonds à une autre personne, peut laisser celle-ci faire usage de son nom pour désigner son ancienne maison.

430. — Ceci paraît à première vue contradictoire avec l'idée de propriété civile du nom. Comment, en effet, le nom reste-t-il dans le commerce en tant qu'objet d'un droit d'usage ou d'un droit de propriété spéciale, et ne l'est-il pas en tant qu'objet d'un droit de propriété ordinaire?

Cela tient à ce que, envisagé sous ce dernier point de vue, le nom a pour rôle de servir à désigner individuellement chaque personne, tout en permettant de rechercher plus facilement à quelles autres elle se rattache par les liens de la filiation ou de la parenté. On comprend dès lors toute l'importance de ce rôle du nom, devenu ainsi, suivant l'expression aussi juste que pittoresque de M. Tournade, l'étiquette de l'état civil des individus, et les inconvénients immenses qu'il y aurait à laisser à chacun la faculté d'en changer au gré de ses caprices. Ces inconvénients, au contraire, disparaissent lorsque le nom n'a plus ce rôle, ce qui arrive dans tous les cas tout spéciaux où il est dans le commerce; alors, en effet, il ne saurait occasionner la moindre erreur dans l'état civil des gens, et il n'était plus imprudent d'en laisser à chacun la libre disposition.

431. — Quant à la limitation du droit de propriété civile du nom résultant du principe de l'immutabilité du nom, elle ne contredit en aucune façon l'idée de cette propriété. La définition de la propriété en général, par l'article 544 du Code civil, prévoit la possibilité de lois restrictives de ce genre, dont la survenance n'a aucune influence sur l'existence même du droit de propriété. Et d'ailleurs, l'article 544 n'eût-il pas contenu cette deuxième partie, que les principes généraux de notre droit eussent permis de concilier l'idée de la propriété du nom avec sa

limitation. Les règles du droit civil doivent en effet céder le pas aux principes d'ordre public. Or il ne viendra à l'esprit de personne de contester que les nécessités sociales qui ont amené l'introduction dans notre législation du principe de la fixité du nom en 1555, et qui l'y ont fait rétablir, après la malencontreuse intermittence de la Révolution, par les lois des 6 fructidor an II et 11 germinal an XI, sont suffisantes pour donner à ce principe le caractère de principe d'ordre public. En aucune façon donc, nous ne voyons comment cette limitation, cette mise du nom hors du commerce, est un obstacle à ce qu'on admette le principe de la propriété civile du nom.

432. — De tous les raisonnements qui précèdent nous tirons donc cette conclusion, par laquelle nous terminerons notre chapitre, que *le droit de chacun sur son nom est dans sa nature, dans son application et dans sa limitation même, un véritable droit de propriété.*

CHAPITRE IV

TRANSMISSION DU NOM

433. — Nous nous proposons d'étudier, sous ce titre, les diverses manières dont le nom d'une personne peut être transmis à une autre, soit que cette autre n'ayant pas encore de nom, cette transmission constitue pour elle l'*acquisition* de son nom, soit au contraire que si la transmission peut être suivie d'effet, il en résulte, pour la seconde personne, un *changement* de nom. Nous verrons également comment cette transmission a lieu légalement et *ipso jure*, et dans quels cas la simple volonté des parties est impuissante à lui donner effet. Il ne peut s'agir ici, bien entendu, que du nom patronymique; depuis la translation à des fonctionnaires laïques de la tenue des registres de l'état civil, il ne saurait être question dans notre droit de la transmission des prénoms des parrain et marraine au filleul par l'effet du baptême.

434. — Nous pouvons grouper sous quatre rubriques principales les différentes manières dont le nom patronymique peut être transmis, soit légalement et *ipso jure*, soit illégalement, c'est-à-dire d'une façon par laquelle la volonté des parties est inefficace si elle est seule; ce sont : 1° *la filiation*; 2° *l'adoption*; 3° *le legs*; 4° *le mariage*. Nous examinerons séparément chacun de ces quatre modes de transmission de nom, et nous verrons à propos de chacun d'eux si, par leur seul effet et par la volonté des parties, ils donnent lieu à une transmission *légale* du nom et en vertu de quels principes, et si oui, comment cette transmission s'opère.

I. Filiation.

435. — Il faut ici distinguer soigneusement suivant que la filiation est légitime ou naturelle, et, dans ce cas, si l'enfant est naturel simple ou incestueux ou adultérin, et, dans la première hypothèse, s'il a été reconnu par son père, ou par sa mère, ou par ses deux parents, et si cette reconnaissance a eu lieu simultanément ou postérieurement à la rédaction de son acte de naissance. Quant au cas de l'enfant trouvé ou déclaré né de parents inconnus, nous l'avons examiné plus haut (1), nous n'aurons donc pas à y revenir.

1° *Filiation légitime.*

436. — Ici, nous avons un texte!!! Le fait est assez rare malheureusement dans notre matière pour qu'on nous

(1) V. *supra*, nos 341-342, p. 272 et suiv., et nos 359-362, p. 284 et suiv.

pardonne le zèle peut-être excessif avec lequel nous le signalons. Ce texte, c'est l'article 57 du Code civil, lequel est ainsi conçu :

Art. 57. — « L'acte de naissance énoncera le jour, « l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et « les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, *noms*, « profession et domicile des père et mère et ceux des « témoins. »

437. — Puisque tout Français doit porter au moins un prénom et un nom, et que ce texte ne s'occupe pas de savoir comment le nom de l'enfant lui sera acquis, il faut en conclure, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que la loi sanctionne la transmission à l'enfant du nom de son père, et de son père seulement. Ce principe peut être formulé ainsi : *Chacun doit porter le nom de son père.* Nous avons vu également comment, malgré la possibilité de tirer une solution contraire de l'interprétation littérale de l'article 57 du Code civil et du principe de la propriété du nom, cette règle était justifiée par des nécessités sociales évidentes et par l'usage constant (1). Observons ici que si l'on admet que la propriété du nom du mari est par le fait même du mariage transmise de plein droit à la femme, les deux époux portant le même nom, il n'y a plus de doute possible pour le cas de filiation légitime; si l'on adopte l'opinion contraire, les raisons que nous avons alléguées suffisent pour faire admettre le même résultat. La transmission du nom, en cas de filiation légitime, a donc lieu du père au fils, quel que soit le système que l'on soutienne au sujet du nom de la femme mariée. Ce point ne saurait donc soulever aucune difficulté.

(1) V. *supra*, n^os^ 354 et suiv. p. 281 et suiv.

2° Filiation naturelle simple.

438. — Il faut ici faire une double distinction : 1° ou bien l'enfant naturel a été reconnu lors de la déclaration de sa naissance, ou bien il ne l'a été que postérieurement à la rédaction de son acte de naissance ; 2° l'enfant a été reconnu ou par son père seul, ou par sa mère seule, ou par son père et par sa mère. Nous allons examiner successivement ces diverses hypothèses.

A. — *Enfant naturel reconnu lors de la déclaration de sa naissance.*

439. — *a) La reconnaissance a été faite par le père seul.* — Ici il n'y a aucune difficulté. L'enfant est rattaché à la famille de son père, et doit porter le nom patronymique de celui-ci. C'est là une application du principe général qui n'a à notre connaissance rencontré aucune opposition ni dans la jurisprudence ni dans la doctrine, et nous confessons volontiers ne pas voir quelle objection on pourrait opposer à cette solution.

440. — *b) La reconnaissance a été faite par la mère seule.* — Dans ce cas encore, il n'y a point de difficulté possible : l'enfant prendra le nom de sa mère. La transmission à l'enfant du nom de la mère, lorsque l'enfant porte déjà le nom de son père, n'est prohibée qu'à cause des immenses inconvénients pratiques qui en résulteraient. La transmission du nom du père faisant défaut, tous ces inconvénients disparaissent, et il n'y a aucune raison plausible qui empêche de faire cette application des principes généraux. L'enfant doit pouvoir porter le nom qui est l'expression de sa filiation, et, dans notre espèce, ce nom est le nom de sa mère.

441. — *c) La reconnaissance a été faite et par le père et par la mère.* — Dans notre hypothèse cette double reconnaissance n'en fait qu'une, et au point de vue tout spécial qui nous occupe, le cas de cet enfant peut et doit être assimilé à celui de l'enfant légitime. Il prendra donc le nom de son père, conformément au principe général admis en la matière. Du reste, les inconvénients qui en cas de filiation légitime ont fait écarter la transmission du nom de la mère à l'enfant reparaissent ici, et doivent être par conséquent corrigés de la même manière. (1)

B. *Enfant naturel reconnu postérieurement à la rédaction de son acte de naissance.*

442. — Il faut tout d'abord observer ici que l'enfant ayant été déclaré comme né de parents inconnus, a reçu à ce titre des prénoms et un nom de la façon que nous avons exposée plus haut (2). Il a donc acquis un nom, que la reconnaissance postérieure de sa véritable filiation viendra effacer de plein droit. Nous ne sommes pas ici en présence d'un cas où le changement de nom n'est pas placé sous le coup du titre II de la loi du 11 germinal an XI, mais bien d'un cas de remplacement d'un nom reconnu illégal par celui que l'enfant peut et doit seul porter; il y a donc dans ce cas lieu à rectification des actes de l'état civil. C'est là une conséquence logique des principes, et l'usage constant et unanime en est la confirmation quotidienne (3).

(1) V. *infra*, n° 444 et suiv., p. 331 et suiv., la discussion d'un système différent soutenu par M. Tournade dans une autre hypothèse, mais qui pourrait également être appliqué à celle-ci, bien que son auteur ne l'ait pas fait expressément.

(2) V. *supra*, n^os^ 341-342, p. 272 et suiv., et n^os^ 359-362, p. 284 et suiv.

(3) V. en ce sens Bouvy., *Des noms de personnes*, p. 27.

443. — Ceci posé, les principes ci-dessus spécifiés s'appliquent comme dans l'hypothèse précédente suivant les différents cas, savoir :

a) *Si la reconnaissance a été faite par le père seul*, l'enfant prend le nom de son père.

b) *Si la reconnaissance a été faite par la mère seule*, l'enfant prend le nom de sa mère.

c) *Si la reconnaissance a été faite par le père et la mère*, à notre avis, l'enfant doit porter exclusivement le nom de son père. Mais cette solution étant sujette à controverse, il faut en examiner les motifs pour et contre, et à cet effet il y a lieu de distinguer entre trois espèces :

444. — A. La reconnaissance a été faite *simultanément* par les deux parents.— Si nous en croyons M.Tournade (1), l'enfant devra prendre en ce cas les noms de ses deux parents cumulativement. Le contraire, dit cet auteur, exige une assimilation entre la filiation légitime et la filiation naturelle. Or une telle assimilation n'est pas possible, parce que d'abord la question du nom ne dépend pas de la question de famille, et ensuite parce que, en cas de filiation légitime, il n'y a qu'une famille composée du père, de la mère et de l'enfant, tandis qu'en cas de filiation naturelle il y en a deux, formées l'une du père et de l'enfant, l'autre de la mère et de l'enfant, les père et mère restant légalement étrangers l'un à l'autre. De plus, le nom doit servir à constater la filiation ; or, ce but ne serait pas atteint si l'enfant ne portait pas cumulativement les deux noms. Donc, telle doit être la solution. Ajoutons,

(1) *Du nom de famille...*, p. 72 et suiv.

pour mémoire, que M. Tournade applique son raisonnement à tout enfant naturel reconnu, sans s'inquiéter de distinguer entre les cas où la reconnaissance a eu lieu simultanément ou postérieurement à la rédaction de son acte de naissance.

445. — La fausseté de cette argumentation nous paraît évidente. Admettons avec M. Tournade que la question du nom soit indépendante de la question de famille. Le reste du raisonnement de cet auteur s'applique bien mieux à l'enfant légitime qu'à l'enfant naturel. Est-ce que, par le fait même que sa filiation est légitime, le premier n'est pas plus étroitement rattaché à sa mère que le second? Et la femme légitime est-elle plus la parente de son mari que la concubine ne l'est de son amant? Ne voyons-nous pas au contraire le Code civil placer le conjoint dans l'ordre successoral après les collatéraux les plus éloignés et complètement en dehors de la famille de son conjoint? Notre mariage français prend pour ainsi dire le contre-pied du mariage romain *cum manu;* il laisse la femme entièrement dans sa famille natale, et nous verrons plus loin (1) que s'il lui donne le droit de *porter* le nom de son mari, il ne lui transfère aucune part dans la *propriété civile* de ce nom. Et non seulement la femme reste dans sa famille natale, mais les enfants nés de son mariage légitime appartiennent à la fois aux deux familles différentes de leur père et de leur mère. Pourquoi alors M. Tournade refuse-t-il aux enfants légitimes le droit de porter cumulativement les noms de ces deux familles, puisqu'il l'accorde aux enfants naturels que leur filiation dûment reconnue ne rattache légalement qu'à la *personne* de leurs pa-

(1) V. *infr.* nos 468 et suiv., p. 344 et suiv.

rents? La vérité est que les nécessités pratiques qui justifient la non-transmission du nom de la mère à l'enfant légitime se retrouvent tout entières dans le cas de filiation naturelle, et que le système de M. Tournade, s'il était admis, mènerait promptement à des noms d'une longueur invraisemblable. Que l'enfant soit légitime ou naturel, ces nécessités pratiques font toujours céder le pas à la filiation paternelle par la filiation maternelle, au point de vue de la transmission du nom. Il y a donc lieu d'appliquer encore une fois dans notre espèce le principe général que *chacun doit porter le nom de son père*. Ce n'est qu'à défaut de pouvoir appliquer ce principe que l'enfant naturel porte le nom de sa mère quand celle-ci l'a seule reconnu.

446. — B. La reconnaissance a été faite *par le père d'abord, par la mère ensuite*. — Dans cette espèce, la solution juridique de la question ne nous paraît pas douteuse, et n'a, à notre connaissance, été jamais contestée par personne. L'enfant est mis en possession de son véritable nom, celui de son père, et la nouvelle reconnaissance qui le rattache à sa mère ne change rien à cet ordre de choses. S'il croit devoir prendre aussi le nom de cette dernière, il devra en obtenir l'autorisation du gouvernement suivant la forme ordinaire requise pour les changements de nom.

447. — C. La reconnaissance a été faite *par la mère d'abord, par le père ensuite*. — Dans cette espèce, la controverse est plus sérieuse. Elle a été fort clairement résumée par M. Bouvy (1). Premier système : il laisse « aux « tribunaux le pouvoir d'apprécier, suivant les circons- « tances, suivant l'honorabilité du père ou de la mère,

(1) *Des noms de personnes...*, p. 27-28.

« quel nom il convient de donner à l'enfant. » Deuxième système : l'enfant doit nécessairement quitter le nom de sa mère pour prendre celui de son père (1). Troisième système : l'enfant devra porter cumulativement les noms de ses deux parents (2).

448. — De ce dernier système, nous répéterons ce que nous venons d'en dire à propos de l'espèce A (3) : il se heurte aux mêmes inconvénients pratiques qui ont fait écarter en règle générale la transmission du nom de la mère à l'enfant lorsque celle du nom du père pouvait régulièrement s'effectuer. Nous le rejetons donc.

Le premier système est équitable, mais contraire aux principes généraux. Il n'est fondé sur aucun texte et sur aucun monument de jurisprudence. Enfin, nous ne voyons pas comment les Tribunaux pourraient être appelés à statuer sur la question. Il faut donc également le rejeter.

Reste le second système, le seul juridique, parce qu'il est le seul qui soit conforme au principe général que *chacun doit porter le nom de son père*. M. Bouvy (4) fait très justement remarquer que ce principe n'a pas été posé dans l'intérêt de l'enfant, mais dans l'intérêt de la société ; or, ce dernier veut que la paternité soit, autant que possible, constatée par la transmission du nom (5).

(1) DEMOLOMBE, *Traité de la paternité*, n° 543.
(2) TOURNADE, *Du nom de famille*, p. 74-75.
(3) V. *supra*, n° 445, p. 332-333.
(4) *Des noms de personnes*, p. 28.
(5) Mentionnons ici pour mémoire une opinion fort vague que l'on trouvera dans MOURLON, *Code civ.*, t. I, p. 97, n° 1. Cette opinion, non signée, est probablement celle du continuateur de Mourlon, mais comme elle est toute négative et ne conclut à rien, nous avouons ne l'avoir pas comprise et, partant, nous nous dispensons de la discuter. — M. LAURENT, *Dr. civ.*, t. IV, n° 124, p. 187, énonce en quelques

449. — Enfin, à propos de la reconnaissance d'un enfant naturel, l'article 337 du Code civil ouvre la question de savoir si, lorsque cette reconnaissance est faite au cours du mariage de celui qui la fait, son nom est transmis à l'enfant, conformément à la règle générale, ou si, au contraire, il doit ne pas l'être, pour éviter un préjudice au conjoint du parent en question et aux enfants nés du mariage. La question ne se pose évidemment que lorsque cette reconnaissance est faite par le père ; car dans le cas contraire, le nom qui serait transmis serait celui de la mère, ce qui ne saurait nuire ni à son mari, ni à ses enfants légitimes, tous portant un autre nom.

450. — M. Bouvy (1) résout la question par la négative, se fondant sur ce que, si l'on refuse des aliments à l'enfant naturel ainsi reconnu à cause du léger préjudice matériel que les accorder causerait au conjoint et aux enfants légitimes, la transmission du nom leur causerait un préjudice moral beaucoup plus grave, et même un préjudice matériel, dans le cas où l'enfant engagerait ce nom dans une entreprise commerciale.

Cela nous paraît mal raisonné. Il faut d'abord écarter toute idée de préjudice matériel ; car si l'enfant engage le nom en question dans une entreprise commerciale malheureuse, les autres personnes portant ce nom n'en subiront aucun dommage pécuniaire. Reste donc le préjudice

brèves paroles son opinion sur le nom que doit porter l'enfant naturel dans les différents cas que nous venons de parcourir, et il dit que dans tous ces cas, cet enfant doit porter le nom de chacun de ses parents, si tous deux l'ont reconnu. C'est, en résumé, le système développé par M. Tournade et que nous avons exposé et réfuté. Nous y renvoyons (V. *supra*, nos 444 et 445, p. 331 et suiv.).

(1) *Des noms de personnes*, p. 29.

moral. L'article 337 a-t-il eu en vue ce préjudice? Nous ne le pensons pas. En effet, le fait même de l'existence reconnue d'un enfant naturel né d'un conjoint avant le mariage est bien le plus grand préjudice moral qui puisse être causé à la famille légitime de ce conjoint, et le Code le permet. Pourquoi en interdirait-il la conséquence secondaire, quand celle-ci ne saurait produire qu'un préjudice moral moindre? Ensuite, la règle que *chacun doit porter le nom de son père* n'a pas seulement été admise dans l'intérêt des parties en cause, mais avant tout dans celui de la société. Elle est donc d'ordre public, et doit l'emporter sur les règles du droit privé. Nous n'hésitons donc pas à accorder à l'enfant naturel ainsi reconnu le droit de porter le nom de son père (1).

Observations.

451. — A. Dans toutes les questions que nous venons d'étudier, il a été parlé de la *reconnaissance* d'enfants naturels. Il s'agit ici, bien entendu, de la reconnaissance légale, qui seule peut donner à la filiation naturelle les effets que lui attribue la loi. Peu importe d'ailleurs la manière dont cette reconnaissance a été effectuée, pourvu qu'elle l'ait été conformément aux articles 334 et suivants du Code civil.

452. — B. Les changements apportés dans le nom des enfants naturels, soit par une reconnaissance postérieure à la rédaction de leur acte de naissance, soit par une reconnaissance faite par le père postérieurement à celle faite par la mère, donneront lieu à la rectification de l'acte de

(1) *V.* en ce sens MOURLON, t. 1, n° 978.

naissance de l'enfant dans le sens des solutions que nous avons données aux différentes questions étudiées. Cette rectification devra être faite suivant la règle générale en cette matière. Ce point explique pourquoi ces changements de nom échappent aux dispositions du titre II de la loi du 11 germinal an XI; cette loi est relative en effet aux changements apportés au nom régulièrement et définitivement acquis, tandis que dans nos diverses hypothèses il ne s'agit que de substituer ce nom régulier et définitif à un nom, régulier sans doute, mais en quelque sorte provisoire.

453. — C. L'enfant naturel légitimé doit être complètement assimilé à l'enfant légitime, et prend par conséquent *ipso jure* le nom de son père. Ici encore donc, il pourra y avoir lieu à la rectification des actes de l'état civil de cet enfant (1).

3° Filiation adultérine ou incestueuse.

454. — Il ne peut être question de cette sorte de filiation naturelle que lorsqu'elle est légalement établie comme telle, c'est-à-dire par l'effet de l'annulation d'un mariage pour cause de parenté à un degré prohibé ou de bigamie et sans que ce mariage ait été reconnu putatif, ou par l'effet d'une action en désaveu reconnue fondée. Si au contraire l'enfant en réalité incestueux ou adultérin est simplement reconnu comme naturel par l'un quelconque de ses parents dans le premier cas, par le célibataire complice de l'adultère dans le second, il n'y a là aux yeux de la loi que la constatation d'une filiation naturelle

(1) V. en ce sens Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 27.

simple, et l'enfant recevra un nom conformément aux règles établies pour cette hypothèse. Que si l'autre parent voulait à son tour reconnaître l'enfant, il se heurte à l'interdiction de l'article 335 du Codē civil, fondée sur l'ordre public et les bonnes mœurs; les officiers de l'état civil, les notaires, devront refuser de constater une telle reconnaissance, et si elle a pu néanmoins avoir lieu, elle est dépouillée de tout effet légal; elle ne saurait donc avoir aucune influence sur le nom de l'enfant (1).

455. — Quand la filiation adultérine ou incestueuse est légalement établie, et établie comme telle, l'enfant devra-t-il, conformément à la règle générale, porter le nom de son père? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement. Le principe est général, encore une fois : le nom doit constater la filiation toutes les fois que celle-ci est légalement établie. En matière de filiation adultérine ou incestueuse, ce que la loi prohibe, c'est la constatation officielle de cette filiation; mais lorsque cette constatation a eu lieu, elle doit produire ses effets dans la limite où la loi ne les a pas spécialement interdits. Or, aucun texte ne s'oppose à ce que l'enfant adultérin ou incestueux reçoive le nom de son père conformément à la règle générale. Bien au contraire, un arrêt célèbre du Parlement de Paris, en date du 18 juin 1707, décide que cette sorte de bâtards portent le nom de leur père, et à son défaut celui de leur mère. Cet arrêt devait faire force de loi dans l'ancien droit, en qualité d'arrêt de règlement; le mutisme de notre législation actuelle ne peut que permettre de considérer comme étant encore en vigueur le principe qu'il a proclamé.

(1) V. MOURLON, t. I, n° 955.

456. — Lorsque l'enfant est doublement adultérin, c'est alors seulement que la question se pose. Si en effet il est né du commerce adultérin du père avec une fille célibataire, à l'égard de celle-ci, il est enfant naturel simple, et la reconnaissance de la filiation par son père tombera toujours sous le coup de l'article 335 du Code civil. Si au contraire il est né du commerce adultérin de sa mère avec un célibataire, il sera fils naturel simple de celui-ci et pourra en être valablement reconnu; il portera donc son nom. Que si par la suite d'une action en désaveu, par exemple, sa filiation maternelle adultérine vient à être légalement constatée, il n'y aura rien de changé par ce fait à l'application des principes.

II. Adoption.

457. — Ici encore, comme au sujet de la filiation légitime, nous avons un texte!!! C'est l'article 347 du Code civil, lequel est ainsi conçu :

Article 347. — « L'adoption conférera le nom de l'adop-« tant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce « dernier. »

L'interprétation de cet article ne souffre aucune difficulté sérieuse. L'adoption, telle que la comprend notre législation, n'ayant pas, comme l'adoption romaine, pour effet de faire sortir l'adopté de sa famille natale pour le faire entrer dans celle de l'adoptant, mais au contraire le rattachant à cette dernière sans le détacher de la première, il était juste que l'adopté conservât son nom patronymique originaire tout en prenant celui de son père adoptif; et c'est là ce qu'en effet le législateur du Code civil a décidé.

458. — Ce changement de nom est encouru *de plano* par le fait même de l'adoption et sans qu'il soit nécessaire de passer par les formalités du titre II de la loi du 11 germinal an XI. C'est là la seule exception que comporte cette dernière loi.

459. — La transmission du nom de l'adoptant à l'adopté est constatée par l'inscription du contrat d'adoption sur les registres de l'état civil ordonnée par l'article 359 du Code civil. Une fois cette inscription effectuée, tous les actes relatifs à l'adopté devront le désigner sous le nouveau nom que l'adoption l'oblige à porter ; faute de quoi il y aura lieu d'en demander la rectification.

460. — Il faut observer avec grand soin que lorsque l'adoption est faite par une femme mariée ou veuve, le nom qui est transmis à l'adopté est le nom de fille et non celui du mari de l'adoptante (1). On ne saurait en effet permettre à une femme d'introduire qui elle voudra dans une famille à laquelle elle ne se rattache qu'à titre d'alliée, c'est-à-dire fort peu. Les enfants adoptifs ne peuvent donc prendre que son nom à elle, c'est-à-dire son nom de fille. C'est là une application rigoureuse du principe que le nom doit marquer la filiation.

461. — Le changement de nom résultant de l'adoption influe-t-il sur le nom des enfants déjà nés de l'adopté ? La question ne se pose, bien entendu, dans le *plerumque fit*, que si l'adopté est un homme. M. Tournade (2) pense que non, sans dire pourquoi, et en reconnaissant que cette solution est peu certaine. Pour nous, nous opinons pour

(1) V. en ce sens, MOURLON, t. I, n° 1013. — DELVINCOURT, t. I, p. 257.

(2) *Du nom de famille...*, p. 78.

le système contraire. Le *desideratum* à obtenir par l'application des principes que *chacun doit porter le nom de son père* et que *le nom doit constater la filiation*, est la similitude entre le nom du père et celui de ses enfants. Dès lors, les changements du premier doivent influer sur le second. De plus, le nom étant une propriété, doit se transmettre de père en fils ; par là encore nous arrivons à la même solution. Nous admettons donc que le nom des enfants subit les mêmes changements que celui du père (1).

462. — L'article 347 du Code civil est impératif. Les parties ne sont donc point libres de s'y soustraire, en droit pur, du moins. M. Tournade (2) y voit même une règle d'ordre public ; le ministère public aurait alors en ce cas le droit d'intervenir pour faire rectifier les actes authentiques dans lesquels l'adopté aurait quitté son nom d'origine ou omis de prendre le nom de l'adoptant. Pour nous, nous n'admettons pas cette conséquence, dont du reste M. Tournade ne parle pas ; l'article 99 du Code civil ne donne, en effet, au ministère public, en matière de rectification d'actes de l'état civil, d'autre rôle que de donner ses conclusions. On ne saurait donc lui permettre d'agir. Par contre, nous nous rangeons à l'avis de M. Tournade (3), qui refuse de voir dans une infraction à l'article 347 du Code civil, une faute grave de nature à faire tomber l'adoption ; on ne saurait par voie interprétative ajouter à la loi une sanction qu'elle n'a point édictée.

---

(1). V. en ce sens, Cons. d'Etat, 12 janv. 1854, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 61.

(2) *Du nom de famille...*, p. 77.

(3) *Du nom de famille...*, p. 77.

III. Legs.

463. — On voit souvent en pratique le dernier représentant d'une famille léguer son nom et ses armes à quelqu'un en même temps que son patrimoine. Nous n'avons point à parler ici des armoiries; mais il nous faut examiner de plus près la valeur juridique d'un tel acte en ce qui concerne le nom.

464. — Comme objet d'un droit de propriété, le nom doit pouvoir être l'objet d'un legs. Aussi avons-nous vu (1) qu'avant l'Ordonnance d'Amboise, et même depuis, il en était ainsi dans notre ancienne législation. Il doit donc en être de même aujourd'hui, dans le silence du droit actuel.

465. — Mais un pareil legs entraîne pour le légataire un changement total ou partiel de son nom originaire. Depuis l'Ordonnance d'Amboise, le legs du nom ne saurait donc produire son effet qu'autant que l'autorisation voulue sera accordée. Ce changement est aujourd'hui sous le coup du titre II de la loi du 11 germinal an XI.

466. — Le legs du nom se présente souvent dans la pratique sous la forme d'une condition affectant une autre libéralité, par exemple un legs universel. En ce cas, on pourra avoir lieu de se demander si le testateur a entendu subordonner la délivrance du legs pécuniaire à l'exécution de la condition *nominis ferendi* ou non. Dans le pre-

(1) *V. supra*, n° 294, p. 237.

mier cas, le légataire perdra tout droit au legs s'il n'a rien fait pour obtenir du gouvernement l'autorisation d'ajouter à son nom celui du testateur ou si cette autorisation lui a été refusée; dans le second cas le legs principal produira quand même son effet. *Quid* si le testateur ne s'est pas exprimé clairement à ce sujet? L'interprétation de sa volonté sera alors une question de fait que les Tribunaux auront à trancher souverainement. *Quid* si le légataire ayant fait les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation gouvernementale, celle-ci lui a été refusée ou retirée en présence d'une opposition reconnue bien fondée? La condition *nominis ferendi* sera-t-elle réputée non écrite comme contraire au droit, conformément à l'article 900 du Code civil, ou au contraire son inexécution entraînera-t-elle la caducité du legs principal? Dans le droit ancien, il était reconnu qu'un testateur ne pouvait léguer son nom à un étranger sans le consentement des mâles de sa famille ayant sur ce nom un droit égal. Aujourd'hui, et sous l'empire de la loi du 11 germinal an XI, ceux qui se trouvent dans ce cas pourront faire opposition à ce que le gouvernement autorise le changement demandé. Mais ce droit incontestable des tiers ne résout pas la question. A notre avis, il est impossible d'y répondre *a priori* et d'une façon générale. Le testateur a-t-il voulu simplement que le possible fût fait pour que son nom fût transmis à celui qu'il fait d'ailleurs son légataire? En ce cas le legs principal devra produire son effet. A-t-il au contraire entendu faire de la transmission de son nom la condition *sine quâ non* du legs principal? Alors, la condition étant inexécutée, celui-ci sera caduc. Tout se réduit donc à une question d'interprétation de la volonté du testateur, c'est-à-dire à une pure question de fait sur laquelle les Tribunaux sont juges souverains.

467. — Si le légataire est un homme. nous répéterons du changement de nom résultant pour lui d'un legs de nom ce que nous avons déjà dit (1) du changement de nom résultant de l'adoption : il influe sur le nom de ses enfants déjà nés, en ce que le nom de ses enfants sera soumis au même changement.

IV. Mariage

468. — La femme mariée, par le fait même de la célébration du mariage, perd-elle son nom patronymique pour recevoir à la place celui de son mari? Telle est l'importante question qu'il nous reste à résoudre, et par laquelle nous mettrons fin à ce chapitre. Il s'agit bien entendu d'en trouver la solution légale et juridique, et non pas de savoir quelle est celle admise par l'usage dans le langage courant.

469. — L'affirmative est soutenue par M. Tournade (2). Tout en reconnaissant que dans les actes officiels la femme n'est jamais désignée que par son nom de fille suivi de l'indication « épouse de un tel », cet auteur admet que le fait du mariage emporte transmission à la femme du nom du mari, et se base à cet effet sur les raisonnements suivants. Si le nom doit constater la filiation, le mariage est un fait assez important pour être également constaté par le nom. Que si dans les actes publics le nom du mari n'est ajouté à celui de la femme qu'à titre

(1) V. *supra*, nº 461, p. 340.

(2) *Du nom de famille*, p. 66, et suiv.

de renseignement, on ne saurait en tirer argument en faveur du système contraire, car tout nom autre que les prénoms n'est énoncé qu'à titre de renseignement. Enfin l'esprit du législateur est conforme à la solution affirmative; cela ressort des travaux préparatoires de la loi du 27 juillet 1884 rétablissant le divorce, et notamment du rejet par la Chambre des députés de l'amendement de « M. Larochefoucauld-Bisaccia » tendant à ce qu'il fût interdit à la femme divorcée de porter le nom de son ex-mari, et des paroles de M. le député Bovier-Lapierre, qui résumait l'opinion moyenne en disant que « lors-« qu'une jeune fille se marie, elle reçoit en *vertu du* « *mariage le nom* de son mari ». Donc la femme mariée doit porter le nom de son mari. Que si une femme traîne dans la boue le nom de son honnête homme d'époux, celui-ci est dans une situation sans doute digne d'intérêt, mais il n'a pas plus de moyens d'en sortir qu'un père dont le nom est sali par un fils indigne. Quant à la jurisprudence, « elle consacre bien le principe que la femme « prend le nom du mari en vertu d'un usage social « auquel elle doit se soumettre, mais elle n'affirme pas « nettement que cet usage doive être considéré comme « ayant force de loi. »

470. — Il est facile de voir que ce système est assez vague. Cela tient à ce que M. Tournade rejette l'idée de la propriété du nom, sans la remplacer par quoi que ce soit de bien déterminé. Il reconnaît au mari un certain droit indécis sur son nom, et à la femme un autre certain droit non moins indécis sur le nom de son mari. Mais cela veut-il dire que la femme a sur ce nom les mêmes droits que son mari? Ou bien en quoi le droit de la femme diffère-t-il de celui du mari? Autant de points

que M. Tournade n'éclaircit nullement. Ce brouillard qui enveloppe le système de M. Tournade ne nous permet ni de le rejeter ni de l'adopter, et nous dispense de le développer davantage.

471. — Pour nous, la question posée est en d'autres termes celle-ci : « *Le mariage donne-t-il à la femme un droit de propriété sur le nom de son mari?* » A cette question nous n'hésitons pas à répondre clairement : NON. Nous tirons cette solution de *l'ancien droit*, *des textes du droit actuel* et des *applications pratiques*.

472. — A.— *Ancien droit*.— Le droit de propriété du nom comportait, avant l'Ordonnance d'Amboise, la plénitude du droit de jouir et du droit de disposer du nom. La femme avait-elle ces droits ? Elle avait certainement le droit de *jouir* du nom de son mari, c'est-à-dire celui de se faire désigner personnellement par ce nom, de le *porter*, en d'autres termes, dans les actes de la vie publique et privée. Mais, ce nom, elle ne le portait pas comme étant son nom propre, mais comme l'étiquette de sa position de femme mariée. C'est ainsi que dans les actes officiels, les actes notariés notamment, les femmes sont *toujours* désignées par leur nom de fille suivi de l'énonciation « épouse de... », ou « veuve de... », mais jamais sous leur nom de baptême suivi purement et simplement du nom de leur mari. Quant au droit de *disposer* de ce nom, nous défions qui que ce soit de produire un exemple de femme ayant eu et pratiqué un tel droit; la femme ne peut ni léguer, ni aliéner, ni transmettre de quelque façon que ce soit le nom de son mari. En dehors d'un droit d'*usage personnel*, la femme n'a aucun droit sur le nom de son mari.

473. — On pourrait soutenir, à la rigueur, que le changement de nom n'étant pas interdit, la femme en se mariant était réputée témoigner sa volonté de troquer son nom de fille contre celui de son mari, et que dès lors celui-ci lui était acquis. Mais alors pourquoi encore une fois n'aurait-elle pas pu en *disposer ?* Pourquoi continue-t-elle au contraire à porter son nom de fille dans les actes publics ? Mais admettons qu'il en soit ainsi : cette acquisition du nom du mari n'aura pas eu lieu par le fait même du mariage, mais par l'effet d'un changement de nom que la femme aura voulu accomplir et accompli. Cet argument ne prouve donc rien.

474. — Mais à partir de l'Ordonnance d'Amboise, le changement de nom étant prohibé, la femme conserve entièrement son nom de fille ; elle le porte dans ses actes ; elle l'écrit dans sa signature, ainsi que l'attestent les nombreux exemples fournis par les collections d'autographes. C'est également ce nom qu'elle transmet à ses enfants naturels reconnus et même parfois à quelques-uns de ses enfants légitimes. C'est en un mot de son nom de fille qu'elle paraît avoir la *propriété ;* elle n'a sur le nom de son mari qu'un simple droit d'*usage.*

475. — B. — *Textes du droit actuel.* — Si la femme en se mariant devient propriétaire du nom de son mari, cela constitue un *changement de nom*, même si elle conserve la propriété de son nom de fille, car alors elle devra ajouter à son nom propre celui de son mari. Or le titre II de la loi du 11 germinal an XI, sans parler de l'article 1^er^ de la loi du 6 fructidor an II, prohibe le changement de nom, ou au moins le règlemente en le subordonnant à des formalités obligatoires qui en constituent le droit commun.

Quelles dérogations légales voyons-nous à ce droit commun dans les lois postérieures à celle du 11 germinal an XI ? Une seule, celle de l'article 347 du Code civil en cas d'adoption, article compris dans le titre VIII du livre I du Code, promulgué le 12 germinal an XI ; cet article 347 nous offre le seul cas où un changement de nom est effectué *ipso jure* et malgré le non-accomplissement des formalités prescrites par la loi du 11 germinal an XI. Or, ces formalités n'étant nullement remplies à propos de la célébration du mariage, et les lois subséquentes étant muettes sur le point de savoir si le mariage emporte dérogation au droit commun des changements de nom, on ne saurait suppléer par voie d'interprétation au silence de la loi, et nous en concluons que le mariage n'opère pas *ipso jure* un semblable changement de nom.

476. — En second lieu, nous invoquerons à l'appui de notre opinion l'article 57 du Code civil réglant la transmission du nom des parents à l'enfant. Ce texte s'exprime ainsi :

Art. 57. — « L'acte de naissance énoncera le jour, « l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, « et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, *noms*, « profession et *domicile* des père et mère, et ceux des « témoins. »

Ce texte est applicable évidemment à tous les enfants, au moins aux enfants légitimes et aux enfants naturels reconnus. Mais il se place sur le terrain du *plerumque fit*, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'une naissance légitime; cela ressort du mot *domicile* employé au singulier, qui montre que dans l'esprit du législateur les père et mère ont le même domicile, ce qui n'a lieu dans l'immense majorité des cas que lorsque les parents sont mariés. Au con-

traire, nous voyons le mot *noms* écrit au pluriel, d'où nous concluons que le législateur a entendu établir que dans le *plerumque fit* les parents de l'enfant, mariés, ont *deux noms différents*, ce qui ne peut être qu'en admettant que *le mariage n'opère pas transmission à la femme d'un droit de propriété sur le nom de son mari*.

477. — C. — *Cas d'application pratique.* — De nos jours, comme autrefois, les femmes mariées ne sont jamais désignées dans les documents authentiques, lois, décrets, actes administratifs, décisions judiciaires, actes de l'état civil, actes notariés, etc., autrement que par leur nom de fille, suivi de l'indication « épouse de... ». Nous en concluons que dans l'esprit du législateur comme dans l'opinion de ses interprètes, la femme n'a aucunement le droit de faire son nom propre de celui de son mari. S'il en était autrement, la femme devrait à l'inverse être désignée dans le style officiel sous le nom de son mari suivi de l'indication « née une telle », ou cumulativement sous son nom de fille et sous le nom de son mari.

478. — Si une femme mariée est mère d'un enfant adultérin désavoué, cet enfant portera le nom de fille de sa mère, et non le nom du mari de sa mère. Le contraire devrait être, si le système que nous combattons était le vrai.

479. — De même, en cas d'adoption faite par une femme mariée, c'est le nom de fille de l'adoptante qui est transmis à l'adopté et non le nom de son mari, lorsque celui-ci n'a pas également adopté la même personne que sa femme comme l'article 341 du Code civil le lui permet.

480. — C'est à tort que l'on voudrait tirer contre nous un argument du rejet à la Chambre des députés de l'amendement de M. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia, lors de la discussion à cette assemblée de la loi du 27 juillet 1884, et du rejet d'un amendement analogue par le Sénat sur le projet de loi sur la procédure du divorce actuellement en cours de discussion (1). Il résulte de ces votes, non que la femme divorcée reste investie d'un droit de propriété sur le nom de son ex-mari, mais que, aucun texte ne donnant un tel droit à la femme au cours du mariage, son inexistence ne saurait faire aucun doute, une fois le mariage rompu par le divorce. On trouve donc là un argument très net en faveur de notre système (2).

481. — Des raisonnements qui précèdent nous concluons donc que *la femme n'a pas un droit de propriété sur le nom de son mari.*

482. — Est-ce à dire que nous refusons à la femme tout droit sur le nom de son mari? Non assurément. Nous croyons au contraire avoir démontré que la femme avait dans notre ancien droit sur le nom de son mari un droit d'usage, ou, si l'on veut, une sorte d'usufruit, qui lui permettait de jouir de ce nom, de le porter dans sa vie publique et dans sa vie privée (3). Ce droit était établi sur une coutume immémoriale, et l'on sait que dans notre ancienne législation la coutume avait force de loi. Le silence de notre droit actuel sur ce point nous permet de

(1) Depuis le moment où nous écrivions ces lignes, ce projet est devenu la loi du 18 avril 1886.

(2) V. BAUDRY-LACANTINERIE, *Comm. sur le divorce,* n° 106, p. 60.

(3) V. *supra*, n^os^ 472-474, p. 346 et suiv.

considérer l'ancien état de choses comme étant encore en vigueur. Nous reconnaîtrons donc à la femme aujourd'hui le même droit d'usage ou de quasi-usufruit qu'autrefois sur le nom de son mari, droit en vertu duquel elle pourra se servir de ce nom de toutes les façons qui ne sont pas les prérogatives exclusives du droit de propriété civile du nom. C'est en ce sens, croyons-nous, qu'il faut interpréter la jurisprudence que M. Tournade appelle incertaine (2). La femme pourra donc porter le nom de son mari pour aider à augmenter la clarté de sa désignation personnelle, elle pourra l'écrire dans sa signature, s'en servir pour exercer un commerce, une industrie, une profession libérale quelconque; ce nom pourra même être pour elle l'objet d'un droit de propriété artistique, littéraire, industrielle ou commerciale, tous droits qui n'ont pas nécessairement le même titulaire que le droit de propriété civile. Elle ne pourra au contraire le revendiquer au moyen d'une action en rectification d'actes de l'état civil comme étant son nom propre, mais elle devra être admise à le défendre contre toute usurpation; sa qualité d'usagère ou de quasi-usufruitière lui suffit pour lui en donner le droit. Elle ne pourra de son chef le transmettre par la filiation, ni le léguer à un étranger, principalement ou accessoirement.

483. — Ce droit de quasi-usufruit ou d'usage permet au nom de la femme de répondre au *desideratum* de M. Tournade, en indiquant son état de femme mariée, tout en restant l'étiquette de sa filiation, et sans présenter les inconvénients qui résulteraient de la solution contraire

(2) V. Martinique, 11 février 1836 et Cass., 16 mars 1841, *Sir.*, 1841, 1, 532.

484. — Le droit de la femme sur le nom de son mari étant ainsi déterminé, il nous reste à en faire l'application aux cas de la femme séparée de corps, de la femme veuve et de la femme divorcée.

485.— 1° *Femme séparée de corps.*— Le droit de la femme sur le nom de son mari lui est acquis à l'occasion et par le fait même du mariage. C'est là une règle que nous serions porté à considérer comme d'ordre public, mais l'absence complète de textes à ce sujet ne nous permet de présenter cette opinion que sous toutes réserves. Dès lors, pour que ce droit de la femme vienne à cesser, il faut nécessairement que le mariage lui-même soit dissous. Or, la séparation de corps laissant subsister le mariage, le droit de la femme sur le nom de son mari n'en reçoit aucune atteinte, et la femme a le droit de s'en prévaloir tout comme au lendemain de ses noces. Un mari séparé de corps ne saurait donc, à notre avis, être admis à interdire à sa femme de porter son nom, quelque indigne que soit l'usage qu'elle en fait.

486. — 2° *Femme veuve.* — Il semble que le mariage étant dissous, la femme doive cesser de porter le nom de son défunt mari; telle serait en effet la conséquence rigoureuse du brocard *Cessante causa cessat effectus*. Mais en assimilant le droit de la femme sur le nom de son mari à un droit d'usage ou d'usufruit, nous avons par là même reconnu à ce droit le caractère de droit viager. La femme même veuve pourra donc continuer à porter le nom de son mari sa vie durant et si aucune autre cause ne vient mettre fin à l'existence de ce droit. A plus forte raison, si la femme a acquis sur le nom de son mari un droit de propriété littéraire, artistique, industrielle ou commerciale,

pourra-t-elle continuer à en faire usage dans la limite de ce droit. Et puis, pourquoi refuser à la veuve de se servir du nom de son époux défunt? Ce n'est pas sa faute si cet événement a mis fin au mariage, et la fidélité des veuves à la mémoire de leurs maris n'est pas un fait dont il soit absolument impossible de trouver un exemple. Il y a donc en outre un motif d'humanité et de convenance en faveur de notre solution. En revanche, nous n'hésitons pas à admettre qu'en cas de remariage de la veuve, elle est censée renoncer à ce droit, et que celui-ci prend par conséquent fin *ipso facto*.

487. — 3° *Femme divorcée.* — Ici, le mariage est rompu avec un caractère de violence volontaire que ne présente point le prédécès du mari. Ou bien le divorce est prononcé contre la femme, ou bien il est prononcé contre le mari. Dans le premier cas, la femme est déchue de tous les avantages qui étaient résultés pour elle du fait du mariage (art. 299 Code civ., nouveau texte); on ne fera point de difficulté pour reconnaître qu'il en est de même du droit pour la femme de porter le nom de son mari. Dans le second cas, c'est que le divorce a été *demandé* par la femme, au moins reconventionnellement; en agissant ainsi, la femme a entendu renoncer éventuellement à tous les liens qui la rattachaient à son mari; elle est donc censée renoncer en même temps au droit de porter son nom; cette renonciation est consacrée par le jugement qui admet le divorce et par la prononciation qui en est faite par l'officier de l'état civil (1). Donc, dans les deux cas, la femme divorcée n'a plus le droit de porter le nom de son mari. Il

(1) Depuis la loi du 18 avril 1886, le divorce est prononcé par le Tribunal et le jugement transcrit sur les registres de l'état civil.

faut toutefois apporter un tempérament à ce principe pour le cas où ce nom est devenu pour la femme l'objet d'un droit de propriété littéraire, artistique, industrielle ou commerciale; elle continuera alors à pouvoir s'en servir dans la limite de ce droit et comme elle ferait d'un pseudonyme; mais elle ne pourra en tirer prétexte pour continuer à porter ce nom dans la vie civile (1).

---

488. — Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des questions relatives à la transmission du nom. Nous avons omis à dessein l'hypothèse de la transmission du nom par acte entre vifs. De tels contrats se retrouvent en petit nombre dans l'ancien droit, et ils ont actuellement tout à fait disparu de la pratique. Ils ne sauraient, d'ailleurs, s'ils se produisaient, avoir d'effet que si le cessionnaire du nom obtenait du gouvernement l'autorisation d'ajouter à son nom le nom ainsi transmis. Mais, nous le répétons, une semblable hypothèse ne s'est jamais rencontrée en pratique; nous la passons donc sous silence.

(1) *Contra*, Trib. civil de Toulouse, 18 mai 1886, *Gaz. des Trib.*, 24-25 mai 1886. — Ce jugement semble considérer ce point comme laissé à la discrétion des Tribunaux, se fondant sur le silence des textes; c'est là, à notre avis, une conclusion peu juridique, et nous préférons le raisonnement que nous avons proposé.

CHAPITRE V

CHANGEMENTS DE NOM

489. — Ce chapitre comprendra l'étude du *changement de nom régulier* tel qu'il est régi de nos jours par le titre II de la loi du 11 germinal an XI, et l'examen de l'effet que peuvent avoir les changements de nom effectués autrement que par l'accomplissement des formalités voulues par la loi, soit dans l'ancien droit, soit actuellement, et que nous appellerons les *changements de nom irréguliers*. Le nombre de ces derniers va s'accroissant de jour en jour d'une façon si rapide, qu'il est impossible de ne pas en tenir compte.

I. Changement de nom régulier.

490. — Le changement de nom régulier demande à être étudié sous trois points de vue principaux : 1° au point de vue de son *caractère constitutif*; 2° au point de vue de la

procédure à suivre pour l'accomplir ; 3° au point de vue de *ses effets*. Nous reprendrons successivement chacune de ces trois questions.

1° *Caractère du changement de nom.*

491. — Le changement de nom peût être, suivant nous, défini : *toute altération apportée au nom légal et régulier qu'une personne peut et doit porter.*

492. — Il faut donc bien se garder de confondre le changement de nom, tel qu'il est envisagé par le titre II de la loi du 11 germinal an XI, avec les changements de nom résultant *ipso jure* de certaines modifications de l'état civil des personnes que nous avons étudiés au chapitre précédent. C'est ce qui ressort clairement, en effet, du texte de l'article 9 de cette loi, lequel est ainsi conçu :

ART. 9. — « Il n'est rien innové, par la présente loi, aux « dispositions des lois existantes, relatives aux questions « d'état, entraînant changement de nom, qui continueront « à se poursuivre devant les Tribunaux dans les formes « ordinaires. »

Ces questions d'état sont le mariage, l'adoption et les diverses reconnaissances d'enfants naturels, qui peuvent entraîner une altération du nom que la femme ou l'enfant portaient auparavant. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit au sujet de leur effet. Nous ferons seulement remarquer la différence qu'il y a entre ces changements et celui qui nous occupe en ce moment. Les premiers sont le résultat d'une importante modification subie par l'état civil des individus, ou de la proclamation officielle et judiciaire du véritable état civil jusqu'alors inconnu ; ces faits

seront constatés dans le nom des personnes qu'ils intéressent, dans le premier cas, par l'addition à leur nom d'un élément supplémentaire, dans le second, par le remplacement du nom en quelque sorte provisoire qu'elles portaient jusqu'alors par celui auquel leur état civil dûment constaté leur donne droit. Le second, au contraire, a pour but de modifier en tout ou en partie le nom légal et régulier que la personne peut et doit porter et qui est la conséquence et la marque extérieure de son état civil, sans que cet état civil ait subi le moindre changement, et sans que l'impétrant puisse invoquer un *droit* à ce faire, mais seulement un *intérêt*.

493. — Il faut également se garder de confondre le *changement de nom* avec la *reprise d'un nom auquel on a droit* à la place du nom irrégulier ou incomplet sous lequel on était à tort désigné. Dans ce dernier cas, en effet, c'est un *droit* qu'on invoque et qu'on fera valoir au moyen d'une action en rectification d'actes de l'état civil, ou de la rectification d'actes notariés. Dans le premier cas, au contraire, l'impétrant sollicite une *faveur* du gouvernement, en se fondant sur l'intérêt qu'il a à l'obtenir. De plus, la revendication d'un nom se fait au moyen d'une action poursuivie devant les Tribunaux ordinaires, tandis que la demande de changement de nom doit être adressée au gouvernement. Les règles de compétence sont même fort sévères sur ce point : les Tribunaux refuseront et refusent impitoyablement toute action en rectification qui n'est pas fondée sur un droit formel, dûment invoqué et prouvé par la partie demanderesse; de son côté, le gouvernement rejette toujours et à bon droit toute demande en changement de nom dont l'auteur se pose comme invoquant un droit au lieu d'une faveur.

494. — En un mot, le changement de nom dont il est ici question et qui fait l'objet du titre II de la loi du 11 germinal an XI, présente les caractères suivants :

1° *Il est demandé au gouvernement comme une faveur que l'impétrant a un grand intérêt à se voir accorder ;*

2° *Lorsque cette faveur est obtenue, le décret qui l'accorde* CRÉE *au profit de l'impétrant* UN DROIT *dont celui-ci aura à poursuivre l'exécution par les voies ordinaires.*

495. — Le changement de nom ainsi déterminé comprend toute altération à faire subir au nom, c'est-à-dire : 1° les *modifications* au nom lui-même relatives soit à l'orthographe du nom, comme par exemple l'addition, la suppression ou le changement d'une ou plusieurs lettres ou syllabes, soit à sa forme grammaticale, comme la séparation du nom en deux ou plusieurs mots, ou *vice versa;* 2° le *remplacement* du nom par un autre ; 3° l'*addition* au nom d'un autre nom ; 4° la *suppression* d'un ou plusieurs des mots qui forment le nom.

496. — Une lettre ministérielle du 25 mars 1858 décide que « la loi du 11 germinal an XI ne s'appliquant qu'aux « noms, on ne peut demander à être autorisé à changer « son prénom. » Ceci nous paraît fort rigoureux, car on peut avoir autant d'intérêt à obtenir le changement d'un prénom ridicule quoique choisi conformément à l'article 1^er^ de cette loi, qu'à obtenir le changement d'un nom patronymique présentant le même désagrément. Mais le gouvernement étant le seul maître d'accorder ou de refuser l'autorisation de changement demandée, nous ne voyons aucun

moyen juridique d'échapper à cette interprétation prohibitive. Il faut, bien entendu, soustraire à cette règle les changements de prénoms prévus par les articles 2 et 3 de la loi du 11 germinal an XI, relatifs aux prénoms choisis et donnés non conformément à la règle de l'article 1er de cette même loi. Comme les textes le disent, ces changements doivent s'opérer par voie d'action en rectification d'actes de l'état civil. Du reste, ces articles 2 et 3 présentent le caractère de dispositions transitoires; et, comme tels et vu l'âge de la loi, doivent n'être plus que des souvenirs historiques à l'heure présente.

2° Procédure à suivre.

497. — Nous nous bornerons à énumérer les diverses phases de la procédure du changement de nom, en ne nous arrêtant sur chacune d'elles qu'autant qu'elles auront donné lieu à des controverses. Ces phases sont les suivantes :

498. — A. — *Mesures de publicité.* — L'impétrant doit faire insérer, *a)* au *Journal officiel*, *b)* dans un journal du lieu de son domicile, *c)* dans un journal du lieu de sa naissance, une note annonçant qu' « il entre en instance près « de la chancellerie pour obtenir l'autorisation de porter « légalement le nom de... » (1). A défaut d'accomplissement de cette triple formalité, la demande est rejetée sans examen, ou en d'autres termes classée sans suite (2).

(1) V. *Décis. min.* des 26 octobre 1815 et 10 avril 1818.
(2) *Arrêté min. just.* du 25 juin 1828, *D. R.*, V° *Nom*, n° 9 *in fine.*

Cette mesure est contraire à l'article 6 de la loi, qui dit : « *Le gouvernement prononcera* », mais elle n'est passible d'aucune voie de secours. Celui donc qui en aura subi les conséquences n'aura qu'à former une nouvelle demande, cette fois en accomplissant les publications requises, et le gouvernement pourra revenir sur sa décision.

499. — B. — *Demande.* — L'impétrant adresse une demande sur papier timbré au Garde des sceaux, en en exposant les motifs (1), et en la faisant suivre des pièces à l'appui ; parmi celles-ci il faut signaler l'acte de naissance de l'impétrant, et, s'il y a lieu, celui de ses enfants et de la personne dont il demande à prendre le nom, et un exemplaire de chacun des journaux dans lesquels auront été faites les susdites publications.

500. — Macarel (2) prétend que cette demande doit être soumise au Conseil du sceau des titres. Ce Conseil, rétabli en dernier lieu par un décret du 8 janvier 1858, a été finalement supprimé par le décret du 10 janvier 1872, qui transfère ses attributions au Conseil d'administration du Ministère de la justice. Mais Macarel écrivait en 1824, et ce qu'il dit pouvait être vrai de la Commission du sceau établie par l'Ordonnance royale du 15 juillet 1814. En est-il de même aujourd'hui du Conseil d'administration du

(1) Ces motifs peuvent être tirés d'une foule de circonstances et sont variables à l'infini ; ce seront, par exemple, le désir de quitter un nom semblable à celui d'un criminel célèbre, l'intérêt que l'on a à recueillir un legs affecté d'une condition *nominis ferendi*, etc. V. dans TOURNADE, *Du nom de famille...*, p. 52 et suiv., la discussion de la légalité de cette condition.

(2) *Des additions et changemens de nom, Thémis*, t. III, p. 119.

Ministère de la justice? Non évidemment. Ce Conseil a purement et simplement remplacé le Conseil du sceau rétabli par le décret du 8 janvier 1858, et l'article 6 *in fine* de ce dernier décret nous dit : « Il » (le Conseil) « *peut être* « *consulté* sur les demandes en changement ou addition « de noms *ayant pour effet d'attribuer une distinction* « *honorifique*. » C'est donc là une simple faculté accordée au Garde des sceaux, et pour un cas spécial. Dans le *plerumque fit*, c'est-à-dire dans le cas où le changement de nom n'attribuera aucune distinction honorifique, il n'y a *a fortiori* aucune obligation de passer par le Conseil d'administration du Ministère de la justice.

501. — C. — La demande et les pièces à l'appui sont remises au directeur des affaires civiles, au Ministère.

502. — D. — Celui-ci les renvoie au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le domicile de l'impétrant.

503. — E. — Ce magistrat donne son avis et renvoie le tout au procureur général.

504. — F. — Celui-ci donne également son avis et renvoie de nouveau le dossier au Ministère, où il reste pendant trois mois. Ce délai compte du jour des insertions qui ont commencé la procédure. Pendant ce temps, les personnes qui seraient lésées par le changement de nom demandé peuvent faire valoir leurs griefs auprès du garde des sceaux. Celui-ci peut à son gré tenir ou non compte de cette intervention. Dans le premier cas il rejettera la la demande, dans le second il poursuivra la marche de l'affaire.

505. — On a dit, en se fondant sur l'arrêté du 25 juin 1828, que l'opposition au changement de nom formulée dans ce premier délai de trois mois devait arrêter toute la procédure, jusqu'à ce que mainlevée en ait été prononcée par les Tribunaux civils sur la demande de l'impétrant.

M. Tournade (1) démontre, suivant nous avec raison, que cet arrêté est contraire à la loi du 11 germinal an XI, qui donne au Conseil d'État la compétence pour juger du bien-fondé de l'opposition. Dès lors, le demandeur en changement de nom ne pouvant obtenir la mainlevée de l'opposition qu'en en prouvant le mal fondé, il n'y a pas lieu de tenir compte de l'arrêté de 1828, et les oppositions ainsi formées ne vaudront que comme simples renseignements (2). Le garde des sceaux est donc libre d'en tenir tel compte qu'il voudra ; s'il poursuit la marche de l'affaire, les opposants pourront se pourvoir au contentieux devant le Conseil d'Etat pour faire valoir leurs griefs. Nous verrons plus loin quel droit peut servir de base à une telle opposition (3).

506. — G. — Le délai de trois mois expiré, le Garde des sceaux rejette la demande, s'il y a eu des oppositions dont il ait cru devoir tenir compte. Sinon, il la transmet au Conseil d'État (l. 11 germinal an XI, art. 5).

507. — H. — Le dossier est examiné par la section de législation et de justice au Conseil d'État, qui après en avoir délibéré, donne son avis sur le rapport d'un de ses

(1) *Du nom de famille...*, p. 56-57.
(2) Cass., 9 avril 1872, *D. P.*, 1872, 1, 299.
(3) V. *infra*, nos 510 et suiv., p. 363 et suiv.

membres. Le dossier est ensuite renvoyé pour la troisième fois au Garde des sceaux.

508. — I. — Ce ministre prépare un projet de décret accordant l'autorisation demandée, ou la refusant, et le soumet à la signature du Président de la République (1).

509. — J. — Si l'autorisation est accordée, le décret est promulgué et publié au *Journal officiel* par les soins de l'impétrant.

510. — K. — De cette publication court un délai d'un an pendant lequel peuvent être produites toutes les oppositions que les tiers croiront avoir à faire au changement de nom accordé. A propos de ces oppositions, plusieurs questions se présentent auxquelles nous nous efforcerons de répondre. Ce sont les suivantes : *a) Qui peut faire opposition? b) Comment l'opposition doit-elle être faite? c) Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur l'opposition régulièrement faite? d) A quoi peut-on reconnaître qu'une opposition est bien fondée? e) Quel est l'effet de l'opposition reconnue bien ou mal fondée?* Nous reprendrons successivement chacune de ces questions.

511. — *a) Qui peut faire opposition?* — Peut faire opposition à une autorisation de changement de nom toute personne lésée par ce changement de nom. Ce principe n'a trouvé, croyons-nous, aucun contradicteur. Le droit de faire opposition dans ces conditions appartient non seulement aux particuliers, mais encore aux communes, lors-

(1) Il faut observer que le chef de l'État n'est pas tenu de se conformer à l'avis du Conseil d'État.

que l'autorisation accordée a pour but de permettre à un individu d'ajouter à son nom celui d'une commune (1). L'opposition en ce cas devra être faite au nom de la commune par le maire et sur délibération conforme du Conseil municipal; il faut de plus, à notre avis, appliquer au droit de faire opposition au nom de la commune l'article 123 de la loi du 5 avril 1884, qui donne « à tout contribuable ins-« crit au rôle de la commune le droit d'exercer, à ses frais « et risques, avec l'autorisation du Conseil de préfecture, « les actions qu'il croit appartenir à la commune ou sec-« tion, et que celle-ci, préalablement appelée à délibérer, « a refusé ou négligé d'exercer. » Ce texte est général, il nous paraît imprudent d'y ajouter par voie d'interprétation des restrictions que le législateur n'y a pas insérées.

512. — *b) Comment l'opposition doit-elle être faite?* — L'opposant adressera une requête au Garde des sceaux. Cette requête devra être faite sur papier timbré, et énoncer les motifs invoqués par l'opposant.

513. — *c) Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur l'opposition régulièrement faite?* — Toute opposition faite au décret autorisant le changement de nom demandé devra être examinée au contentieux par le Conseil d'Etat, c'est-à-dire par la section du contentieux de cette compagnie. Le juge de l'opposition aura à en examiner le bien fondé; mais il va de soi que toutes les questions préjudicielles qui se présenteront, telles que questions d'Etat, questions de propriété de noms, etc., seront de la compétence des Tribunaux ordinaires. Lors donc qu'une

(1) V. Ord. du 27 décembre 1820, *D. R.*, V° *Nom*, n° 59.— Décr. 18 août 1862.

semblable question se posera, le Conseil d'Etat devra se dessaisir de l'instance et la renvoyer devant le Tribunal compétent; si le demandeur en changement de nom l'emporte devant ce Tribunal, l'opposition sera définitivement rejetée; si au contraire l'opposant triomphe, l'autorisation accordée devra être retirée (1).

514. — *d) A quoi peut-on reconnaître qu'une opposition est bien fondée?* — Devra être reconnue bien fondée toute opposition présentée par une personne ayant qualité pour le faire, et prouvant le préjudice qu'elle éprouve par le fait du changement de nom qui a été autorisé. L'appréciation de ce préjudice est une question de fait sur laquelle le Conseil d'Etat se prononcera souverainement. Toutefois nous considérons comme une conséquence, rigoureuse peut-être, mais juridique et nécessaire, du principe de la propriété du nom, que tout individu qui prouve qu'il a un tel droit sur son nom doit pouvoir valablement s'opposer à ce qu'un autre soit autorisé à prendre ce nom ou à l'ajouter au sien, et cela sans avoir besoin de montrer d'autre préjudice spécial. Lors en effet que les Tribunaux ont reconnu l'existence d'un droit de propriété, ils doivent en accorder le bénéfice au titulaire de ce droit, sans que celui-ci ait à justifier d'un intérêt spécial le poussant à agir. Si l'on nie que le nom soit l'objet d'un droit de propriété, alors c'est différent : l'opposant devra montrer en quoi il est lésé par le changement de nom autorisé. Mais si l'on admet ce principe, il faut en admettre aussi le corollaire. Qu'on ne vienne pas nous objecter que certains noms sont tellement répandus qu'ils sont pour ainsi dire dans le

(1) V. en ce sens, MACAREL, *Des additions ou changemens de noms*, *Thémis*, t. III, p. 123-124.

domaine public, et qu'alors aucun de ceux qui portent un de ces noms ne peut s'opposer à ce que pareil droit soit concédé à un autre. C'est là, à notre avis, une notion très fausse de la propriété du nom. Quel que soit le nombre des titulaires collectifs d'un droit de propriété privée, ce droit reste un droit privé, et chacun d'eux peut s'opposer à ce que ce droit soit rendu plus banal encore. Pour être *res plurium*, un nom n'est pas *res omnium*. D'ailleurs, quel est dans tous les cas le but pratique et premier que cherche à atteindre l'opposant? C'est d'éviter la possibilité de confusions subséquentes entre lui et le concessionnaire de l'autorisation. Or, lors même qu'il serait la cent millième personne investie d'un droit de propriété sur son nom ou sur un nom semblable, son intérêt à éviter ces confusions est le même que s'il était le seul. Mais il ne faut pas perdre de vue que le droit de l'opposant et le préjudice qu'il invoque sont avant tout une question de fait que le Conseil d'Etat est appelé à trancher souverainement dans chaque espèce (1).

515. — *e) Quel est l'effet de l'opposition reconnue bien ou mal fondée?* Cette question nous amène à l'examen de la dernière phase de la procédure du changement de nom.

516. — L. — S'il n'y a pas eu d'opposition, ou si les oppositions qui ont été faites régulièrement et en temps utile ont été reconnues mal fondées par le Conseil d'Etat,

(1) De ce que par le fait du mariage la femme ne perd pas la propriété de son nom de fille, bien qu'elle cesse de le porter, il résulte qu'elle peut valablement s'opposer à ce que ce nom soit accordé à un étranger par un décret d'autorisation de changement de nom. V. en ce sens, Cass., 16 mars 1841, *Sir.*, 1841, 1, 532.

le décret accordant l'autorisation du changement de nom demandé reçoit son plein et entier effet et devient irrévocable. Si au contraire il y a eu des oppositions, et si ces oppositions ont été jugées bien fondées, le Président de la République devra, par un second décret, révoquer l'autorisation accordée par le premier. Nous refusons au gouvernement, et nous sommes d'accord en cela avec M. Tournade (1), le droit d'accorder à l'impétrant, en présence d'une opposition admise, un changement de nom autre que celui qu'il avait demandé, au lieu de révoquer purement et simplement l'autorisation accordée; on ne saurait en effet, en matière contentieuse, arriver à un autre résultat que l'accord ou le rejet des conclusions du demandeur.

517. — Le décret de révocation d'autorisation, suivant l'opinion générale, ne doit pas être nécessairement publié. Il produit ses effets *erga omnes*. Un intéressé même non opposant peut s'en prévaloir et faire rectifier les actes ou annuler les jugements intervenus conformément à l'autorisation d'abord accordée et subséquemment révoquée.

3° Effets de l'autorisation de changement de nom.

518. — Lorsque l'autorisation est devenue irrévocable et définitive, ses effets se produisent immédiatement : le concessionnaire est, dès lors, investi du droit de propriété du nom qu'il lui a été accordé de porter. Il pourra donc agir en rectification des actes de l'état civil le concernant où ce nom n'aurait pas été inséré.

(1) *Du nom de famille...*, p. 58

519. — Ainsi que nous l'avons vu en particulier à propos de l'adoption (1), le changement du nom du père influe sur le nom des enfants. Ce principe est admis par la jurisprudence du Conseil d'Etat (2); nous ne reviendrons pas sur les motifs que nous avons déjà exposés pour le justifier.

Mais le Conseil d'Etat, tout en admettant que le changement du nom du père profite à tous ses enfants déjà nés, distingue au point de vue de l'obligation qui en résulte entre les enfants mineurs et les enfants majeurs : tandis que les premiers seraient *obligés* de se conformer à ce changement de leur nom, les seconds pourraient garder leur nom originaire (3).

En pratique, cette solution est évidemment vraie. Comment a lieu *en fait* ce changement de nom? Par la voie de la rectification des actes de l'état civil. Or, le père exercera, au nom de ses enfants *mineurs*, l'action en rectification de leurs actes de l'état civil, tandis qu'il ne pourra le faire pour ses enfants *majeurs*, qui devront agir eux-mêmes, s'ils le veulent bien; si, au contraire, ils ne le veulent pas, nous ne voyons pas comment ils pourraient y être forcés. Si donc ces derniers refusent de se soumettre au changement survenu dans le nom de leur père, ils n'auront qu'à s'abstenir de faire rectifier dans le sens de ce changement les actes de l'état civil qui les concernent. C'est là une conséquence nécessaire de ce fait

(1) V. *supra*, n° 461, p. 340.

(2) V. Cons. d'Etat, 3 août 1861, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p 61.

(3) V., en ce sens, Cons. d'Etat, 27 novembre 1839, 3 janvier 1844, 12 janvier 1854, 8 décembre 1861, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 61.

que le ministère public ne peut intenter d'office une action en rectification des actes de l'état civil (1).

Mais en droit pur, cette distinction nous paraît injustifiable. Les principes sont les mêmes pour tous. Si donc il est conforme aux principes que le changement du nom du père emporte le même changement dans le nom des enfants, *tous* les enfants doivent le subir. Si au contraire le changement de nom est *personnel* à celui qui l'a obtenu, *aucun* des enfants ne devra en profiter. Il ne devrait donc pas y avoir de solution intermédiaire. Pour nous, nous croyons que les nécessités sociales exigent la conformité de nom entre ascendants et descendants *per masculos*, et que le principe de la propriété du nom en emporte la transmission aux enfants; nous en concluons donc que le nom de ceux-ci doit subir les modifications apportées à celui de leur père. Mais nous constatons qu'en fait les enfants majeurs pourront, comme nous venons de l'exposer, échapper à l'application de ces principes. Il y a là, entre le fait et le droit, une contradiction qui est encore le résultat de l'absence déplorable d'une législation complète et précise sur notre matière.

520. — Nous en avons ainsi terminé avec l'étude du changement de nom régulièrement effectué conformément à la règle du titre II de la loi du 11 germinal an XI.

---

(1) V. *infra*, nos 708 et suiv., p. 473 et suiv.

II. Changement de nom irrégulier.

521. — Il faut entendre par ces mots tout changement de nom accompli par les particuliers, autrement que de la façon que nous venons d'exposer, et qui n'est pas la conséquence juridique d'une mutation survenue dans leur état civil. Ces changements ont lieu aujourd'hui en France avec une déplorable fréquence, et c'est leur nombre qui nous amène à en parler ici.

522. — On comprend qu'il est impossible de dire comment ils se font; ce serait tenter d'énumérer l'infini. Cependant la plupart ont lieu par le concours d'officiers publics ignorants ou complaisants, et ne peuvent se produire que grâce à la coupable négligence avec laquelle sont tenus les actes de l'état civil dans la plupart des communes. Une personne désireuse de changer son nom, de lui donner, ce qui est le cas le plus fréquent, une apparence nobiliaire, commence par porter le nom, modifié à son gré, dans le langage courant de la vie journalière; elle en signera ses lettres missives, le fera graver sur ses cartes de visite. Puis à l'occasion, elle trouvera moyen de le faire insérer dans un acte notarié. Ensuite elle ira s'établir dans une commune où elle était absolument inconnue, et s'y fera connaître sous ce nom. Enfin, qu'il lui survienne un enfant, elle déclarera sa naissance à la mairie sous le nom qu'elle prend ainsi sans droit, l'acte de naissance est rédigé conformément à l'article 57 du Code civil, et voilà le nom illégal devenu celui de la famille, jusqu'à ce qu'il vienne à être rectifié par voie judiciaire, ce qui, dans la presque unanimité des cas, n'arrivera jamais! Ceci n'est

évidemment qu'une des nombreuses espèces qui peuvent se produire, mais c'est, croyons-nous, celle dont l'application est la plus fréquente en pratique.

523. — Nous aurons lieu plus tard d'examiner quelle peut être la sanction d'une telle infraction aux lois (1). Pour le moment nous ne nous occupons que de rechercher quelle peut être son influence sur le nom légal et régulier de celui qui la commet.

524. — Tant que le nom irrégulier n'a été pris que dans le langage de la vie courante, il n'a aucun effet et ne saurait exister aux yeux de la loi que comme un surnom et avec cette qualité. Le nom régulier continue, à être le seul inséré dans les actes officiels et l'autre n'y sera jamais mentionné, s'il l'est, que précédé du mot *dit* comme un vulgaire sobriquet. Il en est de même si une personne porte un prénom autre que ceux à elle attribués dans son acte de naissance. C'est ainsi que l'on assiste à ce spectacle, aussi fréquent que grotesque, de gens connus sous deux noms qui parfois s'excluent, et que le philosophe observateur des choses de ce monde est réjoui bien souvent par la représentation pour de vrai des ridicules et des déconvenues d'Arnolphe et de Monsieur de la Souche.

525. — Mais une fois le nom irrégulier entré subrepticement dans les actes de naissance des enfants de celui qui l'a pris, c'est fini. *Ces enfants peuvent et doivent le porter et le transmettre à leurs descendants*, et cependant nous avons vu que le caractère d'imprescriptibilité de la propriété du nom s'oppose à ce qu'une possession non

(1). V. *infra*, nos 670 et suiv., p. 462 et suiv.

troublée, quelque longue qu'elle soit, puisse couvrir l'illégalité de l'acquisition première d'un nom (1). Ils auront, il est vrai, la ressource de rétablir l'ordre normal des choses au moyen d'une action en rectification des actes de l'état civil les concernant; mais, comme, si leur père a tenu à accomplir ce changement de nom, c'est qu'il avait quelque intérêt à le faire, il est probable que cet intérêt est le même pour les enfants, et que ceux-ci seront, au contraire, trop enchantés de pouvoir profiter du fait accompli pour chercher à revenir à l'ancien état légal de choses. En combinant ensemble, d'une part, le principe de la fixité du nom rétabli par l'article 1er de la loi du 6 fructidor an II et le titre II de la loi du 11 germinal an XI, et d'autre part, le principe de la transmission du nom par la filiation *per masculos* reposant sur l'article 57 du Code civil intelligemment interprété, et, enfin, en troisième lieu l'incompétence du ministère public à intenter d'office une action en rectification d'actes de l'état civil, nous arrivons à cette conséquence bizarre mais rigoureusement logique, que les membres d'une famille porteront indéfiniment un nom qu'ils n'ont pas le *droit* de porter, sans que personne puisse s'opposer à cette continuelle violation des règles du nom et la corriger, qu'eux-mêmes, quand cela leur conviendra ! Ce n'est, en effet, que dans des cas exceptionnels que des tiers peuvent justifier d'un intérêt suffisant pour demander et obtenir la rectification d'actes ne concernant ni eux personnellement ni leurs ascendants, conjoint, ou descendants. C'est encore là une autre conséquence de l'absence d'une législation homogène et claire sur notre matière.

(1) V. *supra*, nos 413-414, p. 312-313.

526. — Nous avons dit, et nous croyons avoir prouvé, que le nom ne peut être ni acquis ni perdu par l'effet de la prescription (1). Ce principe, admis cependant par une jurisprudence constante, paraît à première vue en contradiction avec certaines décisions judiciaires, qui reconnaissent à l'une des parties en cause un droit de propriété sur le nom en litige fondé uniquement sur une possession suffisamment ancienne et continue, en fait et la plupart du temps plus que séculaire.

Ces deux idées sont-elles réellement contradictoires ou peuvent-elles être conciliées? C'est en matière de demande en rectification d'actes de l'état civil et lorsque deux parties se disputent la propriété d'un même nom que la question vient à se poser le plus souvent. Si l'une des parties, pour prouver son droit au nom en litige, invoque ce fait que ce nom a été possédé de temps immémorial par la série de ses ascendants mâles, alors il n'y a point de difficulté; le nom reste en principe imprescriptible, et la possession est ici non pas la *source,* mais *un élément de preuve* du droit de propriété. Il est certain, en effet, que l'origine de tous les noms, sauf de rares exceptions, se perd dans la nuit des temps, et pour déterminer d'une manière certaine quel nom doivent porter les membres d'une famille, il faudrait pouvoir en suivre la généalogie en remontant jusqu'à l'auteur contemporain de l'Ordonnance d'Amboise et savoir au juste quel nom celui-ci portait au moment où cet acte législatif introduisit le principe de la fixité du nom; il faudrait prouver en outre que tous les changements successifs qu'a pu subir ce nom ont été légaux. Mais tout cela est rarement possible, et lorsqu'on ne peut remonter ainsi jusqu'à la source pour constater exactement

(1) V. *supra*, nos 413-414, p. 312-313.

le nom légal des personnes, on est obligé de s'en tenir aux moyens de preuve que l'on a, faute de mieux, et c'est à ce titre que la possession immémoriale peut être invoquée.

527. — Mais si le nom n'est porté qu'à partir d'une certaine époque postérieure à l'Ordonnance d'Amboise, tandis que l'on retrouve la preuve authentique et certaine qu'il n'en était point question auparavant et qu'il n'est resté nulle trace de Lettres de commutation de nom autorisant l'addition du nom en litige, devra-t-on décider que la longue possession sans trouble, pendant un nombre d'années indéfini, peut suppléer à ce manque de titre et que le nom est ainsi légalement acquis? Nullement, à notre avis, sauf dans un seul cas, celui où le nom en question serait un nom de seigneurie passé dans le nom patronymique. Il a, en effet, été admis de tout temps que l'Ordonnance d'Amboise ne s'appliquait pas à ce cas, et que, sous son empire, il était permis au seigneur d'un fief d'en porter non seulement le nom de seigneurie, mais encore d'en faire une partie intégrante de son nom patronymique. Nous avons déjà dit que nous ne comprenons pas comment cette dérogation peut se justifier en droit; aussi nous bornons-nous à en constater l'existence (1). Mais pour que cette addition de nom eût lieu, encore fallait-il que les ayants

(1) On pourrait peut-être trouver la vraie cause juridique qui a fait admettre cette dérogation dans les règles du droit féodal et les privilèges de la noblesse. Le droit pour le seigneur d'un fief de prendre le nom de ce fief comme partie intégrante de son nom patronymique pouvait être un des privilèges attachés à la noblesse. On conçoit, dès lors, que ce privilège soit resté intact malgré l'Ordonnance d'Amboise, qui ne touche qu'au droit civil et non au droit féodal. Nous pensons néanmoins que cette explication est spécieuse et peu juridique, et nous conservons notre manière de voir au sujet de cette dérogation.

droit en manifestassent la volonté; ainsi le nom patronymique suivi du nom de seigneurie « *seigneur de...* » ou « *sieur de...* » ne prouve point que cette volonté ait eu lieu ; et les qualifications féodales étant aujourd'hui abolies, les descendants d'un homme ayant porté un tel nom ne seraient point admissibles à le revendiquer comme ayant fait partie de son nom patronymique. On admet, au contraire, que cette volonté s'est manifestée lorsque le nom du fief est relié au reste du nom patronymique seulement par une des particules *de*, *du*, *des*, *de la*, sans les mots *seigneur* ou *sieur;* encore faut-il que cette volonté ait duré assez longtemps pour n'être point qu'un simple caprice momentané, et c'est ici encore que la possession longue, continue et sans trouble pourra être juridiquement invoquée comme preuve de cette volonté sérieuse et persistante. C'est là, d'ailleurs, une pure question de fait sur laquelle les Tribunaux sont juges souverains.

528. — Voilà, à notre avis, le seul compte vraiment juridique que l'on puisse tenir de la longue possession en matière de nom, et en quel sens il faut entendre le mot si connu de Dumoulin, que la possession en matière de nom « *vim habet constituti, non dicitur præscriptio, sed* « *titulus.* » Il faut également observer que Dumoulin, étant contemporain de l'Ordonnance d'Amboise, écrivait sur des questions où l'on était sans doute forcé de remonter plus haut dans la suite des temps, et, le principe de la fixité du nom n'étant pas encore entré dans notre droit, le seul fait de porter un nom en était le *titre* légal d'acquisition, lorsqu'aucun tiers intéressé ne protestait.

529. — M. Tournade (1) semble admettre au contraire

(1) *Du nom de famille...*, p. 22 et suiv.

que l'usage est un véritable moyen juridique d'acquérir un nom. Il suppose que dans l'ancien droit tous les noms étaient soumis à de continuelles variations, et qu'il est inutile de rechercher à remonter à un nom originaire qu'on ne trouvera jamais. Et cependant il reconnaît qu'il peut y avoir lieu à rectification d'actes de l'état civil, lorsqu'un enfant prouve qu'il ne porte pas le nom de son père ou de son grand-père. M. Tournade repousse l'objection tirée de ce que son système permet des changements de noms prohibés, en disant d'une part que, le nom n'étant pas une propriété, son acquisition par l'usage n'est pas une prescription, et d'autre part que le changement de nom prohibé est le changement subit et volontaire, et non le changement lent et progressif causé par le temps et l'usage. Enfin, il trouve une confirmation de son système dans la loi du 6 fructidor an II, dont l'article 2 permet les surnoms portés « jusqu'ici », en en concluant *a contrario* qu'il y a eu des surnoms non portés « jusqu'ici » et que l'usage a fait disparaître. Donc, conclut-il, l'acquisition du nom par l'usage est possible, même dans l'avenir.

530. — Ce système est évidemment faux d'un bout à l'autre. Il est faux que dans l'ancien droit le nom ait été soumis à de perpétuelles variations ; c'était possible *en droit* avant l'Ordonnance d'Amboise, mais non depuis ; on trouve donc un nom fixe dans chaque famille à l'époque où a été rendue cette Ordonnance, et c'est là qu'on trouve la source de la légalité de tous les noms. Il est vrai qu'il sera la plupart du temps impossible de déterminer avec certitude quel a été le vrai nom de la famille à cette époque-là ; mais c'est là une simple question de preuve qui ne peut rien changer au droit. En second lieu, le système

de M. Tournade, quoi qu'il en dise, rend impossible toute rectification d'actes de l'état civil, car comment déterminer à quelle génération commence le changement permis par l'usage ou à quelle autre le nom ancien est tombé en désuétude? Aucun critérium ne permet de répondre. Il est vrai que M. Tournade voit là une question de fait, mais on connaît ce *refugium peccatorum* des jurisconsultes embarrassés. En troisième lieu, nous croyons avoir prouvé que M. Tournade se trompe quand il dit que le nom n'est pas une propriété (1); de plus, nous ne voyons pas comment il a pu raisonnablement imaginer sa distinction entre le changement de nom subit et volontaire et le changement de nom lent et progressif causé par l'usage et par le temps ; tout changement de nom, en effet, est *volontaire*, car si l'officier de l'état civil voulait en imposer un à un particulier, il outrepasserait ses pouvoirs, et celui-ci pourrait le contraindre à recevoir et à lui donner son véritable nom ; ensuite tout changement de nom est *subit*, car il n'y a de véritable changement de nom qu'autant que le faux nom a été pris dans un acte de l'état civil, et le passage du moment où le faux nom n'a été pris dans aucun acte de cette sorte au moment où il a été pris dans un de ces actes, ne dure que le temps matériel nécessaire à la rédaction de cet acte. Donc, l'objection que repousse d'avance M. Tournade reste debout, et son système donnerait lieu à des spéculations et à des changements illicites à propos du nom. En quatrième et dernier lieu, son argument, tiré du texte de la loi du 6 fructidor an II ne vaut rien, car cette loi fait elle-même de la façon la plus explicite possible la distinction entre les *noms* et les *surnoms*, et le passage invoqué par M. Tournade n'a trait

(1) V. *supra*, n° 379 et suiv., p. 294 et suiv.

qu'à ces derniers. Sa conclusion est elle-même aussi paradoxale que ses arguments, car sous notre droit actuel l'usage ne fait pas loi, et une loi ne peut recevoir de dérogation qu'en vertu d'une autre loi ; l'usage est donc impuissant à rendre légal un changement de nom effectué contrairement aux dispositions des lois des 6 fructidor an II et 11 germinal an XI.

531. — Nous maintenons donc ce que nous avons dit, savoir, que *depuis l'Ordonnance d'Amboise l'usage et la possession ne peuvent être invoqués comme juste cause d'acquisition d'un nom.* A plus forte raison doit-il en être ainsi sous l'empire de notre législation actuelle et après l'abolition de tous les principes et privilèges du droit féodal.

532. — Nous regardons donc comme mal fondés en droit et contraires aux principes généraux de notre matière les considérants des arrêts de la cour de Riom du 2 janvier 1865 (1) et de la Cour de cassation du 15 mai 1867 (2) et du jugement du Tribunal de la Seine du 26 novembre 1869 (3), qui semblent pencher à admettre, sans oser le proclamer ouvertement, que la possession centenaire ou au moins reconnue suffisante en fait par les juges suffit à rendre légale l'acquisition d'un nom. Interpréter ainsi l'effet de la possession du nom, c'est contredire le principe que le nom est imprescriptible. Nous adoptons donc complètement le système de critique que M. Lévesque a exposé en note au bas de ces deux dernières décisions judiciaires dans le recueil périodique de Dalloz.

(1) *D. P.*, 1865, 2, 17.
(2) *D. P.*, 1867, 1, 241.
(3) *D. P.*, 1870, 3, 25.

533. — Pour résumer succinctement notre opinion sur les changements de nom irréguliers, nous dirons que : *1° Ils sont* EN DROIT *absolument dépourvus d'effet, bien qu'*EN FAIT, *lorsqu'ils ont été introduits d'une façon quelconque dans les actes de l'état civil, ils ne puissent être corrigés que par une rectification régulière de ces actes. 2° La possession d'un nom, quelque longue qu'elle soit, n'a d'autre valeur que celle d'un* ÉLÉMENT DE PREUVE *que les juges pourront apprécier souverainement.*

---

534. — Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des différentes questions juridiques relatives aux changements de nom. Observons cependant que dans la plupart des cas ces changements présentent de si grands inconvénients et de si grands dangers, que nous ne saurions trop louer la grande parcimonie avec laquelle les différents gouvernements qui se sont succédé en France en ont accordé.

CHAPITRE VI

NOM COMMERCIAL OU ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

535. — Nous nous proposons d'étudier sous ce titre les règles particulières qui gouvernent le nom lorsque celui-ci est devenu l'objet d'un *droit de propriété commerciale ou industrielle*, ou d'un *droit de propriété littéraire ou artistique*. Nous examinerons séparément chacune de ces deux hypothèses, et à propos de chacune d'elles nous aurons à résoudre les questions de savoir : *1° si le nom peut être l'objet d'un tel droit ; 2° comment il le devient et quel en est le caractère ; 3° quels sont les actes que peut faire le titulaire de ce droit ; 4° comment il peut être porté atteinte aux prérogatives attachées à ce droit*. Nous étudierons plus spécialement au chapitre suivant, qui aura pour objet la *sanction des règles du nom*, les voies juridiques ouvertes par la loi pour prévenir, punir ou réparer les infractions commises.

I. Nom commercial ou industriel.

1° Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété commerciale ou industrielle?

536. — Il suffit de poser cette question pour la résoudre. L'affirmative ne saurait faire l'objet d'aucune contradiction sérieusement fondée en droit. Cette solution résulte évidemment des dispositions de la loi du 23 juin 1857. L'article 1er § 3 de cette loi dit en effet expressément : « Sont considérés comme *marques de fabrique et de* « *commerce* les *noms* sous une forme distinctive, les « dénominations, etc. » D'autre part, l'article 2 de cette loi porte que : « Nul ne peut revendiquer la *propriété* « exclusive d'une marque, s'il n'a déposé... » etc. Si d'une part les *noms* sont considérés comme *marques* de fabrique et de commerce, et si d'autre part les *marques* peuvent être l'objet d'un droit de *propriété* exclusive, il nous paraît clair que dans la pensée du législateur les noms peuvent aussi être l'objet d'un tel droit. Que si la loi du 23 juin 1857 s'occupe plus spécialement de la propriété des *marques* proprement dites ou du nom devenu *marque*, il n'en résulte pas moins qu'au point de vue de l'existence du droit de propriété en général, cette assimilation entre le *nom* et la *marque* se dégage du rapprochement des textes que nous venons de faire. La propriété du *nom commercial* est d'ailleurs protégée par la loi du 28 juillet 1824, sur laquelle nous aurons lieu de revenir.

537. — Quelle que soit l'opinion que l'on adopte au sujet de cette interprétation des textes, l'existence d'un droit de propriété du nom commercial se comprend fort bien. Le

fabricant qui crée un produit, le commerçant qui le met en vente, ont un grand intérêt à ce que le public puisse aisément reconnaître les objets qui sortent de leurs usines ou de leurs magasins. Rien de plus naturel qu'à cet effet ils les marquent soit ou moyen d'un signe ou d'un emblème distinctif, soit par l'apposition de leur nom. Cet emblème ou ce nom seront la signature du fabricant ou du commerçant ; ce sera, comme on l'a dit fort justement, le pavillon qui couvre la marchandise. On peut donc à bon droit assimiler l'un à l'autre le nom et l'emblème, puisque tous deux ont le même but, au sujet du droit que leur auteur a sur eux et de la protection à donner à ce droit. Aussi l'idée de la propriété du nom commercial est-elle admise sans difficulté dans la doctrine (1) et dans la jurisprudence (2), et est-elle peut-être sur le point d'être expressément reconnue et consacrée par notre législation (3).

2° *Comment le nom devient-il commercial, et quel en est alors le caractère?*

538. — On peut dire en principe et *à priori qu'un nom devient nom commercial lorsque celui qui a le droit de le porter l'a affecté pour servir à la désignation de son établissement de commerce ou pour servir de marque à ses produits*. Mais alors la question se transforme, et l'on peut se demander de quel acte résultera

(1) V. DESHAYES DE MERVILLE, *Du nom commercial*, p. 97. — BOUVY, *Des noms de personnes*, p. 96. — LAIGNIER, *De l'usurpation des noms de commerce*, p. 107 et suiv.

(2) V. Rouen, 8 juin 1845 et Cass. ch. réun., 11 juillet 1848, *D. P.*, 1848, 1, 140.

(3) V. projet Bozérian, Sénat, annexe n° 157, *J. off.*, 4 juin 1879, p. 4612-4613. — *Infra*, n^os^ 563 et suiv., p. 402 et suiv.

une semblable affectation. Cet acte pourra être de natures très diverses, suivant les espèces, et les Tribunaux appelés à statuer sur des difficultés y relatives pourront apprécier souverainement sa valeur en tant que suffisants pour commercialiser le nom. On peut toutefois donner quelques exemples.

539. — A. — Un négociant donne à son nom le caractère de nom commercial lorsqu'il en fait la désignation de sa personnalité commerçante, de son établissement ou de ses produits. Il écrira ce nom sur son enseigne, sur ses factures, sur les enveloppes des objets qu'il expédie. Il en signera ses traites et ses quittances. Ce nom ne sera pas forcément identique à son véritable nom ou nom civil. Prenons un exemple de pure fantaisie. *Jean-François-Auguste Dubois* veut monter un commerce, et, comme il est le plus âgé, il prend pour se distinguer de ses homonymes le nom commercial de *Dubois aîné*. Le premier sera son nom civil, le seul qu'il pourra porter en dehors des actes de son commerce; le second sera son nom commercial, sous lequel seul peut-être il pourra être connu dans le commerce et recevoir à ce titre des assignations (1). Le nom commercial peut même être absolument différent du nom civil. En ce cas, il y a véritablement prise d'un pseudonyme. Celui-ci sera la propriété commerciale de celui qui l'aura pris tant que durera le commerce en vue duquel il aura été pris; ce commerce venant à cesser, le pseudonyme commercial retombe dans le domaine public, tandis que le nom civil commercialisé reste comme auparavant la propriété civile de son titulaire (2).

(1) V. Paris, 6 mai 1858, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 97.
(2) V. Paris, 12 décembre 1857, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 97.

540. — B. — Un particulier commercialise son nom lorsqu'il entre dans une société commerciale en nom collectif ou en commandite à titre d'associé, et lorsque son nom fait partie de la raison sociale. Le nom peut constituer à lui seul tout l'apport social d'une personne, car il est un immense instrument de crédit. Il faut toutefois pour cela que ce crédit soit sérieux et bien fondé; il en serait autrement, si le nom ainsi apporté n'avait d'autre but que de permettre de pratiquer une concurrence déloyale (1). Il faut de plus qu'il s'agisse d'un crédit dans le sens commercial du mot, car l'influence politique, en droit, ne peut faire l'objet d'un apport social, mais, en fait, s'achète ainsi que le nom qui la représente. Ces réserves faites, le nom peut faire l'unique objet de l'apport d'un associé (2). Une fois le nom civil d'un homme ainsi entré comme partie constitutive dans une raison sociale, ce nom fait à ce titre l'objet du même droit de propriété commerciale que la raison sociale tout entière, et le titulaire de ce droit sera non chaque associé pris isolément, mais la société comme personne morale.

541. — C. — Un commerçant pourra mettre son nom sous la protection spéciale de la loi du 23 juin 1857, en accomplissant les formalités prescrites par cette loi. Mais alors ce ne sera pas son nom considéré intrinsèquement qui pourra être en cause, mais son nom écrit d'une façon distinctive spéciale, en caractères de telle ou telle forme, de telle ou telle couleur et de telle ou telle dimension. En

(1) V. Paris, 12 décembre 1857, *ap.* Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 97.

(2) V. en ce sens Boistel, *Droit commercial*, nº 154. — Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. I, nº 259. = *Contra* Troplong, *Des sociétés*, nº 115.

un mot, ce nom sera devenu une véritable marque emblématique. Nous ne nous occuperons pas davantage de ce cas particulier, qui est en dehors du cadre de cette étude.

542. — Quelle que soit la façon dont le nom est commercialisé, il devient par là même l'objet d'un droit de propriété commerciale distincte de la propriété civile, lors même que ces deux droits auraient le même titulaire. Le commerçant continuera à porter son nom civil, conformément aux règles que nous avons exposées plus haut; c'est ce nom qu'il transmettra à ses enfants; c'est par lui qu'il sera désigné dans tous les actes de la vie ordinaire. Dans son commerce, au contraire, il portera son nom commercial, et, comme nous l'avons dit plus haut, il signera de ce nom ses billets, ses factures et quittances, et pourra même être assigné sous ce nom. De même, l'associé d'une maison de commerce continuera à porter son nom civil tel que le détermine son acte de naissance, en vertu de la propriété civile qu'il en a conservée, et en fera tous les usages permis par la loi. Mais la propriété commerciale de son nom appartiendra à la société dont il fait partie et dans la raison sociale de laquelle ce nom figure, et ce n'est que comme membre en nom de cette société que le titulaire du nom pourra en faire un usage commercial.

543. — La propriété civile du nom est hors du commerce; à ce titre elle n'est ni cessible ni transmissible par les voies ordinaires de cession et de transmission des biens; en revanche, elle est transmissible par la filiation et par l'adoption, et nous avons vu que le mariage donnait à la femme une sorte de droit d'usage sur le nom de son mari. La propriété commerciale du nom présente les

caractères diamétralement opposés ; étant, cela va de soi, dans le commerce, elle pourra être valablement cédée et transmise par les voies du droit commun, et ne pourra l'être que par elles ; ainsi, le commerçant ne la transmettra pas à ses enfants par le fait même de sa *filiation*, mais ceux-ci pourront la recueillir par *succession ;* sa femme n'aura pas le droit de porter ce nom, à moins qu'il ne soit identique à son nom civil, et alors il n'y aura qu'une simple coïncidence et non exercice d'un droit spécial.

544. — Enfin, comme nous le verrons plus loin, le nom commercial peut s'acquérir par prescription, en ce sens que les actions par lesquelles les tiers peuvent s'opposer à la prise d'un nom commercial contrairement à leurs droits sont prescriptibles. A l'inverse, le titulaire de la propriété civile d'un nom, en laissant commercialiser ce nom par un autre, pourra perdre le droit d'exercer un commerce analogue sous son nom ; mais c'est là un cas tout spécial (1).

545. — La propriété commerciale du nom subsiste tant que dure le commerce ou l'industrie qui lui ont donné naissance. Peu importe donc que les produits de ce commerce ou de cette industrie aient été l'objet d'un brevet d'invention expiré. La propriété du nom subsiste, lors même que le privilège résultant du brevet serait éteint (2). Il faut cependant apporter à ceci un tempérament, pour le cas où le nom de l'inventeur ou commerçant est devenu par l'usage un *nom commun*, dans le sens grammatical

(1) V. *infra*, nos 733 et suiv., p. 493 et suiv.

(2) V. en ce sens BÉDARRIDE, *Brevets, Noms et Marques*, n° 762. — RENDU, *Marques*, n° 422.

du mot, s'appliquant à toute une catégorie d'objets : tels les mots de *quinquet* et de *bretelle*, exemples devenus classiques de cette sorte d'exceptions ; le langage de l'armurerie nous en fournit d'autres dans ceux de *chassepot*, de *remington*, de *lefaucheux*, de *kropatschek*, etc. Cette vulgarisation des mots est évidemment une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges.

546. — Il ne faut pas confondre le pseudonyme qui peut être devenu le nom commercial d'un négociant avec les noms imaginaires ou fantaisistes qu'il donne à ses produits. Comme exemples de ces derniers, nous citerons les allumettes *Christine Nilsson*, l'encre *Victor Hugo*, la poudre de riz diaphane *Sarah Bernhardt*, etc., etc. Ces appellations, dont la plupart ne sont d'ailleurs qu'une double réclame, ne désignent point une *personne*, mais une *chose*, et comme telles sortent du cadre de cette étude. Elles ne sauraient du reste être placées sous la protection de la loi du 28 juillet 1824 ; ce sont plutôt des *marques*, qui font à ce titre l'objet de la loi du 23 juin 1857.

547. — Enfin, nous constaterons que, dans l'opinion commune de la doctrine et de la jurisprudence à laquelle nous apportons notre modeste adhésion, les règles du nom commercial ne s'appliquent point aux combinaisons d'initiales ou de chiffres par lesquelles des commerçants ou fabricants distinguent parfois leurs produits. Ces initiales ou ces chiffres constituent des *marques* de fabrique ou de commerce auxquelles il faut accorder la protection de la loi du 23 juin 1857 et non celle de la loi du 28 juillet 1824 (1).

(1) V. en ce sens LAIGNIER, *De l'usurp. des noms de com.*, p. 106-107. — DESHAYES DE MERVILLE, *Du nom com.*, p. 107. — POUILLET,

3° Quels actes peut faire le propriétaire d'un nom commercial ?

548. — Le propriétaire d'un nom commercial peut s'en servir pour tous les actes relatifs à son commerce ou à son industrie. Il peut, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'écrire sur l'enseigne de son établissement, sur ses papiers, livres, factures, etc. Il peut en signer ses factures et ses quittances, ses billets, lettres de change, etc. Il peut être valablement assigné sous ce nom, même s'il diffère entièrement de son véritable nom civil, si c'est celui sous lequel il est uniquement connu comme fabricant ou comme négociant (1). Il peut enfin intenter au sujet de ce nom les actions qui lui permettront de le protéger contre toute atteinte (2). Mais plusieurs questions peuvent se présenter dont la solution est plus délicate et moins évidente.

549. — Le nom commercial peut être apposé par le négociant ou l'industriel sur chacun des objets qu'il vend ou qu'il fabrique, afin de renseigner le public sur la provenance de ces objets, et garantir ainsi les acheteurs de l'authenticité de leur origine et de l'excellence de leur qualité. Le nom commercial ainsi employé devra-t-il, en cas de contestation, par exemple en matière de contrefaçon ou d'usurpation, être considéré comme un *nom* dans le sens général du mot, c'est-à-dire comme la désignation de la personnalité commerciale ou industrielle qui met ces

Marques, n° 382. -- BÉDARRIDE, *Brevets, Noms et Marques*, n° 780. — Cass., 12 juillet 1851, *D. P.* 1852, 1, 160. = *Contra*, BLANC, *De la contrefaçon*, p. 775.

(1) V. Paris, 6 mai 1858, *ap.* BOUVY, *Des noms de personnes*, p. 97.

(2) V. *infra*, n^os^ 690 et suiv., p. 470 et suiv.

objets dans la circulation, ou comme une *marque*, marque *nominale* sans doute par opposition à la marque *emblématique*, mais qui n'en sera pas moins seulement le signe distinctif des produits de la maison ?

On pourrait répondre qu'il y a là une question de fait, et que les juges auront à la trancher souverainement dans chaque espèce.

Tel n'est point notre avis; nous croyons au contraire pouvoir établir un critérium qui permettra de résoudre la question d'une façon générale. Et d'abord, nous ferons observer qu'elle n'est point sans intérêt, car suivant que le nom en question sera un nom commercial proprement dit ou une marque de fabrique ou de commerce, il tombera sous le coup de la loi du 28 juillet 1824 ou sous celui de la loi du 23 juin 1857, qui accordent à l'un ou à l'autre des moyens de protection fort différents. Or, s'il est de toute évidence que le fabricant ou le commerçant peuvent apposer leur nom industriel ou commercial sur leurs produits, sans pour cela le transformer en marque de fabrique ou de commerce, il est non moins certain, et cela résulte du texte même de l'article 1^er^ de la loi du 23 juin 1857, que ce dernier caractère peut être donné au nom commercial. La question se réduit donc à celle de savoir si les formalités nécessaires pour transformer le nom commercial en marque de fabrique ou de commerce ont été remplies, et ces formalités sont indiquées dans les articles 2, 3 et 4 de cette même loi, qui prescrivent le dépôt de la marque en deux exemplaires au greffe du Tribunal de commerce. L'accomplissement de ce dépôt est à nos yeux le critérium qui permettra de faire dans tous les cas la distinction nécessaire. Ajoutons que, pour devenir une marque de fabrique ou de commerce, le nom commercial devra être déposé *sous une forme distinctive* (l. du 3 juin 1837,

art. 1er); nous avons indiqué déjà ce qu'il fallait entendre par là (1).

550. — Un industriel ou un commerçant qui cède son fonds cède-t-il en même temps son nom commercial? Tout dépend de ce que les parties ont entendu faire. Le nom, au point de vue spécial qui nous occupe en ce moment, étant dans le commerce, il est certain qu'il peut être l'objet d'une aliénation accomplie dans les formes ordinaires. Il résulte de là que le négociant peut céder en même temps son nom et son fonds, ou céder son fonds sans son nom; il pourrait aussi, croyons-nous, céder son nom sans son fonds, mais l'absurdité d'une pareille hypothèse permet de l'écarter *a priori*. Il ne saurait donc y avoir aucun doute dans le cas où les co-contractants ont prévu la chose et spécifié leur volonté à ce sujet dans l'acte d'aliénation. Mais comment interpréter leur silence à cet égard? Devra-t-on s'en tenir à la lettre du contrat, et dire que le fonds ayant été cédé, le nom ne l'a pas été faute de clause spéciale? Ou faudra-t-il plutôt admettre que la cession de l'un entraîne la cession de l'autre, à moins que les parties ne s'y soient expressément opposées? L'hypothèse se présente le plus souvent dans le cas où un négociant se retire des affaires après fortune faite, ce qu'il trouve plus simple et plus avantageux de faire en vendant qu'en liquidant son établissement. Dans ce cas, l'amateur qui se présente pour l'acquérir a entendu profiter de la situation commerciale de son prédécesseur et de son crédit. Ne serait-ce pas lui retirer complètement cet avantage que de le forcer à se présenter au public sous un nom nouveau? Ne serait-ce pas l'exposer à voir

(1) V. *supra*, n° 541, p. 384.

passer à d'autres la clientèle en vue de laquelle seule, peut-être, il aura acquis le fonds en question? Aussi, la jurisprudence admet-elle, à bon droit selon nous, la solution affirmative de notre question. La cession d'un fonds de commerce emporte donc tacitement la cession du nom commercial sous lequel ce fonds est connu. Si l'intérêt des parties exige qu'il en soit autrement, elles pourront y pourvoir par une clause expresse. En revanche, à moins de convention contraire, le nom cédé ne peut être employé que pour le commerce cédé; encore ne peut-il l'être qu'avec l'indication « *ancienne maison* . . . » et précédé ou suivi du nom du cessionnaire avec l'indication « *successeur* » ou « *successeur de* . . . », afin que les tiers soient prévenus du changement survenu. Le cédant qui autoriserait l'usage de son nom sans ces indications pourrait être déclaré responsable envers les tiers et être passible, le cas échéant, des peines de l'escroquerie (1).

551. — De même le cessionnaire d'un nom commercial peut l'aliéner à son tour, à moins de clause contraire formelle dans le premier contrat; les motifs qui ont fait admettre cette solution sont les mêmes que pour la précédente (2).

552. — La cession du nom commercial est-elle perpétuelle, ou, en d'autres termes, toute la dynastie des acquéreurs et sous-acquéreurs successifs d'un fonds de commerce auront-ils le droit de conserver sur leur enseigne le nom du cédant primitif? Il est tout d'abord certain que

(1) V. Caen, 23 févr. 1881, *Sir.*, 1881, 2, 123. — Paris, date incertaine, *Gaz. Trib* , 21 nov. 1846. — LYON-CAEN ET RENAULT, *Droit commercial*, nos 294, 346.

(2) V. Paris, 23 nov. 1883, *Gaz. Trib.*, 12 déc. 1883.

le cessionnaire a intérêt à conserver au moins pendant quelque temps le nom cédé, mais que, d'autre part, il y aurait de grands inconvénients pour le cédant et ses descendants à ce que cet état de choses pût se prolonger indéfiniment (1). Mais, d'un autre côté, comment dans le silence des parties déterminer le moment où l'effet de cette cession devra prendre fin? Et comment arriver à cette fiction juridique d'une -cession temporaire de propriété, lorsque les parties n'ont pas expressément stipulé qu'elle aurait ce caractère? Il faut donc admettre, à notre avis, que la cession du nom commercial est perpétuelle lorsque les parties n'en ont pas formellement décidé autrement, sauf au cédant ou à ses héritiers, que cette cession pourrait léser, à en demander la révocation lorsque les circonstances de fait le leur permettront.

553. — La femme exerçant un commerce avec l'autorisation requise peut-elle le faire sous le nom de son mari, et acquiert-elle par là la propriété commerciale de ce nom? Sur le premier point la question ne saurait être douteuse. En règle générale, en effet, toute personne peut exercer un commerce sous le nom qu'elle a le droit de porter dans la vie civile; la femme ayant ce droit sur le nom de son mari, doit donc en principe pouvoir exercer son commerce sous ce nom. Nous irons même plus loin, et nous dirons que le fait d'une femme mariée d'exercer un commerce sous son nom de fille, sans indiquer le nom de son mari, pourra, le cas échéant, être considéré par les tribunaux comme une manœuvre dolosive destinée à cacher aux tiers sa situation de femme mariée. Sur le second point il faut également répondre affirmativement, car le fait d'exercer le commerce sous un nom suffit pour

(1) V. GASTAMBIDE, *Traité des contrefaçons*, n° 467.

commercialiser ce nom et en faire acquérir le droit de propriété commerciale, lors même qu'on n'en aurait pas la propriété civile. Or, tel est bien le cas de la femme. Il n'est, nous l'avons dit, pas nécessaire d'avoir la propriété civile d'une chose pour en avoir la propriété commerciale. C'est ainsi qu'un négociant peut vendre tous les objets qu'il a dans son magasin et revêtus de sa marque de commerce; l'acquéreur aura la propriété *civile* aussi bien des marques que des objets, mais il n'aura pas la propriété *commerciale* des premières, c'est-à-dire le droit de les apposer sur les produits étrangers à la maison de son vendeur et dont il fera peut-être lui-même le commerce.

554. — Une conséquence de cette règle est que la femme veuve conserve la propriété commerciale du nom de son mari lorsqu'elle l'avait acquise de son vivant, et cela même après un second mariage (1).

555. — La femme veuve pourra également au cours de son veuvage acquérir la propriété commerciale du nom de son défunt mari, en exerçant un commerce sous ce nom. Mais elle devra alors, à notre avis, le faire précéder de l'indication « *veuve* », afin de ne pas tromper les tiers sur son véritable état civil. Elle pourra également conserver ce nom commercial en cas de secondes noces, toujours sous la réserve qu'elle ne trompera point les tiers.

(1) V. Nancy, 22 février 1859, *D. P.*, 1859, 2, 49.

4° Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom commercial.

556. — Les droits d'un tiers qui peuvent être lésés par l'emploi d'un nom commercial peuvent être fondés sur l'existence au profit de ces tiers d'un droit de propriété civile ou d'un droit de propriété commerciale du même nom ou d'un nom semblable. Les atteintes aux droits des tiers peuvent donc se ranger en deux catégories, les unes dépendant du droit civil, les autres du droit commercial.

557. — Il faut d'abord écarter l'hypothèse du porteur d'un nom civil non commercialisé causant par un usage civil de ce nom un préjudice au titulaire d'un nom commercial semblable. Tout citoyen *peut* en effet et même *doit* se servir, dans tous les actes de la vie civile, de son véritable nom, et un tiers serait mal venu de se plaindre d'un tel usage d'un nom semblable à celui qu'il porte dans le commerce. Il y aura là une conséquence, fâcheuse peut-être, de la similitude des deux noms, mais à laquelle les parties ne pourront échapper qu'en faisant connaître la différence de leurs personnes. C'est ainsi que l'on voit souvent des négociants et même de simples particuliers porter par la voie de la presse à la connaissance du public qu'ils n'ont rien de commun avec tel de leurs homonymes à qui il est arrivé telle ou telle mésaventure.

558. — Mais l'hypothèse inverse mérite discussion. Il peut en effet arriver qu'un commerçant exerce son industrie sous le nom d'autres personnes, et que celles-ci se trouvent lésées par l'emploi abusif qui est ainsi fait de leur nom. Est-ce à dire que parce qu'un individu s'appellera légalement

Durand, par exemple, il aura le droit d'empêcher un autre individu s'appelant aussi légalement *Durand* de faire le commerce sous son nom? Non évidemment, car on ne peut empêcher un citoyen de porter son nom dans tous les actes de sa vie privée ni d'en faire son nom de commerce s'il l'entend ainsi. Mais il y aurait une véritable atteinte au droit des tiers intéressés si, pour faire le commerce, un individu cachait son nom civil pour prendre comme nom commercial celui de personnes existantes, et cela malgré leur volonté. Il y aura là une véritable usurpation du nom, mais non une usurpation *civile*, car ce ne sera pas pour le porter comme nom patronymique et comme nom civil que le commerçant le prendra, mais pour servir de dénomination à sa personnalité commerçante et s'en servir uniquement pour les actes de son commerce. Dans ce cas, le tiers non-commerçant dont le nom est ainsi usurpé pourra-t-il s'opposer valablement à ce que l'on fasse un tel usage de son nom? Non, dit M. Pouillet (1), à moins qu'il ne justifie d'un préjudice causé. Oui, riposte M. Bédarride (2), car le titulaire d'un nom a le droit de le défendre, et l'intérêt moral qu'il invoque suffit à justifier sa réclamation.

Pour nous, nous croyons pouvoir mettre ces auteurs d'accord en montrant que leur deux systèmes aboutissent au même résultat. Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur l'idée de la propriété du nom, on admettra sans doute qu'il y a un préjudice moral causé au titulaire légitime d'un nom par le fait de celui qui, sans y avoir droit, se fait appeler de ce nom, et que, bien que moral et non estimable en argent, ce préjudice permet à celui qui en

(1) *Marques*, n° 380.
(2) *Brevets, Noms et Marques*, n° 744.

est la victime d'agir en vue de le faire cesser. Or, dans l'espèce, le titulaire du nom le verra exposé par le commerçant qui l'usurpe aux chances de la faillite ; ensuite, tous les commerces ne sont pas honorables ; d'autres soit simplement considérés, à tort ou à raison, comme ridicules. On voit donc que, avec les chances de méprises qui sont inséparables de l'homonymie, le tiers non commerçant pourra en éprouver un préjudice très réel ; il a donc intérêt à empêcher ce préjudice de lui être causé. Donc, qu'il invoque la lésion de son droit de propriété civile sur son nom, ou qu'il invoque le préjudice moral que lui en cause l'usurpation, il devra toujours être admis à la faire cesser.

559. — La question est d'une application plus fréquente et plus pratique, mais aussi d'une solution plus délicate encore, lorsque les deux parties sont, l'une et l'autre, des commerçants.

Construisons une première hypothèse : *Jean Dupont* exerce un commerce dans une localité, et cela sous son véritable nom. Un autre individu, portant aussi les noms légalement et régulièrement acquis de *Jean Dupont*, veut exercer dans la même ville le même commerce. Il causera évidemment un préjudice à *Jean Dupont* n° 1, car il est probable que bien des acheteurs ignorants de la chose iront chez l'un croyant aller chez l'autre. Mais si d'une part, en matière de commerce, la libre concurrence est permise, d'autre part, on ne peut empêcher un citoyen d'exercer sous son véritable nom tel commerce qu'il lui plaira et où il lui plaira, lors même que d'autres seraient déjà dans ce cas. Une seule chose permettra à *Jean Dupont I^er^* d'empêcher *Jean Dupont II* de réaliser son projet, ce sera de prouver la déloyauté de la concurrence qu'il lui

fait et le préjudice que lui-même en subit et de l'actionner de ce chef, conformément au principe de l'article 1382 du Code civil.

Mais alors le préjudice étant prouvé sans difficulté, la question se tranforme : A quoi reconnaîtra-t-on que la concurrence est déloyale ?

On a répondu parfois que c'était là une question de fait (1).

Sans doute, mais nous croyons néanmoins qu'il y a un critérium permettant d'apprécier chaque fait de ce genre. Ce critérium sera, à notre avis, *l'intention de tromper le public pour le détourner de chez le premier commerçant et l'amener par erreur chez soi !* La seule question de fait qui se présentera alors, sera dans l'appréciation de cette intention.Or, à notre avis, dans l'espèce que nous avons décrite, cette intention nous paraît évidente de la part de *Jean Dupont II.* Il saute en effet aux yeux que, si deux commerçants différents font sous le même nom le même commerce au même endroit, le public se trompera et prendra l'un pour l'autre. Il n'y aurait au contraire pas eu intention de tromper, sauf preuve contraire, si le second *Jean Dupont* accompagnait son nom de quelque indication de nature à le distinguer de son homonyme, comme le nom de sa femme accolé au sien, ou un prénom différent ajouté à celui qu'il a de commun avec l'autre, ou l'indication « *aîné* » ou « *jeune* » etc., etc. En un mot, l'intention déloyale nous paraît résulter *ipso facto* de l'homonymie absolue et volontaire. Or, toute homonymie absolue est volontaire, car on peut toujours ajouter à son nom quelque chose qui permette d'éviter une telle confusion.

(1) V. notamment Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 99.

560. — La question ne fait pas de doute lorsque l'un des deux commerçants prend sans droit le nom de l'autre pour exercer sous ce nom le même commerce. En ce cas, il n'y a plus simplement concurrence déloyale, il y a bel et bien une usurpation de nom commercial, délit prévu et puni par la loi du 28 juillet 1824.

561. — Le véritable critérium qui permet de distinguer l'usurpation du nom commercial de la simple concurrence déloyale par similitude de nom est dans *l'absence de droit* du concurrent à porter le nom en question. Le *droit* dont la présence transformera l'usurpation en concurrence déloyale sera de natures très diverses. Ce sera, dans la plupart des cas, le droit de propriété civile du nom; par exemple, un commerçant exerce sa profession sous le nom que lui assignent ses actes de l'état civil. Ce pourra être un simple droit d'usage civil du nom; tel sera le cas d'une femme exerçant un commerce sous le nom de son mari. Enfin ce pourra être le droit de propriété commerciale du nom séparé du droit de propriété civile; il en sera ainsi si, par exemple, un commerçant achète d'un tiers le droit exclusif de faire le commerce sous le nom de ce tiers. Observons qu'en ce dernier cas l'intention déloyale sera manifeste en cas de concurrence avec un homonyme.

562. — On trouvera plus loin, au chapitre relatif à la *Sanction des règles du nom*, l'étude des actions qui compètent à qui de droit pour empêcher ou réparer ces diverses atteintes aux droits, ainsi que de toutes celles qui ont pour but d'assurer l'observation des règles du nom ou de punir et de réparer les infractions qui y auront été commises. Nous bornerons donc là cet examen très abrégé des règles du nom commercial.

Appendice.

563. — A. — *Comment le nom cesse-t-il d'avoir le caractère de nom commercial ?*

De deux façons, par la *liquidation* ou par la *cession* du fonds de commerce ou d'industrie avec clause formelle de non-cession du nom. Dans les deux cas, si le commerçant qui se retire exerçait son négoce sous son nom véritable, il en conserve la propriété civile avec toutes ses conséquences; si au contraire il portait un pseudonyme, ce pseudonyme tombe immédiatement dans le domaine public, et le premier venu pourra s'en emparer pour en faire tel usage qu'il lui plaira.

564. — B. — *Projet de loi déposé par M. Bozérian, au Sénat, le 26 mai 1879.*

Ce projet fixe dans ses premiers articles différents principes, d'ailleurs le plus souvent admis, mais dont le tort était de n'être formulés dans aucun texte. Voici ces articles :

Article 1^er^. — « La propriété du nom commercial « est imprescriptible.

« Son acquisition et sa conservation ne sont soumises « à aucune formalité particulière.

« Les droits résultants de cette propriété sont les mêmes « pour les étrangers que pour les Français.

Art. 2. — « La raison de commerce est assimilée au « nom.

Art. 3. — « La propriété des noms et de la raison de « commerce est distincte de celle de la marque dont ils « font partie.

Art. 4. — « Ils ne peuvent être cédés séparément de « la maison qu'ils servent à désigner.

Art. 5. — « Les noms imaginaires, les pseudonymes « et les enseignes sont assimilés aux marques et soumis « aux mêmes règles.

Art. 6. — « Nul ne peut se servir du nom d'un tiers « pour la désignation d'un produit, à moins que ce nom « ne soit devenu la désignation nécessaire de ce produit, « ou que son emploi ne soit indispensable pour faire con- « naître la nature ou la composition du produit.

« Dans ce dernier cas, celui qui se sert du nom doit « l'accompagner de mentions, indications ou signes suffi- « sants pour empêcher toute confusion

Art. 7. — « L'acheteur d'un produit ne peut y apposer « le nom du vendeur sans le consentement de celui-ci. »

565. — Ce projet fixe d'abord le grand principe de la propriété du nom. Voici en effet comment s'exprime son auteur dans l'exposé des motifs :

« Le nom commercial, *aussi bien que le nom civil*, « *constitue*, au profit de celui qui a le droit de s'en servir, « une *propriété* digne de la protection du législateur.

« Le nom civil est la personnification du citoyen.

« Le nom commercial est la personnification du com- « merçant, du fabricant, de l'industriel.

« Le premier distingue l'individu de ses semblables; le « second distingue l'industriel de ses concurrents.

« Dans l'un et l'autre cas, *l'usurpation est une cause* « *illicite de préjudice;* le législateur doit donc la pré- « venir et, au besoin, la réprimer; il le doit au nom des « intérêts privés, il le doit au nom de l'intérêt public. »

Il importe donc de bien remarquer que le projet est rédigé dans l'esprit non de *créer* mais de *constater* l'existence du principe de la propriété du nom, et que dans la pensée du législateur, s'il adopte ce projet, *toute* usurpa-

tion de nom est une cause de préjudice sujet à réparations, le projet ayant seulement pour but de définir, de prévenir et de punir celles faites à la propriété du nom commercial.

566. — En résumé, les principes fixés par ce projet de loi seraient les suivants :

1° Le nom, SOIT CIVIL, SOIT COMMERCIAL *est l'objet d'un droit de propriété* IMPRESCRIPTIBLE (1);

2° La raison de commerce est assimilée au nom :

3° La propriété du nom est distincte de celle de la marque ;

4° Les pseudonymes sont assimilés aux marques ;

5° Les étrangers ont les mêmes droits que les Français au sujet de la propriété du nom.

En outre, le projet fait des questions d'acquisition et de conservation du nom *commercial,* en les déclarant indépendantes de toute formalité, autant de questions de fait livrées nécessairement à l'appréciation souveraine des juges.

Enfin, il prohibe tout usage commercial du nom des tiers, sauf les exceptions suivantes : 1° lorsque ce nom est la désignation nécessaire d'un produit; 2° lorsque l'emploi de ce nom est nécessaire pour faire connaître la nature ou la composition du produit, et encore faudra-t-il, en ce cas, faire accompagner le nom de mentions ou signes des-

(1) Il faut observer cependant que le caractère d'imprescriptibilité attaché à la propriété commerciale du nom serait une *création nouvelle* de la loi, et non simplement la *constatation* de l'existence d'un état de droit antérieur mais mal défini. Nous nous proposons, en effet, de démontrer plus loin que les actions tendant à réprimer l'usurpation de la propriété commerciale du nom sont actuellement prescriptibles (V. *infra*, n^os^ 733 et suiv., p. 493 et suiv.).

tinés à éviter toute confusion; 3° lorsque le vendeur consent à ce que son nom soit apposé par l'acheteur sur le produit vendu et acheté (1).

567. — Nous trouvons ce projet de loi fort sage et très utile, en ce sens qu'il lève entièrement les doutes qui peuvent peser sur nombre de questions fondamentales en notre matière. Malgré son importance, plus de huit ans se sont écoulés sans qu'il ait été statué sur son sort. Espérons que la sagesse du législateur ne sera pas en raison inverse de sa lenteur.

II. Nom artistique ou littéraire.

1° Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété artistique ?

568. — En règle générale, tout individu peut signer ses œuvres de son véritable nom, ou exercer sous ce nom telle profession qu'il lui plaira. Nous n'entrerons point ici dans la question de savoir si juridiquement le droit de l'auteur sur son œuvre est ou n'est pas un droit de propriété. Nous pouvons cependant dire que dans un système ce droit n'est qu'un privilège accordé par la loi et uniquement fondé sur la volonté du législateur (2), tandis que suivant une autre opinion il est un véritable droit de propriété, dont le caractère tout spécial l'a fait soumettre

(1) V. Sénat, annexe n° 157, *J. off.* 4 juin 1879, p. 4612-4613.
(2) V. Montagnon, *Des droits d'auteur*, p. 17 et suiv.

par la loi à des règles et à une protection particulières (1). Quelle que soit la nature juridique de ce droit, nous lui conserverons le nom constant que lui donne la pratique, de propriété littéraire ou artistique (2).

569. — Ceci dit, reprenons notre question. Le nom peut-il devenir l'objet d'un droit de propriété littéraire ou artistique? Nous répondrons par une distinction. S'il s'agit d'un producteur d'œuvres d'art matérielles, comme des tableaux, des statues, des livres, des partitions, le nom dont le sculpteur, le peintre, l'écrivain ou le musicien aura signé son œuvre en fait évidemment partie intégrante. Souvent même c'est ce nom qui fait toute la valeur marchande de l'œuvre; qu'on le demande aux faussaires, si l'on en doute. Dès lors, le nom de l'auteur doit être protégé à l'égal de l'œuvre elle-même, et l'auteur aura sur lui le même droit que sur son œuvre, c'est-à-dire ce droit *sui generis* que l'on appelle la propriété littéraire ou artistique.

570. — Mais que décider si l'on a affaire à un de ces hommes dont l'art est purement immatériel, à un Coquelin, à un Lassalle, à un Blondin, à un Planté? Il semble à première vue qu'on ne puisse leur appliquer d'autres règles que celles du nom civil. On ne saurait en effet les considérer comme vendant leur talent et en faire des com-

(1) V. JARDON, *De la protection accordée à la propriété littéraire et artistique*, p. 128 et suiv.

(2) Il faut à ce sujet remarquer que c'est le mot de *propriété* qui est expressément employé pour désigner ce droit dans le texte du décret des 19-24 juillet 1793 art 1, 4, 5 et 7, tandis qu'il a été écarté du texte de la loi du 14 juillet 1866.

merçants. D'autre part comment se figurer ce talent objet d'un droit de propriété artistique ? Aussi ne saurions-nous voir autre chose qu'un usage ordinaire du nom civil dans le fait de tels artistes se présentant au public sous leur véritable nom.

571. — Les mêmes principes doivent s'appliquer lorsque l'auteur a signé ses œuvres non de son nom véritable et légal, mais d'un pseudonyme. Celui-ci est alors l'objet d'un droit de propriété littéraire ou artistique tout comme l'œuvre même sur laquelle il est apposé. En revanche, le pseudonyme d'un artiste d'*exécution*, si l'on nous permet cette expression pour le distinguer de l'autre que nous appellerons alors artiste *de production,* ne peut pas plus que son nom véritable être pour lui l'objet d'un droit de propriété artistique. Les documents de jurisprudence relatifs à des contestations entre des artistes de ce genre au sujet de l'emploi d'un même pseudonyme ne se fondent pas sur un droit de cette nature, mais sur l'interprétation de la règle générale de l'article 1382 du Code civil et sur l'application des règles admises en matière de concurrence déloyale (1). On pourrait peut-être soutenir que le pseudonyme sous lequel un acteur, un musicien, etc., s'est constamment présenté au public est devenu pour lui l'objet d'un droit de propriété ordinaire ; cette conclusion nous paraît peu juridique, car elle tendrait à assimiler complètement le pseudonyme au nom légal, ce qui est contraire aux principes des lois des 6 fructidor an II et 11 germinal an XI sur les changements de nom, et aucun texte de notre législation n'autorise cette manière de voir. En tout

(1) V. Cass., 6 juin 1859, *D. P.*, 1859, 1, 248. — Paris, 30 décembre 1868, *D. P.*, 1869, 2, 224.

cas le pseudonyme de tels artistes est bien complètement en dehors des règles de la propriété artistique.

572. — Donc, en résumé, le nom véritable et le pseudonyme peuvent être l'objet d'un droit de propriété artistique lorsque tel est le cas de l'œuvre artistique ou littéraire sur laquelle ils sont apposés comme signature; mais le nom de l'artiste exécutant, pas plus que son pseudonyme, ne peuvent être l'objet d'un tel droit.

2° Comment le nom ou le pseudonyme deviennent-ils l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire?

573. — La solution de cette question se trouve à nos yeux tout entière dans ce principe, que *la propriété littéraire ou artistique du nom ou du pseudonyme est inséparable de la propriété littéraire ou artistique de l'œuvre à laquelle ils servent de signature*. Cette propriété spéciale du nom ou du pseudonyme fait partie des droits d'auteur, et les mêmes causes qui font acquérir les uns font par là même acquérir l'autre.

Or, de l'article 1[er] du décret des 19-24 juillet 1793, monument législatif fondamental en cette matière, il résulte qu'un auteur acquiert ses droits sur son œuvre, et par conséquent la propriété littéraire ou artistique de cette œuvre et du nom ou pseudonyme dont il la signe, par le fait même qu'il en est l'auteur, c'est-à-dire qu'il a matériellement créé l'œuvre, et qu'il l'a livrée à la publicité. Un écrivain devra donc non seulement avoir écrit matériellement ou fait écrire son livre, mais il devra l'avoir fait imprimer et éditer pour en mettre les exemplaires en vente. De même un peintre devra avoir peint son tableau, et, s'il

l'a vendu, s'être réservé ou avoir aliéné le droit de le reproduire par la gravure ou par tout autre moyen. La cause qui donnera naissance aux droits d'auteur sera « l'effort » accompli « pour créer une œuvre nouvelle » (1). Donc, par le fait même qu'un auteur a créé et mis au jour une œuvre nouvelle, il a acquis la propriété littéraire ou artistique de cette œuvre et du nom ou du pseudonyme qu'il y a apposé comme signature.

574. — Le nom ou le pseudonyme ainsi devenu objet d'un droit de propriété littéraire ou artistique présente des caractères très différents de ceux du nom civil. Ce dernier reste le seul que puissent porter dans les actes publics soit l'auteur lui-même, soit ses descendants. En revanche, le nom artistique ou littéraire sera transmissible par les voies ordinaires du droit, c'est-à-dire par succession et par aliénation, et non par le fait même de la filiation ou de l'adoption (2). Encore faut-il observer avec grand soin que cette transmission aura pour effet, non pas de permettre aux ayants cause de l'auteur de signer de ce nom ou de ce pseudonyme leurs œuvres personnelles, mais de reproduire sous ce nom l'œuvre à laquelle il est attaché comme signature, de l'exploiter, de la traduire, etc., comme aussi d'en recueillir les bénéfices pécuniaires s'il s'en réalise. Ceci est le critérium qui permet de distinguer le nom littéraire ou artistique du nom commercial : le premier reste *propre* à l'œuvre à laquelle il est attaché et à son auteur, tandis que le second, par le fait de la transmission, devient celui même du cessionnaire, et lui permet de continuer personnellement sous ce nom le commerce ou l'industrie de son cédant.

(1) MONTAGNON, *Des droits d'auteurs*, p. 23.
(2) Décr. 19-24 juill. 1793, art. 2.

3° Quels actes peut faire le titulaire de la propriété littéraire ou artistique d'un nom?

575. — Cette question est réglée par le décret des 19-24 juillet 1793. Voici comment s'exprime à ce sujet l'article 1er de cette loi :

ART. 1er. — « Les auteurs... jouiront, durant leur vie « entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distri- « buer leurs ouvrages dans le territoire de la République, « et d'en céder la propriété en tout ou en partie. »

De cet article combiné avec l'article 3, qui prohibe la contrefaçon littéraire ou artistique, il faut conclure que le droit de l'auteur sur son œuvre comprend : 1° le droit de la vendre ou de la faire vendre ; 2° le droit de la reproduire ou de la faire reproduire pour en mettre en vente les exemplaires obtenus. Le tout sous le nom dont l'œuvre a été signée.

576. — L'auteur pourra transmettre à d'autres son droit de propriété littéraire ou artistique par tous les moyens légaux, tels que succession, donation, legs, vente, etc., en tout ou en partie (1). L'acquéreur de ce droit à un titre quelconque pourra en exercer toutes les prérogatives, mais en maintenant sur l'œuvre le nom dont l'auteur l'a signée.

577. — Il faut toutefois observer que la transmission du droit de propriété littéraire ou artistique présente deux particularités : 1° il est (ou a été) dans tous les cas transmissible *ipso jure* à la veuve de l'auteur (2) ; 2° il n'est

(1) Décr., 19-24 juillet 1793, art. 2.

(2) V. Décr., 5 février 1810, art. 39. — Loi du 8 avril 1854, article unique.

transmis aux héritiers de l'auteur que pour un certain temps au bout duquel il s'éteint. Aujourd'hui ce double point est réglé par la loi du 14 juillet 1866, article 1er, d'où il résulte que : 1° les ayants cause de l'auteur n'ont son droit de propriété littéraire que pendant cinquante ans, à partir de la mort de l'auteur ; 2° le conjoint survivant de l'auteur n'a pendant ces cinquante ans que « la simple « jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas « disposé par acte entre vifs ou par testament » ; mais cette jouissance lui est accordée quel qu'ait été son régime matrimonial ; il résulte en outre des travaux préparatoires de la loi du 14 juillet 1866, et des mots « con- « joint survivant » employés par cette loi, qu'elle a accordé aussi au *veuf* de l'auteur les droits accordés seulement à la *veuve* par la législation antérieure (1). Ces principes s'appliquent à tous les ayants cause de l'auteur à quelque titre qu'ils le soient, héritiers *ab intestat*, légataires, donataires, acheteurs, etc.

578. — L'aliénation ou la transmission à un titre quelconque de la propriété littéraire ou artistique ne dépouille pas l'auteur du droit exclusif de signer à l'avenir de nouvelles œuvres du nom dont il a signé l'œuvre aliénée. Cela n'est pas douteux si l'auteur a signé l'œuvre aliénée de son véritable nom, qu'il a seul le droit de porter. Le fait d'un tiers d'apposer ce nom sur une œuvre qui n'est pas du titulaire du nom constitue une usurpation du nom. Mais *quid* si le nom en question est un pseudonyme ? A notre avis il faut suivre la même solution. Le pseudonyme est le vocable sous lequel l'auteur s'est fait connaître au public et a

(1) V. les travaux préparatoires et le texte de la loi du 14 juillet 1866, *D. P.*, 1866, 4, 96 et suiv.

pris sa place dans le monde des lettres et des arts. Dès lors il est juste et équitable de reconnaître avec la jurisprudence que le pseudonyme est digne de protection; l'article 1382 du Code civil et les articles 425 et suivants du Code pénal sont plus que suffisants pour permettre d'arriver à ce résultat. Mais à notre avis ce serait aller trop loin que de faire du pseudonyme artistique ou littéraire l'objet d'un véritable droit de propriété ordinaire; aucun texte ni aucun principe ne permettent d'arriver à cette solution; ce pseudonyme ne peut être l'objet que d'un droit de propriété artistique ou littéraire, et cela seulement au même titre et de la même façon que l'œuvre à laquelle il est attaché comme signature (1).

579. — Enfin, pour terminer, notons pour mémoire que le titulaire du droit de propriété littéraire ou artistique d'un nom pourra exercer toutes les actions destinées à protéger et à assurer l'exercice de ce droit, et à réparer les atteintes qu'il aurait pu subir (2).

4° Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom littéraire ou artistique.

580. — Ces atteintes peuvent se grouper en deux grandes catégories, suivant qu'elles causent un préjudice au titulaire d'un droit de propriété ordinaire du nom, ce qui arrive le plus souvent, par le fait d'un auteur qui prend pour pseudonyme, afin d'en signer ses œuvres, le nom véritable de personnes existantes, ou selon qu'elles ne lèsent que d'autres noms objets de droits de propriété

(1) V. *supra*, n° 571, p. 404.
(2) V. *infra*, n^os^ 699 et suiv., p. 474 et suiv.

littéraire ou artistique. Ces dernières atteintes peuvent avoir lieu de trois façons : soit par le fait d'un tiers qui reproduit l'œuvre d'un auteur sans reproduire le nom dont il l'avait signée ou en la signant d'un autre nom, c'est le plagiat ; soit par le fait d'un auteur signant ses propres œuvres du nom d'un autre auteur, généralement dans le but de les écouler mieux, grâce au renom de ce dernier ; soit par le fait d'un artiste se présentant au public sous le nom d'un autre artiste, de façon à participer à sa célébrité et à en tirer tous les bénéfices pécuniaires possibles. Nous passerons successivement en revue chacune de ces quatre hypothèses.

581. — Et d'abord il faut poser ce principe que *l'emploi du nom véritable en matière de propriété littéraire ou artistique ne peut donner par lui-même lieu à aucune réclamation de la part des tiers*, car c'est une conséquence nécessaire de la propriété du nom, que celui qui en est le titulaire puisse faire de ce nom l'usage qu'il lui plait d'en faire. Nous avons vu qu'en matière commerciale il en était de même, et qu'il fallait d'autres circonstances pour transformer un tel usage du nom en fait de concurrence déloyale (1). Nous appliquerons au sujet de la propriété littéraire ou artistique les mêmes raisonnements, et nous dirons que l'usage du nom véritable ne peut causer un préjudice et donner lieu à une action en dommages et intérêts que lorsque les circonstances de fait qui l'ont accompagné permettent de lui appliquer les règles de l'article 1382 du Code civil ou des articles 425 et suivants du Code pénal (2). Reste donc l'emploi d'un pseudonyme.

(1) V. *supra*, nos 559 et suiv., p. 396 et suiv.
(2) V. Trib. civ. de la Seine, 19 février 1869, *D. P.*, 1869, 3, 90.

582. — Un particulier non écrivain ni artiste peut-il être lésé par l'emploi d'un pseudonyme en tout semblable à son véritable nom, soit par un auteur qui en signe ses œuvres, soit par un artiste exécutant qui le livre au public sur ses affiches? Oui évidemment. Ce fait constituera une véritable usurpation de son nom. De plus le nom ainsi usurpé pourra risquer d'être ridiculisé ou déshonoré par l'usage qui en sera fait. L'art en lui-même n'a sans doute rien que de beau et de louable; mais il est souvent accommodé de bien vilaine manière, et il y a tels livres et tels tableaux qui font que les gens d'honneur s'empressent de tourner le dos à ceux qui les ont écrits ou à ceux qui les ont peints. De même, la profession de comédien, quoique exigeant de la part de ceux qui s'y livrent un talent que tout le monde n'a pas, et bien que souvent exercée en fait par des gens parfaitement honorables, n'est pas encore de celles que l'on estime généralement le plus, et il y a maint bon bourgeois qui consentira, avec peine peut-être, à marier sa fille à un honnête ouvrier sans naissance, ni fortune, ni renommée, qui la refusera obstinément à un acteur même à bon droit célèbre. Nous ne discutons pas cette idée, nous la constatons. Ne peut-on dès lors admettre que la prise d'un pseudonyme, dans de telles conditions, sera pour le propriétaire du nom véritable ainsi pris comme pseudonyme la cause d'un préjudice tombant sous le coup de l'article 1382 du Code civil ? Oui évidemment. Donc l'hypothèse que nous venons d'examiner renferme toujours une usurpation de nom, et peut parfois causer un dommage estimable en argent.

583. — Le fait de l'auteur qui s'approprie l'œuvre d'un autre pour la publier comme sienne et sous son propre nom est un exemple de plagiat. Si au contraire il ne

fait que la reproduire en la démarquant et sans la signer lui-même, il y a contrefaçon. Dans tous les cas, il sera très difficile de juger exactement où finit l'un et où commence l'autre. Quoi qu'il en soit, il n'en résulte pas moins pour l'auteur des œuvres plagiées ou contrefaites un grave préjudice dont les lois assurent et la punition et la réparation (1). Quant à l'appréciation des conditions requises pour caractériser le délit, on ne peut que la laisser à la discrétion des juges appelés à statuer. L'imagination humaine a des bornes, et il peut fréquemment arriver qu'en croyant de la meilleure foi du monde faire une œuvre nouvelle un auteur ne fasse que reproduire sans s'en douter celle d'un de ses devanciers. On ne saurait évidemment punir un tel fait à l'égal de la contrefaçon ou du plagiat accomplis de mauvaise foi. C'est pourquoi le mieux est de s'en rapporter à cet égard à la sagesse des Tribunaux.

584. — Quant au fait de celui qui sciemment a signé son œuvre personnelle du nom ou du pseudonyme d'un autre auteur dans le but de la faire mieux vendre sous l'égide de la renommée de ce dernier, il constitue une grave atteinte causée aux droits de celui qui en est la victime. Mais on ne saurait à notre avis qualifier ce fait de « contrefaçon » dans le sens technique du mot, l'énumération des faits qui constituent ce délit que donnent le décret des 19-24 juillet 1793 et les articles 425 et suivants du Code pénal étant limitative. En revanche, le fait en question tombe évidemment sous le coup de l'article 1382 du Code civil (2).

(1) V. CALMELS, *De la propriété et de la contrefaçon*, p. 639-640.

(2) V. Paris, 14 janvier 1885, *Gaz. des Trib.*, 15 janvier 1885.

585. — Nous en dirons autant pour le cas où un artiste du genre de ceux que nous avons appelés *exécutants*, tels que des comédiens, des chanteurs, des acrobates, etc., cherche à attirer le public en se présentant à lui sous un pseudonyme destiné à le faire confondre avec d'autres plus connus (1). Il ne saurait y avoir là matière à contrefaçon, mais seulement préjudice causé conformément aux principes de l'article 1382 du Code civil. Nous rappellerons à ce propos que la jurisprudence reconnaît à un artiste de ce genre un véritable droit sur le nom sous lequel il n'a cessé de se produire, droit suffisant pour lui permettre de le conserver à titre de pseudonyme, alors même que son état civil ne lui permettrait plus de le porter dans les actes officiels, et cela malgré les oppositions de ceux qui auraient un tel droit fondé sur leur état civil (2). Cette jurisprudence est évidemment fort équitable, en ce sens qu'elle se refuse à enlever à un artiste l'usage d'une appellation qui en attirant le public à ses représentations est peut-être pour lui un gagne-pain, et dont il s'est jusqu'alors servi. Mais est-elle bien fondée en droit? Nous ne le croyons pas, car aucun texte ni aucun principe n'autorisent l'interprète du droit à considérer le pseudonyme comme l'objet *principal* d'un droit de propriété littéraire ou artistique. Le pseudonyme, comme tout surnom, au lieu d'être propre, est dans le domaine public, en règle générale, en ce sens que chacun peut prendre celui qu'il veut. Ce n'est que lorsque le pseudonyme se rattache à une œuvre d'art ou à un commerce qu'il peut

(1) V. Trib. com. Seine, 17 juillet 1867, et Paris, 30 décembre 1868, *D. P.*, 1869, 2, 224.

(2) V. Trib. civ. Toulouse, 18 mai 1886, *Gaz. Trib.*, 24-25 mai 1886.

être l'objet du même droit de propriété particulière que cette œuvre d'art ou que ce commerce. Malgré les conséquences parfois inhumaines de ces principes, nous croyons qu'il faudrait les appliquer rigoureusement et interdire à un artiste de porter au théâtre un pseudonyme qui pour un tiers s'y opposant serait l'objet d'un droit de propriété soit à titre de nom civil régulier, soit à titre de nom littéraire ou artistique.

Appendice.

586. — Comment le nom ou le pseudonyme cessent-ils d'être l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire? Par l'extinction des droits d'auteur. Or, celle-ci peut se produire de trois manières, savoir : 1° par la renonciation de l'auteur; 2° par la mort sans héritiers ni ayants cause quelconques; 3° par l'expiration du délai de 50 ans établi par l'article 1er de la loi du 14 juillet 1866. Lorsque l'un de ces trois faits se produit, le nom redevient simplement nom civil, et le pseudonyme retombe dans le domaine public.

---

587. — Nous avons ainsi terminé l'examen de ces deux genres de propriété particulière du nom. Nous rappelons que nous avons renvoyé à un chapitre ultérieur spécial l'étude des différentes actions établies par la loi pour sanctionner les règles du nom. On trouvera à cette place l'examen de la nature de ces actions, des conditions qui permettent de les intenter, de la procédure à suivre et de leurs résultats.

CHAPITRE VII

TITRES DE NOBLESSE

588. — Après avoir dans les chapitres précédents étudié le nom des personnes comme dénomination principale et sous tous ses aspects, nous consacrerons celui-ci à l'examen des titres de noblesse qui sont comme l'accessoire du nom de certains individus, en ce sens qu'ils se rattachent à ce nom et ne sauraient avoir aucune valeur ni être l'objet d'aucun droit propre qu'en tant qu'ils y sont rattachés. Ces titres seraient plus exactement nommés dans notre droit : *dénominations honorifiques;* car, en réalité, ils n'y jouent plus d'autre rôle, et même, pour être exact, il faudrait les appeler : *qualifications honorifiques du nom*. Nous leur conserverons néanmoins l'appellation de *titres de noblesse* sous laquelle ils sont plus connus dans le langage courant. La noblesse, en effet, dans le sens technique et juridique qu'assigne à ce mot l'histoire de l'ancienne société française, n'existe plus aujourd'hui. Les descendants des membres de cet ancien ordre sont aujour-

d'hui légalement confondus dans la masse des citoyens, et si la gloire et l'éclat de leurs ancêtres rejaillit encore sur eux, il n'y a là qu'une considération *de fait* dont ils sont l'objet de la part de leurs concitoyens et que, par conséquent, nous n'aurons pas à apprécier davantage. Juridiquement parlant, donc, le mot *noblesse* ne signifie plus autre chose que : *l'ensemble des descendants des membres de l'ancienne noblesse*, ou bien encore : *l'ensemble des citoyens dont le nom est agrémenté d'une qualification honorifique ou titre*. Si donc nous conservons l'ancien mot, c'est uniquement pour plus de clarté et pour nous conformer à la terminologie habituellement usitée.

589. — Ceci posé, nous pouvons aborder notre sujet. Les titres de noblesse méritent d'être examinés à divers points de vue. On peut se demander : *1° Quelle est leur source et sur quoi est fondée leur existence légale? 2° Quel est leur caractère juridique, et quels sont les titres actuellement existants? 3° Quel est leur mode spécial d'acquisition, de transmission ou de perte? 4° Le gouvernement français peut-il, tel qu'il est établi dans sa forme actuelle, conférer de nouveaux titres à des citoyens? 5° Quelle est la valeur des titres de noblesse accordés à des citoyens français par des gouvernements étrangers?* Nous reprendrons successivement chacune de ces questions.

I. Source des titres de noblesse et base de leur existence légale.

590. — Bien des traités ont été écrits sur l'origine et la signification primitive des titres de noblesse. Aussi

n'avons-nous pas la prétention de rien ajouter à ce qui a été dit à ce sujet par nos éminents devanciers. Nous rappellerons seulement ce que chacun sait, qu'à l'origine de leur emploi les mots qui, aujourd'hui, sont devenus des titres de noblesse, étaient des désignations de fonctions. A chacune de ces fonctions étaient attachés un territoire ou une résidence, dont le nom servait à particulariser le titre. Quand fonction et territoire furent devenus héréditaires, ils se confondirent et devinrent le *fief* dit *de dignité*, pour le distinguer du fief ordinaire auquel nulle fonction ne se rattachait primitivement. Puis, au cours des siècles, les fonctions attachées au fief de dignité diminuèrent d'importance. Il n'en restait plus rien à la fin de la période que l'on a appelée celle de la Féodalité militaire, c'est-à-dire à la fin du XIV^e^ siècle. Dès lors le titre ne signifiait plus rien, sinon que l'on possédait un fief qualifié autrement que de seigneurie ordinaire. Comme en raison des fonctions qui s'y rattachaient autrefois, les fiefs de cette sorte étaient la plupart du temps plus importants que les autres, le fait d'en posséder un devint une dignité honorifique, d'où le nom de *fiefs de dignité*. Lorsque le souverain voulait conférer un semblable honneur à un de ses vassaux ou arrière-vassaux, il érigeait son fief à la dignité qu'il voulait, et le seigneur de ce fief en portait désormais le titre. Ces titres étaient ceux de *duc*, *marquis*, *comte* et *vicomte*. Il faut y ajouter celui de *baron*, qui, dans l'opinion générale, n'a jamais correspondu à aucune fonction particulière, mais signifiait *vassal direct* (1), et correspondait au mot latin *princeps* (2), et qui, attaché à certains fiefs appelés

(1) M. BERTHÉLEMY, à son cours (*Hist. int. du dr civ. franç.*, *Des personnes*, Faculté de droit de Lyon, année 1885-86).

(2) LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, p. 13-14.

de là *baronnies*, rentrait ainsi que les quatre précédents dans la catégorie des titres dits *inféodés* ou *glébés*. Ces cinq titres forment les titres ordinaires français.

591. — A côté d'eux on trouve encore ceux de *prince* et de *vidame*, dont nous devons dire quelques mots. Le premier n'a point de signification précise et ne se rattache non plus à aucune fonction. Il est au contraire, par son origine et par son étymologie *(princeps)*, le titre particulier de la souveraineté d'un petit Etat dont l'importance n'admet pas la qualification de *royaume*, et il était accordé en général à tous les membres de familles régnantes. Les titres particuliers de *prince* que l'on trouve *en France* se rattachent presque tous à la possession d'anciens petits Etats indépendants de la couronne ou l'ayant été, et qualifiés *principautés*. D'autres sont des titres étrangers conférés à des sujets français; tels sont en particuliers les titres de *prince du Saint-Empire* que nombre de familles portent encore.

592. — Le titre de *vidame* était au contraire attaché à la fonction du lieutenant d'un seigneur ecclésiastique ou d'une dame, officier qui avait pour mission de représenter son suzerain dans tous les services féodaux auxquel celui-ci était astreint à cause de son fief, mais que ses fonctions ou son sexe ne lui permettaient pas de remplir en personne. Ce titre était du reste assez rare autrefois et n'était pas toujours héréditaire ni glébé.

593. — Enfin les titres de *chevalier* et d'*écuyer* étaient plutôt de simples qualifications nobiliaires rappelant la profession militaire de ceux qui les portaient. Ils n'étaient jamais glébés, et s'ils étaient héréditaires, c'est parce que la noblesse à laquelle ils servaient de signe l'était elle-même.

594. — Entre les titres *glébés* il n'existait aucune hiérarchie que celle établie par les liens de la suzeraineté et du vasselage ; et encore cette hiérarchie était-elle complètement indépendante de la qualification des fiefs qu'elle unissait. Cet état de choses dura autant que la Féodalité militaire, c'est-à-dire jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle. Dans la période qui suivit, et lorsque les titres ne furent plus que des dignités sans prérogatives spéciales, l'étiquette de cour établit entre eux des rangs de préséance, de sorte qu'ils furent dès lors, mais à ce simple point de vue seulement, classés dans l'ordre suivant : 1° les titres unis à la dignité de *pair de France*, quels qu'ils fussent; 2° les *ducs* non pairs; 3° les *marquis;* 4° les *comtes;* 5° les *vicomtes;* 6° les *barons;* 7° les *chevaliers;* 8° les *écuyers* (1). Les *princes du sang* primaient tous les autres; les autres *princes* n'avaient à ce titre aucun rang particulier; en général ils marchaient de pair soit avec les *pairs de France* soit avec les *ducs*, selon le cas. Encore faut-il observer que cet ordre de préséance, quoique généralement admis au moins aujourd'hui, n'avait autrefois rien d'absolument certain; la preuve s'en trouve dans les hésitations qu'ont à ce sujet Loyseau (2) et La Roque (3).

595. — Les titres de noblesse ainsi attachés à un fief étaient portés accolés au surnom ou nom de seigneurie tiré du nom de ce fief. Comme le mot *seigneur*, le titre était réuni au nom du fief par une des particules *de*, *du*, *des*, *de la*, et le tout était énoncé immédiatement après le nom patronymique ou les prénoms, suivant le cas. Le

(1) V. LOUANDRE, *La noblesse française*, p. 109–110.

(2) *Traité des seigneuries*, ch. V, n° 72.

(3) *Traité de la noblesse*, ch. LXXXIII. — Cf. SÉMAINVILLE, *Code de la noblesse française*, L. IV, ch. II, § 2.

nom du fief de dignité pouvait, ainsi que celui du fief simple et aux mêmes conditions (1), devenir partie intégrante du nom patronymique. C'est cette circonstance qui a donné naissance à l'idée très répandue de tout temps que la présence dans un nom d'une des particules susdites est un signe de noblesse. Nous aurons à revenir là-dessus (2).

596. — Enfin la dernière phase de l'histoire de l'origine des titres de noblesse est marquée par l'apparition des titres concédés à la personne ou dits *à brevet*. Puisque le Roi pouvait purement et simplement concéder la noblesse à une personne sans condition de possession de terre (3), de là à concéder dans les mêmes conditions non plus la noblesse pure et simple, mais la noblesse avec un titre, ou un titre à celui qui était déjà anobli, il n'y avait qu'un pas, et un pas d'autant plus petit que, ainsi que nous venons de le voir, les titres de noblesse n'étaient plus que de simples dignités n'emportant par elles-mêmes aucune prérogative particulière. Ce fut Louis XIV qui franchit ce pas en accordant les titres de *prince* à la famille de Bergues, de *marquis* à M. Dreux, et de *comte* à M. Chamillart, tous deux conseillers au Parlement de Paris (4). D'autres titres analogues furent subséquemment accordés par voie de concession personnelle, et non plus par voie d'érection d'un fief en dignité comme auparavant. Cette nouvelle sorte de titres furent ce qu'on appela les titres *à brevet*, au sujet desquels Saint-Simon épanche toute son ironie

(1) V. *supra*, nos 312 et suiv., p. 249 et suiv., et nos 527-528, p. 374 et suiv.

(2) V. *infra*, nos 661 et suiv., p. 457 et suiv.

(3) V. La Roque, *Traité de la noblesse*, ch. xxi.

(4) V. Sémainville, *Code de la noblesse*, p. 575.

dans un passage resté célèbre (1). Les titres ainsi concédés n'étaient, suivant l'expression très juste de M. Lévesque (2), « qu'une décoration attachée au nom patronymique. »

597. — Légitime possession d'un fief de dignité, ou collation personnelle accompagnant ou suivant la collation de la noblesse elle-même, voilà en résumé quelle était dans les derniers temps de l'ancienne monarchie la double source des titres de noblesse.

598. — Les choses en étaient là quand survint la Révolution. On connaît les lois des 17-23 juin 1790 et 27 septembre-16 octobre 1791 qui supprimèrent et l'institution de la noblesse et les titres et qualifications qui en étaient les signes extérieurs. Dès lors les anciens titres de noblesse français cessèrent d'avoir une existence légale, bien qu'en fait ceux qui en avaient eu continuassent à les porter et à se les voir décerner dans le langage ordinaire de la vie courante, sauf pendant les plus terribles moments de la Terreur (3).

599. — Ils apparurent de nouveau dans la législation française le 30 mars 1806, jour où furent rendus divers décrets concédant des titres honorifiques à certains dignitaires de l'Empire. Enfin ils furent établis d'une façon générale par le décret du 1er mars 1808, qui créa en faveur de certains fonctionnaires différentes catégories de titres, et par lequel l'Empereur se réserve d'en accorder

(1) SAINT-SIMON, *Mémoires*, ch. CCCLXXII.
(2) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nº 94, p. 110.
(3) V. MAURY, *Les titres nobiliaires en France*, *Rev. des Deux-Mondes*, 15 décembre 1882, p. 782 et suiv.

d'autres comme bon lui semblera. Ces titres sont déclarés transmissibles moyennant certaines conditions et formalités, entre autres la constitution de majorats. Enfin ils sont très nettement hiérarchisés. Il va sans dire que les anciennes lois de 1790 et 1791 subsistent et que les titres de l'ancienne noblesse restent supprimés.

600. — Puis la Charte de 1814 vint dans son article 71 rétablir les anciens titres, tout en laissant subsister les nouveaux. Cette disposition fut abolie pendant les Cent-Jours, en 1815, et reparut avec la Charte elle-même, lors de la seconde Restauration.

601. — Titres anciens rétablis et titres nouveaux furent pour la seconde fois supprimés par le décret du gouvernement provisoire des 29 février-2 mars 1848 et par la Constitution des 4-12 novembre 1848, qui furent abrogés à leur tour, celle-ci par les décrets du 2 décembre 1851, et celui-là par le décret des 25-27 janvier 1852.

602. — Le décret impérial du 1er mars 1808 et l'article 71 de la Charte de 1814 (art. 62 de la Charte revisée en 1830) sont donc aujourd'hui implicitement rétablis, au moins en ce qui concerne l'existence légale des titres de noblesse, à laquelle ils servent de base. C'est donc de ces deux dispositions de l'autorité souveraine que doivent se déduire toutes les règles de notre matière, sauf les modifications qui auront pu y être apportées par les lois et dispositions administratives postérieures.

II. Caractère juridique des titres de noblesse et titres existants.

603. — Le décret du 1er mars 1808, qui est complet en tout ce qui touche à la collation et à la transmission des titres de la nouvelle noblesse, est muet sur leur caractère juridique. Mais l'article 71 de la Charte de 1814, qui en rétablissant les anciens titres tout en confirmant les nouveaux, les assimile par là même implicitement les uns aux autres, dit expressément : « Le Roi fait des nobles à « volonté, mais il ne leur accorde que *des rangs et des* « *honneurs*, sans aucune exemption des charges et des « devoirs de la société. » Si l'on se rappelle que les lois de 1790 et 1791 ayant aboli les derniers vestiges du régime féodal, tous les biens immeubles sont soumis au simple régime de la propriété civile et sont sans aucune influence sur le nom de leur propriétaire; si l'on considère en outre que le décret du 1er mars 1808 ne dit rien du caractère juridique des titres qu'il institue, on est bien forcé de le chercher dans le texte de l'article 71 de la Charte de 1814, et d'appliquer ce que dit ce monument législatif des titres que le Roi se réserve de conférer dans l'avenir aussi bien aux titres anciens qu'il relève qu'aux titres nouveaux dont il confirme l'existence. Nous sommes donc amenés à conclure que ceux-ci ont été institués par l'Empereur, et ceux-là, abolis en 1790, rétablis par le Roi, avec le caractère de *simples qualifications honorifiques attachées au nom des personnes auxquelles ils appartiennent.*

604. — M. Tournade (1) veut voir dans l'esprit du législateur de 1814 l'intention, en rétablissant les titres

(1) *Du nom de famille...*, p. 119-120.

de l'ancienne noblesse, « de remettre les choses en l'état « où elles étaient avant la Révolution » et de rendre à l'ancienne noblesse « un certain nombre de privilèges » ; et cet auteur en voit la preuve dans ce fait que « dans « les lettres d'anoblissement signées sous la Restaura- « tion, le roi confère la noblesse « pour jouir des *droits*, « *honneurs* et *prérogatives* attachés à ce titre. »

605. — Peut-être en voyant ainsi interpréter les intentions de Louis XVIII et de son gouvernement pourrions-nous songer que

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ;

nous préférons faire l'autopsie du raisonnement de M. Tournade. Et d'abord nous lui ferons observer que l'argument qu'il tire de la formule des Lettres d'anoblissement serait applicable non pas aux anciens titres rétablis par la Charte de 1814, mais aux titres *essentiellement nouveaux* conférés par ces Lettres. En second lieu, que faut-il entendre par ces *droits*, ces *honneurs* et ces *prérogatives?* Les *droits* comprendront le droit de faire écrire le titre à côté de son nom dans les actes publics, le droit de le transmettre de la façon indiquée dans les Lettres de collation, le droit de le porter dans tous les actes de la vie publique et de la vie privée. Les *honneurs* et les *prérogatives*, mots que l'on peut ici considérer comme des synonymes dont l'emploi simultané forme un pléonasme, ce seront la considération et le crédit que l'on accorde généralement aux gens titrés, et qui, par un contraste bizarre mais néanmoins bien réel, sont d'autant plus grands chez un peuple que ses institutions sont plus démocratiques ; ce seront certains rangs de préséance ou autres que les règlements de l'étiquette pouvaient leur

donner à la cour ou dans les cérémonies publiques. Enfin ces mots pouvaient faire allusion aux majorats, dont l'institution, parallèle à celles des nouveaux titres, était due comme elle à l'Empire et était alors dans toute sa vigueur, ou à l'hérédité de la Pairie. Cette interprétation de l'esprit de la Charte est d'ailleurs formellement contredite par la suite du texte de l'article 71, que nous avons citée et que M. Tournade paraît ignorer. Nous rejetons donc entièrement l'allégation de cet auteur, et nous maintenons la définition du caractère juridique actuel des titres de noblesse telle que nous l'avons énoncée plus haut.

606. — L'abolition de la Féodalité ayant fait disparaître toutes hiérarchies ou distinctions dans la propriété foncière, il faut écarter absolument tout caractère *réel* des titres de noblesse du droit actuel, pour leur reconnaître un caractère exclusivement *personnel*. Le titre de noblesse doit donc faire partie du nom complet de l'individu, non point sans doute à titre de partie intégrante et constitutive, mais à titre de partie accessoire du nom patronymique. Il devra donc à ce titre être inséré dans les actes de l'état civil, lorsque l'officier public à qui cette insertion est demandée en reçoit la justification fondée sur la production de l'acte de collation du titre ou d'expéditions d'autres actes de l'état civil où il est inséré, actes bien entendu pouvant servir à prouver le droit du réclamant à le porter. C'est là la seule solution admissible, car permettre à l'officier de l'état civil d'insérer dans les actes des titres de noblesse sur la seule déclaration des parties, ce serait favoriser des usurpations ; et lui permettre d'apprécier leurs demandes à cet effet, ce serait le faire juge de questions qu'il n'a pas à trancher.

607. — Plusieurs arrêts ont décidé que les titres de noblesse ne devaient pas être insérés dans les actes de l'état civil, se fondant sur ce que cette insertion n'étant pas de celles prescrites par l'article 34 du Code civil tombe sous le coup de l'article 35 (1).

Nous repoussons formellement cette manière de voir, d'accord du reste en cela avec la Cour de cassation (2). Cette opinion sépare en effet entièrement le *nom* du *titre*, puisque l'article 34 du Code civil en exigeant la mention du premier dans les actes de l'état civil, exige implicitement la mention du second si celui-ci fait partie du nom à un titre quelconque. Or le Code civil ne pouvait s'expliquer là-dessus, puisque lors de sa promulgation il n'existait point en France de titres de noblesse légalement reconnus. Mais le décret du 1er mars 1808 (art. 15), en prohibant l'insertion dans les actes de l'état civil des titres de l'ancienne noblesse seulement, a par là même implicitement permis celle des titres nouveaux, et la Charte de 1814, en rétablissant les premiers, leur a donné le même caractère juridique qu'aux seconds. De plus, le titre de noblesse, bien que distinct du nom, lui est cependant rattaché trop étroitement pour que cette séparation absolue soit justifiée. Il doit donc être inséré dans tous les actes publics en même temps que le nom et de la même façon (3).

(1) V. Douai, 10 août 1852, *D. P.*, 1853, 2, 227. — Agen, 28 août 1860, et Nîmes, 9 août 1860 et 6 mai 1861, *D. P.*, 1862, 2, 17. — Toulouse, 12 juillet 1862, *D. P.*, 1862, 2, 124.

(2) Cass., 1er juin 1863, *D. P.*, 1863, 1, 216.

(3) V. en ce sens Agen, 28 décembre 1857, *D. P.*, 1859, 2, 89.— Colmar, 15 mai 1860, *D. P.*, 1860, 2, 142.— Metz, 31 juillet 1860, *D. P.*, 1860, 2, 137. — Rouen, 18 mars 1861, *D. P.*, 1862, 2, 18.— *Cf.* LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. v, nos 257 et suiv., p. 286 et suiv. — TOURNADE, *Du nom de famille...*, p. 148 et suiv.

608. — Le titre de noblesse n'étant pas un nom, mais un qualificatif honorifique accollé au nom, doit subir les influences grammaticales subies par les qualificatifs français. Il prend donc le nombre et le genre voulus par le nombre et le sexe des personnes désignées par le nom qu'il accompagne.

609. — Pour en finir avec cette question, il nous reste à déterminer quels sont les titres de noblesse admis par la législation française, ou, en d'autres termes, quels sont les *mots* que cette législation permet d'accoller au nom en qualité de titres de noblesse. Cela n'est pas difficile pour les titres de la noblesse impériale, car le décret du 1er mars 1808 en donne une énumération complète et limitative, qui en fixe en même temps la hiérarchie. Ce sont ceux de : *Prince* et *Altesse sérénissime*, *Duc*, *Comte*, *Baron* et *Chevalier*, pour les énumérer dans l'ordre des préséances.

610. — Mais la question est plus délicate en ce qui concerne les titres de l'ancienne noblesse rétablis par la Charte de 1814. D'une part, en effet, l'article 71 de cette Charte est général, et il serait logique d'en conclure que *tous* les anciens titres sans exception sont rétablis. Mais d'autre part la Charte n'a nullement entendu revenir par là sur l'abolition de la Féodalité consacrée par les lois de 1790 et 1791, et les titres qui étaient l'expression de devoirs ou de prérogatives exclusivement féodaux devaient donc ne pas bénéficier de l'article 71 de la Charte. Or les titres français admis sous l'ancienne Monarchie étaient ceux de *Prince*, *Duc*, *Marquis*, *Comte*, *Vicomte*, *Baron*, *Vidame*, *Chevalier* et *Ecuyer*, sans compter celui, général à tout possesseur légitime de fief, de *Seigneur*. Ce

dernier est évidemment resté aboli avec l'idée même de propriété féodale qu'il représente. Nous en dirons autant de celui de *vidame,* qui, s'il ne correspondait pas à l'idée de propriété féodale, ne désignait pas moins la fonction toute féodale dont celui qui le portait était investi. *Quid* du titre d'*écuyer?* Ce titre était de droit, avant la Révolution, celui de tout membre de famille noble non titrée, mais ne correspondait à rien qui se rattachât à la Féodalité. On pourrait donc le considérer comme rétabli par la Charte de 1814. Mais comme aujourd'hui la collation de la noblesse sans titre serait un non-sens, on peut le considérer comme abrogé en fait comme cet anoblissement lui-même. Quant au titre de *chevalier*, qui était à la fin de l'ancienne Monarchie le qualificatif de droit de tout cadet d'une famille noble titrée, il a été expressément rétabli comme *titre;* son existence légale n'est donc pas douteuse. Les six autres titres n'étant plus avant la Révolution que de simples qualifications honorifiques, sont évidemment ceux qu'a eus en vue l'article 71 de la Charte de 1814. Les titres de l'ancienne noblesse rétablis par cette charte sont donc ceux de *Prince*, *Duc*, *Marquis*, *Comte*, *Vicomte*, *Baron* et *Chevalier*.

611. — Cette manière de voir est confirmée par l'article 12 de l'Ordonnance du 25 août 1817, relatif à la transmission des titres dans les familles qui en possèdent et sont élevées à la Pairie. Ces titres sont ceux que nous venons d'énumérer, et ils sont hiérarchisés dans l'ordre où nous les avons donnés.

III. — Mode spécial d'acquisition, de transmission et de perte des titres de noblesse.

1° *Acquisition.*

612. — Avant d'entrer directement en matière, nous croyons devoir consigner ici deux observations.

La première, c'est que nous ne nous occupons que de la façon dont la législation actuelle permet et règlemente l'acquisition des titres de noblesse français. Il ne saurait en effet être ici question du mode d'acquisition des titres sous le régime féodal, qui ne présenterait qu'un intérêt rétrospectif et qui d'ailleurs sort du cadre de cette étude. Les particuliers qui croiraient pouvoir bénéficier de l'article 71 de la Charte de 1814, remis en vigueur par le décret des 24-27 janvier 1852, et rétablissant les titres anciens, devraient revendiquer devant la juridiction compétente le titre qu'ils croiraient pouvoir reprendre de ce chef, et celle-ci pourra apprécier souverainement en fait le bien fondé du droit qu'ils invoquent. Nous rappellerons toutefois que l'acquisition régulière des titres de noblesse ne pouvait autrefois provenir que d'une des causes suivantes : 1° collation royale réelle ou personnelle ; 2° acquisition régulière d'un fief de dignité ; 3° usurpation non fondée en droit mais reconnue comme sanctionnée implicitement par le fait d'une possession centenaire incontestée (1) ; cette possession centenaire est considérée

(1) Nous considérons comme très douteuse la légalité de ce dernier mode d'acquisition, bien qu'il paraisse sanctionné par une déclaration du 3 mars 1699.

comme faisant présumer la régularité des titres ; c'est en somme une véritable prescription acquisitive (1).

La deuxième observation, c'est que nous supposons résolue dans le sens de l'affirmative la question, que nous discuterons d'ailleurs ultérieurement, de savoir si les institutions politiques actuelles de la France permettent au Président de la République de conférer des titres de noblesse. Il n'y aurait alors d'autre innovation à l'état de choses antérieur à 1870 que le remplacement du Conseil du sceau des titres rétabli par le décret des 8-12 janvier 1859 par le Conseil d'administration du Ministère de la Justice, remplacement effectué par le décret du 10 janvier 1872.

Ceci posé, nous pouvons aborder l'étude de notre sujet.

613. — Il ne saurait y avoir sous la législation actuelle d'autre mode d'acquisition de titres de noblesse nouveaux que la collation par le Chef de l'Etat. L'acquisition de titres résultant *ipso jure* de l'élévation à certaines fonctions aux termes du décret du 1er mars 1808 n'a pas survécu au régime politique du premier Empire ; la Charte de 1814 n'a fait que confirmer l'existence des titres acquis sous ce régime, mais en abrogeant ce régime lui-même elle a en même temps abrogé le mode d'acquisition de titres *ipso jure* qu'il organisait. Le principe que « *le Roi fait des nobles à volonté* », formulé par l'article 71 de la Charte de 1814, est celui qui gouverne toute acquisition de titres. Il va de soi que ce que les Chartes de 1814 et de 1830 disent du *Roi* doit s'entendre du *Président de la République* sous le régime du décret des 24-27 jan-

(1) LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 92 et suiv., p. 109 et suiv.

vier 1852 et de l'*Empereur* après le sénatusconsulte des 7-10 novembre 1852, et aussi du *Président de la République* sous la Constitution actuelle, si on lui reconnaît toujours le droit de conférer des titres.

614. — La collation d'un titre est toujours *personnelle*, en ce sens que c'est toujours à la personne de l'anobli, avec ou sans transmissibilité à ses descendants, et non à tel ou tel de ses biens, que le titre est accordé. Cela est de toute nécessité en présence de l'organisation sociale actuelle et de l'abolition du régime féodal (1).

615. — Enfin il résulte des Ordonnances des 15-17 juillet et 8-14 octobre 1814 et du décret des 8-12 janvier 1859 combinés, que la collation d'un titre par le Chef de l'Etat ne peut être faite que par un acte authentique et officiel de ce magistrat, Ordonnance ou décret, suivant le régime politique du moment. Et en effet, le décret des 8-12 janvier 1859, article 5, donne au Conseil du sceau rétabli les mêmes attributions générales qu'avait l'ancienne Commission du sceau. Or celle-ci, aux termes de l'Ordonnance des 15-17 juillet 1814, article 2, § 2, « statuera sur la régu-
« larité, *quant à leur forme extérieure*, des actes de
« notre juridiction gracieuse *qui devront être présentés*
« *au sceau* »; tandis que d'autre part l'Ordonnance des 8-14 octobre 1814, en établissant des *droits de sceau* à percevoir à l'occasion de la collation des différents titres, ordonne par là même implicitement la présentation au sceau de l'acte de collation de ces titres, acte de juridiction gracieuse au premier chef. Il ne saurait donc résulter aucune collation régulière de titre d'un acte non officiel

(1) LEVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, n° 136, p. 145.

du Chef de l'Etat, par exemple d'une lettre missive ordinaire dans laquelle il qualifierait un particulier d'un titre qui ne lui a jamais été régulièrement accordé.

616. — L'initiative de la collation d'un titre peut être prise soit par le Chef de l'Etat soit par le citoyen qui désire obtenir ce titre. Dans ce dernier cas, celui-ci devra adresser au chef de l'Etat une demande dans la forme ordinaire, c'est-à-dire écrite sur papier timbré et accompagnée des pièces justificatives de son identité et, s'il y a lieu, des services qu'il a rendus à l'Etat. Le Chef de l'Etat pourra alors, aux termes de l'article 6-1° du décret des 8-12 janvier 1859, renvoyer l'examen de cette demande au Conseil du sceau des titres, ou, sous l'empire du décret du 10 janvier 1872, au Conseil d'administration du Ministère de la Justice, lequel en délibère et rend son avis que, d'ailleurs, le Chef de l'Etat n'est pas obligé de suivre.

617. — La collation d'un titre peut avoir pour objet le titre lui-même envisagé isolément, et dont l'impétrant fera précéder son nom tel qu'il le portait auparavant. Ainsi par exemple *François Bernard* recevant le titre de *baron* s'appellera dorénavant *François baron Bernard*. Elle peut au contraire avoir pour objet un titre attaché comme accessoire à un nouveau nom; tel fut par exemple le cas du maréchal *Bugeaud*, créé *duc d'Isly* par Louis-Philippe en récompense de l'éclatante victoire que l'on sait. Dans des espèces de ce genre, il n'y a plus une simple *collation de titre*, mais une collation de titre réunie à une *modification du nom*, et tombant comme telle sous le coup de la loi du 11 germinal an XI. Cette loi est absolument générale, et un tel acte ne saurait être légalement laissé à la discrétion du Chef de l'Etat. L'article 71 de la Charte

de 1814 lui permet « de faire des nobles à volonté », ce qui signifie « de concéder à volonté des titres de noblesse « *abstraits* », mais non « de concéder *un nom nouveau* « en même temps qu'un titre nouveau ». Dans ce cas il faudra donc s'en tenir aux règles du *changement de nom*, et le titre uni au nouveau nom ne devra être accordé qu'après l'accomplissement de toutes les formalités de procédure établies en cette matière (1). Ce cas devra être complètement assimilé à cet égard à l'hypothèse où un particulier demanderait à ajouter à son nom le nom accompagné d'un titre d'une autre personne, par exemple d'un testateur qui l'aurait institué son légataire universel à la condition qu'il prendrait son nom (2). Cette distinction est très importante, car elle permet aux tiers qui y ont intérêt de faire opposition à ce que le titre concédé soit accompagné du *nom* auquel l'acte de concession l'attache, oppositions sur lesquelles, ainsi que nous l'avons vu plus haut, il devra être statué par le Conseil d'Etat. C'est là un corollaire nécessaire du caractère *personnel* des titres de noblesse dans la législation actuelle, et de l'abolition de tout titre ayant un caractère *réel*, abolition résultant de celle du régime féodal lui-même. C'est d'après ces principes qu'eût dû être tranché le célèbre procès engagé en 1864 par les membres de la famille de Montmorency-Luxembourg contre le comte de Talleyrand-Périgord, à qui l'Empereur avait conféré par décret du 14 mai 1864 le titre de *duc de Montmorency*, comme s'il s'était agi d'un simple titre et non à la fois d'un titre

(1) V. *supra*, nos 497 et suiv., p. 359 et suiv.

(2) C'est à ce cas que fait allusion, suivant nous, l'article 6 *in fine* du décret des 8-12 janvier 1859 disant que le Conseil du sceau des titres « *peut être consulté* sur les demandes en changement ou addition « de noms *ayant pour effet d'attribuer une distinction honorifique.* »

et d'un nom. Aussi n'hésitons-nous pas à déclarer non juridiques à nos yeux les motifs invoqués par la Cour de Paris (1) et le Conseil d'Etat (2), motifs tirés de ce que dans l'espèce les mots *duc de Montmorency* ne formaient qu'un *titre* et non *un titre et un nom*, et que par conséquent le décret conférant ce titre n'était pas passible de recours par la voie contentieuse, pour rejeter l'opposition formulée sans statuer sur le fond. En résumé, nous déclarons que le gouvernement ne peut, sans commettre un excès de pouvoir, conférer un titre accolé à un nom autrement que par la procédure établie pour les changements de nom, et que lorsqu'un titre de ce genre aura été conféré, les tiers lésés pourront y former des oppositions d'après les règles étudiées plus haut, oppositions sur le bien fondé desquelles il devra être statué par le Conseil d'Etat jugeant au contentieux (3).

618. — L'acte de collation d'un titre de noblesse devenu définitif et irrévocable n'opère son effet qu'après le paiement des droits de sceau établis par l'Ordonnance des 8-14 octobre et par l'article 55 de la loi du 28 avril 1816. L'article 5 de cette Ordonnance réserve au Chef de l'Etat le droit d'accorder remise totale ou partielle de ces droits à qui en fera la demande dans la forme ordinaire requise pour celles de la compétence de la juridiction gracieuse. Le Conseil du sceau des titres est appelé à délibérer et à donner son avis sur cette sorte de demandes, aux termes de l'article 6-3° du décret des 8-12 janvier 1859. Cette compétence particulière du Conseil du sceau

(1) Paris, 8 août 1865, *D. P.*, 1865, 2, 121.
(2) Conseil d'Etat, 28 mars 1866, *D. P.*, 1866, 3, 49.
(3) V. en ce sens LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 216 et suiv., p. 236 et suiv.

a été comme ses autres attributions transférée au Conseil d'administration du Ministère de la Justice.

619. — L'effet de l'acte de collation d'un titre de noblesse est d'ajouter ce titre au *nom* de l'impétrant comme qualification honorifique. Ce titre devient donc la propriété de celui qui l'obtient tout comme son nom lui-même, dont d'ailleurs il n'est que l'accessoire. Il faut observer toutefois que ce droit de propriété du titre n'a pas pour objet le titre abstrait considéré intrinsèquement, mais ce titre *rattaché au nom*. C'est ainsi qu'un particulier à qui un titre a été conféré ne saurait valablement s'opposer à ce qu'un autre particulier usurpât un titre semblable, mais qu'il devrait à notre avis être admis à empêcher l'usurpation d'un tel titre par un de ses homonymes. Cela résulte nécessairement de ce fait que la liste des titres admis par la loi française étant limitée à sept, aucun d'eux pris intrinsèquement ne saurait avoir le caractère de qualification honorifique propre à qui l'obtient, mais que ce caractère ne leur est acquis que par leur juxtaposition au *nom* de celui qui les porte légalement.

2° Transmission.

620. — Logiquement, puisque dans la législation française actuelle les titres ne sont que les accessoires du nom, il faudrait en conclure que leur transmission s'opère de la même façon que la transmission du nom, que toute personne investie du droit de porter le nom du gratifié a par là même et *ipso facto* le droit de porter aussi son titre. Nous verrons cependant qu'il n'en est rien, et que les titres de noblesse sont soumis à un mode de transmission tout spécial.

621. — Et d'abord il faut observer avec soin que *seuls sont transmissibles les titres déclarés tels par l'acte qui les confère*. Il va de soi que le chef de l'Etat pouvant « faire des nobles à volonté » peut concéder des titres personnels ou héréditaires à son gré. Mais il faut également observer que l'usage de conférer des titres personnels non transmissibles ne s'est jamais répandu en France, et nous confessons n'avoir pu trouver aucun exemple de titres de ce genre.

622. — Pour déterminer mieux le mode spécial de transmission des titres, nous reprendrons successivement et dans l'ordre chronologique renversé de leurs origines les différents genres de titres français.

623. — A. — *Titres ayant été conférés par actes spéciaux postérieurement à la Charte de 1814.* — Ces titres ont été conférés par un Chef de l'Etat investi des pouvoirs discrétionnaires que lui donne à cet effet l'article 71 de cette Charte. Il pouvait donc en régler le mode de transmission à sa guise. C'est donc à l'acte de collation du titre qu'il faut se reporter pour être fixé sur ce point. Notons toutefois que l'*unanimité* des actes de collation de titres que nous avons pu retrouver décident que le titre conféré sera transmissible *à la postérité légitime du gratifié, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture.*

624. — B. — *Titres acquis à la suite de l'exercice de certaines fonctions, par l'effet du décret du 1er mars 1808.* — Ici encore le mode de transmission de ces titres est expressément déterminé par le décret lui-même et pour chacun d'eux; c'est comme dans le cas précédent

la transmission *à la postérité* « *directe et légitime, naturelle et adoptive* » *du gratifié*, « *de mâle en mâle*, « *par ordre de primogéniture* » (1).

Mais la transmission de ces titres est subordonnée, aux termes du décret du 1er mars 1808, à l'institution par chaque anobli d'un majorat produisant 200,000 francs de revenu pour le titre de duc, 30,000 francs pour le titre de comte, 15,000 francs pour celui de baron et 3,000 francs pour celui de chevalier, faute de quoi ils restent personnels à ceux qui les auront obtenus. Or, quel effet quant à la transmission des titres faut-il attribuer aux lois des 13 mai 1835 et 7 mai 1849, qui ont aboli les majorats? Aucun à notre avis. Le décret du 1er mars 1808 a réglé la transmission des titres qu'il crée, et a subordonné cette transmission à une condition, l'institution d'un majorat. Or, en abrogeant les majorats, les lois de 1835 et de 1849 ont rendu impossible l'accomplissement de cette condition; celle-ci doit donc être réputée non écrite, et la transmission de ces titres continuera à s'effectuer telle que l'a réglée le décret du 1er mars 1808, abstraction faite seulement de la nécessité du majorat (2).

Il faut appliquer le même raisonnement aux titres concédés par actes spéciaux et dont la transmission a été subordonnée à l'institution de majorats conformément à l'Ordonnance du 13 août 1824; cette transmission s'opérera telle que l'a réglée l'acte de concession, mais sans institution de majorat.

(1) Notons pour mémoire que les titres accordés ainsi à des archevêques ou évêques sont déclarés transmissibles à celui de leurs neveux qu'ils désigneront.

(2) V. LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 147 et suiv., p. 163 et suiv. — TOURNADE, *Du nom de famille.....*, p. 121 et suiv.

625. — C. — *Titres anciens rétablis par la Charte de 1814.* — Il n'y a pas en ce cas de texte législatif formel qui permette comme, dans les hypothèses précédentes, de donner à la question une solution certaine. Aussi le champ est-il ouvert à la controverse.

626. — M. Tournade (1) adopte à ce sujet l'opinion suivante. Les titres de noblesse ayant été abolis par la Révolution avec tout l'ensemble du système féodal, la Charte de 1814 ne les a d'après lui rétablis qu'à l'état de mots faisant partie du nom. Ils doivent donc, à moins de dispositions contraires, être transmis de la même façon que le nom et avec lui. Or, les dispositions contraires manquant, il faut appliquer aux titres antérieurs à 1790 et rétablis en 1814 la règle générale et logique de la matière.

627. — M. Lévesque (2) arrive au même résultat en se fondant également sur l'absence de dispositions expresses et formelles, et sur l'antinomie absolue qui existe entre les principes de la transmission des fiefs dans l'ancien droit et les principes de notre droit actuel.

628. — Pour nous, nous reconnaissons volontiers que telle est la rigoureuse et logique conséquence qu'il faudrait déduire des principes généraux de notre droit, mais nous ne croyons pas que telle soit la véritable solution de la question. Cette solution se trouve à notre avis dans l'esprit du législateur de 1814. On admettra sans doute avec nous que les principes généraux doivent s'appliquer toutes les fois que le législateur n'y aura pas apporté de déro-

(1) *Du nom de famille...*, p. 141 et suiv.
(2) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 168 et suiv., p. 187 et suiv.

gation, et que le législateur est souverain en cette matière. Or, la Charte de 1814 trouva les titres anciens complètement abolis. Elle pouvait donc ou en faire l'objet d'une collation générale nouvelle à leurs anciens possesseurs et créer ainsi un état de droit nouveau, ou au contraire les rétablir tels qu'ils étaient régis par le droit ancien, mais dépouillés de tout privilège et de toute prérogative féodale et à l'état de simples dénominations honorifiques. Comment s'exprime à ce sujet la Charte de 1814? « *La noblesse* « *ancienne* REPREND *ses titres* » nous en dit l'article 71. Nous interprétons donc cette disposition dans le sens de: « Les membres survivants de l'ancien ordre de la Noblesse « ou leurs descendants reprennent leurs titres *tels qu'ils* « *étaient établis et réglementés par l'ancien droit,* « mais abstraction faite de tout caractère féodal et comme « simples qualifications honorifiques. » Tel a été, suivant nous, la volonté de l'auteur de la Charte de 1814, et l'on ne saurait refuser la force de loi à cette volonté, puisque cette force a été reconnue à la Charte tout entière. Nous trouvons la confirmation de cette interprétation dans l'article 12 de l'Ordonnance du 25 août 1817, Ordonnance du roi Louis XVIII qui devait savoir à quoi s'en tenir sur le sens à donner au texte de sa Charte. Cet article est ainsi conçu :

Art. 12. — « Le fils d'un duc et pair portera, de droit, « le titre de marquis; celui d'un marquis et pair, le titre « de comte; celui d'un comte et pair, le titre de vicomte; « celui d'un vicomte et pair le titre de baron; celui d'un « baron et pair, le titre de chevalier. — Les fils *puînés* « de tous les pairs porteront, de droit, le titre immédiate- « ment inférieur à celui que portera leur frère aîné. »

A quoi bon réglementer ainsi ce cas particulier des fils de pairs de France, si tous les fils de citoyens titrés avaient

de droit le même titre en même temps que le même nom que leurs pères? Ou alors pourquoi mettre les fils de pairs, à cause de la plus haute distinction accordée à leurs pères, dans une situation inférieure à celle de tous les fils de citoyens titrés? Cela serait un non-sens. Cela prouve assez à nos yeux que dans l'esprit de Louis XVIII, l'article 71 de la Charte de 1814 avait pour but de rétablir les anciens titres de noblesse avec le caractère d'unité et d'impartageabilité qu'ils avaient dans l'ancien droit et d'en faire comme précédemment l'objet de transmissions d'un mode spécial et indépendantes de celle du nom. Tel est donc à notre avis le sens qu'il faut donner au texte qui rétablit les anciens titres, et nous dirons que ceux-ci se transmettront sous la législation actuelle comme ils se transmettaient dans l'ancien droit, soit isolément, soit accompagnés du fief auquel ils étaient attachés. Nous reconnaissons volontiers que c'est là une grave dérogation aux principes généraux de notre droit, mais nous ne pouvons qu'en constater l'existence. Ce mode spécial de transmission sera celui établi par l'acte de collation du titre, s'il existe encore, ou à son défaut par la coutume traditionnelle et dûment établie et prouvée de la famille. A ce sujet, on peut dire qu'en général dans l'ancien droit le titre même non glébé était considéré comme impartageable, de sorte que celui-là seul pouvait le porter qui en avait la propriété, et qu'il était transmissible par les voies ordinaires, sauf le principe de la fixité du nom établi par l'Ordonnance d'Amboise; la règle générale était qu'à la mort du père il passait à son fils aîné, sauf aux autres à se partager les différents titres que leur père pouvait cumuler; mais lorsqu'il n'y avait qu'un tire, il était transmissible par succession à la postérité légitime de mâle en mâle et par ordre de primogéniture.

629. — Nous croyons donc pouvoir dire des titres en général, quelle que soit leur origine, qu'*ils se transmettent à la descendance de l'anobli, de mâle en mâle, et par ordre de primogéniture, sauf clause contraire des Lettres de collation*. Le silence de ces Lettres doit à notre avis permettre au droit commun de reprendre son effet, auquel cas le titre se transmettra, comme le nom dont il est l'accessoire, à tous les descendants par les mâles de celui à qui il a été concédé.

630. — Mais alors une autre question se pose : A quelle sorte de descendants les titres sont-ils transmis ?

Il n'y a pas de difficulté en ce qui regarde les enfants légitimes et les enfants légitimés. De même pour les enfants adoptifs ; le titre, en effet, quoique distinct du nom, lui est trop étroitement rattaché pour n'être pas transmis avec lui lorsqu'il ne l'a encore été à personne, et l'on sait que l'article 347 du Code civil établit la transmission du nom de l'adoptant à l'adopté par le fait même de l'adoption (1). Mais *quid* des enfants naturels? Il devra en être à notre avis selon ce que le Chef de l'Etat a décidé dans l'acte de collation du titre. Or, les titres concédés *ipso jure* par le décret du 1er mars 1808 et l'unanimité des titres concédés depuis par actes particuliers sont déclarés transmissibles seulement aux descendants légitimes-naturels ou adoptifs. Quant aux titres anciens rétablis par la Charte de 1814, nous dirons d'eux comme des autres qu'il faut remonter à leur origine, et leur appliquer la règle à laquelle ils étaient à cet égard soumis dans l'ancien droit, conformément à l'interprétation que nous avons donnée de l'article 71 de

(1) V. en ce sens LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 159 et suiv., p. 176 et suiv.

la Charte. Nous nous séparons donc sur ce point de la doctrine de M. Lévesque (1), mais nous admettons avec cet auteur que, à moins de dérogation spéciale,le titre sera transmis aux bâtards avec le nom de leur père de la même manière qu'aux enfants légitimes. Il s'agit bien entendu d'enfants naturels légalement reconnus.

631. — De ce que la transmission des titres n'a lieu que d'ascendants à descendants de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, il en résulte : *1° qu'il n'y a pas de transmission de titres de descendants à ascendants; 2° qu'il n'y a pas de transmission de titres* DE DROIT *de collatéral à collatéral.* Le tout, bien entendu, sauf dispositions contraires de l'acte de collation du titre.

Nous ferons cependant une exception à notre deuxième proposition pour le cas où les deux collatéraux descendraient par les mâles d'un même auteur auquel le titre aurait été déjà concédé ou juridiquement transmis. Tous les enfants d'un citoyen titré ont en effet un droit éventuel à porter son titre à défaut de lui et de ses descendants placés avant eux dans l'ordre de primogéniture ; or, ce droit se trouve réalisé par la mort de l'auteur commun et par l'extinction de la ligne descendante des aînés de ses enfants. Qu'on ne nous objecte pas, avec M. Lévesque (2), que c'est là une sorte de substitution, et que les substitutions sont prohibées dans notre droit. L'argument est sans valeur, car il faudrait dire aussi que les titres ne peuvent se transmettre de mâle en mâle par ordre de primogéniture, car c'est là ressusciter les privilèges abolis d'aînesse

(1) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, nos 153 et suiv., p. 170 et suiv.

(2) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, n° 176, p. 193-195.

et de masculinité. La vérité est que nous sommes ici sur un terrain où le Chef de l'Etat décide souverainement dans l'acte de collation des titres, en vertu du principe énoncé dans l'article 71 de la Charte de 1814, et que la transmission des titres n'a lieu que comme il a entendu qu'elle se fît. C'est donc là une simple question d'interprétation de sa volonté.

632. — Du droit que nous avons reconnu à la femme de porter le nom de son mari il résulte qu'elle peut également porter le titre dont ce nom est accompagné. Elle devra alors le fémininiser suivant les règles grammaticales admises en la matière. Mais à l'inverse, nous repoussons avec M. Lévesque (1) toute idée de transmission de titre par la femme à son mari ; d'abord parce que la plupart des titres n'étant transmissibles que de mâle en mâle les femmes n'y ont aucun droit, ensuite parce que le principe que la femme porte le nom de son mari tout en conservant le sien, n'admet ni exception ni réciprocité.

633. — A la question de savoir par quel acte matériel la transmission du titre s'accomplit, nous répondrons par une distinction entre le droit éventuel au titre et le droit actuel de le porter. La « saisine » (2) du droit éventuel au titre s'effectue en faveur de tous les descendants mâles et par les mâles de l'auteur titré, par le fait même de la filiation, de la même manière que s'opère la transmission du nom. C'est là ce qui nous a fait admettre la légalité de la transmission collatérale dans un cas particulier. Quant au droit actuel de porter le titre, il s'ouvre en faveur du premier des descendants mâles et par les mâles du con-

(1) *Du droit nobiliaire français*, nº 177, p. 195 et suiv.

(2) Nous empruntons cette expression à M. Lévesque, *Du droit nobiliaire français*, ch ix, nº 171, p. 191.

cessionnaire primitif dans l'ordre de primogéniture, par le fait même du décès du descendant de ce même auteur qui l'a précédé dans cet ordre. C'est là ce qui a lieu dans le *plerumque fit*, c'est-à-dire dans le cas de titres transmissibles de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Dans le cas où un acte de collation de titre ne porterait pas cette disposition, le titre serait transmissible à tous les descendants *per masculos*, mâles et femelles, de l'anobli, par le fait même de leur filiation, légitime ou naturelle, tout comme le nom lui-même auquel il est attaché et conformément aux règles générales en cette matière (1).

634. — En revanche, le titre ne peut en aucune façon être l'objet d'un autre acte quelconque de cession ou de transmission qui tendrait à le céder ou transmettre séparément du nom. Il peut au contraire, comme le nom dont il est l'accessoire, être l'objet d'un legs (ou autre acte) qui les comprendrait tous les deux ; mais alors le légataire (ou cessionnaire), ne pourra porter ni l'un ni l'autre avant d'y avoir été autorisé par décret, conformément aux règles du changement de nom (2). C'est ici, selon nous, qu'il y aura lieu d'appliquer l'article 6 *in fine* du décret des 8-12 janvier 1859, permettant au gouvernement de consulter le Conseil du sceau des titres (3) en matière de « changement ou addition de noms, ayant pour effet d'at- « tribuer une distinction honorifique. » Un tel legs ne serait donc pas, comme le dit M. Lévesque (4), un mode de transmission, mais, pour le gouvernement, une occasion de collation.

(1) V. *supra*, n° 629, p. 441.
(2) V. *supra*, n^os^ 497 et suiv., p. 359 et suiv.
(3) V. Décret 10 janvier 1872.
(4) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV, n° 178, p. 197.

3° *Perte.*

635. — Un titre de noblesse peut-il se perdre? Là est la question.

Observons tout d'abord qu'il ne faut pas confondre l'*extinction* avec la *perte* d'un titre. L'*extinction* est ce qui a lieu à la mort du dernier des citoyens à qui le titre était transmissible, de sorte qu'après lui personne n'a le *droit* de porter ce titre. La *perte,* c'est au contraire la privation pour une personne du droit de porter le titre qu'elle possédait auparavant légalement, après quoi le titre passerait au suivant de ceux appelés éventuellement par l'ordre de transmission établi.

636. — Il n'y a pas de difficulté relativement à l'*extinction* des titres. La définition que nous en avons donnée suffit pour en prouver la possibilité en droit.

637. — Mais aucun texte ne parle de la *perte* des titres. Elle résultait fatalement autrefois des causes qui faisaient perdre la noblesse elle-même, comme la déroGeance; mais ces causes ont disparu avec l'institution même de l'ordre de la Noblesse. Les règles du droit pénal devant être interprétées *stricto sensu,* on ne saurait l'y trouver comme effet d'aucune condamnation, puisqu'aucun texte n'en fait l'accessoire d'aucune peine, pas même de la dégradation civique, l'article 34 du Code pénal qui définit cette peine ne parlant pas de la perte des titres de noblesse. D'un autre côté, si le Chef de l'Etat peut conférer des titres à volonté, cette attribution est assez exceptionnelle pour que nous nous refusions à y ajouter par voie interprétative celle absolument exorbitante de les retirer ; ce

serait livrer à son bon plaisir les droits des particuliers et lui permettre d'exercer sur eux, par ce moyen, la pression la plus tyrannique.

638. — Nous constatons donc qu'il n'y a dans notre législation aucun cas prévu de *perte* des titres, car on ne peut appeler ainsi la possibilité de leur abolition par voie législative. C'est là une grave et déplorable lacune, à notre avis, étant donné l'existence des titres de noblesse comme distinctions honorifiques. Il faudrait qu'un malfaiteur ou un homme qui a failli contre l'honneur d'une façon quelconque pût être privé de son titre, s'il en a un, tout comme il peut l'être de ses décorations, le cas échéant (1).

IV. Collation de titres de noblesse sous l'empire de la Constitution actuelle.

639. — La question se résume en celle-ci : *Le Président de la République peut-il, en vertu des pouvoirs qu'il tient des lois constitutionnelles actuellement en vigueur, conférer des titres de noblesse?* Nous venons, en effet, de voir comment cette collation peut et doit être faite, si elle est possible, et quels en sont les

(1) Nous avons à dessein omis de parler de la perte du titre par l'effet de la prescription et du non-usage. Une telle chose ne peut en effet se comprendre. Le titre étant une partie accessoire du nom, étant l'objet du même droit de propriété que le nom, malgré les différences qui s'y remarquent au double point de vue de l'acquisition et de la transmission, doit être revêtu du même caractère d'imprescriptibilité.

effets. Il faut maintenant passer à l'examen du fond des choses et voir si un acte de ce genre est encore légalement possible.

640. — Cette question ne comporte que deux réponses : *oui* ou *non*. Elle n'a à notre connaissance été jusqu'à présent examinée que par M. Tournade (1), qui soutient la négative. Nous allons d'abord résumer et critiquer ses arguments :

641. — *a)* Conférer des titres de noblesse est une attribution régalienne pouvant être accordée même dans le silence des lois constitutionnelles à un Roi ou à un Empereur, mais incompatible avec les fonctions d'un Président de République, qui n'est qu'un simple chef du pouvoir exécutif.

Cet argument ne prouve rien à notre avis, et cela pour plusieurs raisons. Il fait en premier lieu, entre les fonctions de Souverain dans une constitution monarchique et de Chef de l'Etat dans une constitution républicaine une différence qui nous paraît trop grande. Cette différence en effet, est plutôt dans les mots de *Président* d'une part et de *Roi* ou d'*Empereur* de l'autre, et dans le caractère d'hérédité ou d'électivité de la fonction, que dans l'énumération des attributions. On se plaît ainsi généralement à reconnaître que la Constitution française actuelle est peut-être au fond moins républicaine que la Constitution monarchique et traditionnelle de l'Angleterre, où le Roi a cependant le droit de conférer des titres à ses sujets. En second lieu, il nous paraît fondé sur une idée très fausse de ce qu'est une attribution *régalienne*. Si l'on entend

(1) *Du nom de famille...*, p. 126 et suiv.

par là une chose que peut seul faire un souverain héréditaire, comme d'engendrer son successeur, par exemple, d'accord ; mais alors le droit de conférer des titres n'est pas une attribution régalienne : le Pape, en effet, peut conférer des titres ; les lois de l'Eglise le lui permettent ; et le Pape n'est pas un souverain héréditaire. Il faut d'après nous entendre par attributions *régaliennes* celles qui en droit pur et en théorie appartiennent à l'Autorité Souveraine, c'est-à-dire à la Nation, à l'Etat considéré comme personne morale, mais qui en pratique sont exercées uniquement par l'individu qui représente cette personne morale, c'est-à-dire par le Chef de l'Etat, Roi, Empereur ou Président de la République, suivant le titre que lui assignent les lois constitutionnelles, et cela sans l'intervention directe des pouvoirs législatif ou judiciaire, ou, en termes plus généraux, de l'autorité représentative du corps électoral. La frappe des monnaies, par exemple, est une attribution régalienne. De même, le droit de percevoir, en France du moins, les revenus de la mense en cas de vacance d'un siège épiscopal, ou droit de *régale*. Or ces droits, quoique parfaitement régaliens, appartiennent bien, en France et sous la constitution actuelle, au Président de la République. De ce qu'un droit est un droit *régalien*, il ne faut donc pas conclure qu'il est en dehors des attributions du chef de l'Etat.

642. — *b)* Le Président de la République est « un « simple mandataire dont les pouvoirs sont rigoureuse- « ment définis et limités dans son mandat qui est la cons- « titution ».

Cet argument est plus sérieux en apparence. Il revient à dire que l'énumération des attributions du Président de la République, énumération contenue dans l'article 3 de

la loi constitutionnelle du 25 février 1875, est limitative. Mais en est-il réellement ainsi? Nous ne le pensons pas. Cette énumération est trop vague pour être limitative; cette qualité ne lui est d'ailleurs attribuée par aucun texte, et nous avouons ne pas voir en vertu de quel grand principe général, à défaut de texte précis, on pourrait la considérer de la sorte. Nous préférons donc regarder l'énumération de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 comme simplement énonciative, conformément du reste à l'opinion générale. Mais en admettant que cette énumération soit limitative, s'ensuit-il que le Président de la République ne puisse conférer des titres de noblesse? Nous y voyons que ce magistrat « surveille et assure l'exécution des lois ».Or le principe de la Charte de 1814, remis en vigueur par le décret des 24-27 janvier 1852 et en vertu duquel le Chef de l'Etat « fait des nobles à volonté », doit être considéré comme une loi existante, puisque rien depuis 1852 n'est venu l'abroger. Aux termes mêmes de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, le président de la République doit donc « en sur- « veiller et en assurer l'exécution ». Or comment pourrait-il mieux le faire qu'en usant de la prérogative que ce principe lui accorde? Cet argument doit donc à son tour être rejeté.

643. — *c)* Le droit de conférer des titres de noblesse peut être comparé au droit de grâce, qui peut appartenir à un Monarque même dans le silence des lois constitutionnelles, mais qui n'appartient à un Président de République que si celles-ci le lui accordent expressément.

Cet argument ne prouve non plus absolument rien. Le droit de faire grâce et le droit de conférer des titres sont deux choses absolument différentes. Nous confessons ne

voir aucune analogie entre épargner l'échafaud à un assassin plus ou moins digne de pitié et accorder une récompense à un citoyen qui a rendu service à son pays. Quant à la question de savoir si un souverain peut faire grâce même dans le silence des lois constitutionnelles, elle ne nous paraît rien moins que tranchée, car toutes les constitutions monarchiques qui se sont succédé en France depuis 1789 ont expressément accordé ce droit au Roi ou à l'Empereur.

644. — *d)* L'institution des titres de noblesse héréditaires est en opposition avec les principes modernes.

Cet argument nous paraît aussi peu concluant que le précédent. Si en effet une loi accorde à un Chef d'Etat plein pouvoir d'exercer un acte à sa guise, et si cet acte se trouve en opposition avec l'esprit d'une législation subséquente qui aura omis de l'interdire explicitement ou implicitement, cet acte n'en est pas moins juridiquement possible, et ce sera à la sagesse du Chef de l'Etat de s'en abstenir ou au moins de ne l'exécuter qu'après l'avoir mis d'accord avec l'esprit de la législation nouvelle, comme le pouvoir discrétionnaire qui lui en est laissé lui en donne le droit.

645. — Nous croyons avoir ainsi détruit tous les arguments présentés par M. Tournade à l'appui de sa doctrine. On pourrait peut-être en trouver un cinquième dans la lettre de l'article 2 du décret du 10 janvier 1872, qui transfère au Conseil d'administration du Ministère de la Justice, « *en tout ce qui n'est pas contraire à la législation actuelle* », les attributions du Conseil du sceau des titres supprimé par l'article 1^er^. Faut-il entendre la phrase soulignée en ce sens qu'elle fait allusion à l'interdiction

au Chef de l'Etat de conférer à l'avenir de nouveaux titres de noblesse? Nous ne le pensons pas, car la phrase en question a été textuellement copiée dans l'article 5 du décret des 8-12 janvier 1859 rétablissant le Conseil du sceau des titres, à une époque où le Chef de l'Etat était sans aucun doute investi du droit en question. Cet argument ne vaut donc non plus absolument rien.

646. — Nous croyons, au contraire, pouvoir affirmer que *le Président de la République a encore le droit de conférer des titres de noblesse héréditaires.*

647. — Et d'abord, qu'est-ce que ces titres, avec le caractère juridique que nous leur avons constaté, ont de contradictoire avec les institutions démocratiques de la France? Ils ne doivent être que la récompense de signalés services rendus à l'Etat par de bons citoyens. Est-ce à dire que *démocratie* signifie *interdiction de récompenser le mérite*? Oh! s'il s'agissait de mettre un citoyen au-dessus de l'égalité de tous les Français devant la loi, de conférer un privilège, nous comprendrions que cela ne fût pas permis. Mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit uniquement de décerner une récompense purement honorifique et n'attribuant rien de semblable à celui qui en serait l'objet. Est-ce alors seulement le caractère d'hérédité de cette récompense qui paraît choquant? Nous ne voyons pas en quoi il peut l'être, puisque certaines pensions accordées récemment à titre de récompense ont été déclarées reversibles sur la tête des enfants de ceux dont les actes avaient paru les mériter, bien que ces enfants n'aient eu pour les recueillir qu'à se donner la peine de naître fils de leurs pères. Et puis, quand même cela serait, qu'est-ce qui empêcherait le Président de la République de n'accorder que des titres

personnels et non transmissibles? Rien, puisque là-dessus son pouvoir est discrétionnaire. Nous considérons donc l'existence du droit de conférer des titres comme parfaitement compatible avec les institutions actuelles de la France.

648. — Les précédents historiques confirment encore notre solution. En effet, l'auteur du décret des 24-27 janvier 1852, rétablissant et les titres de noblesse déjà conférés et le droit pour le chef de l'Etat d'en conférer de nouveaux dans l'avenir, était le prince Louis-Napoléon Bonaparte, *Président de la République française*. Nous avons donc déjà eu un Président de République investi de ce droit. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour celui du régime actuel?

649. — En troisième lieu, on ne saurait contester qu'aucun nouvel acte législatif n'est venu apporter un changement à l'état de droit établi par le décret des 24-27 janvier 1852. Or cet état de droit comprend et l'existence des titres de noblesse déjà conférés et le droit d'en conférer d'autres pour l'avenir. Nous demandons quelle autorité, quel pouvoir établi, sinon le Président de la République, peut être investi de ce droit. Sans doute, la Charte de 1814 dit : « *le Roi* ». Mais pouvait-elle dire autre chose? Et qu'était-ce que le Roi sous la Charte, sinon le Chef de l'Etat? Et qu'est-ce aujourd'hui que le Président de la République, sinon le Chef de l'Etat sous un autre nom? Et le Chef de l'Etat de 1852, parce qu'il s'appelait le *Président de la République*, puis l'*Empereur*, en a-t-il pour cela été empêché de profiter du droit que la Charte de 1814 donnait au *Roi* son prédécesseur? Non, évidemment. Le mot ne fait ici rien à la chose, et nous devons reconnaître au Président de la République du régime actuel le droit qui appartient au Chef de l'Etat, quel qu'il soit.

650. — Enfin, à l'appui de notre assertion, nous voudrions invoquer le témoignage de M. le Président de la République lui-même et de ses ministres. On se rappelle sans doute qu'un décret rendu il y a quelque deux ou trois ans, conférait à un habitant de l'Inde française le titre de *Maharajah de Chandernagor*, en récompense des services qu'il avait rendus à notre colonie. *Maharajah*, en langue hindoustani, signifiant *grand Roi*, ce titre parut un peu excessif à celui qui en était l'objet, et sur l'observation et la demande qu'il en fit, le décret fut ultérieurement rapporté. Ce fait prouvait que dans l'esprit du gouvernement d'alors, le Président de la République a le droit de conférer des titres (1); mais nous ne le mentionnons ici que sous toutes réserves, car malgré tous nos efforts, nous n'avons pu retrouver le texte original ni la date exacte de ce décret.

651. — Les raisonnements qui précèdent nous permettent donc de conclure qu'il en est effectivement ainsi, mais que le Président de la République est le seul juge, en vertu de son pouvoir discrétionnaire en la matière, de l'opportunité qu'il y aurait à ce qu'il usât de sa prérogative.

V. — Titres étrangers

652. — Il arrive souvent que des souverains étrangers, pour des motifs plus ou moins fiscaux, confèrent des titres

(1) V. *infra*, n° 667, p. 460, un autre argument en faveur de notre système, et que nous tirons de l'exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 26 novembre 1885.

de noblesse à des citoyens d'un autre pays que celui sur lequel ils règnent. Il nous faut examiner quelle peut être en France la valeur juridique de titres ainsi conférés à des citoyens français.

653. — Il est tout d'abord hors de doute, d'une part, que le Français gratifié d'un de ces titres aura le droit de s'en prévaloir, dans les Etats du souverain dont il l'a reçu, dans la mesure où la législation de ce pays le lui permet, et, d'autre part, que le sujet étranger régulièrement titré par son souverain pourra porter son titre en France comme il a le droit de le faire dans sa patrie. Ce dernier point était expressément admis par l'article 4 de la loi des 19-23 juin 1790. La question se borne donc, ainsi que nous l'avons dit, à l'examen de la valeur juridique en France des titres étrangers conférés à un Français.

654. — Une Ordonnance du 31 janvier 1819 posait en principe qu'aucun Français ne pourrait porter en France des titres étrangers sans y être autorisé par le Roi. Ce principe est renouvelé dans la législation actuelle par l'article 1^er^ du décret du 5 mars 1859, et il est rendu plus sévère encore par le § 2 de ce même article, qui porte que « *cette autorisation n'est accordée que pour des causes graves et exceptionnelles* ». L'appréciation de ce caractère de gravité exceptionnelle des causes invoquées est laissée au Conseil du sceau des titres qui, aux termes du § 1^er^, doit être consulté et donner son avis, et du Chef de l'Etat qui statue souverainement.

655. — Ainsi donc, de notre législation actuelle découle ce double principe que : 1° *La collation d'un titre par un souverain étranger à un Français est sans effet si ce*

dernier n'a pas été autorisé par le Chef de l'Etat; 2° La règle générale est que cette autorisation sera toujours refusée.

656. — Il ne saurait dès lors s'élever aucun doute pour le cas où le citoyen français gratifié d'un titre étranger n'a pas demandé ou s'est vu refuser l'autorisation de le porter. Il est, aux yeux de la loi, entièrement dépourvu de titre, et, s'il passe outre, il commet une véritable usurpation de titre.

657. — Mais *quid* du cas où cette autorisation est accordée? Devra-t-elle être considérée comme une concession nouvelle naturalisant français le titre précédemment étranger ? Ou bien au contraire ne sera-t-elle qu'une sorte d'*exequatur* donné à l'acte du souverain étranger et lui permettant de produire ses effets en France? La question a de l'importance, car suivant que l'on se rangera à l'une ou à l'autre de ces manières de voir, on devra nécessairement admettre que le titre sera régi par la loi française, ou continuera à l'être par la loi étrangère, ce qui peut amener des conséquences fort différentes, notamment au point de vue de la transmission et de l'abolition possible du titre. Le premier système est soutenu par M. de Sémainville (1), le second par M. Lévesque (2) et par la jurisprudence (3).

658. — C'est ce dernier système qui nous paraît seul acceptable. « Admettre en effet la « naturalisation » du

(1) *Code de la noblesse française*, p. 463 et suiv.

(2) *Du droit nobiliaire français*, ch. IV nos 141 et suiv., p. 152 et suiv., et nos 184 et suiv., p. 204 et suiv.

(3) V. Paris, 10 juin 1859 et Cass., 15 juin 1863, *D. P.*, 1863, 1, 313.

« titre par l'effet de l'autorisation donnée par le gouver-
« nement français », dit à ce sujet M. Tournade (1), « c'eût
« été admettre que le gouvernement français avait le
« pouvoir de concéder des titres autres que ceux recon-
« nus en France;..... puisqu'il existe à l'étranger des
« titres qui n'ont jamais existé en France, il va de soi que
« le gouvernement français, lorsqu'il autorise un particu-
« lier à porter un de ces titres, ne fait pas un acte équi-
« valent à la collation d'un titre. Il n'a donc pas conféré
« de droit, il n'a fait que reconnaître un état non créé
« par lui. » Mais M. Tournade va trop loin à notre avis quand il dit que cet acte de reconnaissance d'un titre étranger « crée une situation absolument inacceptable (2) » et que « cette autorisation est un acte dont les effets « sont pour ainsi dire indéfinissables et bâtards. (3) » Cet acte du gouvernement équivaut à une permission accordée au citoyen français de porter en France son titre étranger, c'est-à-dire de faire connaître par une indication ajoutée à son nom qu'il a reçu tel titre de tel pays, mais non d'en profiter pour le faire passer pour un titre français. Aussi à notre avis le Français autorisé à porter un tel titre devrait toujours, et à plus forte raison lorsque ce titre est un de ceux admis par la législation française, en faire connaître le pays d'origine. C'est ainsi qu'un Français appelé par exemple *Jean Durand* et créé comte par le Saint-Siège devrait, lorsqu'il a reçu l'autorisation nécessaire, s'intituler non pas *Jean comte Durand* comme si son titre était un titre français, mais *Jean Durand, comte romain*. Il n'y aurait de cette façon aucune espèce d'équi-

(1) *Du nom de famille...*, p 135.
(2) TOURNADE, *Du nom de famille...*, p. 133.
(3) TOURNADE, *Du nom de famille...*, p. 136.

voque. En d'autres termes, nous assimilons l'autorisation de porter un titre étranger à celle de porter une décoration d'un ordre étranger.

659. — M. Tournade (1) tire, comme corollaire, de son système sur le pouvoir négatif du Président de la République d'accorder des titres de noblesse, cette conclusion qu'il ne peut pas davantage autoriser le port en France de titres étrangers concédés à des Français. A l'inverse, nous tirons du système opposé la conclusion contraire.

660. — La procédure de cette autorisation est indiquée dans le décret du 5 mars 1859. Elle est accordée par un décret du chef de l'Etat, rendu après avis du Conseil du sceau des titres, actuellement du Conseil d'administration du Ministère de la Justice, et donne lieu au paiement des droits de sceau établis par l'Ordonnance des 8-14 octobre 1814 et la loi du 28 avril 1816.

APPENDICE.

1° *Les particules* DE, DU, DES, *etc., sont-elles des distinctions honorifiques présentant quelque analogie avec les titres de noblesse?*

661. — Avec l'unanimité de la jurisprudence (2) et la presque unanimité des auteurs (3), d'accord en cela avec

(1) *Du nom de famille...* p. 136-137.

(2) V. notamment Lyon, 24 mai 1865, *D. P.*, 1865, 2, 163.

(3) V. notamment LOUANDRE, *La noblesse française,* III^e^ partie, ch. I^er^, p. 104 et suiv. — BEAUNE, *Des distinctions honorifiques et de la particule.* LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. II, p 35 et suiv., etc.

le bon sens, nous répondrons NON. Ce que nous avons dit sur l'historique du nom français (1) nous montre quelle a été l'origine de ces particules, et dans l'ancien droit comme aujourd'hui elles ne sont ni n'ont jamais été un signe de noblesse, pas plus que leur absence n'est ni n'a jamais été une marque de roture.

662. — En revanche, nous ne pouvons que constater et blâmer l'erreur si commune et si ancienne qui fait que bien des gens sont persuadés du contraire. Cette erreur nous paraît avoir eu pour cause que les noms de seigneurie, que les nobles étaient jadis les seuls à porter, étaient tous réunis au nom patronymique par une de ces particules, et passaient dans le nom patronymique, lorsqu'ils y passaient, avec cette particule. Or, ce petit mot ne faisait qu'indiquer un rapport d'origine et de lieu, ce qui n'avait rien de nobiliaire. La noblesse n'était indiquée que lorsque ce rapport était un rapport de seigneurie directe, ce qui était marqué par le mot *seigneur* précédant le nom du lieu, ou par le titre. En passant dans le nom patronymique, le nom de seigneurie perdait tout caractère nobiliaire. L'erreur vulgaire réside donc tout entière dans la confusion entre le nom patronymique et le nom de seigneurie, alors qu'au contraire la particule dans le nom patronymique indique aussi bien pour le seigneur que le fief lui appartient, qu'elle révèle pour le serf qu'il appartient au fief.

663. — S'il en était ainsi dans l'ancien droit, à plus forte raison doit-il en être de même aujourd'hui, où la noblesse en elle-même n'existe plus comme institution juridique et où les seules dénominations honorifiques

(1) V. *supra*, nos 286-287, p. 229-231, et n° 273, p. 235-237.

reconnues par notre législation sont quelques titres limitativement déterminés.

664. — La particule n'est donc plus aujourd'hui et n'a jamais été autrefois qu'une partie du nom civil de ceux qui la portent, au même titre que chacune des autres syllabes de ce nom. Que si Henri IV et Louis XIII ont autorisé deux personnages à faire précéder d'une particule leurs noms patronymiques, il n'y faut pas voir autre chose qu'un autorisation de modification du nom accordée conformément à la règle de l'Ordonnance d'Amboise. De même, dans notre législation, toute addition ou suppression de particule est un changement de nom réglementé par la loi du 11 germinal an XI. Aussi est-il aussi illogique à notre avis de dire avec M. Tournade (1) qu'à cause de l'erreur vulgaire le gouvernement ne peut autoriser un citoyen à modifier son nom par l'adjonction d'une particule, que de soutenir avec M. de Sémainville (2) que les nobles peuvent la prendre de plein droit, comme étant la seule marque légale de leur noblesse. Mais nous dirons volontiers que, la particule devant un nom patronymique étant une absurdité, le gouvernement aurait grand tort d'en autoriser l'*addition;* il n'en serait pas de même de la *disjonction*, par exemple, la leçon *du Val* au lieu de *Duval*, car alors le changement ne porterait que sur l'orthographe du nom et non sur sa composition grammaticale.

(1) *Du nom de famille...*, p. 92.
(2) *Code de la noblesse française*, L. III, ch. XII, § 4

2° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 26 novembre 1885.*

665. — Ce projet débute par la disposition suivante :

Article 1er. — « Les titres nobiliaires sont et demeu-« rent abolis. Le décret de 1858 est abrogé. »

Cette disposition est fort claire et se passe de commentaires. Nous ferons toutefois observer qu'elle ne dénote pas de la part de son auteur une connaissance bien approfondie de la législation actuelle en cette matière, car par « *décret* de 1858 » il veut sans doute parler de la *loi* du 28 mai 1858, qui a inséré dans l'article 259, du Code pénal, une disposition réprimant les usurpations de titres.

666. — L'exposé des motifs est tout entier tiré de cette idée que l'existence des titres de noblesse dans la législation française est contraire aux principes de la société moderne en ce qu'elle crée entre les citoyens des distinctions de caste. Nous croyons avoir démontré qu'il n'en est rien, et que les titres sont de simples gratifications honorifiques n'emportant aucune dérogation au grand principe de l'égalité de tous les Français devant la loi. Ils peuvent même être très utiles comme récompenses à accorder à ceux qui auront rendu à la patrie d'importants services.

667. — Enfin nous relèverons dans l'exposé des motifs du projet la phrase suivante, faisant allusion à la législation des titres de noblesse antérieure à 1870 : « Aujour-« d'hui, après quinze ans de République, *cette législation* « *n'est pas changée!* » Nous y trouvons un nouvel argu-

ment en faveur de notre proposition, que le Président de la République peut encore conférer des titres de noblesse.

668. -- Nous ignorons quel sort est réservé à ce projet de loi. Peut-être nos législateurs, pleins d'une majestueuse indifférence, le laisseront-ils se couvrir dans leurs cartons d'une respectable couche de poussière, comme les projets semblables déjà présentés par cet honorable député au début des diverses législations précédentes en vue desquelles ses électeurs l'ont gratifié de leur mandat. En tout cas nous en dirons ce que M. Tournade (1) disait du projet de 1882 : « Cette solution est radicale, elle est « logique ; mais il est permis de se demander si elle est « utile. Qu'y a-t-il donc de choquant dans un titre de no- « blesse? Est-ce le souvenir qu'il rappelle? Nous n'y pou- « vons rien. Est-ce le mot en lui-même? Non plus, car il « se trouve dans une multitude de noms, comme Lecomte, « Marquis, etc., qui ne nous choquent aucunement. Ce ne « sont donc pas les désignations en elles-mêmes qui peu- « vent être bien vivement critiquées, ce sont les prétentions « parfois puériles de ceux qui les portent ; mais des va- « nités cruellement froissées vaudront-elles mieux que des « vanités triomphantes? »

---

669. — Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des principes de notre législation actuelle des titres de noblesse. Nous renvoyons au chapitre suivant l'examen de la sanction de ces principes, et des actions qui en découlent.

(1) *Du nom de famille...*, p. 171-172.

CHAPITRE VIII

SANCTION DES RÈGLES DU NOM

670. — Nous ne considérerions pas cette étude du nom français comme complète si nous n'examinions rapidement quelle sanction la loi a apportée aux règles dont l'exposé a fait l'objet des chapitres précédents; et c'est ce que nous nous efforcerons de faire dans celui-ci. Nous diviserons notre matière en deux parties principales. Dans la première, nous passerons en revue toutes les actions *privées* par lesquelles les particuliers lésés par des infractions aux règles du nom peuvent en obtenir la cessation et la réparation. Dans la seconde, nous verrons en quels cas l'action *publique* peut être déchaînée contre les délinquants, et quels en sont les résultats. Nous procéderons dans chacune de ces parties par voie d'énumération des infractions qui peuvent se produire, et nous verrons à propos de chacune d'elles à quelles actions elle donne lieu.

I. Actions privées.

1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics* (1).

671. — Précisons d'abord l'hypothèse. Une personne prétend que dans des actes publics son nom ou celui de ses proches a été altéré ou changé en tout ou en partie, et a le désir bien légitime de voir rétablir les choses en l'état où elles n'auraient pas dû cesser d'être. Elle obtiendra ce résultat par l'*action en rectification*, s'il s'agit d'actes de l'état civil; par une *rectification amiable ou judiciaire*, s'il s'agit d'actes notariés.

672. — Pour pouvoir intenter l'action en rectification d'actes de l'état civil et obtenir gain de cause, il faut prouver : 1° *l'intérêt qu'on a à agir;* 2° *l'erreur commise;* 3° *le droit au nom que l'on revendique à la place de celui que l'on dit erroné.*

673. — Seront considérés comme intéressés et pourront comme tels intenter l'action en rectification d'actes relatifs à une personne : 1° cette personne elle-même ; 2° son père ou à défaut sa mère ou son tuteur, si cette personne est un mineur (2); 3° ses descendants, même par les femmes et bien que dans ce cas ils portent un autre nom (3); 4° ses collatéraux, mais à condition que les juges apprécieront si en fait dans chaque espèce l'in-

(1) V. *supra*, nos 410 et suiv., p. 311 et suiv.
(2) V. Bastia, 5 août 1840, *D. R.*, vo *Actes de l'état civil*, no 460.
(3) V. Aix, 17 août 1808, *Sir.*, 1808, 2, 429.

térêt allégué est suffisant et bien fondé (1). Pour nous, nous croyons que les personnes de chacune des catégories ci-dessus ne devraient être admises à agir qu'à défaut de personnes de la catégorie précédente, à moins que les circonstances de fait n'autorisent le contraire. Il est reconnu qu'il n'est pas nécessaire, pour pouvoir intenter l'action, de justifier d'un intérêt estimable en argent, mais qu'il suffit de prouver que l'on y a un intérêt moral (2).

674. — Quant à la preuve négative que le nom inscrit dans les actes de l'état civil attaqués n'est pas celui qui devrait y être, elle résulte nécessairement de la preuve positive du droit du demandeur au nom différent qu'il revendique. Nous n'en parlerons pas davantage.

675. — La preuve du droit au nom revendiqué est la pierre d'achoppement de nombreuses actions en rectification d'actes de l'état civil. Cette preuve pourra se faire de deux façons : ou bien l'on prouvera que la personne dont il s'agit a une filiation différente de celle qui est indiquée dans ses actes de l'état civil et d'où il résulte qu'elle doit porter un nom autre que celui qui lui est attribué, ou bien on établira que, la filiation relatée étant exacte, les ascendants de la personne ont porté un autre nom que celui qu'on répudie, et que c'est à tort que ce dernier a été substitué au premier ; depuis l'Ordonnance d'Amboise, ce vice du changement est une présomption qu'on ne peut écarter qu'en produisant un acte régulier d'autorisation, sauf en ce qui regarde l'entrée

(1) V. Paris, 19 avril 1834, *Sir.*, 1834, 2, 297.

(2) V. Paris, 19 avril 1834, *Sir.*, 1834, 2, 297.

d'un nom de fief dans le nom patronymique (1). Dans le premier cas, la preuve se fera dans les conditions prescrites par les articles 319 à 342 du Code civil et que nous n'avons pas à examiner ici. Dans le second cas, elle pourra résulter de toute sorte d'éléments, actes de l'état civil, autres actes officiels, actes notariés, documents historiques, possession certaine et conforme au droit présentant une durée assez longue; les Tribunaux sont juges souverains là-dessus ; toutefois, l'opinion de la jurisprudence, fort plausible suivant nous, est que la preuve par excellence en cette matière se trouve dans les actes de l'état civil. Alors, à notre avis, et cela résulte du principe de l'immutabilité du nom, l'acte le plus ancien devra faire foi contre le plus récent, toutes choses égales d'ailleurs en ce qui regarde leur authenticité, à moins qu'il ne soit établi que le changement constaté a été fait avec l'autorisation nécessaire, ou qu'il ne s'agisse de l'entrée d'un nom de fief dans le nom patronymique.

676. — Le Tribunal compétent *ratione materiæ* est le Tribunal civil, et, *ratione loci*, le Tribunal dans le ressort duquel les actes ont été rédigés.

677. — L'instance est introduite par une requête adressée par le demandeur au Président du Tribunal. S'il y a plusieurs co-intéressés, le demandeur devra appeler les autres en cause (art. 99 Code civ.). Le Président du Tribunal nomme un juge rapporteur, qui lit son rapport à l'audience où l'affaire est fixée; les parties plaident s'il y a lieu, le ministère public donne ses conclusions et le

(1) V. *supra*, nos 313 et suiv., p. 250 et suiv., et nos 527 et suiv., p. 374 et suiv.

Tribunal prononce. Les parties ont deux mois pour en appeler devant la Cour du jugement rendu ; l'instance d'appel est introduite, instruite et jugée de la même façon que la première. (Art. 99 et suiv., Code civ. — Art. 855 et suiv., Code pr. civ.)

678. — Le jugement ordonne ou refuse la rectification demandée. Dans le premier cas, il est mentionné sur les registres de l'état civil en marge de l'acte rectifié, et transcrit à sa date sur les registres des actes de même nature. Les expéditions faites à l'avenir des actes rectifiés devront reproduire le texte primitif de ces actes suivi de la mention de la rectification telle qu'elle a été faite sur les registres (art. 101 Code civ. ; art. 857 Code pr. civ.). Dans le second cas les choses restent en l'état.

679. — La rectification d'actes notariés n'exige pas nécessairement l'intervention d'un jugement. Elle peut être faite à l'amiable, lorsque le notaire qui a passé les actes incriminés reconnaît le bien fondé de la réclamation qui lui est adressée. Il rédige alors un acte de notoriété constatant l'erreur commise dans le premier acte et rectifiant celui-ci. Il n'y a matière à procès que dans le cas où le notaire refuse ce qui lui est demandé. Le réclamant dirige alors son action contre le notaire lui-même, et l'instance est introduite, instruite et jugée suivant les règles ordinaires de la procédure.

2° *Usurpation civile du nom.*

680. — L'usurpation civile du nom est *le fait d'un individu qui prend sans droit, pour le porter dans les*

actes publics et officiels comme étant son véritable nom, le nom d'une personne existante.

Celle-ci pourra évidemment recourir aux Tribunaux pour obtenir d'eux la cessation d'une semblable atteinte portée à ses droits. Elle aura à cet effet une double action s'il en est résulté pour elle un préjudice estimable en argent.

Dans tous les cas, la personne dont le nom est usurpé dans les actes publics pourra s'adresser au Tribunal compétent pour en obtenir la rectification. Il est évident que la partie adverse, c'est-à-dire l'usurpateur du nom, devra être appelée régulièrement en cause.

681. — Une controverse s'est élevée sur la question de savoir si le Tribunal compétent devait être le Tribunal du domicile de l'usurpateur ou le Tribunal dans le ressort duquel avait été rédigé l'acte attaqué. L'opinion générale, à laquelle nous déclarons nous rallier, donne la compétence à ce dernier Tribunal. La compétence en fait d'actes de l'état civil, dit-on, est spéciale et par conséquent en dehors des règles de la matière; il est en effet tout naturel que le Tribunal appelé à statuer soit celui qui a les plus grandes facilités d'information, celui au greffe duquel est déposé un double des registres où sont les actes incriminés, c'est-à-dire celui dans le ressort duquel ces actes ont été passés. D'ailleurs les causes relatives à l'état civil sont d'ordre public, et la compétence à leur égard doit être établie d'une manière fixe, ce qui ne serait pas si les parties pouvaient la déplacer à leur gré en changeant de domicile (1).

(1) DURANTON, nº 342. — TOULLIER, § I, nº 341.

Cette controverse ne saurait avoir lieu lorsqu'il s'agit d'actes notariés. L'instance étant en effet dirigée contre le notaire, c'est au Tribunal du domicile de celui-ci que doit être portée la cause.

682. — L'instance est introduite, instruite et jugée en la forme requise pour les actions en rectification, s'il s'agit d'actes de l'état civil, en la forme ordinaire, s'il s'agit d'actes notariés (1).

683. — Pour obtenir gain de cause, le demandeur devra fournir : 1° *son intérêt* à agir ; 2° *l'absence de droit du défendeur* à porter le nom litigieux ; 3° *son propre droit* à le porter. Lorsque le demandeur a prouvé qu'il avait la *propriété* du nom en question, il a suivant nous prouvé par là même son intérêt à le défendre (2). Il faut de plus qu'il prouve l'absence de droit du défendeur, sans quoi il n'y aurait plus *usurpation de nom*, mais simple *homonymie* parfaitement légale.

684. — Le défendeur pourra, bien entendu, s'il croit en avoir le droit, opposer à son adversaire une demande reconventionnelle. Il y aura alors une double revendication du nom litigieux.

685. — En second lieu, la personne lésée par une usurpation de son nom pourra diriger contre l'usurpateur une action en dommages-intérêts basée sur l'article 1382 du Code civil. Elle devra alors prouver, en outre, que l'usur-

(1) V. *supra*, nos 671 et suiv., p. 463 et suiv.

(2) Il en serait de même pour le cas spécial de la femme défendant le nom de son mari en vertu de son droit particulier sur ce nom.

pation dont elle se plaint lui a causé un véritable dommage, et établir à combien peut être estimé ce dommage. Il va sans dire que les juges décideront souverainement sur ces deux points.

686. — Il ne pourrait, à notre avis, y avoir lieu qu'à cette dernière action si le nom usurpé ne l'avait pas été dans des actes publics, mais seulement dans le langage ordinaire de la vie courante, ou si le nom usurpé n'était pour le plaignant qu'un pseudonyme ou un vulgaire sobriquet. Ces sortes d'appellations sont en effet en dehors de la réglementation du nom, sauf les cas spéciaux relatifs au pseudonyme littéraire ou commercial, et ne sauraient donner lieu qu'à l'action de l'article 1382 du Code civil lorsqu'il en est résulté un préjudice. Ces faits pourraient aussi être considérés comme des injures, ou constituer un délit d'escroquerie, de diffamation, etc.; mais alors il y a là autant de faits d'un ordre tout différent et qui sortent du cadre de cette étude. Nous n'aurons donc point à nous en occuper.

3° *Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme par un tiers, ou de l'usage qui en est fait dans une œuvre littéraire.*

687. — Il ne s'agit ici que du cas où un individu a pris pour s'en servir comme pseudonyme artistique ou littéraire, ou comme nom de commerce, le nom civil d'une personne existante; car dans tout autre cas ce pseudonyme ne serait qu'un sobriquet, et le port d'une semblable dénomination ne peut, ainsi que nous venons de le dire, donner lieu à aucune action, lorsqu'aucune circonstance extrinsèque ne vient le compliquer d'un autre fait.

688. — Cette atteinte au nom civil ne saurait donner lieu à une action en rectification d'actes de l'état civil, puisque le nom civil seul peut être inséré dans ces actes, ni, pour la même raison, à une rectificatiou d'actes publics quelconques. La personne lésée ne pourra donc agir qu'en vertu de l'article 1382 du Code civil, et elle devra à cet effet établir qu'elle a subi un préjudice du fait dont elle se plaint. Mais il lui suffira, suivant nous, de prouver qu'elle en a ressenti un préjudice moral pour obtenir des Tribunaux l'interdiction faite au défendeur de porter à l'avenir le pseudonyme en question. Tel sera le cas, par exemple, de celui qui ayant démontré qu'il a réellement la propriété du nom dont il s'agit, établit en même temps que ce nom risque d'être déconsidéré, ridiculisé, déshonoré, par l'usage qui en est fait, soit par celui qui le prend pour en couvrir le sien propre, soit par l'auteur qui en affuble un personnage de ses œuvres littéraires. Si à ce préjudice moral il vient s'ajouter un dommage matériel, la personne lésée pourra en outre en demander la réparation pécuniaire (1).

689. — Le Tribunal compétent sera, comme pour la plupart des actions fondées sur l'article 1382 du Code civil, le tribunal civil du domicile du défendeur, et l'instance sera introduite, instruite et jugée conformément aux règles ordinaires de la procédure.

4° Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial. (2)

690. — Cette usurpation particulière réside dans le fait d'un individu exerçant un commerce ou une industrie

(1) V *supra*, nos 423 et suiv., p. 317 et suiv.

(2) V. *supra*, nos 556 et suiv., p. 394 et suiv.

qui, pour nuire à un autre, exerçant le même commerce ou la même industrie, profite d'une similitude de noms ou s'approprie le même pseudonyme pour lui faire une concurrence déloyale, ou usurpe son nom pour l'apposer sur ses propres produits, ou enfin usurpe son nom devenu marque de commerce ou de fabrique par suite de l'accomplissement des formalités requises. Il y a donc en cette matière trois hypothèses bien distinctes : 1° *Fait de concurrence déloyale* ; 2° *Délit d'usurpation de* NOM *de commerce ou de fabrique* ; 3° *Délit d'usurpation de* MARQUE *de commerce ou de fabrique*. Nous allons examiner séparément chacune de ces trois hypothèses.

691. — A. — *Faits de concurrence déloyale.* — Nous ne reviendrons pas sur l'examen des faits que l'on peut qualifier ainsi. Nous dirons seulement que, n'étant l'objet d'aucune sanction particulière, ils tombent sous le coup de l'article 1382 du Code civil.

La partie lésée devra donc poursuivre le délinquant en vue d'obtenir du Tribunal compétent l'interdiction pour l'avenir des faits dommageables, et, pour le passé, la réparation pécuniaire des préjudices déjà causés.

692. — On peut se demander quel sera le Tribunal compétent pour connaître de l'action en concurrence déloyale. Sera-ce le Tribunal civil, malgré la qualité de commerçants des deux parties? Ou bien, au contraire, sera-ce le Tribunal de commerce, à raison même de cette qualité?

Certains auteurs (1) adoptent la première solution, se fondant sur ce que l'article 631 du Code de commerce est

(1) V. entre autres BLANC, *Traité de la Contrefaçon*, p. 742.

muet sur ce point, et sur ce que la loi du 23 juin 1857 donne aux Tribunaux ordinaires le pouvoir de connaître de certaines actions relatives à la contrefaçon des marques emblématiques.

Cela nous paraît mal raisonné. La loi du 23 juin 1857 n'a en effet rien à voir en la matière. Quant à l'article 631 du Code de commerce, il donne aux Tribunaux de commerce toute compétence à l'effet de connaître des contestations relatives aux engagements entre commerçants, sans distinguer entre les causes de ces engagements. Or, en l'espèce, il y a certainement un engagement résultant d'un délit ou d'un quasi-délit. C'est donc aux Tribunaux de commerce qu'il appartiendra de statuer sur l'action en concurrence déloyale (1).

693. — B. — *Délit d'usurpation de nom de commerce ou de fabrique.* — Ce délit est prévu et puni par la loi du 28 juillet 1824, qui le frappe des peines édictées en l'article 423 du Code pénal.

Pour que cette loi puisse s'appliquer, il faut la réunion des trois conditions suivantes : 1° *absence de droit du délinquant à porter le nom en question ; 2° usurpation d'un nom de commerce ou d'une raison commerciale ; 3° apposition du nom usurpé sur des produits fabriqués, ou vente de ces produits sous le nom usurpé.* Si l'une ou l'autre de ces trois conditions vient à faire défaut, il n'y a plus *délit d'usurpation de nom commercial*, mais simple *fait de concurrence déloyale.*

694. — Ce délit, ainsi caractérisé, peut donner lieu à une poursuite correctionnelle et à une action à fin de

(1) V. Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 108. — Deshayes de Merville, *Du nom commercial*, p. 167.

réparations civiles, qui peuvent être portées devant la même juridiction ou intentées séparément. La première de ces actions est évidemment de la compétence du Tribunal correctionnel du lieu où le délit aura été commis. Elle pourra être intentée par le négociant ou fabricant lésé et par le consommateur dupé, suivant la forme ordinaire, c'est-à-dire par voie d'assignation à comparaître devant le Tribunal correctionnel. De quelque façon qu'elle ait été intentée, l'industriel dont le nom a été usurpé pourra se porter partie civile, afin d'obtenir des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé. Elle aura pour résultats : 1° un emprisonnement de trois mois à un an; 2° une amende de 50 francs à un quart des restitutions et dommages-intérêts accordés; 3° la confiscation, au profit de l'Etat, des objets du délit, mais de ceux seulement portant le nom usurpé, s'ils peuvent être séparés du produit lui-même; 4° l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux, aux frais du condamné; mais ceci est laissé à la souveraine appréciation du Tribunal.

695. — Quant à l'action en dommages-intérêts, si elle est intentée séparément de l'action pénale, elle sera de la compétence du Tribunal de commerce du domicile du défendeur. Elle pourra être intentée par toute personne à qui le délit aura porté préjudice, c'est-à-dire soit par le fabricant ou le commerçant dont le nom aura été usurpé, soit par le consommateur trompé.

696. — C. — *Délit d'usurpation de marque nominale de commerce ou de fabrique.* — Ce délit est prévu et puni par la loi du 23 juin 1857 sur les marques de commerce ou de fabrique. Les marques étant en dehors du cadre de cette étude, nous nous bornerons à indiquer

sommairement les caractères constitutifs de ce délit et les actions auxquelles il peut donner lieu.

697. — Le délit est constitué par le concours des circonstances suivantes : 1° *nom commercial sous une forme distinctive, assimilé aux marques de commerce ou de fabrique par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi*, c'est-à-dire par le dépôt, renouvelé tous les quinze ans, de deux exemplaires de la marque nominale en question, au greffe du Tribunal de commerce; 2° *contrefaçon, usurpation ou imitation* de cette marque, ou *usage frauduleux* de la marque usurpée, contrefaite ou imitée, ou *mise en vente de produits portant ces marques*.

698. — Il peut donner lieu à trois actions : 1° une action *civile* en *revendication* de la marque contestée, de la compétence des Tribunaux civils; 2° une action en dommages-intérêts, fondée sur le préjudice causé et de la compétence des Tribunaux de commerce; 3° une action pénale de la compétence des Tribunaux correctionnels. Ces actions ne peuvent être intentées que par le propriétaire de la marque usurpée et non par le consommateur trompé.

5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique.*

699. — Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit des différentes manières dont ces atteintes ont été portées ni de leurs caractères constitutifs (1). Nous nous bornerons

(1) V. *supra*, nos 580 et suiv., p. 409 et suiv.

à rappeler qu'elles peuvent se ramener toutes à l'un des types suivants : 1° *plagiat*, ou fait d'un auteur de s'approprier et de signer de son nom tout ou partie des œuvres d'un autre ; 2° *usurpation*, ou fait d'un auteur qui signe ses œuvres du nom d'un autre, ou d'un artiste qui se produit au public sous le nom d'un autre ; 2° *contrefaçon*, ou fait d'éditer ou graver une œuvre artistique au mépris des droits de l'auteur.

700. — Les deux premiers faits sont sans doute entachés d'une grande indélicatesse, mais ils ne sont réprimés par aucun texte spécial. Ils tomberont seulement sous le coup de l'article 1382 du Code civil. Nous avons dit déjà les motifs qui nous faisaient rejeter l'idée de propriété du pseudonyme séparée de la propriété de l'œuvre à laquelle il est attaché comme signature. C'est donc dans l'article 1382 seul que l'auteur trouvera dans ce cas les moyens de protéger son nom. Il pourra, en se fondant sur ce texte, obtenir pour l'avenir l'interdiction de l'usage abusif qui a été fait de son nom, ou la réintégration de celui-ci sur l'œuvre d'où il avait été enlevé, le cas échéant, et pour le passé, la réparation pécuniaire du préjudice causé, s'il y a lieu.

701. — Quant à la *contrefaçon* littéraire ou artistique, elle constitue un délit prévu et puni par les articles 425 à 429 du Code pénal. Elle donnera donc lieu à une action à fin de réparations civiles et à une poursuite correctionnelle, lesquelles pourront être et seront le plus souvent cumulées. Dans ce cas, le Tribunal compétent sera le Tribunal correctionnel. Les juges auront à apprécier souverainement le fait incriminé, car il n'y a pas entre le simple délit civil de l'article 1382 et le délit de contre-

façon littéraire ou artistique une ligne de démarcation nettement tranchée. L'action aboutira : 1° à une *amende* de 100 francs à 2000 francs, ou de 25 francs à 500 francs, ou de 50 francs à 500 francs, suivant le cas; 2° à la *confiscation*, au profit de l'auteur lésé et à valoir sur les dommages-intérêts, des objets contrefaits et des planches, moules, matrices, etc., qui ont servi à la chose; 3° à des *dommages-intérêts* en réparation du préjudice causé.

702.— Si l'action en dommages-intérêts, au lieu d'être exercée par l'auteur lésé se portant partie civile à l'instance correctionnelle, est intentée par lui séparément, elle sera de la compétence des Tribunaux civils.

6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé.*

703. — Dans le cas où une personne serait lésée dans ses droits sur son propre nom, par le fait d'un changement de nom régulièrement effectué par un tiers en vertu d'une autorisation gouvernementale en bonne et due forme, elle sera reçue à former opposition au décret qui accorde cette autorisation. Nous avons déjà examiné tout au long cette question, nous y renvoyons donc sans y revenir (1).

7° *Usurpation ou omission d'un titre de noblesse.*

704. — Ainsi que nous l'avons déjà fait observer (2), un particulier serait mal venu à se plaindre de ce qu'un

(1) V. *supra*, n°s 510 et suiv., p. 363 et suiv.

(2) V. *supra*, n° 619, p. 435.

autre a usurpé un titre de noblesse de même nature que celui qu'il a lui-même le droit de porter. Ce dont une personne a la propriété, c'est le titre *uni à son nom*, et non le titre considéré isolément et par conséquent indéterminé. Mais en même temps, la personne qui a un titre a le droit d'en exiger l'insertion à côté de son nom dans les actes publics ; si ceux-ci ne le portent pas, elle pourra agir en vue de porter remède à cette irrégularité. L'anobli peut donc se plaindre de deux choses : 1° l'*omission* de son titre dans les actes le concernant ; 2° l'*usurpation* de ce titre par un tiers.

705. — La personne ainsi lésée adressera un recours aux Tribunaux ordinaires de la façon que nous avons indiquée plus haut à propos de l'omission ou de l'usurpation du nom civil simple (1). Mais ici, il faut observer que le décret des 8-12 janvier 1859, établit en notre matière une compétence spéciale, celle du Conseil du sceau des titres, relative à toute demande en *collation*, *confirmation*, *reconnaissance ou vérification* de titres.

706. — Il s'est élevé une controverse dans la jurisprudence, sur le point de savoir quelle était la ligne de démarcation qui sépare les deux compétences. Un premier système donne aux Tribunaux ordinaires le pouvoir de connaître de toutes les questions de droit relatives aux titres déjà conférés en fait (2). Un second système sépare radicalement le titre du nom, et donne au Conseil du sceau des titres, dont les avis, revêtus par le souverain « de la

(1) V. *supra*, n^os^ 671 et suiv., p. 463 et suiv.

(2) V. Colmar, 15 mai 1860, *D. P.*, 1860, 2, 142. — Agen, 28 décembre 1857, *D. P.*, 1859, 2, 89, et 26 juin 1860, *D. P.*, 1860, 2, 140. — Metz, 31 juillet 1860, *D. P.*, 1860, 2, 137.

« forme exécutoire », ont « la même autorité que les juge-
« ments de Tribunaux, » la compétence pour connaître de toutes les contestations relatives aux titres (1). Un troisième système attribue aux Tribunaux ordinaires la compétence pour toute action en revendication de la propriété d'un titre, lorsqu'on se base sur un acte régulier de collation de ce titre, et renvoie au Conseil du sceau pour tout autre cas (2). Enfin un quatrième système donne aux Tribunaux ordinaires la compétence générale toutes les fois que le droit au titre ne donne lieu à aucune contestation, et ne renvoie au Conseil du sceau que pour juger des questions de transmission ou de dévolution du titre (3).

707. — Pour nous, nous écartons le premier système, comme ne tenant nul compte des dispositions du décret des 8-12 janvier 1859, le second, comme contraire au principe que les Tribunaux ordinaires sont seuls compétents en matière de rectification d'actes et de revendication de propriété et se basant sur une séparation trop absolue du nom et du titre, et le quatrième comme fondé sur une distinction trop arbitraire et que rien ne justifie. Nous nous rangeons à l'avis de la cour de Cassation, c'est-à-dire au troisième système, qui concilie les deux principes, et tient compte à la fois et des règles du droit commun et des règles particulières du décret des 8-12 janvier 1859. En d'autres termes, les Tribunaux ordinaires seront compétents pour appliquer les conséquences du droit au titre

(1) V. Agen, 28 août 1860, *D. P.*, 1862, 2, 19. — Nîmes, 9 août 1860 et 6 mai 1861, *D. P.*, 1862, 2, 19.

(2) V. Cass., 1er juin 1863, *D. P.*, 1863, 1, 216.

(3) V. Rouen, 18 mars 1861, *D. P.*, 1862, 2, 18.

supposé incontestablement prouvé, ce qui a lieu si l'on en produit l'acte de collation ou de confirmation, et le Conseil du sceau des titres pourra seul connaître des questions de *preuve* de la propriété des titres. En conséquence, un citoyen qui revendique un titre contesté devra former une demande en confirmation de titre, et l'adresser au Ministre de la justice, dans la forme ordinaire des actes de juridiction gracieuse. Le Conseil du sceau des titres, aujourd'hui le Conseil d'administration du Ministère de la justice, examinera cette demande et les pièces à l'appui et donnera son avis sur le bien fondé du droit allégué, et le Ministre soumettra au Président de la République un décret statuant sur la question, c'est-à-dire confirmant ou infirmant le droit invoqué. Après quoi, la personne munie de son acte de confirmation de titre reviendra devant les Tribunaux de droit commun et leur demandera d'en faire l'application qu'elle réclame.

II. Action publique.

1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics.*

708. — Nous avons vu que cette hypothèse donnait lieu à l'action privée en rectification d'actes de l'état civil, ou à la rectification des actes notariés, suivant le cas (1). La question qui se pose ici est celle de savoir si le ministère public peut intenter d'office cette action en rectification des actes erronés.

(1) V. *supra*, nos 671 et suiv.. p. 463 et suiv.

709. — Nous avons déjà plusieurs fois déclaré admettre la solution négative. Cette solution nous semble fondée, en droit, sur l'article 99 du Code civil, qui dit simplement que le ministère public donne ses conclusions sur toute demande en rectification d'actes de ce genre; du moment que le législateur s'occupe de tracer le rôle du ministère public dans ce genre d'affaires, il n'eût pas manqué, s'il eût voulu qu'il pût agir d'office, de le dire expressément. Le législateur n'ayant rien fait de semblable, n'a donc pas entendu donner d'autres pouvoirs au Ministère public. De même, les articles 855 à 858 du Code de procédure civile, relatifs à la procédure des actions en question, ne prévoient que le cas où elles sont poursuivies par des particuliers. Enfin, le décret de 18 juin 1811 vient encore corroborer notre opinion, en donnant au ministère public le droit de demander d'office la rectification d'actes de l'état civil dans deux cas, savoir : 1° pour en faire retrancher des mentions contraires à l'ordre public, par exemple celle d'une filiation adultérine ou incestueuse; 2° pour faire rectifier des actes concernant des personnes trop pauvres pour supporter les frais de l'action nécessaire. Ce décret aurait été parfaitement inutile si le ministère public pouvait toujours agir d'office et dans tous les cas.

Nous dirons donc que, dans notre hypothèse, il n'y a point d'action publique. C'est du reste là l'opinion la plus généralement admise.

710. — On pourrait toutefois objecter que la loi du 6 fructidor an II, après avoir posé, ou plutôt rétabli le principe de l'immutabilité du nom tel qu'il est relaté par l'acte de naissance, sanctionne ce principe par de sévères pénalités, et que, le Ministère public pouvant exercer d'office toutes les poursuites pénales pour lesquelles la

loi ne contient pas d'exception formelle à cetterègle, il aura le droit d'exercer l'action publique contre ceux dont le nom est relaté dans leurs actes de l'état civil postérieurs autrement que dans leur acte de naissance; ce qui emportera pour lui le droit de conclure à la rectification de ces actes.

711. — Nous répondrons à cette objection qu'elle n'ouvre l'action publique que pour le cas spécial où un individu n'est pas désigné dans tous les actes de son état civil sous le même nom que dans son acte de naissance, et non pour le cas où cet acte de naissance serait lui-même erroné. Ensuite, la loi du 6 fructidor an II est-elle bien encore en vigueur, au moins en ce qui concerne ses dispositions répressives? Il est hors de doute, en effet, que la loi du 11 germinal an XI a laissé vivant le principe rétabli par elle de l'immutabilité du nom, et que, sauf rectification après preuve contraire, l'acte de naissance fait foi de ce nom pour chaque personne. Il est également hors de doute que la loi du 11 germinal an XI n'a pas abrogé les dispositions pénales de la loi du 6 fructidor an II, car les décrets des 20 juillet 1808, 18 août 1811, et 12 janvier 1813, imposant le système de nom français à certains nouveaux sujets de l'Empire décident que les contrevenants « seront punis conformément aux lois », et il n'y avait alors pas d'autre loi pénale, en matière de nom, que la loi du 6 fructidor an II (1).

Mais il nous paraît non moins hors de doute que les

(1) *Contra*, Lyon, 30 août 1827, *Sir.*, 1827, 2,412. Cet arrêt considère la loi du 6 fructidor an II comme faite contre les émigrés et tombée en désuétude avec le reste de la législation répressive de l'émigration. Nous repoussons cette doctrine comme non juridique.

dispositions répressives de cette loi ont été, ainsi que le fait très justement remarquer M. Tournade (1), implicitement abrogées par la loi du 28 mai 1858. La loi du 6 fructidor an II, en effet, ordonne contre ceux qui porteront un autre nom que celui exprimé dans leur acte de naissance la peine très grande de six mois d'emprisonnement et d'une amende égale au quart de leur revenu, et, de plus, la dégradation civique en cas de récidive. La loi du 28 mai 1858, au contraire, ajoute à l'article 259 du Code pénal un paragraphe relatif au cas où ce délit se complique de la circonstance aggravante d'une usurpation de distinction honorifique, et qui punit le délinquant d'une simple amende de 500 à 10,000 francs. Il est probable que le législateur de 1858 n'avait pas une connaissance bien approfondie de la législation antérieure sur la matière ; en tout cas, en établissant contre le délit aggravé une peine moins forte que celle portée par une loi antérieure contre le délit simple, il a virtuellement abrogé cette loi antérieure.

Donc, ainsi que nous l'avons dit, il n'y a en cas d'erreur sur le nom dans les actes de l'état civil aucune action publique.

2° Usurpation civile du nom,
et
3° Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme ou de l'usage qui en est fait dans une œuvre littéraire.

712. — Dans ces deux hypothèses nous sommes en matière de droit purement civil. Les actions qui appar-

(1) *Du nom de famille*, p. 80 et suiv.

tiennent à la partie lésée sont l'action en rectification d'actes de l'état civil ou l'action de l'article 1382 du Code civil. Le Ministère public ne peut donc intervenir que pour donner ses conclusions à l'audience, et ne peut agir d'office. Il n'y a donc pas lieu à action publique. Toutefois lorsque l'usurpateur du nom en a signé des pièces authentiques, la jurisprudence lui applique les peines du *faux* (1). Mais alors il y a une infraction d'une tout autre nature, dont nous n'avons point à nous occuper ici.

4° Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial (2).

713. — Nous avons vu que cette usurpation de nom pouvait se présenter sous trois aspects différents, savoir : 1° *Fait de concurrence déloyale ;* 2° *Délit d'usurpation de nom de commerce* prévu et puni par la loi du 28 juillet 1824 ; 3° *Délit d'usurpation ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce* prévu et puni par la loi du 23 juin 1857.

714. — Dans le premier cas l'action qui appartient à la partie lésée est tiré de l'article 1382 du Code civil; il ne saurait donc y avoir lieu d'exercer l'action publique, celui qui a souffert d'un préjudice étant le seul juge de la question de savoir s'il doit ou non demander réparation, lorsque le fait dont il a souffert n'est pas une infraction prévue et punie par le droit pénal.

715. — Dans les deux autres cas, au contraire, le fait incriminé est qualifié *délit* par des textes formels et donne

(1) Cass., 12 avril 1855, *D. P.*, 1855, 1, 175.
(2) V. *supra*, n^os^ 690 et suiv., p. 470 et suiv.

lieu à une poursuite correctionnelle. La personne lésée pourra l'intenter elle-même en assignant l'auteur du délit devant le Tribunal correctionnel et en se portant partie civile ; alors l'action publique est nécessairement mise en jeu. Ou bien au contraire elle pourra se contenter de déposer au Parquet une plainte ou une dénonciation, à laquelle le Procureur de la République pourra donner les suites qu'il voudra. Le parquet pourra exercer cette poursuite, de quelque façon qu'il ait été informé des faits délictueux. Il est en effet de règle générale que le Ministère public peut intenter d'office toute action répressive d'un fait qualifié crime, délit ou contravention, à moins que la loi n'y ait apporté une dérogation formelle, comme dans le cas d'adultère, par exemple. Or tel n'est point ici le cas.

716. — L'action publique aboutira, en supposant la culpabilité de l'inculpé dûment reconnue, dans l'hypothèse prévue par la loi du 28 juillet 1824, à une condamnation aux peines édictées par l'article 423 du Code de procédure, c'est-à-dire : 1° un *emprisonnement* de trois mois à un an; 2° une *amende* de 50 francs à un maximum fixé au quart des restitutions ou dommages-intérêts accordés ; 3° la *confiscation* au profit de l'Etat de l'objet du délit ; 4° l'*affichage* et l'*insertion* du jugement dans les journaux, suivant ce que le Tribunal ordonnera, et *s'il* l'ordonne.

717. — Les peines édictées par la loi du 23 juin 1857 présentent trois échelons. Ce sont : 1° une *amende* de 50 francs à 3,000 francs et un *emprisonnement* de trois mois à trois ans, ou l'une des deux peines seulement, en cas de *contrefaçon* ou d'*usurpation* de marque, et de *vente* ou de *mise en vente* des produits sur lesquels cette marque a été apposée ; 2° une *amende* de 50 francs à

2,000 francs et un *emprisonnement* de un mois à un an, ou l'une des deux peines seulement, en cas d'*imitation* frauduleuse de la marque d'autrui, ou d'*usage d'indications propres à tromper* le public, ou de *vente* ou de *mise en vente* de produits portant ces marques ou indications ; 3° une *amende* de 50 francs à 1,000 francs et un *emprisonnement* de quinze jours à six mois, ou l'une des deux peines seulement, en cas d'infraction aux règles sur les marques obligatoires. Ces peines ne peuvent être cumulées, mais peuvent être élevées au double en cas de récidive.

5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique*(1).

718. — Ces faits peuvent, ainsi que nous l'avons vu, être ramenés à trois sortes de types, savoir : 1° le *plagiat ;* 2° l'*usurpation* du nom ou pseudonyme littéraire ou artistique ; 3° le délit de *contrefaçou* littéraire ou artistique prévu et puni par les articles 425 à 429 du Code pénal.

719. — Dans les deux premiers cas, il n'y a lieu pour la personne lésée qu'à l'action de l'article 1382 du Code civil, que le Ministère public ne peut intenter d'office. Il n'y a donc point d'action publique.

Ce n'est que dans le troisième cas que le Ministère public pourra poursuivre d'office le délinquant devant le Tribunal correctionnel, de quelque façon que les faits délictueux aient été portés à sa connaissance, conformément aux principes que nous venons d'exposer sous la rubrique précédente.

(1) V. *supra*, nos 699 et suiv., p. 474 et suiv.

720. — L'action aboutira, en cas de condamnation, aux peines suivantes : 1° *amende* de 100 à 2,000 francs pour le contrefacteur d'œuvres littéraires ou artistiques ou l'introducteur en France des œuvres contrefaites, de 25 francs à 500 francs pour le débitant des œuvres contrefaites, de 50 francs à 100 francs pour l'entrepreneur de spectacles qui aura représenté une œuvre littéraire en violation des droits de l'auteur ; 2° *confiscation* dans tous les cas au profit de l'auteur et à valoir sur les dommages-intérêts, des exemplaires de l'œuvre contrefaite, et des planches, moules, matrices, etc., qui ont servi à la perpétration du délit.

6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé* (1).

721. — Il nous paraît de toute évidence qu'il n'y a ici aucun lieu d'exercer l'action publique. Les personnes intéressées sont les seuls juges de la question de savoir s'il y a lieu pour elles de former opposition au décret autorisant le changement de nom. Le Ministère public n'a donc nullement à intervenir.

7° *Omission ou usurpation de titres de noblesse.*

722. — L'omission d'un titre de noblesse dans les actes de l'état civil de celui qui a le droit de le porter donne lieu, ainsi que nous l'avons vu, à une action en rectification de ces actes. Nous avons dit également, et nous

(1) V. *supra*, n° 703, p. 476.

croyons avoir démontré que le Ministère public ne peut intenter d'office une action de ce genre. Il n'y a donc point en ce cas d'action publique.

723. — Mais l'usurpation de titres de noblesse est un délit prévu et puni par l'article 259 du Code pénal, modifié par la loi du 28 mai 1858, et dont le deuxième alinéa est ainsi conçu :

« Sera puni d'une amende de cinq cents à dix mille « francs, quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une « distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, « changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les « actes de l'état civil. »

Les caractères de ce délit seront donc : 1° l'*absence de droit* à porter le titre ou le nom d'apparence nobiliaire usurpés ; 2° le *fait* d'usurper un titre ou un nom d'apparence nobiliaire ; 3° l'*intention* de s'attribuer une distinction honorifique ; 4° la *publicité* du fait de l'usurpation.

Il en résulte que si l'inculpé justifie du droit qu'il a de porter le titre ou le nom qu'on lui conteste, l'instance sera immédiatement arrêtée et il sera acquitté. Si au contraire il ne fait qu'exciper de sa bonne foi, le Tribunal aura à apprécier dans quelle mesure cette bonne foi atténue sa culpabilité ou l'excuse, et à prononcer son jugement en conséquence (1).

724. — L'usurpation ne devra pas avoir nécessairement pour objet un titre de noblesse. Elle tombe également sous le coup de l'article 259 du Code pénal, si elle ne porte que sur un nom, lorsque l'intention de s'attribuer une

(1) V. LÉVESQUE, *Du droit nobiliaire français*, ch. VI, n° 141, p. 467 — TOURNADE, *Du nom de famille*, p. 170.

distinction honorifique l'a dictée; c'est ainsi que l'usurpation d'une des particules *de*, *du*, etc., rendra son auteur passible des peines édictées par notre texte, bien qu'en réalité ces particules n'aient rien de nobiliaire ni d'honorifique, mais parce que la plupart du temps elles n'auront été prises que pour obéir au préjugé stupide que nous avons signalé et combattu. C'est du reste bien évidemment à elles que fait allusion ce passage relatif aux changement, altération ou modification du nom.

725. — L'intention coupable est laissée à la souveraine appréciation du Tribunal. Ce sera là la tâche la plus délicate des juges appelés à statuer. On a critiqué cette conséquence. Mais, ainsi que le fait très justement remarquer M. Tournade (1), tout le droit pénal français est fondé sur une appréciation semblable de la conscience humaine, et en saine logique il ne peut en être autrement. Cette intention sera évidente en cas d'usurpation d'un titre. Elle sera très fortement présumable à notre avis en cas d'usurpation d'une particule.

726. — Le caractère de publicité qui doit accompagner le fait de l'usurpation sera un autre point variable à l'infini suivant les espèces et par conséquent livré à l'entière et libre appréciation des juges. Il sera évident à nos yeux en cas d'usurpation dans des actes notariés, à plus forte raison dans des actes de l'état civil.

727. — La poursuite du délit en question ne pourra être exercée que par le ministère public. Si le titre ou le nom usurpé appartiennent légalement à des tiers, ceux-ci pour-

(1) *Du nom de famille*, p. 170 et suiv.

ront à leur choix, intenter contre l'usurpateur une des actions privées que nous avons déjà étudiées, soit une action en rectification d'actes, soit une action tirée de l'article 1382, ou porter plainte au Parquet. Mais le Procureur de la République, dans ce dernier cas, sera le seul juge de l'opportunité qu'il y a à donner suite à cette plainte.

728. — L'action publique devra être engagée devant le Tribunal correctionnel du lieu où le délit aura été commis. Ce Tribunal sera compétent pour apprécier toutes les questions qui se présenteront relativement à l'affaire. Toutefois, si l'inculpé prétend avoir agi dans le plein exercice de ses droits, nous appliquerons ici la doctrine que nous avons adoptée à la suite de la Cour de cassation (1), et nous dirons que si ce droit n'est pas prouvé par la production de l'acte de collation du titre ou de l'état civil constatant que le nom prétendu usurpé est bien le nom légal de l'inculpé, le Tribunal devra dans ce dernier cas surseoir à statuer pour permettre à l'inculpé d'obtenir la vérification et la confirmation de son droit devant le Conseil d'administration du Ministère de la justice remplaçant le Conseil du sceau des titres ; dans le premier cas, tout fait de culpabilité étant écarté, l'inculpé devra être acquitté, et il pourra à son tour demander s'il y a lieu, au Tribunal civil compétent, la rectification des actes de l'état civil erronés qui auront fait croire à l'inexexistence de son droit.

729. — En cas de condamnation, il y aura lieu d'appliquer, outre la peine principale édictée par le texte que nous avons reproduit, les dispositions contenues dans

(1) V. *supra*, nos 706-707, p. 477 et suiv.

les alinéas suivants de l'art. 259, lesquels sont ainsi conçus :

« Le Tribunal ordonnera la mention du jugement en « marge des actes authentiques ou des actes de l'état « civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou « le nom altéré.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, le « Tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par « extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera.

« Le tout aux frais du condamné. »

APPENDICE.

1°. — *Quelle est la situation des étrangers en France au triple point de vue de la soumission aux règles du nom, de la protection de leurs droits, et de la répression des infractions par eux commises ?*

730. — A. — *Soumission des étrangers aux règles du nom.* — Les règles du nom étant essentiellement de celles qui rentrent dans le statut personnel, ne sont par là même imposées qu'aux Français. Les étrangers resteront donc sous ce rapport entièrement placés sous l'empire de leur loi nationale, en ce qui concerne l'acquisition, la transmission et la propriété de leurs noms. Nous en excepterons le principe de la fixité du nom, qui est d'ordre public (1). Mais le changement de nom est permis sous certaines conditions de forme ; ces formes ne seront

(1) V. *supra*, n° 431, p. 325.

pas applicables aux étrangers, car le décret d'autorisation de changement de nom est un acte de juridiction gracieuse pour lequel les étrangers sont hors de la compétence du gouvernement. Ils ne pourront donc changer de nom que de la façon et dans la limite prévue par leur loi nationale, si celle-ci admet aussi le principe de la fixité du nom, sinon, ils ne pourront pas en changer en France.

731. — B. — *Protection des droits des étrangers.* — Les étrangers pourront-ils intenter en France les actions accordées par notre droit aux particuliers pour empêcher ou réparer les atteintes portées à leur nom ? La solution affirmative ne saurait faire aucun doute en ce qui concerne les actions civiles générales comme l'action en rectification d'actes ou l'action de l'article 1382. Pour les actions protectrices du nom commercial, tirées de la loi du 28 juillet 1824, une controverse s'était élevée autrefois dans la jurisprudence. Un premier système, admis aussi par nombre d'auteurs (1), accordait au nom de commerce de l'étranger la protection de cette loi (2). Un second système y voyait un droit purement *civil*, introduit par la loi en faveur de notre industrie nationale *seule*, et en refusait le bénéfice aux étrangers (3). Aujourd'hui, la loi du 26 novembre 1873 a mis fin à la discussion ; l'article 9 de cette loi accorde en effet aux étrangers le bénéfice de toutes les lois sur le nom commercial et les marques, sous la condition de la réciprocité diplomatique ou

(1) V. POUILLET, *Marques*, n° 451. — DEMOLAMBE, t. I, n° 246 *bis*. — LAURENT, *Droit civil international*, t. III, p. 620 et suiv.

(2) V. Paris, 30 novembre 1840, *Sir.*, 1841, 2, 85. — Paris, 3 juin 1843, *Sir.*, 1843, 2, 334. — Rouen, 8 juin 1845, *Sir.*, 1845, 2, 354.

(3) V. Cass. ch. réun., 11 juillet 1848, *D. P.*, 1848, 1, 140.

législative. La loi du 23 juin 1857, articles 5 et 6, déclarait déjà du reste protéger la marque de fabrique ou de commerce des étrangers ayant leur établissement en France, sans condition, et, dans le cas contraire, sous la condition de la réciprocité diplomatique. Quant à la protection des droits de propriété littéraire ou artistique, Français et étrangers sont traités également par notre législation ; le décret des 28-31 mars 1852 est venu dissiper tous les doutes à cet égard, au moins quant au principe lui-même.

732.— C.— *Répression des infractions commises par les étrangers.* — Il est hors de doute que lorsque des étrangers commettent une des infractions aux règles du nom que nous avons étudiées, ils en doivent réparation aux personnes qu'ils auront ainsi lésées, que celles-ci soient elles-mêmes françaises ou étrangères, et que l'action dirigée contre eux soit une action privée ou l'action publique. C'est ainsi que le Ministère public pourra poursuivre devant les Tribunaux correctionnels français l'étranger qui se sera rendu coupable d'un des délits prévus et punis par les lois du 28 juillet 1824 et du 23 juin 1857, et par les articles 425 à 429 du Code pénal. Quant aux dispositions ajoutées à l'article 259 de ce même Code par la loi du 28 mai 1858, on décide que, bien qu'elles aient le caractère de loi de police, elles ne s'appliquent pas aux étrangers, parce qu'elles ont pour but de protéger contre toute usurpation la noblesse *française*, et la noblesse française *seule,* et que d'ailleurs les lois sur la noblesse et les titres, comme les lois sur le nom, rentrent dans les lois de statut personnel (1).

(1) V. LÉVESQUE, *Du Droit nobiliaire français*, ch. VI, n° 419, p. 475-476.

2° *Comment se prescrivent les actions ci-dessus examinées?*

733. — Nous avons vu (2) que le nom, comme objet d'un droit de propriété civile, ne pouvait être ni acquis ni perdu par l'effet de la prescription, pas plus que l'état civil lui-même dont il n'est que l'étiquette. Cette imprescriptibilité s'étend donc aux actions qui ont pour but la revendication de cette propriété civile, c'est-à-dire aux actions en rectification d'actes publics, quel que soit le temps écoulé depuis l'usurpation ou l'erreur commise.

734. — Mais nous ne saurions, dans l'état actuel du droit, reconnaître ce caractère d'imprescriptibilité aux actions tendant à obtenir la réparation du préjudice causé par un fait quelconque, ou la répression d'un délit. Telles sont l'action de l'article 1382 du Code civil, dans tous les cas, les actions protégeant le nom commercial ou industriel et le nom littéraire ou artistique, et les diverses actions qui seules peuvent être intentées d'office par le ministère public. Ces actions, en effet, n'ont pas pour but de rétablir le véritable état civil des gens, mais de réparer le dommage qu'ils ont souffert ou de punir les infractions aux règles que les délinquants ont commises. Nous leur appliquerons donc les règles ordinaires de la prescription, et nous dirons qu'elles sont éteintes, les premières au bout de trente ans, les secondes après trois ans, à dater du dernier fait qui aurait pu y donner lieu (art. 2262 Code civ., art. 638 Code inst. cr.).

(2) V. *supra*, nos 413-414, p. 312-313, et nos 526 et suiv., p. 373 et suiv.

735. — En résumé, sont seules imprescriptibles les actions qui ont pour but de revendiquer la propriété civile du nom; toutes les autres s'éteignent au contraire par la prescription.

3° — *Projet de loi déposé par M. Bozérian au Sénat, le 26 mai 1879* (1)

736. — Nous avons examiné plus haut quels sont les principes posés par ce projet. Nous allons dire ici quelle est la sanction qu'il y apporte. Voici le texte des dispositions qui ont rapport à notre sujet :

Art. 8. — « Sont punis d'une amende de 50 à 3,000 « francs, et d'un emprisonnement de trois mois à trois « ans, ou de l'une de ces peines seulement : 1° ceux qui « ont usurpé, contrefait ou frauduleusement imité un nom « commercial ou une raison de commerce; 2° ceux qui « en ont fait un usage frauduleux; 3° ceux qui frauduleusement ont, soit apposé, soit fait apparaître, par « addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des produits un nom commercial ou une raison « de commerce usurpés, contrefaits ou frauduleusement « imités; 4° ceux par qui ces produits ont été sciemment « vendus ou mis en vente.

Art. 9. — « Sont punis des mêmes peines : 3° ceux qui, « dans un but de concurrence déloyale, ont, au moyen « d'acquisition, d'association ou de toute autre manœuvre « frauduleuse, fait un usage illicite d'un nom ou d'une « raison de commerce.

(1) V. *supra*, n^os^ 564 et suiv., p. 399 et suiv.

Art. 14. — « Les actions intentées par la voie civile « seront portées devant les Tribunaux civils et jugées « comme affaires sommaires, à moins que les contesta- « tions n'existent entre commerçants : dans ce cas, les « Tribunaux consulaires seront compétents, conformément « à l'article 631 du Code de commerce.

Art. 15. — « Ces actions, ainsi que celles intentées « par la voie correctionnelle, pourront être exercées par « tous ceux auxquels les faits poursuivis auront causé « préjudice.

Art. 16. — « Les règles ordinaires de la complicité « sont applicables.

Art. 17. — « L'action pénale pourra être exercée « d'office par le Ministère public.

Art. 18. — « La loi du 28 juillet 1824 et l'article 17 « de la loi du 22 germinal an XI sont abrogés (1). »

Ce projet est fort clair et fort logique, et se passe, croyons-nous, de tout commentaire. Nous lui trouvons le double mérite : 1° de punir la concurrence déloyale à l'égal de l'usurpation de nom et de combler ainsi une lacune de notre droit ; 2° de dissiper tous les doutes qui s'étaient élevés sur les questions de compétence et autres soulevées par la loi du 28 juillet 1824. Aussi espérons-nous que les graves occupations de nos législateurs leur laisseront quelque jour le temps de l'adopter.

4° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés le 25 novembre 1885* (2)

737. — Ce projet n'aurait pas été complet s'il s'en était

(1) V. *J. of.*, 4 juin 1879, Sénat, annexe n° 157, p. 4612-4613.
(2) V. *supra*, n°s 665 et suiv., p. 460 et suiv.

tenu à la position de principes que nous avons déjà rapportée. Aussi continue-t-il. Voici le texte du deuxième alinéa de l'article 1er et de l'article 2 :

« Est également abrogé l'article 259 du Code pénal.

Art. 2. — « Sera puni d'une amende de 500 à 10,000 « francs quiconque, dans un acte public ou officiel, aura « pris un titre nobiliaire ainsi que tout fonctionnaire ou « officier public qui aura fait usage d'une semblable quali- « fication. »

Ces dispositions sont logiques et claires, malgré quelques imperfections de rédaction qui pourraient donner lieu à la chicane. C'est ainsi que d'après ce projet, *tout* l'article 259 du Code pénal serait supprimé, même les dispositions relatives au port de costumes, d'uniformes ou de décorations. Certaines personnes pourraient donc profiter de cela pour revêtir le costume de Ministre de la guerre et se faire rendre par erreur les honneurs militaires sans qu'on pût les en empêcher !

Quant au projet lui-même, nous l'avons critiqué en démontrant qu'il reposait tout entier sur cette idée, fausse, que la noblesse est aujourd'hui encore ce quelle était dans l'ancien droit. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit à ce sujet.

---

738. — Nous avons ainsi terminé l'étude de toutes les grandes questions juridiques relatives aux règles du nom.

CHAPITRE IX

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

739. — Nous mettrons fin à cette deuxième partie de notre étude du nom des personnes en présentant un rapide résumé des règles du nom français et une courte critique du système établi par notre législation, ou du moins reconnu par elle implicitement comme existant.

740. — Le nom français doit se composer pour toute personne de deux éléments qui sont : 1° un ou plusieurs *prénoms* en nombre illimité, choisis dans de certaines conditions déterminées par la loi ; 2° un *nom patronymique* ou *nom de famille*, pouvant se composer de plusieurs mots, soit réunis en un seul, soit séparés, et même dans certains cas, de deux noms juxtaposés. Les prénoms constituent dans le nom français l'élément personnel propre à l'individu. Ils sont donc intransmissibles. Le nom patronymique est, au contraire, l'élément commun à tous les

membres d'une même famille, et propre, sauf les cas trop nombreux d'homonymie, aux membres de cette seule famille. Il est transmissible : 1° du père à chacun de ses enfants, par le seul fait de la filiation légalement établie ; 2° de la mère à ses enfants, lorsque leur filiation paternelle n'est pas établie ; 3° de l'adoptant, quel que soit son sexe, à l'adopté ; 4° il est donné, aux enfants nés de parents inconnus, par ceux-ci, et par l'entremise du déclarant (1) ; 5° il est donné, aux enfants trouvés, par l'officier de l'état civil à qui ils ont été présentés, ou par l'administrateur de l'hospice où ils ont été recueillis. Dans ces deux derniers cas, le nom patronymique ainsi donné à l'enfant n'est que provisoire, en ce sens que si l'enfant parvient dans la suite à faire constater légalement sa véritable filiation, il reprend *ipso jure* le nom auquel celle-ci lui donne droit.

Au nom patronymique viennent parfois s'accoler, à titre de partie accessoire, des qualifications honorifiques appelées *titres de noblesse*, et concédées expressément aux citoyens par le chef de l'Etat.

Enfin les appellations irrégulières, noms supposés, prénoms ou sobriquets, deviennent quelquefois, sous le nom de *pseudonymes*, l'objet d'un véritable droit pour ceux qui les portent.

741. — Les prénoms, noms patronymiques et titres de noblesse, sont constatés officiellement pour chaque personne par les actes de son état civil, et particulièrement par l'acte de naissance. Mais tandis que, lors de la rédac-

(1) Il s'agit ici du cas où la personnalité physique de l'un des parents au moins et, le plus souvent de la mère, est connue, alors que leur identité civile reste cachée ou couverte par le secret professionnel.

tion de cet acte les prénoms de l'enfant lui sont *donnés* par ses parents ou par l'autorité compétente à leur défaut, son nom patronymique n'est que *constaté*, car il lui est acquis *de droit* par le fait de sa filiation, sauf dans les cas de l'enfant déclaré né de parents inconnus et de l'enfant trouvé.

742. — Le nom ainsi formé est pour son titulaire l'objet d'un véritable droit de propriété, dont l'application pratique est limitée par le principe général de l'immutabilité du nom. De plus, le nom étant pour ainsi dire l'étiquette de l'état civil, est comme l'état civil lui-même, hors du commerce, en ce sens que la *propriété civile* du nom ne peut être ni acquise, ni perdue par la prescription, ni transmise autrement que de la façon que nous avons indiquée. Toutefois un acte de cession du nom peut recevoir son plein et entier effet, à condition que le cessionnaire aura demandé et obtenu l'autorisation gouvernementale nécessaire pour ajouter à son nom le nom cédé.

743. — La propriété civile du nom ne peut se perdre que par l'effet d'un changement de nom régulier. Le Président de la République peut seul, par décret, après une procédure particulière, autoriser un changement ou une modification du nom, si minimes qu'ils soient.

744. — Par le fait de la célébration du mariage, la femme n'acquiert aucune part dans la propriété civile du nom de son mari ; mais elle est investie d'une sorte de droit d'usage de ce nom, en ce sens qu'elle peut et doit le porter dans les actes de sa vie publique et de sa vie privée, comme indication de son état civil de femme mariée, et sans perdre la propriété civile de son nom de naissance.

745. — Le nom civil ou le pseudonyme peuvent, lorsque les circonstances le permettent, devenir pour qui de droit l'objet d'un droit de propriété commerciale ou industrielle, ou d'un droit de propriété littéraire ou artistique. Le nom devient alors cessible et transmissible comme les objets mis dans le commerce, et par les voies et moyens permis par les règles spéciales de la matière.

746. — Enfin les règles du nom sont dans beaucoup de cas sanctionnées par la loi, et les infractions qui y sont faites donnent lieu, soit à des actions privées de la part des personnes lésées, soit à l'action publique, ou aux deux sortes d'actions, suivant les cas. Quelques-unes de ces infractions sont même qualifiées *délits* et punies comme tels par le droit pénal.

747. — Telle est en quelques lignes l'idée générale du système du nom français. Nous lui adresserons tout d'abord plusieurs critiques.

En premier lieu, la législation à cet égard est des plus confuses. Les textes semblent la plupart du temps s'en rapporter à un état de droit supposé connu et indiscutable, mais qui a le grand tort de n'être défini nulle part. Aussi n'est-ce qu'au prix de laborieux efforts que nous avons pu en dégager les principes et en déterminer l'application. Encore bien des questions importantes resteront-elles sujettes à controverse, et entraîneront-elles, si on les résout autrement que nous ne l'avons fait, un bouleversement complet de toute la matière. Nous formulerons en un mot ce défaut du système du nom français en disant qu'il manque d'une assiette fixe, claire et précise.

748. — En second lieu, nous avons eu l'occasion de constater bien des lacunes dans la sanction apportée par

la loi aux infractions commises. C'est ainsi que l'usurpation d'un nom dans les actes de l'état civil deviendra inattaquable, tant que les auteurs de l'usurpation n'en demanderont pas eux-mêmes la rectification, si cette usurpation ne lèse aucun intérêt particulier mais seulement l'intérêt général de la société, qui souffre de toute dérogation aux règles de la transmission du nom, et si cette usurpation n'a pas été faite dans le but de s'attribuer une distinction honorifique. C'est ainsi également que le propriétaire d'un nom commercial ou d'un nom littéraire ou artistique ne pourra dans la plupart des cas le protéger contre les atteintes qu'il peut subir qu'en ayant recours à la règle de l'article 1382 du Code civil.

749. — Enfin nous constatons avec regret que dans la pratique les autorités compétentes paraissent regarder comme lettre morte les dispositions répressives des infractions aux règles du nom civil, lorsque ces infractions tombent sous le coup de la loi.

750. — Quoi qu'il en soit, le système du nom français nous paraît supérieur au système du nom romain, avec lequel d'ailleurs il n'est pas sans présenter quelque analogie, bien qu'il n'en découle nullement, au moins d'une façon directe. C'est ainsi que les prénoms jouent dans le nom français à peu près le même rôle que le *prænomen* dans le nom romain, et notre nom patronymique le même rôle que le *nomen gentilitium*. Les noms de seigneurie de l'ancien droit pouvaient dans une certaine mesure être comparés au *cognomen* romain. Enfin les deux systèmes présentent des cas de dénominations honorifiques bien différents dans la forme mais assez ressemblants quant au fond.

751. — La supériorité du nom français sur le nom romain se retrouve à notre avis à quatre points de vue :

1° Les éléments du nom français étant moins nombreux que ceux du nom romain, les noms français arrivent rarement à une longueur aussi démesurée que celle de certains noms romains, mais aussi et par contre ils sont rarement aussi courts que certains autres.

2° La pluralité des prénoms permet d'obtenir beaucoup plus de précision dans la dénomination individuelle par le nom français que par le nom romain.

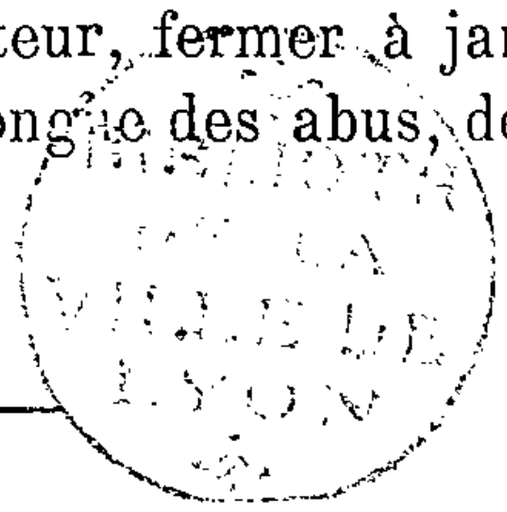
3° La législation française du nom donne à la plupart des cas une sanction efficace, tandis que les règles du nom romain en sont presque toutes dépourvues.

4° Enfin le vague de la réglementation du nom français est moins profond que celui des règles du nom romain. La première peut encore se *déduire* des textes ou au moins de l'esprit de nos lois, tandis que pour arriver à déterminer les secondes, on est presque toujours forcé de les *induire* de l'universalité ou de la majorité des cas d'application.

752. — Les défauts que nous avons signalés dans le système du nom français seraient en grande partie corrigés par l'adoption du projet de loi présenté au Sénat par M. Bozérian, dans la séance du 26 mai 1879. Ce projet pose en effet le grand principe de la propriété du nom, et comble plusieurs des lacunes de la sanction des règles du nom. Pour achever d'y porter remède, il faudrait en outre qu'une loi vînt consacrer expressément le mode actuel de transmission du nom civil, et donnât à *toute usurpation de nom*, sinon une sanction pénale, par exemple par une portée plus générale donnée à l'article 259

du Code pénal, au moins une sanction civile, en permettant, par exemple, au Ministère public d'intenter d'office en pareil cas l'action en rectification des actes de l'état civil de l'usurpateur. Il faudrait pareillement, en matière de collation de titres, que le cas où le titre conféré est uni à un nom fût réglementé et résolu dans le sens que nous avons indiqué, par une application formelle à ce cas de la loi du 11 germinal an XI. Il faudrait enfin que les magistrats compétents veillassent avec plus de zèle à l'observation des règles du nom, en exerçant sans pitié contre les délinquants les poursuites que la loi leur permet d'exercer.

753. — Comme conclusion à cette étude du nom, nous nous bornerons à exprimer le vœu, un peu téméraire peut-être, de voir apporter aux points défectueux que nous avons signalés sinon les remèdes que nous avons indiqués, au moins un remède quelconque. Le système du nom français tel que nous croyons l'avoir établi est bon, s'il n'est pas parfait. Il serait profondément regrettable que le peu de précision de la législation et le peu de compte tenu des dispositions répressives qui sanctionnent les règles établies finissent par les laisser tomber tout à fait en désuétude. Espérons donc qu'un jour naîtra où une loi claire et formelle viendra fixer les principes de notre matière et lever tous les doutes qui se sont produits à leur sujet, et que nous verrons enfin une surveillance sévère, aidée par la sagesse du législateur, fermer à jamais sur ces questions l'ère déjà trop longue des abus, de l'ignorance et du mépris des lois.



POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — Les affranchis d'une même personne morale (peuple romain, municipe, etc.) ne forment entre eux qu'une seule *gens* nouvelle.

II. — La sentence du juge qui déclare le revendiquant propriétaire et ordonne la restitution de la chose peut lui servir de juste cause à l'effet d'usucaper.

III. — La complicité frauduleuse est exigée chez la femme comme chez le mari pour que la constitution de dot puisse être attaquée par l'action Paulienne.

IV. — Les héritiers siens et nécessaires n'acquièrent pas *ipso jure* la possession des biens héréditaires.

DROIT CIVIL

V. — L'exception tirée de la nullité pour cause d'incapacité est perpétuelle.

VI. — La parenté naturelle à un degré prohibé est un obstacle au mariage, lors même qu'elle ne serait pas reconnue de la façon prévue par les article 334 et suivants du Code civil.

VII. — Le mari ne peut, en vertu de son autorité maritale, ouvrir les lettres missives adressées à ou par sa femme.

VIII. — Les parents peuvent reconnaître, même après son décés, leur enfant naturel mort sans postérité.

DROIT PÉNAL

IX. — Les condamnations pour rupture de ban ne comptent pas pour la relégation (l. 27 mai 1885).

X. — Le temps de la peine subie par suite d'une condamnation pour fait politique doit entrer en ligne de compte pour proroger le délai de dix ans prévu par l'article 4 de la loi du 27 mai 1885.

DROIT CONSTITUTIONNEL

XI. — Le Sénat peut valablement rétablir dans une loi de finances un crédit supprimé par la Chambre des députés (l. c^{lle} 24 février 1875, art. 8).

XII. — Le Sénat et la Chambre des Députés réunis en Congrès conformément à l'article 8 de la loi constitutionnelle

du 25 février 1875, ne peuvent procéder à la revision d'articles des lois constitutionnelles autres que ceux désignés à cet effet par leurs résolutions préalables.

Vu :

Lyon, le 28 Octobre 1887.

Le Doyen, Président de la Thèse,

E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 26 Novembre 1887.

Le Recteur de l'Académie,

E. CHARLES.

assoc. syndicale des ouvriers typographes), r. Ferrandière, 5 — 895.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE — DROIT ROMAIN

	Nos	Pages
CHAPITRE I. — Considérations générales sur le nom. — Historique du nom romain.....	1	3
CHAPITRE II. – *Prænomen*.....	17	23
CHAPITRE III. — *Nomen gentilitium*.....	37	45
CHAPITRE IV. – *Cognomen*.....	56	65
CHAPITRE V. — Filiation et Tribu.....	76	87
I. — Filiation.....	77	87
II. — Tribu.....	88	96
CHAPITRE VI. — Altérations du nom.....	97	102
I. — Cas de substitution de noms.....	100	104
1° *Adrogation*.....	101	105
2° *Adoption entre vifs*.....	112	113
3° *Adoption testamentaire*	114	115

	Nos	Pages
4° *Institution d'héritier* SUB CONDITIONE NOMINIS FERENDI	133	130
5° *Mariage* CUM MANU	139	135
6° *Affranchissement*	150	141
7° *Collation du droit de cité romaine*	160	146
II. — CAS DE PERTE DE NOM	166	148
1° *Perte du droit de cité romaine*	167	150
2° *Perte de la liberté*	171	152
CHAPITRE VII. — AUTORITÉ DES POUVOIRS PUBLICS SUR LE NOM	175	154
I. — DÉROGATIONS AUX RÈGLES	176	155
II. — COLLATION DE DÉNOMINATIONS HONORIFIQUES.	186	159
1° *Noblesse romaine*	187	160
2° *Dénominations honorifiques*	205	172
III. — IMPOSITION OU RATIFICATION DES ALTÉRATIONS	226	184
1° *Altérations du nom* IMPOSÉES *par les pouvoirs publics*	227	184
2° *Altérations du nom* RATIFIÉES *par les pouvoirs publics*	232	186
CHAPITRE VIII. — SANCTION DE L'INOBSERVATION DES RÈGLES DU NOM	243	191
I. — INFRACTIONS RELATIVES A L'ACQUISITION DU NOM	244	192
II. — INFRACTIONS RELATIVES AUX ALTÉRATIONS DU NOM	248	193
III. — INFRACTIONS RELATIVES AUX DÉNOMINATIONS HONORIFIQUES	252	197
CHAPITRE IX. — RÉSUMÉ ET CONCLUSION	258	201

DEUXIÈME PARTIE — DROIT FRANÇAIS

	Nos	Pages
CHAPITRE I. — Historique du nom français.....	268	213
I. — Période de formation.....	270	215
II. — Période d'achèvement.....	302	243
III. — Epoque révolutionnaire.....	322	255
IV. — Législation actuelle.....	332	264
CHAPITRE II. — Eléments du nom français.....	334	267
I. — Prénom.....	335	268
1° *Quels sont le caractère et le rôle du prénom?*..	336	268
2° *Comment les prénoms sont-ils donnés ?*..	339	270
3° *Sur quelle liste les prénoms sont-ils choisis?*.....	343	274
II. — Nom patronymique.....	345	276
1° *Quels en sont le caractère et le rôle, et d'où il est tiré?*.....	346	277
2° *Comment se transmet le nom patronymique?*.....	354	281
3° *Comment le nom patronymique est-il donné et reçu?*.....	359	284
III. — Surnoms.....	365	287
1° *Sobriquets*.....	366	287
2° *Pseudonymes*.....	368	288
CHAPITRE III. — Du droit de chacun sur son nom.	373	291
I. — Prénoms.....	375	292
II. — Nom patronymique.....	379	294
1° *Nature de ce droit*.....	380	294
2° *Ses cas d'application*.....	406	309
3° *Sa limitation*.....	429	323

	Nos	Pages
CHAPITRE IV. — TRANSMISSION DU NOM.....	433	326
I. FILIATION.....	435	327
1° *Filiation légitime*.....	436	327
2° *Filiation naturelle simple*.....	438	329
3° *Filiation adultérine ou incestueuse*.....	454	337
II. — ADOPTION.....	457	339
III. — LEGS.....	463	342
IV. — MARIAGE.....	468	344
CHAPITRE V. — CHANGEMENTS DE NOM.....	489	355
I. — CHANGEMENT DE NOM RÉGULIER.....	490	355
1° *Caractère du changement de nom*.....	491	356
2° *Procédure à suivre*.....	497	359
3° *Effets de l'autorisation de changement de nom*.....	518	367
II. — CHANGEMENT DE NOM IRRÉGULIER.....	521	370
CHAPITRE VI. — NOM COMMERCIAL OU ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE.....	535	380
I. — NOM COMMERCIAL OU INDUSTRIEL.....	536	381
1° *Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété commerciale ou industrielle ?*...	536	381
2° *Comment le nom devient-il commercial et quel en est alors le caractère?*.....	538	382
3° *Quels actes peut faire le propriétaire d'un nom commercial ?*.....	548	388
4° *Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom commercial?*	556	394
APPENDICE.....	563	399
A. — *Comment le nom cesse t-il d'avoir le caractère de nom commercial ?*.....	563	399
B. — *Projet de loi déposé par M. Bozérian au sénat, le 26 mai 1879*.....	564	399

	Nos	Pages
II. — Nom artistique ou littéraire.	568	402
1° *Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété artistique ?*.....	568	402
2° *Comment le nom ou le pseudonyme deviennent-ils l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire ?*.....	573	405
3° *Quels actes peut faire le titulaire de la propriété littéraire ou artistique d'un nom ?*	575	407
4° *Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom littéraire ou artistique*.....	580	409
APPENDICE. -- Comment le nom ou le pseudonyme cessent-t-ils d'être l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire?..	586	414
CHAPITRE VII. – Titres de noblesse.....	588	415
I. — Source des titres de noblesse et base de leur existence légale.....	590	416
II. — Caractère juridique des titres de noblesse et titres existants	603	423
III. — Mode spécial d'acquisition, de transmission et de perte des titres de noblesse .	612	429
1° *Acquisition*	612	429
2° *Transmission*	620	435
3° *Perte*	635	445
IV. — Collation de titres de noblesse sous l'empire de la constitution actuelle	639	446
V. — Titres étrangers.....	652	453
APPENDICE.....	661	456
1° *Les particules* de, du, des, *etc., sont-elles des distinctions honorifiques présentant quelque analogie avec les titres de noblesse ?*.....	661	457

	Nos	Pages
2° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 26 novembre 1885*	665	460
CHAPITRE VIII. — SANCTION DES RÈGLES DU NOM ..	670	462
I. — ACTIONS PRIVÉES	671	463
1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics*	671	463
2° *Usurpation civile du nom*	680	466
3° *Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme par un tiers ; ou de l'usage qui en est fait dans une œuvre littéraire*	687	469
4° *Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial*	690	470
5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique*	699	474
6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé*	703	476
7° *Usurpation ou omission d'un titre de noblesse*	704	476
II. — ACTION PUBLIQUE	708	479
1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics*	708	479
2° *Usurpation civile du nom*, et 3° *Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme ou de l'usage qui en est fait dans une œuvre littéraire*.....	712	482
4° *Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial*	713	483
5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique*.....	718	485
6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé*	721	486
7° *Omission ou usurpation de titres de noblesse*	722	486

	Nos	Pages
APPENDICE	730	490
1° *Quelle est la situation des étrangers en France au triple point de vue de la soumission aux règles du nom, de la protection de leurs droits et de la répression des infractions par eux commises ?*	730	490
2° *Comment se prescrivent les actions ci-dessus examinées ?*	733	493
3° *Projet de loi déposé par M. Bozérian au Sénat, le 26 mai 1879*	736	494
4° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 25 novembre 1885*	737	495
CHAPITRE IX. — Résumé et conclusion	739	497
POSITIONS		584

BIBLIOTHÈQUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, B.-LETTRES ET ARTS DE LYON
Fonds LACASSAGNE

PREMIERE PARTIE - DROIT ROMAIN

N^os
Pages
CHAPITRE I. - CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE NOM. - HISTORIQUE DU NOM ROMAIN
1
CHAPITRE II. - *PRAENOMEN*
17
CHAPITRE III. - *NOMEN GENTILITIUM*
37
CHAPITRE IV. - *COGNOMEN*
56
CHAPITRE V. - FILIATION ET TRIBU
76
I. - FILIATION
77
II. - TRIBU
88
CHAPITRE VI. - ALTERATIONS DU NOM
97
I. - CAS DE SUBSTITUTION DE NOMS
100
1° *Adrogation*
101
2° *Adoption entre vifs*
112
3° *Adoption testamentaire*
114
4° *Institution d'héritier* SUB CONDITIONE NOMINIS FERENDI
133
5° *Mariage* CUM MANU
139
6° *Affranchissement*
150
7° *Collation du droit de cité romaine*
160
II. - CAS DE PERTE DE NOM
166
1° *Perte du droit de cité romaine*
167
2° *Perte de la liberté*
171
CHAPITRE VII. - AUTORITE DES POUVOIRS PUBLICS SUR LE NOM
175
I. - DEROGATIONS AUX REGLES
176
II. - COLLATION DE DENOMINATIONS HONORIFIQUES.
186
1° *Noblesse romaine*
187
2° *Dénominations honorifiques*
205
III. - IMPOSITION OU RATIFICATION DES ALTERATIONS
226
1° *Altérations du nom* IMPOSEES *par les pouvoirs publics*
227
2° *Altérations du nom* RATIFIEES *par les pouvoirs publics*
232
CHAPITRE VIII. - SANCTION DE L'INOBSERVATION DES REGLES DU NOM
243
I. - INFRACTIONS RELATIVES A L'ACQUISITION DU NOM
244
II. - INFRACTIONS RELATIVES AUX ALTERATIONS DU NOM
248
III. - INFRACTIONS RELATIVES AUX DENOMINATIONS HONORIFIQUES
252
CHAPITRE IX. - RESUME ET CONCLUSION
258
DEUXIEME PARTIE - DROIT FRANCAIS

N^os
Pages
CHAPITRE I. - HISTORIQUE DU NOM FRANCAIS
268
I. - PERIODE DE FORMATION
270
II. - PERIODE D'ACHEVEMENT
302
III. - EPOQUE REVOLUTIONNAIRE
322
IV. - LEGISLATION ACTUELLE
332
CHAPITRE II. - ELEMENTS DU NOM FRANCAIS
334
I. - PRENOM
335
1° *Quels sont le caractère et le rôle du prénom?*
336
2° *Comment les prénoms sont-ils donnés?*
339
3° *Sur quelle liste les prénoms sont-ils choisis?*
343
II. - NOM PATRONYMIQUE
345
1° *Quels en sont le caractère et le rôle, et d'où il est tiré?*
346
2° *Comment se transmet le nom patronymique?*
354
3° *Comment le nom patronymique est-il donné et reçu?*
359
III. - SURNOMS
365
1° *Sobriquets*
366
2° *Pseudonymes*
368
CHAPITRE III. - DU DROIT DE CHACUN SUR SON NOM
373
I. - PRENOMS
375
II. - NOM PATRONYMIQUE
379
1° *Nature de ce droit*
380

2° *Ses cas d'application*
406
3° *Sa limitation*
429
CHAPITRE IV. - TRANSMISSION DU NOM
433
I. FILIATION
435
1° *Filiation légitime*
436
2° *Filiation naturelle simple*
438
3° *Filiation adultérine ou incestueuse*
454
II. - ADOPTION
457
III. - LEGS
463
IV. - MARIAGE
468
CHAPITRE V. - CHANGEMENTS DE NOM
489
I. - CHANGEMENT DE NOM REGULIER
490
1° *Caractère du changement de nom*
491
2° *Procédure à suivre*
497
3° *Effets de l'autorisation de changement de nom*
518
II. - CHANGEMENT DE NOM IRREGULIER
521
CHAPITRE VI. - NOM COMMERCIAL OU ARTISTIQUE ET LITTERAIRE
535
I. - NOM COMMERCIAL OU INDUSTRIEL
536
1° *Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété commerciale ou industrielle?*
536
2° *Comment le nom devient-il commercial et quel en est alors le caractère?*
538
3° *Quels actes peut faire le propriétaire d'un nom commercial?*
548
4° *Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom commercial?*
556
APPENDICE
563
A. - *Comment le nom cesse t-il d'avoir le caractère de nom commercial?*
563
B. - *Projet de loi déposé par M. Bozérian au sénat, le 26 mai 1879*
564
II. - NOM ARTISTIQUE OU LITTERAIRE
568
1° *Le nom peut-il être l'objet d'un droit de propriété artistique?*
568
2° *Comment le nom ou le pseudonyme deviennent-ils l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire?*
573
3° *Quels actes peut faire le titulaire de la propriété littéraire ou artistique d'un nom?*
575
4° *Atteintes aux droits des tiers pouvant résulter de l'emploi d'un nom littéraire ou artistique*
580
APPENDICE. - Comment le nom ou le pseudonyme cessent-t-ils d'être l'objet d'un droit de propriété artistique ou littéraire?
586
CHAPITRE VII. - TITRES DE NOBLESSE
588
I. - SOURCE DES TITRES DE NOBLESSE ET BASE DE LEUR EXISTENCE LEGALE
590
II. - CARACTERE JURIDIQUE DES TITRES DE NOBLESSE ET TITRES EXISTANTS
603
III. - MODE SPECIAL D'ACQUISITION, DE TRANSMISSION ET DE PERTE DES TITRES DE NOBLESSE
612
1° *Acquisition*
612
2° *Transmission*
620
3° *Perte*
635
IV. - COLLATION DE TITRES DE NOBLESSE SOUS L'EMPIRE DE LA CONSTITUTION ACTUELLE
639
V. - TITRES ETRANGERS
652
APPENDICE
661
1° *Les particules DE, DU, DES, etc., sont-elles des distinctions honorifiques présentant quelque analogie avec les titres de noblesse?*
661
2° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 26 novembre 1885*
665
CHAPITRE VIII. - SANCTION DES REGLES DU NOM
670
I. - ACTIONS PRIVEES
671
1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics*
671
2° *Usurpation civile du nom*
680
3° *Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme par un tiers; ou de l'usage qui en est fait dans une oeuvre littéraire*
687
4° *Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial*
690
5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique*
699
6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé*
703
7° *Usurpation ou omission d'un titre de noblesse*
704
II. - ACTION PUBLIQUE
708
1° *Mention irrégulière du nom dans les actes publics*
708
2° *Usurpation civile du nom, et 3° Atteinte au nom civil résultant de la prise d'un pseudonyme ou de l'usage qui en est fait dans une oeuvre littéraire*
712
4° *Usurpation d'un nom ou pseudonyme commercial*
713
5° *Atteintes portées au nom littéraire ou artistique*
718

6° *Atteinte au nom civil par l'effet d'un changement de nom autorisé*
721
7° *Omission ou usurpation de titres de noblesse*
722
APPENDICE
730
1° *Quelle est la situation des étrangers en France au triple point de vue de la soumission aux règles du nom, de la protection de leurs droits et de la répression des infractions par eux commises?*
730
2° *Comment se prescrivent les actions cidessus examinées?*
733
3° *Projet de loi déposé par M. Bozérian au Sénat, le 26 mai 1879*
736
4° *Projet de loi déposé par M. Beauquier à la Chambre des députés, le 25 novembre 1885*
737
CHAPITRE IX. - RESUME ET CONCLUSION
739
POSITIONS